



HAL
open science

La liberté de la presse au Royaume-Uni depuis 1998

Mélanie Anderson-Dupéré

► **To cite this version:**

Mélanie Anderson-Dupéré. La liberté de la presse au Royaume-Uni depuis 1998. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2020. Français. NNT : 2020PA030025 . tel-02894991

HAL Id: tel-02894991

<https://theses.hal.science/tel-02894991>

Submitted on 9 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

ED 625 – MAGIE :

Mondes anglophones, germanophones, iraniens, indiens et études européennes

EA 4399 – CREW :

Center for Research on the English-speaking World

Thèse de doctorat en études anglophones – civilisation britannique

Mélanie ANDERSON-DUPÉRÉ

La liberté de la presse au Royaume-Uni depuis 1998

Thèse dirigée par Madame la Professeure Emmanuelle AVRIL

Soutenance le 2 mars 2020

Membres du jury :

Madame Emmanuelle AVRIL (Directrice de thèse)

Professeure à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

Monsieur David FÉE (Président du jury)

Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

Madame Emma BELL (rapporteure)

Professeure à l'Université Savoie Mont Blanc

Madame Claire CHARLOT (rapporteure)

Professeure à l'Université de la Sorbonne – Paris IV

Monsieur Simon DAWES (Expert)

Maître de conférences à l'Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines

La liberté de la presse au Royaume-Uni depuis 1998

Résumé

La période qui court depuis 1998 comporte de nombreux paradoxes pour la liberté de la presse au Royaume-Uni : certaines avancées ont été obtenues, de nouveaux obstacles ont surgi. La crédibilité de l'industrie de la presse à œuvrer au service de l'intérêt public dépend de sa capacité à contrôler les activités des gouvernements et des autres acteurs sociaux. Pour cela, la presse se doit de communiquer des informations fiables, et cela dans le respect de la déontologie journalistique. Or, des tensions existent entre la logique commerciale et la défense de l'intérêt public. L'incapacité du système d'autorégulation à mettre fin aux mauvaises pratiques et l'impact de la dérégulation progressive de l'économie de la presse sur la pluralité des voix font l'objet de controverses. La référence à une « crise » de la presse est abondante dans les discours, dans un contexte marqué par un manque de moyens humains et matériels consacrés au journalisme d'investigation. La place accordée à la pratique journalistique a évolué depuis 1998, en raison de la reconnaissance de la liberté d'expression en tant que droit positif qualifié. Toutefois, la presse est sujette à des contraintes et pressions liées aux structures économiques. Par ailleurs, elle doit faire face à des mesures de censure et d'autocensure en amont de la publication ainsi qu'aux risques liés à la saisie de matériel journalistique et à la divulgation des sources. À l'ère numérique, la capacité de la presse à exercer librement est bouleversée par les évolutions de la stratégie anti-terroriste du Royaume-Uni et la surveillance de masse. Dans ce contexte de changements économiques, politiques et technologiques, certains éléments de la presse traditionnelle ont été capables de s'adapter, de se réinventer et de réaffirmer leur légitimité. De nouveaux modèles de coopération en ressortent, tels que les projets de partenariats transnationaux. Allant au-delà des intérêts des publications concurrentielles, ces projets permettent de traiter des sujets de grande envergure au service de l'intérêt public.

Mots clés : Censure, intérêt public, liberté d'expression, presse, protection des sources, régulation, surveillance de masse.

The Freedom of the Press in the United Kingdom since 1998

Abstract

The period since 1998 is comprised of many paradoxes for the freedom of the press in the United Kingdom: some progress has been made but new hurdles have arisen. The newspaper industry's credibility as a public interest medium is dependent on its ability to hold governments and other societal actors to account for their actions. This means that the press has a duty to communicate reliable information and pay due respect to journalistic ethics. Yet there are tensions between the commercial logic and the defence of the public interest. The inability of the self-regulatory system to put a stop to malpractice and the impact of the press economy's progressive deregulation on the plurality of voices are points of contention. References to a "crisis" of the press abound within the various discourses, against a background of a lack of human and material resources being devoted to investigative journalism. The position granted to journalistic practice has changed since 1998, due to the recognition of the freedom of expression as a qualified positive right. However, the press is subject to curbs and pressures in relation to economic structures. Furthermore, it has to deal with measures involving prepublication censorship and self-censorship as well as the risks in relation to the seizure of journalistic material and the disclosure of sources. In the digital age, the ability of the press to practise freely has been shaken by developments in the United Kingdom's anti-terrorist strategy and mass surveillance. Against this background of economic, political and technological changes, some elements of the traditional press have been capable of adapting, reinventing and reaffirming their legitimacy. This has resulted in new paradigms of cooperation such as transnational project partnerships. By going beyond the interests of competing publications, these partnerships are making it possible to deal with large-scale matters in the public interest.

Keywords: Censorship, public interest, freedom of expression, press, protection of sources, regulation, mass surveillance.

« Dites-moi, je vous prie, de quel côté faut-il me diriger ? »
« Cela dépend beaucoup de l'endroit où vous voulez aller, » dit le Chat.
« Cela m'est assez indifférent, » dit Alice.
« Alors peu importe de quel côté vous irez, » dit le Chat.
« Pourvu que j'arrive quelque part, » ajouta Alice en explication.
« Cela ne peut manquer, pourvu que vous marchiez assez longtemps. »¹

¹ « 'Would you tell me, please, which way I ought to go from here?' 'That depends a good deal on where you want to get to,' said the Cat. 'I don't much care where—' said Alice. 'Then it doesn't matter which way you go,' said the Cat. '—so long as I get somewhere,' Alice added as an explanation. 'Oh, you're sure to do that,' said the Cat, 'if you only walk long enough' » : CARROLL, Lewis, *Les aventures d'Alice au pays des merveilles / Alice's Adventures in Wonderland* (1865) [traduit de l'anglais vers le français par BUE, Henri], Odéon bilingue, 1^{re} édition, 2018, pp. 92-95.

Remerciements :

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma gratitude envers ma directrice, Madame la Professeure Emmanuelle Avril, qui a accepté d'encadrer ce travail à distance depuis 2013, au moment où j'étais en poste d'enseignement à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, puis depuis ma prise de poste à l'Université de La Réunion en 2014. Tout en me laissant creuser les pistes qui m'intéressaient, elle a toujours été disponible en cas de besoin. Je la remercie vivement pour ses précieux conseils, ses relectures et son soutien durant ces six dernières années.

Je remercie chaleureusement les équipes de l'École doctorale 625 et du Centre de recherches en Civilisation britannique de l'Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris III), qui ont soutenu financièrement mes déplacements pour les stages doctoraux et colloques au Royaume-Uni et à l'international tout au long de mon parcours de thèse. Je suis très reconnaissante aussi à la *Graduate School of Social and Political Science* de l'Université d'Édimbourg, et tout particulièrement à Madame Andrea Birdsall, Maître de conférences en relations internationales, de m'avoir accepté en tant que doctorante invitée de mai à juillet 2016. Pouvoir me consacrer entièrement à la recherche à mi-parcours de la thèse, et pouvoir profiter des ressources disponibles sur place, ont été une aide précieuse.

Cette recherche n'aurait pas été possible depuis La Réunion sans accès aux vastes ressources d'Internet, mais plusieurs séjours à la *British Library* (Londres) ont été indispensables. Je remercie vivement les équipes des salles de lectures des journaux et des humanités pour la qualité de leur accueil.

J'ai une pensée émue pour ma famille, et tout spécialement mon époux, Olivier, pour leur soutien infaillible pendant ce long voyage de thèse. Une pensée aussi pour mes amis musiciens, *Les Sans-soucis* à Bordeaux, et *Le bruit de la passion* à La Réunion, pour leur humanité et tous ces beaux moments de partage en musique. Ils ont su me sortir de mon bureau de travail pour m'aérer l'esprit, du Pays basque jusqu'aux hauteurs de Salazie.

Sommaire

Résumé.....	2
<i>Abstract</i>	3
Remerciements.....	6
Sommaire.....	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	12
PREMIÈRE PARTIE : Les enjeux d'un système libre et pluriel au Royaume-Uni.....	30
I La logique commerciale de la presse et l'intérêt public : un débat persistant.....	30
1.1. Le modèle d'autorégulation et l'économie de la presse à l'épreuve des mauvaises pratiques.....	32
1.1.1. L'idéal du quatrième pouvoir et la pluralité des voix.....	32
1.1.2. La déontologie journalistique face au supermarché du scoop : le cas de l'ancien majordome de la princesse Diana, Paul Burrell, en 2002.....	42
1.2. Le passage difficile vers un nouveau modèle d'autorégulation statutaire.....	53
1.2.1. La culture, les pratiques et l'éthique de la presse : le cas du scandale du piratage téléphonique de 2011.....	54
1.2.2. La réticence de la presse à l'égard de tout cadre statutaire de régulation : le cas de la Charte royale de 2013 portant sur l'autorégulation de la presse.....	67
DEUXIÈME PARTIE : Les articulations entre la liberté de la presse, la censure et l'autocensure en amont de la publication au Royaume-Uni.....	78
II La polémique autour du recours aux super-injonctions : de l'obscurité à la médiatisation.....	80
2.1. Les origines.....	80
2.1.1. Du devoir de confidentialité au droit à la vie privée.....	81
2.1.2. Le cas de <i>Trafigura</i> et la défense de l'intérêt public, en 2009.....	85
2.2. La défiance de la presse traditionnelle et des internautes.....	96
2.2.1. L'efficacité mitigée des <i>super-injonctions</i> : le cas de John Terry, en 2010.....	96
2.2.2. Vers la fin des <i>super-injonctions</i> ? Le cas de l'injonction anonyme de Ryan Giggs, en 2011.....	104

III	Le système singulier de l’Avis aux médias en matière de défense et de sécurité...	114
3.1.	La persistance de l’accord tacite au tournant du XXI ^{ème} siècle.....	115
3.1.1.	Entre confidentialité de l’information officielle et transparence des activités gouvernementales.....	115
3.1.2.	Le cas du bombardement du Kosovo de 1999 et la défense de l’intérêt public.....	123
3.2.	Les stratégies de contournement et l’inefficacité du système de l’accord tacite à l’ère numérique.....	131
3.2.1.	La collaboration expérimentale de la presse traditionnelle avec <i>Wikileaks</i> : le cas de la fuite de renseignements diplomatiques de 2010.....	132
3.2.2.	Le cas des révélations de la surveillance de masse de 2013 et l’intervention du Quartier-général des communications du gouvernement auprès de <i>The Guardian</i>	145
	TROISIÈME PARTIE : Les articulations entre la liberté de la presse, la protection des sources et la surveillance au Royaume-Uni.....	162
IV	La déontologie journalistique à l’épreuve des ordonnances de divulgation.....	164
4.1.	Vers la reconnaissance de la protection des sources en tant que prérogative professionnelle en faveur de l’intérêt public.....	164
4.1.1.	Le principe de protection des sources : du droit négatif au droit positif.....	165
4.1.2.	La protection des sources face à la confidentialité des données médicales: le cas de la grève de faim d’Ian Brady de 1999.....	174
4.2.	La mise en cause des motivations des sources comme motif pour faire dévoiler leur origine.....	183
4.2.1.	La responsabilisation pour falsification des données : le cas de la fusion supposée d’ <i>Interbrew</i> avec <i>South African Breweries</i> de 2001.....	183
4.2.2.	La responsabilisation pour actes terroristes : le cas du massacre de Massereene de 2009.....	195
V	Les journalistes et les lanceurs d’alerte à l’épreuve de la surveillance de masse.....	206
5.1.	L’impact de la lutte anti-terroriste sur les pouvoirs d’enquête et de surveillance depuis les années 2000.....	207

5.1.1.	L'accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation.....	207
5.1.2.	La découverte de la surveillance dissimulée des journalistes en 2014 : les enquêtes policières « Alice » et « Solar ».....	220
5.2.	Les ripostes du journalisme d'investigation à l'ère « post-Snowden ».....	229
5.2.1.	Contre la normalisation de la surveillance de masse au nom de la sécurité : les organisations des droits de l'homme et des journalistes dans <i>Big Brother Watch and Others v UK</i> depuis 2014.....	230
5.2.2.	La réaffirmation de la légitimité journalistique dans le contexte de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » de 2016 et les « Paradise Papers » de 2017.....	240
	CONCLUSION GÉNÉRALE.....	254
	Bibliographie.....	260
I	Sources primaires.....	260
1.	Affaires judiciaires.....	260
2.	Articles de presse, articles de blogs.....	264
3.	Articles et extraits des chaînes de radiodiffusion, de télévision et de film.....	315
4.	Articles et travaux des organisations non-gouvernementales, des associations et d'autres groupes de réflexion.....	320
5.	Travaux parlementaires, gouvernementaux, judiciaires et policiers.....	339
6.	Discours politiques.....	360
7.	Mesures législatives, conventions, traités, déclarations et autres accords.....	362
8.	Sondages.....	367
II	Sources secondaires.....	370
1.	Ouvrages.....	370
2.	Thèses et dissertations.....	385
3.	Articles scientifiques, communications scientifiques.....	386
	Table des matières.....	412
	Index législatif.....	416

INTRODUCTION GÉNÉRALE :

Contexte

Ce projet de recherche est né d'un intérêt particulier pour la presse, nourri lors de la réalisation d'un mémoire de Master en Histoire, et portant sur une étude comparée des représentations de la guerre des Malouines de 1982 dans la presse britannique et argentine². L'étude des contenus de deux quotidiens nationaux dans ce cadre a été porteuse d'une réflexion plus générale sur les questions liées à la liberté des organes de presse. Au moment où il s'est agi de songer à un sujet de thèse permettant d'approfondir cette réflexion, en 2013, l'industrie de la presse britannique était secouée par les scandales liés aux mauvaises pratiques journalistiques : les premières révélations étaient publiées en juillet 2011³, suivies par l'enquête publique judiciaire indépendante dite « Leveson » portant sur la culture, les pratiques et l'éthique de la presse⁴. Les conséquences immédiates de ces scandales sont profondes, comme en témoignent la fermeture du journal dominical *News of the World* en juillet 2011, le paiement de presque 400 millions de dollars (soit environ 360 millions d'euros) relatifs aux règlements amiables et aux frais de contentieux suite aux actions civiles des victimes de piratage téléphonique, ainsi que les poursuites criminelles impliquant notamment des rédacteurs en chef⁵. La crédibilité de la presse s'en trouve fortement endommagée⁶ et les débats politiques mettent en question le modèle d'autorégulation non-statutaire, enraciné depuis les années 1940⁷. L'approbation d'une Charte royale portant sur l'autorégulation de la presse (*Royal*

² ANDERSON, Mélanie, « La question des alliances et la lutte pour l'opinion de la communauté internationale vues à travers la presse argentine et britannique pendant la guerre des Îles Malouines (du 1^{er} avril au 14 juin 1982) », mémoire de Master recherche en études d'Histoire (spécialité relations internationales et histoire du monde atlantique), sous la direction du Professeur MARTINIÈRE, Guy, Université de La Rochelle, 2005.

³ KELLNER, Douglas, « The Murdoch Media Empire and the Spectacle of Scandal », in *International Journal of Communication*, n°6, 2012 [en ligne], ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/1613/754 [consulté en janvier 2015], pp. 1169-1200.

⁴ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, HC 780, Londres : The Stationery Office, le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/leveson-inquiry-report-into-the-culture-practices-and-ethics-of-the-press> [consulté en décembre 2014], vol. I-IV.

⁵ LEVI, Lili, « Journalism Standards and “the Dark Arts”: The U.K.'s Leveson Inquiry and the U.S. Media in the Age of Surveillance », in *Georgia Law Review*, vol. 48, n°3, 2014 [en ligne], repository.law.miami.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1078&context=fac_articles [consulté en janvier 2015], pp. 907-948, pp. 909-910.

⁶ Voir par exemple : *Yougov/PBS*, « Trust in the Media », sondage à propos de la confiance en les médias, travail de terrain effectué du 24 au 27 octobre 2011, publié le 14 novembre 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2011/11/14/trust-media> [consulté en décembre 2014].

⁷ O'MALLEY, Tom, « The Regulation of the Press », in CONBOY, Martin et STEEL, John (eds.), *The Routledge Companion to British Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2018, pp. 228-238, p. 235.

Charter on Self-Regulation of the Press), le 30 octobre 2013⁸, suscite l'hostilité de la presse traditionnelle, comme le démontrent plusieurs contentieux qui se poursuivent jusqu'en janvier 2019⁹. Par ailleurs, la crédibilité de la presse est mise à mal par l'absence de transparence quant à ses rapports avec le pouvoir politique et la police¹⁰. Dès janvier 2011, David Cameron, alors Premier ministre, se trouve contraint d'accepter la démission de son conseiller en communication, Andy Coulson¹¹. Cet ancien rédacteur en chef du *News of the World*, qui avait déjà démissionné de ce rôle en 2007 suite à des révélations de mauvaises pratiques, fait l'objet de poursuites pour son rôle dans le piratage téléphonique pratiqué au sein du journal¹².

L'année 2013 est également marquée par les révélations d'Edward Snowden relatives aux programmes de surveillance de masse à l'échelle mondiale et impliquant l'Alliance des services de renseignement « Cinq yeux » (*Five Eyes Intelligence Alliance*) dont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni¹³. Il s'avère qu'au même titre que tout citoyen, les journalistes sont sujets à la surveillance dissimulée et au partage inter-étatique de renseignements, sans égard pour le principe de soupçon raisonnable¹⁴. Par conséquent, la question se pose quant à la capacité de la presse à exercer librement.

⁸ *House of Commons Hansard*, « Royal Charter on Press Conduct : Emergency Debate Standing Order N° 24 », le 18 mars 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm130318/debtext/130318-0001.htm#13031811000002> [consulté en janvier 2015] ; *Prime Minister's Office*, « Press Briefing – Morning 18 March 2013 », le 18 mars 2013 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/press-briefing-morning-18-march-2013> [consulté en décembre 2014] ; *Privy Council Office*, « Chartered Bodies », date non indiquée [en ligne], <http://privycouncil.independent.gov.uk/royal-charters/chartered-bodies/> [consulté en décembre 2014] ; *Royal Charter on Self-Regulation of the Press*, le 30 octobre 2013 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/leveson-report-cross-party-royal-charter> [consulté en décembre 2014] ; *The Independent*, « Press Regulation: Judge for yourself – the Royal Charter in full », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/press-regulation-judge-for-yourself-the-royal-charter-in-full-8910572.html> [consulté en décembre 2014].

⁹ MAYHEW, Freddy, « Newspaper Publishers Drop Legal Challenge Over Recognition of Press Regulator Impress Under Royal Charter », in *Press Gazette*, le 15 janvier 2019 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/newspaper-publishers-drop-legal-challenge-over-recognition-of-press-regulator-impress-under-royal-charter> [consulté en octobre 2019] ; PONSFORD, Dominic, « News Industry Challenge to Status of Press Regulator Impress Rejected by High Court », in *Press Gazette*, le 12 octobre 2017 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/news-industry-challenge-to-status-of-press-regulator-impress-rejected-by-high-court/> [consulté en octobre 2019].

¹⁰ FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude, « Éthique, politique et corruption : compléments et bilan », in FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude (eds.), *Éthique, politique et corruption au Royaume-Uni*, Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 1^{re} édition, 2013, pp. 193-210, pp. 205-206.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.* ; BBC, « Andy Coulson Jailed for 18 Months Over Phone Hacking », le 4 juillet 2014 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-28160626> [consulté en juillet 2014].

¹³ BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick et MACASKILL, Ewen, « GCHQ Taps Fibre-Optic Cables for Secret Access to World's Communications », in *The Guardian*, le 21 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2013/jun/21/gchq-cables-secret-world-communications-nsa> [consulté en octobre 2017] ; *The Guardian*, « Edward Snowden and the NSA Files - Timeline », le 21 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/23/edward-snowden-nsa-files-timeline> [consulté en septembre 2014].

¹⁴ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, le 13 septembre 2018 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-186048> [consulté en septembre 2018].

Le choix de débiter l'analyse à partir de 1998 se justifie à plusieurs titres. Le 9 novembre 1998, la loi portant sur les droits de l'homme (*Human Rights Act 1998*) reçoit la sanction royale au Royaume-Uni¹⁵ et entre pleinement en vigueur le 2 octobre 2000¹⁶. Il s'agit d'une mesure législative phare du gouvernement travailliste de Tony Blair qui avait obtenu une majorité absolue lors des élections législatives du 1^{er} mai 1997¹⁷. Cette loi rend applicable la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique du Royaume-Uni, et notamment ses articles 8 et 10 respectivement relatifs au droit à la vie privée et à la liberté d'expression¹⁸. En tant que droits positifs, ces derniers sont limités par un certain nombre d'exceptions devant être interprétées restrictivement¹⁹. L'application de cette Convention représente un changement majeur dans la mesure où, historiquement, le droit coutumier anglais ne reconnaît pas de droit général à la vie privée et à la liberté d'expression²⁰. En effet, avant l'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, ces droits sont résiduels : il s'agit de la marge qui subsiste après respect des contraintes issues du droit statutaire et du droit coutumier²¹. Dans ce contexte, la reconnaissance de la liberté de la presse est restée limitée en comparaison avec celle développée en droit américain²², car les sources de la Constitution britannique sont marquées par une absence de considération expresse du rôle de la presse²³. Le Parlement dispose du pouvoir absolu de modification et d'abolition des droits des citoyens²⁴. Suite à l'entrée en

¹⁵ *Human Rights Act 1998*, Londres : The Stationery Office [en ligne], http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/42/pdfs/ukpga_19980042_en.pdf [consulté en octobre 2013].

¹⁶ *Ministry of Justice, A Guide to the Human Rights Act 1998: Questions and Answers*, décembre 2000 [en ligne], <http://www.justice.org.uk/images/pdfs/HRAINT.PDF> [consulté en octobre 2013], p. 3.

¹⁷ MOUGEL, François-Charles, *Royaume-Uni, les années Blair*, Paris : La documentation française, 1^{re} édition, 2005, pp. 22-23.

¹⁸ *European Council, European Convention on Human Rights*, signée le 4 novembre 1950 [en ligne], <http://www.echr.coe.int/pages/home.aspx?p=basictexts> [consulté en octobre 2013].

¹⁹ *Ibid.* ; MCHARG, Aileen, « Reconciling Human Rights and the Public Interest: Conceptual Problems and the Doctrinal Uncertainty in the Jurisprudence of the European Court of Human Rights », in *Modern Law Review*, vol. 62, n° 5, 1999, pp. 671-696, p. 671.

²⁰ DERINGER, Kathryn, « Privacy and the Press: The Convergence of British and French Law in Accordance with the European Convention of Human Rights », in *Penn State International Law Review*, vol. 22, n° 1, 2003 [en ligne], <https://elibrary.law.psu.edu/psilr/vol22/iss1/12> [consulté en janvier 2019], pp. 191-211, pp. 208-209 ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *Media Freedom Under the Human Rights Act*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2006, p. 1 ; SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », in *Current Legal Problems*, vol. 52, n° 1, 1999, pp. 126-149, pp. 126-127.

²¹ KLUG, Francesca, STARMER, Keir et WEIR, Stuart, *The Three Pillars of Liberty: Political Rights and Freedoms in the United Kingdom*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 1996, p. 37 ; NICOL, Andrew, MILLAR, Gavin et SHARLAND, Andrew, *Media Law and Human Rights*, Oxford : Oxford University Press, 2^{ème} édition, 2009, pp. 5-7.

²² Le terme « américain » sera préféré à « étasunien » pour faciliter la lecture dans le cadre de ce projet de recherche.

²³ BARENDT, Eric, « Freedom of Expression in the United Kingdom Under the Human Rights Act 1998 », in *Indiana Law Journal*, vol. 84, n°3, 2009 [en ligne], <http://www.repository.law.indiana.edu/ilj/vol84/iss3/4> [consulté en décembre 2015], pp. 851-866, p. 851 ; KLUG, Francesca, STARMER, Keir et WEIR, Stuart, *op. cit.*, pp. 180-181, 184 ; SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », *op. cit.*, pp. 126-127.

²⁴ KLUG, Francesca, STARMER, Keir et WEIR, Stuart, *op. cit.*, p. 37.

vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme, il revient aux juridictions compétentes d'interpréter ce qui relève de l'intérêt public en rapport avec les droits de l'homme explicités dans la Convention européenne²⁵. Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme en 2000, la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence subséquente se voient renforcer dans l'ordre juridique du Royaume-Uni, ce qui contribue fortement à la reconnaissance de la protection des sources journalistiques²⁶.

La période qui débute en 1998 est également marquée par des évolutions majeures en matière de politique de défense, dans le contexte de la lutte contre le terrorisme²⁷. Du fait du long conflit en Irlande au cours du XX^{ème} siècle, cette politique est traditionnellement conçue pour faire face à des menaces exceptionnelles, imminentes et identifiées²⁸. L'Accord du Vendredi saint (*Good Friday Agreement*) de 1998 représente un moment clé pour la démocratie en Irlande du Nord, dans la mesure où il annonce la fin des hostilités entre les groupes paramilitaires catholiques et protestants²⁹. Cependant, les débats politiques autour de la sécurité nationale au Royaume-Uni portent au-delà la situation irlandaise au tournant du XXI^{ème} siècle, pour prendre en compte les mutations du terrorisme à l'échelle internationale³⁰. Un glissement se produit vers une politique de prévention destinée à faire face à des risques dont certains restent non-identifiables³¹. L'adoption de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 (*Regulation of Investigatory Powers Act 2000*) vise à réglementer l'interception, l'acquisition et la divulgation des données recueillies tout en prenant en compte les évolutions

²⁵ MCHARG, Aileen, *op. cit.*, p. 672.

²⁶ DODD, Mike et HANNA, Mark, *McNae's Essential Law for Journalists*, Oxford : Oxford University Press, 22^{ème} édition, 2014, pp. 403-405 ; *European Council, European Convention on Human Rights*, signé le 4 novembre 1950, *op. cit.*

²⁷ YOUNG, Reuven, « Defining Terrorism: The Evolution of Terrorism as a Legal Concept in International Law and its Influence on Definitions in Domestic Legislation », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 29, n°1, 2006 [en ligne], <http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol29/iss1/3> [consulté en décembre 2014], pp. 23-103, pp. 70, 73-74.

²⁸ *Ibid.* ; BOAS, Ingrid et HAMMERSTAD, Anne, « National Security Risks? Uncertainty, Austerity and Other Logics of Risk in the UK Government's National Security Strategy », in *Cooperation and Conflict*, vol. 50, n° 4, 2014 [en ligne], <https://kar.kent.ac.uk/42811/1/National%20Security%20Risks%20Anne%20Hammerstad%20and%20Ingrid%20Boas.pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 1-27 ; SIMON, Stephanie, « Suspicious Encounters: Ordinary Preemption and the Securitization of Photography », in *Security Dialogue*, vol. 43, n°2, 2012, pp. 157-173.

²⁹ LITTLE, Adrian, *Democracy and Northern Ireland: Beyond the Liberal Paradigm?* Hampshire : Palgrave MacMillan, 1^{re} édition, 2004, pp. 9-10.

³⁰ HUYSMANS, Jef et BUONFINO, Alessandra, « Politics of Exception and Unease: Immigration, asylum and terrorism in parliamentary debates in the UK », in *Political Studies*, vol. 56, n°4, 2008 [en ligne], oro.open.ac.uk/12052/2/ExceptionUnease_Pol_Studies_Final_20070629.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 1-37, p. 7 ; LUTZ, Brenda et LUTZ, James, *Global Terrorism*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2004, pp. 2-3 ; WILLIAMS, David, « The United Kingdom's Response to International Terrorism », in *Indiana International and Comparative Law Review*, vol. 13, n° 3, 2003 [en ligne], <https://mckinneylaw.iu.edu/iiclr/pdf/vol13p683.pdf> [consulté en décembre 2014], pp. 683-697, pp. 683, 691-692.

³¹ HAMMERSTAD, Anne et BOAS, Ingrid, *op. cit.*, pp. 1-27 ; SIMON, Stephanie, *op. cit.*, pp. 157-173.

technologiques intervenues dans le domaine de la communication³². Cette loi autorise en particulier les services de renseignement et les forces de l'ordre à procéder à des activités de surveillance dissimulée de tout individu, y compris les journalistes, sur le fondement de mandats accordés par l'un des Ministres³³. Les limites de la surveillance deviennent de plus en plus difficiles à définir en raison de l'élargissement de son champ d'application et du développement des pratiques en la matière³⁴.

Par ailleurs, la politique du gouvernement travailliste de Blair est caractérisée par la mise en œuvre d'une promesse électorale explicite, celle de mettre fin à « [...] la culture du secret » en faveur de la responsabilisation, de la transparence et de la décentralisation de la gouvernance³⁵. Concrètement, cette volonté aboutit à l'adoption de plusieurs mesures législatives : la loi portant sur les gouvernements locaux de 2000 (*Local Government Act 2000*), instaurant notamment la possibilité d'élection des maires au suffrage direct ; les lois portant sur la dévolution à partir de 1998, impliquant l'attribution de certains pouvoirs au Parlement écossais et aux assemblées galloise et nord-irlandaise ; la loi portant sur la liberté d'information de 2000 (*Freedom of Information Act 2000*), permettant l'accès du public à l'information détenue par le gouvernement³⁶. Cette dernière revêt une importance particulière pour la liberté

³² DENCİK, Lina et HINTZ, Arne, « The Politics of Surveillance Policy: UK Regulatory Dynamics After Snowden », in *Internet Policy Review*, vol. 5, n° 3, 2016 [en ligne], <https://policyreview.info/articles/analysis/politics-surveillance-policy-uk-regulatory-dynamics-after-snowden> [consulté en août 2018], pp. 1-16, p. 5 ; MAY, Anthony, *2013 Annual Report of the Interception of Communications Commissioner*, HC1184, Londres : Open Government Licence, le 8 avril 2014 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/interception-of-communications-commissioner-annual-report-2013> [consulté en août 2014], p. 2, para. 2.3 ; MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », in *The Political Quarterly*, vol. 85, n° 2, 2014, pp. 125-132 ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/23/contents> [consulté en août 2014], articles 5, 8(1), 8(4).

³³ HOSEIN, Ian et WHITLEY, Edgar, « Policy Discourse and Data Retention: The Technology Politics of Surveillance in the United Kingdom », in *Telecommunications Policy*, vol. 29, n° 11, 2005 [en ligne], <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2005.06.012> [consulté en décembre 2014], pp. 857-874, pp. 858, 860 ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Home Affairs – First Report*, HC351, Londres : The Stationery Office, le 15 novembre 2001 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmhaff/351/35104.htm#a2> [consulté en décembre 2014], para 8 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, pp. 3, 5, 19, para. 2.9, 3.4, 4.2.

³⁴ JOHNSON, Deborah et WAYLAND, Kent, « Surveillance and Transparency as Sociotechnical Systems of Accountability », in HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas (eds.), *Surveillance and Democracy*, Oxon : Routledge, 1^{re} édition, 2010, pp. 19-33, pp. 2-3.

³⁵ « [...] the culture of secrecy » : BLAIR, Tony, discours prononcé lors de la cérémonie annuelle de remise des prix par l'organisation *Campaign for Freedom of Information* [transcription], le 25 mars 1996 [en ligne], <https://www.cfoi.org.uk/1996/05/speech-by-the-rt-hon-tony-blair-mp-leader-of-the-labour-party-at-the-campaign-for-freedom-of-informations-annual-awards-ceremony-25-march-1996/> [consulté en septembre 2017].

³⁶ *Freedom of Information Act 2000*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/36/contents> [consulté en août 2017] ; *Government of Wales Act 1998*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/38/contents> [consulté en août 2017] ; *Local Government Act 2000*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/22/contents> [consulté en août 2017] ; *Northern Ireland Act 1998*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/47/contents> [consulté en

de la presse, dans la mesure où elle introduit un droit qualifié en matière de liberté d'accès à l'information officielle, ce qui a pour objectif de responsabiliser le gouvernement devant les citoyens tout en prenant en compte les besoins de confidentialité dans certains cas³⁷. L'adoption de la loi portant sur les divulgations d'intérêt public de 1998 (*Public Interest Disclosure Act 1998*) est également d'un intérêt particulier en raison des interrogations relatives à sa capacité de protection effective des lanceurs d'alerte³⁸. La protection des sources confidentielles journalistiques constitue un enjeu peu prégnant en droit anglais avant 1981³⁹. Cette situation s'explique, en partie, par la possibilité d'émettre des ordonnances de divulgation lors de procédures judiciaires, et ce malgré un fort ancrage de l'exigence de protection des sources dans les codes de conduite journalistique ainsi que dans les instruments juridiques internationaux⁴⁰.

Au tournant du XXI^{ème} siècle, la capacité de l'industrie de la presse à jouer un rôle au service de l'intérêt public fait débat, compte tenu du déclin du marché de la presse payante, d'une concentration de la propriété des médias contraire au principe de la pluralité des voix et de la croissance des médias alternatifs sur Internet⁴¹. En tant que communauté ayant pour mission d'interpréter des sources d'information (*interpretative community*)⁴², le journalisme professionnel doit s'adapter aux évolutions en matière de communication sur Internet et à ses implications pour les mouvements en faveur de la liberté d'accès aux informations dans une société en réseau⁴³.

août 2017] ; *Scotland Act 1998*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46/contents> [consulté en août 2017].

³⁷ BLAIR, Tony, discours prononcé lors de la cérémonie annuelle de remise des prix par l'organisation *Campaign for Freedom of Information* [transcription], *op. cit.*

³⁸ Voir par exemple : ASHTON, Jeanette, « 15 Years of Whistleblowing Protection under the Public Interest Disclosure Act 1998: Are we still shooting the messenger? », in *Industrial Law Review*, vol. 44, n° 1, 2015, pp. 29-52 ; LEWIS, David, « Ten Years of Public Interest Disclosure Legislation in the UK: Are whistleblowers adequately protected? », in *Journal of Business Ethics*, vol. 82, n° 2, 2008, pp. 497-507.

³⁹ NATHAN, Geoffrey, « Court-Ordered Disclosure of Journalists' Confidential News Sources in England: *British Steel Corp. v. Granada Television Ltd.* », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 7, n° 2, 1984 [en ligne], <http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol7/iss2/12> [consulté en septembre 2014], pp. 517-539, pp. 518-522.

⁴⁰ *Ibid.* ; POSETTI, Julie, *Protecting Journalism Sources in the Digital Age*, UNESCO Publishing : Paris, le 3 mai 2017 [en ligne], <http://www.wan-ifra.org/reports/2017/05/03/protecting-journalism-sources-in-the-digital-age> [consulté en janvier 2018], p. 11.

⁴¹ BARNETT, Steven, « Will a Crisis in Journalism Provoke a Crisis in Democracy? », in *The Political Quarterly*, vol. 73, n° 4, 2002, pp. 400-408, pp. 400-401 ; FROST, Chris, *Journalism Ethics and Regulation*, Harlow : Pearson Education Limited, 3^{ème} édition, 2011, p. 209 ; HARTLEY, John, « Journalism as a Human Right: The cultural approach to journalism », in LÖFFELHOLZ, Martin et WEAVER, David (eds.), *Global Journalism Research Theories, Methods, Findings, Futures*, New York : Peter Lang Publishers, 1^{re} édition, 2007, pp. 1-23, p. 9 ; SCHULTZ, Julianne, *Reviving the Fourth Estate: Democracy, Accountability and the Media*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} édition, 1998, p. 1.

⁴² BERKOWITZ, Dan et TERKEURST, James, « Community as Interpretative Community: Rethinking the journalist-source relationship », in *Journal of Communication*, vol. 49 n° 3, 1999, pp. 125-136.

⁴³ BEYER, Jessica, « The Emergence of a Freedom of Information Movement: Anonymous, Wikileaks, the Pirate Party, and Iceland », in *Journal of Computer Mediated Communication*, vol. 19, n° 2, 2013 [en ligne], <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/jcc4.12050> [consulté en mars 2018], pp. 141-154, pp. 141-42 ;

Au moment de la conception de ce projet de thèse de doctorat en 2013, la borne chronologique retenue était 2015, qui marquait la fin du mandat parlementaire du gouvernement conservateur de David Cameron⁴⁴. Il était alors envisagé d'abolir la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 pour lui substituer une « Déclaration des droits » (*Bill of Rights*) propre au Royaume-Uni⁴⁵, volonté confirmée dans le cadre du programme électoral conservateur de 2015⁴⁶ : l'objectif recherché consistait à rendre sa souveraineté juridique au Royaume-Uni, notamment en rompant avec toute obligation formelle vis-à-vis de la Cour européenne des droits de l'homme⁴⁷. Même si aucune suite n'a été donnée à ce projet depuis lors, la prolongation de la période analysée jusqu'en 2019 se justifie par la poursuite des débats concernant l'érosion des droits et libertés des citoyens face à l'exigence de sécurité nationale⁴⁸.

Par ailleurs, la portée de plusieurs projets récents de collaboration journalistique transnationale nécessite une attention particulière. En particulier, les publications journalistiques au Royaume-Uni et à l'étranger en rapport avec la fuite de documents classés confidentiels dits des *Panama Papers* de 2016 (d'un volume de 2,6 téraoctets, correspondant à 11,5 millions de fichiers)⁴⁹, ainsi que celle désignée sous le nom de *Paradise Papers* de 2017 (1,4 téraoctets correspondant à 13,4 millions de fichiers)⁵⁰, ont été accompagnées de certaines

CAMMAERTS, Bart, « Networked Resistance: The Case of Wikileaks », in *Journal of Computer Mediated Communication*, vol. 18, n° 4, 2013 [en ligne] <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/jcc4.12024> [consulté en mars 2018], pp. 420-436.

⁴⁴ BBC, « Elections 2015: Results », date non indiquée [en ligne], <https://www.bbc.com/news/election/2015/results> [consulté en mai 2015].

⁴⁵ BELL, Emma, *Soft Power and Freedom Under the Coalition: State-Corporate Power and the Threat to Democracy*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2015, pp. 58-59 ; COHEN, Nick, « Our Suicidal Newspapers are Throwing Press Freedom Away », in *The Spectator*, le 11 octobre 2014 [en ligne], <https://www.spectator.co.uk/2014/10/our-suicidal-newspapers-are-throwing-press-freedom-away/> [consulté en octobre 2014] ; SPARROW, Andrew et WINTOUR, Patrick, « Coalition Reconsidering Tory Plan to Scrap Human Rights Act », in *The Guardian*, le 19 mai 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2010/may/19/theresa-may-coalition-human-rights-act-scrap> [consulté en octobre 2013] ; *The Conservative Party, Invitation to Join the Government of Britain: The Conservative Manifesto 2010*, Uckfield : Pureprint Group, 2010 [en ligne], <https://www.conservatives.com/~media/Files/Manifesto2010> [consulté en octobre 2013].

⁴⁶ *The Conservative Party, The Conservative Party Manifesto 2015*, Londres : St. Ives PLC [en ligne], <https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/manifesto2015/ConservativeManifesto2015.pdf> [consulté en avril 2015], p. 75.

⁴⁷ GRAYLING, Chris, *Protecting Human Rights in the UK: The Conservatives' Proposals for Changing Human Rights Laws*, octobre 2014 [en ligne], https://www.conservatives.com/~media/files/downloadable%20Files/human_rights.pdf [consulté en octobre 2014], p. 5.

⁴⁸ BELL, Emma, *op. cit.*, pp. 51-59.

⁴⁹ HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », in *The Guardian*, le 5 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/what-you-need-to-know-about-the-panama-papers> [consulté en mars 2018].

⁵⁰ *The Guardian*, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », date non indiquée [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/series/paradise-papers> [consulté en mars 2018].

évolutions immédiates relatives à l'économie, à l'éthique de la gouvernance et à la lutte contre la corruption⁵¹.

Définitions des termes clés

Le choix du titre de cette thèse nécessite, en premier lieu, quelques explications. *La presse* est à comprendre ici au sens des institutions, des pratiques et de la mémoire⁵². Si la qualification d'institutionnel ou de traditionnel renvoie aux origines de la publication sur papier, il convient d'inclure dans ce champ d'étude les journaux publiant à la fois sous forme papier et numérique, compte tenu de l'essor d'Internet et des transformations économiques et sociales en rapport avec les médias pendant la période prise en considération⁵³. Cette presse traditionnelle est en cours de transition, certains organes de la presse optant pour le modèle du « tout en ligne » (*pure players*)⁵⁴. En tout état de cause, elle est à distinguer des plateformes des nouveaux médias tels que les réseaux sociaux, les blogs, les services d'hébergement et de diffusion de vidéos⁵⁵. Ces plateformes sont d'un intérêt particulier pour comprendre les transformations de la presse, dans le contexte du déclin de la diffusion quotidienne de la presse payante au Royaume-Uni depuis le tournant du XXI^{ème} siècle⁵⁶.

Dans le cadre de cette thèse, la *presse* signifie également les journalistes qui exercent dans le cadre du journalisme institutionnel. Même si le rôle des journalistes ne fait pas l'objet d'un consensus⁵⁷, ces professionnels ont habituellement suivi des formations de culture et

⁵¹ BAACK, Stefan, « What Big Data Leaks Tell us About the Future of Journalism – and its Past », in *Internet Policy Review*, le 26 juillet 2016 [en ligne], <https://policyreview.info/articles/news/what-big-data-leaks-tell-us-about-future-journalism-and-its-past/413> [consulté en mars 2018], sans pagination ; TRAUTMAN, Lawrence, « Following the Money: Lessons from the Panama Papers », in *Pennsylvania State Law Review*, n° 121 [en ligne], <http://www.pennstatelawreview.org/wp-content/uploads/2017/05/Article-3.4-Trautman-Final.pdf> [consulté en mars 2018], pp. 807-873.

⁵² VOS, Tim, « Journalism », in VOS, Tim (ed.), *Journalism*, Boston et Berlin : De Gruyter Mouton, 1^{re} édition, 2018, pp. 1-18.

⁵³ FUCHS, Christian, « The Contemporary World Wide Web: Social medium or new space of accumulation? », in WINSECK, Dwayne et YONG JIN, Dal (eds.), *The Political Economies of Media: The Transformation of the Global Media Industries*, Londres et New York : Bloombury Academic, 1^{re} édition, 2011, pp. 201-220, pp. 201, 219 ; *Pew Research Center*, « New Media, Old Media », le 23 mai 2010 [en ligne], <https://www.journalism.org/2010/05/23/new-media-old-media/> [consulté en août 2013].

⁵⁴ *La commission d'enrichissement de la langue française*, « Tout en ligne », Journal officiel du 23 mars 2014 [en ligne], <http://www.culture.fr/franceterme/terme/COGE864?from=list&francetermeSearchTerme=pure+player&francetermeSearchDomaine=0> [consulté en janvier 2020].

⁵⁵ FUCHS, Christian, *op. cit.*, pp. 201, 219 ; *Pew Research Center*, *op. cit.*

⁵⁶ BROCK, George, *Out of Print: Newspapers, Journalism and the Business of News in the Digital Era*, Londres: Kogan Page, 1^{re} édition, 2013, pp. 55, 64-65 ; LUCKHURST, Tim, « Online and on Death Row: Historicizing Newspapers in Crisis », in CONBOY, Martin et STEEL, John (eds.), *op. cit.*, pp. 250-260, pp. 254-255.

⁵⁷ Voir par exemple : ALDRIDGE, Meryl, « The Tentative Hell-Raisers: Identity and mythology in contemporary UK press journalism », in *Media, Culture and Society*, vol. 20, n° 1, 1998, pp. 109-127 ; DEUZE, Mark, « What

d'éthique professionnelles à cette fin, et sont assujettis aux codes de bonne conduite⁵⁸. Par ailleurs, il conviendra d'apporter une attention particulière aux activités des journalistes d'investigation, qui se distinguent par la durée et la qualité des recherches visant à dévoiler des faits avérés en rapport avec des sujets difficiles à creuser tels que la corruption et l'illégalité⁵⁹.

Au sens le plus fondamental, la notion de *liberté de la presse* au Royaume-Uni est à comprendre ici comme le droit de publier, voire le droit d'informer, ce qui implique une absence de restrictions – étatiques ou autres – sur les décisions relatives à la valeur médiatique d'une publication (*newsworthiness*)⁶⁰. La presse tire sa crédibilité de cette conception du droit de publier lorsqu'elle parvient à désigner pour responsables les gouvernements et autres acteurs sociétaux par le biais des informations qu'elle partage⁶¹. Cependant, d'un point de vue pratique, l'existence même de la liberté de la presse fait débat, comme en témoigne la définition suivante provenant d'un dictionnaire contemporain de journalisme :

*L'importance sociale de la liberté de la presse, y compris la liberté de commettre des erreurs, est souvent utilisée comme un contre-argument face à ceux qui sont à la recherche d'une certaine forme de réglementation statutaire des médias. Cependant, certains commentateurs rejettent entièrement l'idée d'une presse libre comme s'il s'agissait avant tout d'un mythe intéressé, soutenant qu'en réalité la liberté de la presse n'existe que pour ceux qui sont suffisamment riches pour être propriétaire de leur propre empire médiatique et que les propriétaires traitent ce concept plus comme un droit de propriété que comme un droit humain.*⁶²

Cette tension entre l'idéal d'une presse au service de la démocratie participative (*democratic imperative*) et la réalité des intérêts commerciaux liés à l'économie de la presse

is Journalism? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered », in *Journalism*, vol. 6, n°4, 2005, pp. 442-464, p. 443.

⁵⁸ DANBURY, Richard, « The 'Full Liberty of Public Writers' : Special treatment of journalism in English law », thèse de doctorat en droit, directeur non indiqué, Université d'Oxford, 2013 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:5299bf69-f793-4280-9525-9f3cc6f50ccc> [consulté en juillet 2014], p. 11 ; MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, Londres et New York : Routledge, 5^{ème} édition, 2009, p. 55.

⁵⁹ KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », in DE BURGH, Hugo (ed.), *Investigative Journalism: Context and Practice*, Londres et New York: Routledge, édition E-library Taylor & Smith, 2005, pp. 151-168, p. 151.

⁶⁰ KIERAN, Matthew, *Media Ethics: A Philosophical Approach*, Westport : Praeger Publishers, 1^{re} édition, 1997, p. 24.

⁶¹ MOORE, Martin, « Public Interest, Media Neglect », in *British Journalism Review*, vol. 18, n° 2, 2007, pp. 33-40, pp. 33, 38.

⁶² « The social importance of press freedom, including the freedom to make mistakes, is often used as a counter-argument against those seeking some form of statutory regulation of the media. However, some commentators dismiss the whole idea of a free press as a largely self-serving myth, arguing that in reality freedom of the press exists only for those rich enough to own their own media empire and that proprietors treat the concept more as a property right than a human right » : HARCUP, Tony, *Oxford Dictionary of Journalism*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2014, p. 111.

(*commercial imperative*)⁶³ sert de point de départ pour analyser les contraintes et pressions qui pèsent sur la presse⁶⁴. Par ailleurs, le sens à donner au concept de liberté de la presse ne peut être défini qu'en rapport avec les évolutions de la conception de la liberté d'expression, en tant que droit positif ; historiquement la liberté de la presse est considérée au même titre que le droit négatif de chacun de s'exprimer librement sans interférence de l'État⁶⁵.

État de l'art

Selon Herbert Butterfield, universitaire britannique spécialiste de l'historiographie, l'Histoire est l'étude des transitions : il ne s'agit pas simplement d'examiner les origines, mais de prendre en compte les médiations qui conduisent aux changements vers le présent⁶⁶. C'est une approche qui est d'une grande utilité pour un sujet notionnel tel que la liberté de la presse, car la pratique de ce droit de publication fait l'objet de multiples discours. Cette liberté est constamment en cours de négociation au vu de l'intérêt public, lui-même susceptible de nombreux usages et interprétations⁶⁷. L'analyse des processus historiques implique la mise en relation des événements au fil du temps ; la recherche de la causalité est complexe, et nécessite contextualisation, narration et analyse de nombreuses sources primaires⁶⁸. Ce type d'examen sert ainsi à expliquer les choix passés qui aboutissent à la situation actuelle, à faire ressortir les voies alternatives non retenues au cours des négociations, à élucider la trajectoire vers le présent :

*La différence historique fournit un point de vue indispensable sur le présent, que ce soit en tant qu'inventaire d'expérience, preuve de la fugacité de notre propre époque ou rappel des éléments profondément étrangers de notre passé récent*⁶⁹.

L'industrie de la presse entretient des rapports complexes avec la notion de crise, qui prend place dans une littérature abondante concernant les atteintes aux normes relatives à la

⁶³ STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2012, pp. 42-43.

⁶⁴ MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, *op. cit.*, p. 55.

⁶⁵ GIBBONS, Thomas, « Freedom of the Press: Ownership and Editorial Values », in *Public Law*, n° 2, 1992 [version électronique de dépôt légal à la Bibliothèque nationale de Londres], pp. 279-299, p. 279.

⁶⁶ BUTTERFIELD, Herbert, *The Whig Interpretation of History*, Londres et New York : Norton, 1^{re} édition, 1965, pp. 47, 58, 61.

⁶⁷ JOHNSTON, Jane, « The Public Interest: A new way of thinking for public relations », in *Public Relations Inquiry*, vol. 6, n° 1, 2017, pp. 5-22, pp. 7-8.

⁶⁸ TOSH, John, *The Pursuit of History*, Londres et New York : Routledge, 6^{ème} édition, 2015, pp. 10, 122-147.

⁶⁹ « Historical difference provides an indispensable perspective on the present, whether as an inventory of experience, as evidence of the transience of our own time or as a reminder of the deeply alien elements in our recent past » : *Ibid.*, p. 29.

qualité des informations au tournant du XXI^{ème} siècle⁷⁰. Dans un ouvrage de 2000 portant sur les rapports entre journalisme et démocratie dans la sphère publique, Brian McNair, universitaire britannique spécialiste du journalisme, fait état d'un agenda médiatique de plus en plus dominé par des faits politiques superficiels, liés au style et à la performance, au détriment d'analyses de fond⁷¹. Pour lui, cette situation s'explique par l'adaptation de la presse à des changements politiques, économiques et technologiques, ce qui n'empêche pas les médias de mettre en cause les processus politiques tels que la propagande (*spin*)⁷². En effet, depuis les années 1990, les médias britanniques s'intéressent tout particulièrement aux scandales politiques en rapport avec la notion de débauche (*sleaze*)⁷³. Parallèlement, les acteurs politiques tentent de maîtriser la couverture médiatique dont ils font l'objet par le biais de diverses techniques de gestion des médias (*news management*)⁷⁴.

La conceptualisation d'un journalisme d'investigation de qualité, au service de l'intérêt public, remonte à l'établissement des normes professionnelles dans ce domaine au milieu du XIX^{ème} siècle⁷⁵. Cependant, sa pratique se déroule dans un rapport de tension constante lié aux pressions de la marchandisation des informations et à l'expansion du marché de la presse au cours du XX^{ème} siècle⁷⁶. Pour Hugo De Burgh, universitaire britannique spécialiste des médias, le journalisme d'investigation constitue un idéal pour faire face au régime politique, voire un archétype⁷⁷. Cette vision des journalistes en tant que « chevaliers blancs de la démocratie », luttant contre la corruption⁷⁸, s'inscrit dans une approche libérale traditionnelle, elle-même contestée dans la pratique⁷⁹. Selon cette tradition de pensée, la liberté de la presse est un élément indispensable du principe politique plus large de la liberté d'expression⁸⁰. La vision

⁷⁰ Voir par exemple : BARNETT, Steven, « Will a Crisis in Journalism Provoke a Crisis in Democracy? », *op. cit.*, pp. 400-408 ; FRANKLIN, Bob, « Sources, Credibility and the Continuing Crisis of UK Journalism », in CARLSON, Matt et FRANKLIN, Bob (eds.), *Journalists, Sources, and Credibility: New Perspectives*, Londres et New York, 1^{re} édition, 2011, pp. 90-106 ; MCNAIR, Brian, *Journalism and Democracy: An evaluation of the political public sphere*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2000, pp. 7-12.

⁷¹ MCNAIR, Brian, *Journalism and Democracy: An evaluation of the political public sphere*, *op. cit.*, pp. 171-179.

⁷² *Ibid.*, pp. 171, 175.

⁷³ AVRIL, Emmanuelle, « Le *Sleaze* et les paradoxes de la transparence : Réalité et perception de la conduite des élus britanniques depuis les années 1990 », in FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude (eds.), *op. cit.*, pp. 59-80, p. 67.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », in DE BURGH, Hugo (ed.), *Investigative Journalism*, Oxon : Routledge, 2^{ème} édition, 2008, pp. 32-53, p. 32.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude, *op. cit.*, p. 207.

⁷⁹ GIBBONS, Thomas, *op. cit.*, p. 279 ; HAMPTON, Mark, « Renewing the Liberal Tradition: The press and public discussion in twentieth-century Britain », in BAILEY, Michael (ed.), *Narrating Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2009, pp. 26-35.

⁸⁰ *Ibid.*

contemporaine de la liberté d'expression puise ses origines dans deux courants de pensée qui remontent au XVII^{ème} siècle⁸¹ : la théorie de la tolérance religieuse telle qu'incarnée par le philosophe anglais John Locke⁸² ; la théorie de la liberté de la presse telle qu'illustrée par le poète et pamphlétaire anglais John Milton⁸³. Ce dernier permet de démarquer la presse du gouvernement et d'insister sur le rôle des citoyens dans une démocratie⁸⁴. Par ailleurs, les propos de William Blackstone dans son traité portant sur le droit anglais, publié au XVIII^{ème} siècle, ont marqué durablement les esprits quant à la conception de la liberté d'expression et de la liberté de la presse⁸⁵. Il fait appel notamment à la nécessité de ne pas imposer de contraintes en amont de la publication⁸⁶.

Dans ce contexte où la crédibilité de la presse aux yeux du public dépend de sa capacité à contrôler les activités des gouvernements et autres acteurs sociétaux par le biais des informations qu'elle partage avec ses lecteurs⁸⁷, le concept de sphère publique prend tout son sens : étant donné que les citoyens ont généralement accès aux actualités politiques par le prisme des médias⁸⁸, il s'agit pour la presse de participer à la construction d'une démocratie efficace⁸⁹. Cela implique que les citoyens aient accès aux informations leur permettant d'accéder à une compréhension éclairée (*enlightened understanding*) des faits, ce qui les rend aptes à formuler des avis et à participer aux processus décisionnels démocratiques⁹⁰. Les contributions du philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas sur ce thème continuent de nourrir les réflexions sur les perspectives de démocratie participative⁹¹. Plus particulièrement, son ouvrage de 1962 intitulé *La transformation structurelle de la sphère publique (The Structural*

⁸¹ SCHAUER, Frederick, *Free Speech: A philosophical enquiry*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} édition, 1982, p. 106.

⁸² LOCKE, John, *The Second Treatise of Government* (1689), in LASLETT, Peter (ed.), *Cambridge Texts in the History of Political Thought: Locke*, Cambridge : Cambridge University Press, 26^{ème} édition, 2015, pp. 267-428.

⁸³ MILTON, John, *Areopagitica, A speech of Mr. John Milton for the liberty of unlicenc'd printing, to the Parliament of England* (1644), WLC Books, 1^{re} édition, 2009.

⁸⁴ HELD, David, *Models of Democracy*, Cambridge et Malden : Polity Press, 2006, 3^{ème} édition, p. 79 ; SCHAUER, Frederick, *Free Speech: A philosophical enquiry, op. cit.*, pp. 106-108.

⁸⁵ BLACKSTONE, William, *Commentaries on the Laws of England: Book IV of Public Wrongs* (1765-1769), Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2016, p. 100, para. 151-152.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ MOORE, Martin, « Public Interest, Media Neglect », *op. cit.*, pp. 33, 38.

⁸⁸ WHITELEY, Paul, *Political Participation in Britain: The Decline and Revival of Civic Culture*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2012, p. 94.

⁸⁹ FROST, Chris, *op. cit.*, pp. 46-47 ; HELD, David, *op. cit.*, pp. 49-55.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Voir par exemple : GARNHAM, Nicholas, « Habermas and the Public Sphere », in *Global Media and Communication*, vol. 3, n° 2, 2007, pp. 201-214 ; GESTRICH, Andreas, « The Public Sphere and the Habermas Debate », in *German History*, vol. 24, n° 3, 2006, pp. 413-430.

Transformation of the Public Sphere)⁹² est consacré en partie à l'histoire de la presse et aux effets des intérêts commerciaux tels que la publicité⁹³. Par le prisme de la sphère publique, Habermas critique ainsi le pouvoir des entreprises et celui de l'État⁹⁴.

Il n'est pas aisé de définir la sphère publique, car le concept emprunte à des disciplines diverses. Dans le contexte de l'étude des médias, il est utile de se référer aux travaux de James Curran, universitaire britannique spécialiste de l'histoire de la presse⁹⁵. Selon ce dernier, la théorie libérale traditionnelle est beaucoup trop réductrice dans la mesure où elle présente la sphère publique comme un espace situé entre un gouvernement, détenteur du pouvoir, et une communauté composée d'un ensemble d'individus et au sein de laquelle les médias fournissent les informations nécessaires à la participation civique des citoyens⁹⁶. Une telle approche ne prend en effet pas en compte les jeux de pouvoir liés aux structures capitalistes et patriarcales et elle ne fait pas ressortir la complexité des intérêts qui coexistent au sein des médias et de la société⁹⁷. Curran situe donc la sphère publique plutôt dans une tradition démocratique radicale (*radical democratic tradition*) selon laquelle les médias se doivent de jouer un rôle de médiation, voire d'arbitrage, entre des intérêts rivaux par le biais des processus démocratiques⁹⁸. Pour certains, cette fonction doit être accomplie dans une perspective de neutralité politique et déontologique ; pour d'autres, il s'agit au contraire pour les médias de remédier aux déséquilibres des pouvoirs dans la société⁹⁹.

Au tournant du XXI^{ème} siècle, la sphère publique britannique est marquée par des évolutions technologiques ayant un impact sur la conceptualisation et la pratique du journalisme, ainsi que sur le développement des médias alternatifs¹⁰⁰. Les modalités de

⁹² HABERMAS, Jürgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a category of Bourgeois society* (1962) [traduit de l'allemand vers l'anglais par BURGER, Thomas], Cambridge : Polity Press, 1^{re} édition, 1989.

⁹³ *Ibid.*, chapitre VI, pp. 57-66, 181-195.

⁹⁴ *Ibid.*, DAWES, Simon, « Broadcasting Regulation and the Public-Private Dichotomy », thèse de doctorat en études de médias et communication, sous la direction des Professeurs HARDMAN, Dean, TAYLOR, Ben et VENN, Couze, Université de Nottingham Trent, 2013 [en ligne], irep.ntu.ac.uk/id/eprint/74/1/218421_Simon.Dawes-2014.pdf [consulté en janvier 2015], p. 49 ; STAATS, Joseph, « Habermas and Democratic Theory: The threat to democracy of unchecked corporate power », in *Political Research Quarterly*, vol. 57, n° 4, 2004 [en ligne], www.jstor.org/stable/3219820 [consulté en janvier 2015], pp. 585-594.

⁹⁵ CURRAN, James, « Rethinking the Media as a Public Sphere », in DAHLGREN, Peter et SPARKS, Colin (eds.), *Communication and Citizenship: Journalism and the public sphere*, Londres et New York, 1^{re} édition, 1991, pp. 27-56.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 29.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*, pp. 29-30.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 30.

¹⁰⁰ Voir par exemple : ANDERSON, Chris, DOMINGO, David, HERMIDA, Alfred et WITSCHGE, Tamara (eds.), *The Sage Handbook of Digital Journalism*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} édition, 2016 ; DOWNEY,

publication et de consommation de l'actualité estompent les frontières entre les journalistes, les citoyens et les activistes¹⁰¹. Malgré la croissance exponentielle de la surveillance de masse, facilitée par la numérisation et les mesures législatives liées à la lutte anti-terroriste, la réflexion concernant les conséquences de ces évolutions sur le journalisme et la démocratie reste encore peu développée¹⁰². La littérature portant sur les études de journalisme évoque les difficultés inhérentes à la protection de l'anonymat des sources, telles que la réticence des journalistes et des sources anonymes à s'exprimer à ce sujet¹⁰³. Il convient toutefois de souligner une littérature naissante dans le cadre de l'« ère post-Snowden » depuis 2013¹⁰⁴. Il s'agit pour ces auteurs d'insister notamment sur la nécessité d'une meilleure défense du principe de la protection des sources, indispensable à la pratique du journalisme d'intérêt public¹⁰⁵.

Questions de recherche, méthodologie et limites

Ce projet de recherche se situe dans le champ des études de civilisation britannique. Il implique une démarche inclusive¹⁰⁶, et puise ainsi dans diverses disciplines incluant le droit, les sciences économiques, l'histoire, les médias et la communication, les sciences politiques. Cette approche interdisciplinaire permet de relier les savoirs et d'enrichir l'analyse en vue d'une

John et FENTON, Natalie, « New Media, Counter Publicity and the Public Sphere », in *New Media and Society*, vol. 5, n° 2, 2003, pp. 185-202.

¹⁰¹ ANDERSON, Chris, DOMINGO, David, HERMIDA, Alfred et WITSCHGE, Tamara (eds.), *op. cit.*

¹⁰² JOHNSON, Deborah et WAYLAND, Kent, *op. cit.*, pp. 2-3 ; MAINE, Lisa, « Bulk Collection: Broken Democracy? », communication effectuée à *Reuters Institute for the Study of Journalism*, 2016 [en ligne], <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/research/files/Bulk%2520Collection%2520-%2520Broken%2520Democracy.pdf> [consulté en octobre 2017], pp. 1-65, pp. 12-34 ; MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, « Reluctant Activists? The impact of legislative and structural attempts of surveillance on investigative journalism », in *Big Data and Society*, volume et numéro non indiqués, 2016 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/2053951716669381> [consulté en octobre 2017], pp. 1-11, p. 2.

¹⁰³ CARLSON, Matt, « Whither Anonymity? Journalism and Unnamed Sources in a Changing Media Environment », in CARLSON, Matt, et FRANKLIN, Bob (eds.), *op. cit.*, 37-48.

¹⁰⁴ Voir par exemple : BENNETT, Lucy, TAYLOR, Gregory et WAHL-JORGENSEN, Karin, « The normalization of surveillance and the invisibility of digital citizenship: Media debates after the Snowden revelations », in *International Journal of Communication*, vol. 11, 2017 [en ligne], <http://orca.cf.ac.uk/97854/> [consulté en janvier 2019], pp. 740-762 ; BRADSHAW, Paul, « Chilling Effect: Regional journalists' source protection and information security practice in the wake of Snowden and Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) revelations », in *Digital Journalism*, vol. 5, n° 3, 2017 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/21670811.2016.1251329> [consulté en avril 2018], pp. 334-352 ; DENCİK, Lina et HINTZ, Arne, *op. cit.*, p. 5 ; LASHMAR, Paul, « No More Sources?: The Impact of Snowden's Revelations on Journalists and their Confidential Sources », in *Journalism Practice*, vol. 11, n° 6, 2017 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/18366/> [consulté en décembre 2018], pp. 665-668 ; MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, pp. 125-132.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ GARBAYE, Romain et LEYDIER, Gilles, « Civilisation et interdisciplinarité : Un entretien avec Jean-Paul Revauger », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 24, n° 1, 2019 [en ligne], <http://journals.openedition.org/rfcb/2982> [consulté en janvier 2020], para. 1-16, para. 15-16.

meilleure contextualisation d'un objet d'étude complexe¹⁰⁷. Ce sujet de thèse fait appel en effet à une démarche axée sur les problèmes (*problem-driven*), qui consiste à prendre comme point de départ les incohérences et les lacunes existantes¹⁰⁸. Dans ce cas précis, il s'agit de partir des discordances entre l'idéal d'une presse libre au service de l'intérêt public, et la réalité des contraintes qui influent sur les choix de publication, au Royaume-Uni depuis 1998. Il s'agit de faire état des diverses appropriations de la notion d'intérêt public en rapport avec la liberté de la presse, tout en reconnaissant les difficultés liées à sa qualification et à sa quantification. Afin de faire ressortir les causes, les conséquences et les évolutions dans ce domaine, il convient d'analyser les négociations liées aux contextes de pratique journalistique impliquant des questions relatives à la liberté de la presse. Cette analyse des processus historiques fait ainsi appel à des contextualisations, narrations et analyses de nombreuses sources primaires¹⁰⁹. À cette fin, un travail approfondi d'archives numériques et papier est effectué, incluant des contenus de presse, des documents parlementaires et gouvernementaux, des mesures législatives, des décisions de justice, des discours émanant de groupes de pression, des sondages d'opinion. Par ailleurs, cette étude s'appuie sur les ouvrages et articles scientifiques provenant des mondes anglophone et francophone.

Ce projet de recherche n'a pas pour objectif d'examiner de manière exhaustive les mesures législatives ayant un impact sur la pratique du journalisme ; les analyses juridiques ne constituent qu'une approche – certes, enrichissante¹¹⁰ – parmi d'autres, dans les débats portant sur la liberté de la presse. Ce droit qualifié est en effet susceptible de se prêter à de multiples approches théoriques, juridiques, politiques et économiques. Situé dans un processus de négociation continue, sa justification au vu de l'intérêt public est à la fois fédératrice et source de contradictions. Bien que les origines de la notion d'intérêt public remontent à la philosophie de la Grèce antique, l'absence de consensus concernant sa signification et sa pratique reste un défi, comme en témoignent des études théoriques provenant de divers champs disciplinaires au cours du XX^{ème} siècle, telles que l'anthropologie, le droit, la philosophie, la psychologie, les médias et la science politique¹¹¹. Si les définitions qui émergent de ces travaux ont souvent un

¹⁰⁷ BOULLET, Vanessa, « La civilisation économique : interdisciplinarité exemplaire ou limite de l'interdisciplinarité ? », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 24, n° 1, 2019 [en ligne], <http://journals.openedition.org/rfcb/2917> [consulté en janvier 2020], para. 1-28, para. 3-5.

¹⁰⁸ EIDLIN, Fred, « The Method of Problems versus the Method of Topics », in *PS : Political Science and Politics*, vol. 44, n° 4, 2011 [en ligne], www.jstor.org/stable/41319964 [consulté en juillet 2013], pp. 758-761.

¹⁰⁹ TOSH, John, *op. cit.*, pp. 10, 122-147.

¹¹⁰ Voir par exemple : CALAFAT, Guillaume, FOSSIER, Arnaud et THÉVENIN, Pierre, « Droit et sciences sociales : les espaces d'un rapprochement », in *Tracés Revue de Sciences humaines*, vol. 27, 2014 [en ligne], <http://journals.openedition.org/traces/6040> [consulté en janvier 2020], para. 1-22.

¹¹¹ CHILTON, Bradley, KING Steven et ROBERTS, Gary, « Reflections on Defining the Public Interest », in *Administration and Society*, 2010, vol. 41, n° 8, 2010, pp. 954-978, p. 957 ; HANKTE-DOMAS, Michael, « The

rapport avec le cadre de réglementation, les mesures législatives ou la jurisprudence¹¹², elles dépendent cependant de contextes spatio-temporels précis, si bien que leurs contours sont susceptibles d'évoluer¹¹³.

Par conséquent, le choix a été fait ici d'examiner les contextes de pratique journalistique à partir de divers cas d'étude dans une approche qualitative interprétative. Cette stratégie est particulièrement adaptée aux besoins de ce sujet de recherche, qui porte sur un questionnement sur le comment et le pourquoi dans un contexte historique¹¹⁴. Elle permet d'effectuer une analyse approfondie des négociations ayant contribué aux évolutions en matière de politique publique concernant la liberté de la presse, en sélectionnant, évaluant et synthétisant les diverses sources pertinentes¹¹⁵. Les données sont ensuite catégorisées et comparées afin de les vérifier et de corroborer les analyses (*triangulation*) en fonction des points de convergences¹¹⁶. Une attention particulière est portée aux finalités initiales de chacune des sources, du contexte de production et du public visé¹¹⁷. De fait, même les documents officiels, tels que ceux produits par le gouvernement, ne peuvent pas être considérés comme faisant preuve d'objectivité, et de plus ils ne sont pas toujours précis ni complets¹¹⁸.

Cette méthode est utile notamment pour les questions de recherche portant sur les politiques publiques et les phénomènes organisationnels, car elle permet de faire ressortir les variables et les enjeux¹¹⁹. Elle ne permet en revanche pas de rendre compte du fonctionnement quotidien de la presse dans ses aspects pratiques¹²⁰. Une étude de ce type nécessiterait le recours à des méthodes telles que la conduite d'entretiens avec des journalistes d'investigation, ce qui

Public Interest Theory of Regulation: Non-existence or misinterpretation? », in *European Journal of Law and Economics*, vol. 15, n°2, 2003, pp. 165-194 ; JOHNSTON, Jane, *op. cit.*, pp. 6-9.

¹¹² ANTHONY, Gordon, MORISON, John, DOUKAS, Dimitrios, *Public Interest in UK Courts*, rapport financé par le Conseil de la recherche économique et sociale, n° de subvention RES-062-23-1996, Swindon : ESRC, 2012 [en ligne], <https://www.bl.uk/collection-items/public-interest-in-uk-courts> [consulté en août 2013], pp. 1-7 ; *Crown Prosecution Service*, « Media: Assessing the Public Interest in Cases Affecting the Media », date non indiquée [en ligne], <https://www.cps.gov.uk/legal-guidance/media-assessing-public-interest-cases-affecting-media> [consulté en août 2013] ; JOHNSTON, Jane, *op. cit.* pp. 6-9.

¹¹³ JOHNSTON, Jane, *op. cit.*, pp. 6-9.

¹¹⁴ ROWLEY, Jennifer, « Using Case Studies in Research », in *Management Research News*, vol. 25, n° 1, 2002, pp. 16-27, p. 17.

¹¹⁵ BOWEN, Glenn, « Document Analysis as a Qualitative Research Method », in *Qualitative Research Journal*, vol. 9, n° 2, 2009, pp. 27-40, pp. 28-29, 33.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 33.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ COFFEY, Amy et HOLLIFIELD, Ann, « Qualitative Research in Media Management and Economics », in ALBARRAN, Alan, CHAN-OLMSTED, Sylvia, WORTH, Michael (eds.), *Handbook of Media Management and Economics*, Londres et New Jersey : Lawrence Erlbaum Associates, 1^{re} édition, 2006, pp. 573-600, p. 574.

¹²⁰ BOWEN, Glenn, *op. cit.*, p. 30.

impliquerait d'autres avantages et limites concernant la validité et fiabilité des données en rapport avec les méthodes d'échantillonnage et les processus de recueil des données¹²¹.

Les questions de recherche portent ici sur les incohérences inhérentes au principe d'une presse libre au service de l'intérêt public, ainsi que les causes et les conséquences de cette tension fondamentale. Afin d'explorer le degré d'efficacité de la presse dans sa mission dite d'intérêt public et de mesurer la pertinence d'un discours mettant en lumière l'existence d'une « crise », il convient d'examiner la façon dont les pressions et les contraintes conduisent à des situations de censure et d'autocensure en amont de la publication, ainsi que les mesures d'adaptation du journalisme. La pratique du journalisme et la place qui lui est accordée dans la société méritent ainsi d'être étudiés conjointement.

Ce questionnement prend comme point de départ les tensions entre la logique commerciale de l'économie de la presse et la défense de l'intérêt public, mais tient à ne pas se limiter à cet unique aspect structurel. Il s'agit de s'interroger également sur l'impact de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique du Royaume-Uni sur le droit d'accès aux informations, la protection des sources et la surveillance des activités journalistiques. Étant donné que la légitimité d'une presse libre dépend de la fiabilité des informations communiquées et du respect de la déontologie journalistique¹²², il convient de voir comment des notions telles que la bonne foi, l'objectivité et la vérité jouent un rôle dans les débats concernant la liberté de la presse. Cela implique des questions d'ordre éthique, moral et juridique¹²³. Par ailleurs, il est nécessaire de se demander comment les évolutions technologiques, et plus particulièrement le paysage numérique, influent sur la pratique journalistique dans la sphère publique, comme dans le cas des projets de collaboration journalistique transnationaux.

L'hypothèse de départ consiste à supposer que la politique publique actuelle en matière de la régulation de la presse au Royaume-Uni est le résultat de multiples négociations et transitions. La place accordée à la pratique journalistique aurait ainsi évolué depuis 1998, en raison de la reconnaissance de la liberté d'expression en tant que droit positif qualifié, et ce droit existerait dans un jeu d'équilibre complexe face à l'exercice d'autres droits. En tant qu'objet de discours à multiples facettes et droit dépendant de la liberté d'expression, la liberté de la presse revêt une importance particulière pour mieux comprendre les rapports entre accès

¹²¹ Voir par exemple : LAMONT, Michèle et SWIDLER, Ann, « Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing », in *Qualitative Sociology*, vol. 37, n° 2, 2014, pp. 153-171.

¹²² BOUDANA, Sandrine, « A Definition of Journalistic Objectivity as a Performance », in *Media, Culture and Society*, vol. 33, n° 3, 2011, pp. 385-398 ; FROST, Chris, *op. cit.*, pp. 46-47.

¹²³ FROST, Chris, *op. cit.*, pp. 46-47.

aux informations et participation civique au Royaume-Uni telle que préconisée dans le cadre des théories démocratiques relatives à la gouvernance¹²⁴.

Présentation du plan

Cette thèse est constituée de cinq chapitres, divisés en trois parties. La première partie (chapitre I) est consacrée aux enjeux d'un système libre et pluriel pour l'efficacité d'une démocratie participative. Il s'agit tout d'abord d'explorer le modèle d'autorégulation de l'industrie de la presse au prisme des tensions entre, d'une part, l'idéal d'une presse libre au service de l'intérêt public et, d'autre part, la logique commerciale consistant à tirer profit de la publication. Il s'agit ensuite d'examiner les tensions entre la nécessité d'une pluralité de voix et la dérégulation progressive de l'économie de la presse, qui conduit à une concentration élevée de la propriété de la presse et de la propriété croisée des médias.

La deuxième partie (chapitres II et III) se concentre sur les articulations entre la liberté de la presse, la censure et l'autocensure en amont de la publication. Si la politique gouvernementale envers l'industrie de la presse est marquée par le principe d'indépendance à l'échelle de la régulation et de la réglementation économique, les activités de la presse sont toutefois sujettes à d'autres contraintes et pressions d'ordre juridique et politique en amont de la publication, qu'il convient d'examiner ici. L'octroi d'injonctions judiciaires civiles à l'encontre de la presse fait ainsi l'objet d'une attention particulière car elle déroge au droit des médias à informer le public, dans le contexte d'autres considérations telles que la confidentialité et le droit à la vie privée. De même, le système singulier de l'Avis aux médias en matière de défense et de sécurité est à examiner dans la mesure où ce type d'intervention de l'État peut aboutir à l'autocensure de la presse en amont de la publication.

La troisième partie (chapitres IV et V) est axée sur les articulations entre la liberté de la presse, la protection des sources et la surveillance. Alors que la protection des sources constitue l'une des conditions premières de la pratique journalistique au service de l'intérêt public, elle est mise en cause notamment dans le contexte de la stratégie anti-terroriste. Par conséquent, il convient, d'abord, d'analyser l'impact de l'octroi d'ordonnances de divulgation à l'encontre de la presse, puis les limites de la protection des sources à l'ère numérique, ainsi que les ripostes du journalisme d'investigation face à la surveillance de masse.

¹²⁴ HELD, David, *op. cit.*, p. 232-255 ; SCHUBERT, Glendon, *The Public Interest: A Critique of the Theory of a Political Concept*, Glencoe : The Free Press of Glencoe, 1^{re} édition, 1960, p. 7.

PREMIÈRE PARTIE :

Les enjeux d'un système libre et pluriel au Royaume-Uni

I La logique commerciale de la presse et l'intérêt public : un débat persistant

La défense du principe d'autorégulation est profondément enracinée dans une vision de l'industrie de la presse comme étant au service d'une démocratie efficace au Royaume-Uni. La crédibilité de cette industrie, en tant que quatrième pouvoir, dépend de sa capacité à responsabiliser l'État et d'autres sources d'influence induite face aux abus de pouvoir, aux actes de corruption morale et financière contraires à la déontologie et à l'intérêt public. Cependant, cet objectif existe dans un rapport de tension constante avec la logique commerciale consistant à tirer profit de la publication. La presse se voit accusée d'une absence de déontologie dans le recueil des données et les choix de publication, au mépris des droits des citoyens et notamment de leur droit à la vie privée. Dans le sillage de la mort de la princesse Diana en 1997, l'opinion publique penche ainsi en faveur de l'adoption de mesures législatives pour réguler la presse tabloïd.

Le principe de la pluralité des voix est reconnu comme étant essentiel pour l'efficacité de la démocratie participative ; or, une concentration élevée de la propriété des médias réduit ce pluralisme et facilite des abus de position dominante sur le marché. Si les règles de concurrence en matière de propriété et de propriété croisée des médias font débat à cet égard, il n'existe cependant aucune définition statutaire de la pluralité des médias au Royaume-Uni. Il s'agit d'examiner, ici, les choix politiques en rapport avec la pluralité des médias et le modèle de régulation de la presse. À ce propos, les révélations du *Guardian* dans l'affaire du piratage téléphonique en 2011 présentent un fort intérêt public ; elles provoquent un sentiment de gêne au sein de l'industrie de la presse, qui se montre incapable de rendre compte des affaires la concernant ; elles mettent en relief les défaillances de la police et du service des poursuites judiciaires de la Couronne ; elles donnent lieu à un examen de la culture, des pratiques et de l'éthique de la presse dans le cadre de l'enquête publique judiciaire indépendante dite Leveson. Les travaux de cette enquête permettent de faire ressortir les incohérences liées à la politique médiatique gouvernementale.

1.1. Le modèle d'autorégulation et l'économie de la presse à l'épreuve des mauvaises pratiques

Le modèle d'autorégulation de l'industrie de la presse constitue un choix politique, qui devient la norme à partir des années 1940 au Royaume-Uni. Compte tenu des pressions liées à la logique commerciale de la presse, ce modèle structurel peine à cadrer les pratiques journalistiques d'un point de vue éthique et juridiques. Par ailleurs, la crédibilité de la presse en tant que quatrième pouvoir, et la pluralité des voix que cela nécessite, se trouvent mises en cause par l'assouplissement des restrictions portant sur la propriété et la propriété croisée des médias, qui implique une augmentation du taux de concentration. D'une part, il est nécessaire d'analyser les origines du modèle d'autorégulation non statutaire, les critiques développées à son encontre ainsi que les évolutions liées aux organismes d'autorégulation à adhésion volontaire qui se sont succédés. D'autre part, il convient d'examiner les origines de la marchandisation des informations et les critiques morales du journalisme. Une attention particulière est à apporter : tout d'abord, à l'héritage de l'affaire intéressant la princesse Diana, s'agissant de la déontologie journalistique et du supermarché du scoop ; ensuite, à la place de Rupert Murdoch dans le marché des médias et à l'influence qu'il exerce.

1.1.1. L'idéal du quatrième pouvoir et la pluralité des voix

La presse, au sens de tout matériel imprimé, est régulée à des fins politiques, économiques et religieuses depuis l'avènement de l'imprimerie en Angleterre en 1476¹²⁵. Un système d'octroi de licences sous l'autorité royale est instauré en 1538, sur la base de divers décrets, ordonnances parlementaires et proclamations, mais ce cadre est mis en cause lors de la guerre civile à partir de 1641¹²⁶. Le Parlement s'impose en faisant passer plusieurs lois et décrets au sujet de l'octroi de licences à partir de 1642¹²⁷. Suite à la restauration de la monarchie, les lois portant sur l'octroi de licences doivent être renouvelées régulièrement, mais cette pratique cesse en 1695 en raison de l'incapacité du Parlement à s'accorder en temps voulu sur les modalités précises de prolongation¹²⁸. Selon la conception Whig de l'Histoire au sens d'une

¹²⁵ O'MALLEY, Tom, *op. cit.*, pp. 228-231 ; WICKWAR, William, *The Struggle for the Freedom of the Press, 1819-1832*, Londres : Georges Allen and Unwin Brothers Limited, 1^{re} édition, 1928, pp. 14-15.

¹²⁶ O'MALLEY, Tom, *op. cit.*, p. 231.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.* ; WICKWAR, William, *op. cit.*, pp. 14-15.

progression inévitable vers une plus grande liberté¹²⁹, cette absence de renouvellement des lois portant sur l'octroi de licences constitue un moment clé dans un mouvement inéluctable vers l'émancipation de la presse du contrôle gouvernemental au XIX^{ème} siècle¹³⁰. Cependant, l'image d'une lutte héroïque en faveur de l'émancipation de la presse résulte plutôt d'une construction mise en avant par la presse, qui cherche à améliorer sa crédibilité face aux accusations de collusion avec les députés au XIX^{ème}¹³¹. Selon James Curran, universitaire britannique spécialiste de l'histoire de la presse, il faut prendre en compte l'intégration de la presse dans les structures de pouvoir économique et politique au service des mécanismes de contrôle social au XVII^{ème} siècle pour mieux comprendre les évolutions liées à la publication¹³². La logique commerciale liée à l'économie de la presse remonte à cette époque¹³³, et les recettes publicitaires s'accroissent progressivement au cours du XIX^{ème} siècle, pour devenir essentielles à la relative indépendance du marché des journaux à grand tirage vis-à-vis du Parlement britannique¹³⁴.

Néanmoins, les recettes publicitaires de la presse font l'objet de critiques au début du XX^{ème} siècle, dans la mesure où la marchandisation des informations influe sur le choix et la qualité des reportages dans les publications à grand tirage, ce qui représente une menace pour l'image de la presse en tant que quatrième pouvoir (*Fourth Estate*)¹³⁵. Lors d'un cours magistral publié en 1840, le philosophe et historien britannique Thomas Carlyle attribue la paternité de cette notion à Edmund Burke, homme politique et père du conservatisme moderne au XVIII^{ème} siècle¹³⁶. Dans un contexte où le clergé, la noblesse et les roturiers représentent les trois pouvoirs (*Three Estates*) au Parlement britannique, Burke considère que les journalistes constituent un quatrième pouvoir plus conséquent que l'intégralité des autres¹³⁷. Pour Carlyle, l'imprimerie est

¹²⁹ BUTTERFIELD, Herbert, *op. cit.*, pp. 9-33.

¹³⁰ *Ibid.* ; CURRAN, James, « The Press as an Agency of Social Control: An Historical Perspective », in BOYCE, George, CURRAN, James et WINGATE, Pauline (eds.), *Newspaper History: From the 17th Century to the Present Day*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} édition, 1978, pp. 51-75, pp. 51-53 ; CURRAN, James et SEATON, Jean, *Power without Responsibility: Press, Broadcasting and the Internet in Britain*, Londres et New York : Routledge, 7^{ème} édition, 2010, pp. 3-5 ; O'MALLEY, Tom, *op. cit.*, pp. 228-231 ; STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, *op. cit.*, p. 36 ; WICKWAR, William, *op. cit.*, pp. 14-15.

¹³¹ BOYCE, George, « The Fourth Estate: The Reappraisal of a Concept », in BOYCE, George, CURRAN, James et WINGATE, Pauline (eds.), *op. cit.*, pp. 19-40, p. 20 ; CURRAN, James, « The Press as an Agency of Social Control: An Historical Perspective », *op. cit.*, p. 53 ; O'MALLEY, Tom, *op. cit.*, p. 230.

¹³² CURRAN, James, « The Press as an Agency of Social Control: An Historical Perspective », *op. cit.*, pp. 51-75.

¹³³ DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 34 ; PETTEGREE, Andrew, *The Invention of News: How the World Came to Know About Itself*, Londres et New Haven : Yale University Press, 1^{re} édition, 2015, pp. 5-13.

¹³⁴ DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 44.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 32 ; MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, *op. cit.*, pp. 68-69.

¹³⁶ CARLYLE, Thomas, *On Heroes, Hero-Worship, and the Heroic in History* (1840), Londres : Chapman and Hall Limited, 1^{re} édition, 1840, Cours magistral V du 19 mai 1840, p. 194 ; STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, *op. cit.*, p. 36 ; STEWART, Potter, « Or of the Press », in *Hastings Law Journal*, vol. 26, n° 3, 1975, pp. 631-637, p. 634.

¹³⁷ *Ibid.*

ainsi essentielle à la pratique de la démocratie¹³⁸. Conformément à la théorie du contrat social (*social contract theory*) entre les hommes, développée par le philosophe anglais John Locke dans son *Deuxième traité du gouvernement civil* de 1689, la mission d'une presse libre est perçue comme étant d'informer le public sur la nature et le fonctionnement du gouvernement, afin de pouvoir exprimer la volonté des citoyens et de responsabiliser ceux qui exercent le pouvoir¹³⁹. Dans ce contrat implicite entre les citoyens et les médias, ces derniers sont tenus par « [...] une conception normative du bon journalisme » dans leur rôle de chien de garde¹⁴⁰. Cette vision du rôle de la presse est ainsi profondément enracinée dans la vision de la démocratie au Royaume-Uni¹⁴¹, et sert de source d'inspiration dans le développement du journalisme d'investigation¹⁴², qui se distingue par la durée et la qualité des recherches visant à dévoiler des faits avérés en rapport avec des sujets difficiles à creuser tels que la corruption et l'illégalité¹⁴³. Cependant, cet objectif existe dans un rapport de tension constante avec la logique commerciale susmentionnée¹⁴⁴.

Pour Curran, la montée en puissance des empires de presse, et l'influence de leurs patrons (*press barons*) sur l'action publique lors de la première moitié du XX^{ème} siècle, s'insèrent dans une certaine continuité dans la mesure où le phénomène de concentration de propriété des journaux hebdomadaires remonte au XVIII^{ème} siècle¹⁴⁵. Ces patrons n'auraient pas miné le rôle de la presse en tant que quatrième pouvoir ; ils auraient réduit la place accordée aux affaires politiques en faveur du divertissement et ils se seraient éloignés d'une dépendance envers les partis politiques et le gouvernement¹⁴⁶. Pendant la période d'entre-deux-guerres du XX^{ème} siècle, la concentration de la propriété de la presse est marquée par le regroupement des chaînes de journaux régionaux et la disparition de la concurrence à l'échelle locale¹⁴⁷. À titre d'illustration, la part des quotidiens du soir appartenant aux cinq premières chaînes passe de 8

¹³⁸ CARLYLE, Thomas, *op. cit.*, p. 194.

¹³⁹ KIERAN, Matthew, *Media Ethics: A Philosophical Approach*, *op. cit.*, p. 25 ; KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 151 ; LOCKE, John, *op. cit.*, pp. 267-428.

¹⁴⁰ « [...] a normative conception of good journalism » : KIERAN, Matthew, *Media Ethics: A Philosophical Approach*, *op. cit.*, p. 26.

¹⁴¹ DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 32 ; KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 151 ; PETLEY, Julian, « What Fourth Estate? », in BAILEY, Michael (ed.), *op. cit.*, pp. 184-195, p. 184 ; STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, *op. cit.*, p. 36.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 151.

¹⁴⁴ DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », *op. cit.*, pp. 45-47.

¹⁴⁵ CURRAN, James et SEATON, Jean, *op. cit.*, pp. 37-38.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*

à 40 pour cent entre 1921 et 1930 ; celle de la presse matinale passe de 12 à 44 pour cent pendant cette même période¹⁴⁸.

La réussite fulgurante des journaux à petit format dits tabloïds, depuis le tournant du XX^{ème} siècle¹⁴⁹, s'accompagne de critiques morales au sujet de l'accent sur l'info-divertissement (*infotainment*), les histoires de la vie quotidienne et la vulgarisation des débats d'intérêt public¹⁵⁰. En réalité, le journalisme populaire et le sensationnalisme existent depuis les débuts de la presse et sa marchandisation : les critiques morales du journalisme populaire s'inscrivent dans une longue tradition de hiérarchisation culturelle et de jugements moraux¹⁵¹. L'adaptation des journaux grand format (*broadsheets*) face à l'essor des tabloïds au XX^{ème} siècle¹⁵² ne fait que mettre en relief cette tension entre l'idéal du rôle de quatrième pouvoir et la logique commerciale, comme en témoigne une analyse de Thomas Gibbons, universitaire britannique spécialiste de la régulation des médias, publiée en 1992 :

*D'après l'approche libérale traditionnelle, la liberté de la presse est considérée comme un élément du principe politique plus large de la liberté d'expression [...] En même temps, il est admis que la presse ne visera pas ces objectifs au titre de son sujet d'intérêt principal, lequel est plus susceptible d'être le succès commercial résultant de l'apport d'information et de divertissement.*¹⁵³

Quel que soit le format de publication, la pratique du journalisme professionnel fait appel à des considérations éthiques et réglementaires en rapport avec cette vision de rôle de quatrième pouvoir¹⁵⁴. C'est à partir des années 1940 que le modèle d'autorégulation devient la norme au Royaume-Uni, même si des formes de censure en amont de la publication se

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ BINGHAM, Adrian et CONBOY, Martin, *Tabloid Century: The Popular Press in Britain, 1896 to the Present*, Oxford : Peter Lang Ltd., 1^{re} édition, 2015, pp. 228-229.

¹⁵⁰ BINGHAM, Adrian, « A Stream of Pollution through Every Part of the Country? Morality, Regulation and the Modern Popular Press », in BAILEY, Michael (ed.), pp. 112-124, pp. 113-114 ; GOLDING, Peter et MCLACHLAN, Shelley, « Tabloidization in the British Press: A Quantitative Investigation into Changes in British Newspapers, 1952-1997 », in SPARKS, Colin et TULLOCH, John (eds.), *Tabloid Tales: Global Debates Over Media Standards*, Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 1^{re} édition, 2000, pp. 75-89, pp. 75-77 ; MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, *op. cit.*, pp. 68-69.

¹⁵¹ BINGHAM, Adrian, « A Stream of Pollution through Every Part of the Country? Morality, Regulation and the Modern Popular Press », *op. cit.*, p. 112 ; GRIPSRUD, Jostein, « Tabloidization, Popular Journalism and Democracy », in SPARKS, Colin et TULLOCH, John (eds.), *Tabloid Tales: Global Debates Over Media Standards*, Maryland et Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 1^{re} édition, 2000, pp. 285-300, p. 287 ; LUCKHURST, Tim, *op. cit.*, p. 253 ; MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, *op. cit.*, pp. 71-73.

¹⁵² BINGHAM, Adrian et CONBOY, Martin, *op. cit.*, pp. 16-20.

¹⁵³ « In the traditional liberal approach, freedom of the press is regarded as an element of the broader political principle of freedom of speech. [...] At the same time, it is accepted that the press will not have these pursuits as its main interest, which is more likely to be commercial success in the provision of information and entertainment » : GIBBONS, Thomas, *op. cit.*, p. 279.

¹⁵⁴ KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », *op. cit.*, p. 151.

poursuivent au-delà du contexte des deux guerres mondiales¹⁵⁵. La création d'un organisme d'autorégulation non statutaire, le Conseil général de la presse (*General Council of the Press*), n'a lieu qu'en 1953 à l'issue de trois décennies de discussions¹⁵⁶. Ces négociations concernent les normes professionnelles à adopter compte tenu de l'essor du marché de la presse à grand tirage¹⁵⁷. Le Conseil général de la presse est géré uniquement par l'industrie de la presse et opère sur la base d'adhésions volontaires¹⁵⁸. Ce choix fait suite à une recommandation de 1949 de la première commission de Sa Majesté portant sur la presse (*Royal Commission on the Press*), chargée d'étudier les diverses possibilités d'encadrement¹⁵⁹.

Même si le principe d'autorégulation de la presse reste intact au tournant du XXI^{ème} siècle, l'une des particularités majeures réside dans les interrogations périodiques à son égard, comme en témoignent les débats politiques formels à ce sujet depuis la Seconde Guerre mondiale¹⁶⁰. Adrian Bingham, universitaire spécialiste de l'histoire contemporaine britannique, retient trois moments clés dans le cadre des débats parlementaires au sujet de l'éventualité d'une régulation statutaire de la presse au cours du XX^{ème} : les débats des années 1920, dans le contexte de l'adoption de la législation limitant les reportages journalistiques portant sur les audiences des tribunaux (*court reporting*), en raison d'inquiétudes liées aux procédures de divorce ; les débats des années 1950, liés au fait que le Conseil général de la presse doit alors faire face à des recours relatifs à la vie sexuelle et la vie privée ; les débats des années 1980, en rapport avec les mauvaises pratiques journalistiques au sein des tabloïds et qui aboutissent à la disparition du Conseil général de la presse¹⁶¹.

De 1947 jusqu'à présent, huit enquêtes parlementaires ont été menées dont trois commissions royales (1947–49, 1961–62, 1974–77), deux commissions dites Calcutt (1990, 1993), une commission dénommée Younger portant sur la vie privée (1972), et une enquête dite Leveson (2011-2012)¹⁶². Les travaux et les publications liés à ces diverses enquêtes soulignent de fortes préoccupations au sujet de la liberté de la presse et des droits concurrents

¹⁵⁵ O'MALLEY, Tom, *op. cit.*, p. 235.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid.* ; O'MALLEY, Tom et SOLEY, Clive, *Regulating the Press*, Londres : Pluto Press, 1^{re} édition, 2000, pp. 54-58, 97.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 97 ; CONBOY, Martin, *Journalism in Britain*, Londres : SAGE Publications Ltd., 1^{re} édition, 2011, pp. 58-61.

¹⁶¹ BINGHAM, Adrian, « A Stream of Pollution through Every Part of the Country? Morality, Regulation and the Modern Popular Press », *op. cit.*, p. 113 ; LUCKHURST, Tim, *op. cit.*, p. 253.

¹⁶² LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. I, p. 195 ; STEEL, John, « Leveson: Solution or symptom? Class, crisis and the degradation of civil life », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 10 n° 1, 2013 [en ligne], http://www.communicationethics.net/journal/v10n1/v10n1_feat1.pdf [consulté en décembre 2014], pp. 8-13, p.12.

tels que celui relatif à la vie privée ; ils évoquent notamment l'état de l'économie de l'industrie de la presse, la concentration de la propriété des médias, l'indépendance éditoriale¹⁶³. C'est dans ce contexte que le Conseil général de la presse est remplacé par le Conseil de la presse (*Press Council*) en 1963, auquel se substitue la Commission des plaintes contre la presse (*Press Complaints Commission*) en 1991¹⁶⁴. La disparition de cette dernière en 2014 et son remplacement par l'Organisation indépendante des normes de la presse (*Independent Press Standards Organisation*)¹⁶⁵ fera l'objet d'une attention particulière plus loin dans ce chapitre.

Compte tenu de la vision de la presse en tant que quatrième pouvoir, impliquant pour les citoyens l'accès à une diversité de points de vue, l'orientation politique et idéologique des médias constitue un enjeu majeur dans la mesure où une concentration élevée de la propriété peut mener à des abus de position dominante sur le marché¹⁶⁶. Par conséquent, les règles de concurrence en matière de propriété et de propriété croisée des médias font l'objet de débats parlementaires tout au long de la seconde moitié du XX^{ème} siècle et au-delà¹⁶⁷. Par ailleurs, les enquêtes publiques susmentionnées font ressortir les inquiétudes du public au sujet de la concentration de la propriété, qui remontent aussi loin que les années 1940, comme le montrent les travaux de la première commission de Sa Majesté portant sur la presse de 1947 à 1949¹⁶⁸.

Parmi les mesures législatives adoptées en faveur de la pluralité des médias, et ayant un impact sur les fusions de sociétés de presse au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la loi portant sur la loyauté des transactions commerciales de 1973 (*Fair Trading Act 1973*) instaure une procédure spéciale en cas de transfert de propriété des journaux¹⁶⁹. Cette loi exige une autorisation du Ministre du commerce et de l'industrie (*Secretary of State for Trade and*

¹⁶³ DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} édition, 2002 (version réimprimée de 2006), pp. 85-86.

¹⁶⁴ O'MALLEY, Tom et SOLEY, Clive, *op. cit.*, pp. 64, 89.

¹⁶⁵ *Independent Press Standards Organisation*, « About IPSO », date non indiquée [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/IPSO/aboutipso.html> [consulté en décembre 2014].

¹⁶⁶ BARNETT, Steven, « What's Wrong with Media Monopolies? A lesson from history and a new approach to media ownership policy », document de travail n° 18, Londres : London School of Economics and Political Science, 2010 [en ligne], <http://www.lse.ac.uk/media@lse/research/mediaWorkingPapers/pdf/EWP18.pdf> [consulté en août 2014], pp. 1-19, p. 4 ; DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, *op. cit.*, p. 85 ; *House of Lords Select Committee on Communications, Media Plurality*, HL 120, Londres : The Stationery Office, le 4 janvier 2014 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/lords-select/communications-committee/inquiries/parliament-2010/media-plurality/> [consulté en juillet 2014], pp. 5, 7.

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, *op. cit.*, p. 85 ; *Royal Commission on the Press: 1947-1949*, Londres : Her Majesty's Stationery Office, 1949.

¹⁶⁹ DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, *op. cit.*, p. 86 ; *Fair Trading Act 1973*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1973/41> [consulté en janvier 2015], articles 58-59.

Industry), préalablement à tout transfert de propriété ou d'actifs de journaux¹⁷⁰. Ce Ministre peut, dans certains cas, orienter l'affaire vers les autorités de régulation compétentes pour enquête¹⁷¹. En ces hypothèses, l'examen de la proposition en question appartient à la Commission des monopoles et fusions (*Monopolies and Mergers Commission*) de 1973 à 1999, à la Commission de la concurrence (*Competition Commission*) de 1999 à 2014, puis à l'Autorité de la concurrence et des marchés (*Competition and Markets Authority*) depuis 2014¹⁷².

C'est le pouvoir du Ministre du commerce et de l'industrie de valider un transfert de propriété des journaux sans étude préalable par les autorités de régulation compétentes, qui est cité comme élément explicatif de l'augmentation progressive du niveau de concentration au Royaume-Uni à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et de la place dominante de Rupert Murdoch, magnat des médias originaire d'Australie¹⁷³. Ceci étant, les phénomènes de concentration de la propriété des médias, de conglomérations, et d'internationalisation existaient même avant 1945¹⁷⁴. À titre d'exemple, le premier vicomte Northcliffe maîtrisait une plus grande part du marché de la presse matinale en 1910 que Murdoch en 1995¹⁷⁵. Cependant, l'ascension de Murdoch à l'échelle internationale est sans pareille¹⁷⁶. Après avoir multiplié ses actifs de presse en Australie, il achète plusieurs journaux au Royaume-Uni entre 1969 et 1981 avant d'obtenir la nationalité américaine en 1985, ce qui lui permet d'avancer ses intérêts commerciaux aux États-Unis¹⁷⁷. Murdoch est le fondateur et Président exécutif de *News Corporation*, groupe multinational de divertissement et de communication existant de 1979 à 2013, qui devient la deuxième plus grande organisation médiatique du monde à partir de 2009 grâce à ses recettes¹⁷⁸. Ce conglomérat dispose d'actifs s'élevant à presque soixante-deux milliards de dollars en 2012¹⁷⁹, avant d'être scindé en deux entreprises, à savoir *News Corp* et

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.* ; *Competition and Markets Authority*, « About Us », le 2 mai 2014 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations/competition-and-markets-authority/about> [consulté en janvier 2015] ; *The National Archives*, « Records of the Monopolies and Mergers Commission, Predecessors and Successors », date non indiquée [en ligne], <https://discovery.nationalarchives.gov.uk/details/r/C166> [consulté en janvier 2015].

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, op. cit., p. 86 ; NICOL, Andrew et ROBERTSON, Geoffrey, *Media Law*, Harmondsworth: Penguin, 5^{ème} édition, 2008, p. 506.

¹⁷⁴ SEYMOUR-URE, Colin, *The British Press and Broadcasting Since 1945*, Oxford : Blackwell Publishers, 2^{ème} édition, 1996, p. 118.

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ CONBOY, Martin, op. cit., pp. 53-56.

¹⁷⁷ *Ibid.* ; SERGEANT, Jean-Claude, « Rupert Murdoch : La fin d'un empire ? », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 20, n° spécial, 2015, pp. 11-20, pp. 13-14.

¹⁷⁸ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit. vol. I, pp. 99-100.

¹⁷⁹ *Ibid.*

21st Century Fox¹⁸⁰. Au Royaume-Uni, Murdoch est particulièrement connu pour avoir transformé le *Sun* en un tabloïd à grand succès, alors que ce journal est au bord de la faillite lorsqu'il l'achète en 1969¹⁸¹. En modifiant radicalement le style éditorial et le contenu proposé, ce journal atteint, à son sommet, jusqu'à quatre millions de lecteurs en 1978¹⁸².

Cependant, les méthodes déployées par Murdoch pour augmenter sa part du marché des médias au Royaume-Uni font l'objet de controverses dans la mesure où des faveurs politiques auraient été convenues entre lui et Margaret Thatcher, et où il aurait bénéficié de rapports de proximité avec les gouvernements suivants¹⁸³. En particulier, les témoignages suggèrent que Thatcher est intervenue personnellement pour s'assurer que les projets d'achat du *Times* et du *Sunday Times* par Murdoch en 1981 ne soient pas renvoyés vers la Commission des monopoles et fusions¹⁸⁴. De même, cet « homme des coulisses »¹⁸⁵ échappe aux restrictions portant sur la propriété croisée des médias (*cross-media ownership*) en 1990, lorsqu'il cherche à faire fusionner *Sky Television*, entreprise de télévision satellite naissante dont il est propriétaire, avec *British Satellite Broadcasting*¹⁸⁶. Selon la loi portant sur la diffusion radio et audiovisuelle de 1981 (*Broadcasting Act 1981*), toujours en vigueur au moment de l'offre d'achat de Murdoch, il est interdit aux personnes extérieures à la Communauté européenne d'être propriétaires d'un service de télévision satellite britannique¹⁸⁷. Alors que le gouvernement de Thatcher a connaissance du projet d'achat de Murdoch, il ne communique pas cette information à l'autorité indépendante de diffusion radio et de la télévision (*Independent Broadcasting Authority*), toujours compétente dans ce domaine en attendant la sanction royale de la loi portant sur la radiodiffusion et la télévision de 1990 (*Broadcasting Act 1990*)¹⁸⁸. Lors des débats

¹⁸⁰ *News Corporation*, « The New News Corp Launches as Global Media and Information Services Company », le 28 juin 2013 [en ligne], <http://newscorp.com/2013/06/28/the-new-news-corp-launches-as-global-media-and-information-services-company/> [consulté en janvier 2015].

¹⁸¹ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. I, pp. 99-103.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ BARNETT, Steven et TOWNEND, Judith, « And What Good Came of it at Last? Press-Politician Relations Post-Leveson », *The Political Quarterly*, vol. 85, n° 2, avril-juin 2014 [en ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-923X.12088/abstract> [consulté en janvier 2015], pp. 159-169, p. 160.

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ SERGEANT, Jean-Claude, « Rupert Murdoch : La fin d'un empire ? », *op. cit.*, p. 15.

¹⁸⁶ BARNETT, Steven et TOWNEND, Judith, *op. cit.*, p. 160 ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. I, pp. 111-112.

¹⁸⁷ *Broadcasting Act 1981*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/68> [consulté en janvier 2015], article 20 ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. I, pp. 111-112.

¹⁸⁸ *Broadcasting Act 1990*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1990/42/contents> [consulté en janvier 2015] ; *House of Lords Hansard*, « Satellite Broadcasting Debate », le 12 novembre 1990 [en ligne], <http://hansard.millbanksystems.com/lords/1990/nov/12/satellite-broadcasting> [consulté en janvier 2015], vol. 523, colonne 111.

parlementaires qui suivent, le pair libéral-démocrate George Thomson souligne que la loi de 1990 aurait pu être formulée autrement si les parlementaires avaient été prévenus de cette situation¹⁸⁹. Alors que cette législation impose pour la première fois des limites en matière de propriété croisée des médias, elle ne fait pas appel à l'intervention de l'autorité internationale de radio et de télévision (*International Broadcasting Authority*), organisme de régulation alors compétent pour apprécier l'intérêt public en matière de fusion, lorsque la diffusion est effectuée depuis l'étranger : Murdoch fait le choix de diffuser à partir d'un satellite Astra en dehors du Royaume-Uni¹⁹⁰.

Le marché des médias numériques et, plus particulièrement, celui de la télévision satellite est en expansion rapide depuis les années 1990, et les débats politiques au sujet de la propriété étrangère se poursuivent¹⁹¹. Selon la loi portant sur la radiodiffusion et la télévision de 1990, il est interdit aux étrangers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne et de l'espace économique européen, de détenir une licence de télévision analogique terrestre¹⁹². Par ailleurs, il est interdit à tout propriétaire de journal national de posséder en parallèle une part de plus de vingt pour cent dans une entité corporative disposant d'une licence de télévision terrestre pour les canaux commerciaux 3 et 5 (*Independent Television* et *Channel 5*), ou dans un service de radio national, sauf autorisation exceptionnelle par décret du Ministre¹⁹³. Cependant, l'adoption de la loi portant sur les communications de 2003 (*Communications Act 2003*), sous le gouvernement travailliste de Tony Blair, lève de nombreuses restrictions concernant la propriété croisée des médias et la propriété étrangère des médias¹⁹⁴. Pour Bridget Hutter, sociologue britannique spécialisée en matière de régulation, « [...] l'utilisation croissante du droit pour influencer les activités économiques a augmenté de manière irrégulière et son utilisation par le gouvernement a fluctué au gré des modes »¹⁹⁵.

¹⁸⁹ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., vol. I, p. 112.

¹⁹⁰ *Ibid.* ; *Broadcasting Act 1990*, op. cit. ; DOYLE, Gillian, *Media Ownership : The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, op. cit., pp. 86-87.

¹⁹¹ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., vol. III, p. 1278, para. 5.2.

¹⁹² *Broadcasting Act 1990*, op. cit., article 2, partie II, para. 1 ; DOYLE, Gillian, *Media Ownership : The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, op. cit., p. 86.

¹⁹³ *Broadcasting Act 1990*, op. cit., article 2, partie IV, para 2, para 5(a) ; *House of Lords Hansard*, « Satellite Broadcasting Debate », op. cit., vol. 523, colonne 111.

¹⁹⁴ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., vol. III, p. 1278.

¹⁹⁵ « [...] the growth in the use of the law to influence economic activities has been uneven and its use as a tool of government subject to changing political fashion » : HUTTER, Bridget, *The Role of Non-State Actors in Regulation*, document de discussion n° DP 37, Centre for Analysis of Risk and Regulation, Londres : London School of Economics and Political Science, 1^{re} édition, 2006 [en ligne], <http://eprints.lse.ac.uk/36118/> [consulté en octobre 2019], pp. 1-19, p. 1.

C'est ainsi qu'en dépit des discours politiques en faveur de la pluralité des médias remontant au milieu du XX^{ème} siècle, le Royaume-Uni a connu une évolution vers l'assouplissement des restrictions portant sur la propriété des médias, et par conséquent, une augmentation du taux de concentration¹⁹⁶. Pour Steven Barnett, universitaire britannique spécialisé en études des médias, trois facteurs expliquent cette situation : la montée de la capacité financière des multinationales, à la recherche d'opportunités d'investissement ; la domination d'une idéologie de marché libre sans intervention étatique ; la convergence des technologies par le biais de la numérisation, conduisant les décideurs politiques à mettre en question l'efficacité d'une réglementation croisée ou propre à une industrie particulière telle que la presse¹⁹⁷.

Certes, il est difficile de mesurer la pluralité des médias ; il n'existe aucune définition statutaire de la pluralité des médias au Royaume-Uni¹⁹⁸. Selon une étude du Bureau des communications (*Office of Communications / Ofcom*), autorité indépendante régulant les télécommunications depuis 2003, la pluralité implique de :

*[...] s'assurer d'une diversité de points de vue disponibles et perçus entre les entreprises médiatiques et au sein de celles-ci et [...] d'empêcher tout propriétaire des médias ou toute personne d'avoir trop d'influence sur l'opinion publique et l'agenda politique.*¹⁹⁹

Deux aspects sont pris en compte lors de toute considération de la pluralité des médias dans le cadre de la loi portant sur les entreprises de 2002 (*Enterprise Act 2002*) : « [...] une pluralité de points de vue dans les journaux et une pluralité des personnes qui contrôlent les entreprises des médias »²⁰⁰. Par ailleurs, il est précisé que la définition statutaire des « entreprises médiatiques » (*media enterprises*) donnée par l'article 58 de cette loi n'inclut pas les fournisseurs d'internet, ni les grossistes des contenus de diffusion non détenteurs d'une

¹⁹⁶ BARNETT, Steven, « What's Wrong with Media Monopolies? A lesson from history and a new approach to media ownership policy », *op. cit.*, pp. 6-8.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ *House of Lords Select Committee on Communications, Media Plurality*, HL 120, *op. cit.*, p. 7.

¹⁹⁹ « [...] ensuring there is a diversity of viewpoints available and consumed across and within media enterprises and [...] preventing any one media owner or voice having too much influence over public opinion and the political agenda » : *Ofcom, Measuring Media Plurality: Ofcom's Advice to the Secretary of State for Culture, Olympics, Media and Sport*, le 19 juin 2012 [en ligne], https://www.ofcom.org.uk/_data/assets/pdf_file/0031/57694/measuring-media-plurality.pdf [consulté en janvier 2015], p. 1, para. 1.3.

²⁰⁰ « [...] plurality of views in newspapers and plurality of persons with control of media enterprises » : *Enterprise Act 2002*, Londres : The Stationery Act [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2002/40/contents> [consulté en janvier 2015], article 58 (2B), (2C) (a) ; *House of Lords Select Committee on Communications, Media Plurality*, HL 120, *op. cit.*, p. 80 ; *Ofcom, Measuring Media Plurality: Ofcom's Advice to the Secretary of State for Culture, Olympics, Media and Sport*, *op. cit.*, p. 15, para. 4.11.

licence de diffusion²⁰¹. Compte tenu des évolutions en matière de communications numériques, l'absence de prise en compte de cet aspect est surprenante. Dès 1995, Stephen Dorrell, alors Ministre pour le patrimoine national, constate qu'il faut viser l'équilibre de deux objectifs : les changements des besoins du marché liés notamment aux évolutions technologiques, et la nécessité d'une diversité de points de vue tels qu'exprimés par les médias²⁰².

Dans le sillage du décès de Diana, princesse de Galles, en 1997, les débats portant sur la logique commerciale de la presse et la déontologie journalistique au service de l'intérêt public prennent soudain une importance considérable²⁰³. Dans un contexte de fascination pour la vie privée des célébrités qui a mené à des pratiques de harcèlement par les médias et plus particulièrement par les chasseurs d'images, dits paparazzi²⁰⁴, la limite entre ce qui constitue une publication d'un véritable intérêt public et ce qui ne relève que du divertissement voyeuriste semble s'estomper dans certains secteurs de la presse²⁰⁵. La princesse Diana se trouve au cœur du glissement d'une vision de la monarchie en tant qu'institution publique vers celle d'individus dotés d'une très grande visibilité²⁰⁶.

1.1.2. La déontologie journalistique face au supermarché du scoop : le cas de l'ancien majordome de la princesse Diana, Paul Burrell, en 2002

Depuis le début de sa relation avec le prince Charles en 1980, Diana, princesse de Galles (1961-1997), fait l'objet d'un intérêt médiatique intense et prolongé dans la presse tabloïd au Royaume-Uni, mais aussi à l'international²⁰⁷. Ses rapports avec les médias sont complexes, généralement antagonistes, mais parfois de nature collaborative²⁰⁸. De son mariage présenté en tant que conte de fée, jusqu'à l'échec de sa vie conjugale, son divorce et ses liaisons, Diana est toujours sujette au harcèlement de la part des médias et plus particulièrement des chasseurs

²⁰¹ Ofcom, *Measuring Media Plurality: Ofcom's Advice to the Secretary of State for Culture, Olympics, Media and Sport*, op. cit., p. 15, para. 4.11.

²⁰² *House of Commons Historic Hansard*, « Cross-Media Ownership », le 23 mai 1995 [en ligne], <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1995/may/23/cross-media-ownership> [consulté en janvier 2015], vol. 260, colonne 709.

²⁰³ CHANCEY, Jill, « Diana Doubled: The Fairytale Princess and the Photographer », in *NWSA Journal*, vol. 11, n° 2, 1999 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4316663?seq=1> [consulté en décembre 2018], pp. 163-175, p.163.

²⁰⁴ *Ibid.*, pp. 167-168.

²⁰⁵ COULDRY, Nick et MARKHAM, Tim, « Celebrity Culture and Public Connection: Bridge or Chasm? », in *International Journal of Cultural Studies*, vol. 10, n° 4, 2007, pp. 403-421, pp. 404, 407.

²⁰⁶ ABELL, Jackie et STOKOE, Elizabeth, « Broadcasting the Royal Role: Constructing culturally situated identities in the Princess Diana *Panorama* interview », in *British Journal of Social Psychology*, vol. 40, n° 3, 2001, pp. 417-435, p. 421.

²⁰⁷ CHANCEY, Jill, op. cit., p. 163.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 167.

d'images²⁰⁹. Ce harcèlement amène la princesse à obtenir, en 1996, une injonction à l'encontre du photographe Martin Stenning, obligeant ce dernier à se tenir à une distance d'au moins 300 mètres d'elle²¹⁰. Le phénomène de marchandisation de la vie de la princesse est si fort que le journaliste Roy Greenslade la rebaptise « princesse des ventes » (*Princess of Sales*), faisant ainsi un jeu de mot avec sa qualité de princesse du pays de Galles (*Princess of Wales*)²¹¹. L'intensité de l'attention médiatique portée à la princesse est sans précédent, situation à laquelle elle n'était pas préparée, comme elle l'explique après sa séparation du prince Charles lors d'un entretien télévisé réalisé par le journaliste Martin Bashir :

*L'aspect le plus intimidant était l'attention médiatique, car on nous avait dit à mon époux et à moi-même, lorsque nous nous sommes fiancés, que les médias allaient se calmer, et ce n'a pas été pas le cas ; et quand nous nous sommes mariés on nous a dit que mes médias allaient se calmer, et ce n'a pas été le cas ; et puis l'attention a commencé à se focaliser vraiment beaucoup sur moi, et on aurait dit que j'étais à la une d'un journal tous les jours, ce qui donne un sentiment d'isolement, et plus les médias [...] vous portent aux nues, plus la chute est dure [...] il m'a fallu longtemps pour comprendre pourquoi les gens s'intéressaient autant à moi [...] au fil des années vous vous considérez comme un bon produit sur une étagère et qui se vend bien, et les gens se font beaucoup d'argent grâce à vous.*²¹²

Diffusé dans le cadre d'une émission d'actualités de *Panorama* en novembre 1995, ce témoignage de Diana s'adressait directement et exceptionnellement au public, et fut visionné par 22,8 millions de téléspectateurs²¹³. En rendant publiques les affaires privées de la famille, la princesse cherchait ainsi à faire porter la responsabilité de la situation par la monarchie, ce

²⁰⁹ *Ibid.*, pp. 167-168.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ GREENSLADE, Roy, « The Princess of Sales », in *The Guardian*, le 27 octobre 2003 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2003/oct/27/mondaymediasection.themonarchy1> [consulté en décembre 2018].

²¹² « The most daunting aspect was the media attention, because my husband and I, we were told when we got engaged that the media would go quietly, and it didn't ; and then when we were married they said it would go quietly and it didn't; and then it started to focus very much on me, and I seemed to be on the front of a newspaper every single day, which is an isolating experience, and the higher the media [...] place you, is the bigger the drop [...] it took a long time to understand why people were so interested in me [...] during the years you see yourself as a good product that sits on a shelf and sells well, and people make a lot of money out of you » : SPENCER, Diana, entretien réalisé par BASHIR, Martin [transcription], in *BBC Panorama*, 1995 [en ligne], <http://www.bbc.co.uk/news/special/politics97/diana/panorama.html> [consulté en décembre 2018].

²¹³ FLOOD, Rebecca, « 'I understand' Prince William Opens up over Princess Diana's Bombshell Panorama Interview », in *The Daily Express*, le 23 août 2017 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/845105/prince-William-princess-Diana-bombshell-Panorama-interview-opens-up> [consulté en décembre 2018] ; *The Telegraph*, « Revealed: The most watched TV programmes of the last 80 years », le 31 octobre 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/10/31/princess-diana-interview-among-most-watched-tv-programmes-of-the/> [consulté en décembre 2018].

qui était sans précédent dans l'histoire de la famille royale²¹⁴. Plus de vingt ans après, les journaux et réalisateurs de documentaires font encore référence à cet entretien²¹⁵.

Alors que Diana fait l'objet d'une couverture médiatique très négative suite à sa séparation d'avec Charles, l'image projetée par les médias change radicalement après sa disparition, comme en témoignent les références affectueuses à son égard en tant que princesse du peuple (*People's Princess*) ou encore reine des cœurs (*Queen of Hearts*)²¹⁶. En effet, les médias reprennent la qualification de « princesse du peuple » donnée à Diana par Tony Blair, alors Premier ministre, lors d'un discours prononcé le jour de sa mort²¹⁷. Le décès soudain de la princesse lors d'un accident de voiture à Paris le 31 août 1997, aux côtés de son compagnon Dodi Al-Fayed et de son chauffeur Henri Paul, suscite des expressions de deuil couvertes d'une manière intense par les médias²¹⁸. Par ailleurs, ce décès engendre un questionnement sur la responsabilité des journalistes dans cette tragédie, notamment celle des chasseurs d'images²¹⁹. Six photographes et un motard de presse sont interpellés pour « non-assistance à personne en danger » et « homicide et blessures involontaires », et sont poursuivis par le Parquet de Paris²²⁰.

²¹⁴ MURPHY, Thérèse et WHITTY, Noel, « Crowning Glory: Public law, power and the monarchy », in *Social and Legal Studies*, vol. 9, n° 1, 2000, pp. 7-28, pp. 14-15.

²¹⁵ Voir par exemple : CHRISTODOULOU, Holly, « 'It was Very Crowded' Princess Diana's Martin Bashir Panorama Interview – What was the 'Three people in this marriage' revelation? », in *The Sun*, le 31 août 2017 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/4095068/princess-diana-martin-bashir-panorama-interview-three-people-marriage-video/> [consulté en décembre 2018] ; DARBYSHIRE, Robyn, « Princess Diana's Devastating Comments on Why the Royal Family Never Wanted her to be Queen – and Actually Saw her as a Threat », in *The Daily Mirror*, le 31 août 2018 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/princess-dianas-devastating-comments-royal-13169046> [consulté en décembre 2018] ; WESTON, Katie, « How Princess Diana Made 'Extraordinary' Breach of Protocole in Explosive Interview », in *The Daily Express*, le 16 avril 2019 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/1114682/princess-diana-news-latest-wales-royal-family-prince-charles-divorce-wedding-interview-uk> [consulté en avril 2019].

²¹⁶ BERKOWITZ, Dan, « Doing Double Duty: Paradigm Repair and the Princess Diana What-a-Story », in *Journalism: Theory, Practice and Criticism*, vol. 1, n° 2, 2000 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/146488490000100203> [consulté en décembre 2018], pp. 125-143, p. 139 ; CHANCEY, Jill, *op. cit.*, p. 167.

²¹⁷ BLAIR, Tony, déclaration prononcée à Sedgfield, suite au décès de la princesse Diana, le 31 août 1997, archivée par *Associated Press* [en ligne], https://www.youtube.com/watch?v=Q3qinDH_3HE [consulté en décembre 2018].

²¹⁸ BENNETT, Gillian et ROWBOTTOM, Anne, « 'Born a Lady, Died a Saint': The Deification of Diana in the Press and Popular Opinion in Britain », in *Journal of Folklore Studies*, vol. 39, n° 3-4, 1998 [en ligne], <https://www.degruyter.com/view/j/fabl.1998.39.issue-3-4/fabl.1998.39.3-4.197/fabl.1998.39.3-4.197.xml> [consulté en décembre 2018], pp. 197-208, p. 199 ; BERKOWITZ, Dan, *op. cit.*, p. 136 ; CATTO, Bernard, CHAMPRENAULT, Catherine, CORDONNIER, Carl, GUERRIN, Michel, ROSIGNOL, Pascal, TOURANCHEAU, Didier, « Table ronde : tous paparazzi ? », in *Les cahiers du journalisme*, n° 4, janvier 1998 [en ligne], http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/04/12_TABLERONDE03.PDF [consulté en décembre 2018], pp. 152-163 ; CHANCEY, Jill, *op. cit.*, p. 166 ; HINDMAN, Elizabeth, « The Princess and the Paparazzi: Blame, Responsibility and the Media's Role in the Death of Diana », in *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 80, n° 3, 2003 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/107769900308000311> [consulté en décembre 2018], pp. 666-688, p. 667.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ KIRTLEY, Jane, « Freedom of the Press: An inalienable right or a privilege to be earned? », in *University of Florida Journal of Law and Public Policy*, vol. 9, n° 2, 1998, pp. 209-220, pp. 218-219 ; LECADRE, Renaud,

Ces chasseurs d'images sont tous issus d'agences de presse française²²¹. Même si un non-lieu est déclaré par le tribunal correctionnel le 3 septembre 1999, le père de Dodi Al-Fayed mène des poursuites pour « violation de l'intimité de la vie privée »²²². Trois des photographes sont finalement condamnés suite à une décision de la Cour d'appel de Paris du 22 février 2006, notamment pour avoir capté des images de Diana dans la voiture accidentée sous le tunnel du pont de l'Alma²²³. Il est considéré que le véhicule avait « un caractère de lieu privé », raisonnement confirmé par la Cour de cassation le 20 novembre 2007²²⁴. Selon un sondage effectué le 4 septembre 1997 par *Gallup*, entreprise américaine spécialisée en matière de statistiques, et basé sur un échantillon de 616 adultes britanniques, quarante-trois pour cent des répondants considèrent que les photographes sont « extrêmement responsables » de l'accident de voiture ; et trente-six pour cent estiment que les tabloïds en sont « très responsables »²²⁵. Par ailleurs, cinquante-quatre pour cent des sondés expriment leur souhait de voir l'adoption de mesures législatives pour gérer la presse tabloïd²²⁶.

Cette situation permet d'expliquer pourquoi la presse traditionnelle britannique tient à se distinguer des mauvaises pratiques qu'elle présente comme un défaut propre aux tabloïds et aux chasseurs d'images²²⁷. Les photographes paparazzi sont présentés comme des travailleurs indépendants, par opposition aux journalistes affiliés à un journal particulier²²⁸. La presse traditionnelle cherche ainsi à réaffirmer sa légitimité en insistant sur les normes du journalisme

« Mort de Diana : un procès aux objectifs flous », in *Libération*, le 25 octobre 2003 [en ligne], https://www.liberation.fr/societe/2003/10/25/mort-de-diana-un-proces-aux-objectifs-flous_449412 [consulté en décembre 2018] ; *Le monde*, « La mort de Diana : la justice engage des poursuites contre les photographes », le 3 septembre 1997, pp. 1-2 ; PIVOIS, Marc, « Mort de Diana : non-lieu requis pour les 'paparazzi'. Les photographes restent mis en examen. Ils seront fixés sur leur sort avant le 2^e anniversaire de l'accident », in *Libération*, le 18 août 1999 [en ligne], https://www.liberation.fr/societe/1999/08/18/mort-de-diana-non-lieu-requis-pour-les-paparazzi-les-photographes-restent-mis-en-examen-ils-seront-f_281215 [consulté en décembre 2018].

²²¹ BOURDON, Megan, « Le jour où la princesse Diana est morte dans un accident de voiture », in *Marie claire*, le 30 août 2019 [en ligne], <https://www.marieclaire.fr/diana-spencer-mort,1322518.asp> [consulté en octobre 2019].

²²² GIRARD, Laurence, « Un des photographes poursuivis après la mort de Diana est condamné en cassation », in *Le monde*, le 21 novembre 2007 [en ligne], https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2007/11/21/un-des-photographes-poursuivis-apres-la-mort-de-diana-est-condamne-en-cassation_980856_3236.html [consulté en décembre 2018] ; *Le monde*, « Trois photographes ont été condamnés pour avoir pris des clichés de l'accident de la princesse Diana », le 22 février 2006 [en ligne], https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2006/02/22/trois-photographes-condamnes-pour-des-cliches-pris-la-nuit-de-l-accident-de-la-princesse-diana_744147_3236.html [consulté en décembre 2018].

²²³ *Ibid.*

²²⁴ GIRARD, Laurence, *op. cit.*

²²⁵ SAAD, Lydia, « Gallup Polls in Britain and U.S. Record Public Reaction to Diana's Death », travail de terrain effectué le 4 septembre 1997, publié le 6 septembre 1997 [en ligne], <https://news.gallup.com/poll/4345/gallup-polls-britain-us-record-public-reaction-dianas-death.aspx> [consulté en janvier 2019].

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ HINDMAN, Elizabeth, *op. cit.*, p. 667 ; MOORE, Joseph et VOS, Tim, « Building the Journalistic Paradigm: Beyond Paradigm Repair », in *Journalism: Theory, Practice and Criticism*, avril 2018 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1464884918767586> [consulté en janvier 2019], pp. 1-17, pp. 2, 6-7.

²²⁸ BERKOWITZ, Dan, *op. cit.*, p. 136.

professionnel (*professional norms*), comme un ensemble de valeurs et de pratiques partagées, tel l'attachement à l'objectivité²²⁹. Pour Joseph Moore et Tim Vos, universitaires américains spécialistes du journalisme, il s'agit d'une stratégie discursive, connue comme la reconstruction du paradigme (*paradigm repair*), et qui est employée par les médias lorsque ces derniers perçoivent une menace à leur rencontre²³⁰.

Suite à la mort de la princesse Diana, les pratiques de collecte des informations journalistiques sont fortement mises en cause, notamment celles employées par les photographes paparazzi au Royaume-Uni et à l'échelle internationale²³¹. Face au risque de mesures législatives pour réguler la presse au Royaume-Uni, la Commission des plaintes contre la presse, organisme d'autorégulation à adhésion volontaire des journaux et magazines imprimés, procède à une refonte majeure de son code de conduite²³². Jusque-là, le code était limité aux journalistes et aux rédacteurs en chef, les photographes n'étant pas inclus²³³. Parmi les règles instaurées, il est proscrit d'obtenir des images « [...] par le biais de poursuites persistantes » ; il est demandé d'éviter « [...] les mêlées de presse et le harcèlement collectif » et de veiller à une meilleure protection des enfants²³⁴. Lors d'une conférence de presse le 25 septembre 1997, John Wakeham, alors député conservateur et président de la Commission des plaintes contre la presse, précise qu'à son sens la meilleure stratégie pour influencer le comportement des chasseurs d'images consiste à leur montrer que les mauvaises pratiques ne leur permettront plus de toucher de vastes sommes d'argent²³⁵. Cependant, cette stratégie est contestée : pour le juriste Marc Misthal, la refonte du code reste insuffisante pour empêcher les mauvaises pratiques des photographes paparazzi²³⁶, ce qui sera confirmé par les travaux de

²²⁹ BENNETT, Lance, GRESSETT, Lynne et HALTOM, William, « Repairing the News: A Case-Study of the News Paradigm », in *Journal of Communication*, vol. 35, n° 2, 1985 [en ligne], <https://academic.oup.com/joc/article-abstract/35/2/50/4282808> [consulté en décembre 2018], pp. 50-68 ; HINDMAN, Elizabeth, *op. cit.*, p. 667 ; MOORE, Joseph et VOS, Tim, *op. cit.*, pp. 2, 6-7.

²³⁰ MOORE, Joseph et VOS, Tim, *op. cit.*, pp. 3, 12.

²³¹ CATTO, Bernard, CHAMPRENAULT, Catherine, CORDONNIER, Carl, GUERRIN, Michel, ROSIGNOL, Pascal, TOURANCHEAU, Didier, *op. cit.*, pp. 152-163 ; KIRTLEY, Jane, *op. cit.*, pp. 209, 214 ; MISTHAL, Marc, « Reigning in the Paparazzi: The Human Rights Act, the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms, and the Rights of Privacy and Publicity in England », in *International Legal Perspectives*, vol. 10, n° 2, 1998, pp. 287-344, pp. 287-288 ; NORDHAUS, Jamie, « Celebrities' Rights to Privacy: How Far Should the Paparazzi be Allowed to Go? », in *The Review of Litigation*, vol. 18, n° 2, 1999, pp. 285-315, pp. 307, 311-313.

²³² *Ibid.*

²³³ MISTHAL, Marc, *op. cit.*, p. 308 ; SHANNON, Richard, *A Press Free and Responsible: Self-Regulation and the Press Complaints Commission 1991-2001*, Londres : John Murray Publishers, 1^{re} édition, 2001, p. 241.

²³⁴ « [...] by persistent pursuit » ; « [...] preventing media scrums and collective harassment » : NORDHAUS, Jamie, *op. cit.*, p. 313.

²³⁵ SHANNON, Richard, *op. cit.*, p. 253 ; WAKEHAM, John, in MISTHAL, Marc, *op. cit.*, pp. 310, 338 : le lien vers la source d'origine n'est plus opérationnel, <http://www.pcc.org.uk/adjud/press/pr250997.htm> [consulté en juillet 2014].

²³⁶ MISTHAL, Marc, *op. cit.*, p. 311.

l'enquête publique Leveson en 2011 et la disparition de cette commission des plaintes contre la presse en 2014²³⁷.

L'adoption de la loi portant sur la protection contre le harcèlement de 1997 (*Protection from Harassment Act 1997*) au Royaume-Uni prend tout son sens dans le sillage de la mort de Diana²³⁸, mais c'est l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 en 2000, qui représente un changement majeur²³⁹. Cette loi rend applicable la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique du Royaume-Uni, et notamment son article 8 relatif au droit à la vie privée, alors qu'historiquement le droit coutumier anglais ne reconnaît pas de droit général à la vie privée²⁴⁰.

Pour le sociologue britannique Jim McGuigan, les débats de la sphère publique portant sur l'identité britannique et le rôle contemporain de la monarchie ont été très marqués par le décès de la princesse²⁴¹. L'héritage de Diana est tel que, même vingt ans après sa disparition, les documentaires à son sujet suscitent toujours un grand intérêt lors des commémorations, comme en témoigne celui intitulé « Diana racontée par elle-même » (*Diana: In Her Own Words*), visionné par 4,1 millions de téléspectateurs²⁴². Diffusé le 6 août 2017 par *Channel 4*, ce documentaire présente des extraits audiovisuels tirés d'enregistrements que la princesse avait fait réaliser à des fins d'entraînement vocal entre 1992 et 1993²⁴³. Étant donné que ces enregistrements n'étaient pas destinés à la diffusion, cette diffusion provoque de vives réactions de la part des proches de Diana²⁴⁴. Parallèlement, les deux fils de princesse, William et Harry, participent à un autre documentaire, *Diana notre mère : sa vie et son héritage* (*Diana Our Mother: Her Life and Legacy*), diffusé au Royaume-Uni par *ITV* le 24 juillet 2017²⁴⁵.

²³⁷ *Independent Press Standards Organisation*, « About IPSO », *op. cit.* ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, Executive Summary.

²³⁸ MISTHAL, Marc, *op. cit.*, p. 302.

²³⁹ DERINGER, Kathryn, *op. cit.*, pp. 191, 198, 201-202 ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p.1; MISTHAL, Marc, *op. cit.*, p. 312.

²⁴⁰ DERINGER, Kathryn, *op. cit.*, p. 208 ; MISTHAL, Marc, *op. cit.*, pp. 291-292.

²⁴¹ MCGUIGAN, Jim, « British Identity and 'The People's Princess' », in *The Sociological Review*, vol. 48, n° 1, 2000 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1111/1467-954X.00200> [consulté en décembre 2018], pp. 1-18, pp. 5, 8-9.

²⁴² *BBC*, « Diana Documentary: What the Critics Said », le 7 août 2017 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/entertainment-arts-40848751> [consulté en décembre 2018] ; BOOTH, Robert, « Friend of Diana Urges Channel 4 to Scrap 'Intrusive' Documentary », in *The Guardian*, le 31 juillet 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/jul/30/friend-of-diana-urges-channel-4-to-scrap-intrusive-documentary> [consulté en décembre 2018] ; LOUGHREY, Clarisse, « Friend of Diana Wants Channel 4 to Scrap its 'Intrusive' New Documentary », in *The Independent*, le 31 juillet 2017 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/arts-entertainment/tv/news/channel-4-princess-diana-documentary-tapes-rosa-monckton-backlash-scrap-in-her-own-words-a7868491.html> [consulté en décembre 2018].

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ BILLEN, Andrew, « Diana: In her Own Words: Channel 4 », in *The Times*, le 7 août 2017 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/television-review-diana-in-her-own-words-channel-4-rhlts2nlw> [consulté en

L'appropriation et le remaniement de la mémoire collective de la princesse reste ainsi en enjeu majeur, vingt ans après sa disparition²⁴⁶.

Paul Burrell, ancien valet de chambre de la reine, puis majordome de Diana, se trouve au cœur de cette construction de la mémoire collective à la mort de la princesse en 1997²⁴⁷. En janvier 2001, il fait l'objet d'une perquisition de son domicile, se voit accusé du vol de 342 objets de l'appartement de la princesse sis au palace Kensington, et doit comparaître devant le tribunal correctionnel de Bow Street (*Bow Street Magistrate's Court*)²⁴⁸. L'instruction de l'affaire, *Regina c Burrell*, durera presque deux ans : le 1^{er} novembre 2002, Burrell bénéficie d'un non-lieu devant la haute cour criminelle *Old Bailey (Old Bailey Central Criminal Court)*²⁴⁹. Il s'avère que, lors d'une conversation privée avec la reine peu après la disparition de Diana, Burrell lui avait fait part de son intention de garder en sécurité certaines affaires personnelles de la princesse²⁵⁰. L'intervention *in extremis* de la reine et l'absence de témoignage officiel de sa part suscite des conjectures sur les raisons de l'échec des poursuites menées par le service des poursuites judiciaires de la Couronne (*Crown Prosecution Service*), et sur le bien-fondé de l'immunité de la souveraine devant la loi, comme en témoigne la couverture médiatique qu'en donne la presse traditionnelle²⁵¹. Par ailleurs, les députés travaillistes se voient

décembre 2018] ; *ITV*, « Press Centre – Diana, our Mother: Her Life and Legacy », le 8 juillet 2017 [en ligne], <https://www.itv.com/presscentre/press-releases/diana-our-mother-her-life-and-legacy> [consulté en décembre 2018].

²⁴⁶ SAMUELSON, Kate, « The Princess and the Paparazzi: How Diana's Death Changed the British Media », in *Time*, le 27 août 2017 [en ligne], <https://time.com/4914324/princess-diana-anniversary-paparazzi-tabloid-media/> [consulté en décembre 2018].

²⁴⁷ COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », in *Journalism Practice*, vol. 1, n° 2, 2007 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17512780701275549> [consulté en décembre 2018], pp. 245-260.

²⁴⁸ *BBC*, « Diana Butler to Stand Trial », le 29 novembre 2001 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/1683013.stm [consulté en janvier 2019] ; DAVIES, Caroline, « Diana Butler Charged with Palace Thefts », in *The Telegraph*, le 17 août 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1337689/Diana-butler-charged-with-palace-thefts.html> [consulté en janvier 2019] ; *The Telegraph*, « The Charges Against Burrell », le 17 août 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1337688/The-charges-against-Burrell.html> [consulté en janvier 2019].

²⁴⁹ MILMO, Cahal et SENGUPTA, Kim, « Burrell Trial: The case against the Crown », in *The Independent*, le 2 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/burrell-trial-the-case-against-the-crown-133095.html> [consulté en décembre 2018] ; *The Telegraph*, « Queen's Intervention 'Led to Acquittal' », le 1 novembre 2002 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/1411902/Queens-intervention-led-to-acquittal.html> [consulté en décembre 2018].

²⁵⁰ *The Guardian*, « Queen's Evidence Clears Diana Butler », le 1^{er} novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/01/monarchy> [consulté en décembre 2018].

²⁵¹ Voir par exemple : BATES, Stephen et VASAGAR, Jeevan, « What wasn't Revealed in Court », in *The Guardian*, le 2 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/02/monarchy.jeevanvasagar1> [consulté en décembre 2018] ; KITE, Melissa, « MPs Want Inquiry », in *The Times*, le 9 novembre 2002 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/mps-want-inquiry-6bhxsvm6cxl> [consulté en décembre 2018] ; MILMO, Cahal et SENGUPTA, Kim, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Regina v Burrell Mocks Justice », le 3 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2002/nov/03/leaders.monarchy> [consulté en décembre 2018] ; *The Independent*, « Who were the Real Losers in the Burrell Case? », le 6 novembre 2002 [en ligne],

refuser, par les autorités de la Chambre des communes, l'introduction d'une motion de débat parlementaire d'urgence (*early day motion*) au sujet du coût du procès abandonné, qui s'élève à 1,5 millions de livres sterling²⁵². Le motif du refus est que le débat constituerait une critique indirecte de la souveraine²⁵³.

Compte tenu de cette situation, le député libéral-démocrate Vincent Cable demande à Rosie Winterton, secrétaire parlementaire représentant le Ministère de la justice (*Lord Chancellor's Department*), d'examiner la politique en matière d'immunité telle qu'appliquée à la souveraine lors des procédures judiciaires²⁵⁴. Cependant, Winterton cite simplement l'avis de Tony Blair, exprimé lors d'une conférence de presse le 4 novembre 2002, et d'après lequel le principe constitutionnel n'avait pas à être modifié²⁵⁵. Suite au non-lieu dont bénéficie Burrell, et d'après le témoignage du *Daily Mail*, le juge Anne Rafferty annonce devant la haute cour criminelle *Old Bailey* qu'il n'est pas nécessaire d'étudier la demande de certificat portant sur l'immunité d'intérêt public dit « PII » (*Public Interest Immunity certificate*)²⁵⁶. Ce procédé est issu du droit coutumier, et plus précisément du principe du privilège de la Couronne ; il sert habituellement à ne pas communiquer des preuves aux parties engagées dans une procédure judiciaire lorsqu'une telle révélation serait contraire à l'intérêt public²⁵⁷. Alors que le Procureur général confirme qu'aucun « PII » n'a été émis par un ministre quelconque lors du procès à l'encontre de Burrell²⁵⁸, il s'avère que des discussions ont eu lieu entre le juge et l'autorité de

<https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/who-were-the-real-losers-in-the-burrell-case-133195.html> [consulté en décembre 2018] ; *The Telegraph*, « Queen's Intervention 'Led to Acquittal' », *op. cit.*

²⁵² BATES, Stephen, DYER, Clare et WATT, Nicholas, « MPs Criticize Queen Over Burrell Case », in *The Guardian*, le 4 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2002/nov/04/constitution.monarchy1> [consulté en décembre 2018] ; DYER, Clare et WINTOUR, Patrick, « Queen did Nothing Wrong, Says Blair », in *The Guardian*, le 5 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/05/constitution.monarchy> [consulté en décembre 2018].

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ *House of Commons Hansard*, « Personal Immunity », le 26 novembre 2002 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200203/cmhansrd/vo021126/debtext/21126-03.htm> [consulté en janvier 2019], colonne 153.

²⁵⁵ *Ibid.* ; BATES, Stephen, DYER, Clare et WATT, Nicholas, *op. cit.* ; DYER, Clare et WINTOUR, Patrick, *op. cit.*

²⁵⁶ *The Daily Mail*, « Royal Butler Trial Thrown out after Intervention by Queen », le 1 novembre 2002 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-145634/Royal-butler-trial-thrown-intervention-Queen.html> [consulté en décembre 2018].

²⁵⁷ BABER, Mary, *Public Interest Immunity: Research paper 96/25*, Londres : House of Commons Library, le 22 février 1996 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/RP96-25> [consulté en janvier 2019], p. 3 ; *Criminal Procedure and Investigations Act 1996*, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1996/25/section/3> [consulté en janvier 2019] ; FORSYTH, Christopher, « Public Interest Immunity: Recent and Future Developments », in *Cambridge Law Journal*, vol. 56, n° 1, 1997 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4508298> [consulté en janvier 2019], pp. 51-59, pp. 51-52.

²⁵⁸ *House of Commons Hansard*, « Personal Immunity », *op. cit.*, colonne 153 ; *House of Lords Hansard*, « Public Interest Immunity », le 2 avril 2003 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld200203/ldhansrd/vo030402/text/30402-13.htm> [consulté en janvier 2019], colonne 1396.

poursuites (*prosecuting counsel*) à l'exclusion de la défense pendant trois jours lors du procès, comme en situation de « PII »²⁵⁹. Le pair libéral-démocrate Martin Thomas insiste sur le fait que si la révélation tardive de la conversation privée entre Burrell et la reine constitue une source d'embarras, la rétention de ces informations n'avait pas lieu d'être sous couvert d'un procédé « PII »²⁶⁰.

Somme toute, le procès abandonné *Regina c Burrell* constitue une affaire très embarrassante pour le parquet, la police et la monarchie. La crédibilité de la reine en tant que source de la justice (*Queen as Fount of Justice*) est ainsi mise en cause dans le cadre de ce débat exceptionnel sur le rôle de la monarchie au tournant du XXI^{ème} siècle²⁶¹. Selon Rosalind Coward, universitaire britannique spécialiste du journalisme, les tabloïds ont su faire ressortir des questions pertinentes quant aux abus des privilèges juridiques de la monarchie, même si la couverture médiatique du procès à l'encontre de Burrell a été focalisée sur la vie de Diana²⁶². Elle regrette, cependant, le peu de contestation au niveau politique²⁶³.

Suite à la rétention d'informations comme en situation de « PII », l'annonce du non-lieu à l'encontre de Burrell donne lieu à une « guerre sale entre tabloïds » (*dirty tabloid war*) visant l'obtention des droits exclusifs de publication de l'histoire de l'ancien majordome²⁶⁴. En effet, dès le 1^{er} novembre 2002, Burrell annonce son intention de vendre son histoire²⁶⁵. Alors que les tabloïds rivalisent pour se procurer ce témoignage exclusif, lui proposant des sommes allant jusqu'à deux millions de livres sterling²⁶⁶, c'est le *Daily Mirror* qui conclut l'accord en échange de 300 000 livres sterling²⁶⁷. Le taux de vente de ce journal augmente de 360 000 exemplaires

²⁵⁹ *Ibid.* ; COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », *op. cit.*, pp. 245-246 ; *House of Lords Hansard*, « Paul Burrell Prosecution », le 6 novembre 2002 [en ligne], <https://api.parliament.uk/historic-hansard/lords/2002/nov/06/paul-burrell-prosecution> [consulté en janvier 2019], colonnes 714-716.

²⁶⁰ *House of Lords Hansard*, « Public Interest Immunity », *op. cit.*, colonne 1397.

²⁶¹ COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », *op. cit.*, p. 246.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ COWARD, Rosalind, « The Monarchy », in FRANKLIN, Bob (ed.), *Pulling Newspapers Apart: Analysing print journalism*, Oxon : Routledge, 1^{re} édition, 2008, pp. 126-135, p. 133.

²⁶⁵ COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », *op. cit.*, p. 249.

²⁶⁶ MORRISON, James, « Focus: From 'man of integrity' to 'outcast' in one week », in *The Independent*, le 10 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/focus-from-man-of-integrity-to-outcast-in-one-week-133301.html> [consulté en décembre 2018].

²⁶⁷ *BBC*, « Is Paul Burrell Right to Sell his Story? », le 12 novembre 2002 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/talking_point/2386761.stm [consulté en décembre 2018] ; MILLAR, Stuart, « Frenzy », in *The Guardian*, le 11 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/nov/11/mondaymediasection> [consulté en décembre 2018] ; *The Independent*, « Who were the Real Losers in the Burrell Case? », *op. cit.*

le jour de sa première publication relative à l'histoire de Burrell, le 4 novembre 2002²⁶⁸. Par conséquent, il est aisé de comprendre l'importance de la concurrence farouche que se livrent les journaux pour l'obtenir²⁶⁹. Cependant, suite à la passation de cet accord exclusif, Burrell fait l'objet d'attaques soutenues concernant sa vie personnelle, comme l'explique le journaliste, Roy Greenslade :

*A partir du moment où [Burrell] a opté pour un journal [...], à sa manière typiquement hypocrite, le reste de la presse s'est retourné contre lui. Pourquoi ? Parce qu'il vend son histoire à quelqu'un d'autre et se comporte en mufle et trahit sa parole [...] Il s'agissait d'une énorme hypocrisie car ceux qui l'accusaient de se comporter en mufle pour ce choix étaient très souvent des personnes qui lui avaient offert de l'argent.*²⁷⁰

D'un point de vue déontologique, la presse fait ainsi preuve d'une grande incohérence : d'un côté, elle participe activement à la recherche d'histoires sensationnalistes au sujet de Diana par le biais du supermarché du scoop (*chequebook journalism*), qui implique la rémunération d'une source journalistique en échange d'informations²⁷¹ ; de l'autre côté, elle présente l'ancien majordome sous l'angle de la démonisation et de la trahison de la confiance octroyée par Diana²⁷². Presque vingt ans après l'arrestation de Burrell, la presse évoque encore le rôle de la monarchie en rapport avec *Regina c Burrell* et Diana²⁷³. Par ailleurs, Burrell reste une figure

²⁶⁸ BYRNE, Ciar, « Burrell Threatens over Tabloid Claims », in *The Guardian*, le 11 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/nov/11/newsoftheworld.pressandpublishing> [consulté en décembre 2018] ; DENNIS, Steve, « My Story. Paul Burrell opens his heart to the Mirror. We Got it. By Steve Dennis. The Journalist who Paul Burrell really trusts », in *The Daily Mirror*, le 4 novembre 2002.

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ « Once [Burrell] opted for one newspaper [...] in customary Fleet Street hypocritical fashion, it ensured the rest of the press would turn against him. Why? Because he's selling his story to someone else and he's being a cad and he's breaking his previous word [...] It was massive hypocrisy because those who called him a cad for doing it were very often people who had offered him money » : GREENSLADE, Roy, in COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », *op. cit.*, p. 251.

²⁷¹ HARCUP, Tony, *op. cit.*, pp. 51-52.

²⁷² COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out from the Paul Burrell Trial », *op. cit.*, pp. 249-251.

²⁷³ Voir par exemple : BOWER, Tom, « Revealed: How Prince Charles dramatically tried to stop court case of Diana's butler Paul Burrell that threatened to humiliate the Royals », in *The Daily Mail*, le 18 mars 2018 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-5516185/How-Prince-Charles-tried-stop-court-case-Paul-Burrell.html> [consulté en décembre 2018] ; JAMES, Emma, « Royal Humiliation? Prince Charles 'tried to stop a court case involving Paul Burrell' amid fears royals would be humiliated », in *The Sun*, le 19 mars 2018 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/5843321/prince-charles-tried-to-stall-paul-burrell-court-case/> [consulté en décembre 2018] ; WITHERS, Paul, « Prince Charles 'Tried to STOP' Paul Burrell Court Case that Threatened to Humiliate Royals », in *The Express*, le 19 mars 2018 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/933825/prince-charles-princess-diana-queen-paul-burrell-court-case> [consulté en décembre 2018].

médiatisée, critiquée pour l'argent qu'il a touché pour ses nombreuses publications et les sorties médiatiques qu'il continue à effectuer²⁷⁴.

Si la photographie paparazzi constitue le genre le plus répandu de l'actualité visuelle des célébrités sur Internet, au même titre que les clichés des tapis rouges, les chasseurs d'images se trouvent progressivement contraints par une réévaluation de l'intérêt public lié aux potins des célébrités au cours des années 2000²⁷⁵. Ceci étant, au-delà de la disparition de la princesse Diana et de la réinterprétation constante de la mémoire collective à son égard, les pratiques journalistiques contraires à l'éthique, voire illégales, se poursuivent²⁷⁶. C'est ce que démontre une série d'enquêtes menées par la police et le Bureau du Commissaire à l'information (*Information Commissioner's Office*)²⁷⁷. En tant qu'organisme public indépendant, responsable devant le Parlement britannique, ce Bureau cherche « à promouvoir l'accès aux informations officielles et à protéger les données personnelles »²⁷⁸. L'enquête dite *Motorman* (*Operation Motorman*) qu'il mène à partir de 2003, permet de récolter une grande quantité de preuves au sujet des méthodes de recueil de données employées par la presse britannique, parfois à l'égard de victimes de la criminalité, et en violation de la loi portant sur la protection des données de 1998 (*Data Protection Act 1998*)²⁷⁹. Elle fait ressortir des pratiques illégales telles que la

²⁷⁴ Voir par exemple : SHAKESPEARE, Sebastian, « Sebastian Shakespeare: Princess Diana's Butler Paul Burrell Sells his Flower Shop – after Pruning the Price by £50k », in *The Daily Mail*, le 18 juillet 2019 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/tvshowbiz/article-7258789/SEBASTIAN-SHAKESPEARE-Princess-Dianas-butler-Paul-Burrell-sells-flower-shop.html> [consulté en octobre 2019] ; *The Week*, « What Paul Burrell is Doing Now », le 7 mai 2019 [en ligne], <https://www.theweek.co.uk/101096/what-paul-burrell-is-doing-now> [consulté en octobre 2019].

²⁷⁵ JERSLEV, Anne et MORTENSEN, Mette, « Taking the Extra out of the Extraordinary: Paparazzi photography as a celebrity news genre on the Internet », in *International Journal of Cultural Studies*, vol. 17, n° 6, 2013 [en ligne],

https://www.researchgate.net/publication/263566213_Taking_the_extra_out_of_the_extraordinary_Paparazzi_photography_as_a_celebrity_news_genre_on_the_Internet [consulté en janvier 2019], pp. 1-29, pp. 4-5 ; WRAGG, Paul, « A Freedom to Criticize? Evaluating the Public Interest in Celebrity Gossip after *Mosely* and *Terry* », in *Journal of Media Law*, vol. 2, n° 2, 2010 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17577640.2010.11675781> [consulté en juillet 2015], pp. 295-320.

²⁷⁶ DAVIES, Nick, « Jonathan Rees: Private investigator who ran empire of tabloid corruption », in *The Guardian*, le 11 mars 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/mar/11/jonathan-rees-private-investigator-tabloid> [consulté en juillet 2015] ; HICKMAN, Martin et MILMO, Cahal, « Dodgy Detective made killing Made Killing from Tabloids », in *The Independent*, le 9 juin 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/dodgy-detective-made-killing-from-tabloids-2294969.html> [consulté en juillet 2015].

²⁷⁷ *Information Commissioner's Office, What Price Privacy: The Unlawful Trade in Confidential Personal Information*, HC1056, Londres : The Stationery Office, le 10 mai 2006 [en ligne], https://web.archive.org/web/20110829133733/http://www.ico.gov.uk/~_/media/documents/library/Corporate/Research_and_reports/WHAT_PRICE_PRIVACY.aspx [consulté en juillet 2015], pp. 17, 27.

²⁷⁸ *Information Commissioner's Office*, « Présentation de l'ICO / Notre rôle », date non indiquée [en ligne], <https://ico.org.uk/about-the-ico/other-languages/fran%C3%A7ais/fran%C3%A7ais-overview-what-we-do/> [consulté en juillet 2015].

²⁷⁹ *The International Forum for Responsible Media Blog*, « News: Operation Motorman – New Investigation Shows more than 17,000 Requests for Information », le 14 septembre 2011 [en ligne],

corruption d'agents de police aux fins d'obtenir des informations, et l'usurpation d'identité dans le cadre d'appels téléphoniques (*blagging*)²⁸⁰.

Cependant, dans un bilan publié en 2006, le Bureau du Commissaire à l'information fait état de sa frustration quant aux faibles résultats des poursuites judiciaires²⁸¹. Malgré des révélations de piratage téléphonique en 2009²⁸², ce n'est que lors de l'enquête publique judiciaire indépendante dite Leveson de 2011 à 2012, qu'est dévoilée la véritable ampleur des pratiques contraires à l'éthique voire illégales au sein de la presse britannique, incluant le paiement des sources²⁸³. Cette enquête constitue une étude approfondie de la culture, des pratiques et de l'éthique de la presse²⁸⁴, et insiste sur la nécessité d'une presse libre et responsable²⁸⁵.

1.2. Le passage difficile vers un nouveau modèle d'autorégulation statutaire

Les révélations du *Guardian* en 2011, au sujet du piratage téléphonique pratiqué dans certains secteurs de la presse, ouvrent la voie à un débat sur la culture de mauvaises pratiques journalistiques qui s'est instillée depuis près d'une décennie. L'industrie de la presse éprouve un état de gêne en raison de son incapacité à rendre compte des affaires la concernant, et se montre hostile à tout cadre statutaire de régulation. Si les rapports triangulaires entre la presse, les députés et la police font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'enquête publique judiciaire indépendante Leveson, la mise en œuvre des recommandations consécutives reste difficile. Le choix gouvernemental d'établir une charte royale en 2013 peut être interprété comme un compromis entre les personnes favorables à une réglementation législative de la presse et celles qui s'y opposent. Cette décision et le degré d'efficacité de ce nouveau mode de régulation de la presse appellent une analyse détaillée.

<https://inform.org/2011/09/14/news-operation-motorman-new-investigation-shows-17000-requests-for-information/> [consulté en juillet 2015].

²⁸⁰ *Information Commissioner's Office, What Price Privacy: The Unlawful Trade in Confidential Personal Information, op. cit.*, pp. 17, 22.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 17, p. 27.

²⁸² DAVIES, Nick, « Trail of Hacking and Deceit under Nose of Tory PR Chief: Nick Davies on how the News of the World was involved in illegal activity, from intercepting phone messages to buying confidential personal data », in *The Guardian*, le 8 juillet 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/jul/08/murdoch-newspapers-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

²⁸³ LEVI, Lili, *op. cit.*, p. 910 ; SCOTT, Andrew, « Tales of the Unexpected: Reflections on the Application of the Bribery Act to Chequebook Journalism », in *Journal of Media Law*, vol. 5, n° 2, 2013, pp. 276-296, pp. 276-277.

²⁸⁴ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press, op. cit.*, Executive Summary.

²⁸⁵ PHILLIPSON, Gavin, « Leveson, the Public Interest and Press Freedom », in *Journal of Media Law*, vol. 5, n°2, 2013, pp. 220-240, pp. 238-240.

1.2.1. La culture, les pratiques et l'éthique de la presse : le cas du scandale du piratage téléphonique de 2011

*Une presse libre porte en elle-même un immense pouvoir de promouvoir les libertés démocratiques et le bien commun. Elle porte aussi en elle-même le potentiel inverse, c'est-à-dire, de créer des concentrations de pouvoir antidémocratiques et de bafouer les libertés et le bien commun.*²⁸⁶

Cette citation fait état de la tension constante entre l'intérêt public lié à l'accès à l'information, et le danger d'une logique commerciale lorsque celle-ci aboutit à des abus via une concentration de pouvoir trop élevé. Elle est extraite d'un rapport de 1987 pages, publié le 29 novembre 2012 à l'issue de l'enquête publique judiciaire indépendante sur « la culture, les pratiques et l'éthique de la presse », menée par le juriste britannique Brian Leveson²⁸⁷. David Cameron, alors Premier ministre conservateur, annonce l'ouverture de cette enquête le 20 juillet 2011, en donnant comme explication une perte de confiance envers les médias, le Parlement et la police, suite à ce qu'il appelle « une avalanche de révélations et d'allégations »²⁸⁸. Alors que cette décision constitue un signe fort de reconnaissance des inquiétudes du public, Cameron est plus réticent concernant la responsabilité des députés et leurs rapports avec la presse, se limitant à déclarer qu'il y a, à son sens, un manque de confiance « [...] en la politique et la capacité des députés à attaquer ces problématiques de front »²⁸⁹. Selon le spécialiste de la régulation des médias Damian Tambini, l'une des grandes difficultés auxquelles l'enquête publique de Leveson s'est trouvée confrontée réside dans la complexité des rapports triangulaires entre la presse, les députés et la police, qui donne lieu à des actes de corruption morale et financière contraires à la déontologie et à l'intérêt public²⁹⁰. Il souligne l'impact négatif de ces relations sur la politique médiatique gouvernementale, notamment en matière de réglementation portant sur les fusions²⁹¹.

²⁸⁶ « A free press contains within itself immense power to promote democratic freedoms and the public good. It also contains within itself the reverse potential, that is to say, to create undemocratic concentrations of power and undermine freedoms and the public good » : LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., vol. I, p. 61, para. 2.19.

²⁸⁷ « [...] the culture, practices and ethics of the press » : LEVESON, Brian, « Letter to Prime Minister », le 28 novembre 2012, in *ibid.*, pagination non indiquée.

²⁸⁸ « [...] a torrent of revelations and allegations » : CAMERON, David [transcription], in UK Gov, « PM Statement on Phone-Hacking », le 20 juillet 2011 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-on-phone-hacking> [consulté en janvier 2015].

²⁸⁹ « [...] in politics and in politicians' ability to get to grips with these issues » : *Ibid.*

²⁹⁰ TAMBINI, Damian, « Leveson Round-Up: Over Cosy? The Leveson Love Triangle », in *London School of Economics Media Policy Blog*, le 4 avril 2012 [en ligne], <https://blogs.lse.ac.uk/mediapolicyproject/2012/04/04/leveson-round-up-over-cosy-the-leveson-love-triangle/> [consulté en janvier 2015], sans pagination.

²⁹¹ *Ibid.*

Parmi les révélations mettant le gouvernement de Cameron sous pression figure le piratage téléphonique de la messagerie vocale de Milly Dowler, jeune collégienne victime de meurtre en 2002²⁹². Le 4 juillet 2011, le *Guardian* expose l'implication de l'enquêteur privé Glenn Mulcaire dans le piratage de la messagerie vocale de Dowler au service du *News of the World* en mars 2002 alors que la victime était portée disparue²⁹³. Cette affaire marque le début de la révélation d'une culture de mauvaises pratiques dans l'obtention des informations journalistiques, qui sévissent depuis près d'une décennie²⁹⁴. Selon Mark Lewis, avocat des parents de Dowler :

*Il ne s'agit pas simplement de pirater les téléphones des célébrités, et même si cette pratique-là n'est pas correcte, on peut comprendre pourquoi certains pourraient dire eh bien, ce ne sont que des célébrités, mais rien ne les arrête [la presse], aucune notion de moralité, aucune notion de devoir se comporter comme il faut. Obtenir les informations coûte que coûte, peu importe ceux à qui vous faisiez du mal ou ce que cela impliquait ou les faux espoirs que vous pourriez donner aux gens.*²⁹⁵

L'avocat insiste, ici, sur l'absence de tout intérêt public pouvant justifier une telle intrusion dans la vie privée de la victime, et l'impact sur les proches de cette dernière, qui n'ont bénéficié d'aucune considération de la part du journal dominical *News of the World*. Lors d'un débat d'urgence portant sur le piratage téléphonique, le 6 juillet 2011 à la Chambre des communes, le député travailliste Chris Bryant attire l'attention sur l'historique des défaillances au sein de la police de la métropole du Grand Londres entre 2006 et 2011 et l'absence de déontologie journalistique qui a permis à une telle impunité d'exister chez le *News of the World*²⁹⁶.

²⁹² FREEDMAN, Des, « The Phone-Hacking Scandal: Implications for Regulation », in *Television and New Media*, vol. 13, n° 1, 2012, pp. 17-20, p. 17 ; HUGHES, Mark et PORTER, Andrew, « Milly Dowler's Phone was 'Hacked by News of the World' », in *The Telegraph*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/crime/8616967/Milly-Dowlers-phone-was-hacked-by-News-of-The-World.html> [consulté en décembre 2014] ; KELLNER, Douglas, *op. cit.*, p. 1170.

²⁹³ DAVIES, Nick et HILL, Amelia, « Missing Milly Dowler's Voicemail was Hacked by News of the World », in *The Guardian*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2011/jul/04/milly-dowler-voicemail-hacked-news-of-world> [consulté en décembre 2014] ; ROBINSON, James, « Milly Dowler Phone-Hacking: Family Shocked by NoW Revelations », in *The Guardian*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <http://www.theguardian.com/uk/2011/jul/04/milly-dowler-family-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

²⁹⁴ ALEXANDER, Jeffrey, « The Societalization of Social Problems: Church Paedophilia, Phone Hacking, and the Financial Crisis », in *American Sociological Review*, vol. 83, n° 6, 2018, pp. 1-30, p. 10.

²⁹⁵ « This is not just hacking into the phones of celebrities and although that's not right, one can understand why people might say oh well it's only celebrities but nothing stops them [the press], no sense of morality, no sense of doing the right thing. Just get the story no matter who you hurt or what was involved or the false hopes that you might give to people » : LEWIS, Mark [enregistrement audiovisuel], in ROBINSON, James, « Milly Dowler Phone-Hacking: Family Shocked by NoW Revelations », *op. cit.*

²⁹⁶ *House of Commons Hansard*, « Emergency Debate: Phone Hacking », le 6 juillet 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110706/debtext/110706-0002.htm> [consulté en janvier 2015], colonne 1534.

De 2011 à 2012, les travaux de l'enquête Leveson confirment que les activités contraires à la déontologie et illégales au sein du *News of the World* dépassent très largement les actions d'un seul individu, et qu'il existe en réalité des pratiques récurrentes de collusion impliquant des services rendus entre la police, les députés et la presse²⁹⁷. Il s'avère que l'enquête « Opération Caryatid » (*Operation Caryatid*), ouverte par la police de la métropole du Grand Londres en décembre 2005, et portant sur le piratage téléphonique de la famille royale, avait été très inefficace²⁹⁸. Cette enquête avait abouti, le 26 janvier 2007, à la condamnation de l'enquêteur privé Glenn Mulcaire et d'un journaliste du *News of the World*, Clive Goodman, à des peines d'emprisonnement de six et quatre mois respectivement²⁹⁹. Cependant, elle ne s'était pas étendue à l'ensemble des actions illégales de Mulcaire ni au degré d'implication du *News of the World*, malgré la disponibilité de certaines preuves telles que le carnet journalistique de cet enquêteur privé³⁰⁰. D'après le témoignage de l'enquêteur en chef, Keith Surtees, les fouilles effectuées dans les locaux de *News International* (filiale de *News Corporation*) à Wapping le 8 août 2006, ne s'étaient pas déroulées correctement en raison de l'obstruction volontaire des employés du journal³⁰¹. Surtees explique qu'aucune fouille supplémentaire n'avait eu lieu par la suite, en raison de la forte probabilité que les preuves recherchées avaient été cachées ou détruites entre temps³⁰². Ce constat amène Leveson à faire appel à une réévaluation des procédures des enquêtes criminelles concernant des journalistes et aux moyens déployés³⁰³, ainsi qu'à une meilleure gouvernance interne des organes de la presse en vue de garantir les principes de bonne conduite³⁰⁴.

Malgré le fort intérêt public suscité par la révélation de ces activités criminelles, et ce que cela signifie pour la responsabilisation de la presse, les journalistes du *Guardian* à l'origine des premiers reportages relatifs au piratage téléphonique de Dowler subissent des pressions

²⁹⁷ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., Executive Summary.

²⁹⁸ SURTEES, Keith et WILLIAMS, Philip, *Operation Caryatid – Briefing for ACSO John Yates*, le 12 juillet 2009 [en ligne],

<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20140122145147/http://www.levesoninquiry.org.uk/wp-content/uploads/2012/03/Exhibit-JMY3A-14.pdf> [consulté en janvier 2015], p. 1, para 1.

²⁹⁹ *Ibid.* ; DAVIES, Nick, *Hack Attack: How the Truth Caught up with Rupert Murdoch*, Londres : Chatto and Windus, 1^{re} édition, 2014, p. 138 ; TRYHORN, Chris, « Clive Goodman Sentenced to Four Months », in *The Guardian*, le 26 janvier 2007 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2007/jan/26/news-of-the-world.press-and-publishing1> [consulté en décembre 2014].

³⁰⁰ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit. vol. I, pp. 270-271, 287.

³⁰¹ *Ibid.*, p. 288.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit. vol. IV, pp. 1485-1489.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 1488.

conséquentes pour divulguer leurs sources³⁰⁵. En effet, dans le cadre d'une enquête criminelle dite Weeting (*Operation Weeting*), menée par la police de la métropole du Grand Londres à partir du 26 janvier 2011, les investigateurs soupçonnent des fuites de l'intérieur de leur propre service et cherchent à établir comment le *Guardian* a été informé du piratage téléphonique de Dowler³⁰⁶. D'une part, la journaliste Amelia Hill fait l'objet d'un interrogatoire sous avertissement (*under caution*) et un agent de police dont l'identité n'est pas rendue publique est mis en garde à vue après avoir été soupçonné d'être la source³⁰⁷. D'autre part, la police effectue une demande d'ordonnance de production judiciaire (*production order*) auprès de la Haute cour criminelle *Old Bailey* à l'encontre du *Guardian*, en s'appuyant sur l'article 5 de la loi portant sur les secrets officiels de 1989 (*Official Secrets Act 1989*)³⁰⁸. Alan Rusbridger, alors rédacteur en chef du journal, annonce l'intention du journal de « [...] résister au maximum à cette demande extraordinaire »³⁰⁹, et plusieurs articles paraissent dans ce journal pour dénoncer le risque de criminalisation des rapports légitimes entre les journalistes et leurs sources anonymes, ainsi que le fort intérêt public lié à la protection des sources³¹⁰.

³⁰⁵ HOUGH, Andrew et HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Guardian Journalist Interviewed Over Police Inquiry Leaks », in *The Telegraph*, le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8746900/Phone-hacking-Guardian-journalist-interviewed-over-police-inquiry-leaks.html> [consulté en décembre 2014] ; MILMO, Cahal, « Guardian Reporter Amelia Hill will not Face Criminal Charges over Alleged Scotland Yard Leaks », in *The Independent*, le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/guardian-reporter-amelia-hill-will-not-face-criminal-charges-over-alleged-scotland-yard-leaks-7800829.html> [consulté en décembre 2014] ; *National Union of Journalists*, « Guardian Investigative Journalist Questioned by Police », le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/guardian-investigative-journalist-questioned-by-police/> [consulté en décembre 2014] ; SABBAGH, Dan, « Guardian Journalist Questioned over Alleged Phone-Hacking Leaks », in *The Guardian*, le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/07/guardian-journalist-questioned-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ *Ibid.* ; LEVITT, Alison, in *The Guardian*, « CPS Statement on Decision not to Charge Police Officer or Amelia Hill », le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/may/29/cps-statement-police-amelia-hill> [consulté en janvier 2015].

³⁰⁸ BURRELL, Ian et CUSICK, James, « Police Attacked for Using Law to Find Sources of Hacking Leaks », in *The Independent*, le 17 septembre 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/police-attacked-for-using-law-to-find-sources-of-hacking-leaks-2356170.html> [consulté en janvier 2015] ; ITV, « What is Operation Weeting? », le 13 mars 2012 [en ligne], <https://www.itv.com/news/update/2012-03-13/what-is-operation-weeting/> [consulté en janvier 2015] ; KENNEDY, Paul, *IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, le 4 février 2015 [en ligne], <https://www.statewatch.org/news/2015/feb/uk-IOCCO-Communications-Data-Journalist-Inquiry-Report.pdf> [consulté en mai 2018], p. 43, para. 1.7 ; *Official Secrets Act 1989*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/6/contents> [consulté en septembre 2017], article 5.

³⁰⁹ « [...] resist this extraordinary demand to the utmost » : LEIGH, David, « Hacking: Met Uses Official Secrets Act to Demand Guardian Reveals Sources », in *The Guardian*, le 16 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/16/phone-hacking-met-court-order> [consulté en janvier 2015].

³¹⁰ BROOKE, Heather, « Investigative Journalism must not be Criminalised », in *The Guardian*, le 9 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2011/sep/09/investigative-journalism-police-questioning-amelia-hill> [consulté en décembre 2014] ; BUTTERWORTH, Siobhain, « Journalists' Right to Act as Eyes and Ears of the Public Must not be put at Risk », in *The Guardian*, le 9 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/butterworth-and-bowcott-on-law/2011/sep/09/journalists-police-questioning->

La secrétaire générale du syndicat national des journalistes (*National Union of Journalists*), Michelle Stanistreet, affirme que des mesures disciplinaires auraient été largement suffisantes à l'encontre de la source présumée au sein de la police, et que le recours au droit pénal est foncièrement infondé compte tenu de l'absence de toute accusation de corruption, d'atteinte à la vie privée, et de mise en cause de la défense nationale³¹¹. *Index on Censorship*, organisation à but non lucratif basée à Londres, et qui cherche à défendre la liberté d'expression à l'échelle mondiale, adresse une lettre à l'attention du commissaire de police de la métropole du Grand Londres pour dénoncer la demande d'ordonnance de production judiciaire au titre de la loi portant sur les secrets officiels de 1989³¹². Cette lettre souligne le fort intérêt public lié aux reportages du *Guardian* au sujet du piratage téléphonique, par opposition aux défaillances de la police et du service des poursuites judiciaires de la Couronne à ce sujet³¹³.

Comme le souligne le *Guardian*, les journaux traditionnels sont plusieurs à exprimer leur soutien en faveur de la liberté de la presse, comme en témoignent les citations de l'*Independent*, du *Daily Mirror* et du *Times*³¹⁴. En particulier, un éditorial paru dans le *Telegraph* souligne l'ironie inhérente à l'éventualité de poursuites à l'encontre des journalistes qui ont dévoilé le scandale d'activités criminelles au sein du *News of the World* et au-delà³¹⁵. Selon cette analyse, la police de la métropole du Grand Londres agit de cette manière en raison de son agacement face à la couverture médiatique de ses propres défaillances lorsque les premières révélations de piratage téléphonique émergent en 2005³¹⁶.

Les critiques de la police de la métropole du Grand Londres pour atteinte à la liberté de la presse proviennent également de la sphère politique. À titre d'exemple, Keith Vaz, député travailliste et président de la Commission parlementaire sur les affaires intérieures, rencontre Mark Simmons, alors chef adjoint de la police (*Deputy Assistant Commissioner*), en séance privée le 23 septembre 2011³¹⁷. Il cherche à obtenir des explications quant au recours à la loi

amelia-hill [consulté en décembre 2014] ; SABBAGH, Dan, « Guardian Journalist Questioned over Alleged Phone-Hacking Leaks », *op. cit.*

³¹¹ *National Union of Journalists*, « Guardian Investigative Journalist Questioned by Police », *op. cit.*

³¹² KAMPFNER, John, lettre adressée au Commissaire de police de la métropole du Grand Londres, le 16 septembre 2011 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2011/09/index-condemns-outrageous-abuse-of-power-by-metropolitan-police-in-phone-hacking-investigation/> [consulté en janvier 2015].

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *The Guardian*, « Met's Official Secrets Act Gambit: What the Other Papers Say », le 18 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/18/metropolitan-police-guardian-secrets> [consulté en janvier 2015].

³¹⁵ *The Telegraph*, « Official Secrets Act and Phone Hacking: This Abuse of Power Must End Today », le 19 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/comment/telegraph-view/8772883/Official-Secrets-Act-and-phone-hacking-This-abuse-of-power-must-end-today.html> [consulté en janvier 2015].

³¹⁶ *Ibid.* ; SURTEES, Keith et WILLIAMS, Philip, *op. cit.*, p. 1, para 1.

³¹⁷ BOWCOTT, Owen, « Met Criticised by Keith Vaz for Official Secrets Act Threat to the Guardian », in *The Guardian*, le 23 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/23/met-keith-vaz->

portant sur les secrets officiels de 1989 pour faire dévoiler les sources du *Guardian*³¹⁸. À l'issue de cette réunion, Vaz déclare que la police a commis une erreur d'appréciation³¹⁹. Par ailleurs, Andrew Boff, membre conservateur élu de l'assemblée de Londres, demande à Boris Johnson, alors maire de Londres, des précisions sur le recours à cette loi au vu des risques d'atteinte à la liberté de la presse dans le cas d'Amelia Hill³²⁰. Dans sa réponse du 12 octobre 2011, Johnson insiste sur le fait que la journaliste du *Guardian* n'a pas été interrogée par la police en vertu de la loi portant sur les secrets officiels de 1989, mais confirme que la référence à une violation éventuelle de cette loi figurait dans la demande d'ordonnance de production judiciaire, même si elle a été retirée par la suite³²¹.

Le 20 septembre 2011, trois jours avant le passage de cette affaire devant la Haute cour criminelle *Old Bailey*, la police de la métropole du Grand Londres retire sa demande d'ordonnance de production judiciaire à l'encontre du *Guardian*³²². Cependant, ce n'est que le 29 mai 2012 que la journaliste du *Guardian*, Amelia Hill, se voit formellement libérée de l'éventualité de toute poursuite : Alison Levitt, conseillère juridique principale du service des poursuites judiciaires de la Couronne, annonce que ni la journaliste ni l'agent de police présumé être la source de cette dernière, ne feront l'objet de poursuites³²³. Levitt explique dans son raisonnement que l'intérêt public l'emporte sur les allégations de criminalité dans le cas de Hill :

[...] l'intérêt public servi par sa conduite présumée c'est qu'elle travaillait avec d'autres journalistes sur une série d'articles, qui, ensemble, avaient les moyens de

secrets-guardian [consulté en janvier 2015] ; BOWCOTT, Owen, DAVIES, Lizzy et DODD, Vikram, « MPs Summon Met Police to Explain Bid to Force Guardian to Reveal Sources », in *The Guardian*, le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2011/sep/21/met-officer-force-guardian-sources> [consulté en janvier 2015].

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ BOWCOTT, Owen, « Met Criticised by Keith Vaz for Official Secrets Act Threat to the Guardian », *op. cit.* ; VAZ, Keith, « Unfair Claims about Met's Private Hearing », in *The Guardian*, le 22 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/22/unfair-claims-met-private-hearing> [consulté en janvier 2015].

³²⁰ BOFF, Andrew, in *London Assembly*, « Questions to the Mayor: Guardian Journalist Arrest Under Official Secrets Act », le 17 octobre 2011 [en ligne], <https://www.london.gov.uk/questions/2011/3208> [consulté en janvier 2015].

³²¹ JOHNSON, Boris, in *ibid.*

³²² BOWCOTT, Owen et DODD, Vikram, « Metropolitan Police Drop Action Against the Guardian », in *The Guardian*, le 20 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/20/metropolitan-police-drop-action-guardian> [consulté en janvier 2015] ; HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Scotland Yard Drops Official Secrets Act Bid against Guardian », in *The Telegraph*, le 20 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8777717/Phone-Hacking-Scotland-Yard-drops-Official-Secrets-Act-bid-against-Guardian.html> [consulté en janvier 2015].

³²³ LEVITT, Alison, in *The Guardian*, « CPS Statement on Decision not to Charge Police Officer or Amelia Hill », *op. cit.* ; *The Telegraph*, « Journalist and Police Officer Avoid Phone Hacking Prosecution », le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/9297018/Journalist-and-police-officer-avoid-phone-hacking-prosecution.html> [consulté en janvier 2015].

*dévoiler la commission d'infractions pénales, avaient pour objectif de tenir responsables d'autres, y compris la police de la métropole du Grand Londres et le Service des poursuites judiciaires de la Couronne, et avaient les moyens d'évoquer et de contribuer à un sujet important de débat public, à savoir la nature et le degré de l'influence des médias. La criminalité globale présumée est la violation de la loi portant sur la protection des données, mais, comme déjà indiqué, les quelques dommages provoqués par la divulgation présumée de Mme Hill étaient minimes.*³²⁴

Alors que le *Guardian* se réjouit de cette décision, qu'il présente comme la reconnaissance importante d'une erreur de jugement de la part de la police de la métropole du Grand Londres, les autres journaux de la presse traditionnelle sont peu nombreux à couvrir cette décision, le *Telegraph* et l'*Evening Standard* étant des exceptions notables³²⁵. Pour Nathalie Peck, docteur en journalisme de l'Université de City (Londres), cela traduit la gêne qu'éprouve la presse à rendre compte des affaires la concernant³²⁶. En effet, l'enquête Leveson porte une attention particulière aux intrusions de la presse dans la vie privée des victimes³²⁷. Lorsqu'Amelia Hill et Nick Davies remportent, pour le *Guardian*, le prix du scoop de l'année 2011 décerné par la presse britannique pour leurs reportages portant sur le piratage téléphonique³²⁸, Davies relève ainsi que la décision de leur octroyer le prix n'a sûrement été prise que moyennant « [...] une générosité supérieure à la moyenne »³²⁹. Il semble ainsi faire allusion à cet état de gêne. Par ailleurs, Davies affirme que le scandale du piratage téléphonique

³²⁴ « [...] the public interest served by her alleged conduct was that she was working with other journalists on a series of articles which, taken together, were capable of disclosing the commission of criminal offences, were intended to hold others to account, including the Metropolitan police service and the Crown Prosecution Service, and were capable of raising and contributing to an important matter of public debate, namely the nature and extent of the influence of the media. The alleged overall criminality is the breach of the Data Protection Act, but, as already noted, any damage caused by Ms Hill's alleged disclosure was minimal » : LEVITT, Alison, in *The Guardian*, « CPS Statement on Decision not to Charge Police Officer or Amelia Hill », *op. cit.*

³²⁵ BOWCOTT, Owen et DODD, Vikram, *op. cit.* ; ENSOR, Josie et HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Met Admits it was Wrong to use Official Secrets Act against Guardian », in *The Telegraph*, le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8778216/Phone-Hacking-Met-admits-it-was-wrong-to-use-Official-Secrets-Act-against-Guardian.html> [consulté en janvier 2015] ; *The Evening Standard*, « We were Wrong to Use Official Secrets Act in Guardian Case, Says Yard », le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.standard.co.uk/news/we-were-wrong-to-use-official-secrets-act-in-guardian-case-says-yard-6445379.html> [consulté en janvier 2015].

³²⁶ PECK, Natalie, « Drawing Back the Curtain: A Post-Leveson Examination of Celebrity, Privacy and Press Intrusion », thèse de doctorat en études de journalisme sous la direction du Professeur Howard Tumber, Université de Londres City, 2017 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/id/eprint/19236/> [consulté en octobre 2019], p. 4.

³²⁷ *Ibid.* ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, Executive Summary, pp. 9-10.

³²⁸ *The Guardian*, « Press Awards 2012 as they Happened », le 20 mars 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/blog/2012/mar/20/press-awards-2012-live?CMP=EMCMEDEML665> [consulté en janvier 2015] ; URQUHART, Conal, « Guardian wins Scoop of the Year at Press Awards », in *The Guardian*, le 21 mars 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/mar/21/guardian-scoop-of-the-year-press-awards> [consulté en janvier 2015].

³²⁹ « [...] an above average generosity » : DAVIES, Nick, in *The Guardian*, « Press Awards 2012 as they Happened », *op. cit.*

ne doit pas être interprété simplement comme le reflet de la mauvaise conduite des journalistes ; il doit plutôt être analysé au vu des jeux de pouvoir sociétaux :

*[Cela soulève] des interrogations pour le dirigeant du plus grand parti politique du pays, qui venait juste d'embaucher Andy Coulson ; pour la plus grande force de police du pays, [pour] le plus grand groupe de presse du pays et aussi pour l'organisme de régulation de la presse.*³³⁰

La réputation de la presse auprès du public est fortement endommagée par le scandale du piratage téléphonique et celui de la corruption des agents de police par des journalistes, comme en témoigne un sondage réalisé par *Yougov* (société d'études de marché basée à Londres)³³¹, commandité par le *Public Broadcasting Service*, réseau de télévision américaine à but non lucratif³³². Parmi les résultats de cette étude réalisée auprès d'un échantillon de 1108 adultes britanniques du 24 au 27 octobre 2011, seulement trente-huit pour cent des répondants estiment que les journaux sont dignes de confiance, et cinquante-huit pour cent considèrent que les révélations de piratage téléphonique sont à l'origine de cette perte de confiance³³³. Une autre étude de *Yougov*, commanditée par la société des relations publiques *Blytheweigh*, et réalisée auprès d'un échantillon de 2500 adultes britanniques les 25 et 26 septembre 2011, cherche à mesurer l'opinion publique concernant la confiance dans les futures pratiques journalistiques de la presse traditionnelle : elle donne comme éléments de contexte la couverture médiatique du scandale du piratage téléphonique ainsi que celle des pots de vins reçus par des agents de police de la part de journalistes en échange d'informations confidentielles³³⁴. Selon les résultats, quarante-trois pour cent des répondants estiment que sont totalement dignes de confiance les journalistes des journaux dits « de qualité » (*upmarket*) tels que le *Guardian*, le *Telegraph* et le *Times* ; vingt-cinq pour cent pensent de même au sujet des journaux dits « de milieu de gamme » (*mid-market*) tels que le *Daily Express* et le *Daily Mail* ; douze pour cent pensent de même à

³³⁰ « [It raises] questions for the leader of the biggest political party in the country, which had just hired Andy Coulson; for the biggest police force in the country, the biggest news group in the country and also for the press regulator » : DAVIES, Nick, entretien réalisé par DERBYSHIRE, Jonathan [transcription], in *Prospect*, « Nick Davies: 'This isn't a story about journalists behaving badly – it's a story about power », le 31 juillet 2014 [en ligne], <https://www.prospectmagazine.co.uk/blogs/jonathan-derbyshire/nick-davies-this-isnt-a-story-about-journalists-behaving-badly-its-a-story-about-power> [consulté en décembre 2014].

³³¹ *YouGov UK*, « About », date non indiquée [en ligne], <https://yougov.co.uk/about/about/> [consulté en août 2016].

³³² *Yougov/PBS*, « Trust in the Media », *op. cit.*, p. 4.

³³³ *Ibid.*, p. 10.

³³⁴ *Yougov/Blytheweigh*, « Blytheweigh Survey Results », sondage à propos des futures pratiques journalistiques de la presse traditionnelle, travail de terrain effectué les 25 et 26 septembre 2011 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/0nd85ss6sx/YG-Archives-BlytheWeigh-journalism-201211.pdf [consulté en décembre 2014], p. 1.

l'égard des journaux dits « tabloïds » (*redtop*) tels que le *Daily Mirror* et le *Sun*³³⁵. Si la crédibilité de la presse est mise en cause dans son ensemble, les journaux considérés sérieux dans la présentation des informations semblent ainsi être moins touchés par ce phénomène.

Face au scandale du piratage téléphonique, les annonceurs du *News of the World* sont nombreux à retirer leur soutien financier³³⁶. Au vu de cette situation, le fils de Rupert Murdoch, James, fait part de la fermeture définitive de ce journal vieux de 168 ans, trois jours après les premières divulgations du 4 juillet 2011³³⁷. La dernière édition paraît le 10 juillet 2011, et intègre une citation de l'écrivain et journaliste George Orwell en dernière page :

*C'est un dimanche après-midi, de préférence avant la guerre. L'épouse s'est déjà endormie dans le fauteuil, et les enfants ont été envoyés faire une longue belle promenade. Vous surélevez vos pieds sur le canapé, vous fixez vos lunettes sur le nez, et vous ouvrez le News of the World [...].*³³⁸

Extrait d'un essai publié en 1946 et intitulé *Déclin du meurtre anglais (Decline of the English Murder)*³³⁹, le *News of the World* se réapproprie ce texte soixante-cinq ans plus tard pour se situer dans une longue tradition journalistique et se poser comme un élément incontournable des mœurs britanniques, au moment même où il est décrédibilisé par les allégations de piratage téléphonique et de corruption liées aux pots de vin à la police³⁴⁰. La presse traditionnelle ne manque pas d'attirer l'attention sur l'ironie inhérente à cette citation tronquée et prise hors contexte, car l'œuvre d'Orwell critiquait en réalité l'engouement du public pour les histoires de meurtres rapportées par la presse³⁴¹. Par ailleurs, dans son édition

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ BINGHAM, Adrian, « Reading Newspapers: Cultural Histories of the Popular Press in Modern Britain », in *History Compass*, vol. 10, n° 2, 2012, pp. 140-150, pp. 140-141 ; ROBINSON, James « News of the World to Close as Rupert Murdoch Acts to Limit Fallout », in *The Guardian*, le 7 juillet 2011 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/2011/jul/07/news-of-the-world-rupert-murdoch> [consulté en décembre 2014].

³³⁷ *Ibid.*

³³⁸ « It is a Sunday afternoon, preferably before the war. The wife is already asleep in the armchair, and the children have been sent out for a nice long walk. You put your feet up on the sofa, settle your spectacles on your nose, and open the News of the World [...] » : *The News of the World*, sans titre, le 10 juillet 2011, p. 68.

³³⁹ ORWELL, George, « Decline of the English Murder » (in *Tribune*, le 15 février 1946), in ORWELL, Sonia et ANGUS, Ian (eds.), *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell, vol. 4 : In Front of Your Nose 1945-1950*, Londres : Martin Secker and Warburg Limited, 1^{re} édition, 1968, p. 98.

³⁴⁰ BINGHAM, Adrian, « Reading Newspapers: Cultural Histories of the Popular Press in Modern Britain », *op. cit.*, pp. 140-141.

³⁴¹ Voir par exemple : DEACON, Michael, « George Orwell would be Proud of how his Words were Twisted », in *The Telegraph*, le 11 juillet 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8630799/George-Orwell-would-be-proud-of-how-his-words-were-twisted.html> [consulté en décembre 2014] ; MCCRUM, Robert, « George Orwell was no Fan of the News of the World », in *The Guardian*, le 14 juillet 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/books/booksblog/2011/jul/14/george-orwell-news-world> [consulté en décembre 2014] ; TAYLOR, David, « For 168 Years News of the World was as English as Roast Beef », in *The Independent*, le 8 juillet 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/voices/commentators/dj->

du 22 juillet 2011, le journal britannique bimensuel satirique *Private Eye* affiche une imitation de la une du *News of the World*, accompagnée du gros titre « On vous a eu ! » (*Gotcha !*)³⁴² faisant allusion au célèbre titre chauvin employé par le *Sun* en 1982 lors de la guerre des Malouines³⁴³.

Dans le cadre des travaux de l'enquête Leveson, Rebekah Brooks, ancienne directrice générale de *News International*, Rupert Murdoch et son fils James, sont convoqués pour témoigner devant la Commission parlementaire portant sur la culture, les médias et les sports, le 19 juillet 2011³⁴⁴. Lors des questionnements, Rupert Murdoch nie l'absence de débat contradictoire face à sa position au sein de l'entreprise, et l'existence d'une culture impliquant des pressions sur les rédacteurs en chef pour enfreindre la loi afin de mener à bien des reportages³⁴⁵. Cependant, la presse traditionnelle le présente comme un baron de presse agissant de manière obsessionnelle pour promouvoir son influence politique et culturelle : c'est ce que conclut une étude scientifique, publiée en 2014, qui fait état de 127 articles de presse britannique et 57 articles américains en rapport avec le scandale du piratage téléphonique pour les périodes du 8 au 12 juillet et du 20 au 24 juillet 2011³⁴⁶. Cette focalisation sur le personnage de Murdoch permet aux journaux concurrents d'affirmer que les mauvaises pratiques journalistiques se limitent aux journaux d'un seul propriétaire³⁴⁷.

Si les révélations du *Guardian* au sujet du piratage téléphonique de la messagerie vocale de Milly Dowler en juillet 2011 jouent un rôle essentiel dans la fermeture du *News of the World*, elles mènent aussi à la décision de *News Corporation* de retirer son offre publique d'achat de la totalité de la plus grande société de communications payantes au Royaume-Uni, *British Sky Broadcasting (BSkyB)*³⁴⁸. En cas d'acceptation de sa demande d'achat, *News Corporation* aurait contrôlé l'ensemble du marché de la télévision par câble³⁴⁹. Étant donné que la fiducie familiale

taylor-for-168-years-news-of-the-world-was-as-english-as-roast-beef-2308954.html [consulté en décembre 2014].

³⁴² *Private Eye*, « Gotcha ! », du 22 juillet au 4 août 2011 [en ligne], <https://www.private-eye.co.uk/covers/cover-1293> [consulté en janvier 2015], p. 1.

³⁴³ *The Sun*, « Gotcha ! », le 3 mai 1982, p. 1.

³⁴⁴ *Culture, Media and Sport Committee*, « Uncorrected Transcript of Oral Evidence: Rupert Murdoch, James Murdoch and Rebekah Brooks Questioned by MPs », le 19 juillet 2011 [en ligne], <https://www.parliament.uk/documents/commons-committees/culture-media-sport/Uncorrected-transcript-19-July-phone-hacking.pdf> [consulté en janvier 2015].

³⁴⁵ *Ibid.*, questions 382-385.

³⁴⁶ BERKOWITZ, Dan et CARLSON, Matt, « 'The Emperor Lost his Clothes': Rupert Murdoch, News of the World and Journalistic Boundary Work in the UK and USA », in *Journalism*, vol. 15, n° 4, 2014, pp. 389-406, p.395.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 396.

³⁴⁸ KELLNER, Douglas, *op. cit.*, 1171 ; SABBAGH, Dan, WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Rupert Murdoch gives up BSkyB takeover bid », in *The Guardian*, le 14 juillet 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/2011/jul/13/rupert-murdoch-gives-up-bskyb-bid> [consulté en janvier 2015].

³⁴⁹ *Ibid.*

de Murdoch détient déjà une participation de contrôle s'élevant à 39,14 pour cent des actifs de cette société, en plus de ses actifs dans le marché des journaux britanniques, la question de la mise en cause du pluralisme dans les médias se pose à la Chambre des communes³⁵⁰. Face à l'adoption d'une motion parlementaire exceptionnelle du 13 juillet 2011 d'après laquelle : « [...] cette Chambre estime qu'il est dans l'intérêt public que Rupert Murdoch et *News Corporation* retirent leur offre d'achat de BSKyB »³⁵¹, Murdoch et *News Corporation* retirent immédiatement leur offre d'achat³⁵². Lors des débats, le pair libéral-démocrate Don Foster insiste sur le caractère imprécis de l'examen dit « de compétence et d'honorabilité » (*fit and proper*) devant être appliqué par le Bureau des communications, en accord avec les dispositions de la loi portant sur la radiodiffusion et la télévision de 1990³⁵³. Néanmoins, le Bureau conclut, dans une publication de septembre 2012, que la société *BskyB* répond favorablement à ces critères en vue de continuer à bénéficier d'une licence de diffusion³⁵⁴.

Par ailleurs, le rapport de Leveson fait état de multiples tentatives de *News Corporation* en vue d'influencer la procédure de concurrence par le biais de « lobbying des médias dans les coulisses »³⁵⁵. Ses conclusions sont catégoriques quant à l'impact négatif de ces interférences sur l'intérêt public :

*Il s'agissait de lobbying politique de la part de News Corp, entièrement sans considération du champ d'application limité du test de pluralité [...] Là où l'intérêt public et les intérêts des médias privés peuvent se heurter, toutefois, une attention particulière doit être apportée à veiller à ce que le premier l'emporte et que le second soit reconnu pour ce qu'il est [...] Ce que cette analyse révèle, cependant, c'est qu'une nouvelle approche est essentielle. La récurrence des problèmes survenus au sujet de cette offre d'achat est indéniablement contraire à l'intérêt public.*³⁵⁶

³⁵⁰ *House of Commons Hansard*, « Rupert Murdoch and News Corporation Bid for BskyB », le 13 juillet 2011 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110713/debtext/110713-0003.htm#11071379000002> [consulté en janvier 2015], colonnes 390-412.

³⁵¹ « [...] this House believes that it is in the public interest for Rupert Murdoch and News Corporation to withdraw their bid for BSKyB » : *Ibid.*, colonne 390.

³⁵² KELLNER, Douglas, *op. cit.*, p. 1171.

³⁵³ *Ibid.*, *House of Commons Hansard*, « Rupert Murdoch and News Corporation Bid for BskyB », *op. cit.*, colonnes 411-412 ; *Broadcasting Act 1990*, *op. cit.*, article 3 (3).

³⁵⁴ FLETCHER, Nick, « FTSE lifted as City speculates on BSKyB bid and Diageo move for Beam », in *The Guardian*, le 14 janvier 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/business/marketforceslive/2014/jan/14/ftse-lifted-bskyb-bid-talk-diageo-beam> [consulté en 2015] ; *Ofcom, Decision under section 3(3) of the Broadcasting Act 1990 and section 3(3) of the Broadcasting Act 1996: Licences held by British Sky Broadcasting Limited*, septembre 2012 [en ligne], <http://stakeholders.ofcom.org.uk/binaries/broadcast/tv-ops/fit-proper/bskyb-final.pdf> [consulté en janvier 2015].

³⁵⁵ « [...] media lobbying behind the scenes » : LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. III, p. 1319.

³⁵⁶ « It involved political lobbying by News Corp, wholly without regard to the restricted ambit of the plurality test [...] Where the public interest and private media interests can collide, however, care must be taken to ensure that the former prevails and the latter is recognised for what it is [...] What this analysis does reveal, however, is that

Malgré ce constat, le rapport de Leveson ne dédie que douze pages aux enjeux liés à la pluralité des voix et des propriétaires des médias³⁵⁷. Ceci étant, il présente des recommandations générales visant à mesurer et à réduire l'influence résultant d'un niveau de concentration des médias trop élevé³⁵⁸, et il insiste sur le fait que les règles de concurrence actuellement en vigueur sont insuffisantes pour faire face à cette situation³⁵⁹. Leveson évoque notamment certaines propositions émanant du Bureau des communications, au vu de son rôle d'autorité régulatrice des télécommunications au Royaume-Uni : le financement public des informations à l'instar de l'approche adoptée vis-à-vis de la *BBC* ; l'imposition d'obligations aux fournisseurs des informations en échange de certains avantages, à l'instar du cadre existant pour les propriétaires d'une licence de télévision terrestre pour les canaux commerciaux 3 et 5³⁶⁰.

La réputation de *News International* se trouve fortement endommagée par les révélations de pratiques contraires à l'éthique et illégales, comme en témoigne son choix de se rebaptiser en *News UK* en 2013³⁶¹. Par ailleurs, cette année-là, *News Corporation*, dont il est une filiale, se scinde en deux pour créer la *21st Century Fox*³⁶². Cette dernière se charge principalement des activités relevant des industries du film et de la télévision³⁶³. Il s'agit ainsi pour le conglomérat de Murdoch de faire face à un moment de crise, afin de s'assurer de sa position sur le marché en séparant ses intérêts en matière de publication de ceux liés au divertissement³⁶⁴. Cependant, le scandale autour de *News International* en 2011 a des répercussions en 2017 lorsque la *21st Century Fox* informe la Commission européenne de son intention de procéder à l'achat de la totalité de *Sky Plc*, sachant qu'elle détient déjà 39,14 pour cent des actifs de cette société³⁶⁵. Karen Bradley, Ministre du numérique, de la culture, des médias et des sports, transmet la demande au Bureau des communications et à l'Autorité de la concurrence et des marchés pour déterminer : d'une part, si une telle concentration serait

a new approach is essential. Repetition of the problems which arose on this bid is undeniably not in the public interest » : *Ibid.*, p. 1413.

³⁵⁷ *Ibid.*, vol. I, pp. 180-192.

³⁵⁸ *Ibid.*, vol. III, pp. 1461-1476.

³⁵⁹ *Ibid.*, vol. III, p. 1470.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ *BBC*, « News International Changes Name to News UK », le 26 juin 2013 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/business-23058844> [consulté en janvier 2015] ; HARCUP, Tony, *op. cit.*, p. 351 ; LABIO-BERNAL, Aurora, « From Phone Hacking to the Splitting of Businesses in Times of Corporate Crisis: The Case of News Corporation », in *Global Media Journal*, vol. 13, n° 24, 2015 [en ligne], <https://idus.us.es/xmlui/handle/11441/30083> [consulté en mai 2016], pp. 1-18, pp. 4-5, 11.

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Ibid.*, p. 15.

³⁶⁵ *Ofcom, Decision under 3(3) of the Broadcasting Act 1990 and section 3(3) of the Broadcasting Act 1996: Licenses Held by British Sky Broadcasting Limited*, *op. cit.*, p. 1.

contraire à l'intérêt public lié à la pluralité des médias ; et d'autre part, si cette société s'engagerait véritablement à respecter les normes de la télédiffusion au Royaume-Uni³⁶⁶. L'investigation de l'Autorité de la concurrence et des marchés aboutit à la publication d'un rapport détaillé de 411 pages le 1^{er} mai 2018³⁶⁷. Elle conclut que *21st Century Fox* s'engagerait véritablement à respecter les normes de la télédiffusion, mais que le projet d'achat créerait une situation de concentration contraire à l'intérêt public³⁶⁸. Au final, c'est la société américaine de télécommunications, *Comcast Corporation*, qui gagne les enchères et achète la totalité de *Sky Plc* cette même année³⁶⁹.

Les travaux de Leveson servent ainsi de catalyseur pour un questionnement sur la pluralité des voix et de propriétaires des médias au Royaume-Uni. À titre de comparaison, une lettre ouverte du Ministère de la culture, des médias et des sports, publiée le 16 mai 2011, ne fait aucune référence à la question de pluralité en rapport avec l'offre d'achat publique de *BSkyB* par *News Corporation*³⁷⁰. De même, elle ne présente pas d'interrogations sur l'inefficacité de la Commission des plaintes contre la presse³⁷¹. Au contraire, cette lettre servant de cadrage à une étude portant sur les communications insiste sur la dérégulation : les termes « pluralité » (*pluralism*) et « intérêt public » (*public interest*) n'apparaissant qu'une fois respectivement, alors que celui de « compétition » (*competition*) y figure six fois³⁷². Le contraste est grand avec le constat de la Commission parlementaire sur les communications en 2014, d'après lequel la politique en matière de pluralité des médias doit être actualisée pour faire face à la réalité du marché³⁷³. Par ailleurs, le Royaume-Uni est tenu par l'article 11 (2) de la Charte des droits

³⁶⁶ BRADLEY, Karen, « Fox-Sky Merger – in the House of Commons at 11:02am on 20th July 2017 », le 20 juillet 2017 [en ligne], <https://www.theyworkforyou.com/debates/?id=2017-07-20d.991.5> [consulté en septembre 2017]; *Broadcasting Act 1990*, *op. cit.*, article 3 (3) ; *Ofcom, Decision under 3(3) of the Broadcasting Act 1990 and section 3(3) of the Broadcasting Act 1996: Licenses Held by British Sky Broadcasting Limited*, *op. cit.*, p. 1 ; *Ofcom*, « Update on Fit and Proper Assessment of Sky », le 13 mars 2017 [en ligne], <https://www.ofcom.org.uk/about-ofcom/latest/media/media-releases/2017/update-on-fit-and-proper-assessment-of-sky> [consulté en septembre 2017] ; *UK Gov*, « Fox / Sky Deal Referred to CMA for in Depth Investigation », le 20 septembre 2017 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/foxsky-deal-referred-to-cma-for-in-depth-investigation> [consulté en septembre 2017].

³⁶⁷ *Competition and Markets Authority, 21st Century Fox, Inc and Sky Plc: A report on the anticipated acquisition by 21st Century Fox, Inc of Sky Plc*, le 1 mai 2018 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/cma-phase-2-report> [consulté en octobre 2019], p. 7.

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ GARRAHAN, Matthew, « Comcast Completes Sky Deal », in *Financial Times*, le 9 octobre 2018 [en ligne], <https://www.ft.com/content/b402969a-cbd5-11e8-b276-b9069bde0956> [consulté en octobre 2019].

³⁷⁰ FREEDMAN, Des, « The Phone-Hacking Scandal: Implications for Regulation », *op. cit.*, p. 19 ; HUNT, Jeremy, lettre ouverte du Département de la culture, des médias et des sports, le 16 mai 2011 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/72929/commsreview-open-letter_160511.pdf [consulté en janvier 2015].

³⁷¹ *Ibid.*

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ *House of Lords Select Committee on Communications, Media Plurality*, HL 120, *op. cit.*, pp. 5-6.

fondamentaux de l'Union européenne de respecter la liberté et la pluralité des médias, lorsqu'il intervient dans le champ d'application du droit de l'Union européenne comme c'est le cas en matière de concurrence³⁷⁴.

Selon un bilan du 12 mars 2019 de la part de *Media Reform Coalition*, organisation fondée en septembre 2011 pour contribuer aux débats sur les projets de réforme dans le sillage du scandale du piratage téléphonique, trois entreprises détiennent quatre-vingt-trois pour cent de la circulation nationale des journaux, et cinq compagnies dominent quatre-vingt pour cent de la circulation locale des journaux³⁷⁵. L'impact à terme de l'enquête publique judiciaire indépendante de Leveson portant sur la culture, les pratiques et l'éthique de la presse britannique, reste à établir mais, à l'heure actuelle, il paraît difficile de conclure à l'efficacité de la politique gouvernementale britannique en faveur de la pluralité des médias.

1.2.2. La réticence de la presse à l'égard de tout cadre statutaire de régulation : le cas de la Charte royale de 2013 portant sur l'autorégulation de la presse

Dans un courrier servant d'introduction à ses recommandations, Leveson explique que la deuxième partie de son enquête ne pourra pas être envisagée dans l'immédiat en raison des procédures pénales toujours en cours parallèlement³⁷⁶. Cette deuxième partie devait traiter de la responsabilité individuelle des pratiques illégales au sein de *News International*, et plus généralement des rapports entre les journalistes et la police, ainsi que des défauts de gouvernance des organes de presse³⁷⁷. Par ailleurs, l'éventualité d'une conclusion jouée d'avance concernant les rapports entre les journalistes et la police se pose dans la mesure où Leveson annonce qu'il n'existe aucune raison de mettre en cause l'intégrité de la police ou des hauts responsables de police concernés par le scandale du piratage téléphonique³⁷⁸. Ce n'est que le 1^{er} mars 2018 que cette deuxième partie de l'enquête est annulée officiellement par le

³⁷⁴ *Charter of Fundamental Rights of the European Union*, 2010/C 83/02, proclamé le 7 décembre 2000 [en ligne], http://ec.europa.eu/justice/fundamental-rights/charter/index_en.htm [consulté en janvier 2015].

³⁷⁵ *Media Reform Coalition*, « New Report: Who Owns the UK Media in 2019 », le 12 mars 2019 [en ligne], <https://www.mediareform.org.uk/media-ownership/who-owns-the-uk-media> [consulté en octobre 2019].

³⁷⁶ *Hacked Off*, « Leveson Part 2 », date non indiquée [en ligne], <https://hackinginquiry.org/campaigns/leveson-part-2/> [consulté en mars 2018] ; LEVESON, Brian, « Letter to Prime Minister », le 28 novembre 2012, in *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., vol. I, pagination non indiquée.

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, op. cit., Executive Summary, p. 18.

Ministre du numérique, de la culture, des médias et des sports, et un recours contre cette décision échoue par la suite³⁷⁹.

Les enquêtes publiques n'ont pas de pouvoir décisionnel, même si elles constituent des moments forts dans la mesure où elles ont pour objet de scruter les pratiques immorales et illégales, par « [...] la reconnaissance et l'identification des diverses perceptions authentiques de la vérité ; l'apprentissage, la guérison, la catharsis ; la prescription ; la responsabilité »³⁸⁰. Leveson fait appel à l'adoption d'« un système d'autorégulation véritablement indépendant et efficace » pour remplacer la Commission des plaintes contre la presse³⁸¹. Il reconnaît la difficulté d'obtenir l'adhésion volontaire de l'ensemble des organes de presse, et insiste sur la nécessité d'incitations convaincantes, estimant par conséquent qu'« il est essentiel d'introduire des mesures législatives pour renforcer le système d'autorégulation indépendante [de la presse] et faciliter sa reconnaissance dans les procédures judiciaires »³⁸². Ceci étant, il tient à distinguer de telles mesures législatives de toute suggestion de régulation statutaire : il ne s'agit pas d'imposer un organisme de régulation à la presse, mais plutôt de demander à cette dernière de proposer un régulateur en accord avec des critères énoncés dans le cadre d'une législation dédiée, et supervisé par le Bureau des communications³⁸³. Ces critères comprennent notamment l'indépendance du financement du régulateur et des nominations à son conseil, la mise en place d'un service d'arbitrage et le traitement rapide des plaintes incluant le pouvoir de prononcer des amendes conséquentes en cas d'arbitrage en faveur du requérant³⁸⁴. Cette proposition rompt ainsi avec le modèle adopté depuis la Seconde Guerre mondiale³⁸⁵.

³⁷⁹ HANCOCK, Matt, [transcription], « Oral Statement to Parliament: Leveson Consultation Response », le 1 mars 2018 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/leveson-consultation-response> [consulté en mars 2018] ; *Press Gazette*, « High Court Judges Reject Press Victims' Challenge over Government Decision to Cancel Leveson 2 », le 29 novembre 2018 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/high-court-judges-reject-press-victims-challenge-over-government-decision-to-cancel-leveson-two/> [consulté en novembre 2018].

³⁸⁰ « [...] the recognition and identification of different, genuine perceptions of the truth; learning; healing; catharsis; prescribing; and accountability » : *House of Commons Public Administration Select Committee, Government by Inquiry First Report of Session 2004-2005*, HC 51-I, Londres : The Stationery Office, le 3 mai 2005 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmpubadm/51/51i.pdf> [consulté en décembre 2014], p. 9.

³⁸¹ « [...] a genuinely independent and effective system of self-regulation » : LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, Executive Summary, p. 13.

³⁸² « [...] it is essential that there should be legislation to underpin the independent self-regulatory system [of the press] and facilitate its recognition in legal processes » : *Ibid.*, p. 17.

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ *House of Commons Hansard*, « Leveson Inquiry », le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm121129/debtext/121129-0003.htm> [consulté en octobre 2019], colonne 448 ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. IV, pp. 1697, 1762, 1767.

³⁸⁵ CONBOY, Martin, *op. cit.*, pp. 58-61 ; O'MALLEY, Tom et SOLEY, Clive, *op. cit.*, p. 97.

Alors que David Cameron s'était engagé à mettre en œuvre intégralement les propositions résultant de l'enquête Leveson tant qu'elles n'étaient pas « folles » (*bonkers*)³⁸⁶, la perspective de mesures législatives est rapidement rejetée comme en témoigne la déclaration du Premier ministre du 29 novembre 2012 à cet égard, le jour même de la publication du rapport de Leveson : « J'ai des sérieuses inquiétudes et des réticences »³⁸⁷. L'adoption éventuelle de mesures législatives pour réguler la presse est discutée par la suite lors des débats parlementaires et discussions fermées entre les divers partis politiques³⁸⁸. *Hacked Off*, groupe de pression fondé en 2011 dans le sillage du scandale du piratage téléphonique, et visant une meilleure protection du droit à la vie privée, réclame la pleine mise en œuvre des propositions de Leveson³⁸⁹. Ce groupe recueille ainsi plus de 175,000 signatures dans le cadre d'une pétition en ligne, adressée aux dirigeants des partis conservateur, travailliste et libéral-démocrate³⁹⁰. À l'inverse, les organes de la presse sont quasiment unanimes dans leur opposition à des mesures législatives visant la régulation³⁹¹. Le *Sun*, détenu par *News Corporation*, met en cause la crédibilité de la pétition de *Hacked Off*, comme le démontre le choix d'intitulé acerbe : « Prises d'otages par *Hacked Off* : Donald Duck et Mickey Mouse signent la pétition en faveur de Leveson »³⁹². Par ailleurs, le *Sunday Times*, détenu par la même société, commande un sondage auprès de *Yougov* pour mesurer l'opinion publique, puis passe sous silence les résultats : cinquante-huit pour cent des répondants sont en faveur de l'adoption de mesures législatives visant à encourager les journaux à adhérer à un nouveau système de régulation³⁹³. Effectué

³⁸⁶ CAMERON, David, entretien réalisé par MARR, Andrew [transcription], in *BBC, The Andrew Marr Show Interview: David Cameron, MP Prime Minister*, le 7 octobre 2012 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/0710122.pdf> [consulté en janvier 2015].

³⁸⁷ « I have some serious concerns and misgivings » : CAMERON, David [transcription], in *UK Gov*, « David Cameron Statement in Response to the Leveson Inquiry Report », le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/david-cameron-statement-in-response-to-the-leveson-inquiry-report> [consulté en janvier 2015].

³⁸⁸ *House of Commons Hansard*, « Leveson Inquiry », le 3 décembre 2012 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm121203/debtext/121203-0001.htm> [consulté en octobre 2019], colonne 592 ; *Media Standards Trust*, « The Story of Eight Charters », date non indiquée [en ligne], <http://mediastandardstrust.org/mst-news/the-story-of-eight-charters/> [consulté en décembre 2014].

³⁸⁹ *Hacked Off*, « The Hacked Off Story », date non indiquée [en ligne], <http://hackinginquiry.org/about-hacked-off/the-hacked-off-story/> [consulté en janvier 2015].

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ BARNETT, Steven, « Leveson Past, Present and Future », in *The Political Quarterly*, vol. 84, n° 3, octobre 2013 [en ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-923X.2013.12033.x/abstract> [consulté en janvier 2015], pp. 353-361, p. 355.

³⁹² NEWTON DUNN, Tom et PARRY, Ryan, « Hacked Off Hijack: Donald Duck and Mickey Mouse Sign Leveson Petition », in *The Sun*, le 3 décembre 2012 [en ligne], <http://www.thesun.co.uk/sol/homepage/news/politics/4678003/Hacked-Off-petition-to-enforce-Leveson-proposals-is-hijacked.html> [consulté en janvier 2015].

³⁹³ BARNETT, Steven, « Leveson Past, Present and Future », *op. cit.*, p. 356 ; *Yougov/Sunday Times*, « Leveson Post-Publication Survey », sondage au sujet de l'opinion publique suite à la publication du rapport de Leveson, travail de terrain effectué le 30 novembre et le 1 décembre 2012 [en ligne],

auprès de 1773 adultes britanniques du 30 novembre au 1^{er} décembre 2012, ce sondage fait ressortir des avis partagés quant à l'impact de telles mesures législatives régissant la presse : seulement quinze pour cent des sondés estiment que de telles mesures exposent à un très grand risque (*a large risk*) d'emprise des futurs gouvernements sur les médias ; trente-deux pour cent considèrent qu'il existe un certain risque (*a fairly big risk*) à cet égard ; trente-six pour cent pensent qu'un tel risque est peu élevé (*not much risk*)³⁹⁴.

Le 10 décembre 2012, le parti travailliste publie un projet de loi intitulé *Liberté de la presse et confiance* (*Press Freedom and Trust Bill*), et constitué de six articles³⁹⁵. Il tient à démontrer ainsi la faisabilité d'une loi portant sur la régulation de la presse³⁹⁶. Cependant, à l'issue des discussions fermées entre les divers partis politiques, l'industrie de la presse et le secteur du magazine au sujet des recommandations de Leveson, le Gouvernement fait un autre choix³⁹⁷. Le 12 février 2012, le Département de la culture, des médias et des sports annonce ainsi l'intention de recourir à l'élaboration d'une charte royale³⁹⁸. Conférée par le souverain avec l'aval de son conseil privé, la charte royale est un procédé qui remonte au XIII^{ème} siècle, et servait à l'origine à octroyer une personnalité juridique indépendante à des corporations publiques ou privées incluant des villes et des cités³⁹⁹. De nos jours, l'octroi d'une telle charte est réservé de manière générale à des corporations d'intérêt public tels que des organismes professionnels et de charité faisant preuve de « [...] primauté, stabilité et permanence dans leur domaine »⁴⁰⁰. L'établissement d'une charte permet de définir les objectifs, la constitution et les pouvoirs de la corporation concernée⁴⁰¹. Si Cameron soutient cette démarche, il ne s'agit pas d'une politique partagée dans le cadre du gouvernement de cohabitation ; les conservateurs et les libéraux-démocrates ne parviennent pas à faire une déclaration conjointe concernant les recommandations de Leveson⁴⁰². Cependant, les dirigeants des partis conservateur, libéral-

<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2012/12/03/leveson-post-publication-survey> [consulté en janvier 2015], p. 10.

³⁹⁴ *Yougov/Sunday Times*, « Leveson Post-Publication Survey », *op. cit.*, p. 11.

³⁹⁵ *Media Standards Trust*, *op. cit.* ; *Press Freedom and Trust Bill*, le 10 décembre 2012 [en ligne], <http://www.documentcloud.org/documents/536772-draft-press-freedom-and-trust-bill.html> [consulté en février 2015].

³⁹⁶ *Ibid.* ; WINTOUR, Patrick, « Labour Strikes First to Unveil Leveson Plan », in *The Guardian*, le 10 décembre 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/dec/10/labour-leveson-plan> [consulté en février 2015].

³⁹⁷ *Media Standards Trust*, *op. cit.*

³⁹⁸ HARRIS, Julian, « A Charter for the Press? », in *Amicus Curiae*, n° 92, 2012 [en ligne], <https://sas-space.sas.ac.uk/5764/> [consulté en octobre 2019], pp. 1-23, p. 1.

³⁹⁹ *Privy Council Office*, « Royal Charters », date non indiquée [en ligne], <https://privycouncil.independent.gov.uk/royal-charters/> [consulté en décembre 2014].

⁴⁰⁰ « [...] pre-eminence, stability and permanence in their particular field » : *Ibid.*

⁴⁰¹ *Ibid.*

⁴⁰² DOREY, Peter et GARNETT, Mark, *The British Coalition Government, 2010-2015: A Marriage of Inconvenience*, Londres : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2016, pp. 252-253 ; HARRIS, Julian, *op. cit.*, p. 1.

démocrate et travailliste s'accordent par la suite sur l'élaboration d'une charte portant sur l'autorégulation de la presse : un projet est publié le 18 mars 2013 et la version finale est approuvée par Sa Majesté le 30 octobre cette année-là⁴⁰³.

Le choix d'une charte royale peut être interprété comme un compromis entre ceux qui sont en faveur d'une réglementation législative de la presse et ceux qui s'y opposent⁴⁰⁴. Une loi parlementaire en matière de régulation de la presse resterait ouverte à des modifications apportées par une simple majorité, alors que la charte royale impose un garde-fou sous forme de l'obligation d'une majorité de deux tiers des deux Chambres pour toute modification⁴⁰⁵. Selon Des Freedman, universitaire britannique spécialiste des médias, ce compromis résulte des actions de lobbying provenant de l'industrie de la presse, soucieuse de maintenir le *statu quo* en matière d'autorégulation :

*[...] une charte royale n'est guère l'instrument le plus souhaitable pour apporter de réels changements. Elle manque de transparence et de toute apparence de participation du public ; elle n'arrive pas à contester la propriété concentrée de la presse du R-U ; et il est peu probable qu'elle fasse justice à tous ceux qui sont injustement vilipendés par les journaux, ni qu'elle garantisse une presse plus diversifiée et indépendante.*⁴⁰⁶

En effet, la Charte traite principalement du fonctionnement de tout organisme d'autorégulation respectant ses critères, et non de questions liées à la pluralité des voix telles que la propriété croisée⁴⁰⁷. Depuis sa création, cette Charte et les décisions émanant de la Commission instituée en vue d'homologuer les organismes de régulation de la presse (*Press Recognition Panel*), sont mises en cause, comme le démontrent plusieurs contestations

⁴⁰³ BBC, « Press Regulation: Privy Council grants royal charter », le 30 octobre 2013 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-24746137> [consulté en décembre 2014] ; *House of Commons Hansard*, « Royal Charter on Press Conduct: Emergency Debate Standing Order N° 24 », le 18 mars 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm130318/debtext/130318-0001.htm#13031811000002> [consulté en janvier 2015] ; *Prime Minister's Office*, *op. cit.* ; *Privy Council Office*, « Chartered Bodies », *op. cit.* ; *Royal Charter on Self-Regulation of the Press*, *op. cit.* ; *The Independent*, « Press Regulation: Judge for yourself – the Royal Charter in full », *op. cit.*

⁴⁰⁴ *House of Lords Select Committee on Communications*, *Press Regulation: Where are we now?*, HL 135, le 23 mars 2015 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld201415/ldselect/ldcomuni/135/135.pdf> [consulté en octobre 2019], p. 20, para. 62.

⁴⁰⁵ *Ibid.* ; *Royal Charter on Self-Regulation of the Press*, *op. cit.*, p. 5, art. 9.4.

⁴⁰⁶ « [...] a Royal Charter is hardly the most desirable instrument with which to make real change. It lacks transparency and any semblance of public participation; it fails to challenge the concentrated ownership of the UK press; and it is unlikely either to provide justice for all those unjustifiably vilified by newspapers or to secure a more diverse and independent press » : FREEDMAN, Des, « Des Freedman: The Press Can't Decide if They're For Press Freedom or Against it », le 18 octobre 2013 [en ligne], <https://blogs.lse.ac.uk/medialse/2013/10/18/des-freedman-the-press-cant-decide-if-theyre-for-press-freedom-or-against-it/> [consulté en octobre 2019], sans pagination.

⁴⁰⁷ *Royal Charter on Self-Regulation of the Press*, *op. cit.*

juridiques de la presse qui se poursuivent jusqu'en janvier 2019⁴⁰⁸. Le 28 octobre 2013, soit deux jours avant l'approbation de la Charte par Sa Majesté, la société des éditeurs de journaux (*Newspaper Publishers Association*), la société des journaux (*Newspaper Society*), la société des journaux écossais (*Scottish Newspaper Society*) et l'association des éditeurs professionnels (*Professional Publishers Association*) déposent une requête de révision judiciaire (*judicial review*) auprès de la Cour d'appel⁴⁰⁹. Ces quatre organismes représentant l'industrie de la presse cherchent à remettre en cause la décision du Conseil privé de Sa Majesté, refusant leur contre-proposition de charte portant sur la régulation de la presse, déposée précédemment par la commission des finances du Conseil de presse (*Press Standards Board of Finance*)⁴¹⁰. Si cette requête de révision judiciaire est vouée à l'échec, la plupart des journaux nationaux soutiennent la contre-proposition incluant *News International*, *The Telegraph Group*, *The Daily Mail Group*, *The Times*, *The Sun* et *The Independent*⁴¹¹.

La Commission des plaintes contre la presse disparaît, puisqu'elle est largement discréditée par le scandale du piratage téléphonique et les travaux de l'enquête publique de Leveson⁴¹². Cependant, l'industrie de la presse fonde l'Organisation indépendante des normes de la presse, le 8 septembre 2014⁴¹³. Cette dernière n'est pas conforme aux critères de la Charte royale et constitue ainsi une contre-proposition de régulation en dehors de toute intervention de l'État⁴¹⁴. À ce jour, elle a obtenu l'adhésion de plus de 1500 titres imprimés et plus de 1000 titres en ligne⁴¹⁵. Ces chiffres comprennent la plupart des grands journaux nationaux

⁴⁰⁸ MAYHEW, Freddy, « Newspaper Publishers Drop Legal Challenge Over Recognition of Press Regulator Impress Under Royal Charter », *op. cit.* ; PONSFORD, Dominic, « News Industry Challenge to Status of Press Regulator Impress Rejected by High Court », *op. cit.*

⁴⁰⁹ BOYLE, Darren, « Newspaper Industry Launches Judicial Review to Derail Government Royal Charter Plan », in *Press Gazette*, le 28 octobre 2013 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/newspaper-industry-launches-judicial-review-derail-government-royal-charter-plan/> [consulté en janvier 2015] ; *Committee of the Privy Council*, courrier du 8 octobre 2013 adressé au secrétaire du Conseil privé [en ligne], inform.org/wp-content/uploads/2013/10/privycouncilcommitteeletterofrecommendation.pdf [consulté en janvier 2015] ; O'CARROLL, Lisa, « Press Regulation: Publishers seek judicial review of royal charter decision », in *The Guardian*, le 24 octobre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2013/oct/24/press-regulation-publishers-seek-judicial-review> [consulté en janvier 2015] ; *The International Forum for Responsible Media Blog*, « News: PressBoF issues Royal Charter judicial review claim against eight Privy Councillors », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://inform.org/2013/10/29/news-pressbof-issues-judicial-review-claim-against-eight-privy-councillors/> [consulté en janvier 2015].

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ *Committee of the Privy Council*, *op. cit.*, pp. 3-4.

⁴¹² *Independent Press Standards Organisation*, « About IPSO », *op. cit.* ; LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, Executive Summary, p. 11.

⁴¹³ *Ibid.*

⁴¹⁴ *House of Lords Select Committee on Communications*, *Press Regulation: Where are we now?*, HL135, *op. cit.*, ch. 3., para. 64 ; MOSES, Alan et TEE, Matt [enregistrement audiovisuel], « Witness Evidence at the House of Lords Communications Committee Meeting on Press Regulation », le 20 janvier 2014 [en ligne], <http://www.parliamentlive.tv/Main/Player.aspx?meetingId=17052&player=silverlight> [consulté en janvier 2015].

⁴¹⁵ *Independent Press Standards Organisation*, « UK Regulated Publications », date non indiquée [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/complain/who-ipso-regulates/> [consulté en octobre 2019] ; *Information Commissioner's*

britanniques⁴¹⁶. Cependant, plusieurs journaux nationaux décident de ne pas adhérer à cette organisation, comme le *Financial Times*, le *Guardian*, l'*Independent* et l'*Observer*⁴¹⁷. Un éditorial paru dans le *Guardian* le 4 septembre 2014 estime que l'Organisation indépendante des normes de la presse devra faire preuve de véritable indépendance vis-à-vis de la presse avant d'être soutenue, face au scepticisme du public au vu des travaux de l'enquête publique de Leveson⁴¹⁸. Par ailleurs, un article paru dans l'*Independent* le 5 septembre 2015 fait état d'un sondage réalisé par *Yougov* selon lequel cette organisation ne parvient pas à obtenir la confiance du public⁴¹⁹. Commandé par le groupe de lobbying *Hacked Off* et effectué les 2 et 3 septembre 2015 auprès de 1642 adultes britanniques, ce sondage conclut que seulement dix-sept pour cent des répondants estiment avoir confiance en cet organisme alors que soixante-six pour cent des sondés lui font peu ou aucune confiance⁴²⁰. La perception de l'Organisation indépendante des normes de la presse ne s'améliore pas, comme en témoigne un sondage renouvelé auprès de 1629 adultes britanniques, effectué les 5 et 6 janvier 2017, et selon lequel seulement neuf pour cent des répondants estiment que la presse a raison de proposer son propre organisme d'autorégulation non conforme à la Charte royale⁴²¹.

Cependant, l'hostilité de l'industrie de la presse face à la Charte royale de 2013 se poursuit : ce n'est que le 25 octobre 2016, soit quatre ans après la publication des recommandations de Leveson, qu'un régulateur provenant de l'industrie de la presse est

Office, « Complaining to the Independent Press Standards Organisation (IPSO) », date non indiquée [en ligne], <https://ico.org.uk/your-data-matters/data-protection-and-journalism/complaining-to-ipso/> [consulté en octobre 2019].

⁴¹⁶ *Ibid.*

⁴¹⁷ GREENSLADE, Roy, « Why the Guardian's decision not to sign up to IPSO makes sense », in *The Guardian*, le 4 septembre 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/greenslade/2014/sep/04/press-regulation-ipso> [consulté en décembre 2014] ; *Press Gazette*, « Financial Times Opts Out of IPSO Regulator in Favour of its Own System », le 17 avril 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/financial-times-opts-out-ipso-favour-its-own-system-regulation> [consulté en décembre 2014] ; *The Guardian*, « The Guardian View on the New Press Regulator, IPSO », le 4 septembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/sep/04/guardian-view-new-press-regulator-ipso> [consulté en décembre 2014] ; THOMPSON, Barney, « UK Media 'Must Sign Up to Regulator' or Lose Freedoms, Say Peers », in *Financial Times*, le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://www.ft.com/content/3cafa138-c315-11e7-b2bb-322b2cb39656> [consulté en novembre 2017].

⁴¹⁸ *The Guardian*, « The Guardian View on the New Press Regulator, IPSO », *op. cit.*

⁴¹⁹ CUSICK, James, « IPSO: Press Watchdog's Future in Doubt as it Fails to Impress Public », in *The Independent*, le 5 septembre 2015 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/ipso-press-watchdogs-future-in-doubt-as-it-fails-to-impress-public-10488416.html> [consulté en octobre 2019].

⁴²⁰ *Yougov/Hacked Off*, « A Year after its Creation, Fewer than One in Five Trust IPSO », sondage au sujet du système d'autorégulation de la presse, travail de terrain effectué les 2 et 3 septembre 2015 [en ligne], <https://hackinginquiry.org/public-gives-damning-verdict-on-ipso-after-first-year/> [consulté en octobre 2019], p. 1 ; *The International Forum for Responsible Media Blog*, « Hacked Off: Opinion poll, damning verdict on IPSO after its first year », le 8 septembre 2015 [en ligne], <https://inforrm.org/2015/09/08/hacked-off-opinion-poll-damning-verdict-on-ipso-after-its-first-year/> [consulté en octobre 2019], p. 1.

⁴²¹ *Yougov/Hacked Off*, « Press Regulation », sondage de la propriété des médias et du système d'autorégulation de la presse, travail de terrain effectué les 5 et 6 janvier 2017 [en ligne], <https://inforrm.org/wp-content/uploads/2017/01/you-gov-hacked-off-polling-jan-2017.pdf> [consulté en octobre 2019], p. 2.

reconnu au titre de cette Charte⁴²². Il s'agit du Moniteur indépendant de la presse (*Independent Monitor for the Press*)⁴²³. Ce dernier insiste sur l'importance du rapport de confiance entre les journalistes et le public ; il est soutenu par des groupes faisant campagne pour une réforme de la régulation de la presse, tels que *Hacked Off*⁴²⁴. À ce jour, seulement 136 publications y adhèrent dont aucun journal national⁴²⁵. Par conséquent, comme pour la politique en matière de pluralité, la mise en pratique des recommandations reste difficile, malgré la volonté parlementaire de voir l'industrie de la presse se soumettre à un organisme d'autorégulation étayé par une charte royale⁴²⁶. D'où le questionnement plus général sur l'efficacité des enquêtes publiques en tant que modèle d'examen et de responsabilisation des divers acteurs. Si ce type de procès a l'avantage de pouvoir s'organiser sans la nécessité de faire passer des mesures législatives spécifiques⁴²⁷, il y a parfois des critiques au sujet du déroulement de la procédure, de sa durée et de son coût pour le trésor public⁴²⁸. À titre indicatif, le coût de l'enquête Leveson s'élève à environ 5,4 millions de livres⁴²⁹. Par ailleurs, même si les enquêtes publiques n'ont pas de vocation à déterminer la responsabilité criminelle ou civile de tout individu⁴³⁰, les témoins pourront préférer ne pas répondre aux interrogations par craintes de poursuites.

Selon un rapport publié le 23 mars 2015 par la Commission parlementaire sur la régulation de la presse :

Des parallèles évidents peuvent être établis entre les enjeux évoqués lors des enquêtes précédentes au sujet de la presse et ceux évoqués dans le rapport Leveson. Les enjeux

⁴²² *Press Recognition Panel*, « PRP Board Recognises Impress », date non indiquée [en ligne], <https://pressrecognitionpanel.org.uk/impress-2/> [consulté en novembre 2016] ; *Press Recognition Panel*, « PRP Confirms IMPRESS Still Meets the Royal Charter Standards », le 26 mars 2019 [en ligne], <https://pressrecognitionpanel.org.uk/impress-still-meets-royal-charter-standards/> [consulté en octobre 2019].

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ CATHCART, Brian, « IMPRESS: A welcome initiative », in *Hacked Off*, le 11 décembre 2013 [en ligne], <https://hackinginquiry.org/impress-a-welcome-initiative/> [consulté en janvier 2015] ; *Independent Monitor for the Press*, « About », date non indiquée [en ligne], <https://www.impress.press/about-us/> [consulté en octobre 2019].

⁴²⁵ *Independent Monitor for the Press*, « Regulated Publications », date non indiquée [en ligne], <https://www.impress.press/regulated-publications/> [consulté en octobre 2019].

⁴²⁶ *House of Lords Select Committee on Communications, Press Regulation: Where are we now?*, HL 135, *op. cit.*, p. 16.

⁴²⁷ *House of Commons Public Administration Committee, op. cit.*, p. 7 ; *Inquiries Act 2005*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2005/12/contents> [consulté en décembre 2014], article 1 (1).

⁴²⁸ *House of Commons Public Administration Committee, op. cit.*, p. 8.

⁴²⁹ *The Leveson Inquiry*, « Inquiry Costs », in *The National Archives*, date non indiquée [en ligne], <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20140122145147/http://www.levesoninquiry.org.uk/about/inquiry-costs/> [consulté en janvier 2015] ; *UK Gov, Government Response to the Consultation on the Leveson Inquiry and its Implementation*, le 1 mars 2018 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/684678/GOVERNMENT_RESPONSE_TO_THE_CONSULTATION_ON_THE_LEVESON_INQUIRY_AND_ITS_IMPLEMENTATION_.pdf [consulté en octobre 2019], p. 9.

⁴³⁰ *Inquiries Act 2005, op. cit.*, article 2.

*importants sont toujours la liberté de la presse, l'inquiétude des particuliers au sujet du droit à la vie privée, l'efficacité limitée d'un organisme d'autorégulation, et l'importance idéologique d'un système d'autorégulation.*⁴³¹

D'après une étude comparée des systèmes de régulation de la presse, et plus particulièrement des Conseils de presse de plusieurs pays incluant l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suède, les approches possibles sont multiples : allant de systèmes entièrement basés sur le volontariat à ceux impliquant des incitations par le biais de mesures législatives, ou encore ceux impliquant des exigences obligatoires⁴³². L'auteur de cette étude publiée en 2012, Lara Fielden, considère que les expériences à l'étranger peuvent servir de point de comparaison, et parfois comme mise en garde face à toute réforme du modèle d'autorégulation actuellement en vigueur au Royaume-Uni⁴³³. Elle insiste sur la nécessité de ne pas perdre de vue l'impératif démocratique au-delà des intérêts commerciaux de l'industrie de la presse, à l'issue de l'enquête publique de Leveson : il s'agirait pour le Royaume-Uni d'arriver à rompre avec les cycles récurrents de menaces de mesures législatives face aux transgressions de la presse, et de centrer le débat sur la régulation de la presse sur l'intérêt public⁴³⁴. Par ailleurs, selon Adeline Hulin, docteur spécialiste de l'autorégulation des médias en Europe, la régulation statutaire des médias peut en rendre le fonctionnement plus efficace dans les pays bénéficiant de régimes démocratiques, lorsqu'il s'agit de récompenser les adhérents plutôt que de les punir⁴³⁵.

La politique médiatique gouvernementale en rapport avec l'autorégulation de la presse, et les règles portant sur la propriété et la propriété croisée des médias, sont essentielles à l'efficacité d'une presse libre d'un point de vue structurel. Depuis le tournant du XXI^{ème} siècle, le Royaume-Uni évolue vers un assouplissement des restrictions portant sur la propriété des

⁴³¹ « There are clear parallels which can be drawn between the issues raised in past inquiries on the press and those raised in the Leveson report. The important issues are still the freedom of the press, the concern of private individuals over privacy, the limited effectiveness of a self-regulatory body and the ideological importance of a self-regulatory system » : *House of Lords Select Committee on Communications, Press Regulation : Where are we now?*, HL 135, *op. cit.*, p. 17, para. 52.

⁴³² FIELDEN, Lara, *Regulating the Press: A Comparative Study of International Press Councils*, Oxford : Reuters Institute for the Study of Journalism, avril 2012 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:6dc499ef-2063-4030-aef4-28926172c36a> [consulté en octobre 2019], p. 94 ; FIELDEN, Lara, *A Royal Charter for the Press: How does it measure up to regulation overseas?*, Oxford : Foundation for Law, Justice and Society Policy Briefs, 2013 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:78f7a243-a6da-468d-bc0e-69214bb2c729> [consulté en octobre 2019].

⁴³³ FIELDEN, Lara, « Regulating the Press: A Comparative Study of International Press Councils », *op. cit.*, p. 94.

⁴³⁴ *Ibid.*

⁴³⁵ HULIN, Adeline, *Statutory Media Self-Regulation: Beneficial or detrimental for media freedom*, document de travail 2014/127, Italie : European University Institute, 2014 [en ligne], <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/34047> [consulté en janvier 2015], pp. 1-15, pp. 1, 4.

médias et une augmentation du taux de concentration contraire à la pluralité des voix. Les menaces de mesures législatives, face aux transgressions de la presse, se sont poursuivies et ont abouti à la proposition de rompre avec le modèle d'autorégulation non statutaire adopté depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré la volonté parlementaire de voir l'industrie de la presse se soumettre à un organisme d'autorégulation dans le cadre d'une charte royale, l'établissement de cette charte en 2013 n'a pas réussi à susciter le soutien de la presse traditionnelle. Par ailleurs, cette charte fait l'impasse sur les questions liées à la pluralité des voix telles que la propriété croisée. Au vu du taux très élevé de concentration de la propriété de la presse, la politique en matière de pluralité des médias reste à actualiser pour faire face à la réalité du marché.

DEUXIÈME PARTIE :

Les articulations entre la liberté de la presse, la censure et l'autocensure en amont de la publication au Royaume-Uni

La première partie de cette thèse a été consacrée aux enjeux d'une presse libre et plurielle d'un point de vue structurel. La politique médiatique gouvernementale concernant la pluralité des voix et celle des médias a été étudiée au prisme de l'autorégulation des activités de la presse et de la réglementation en matière de propriété et de propriété croisée des médias. Si le modèle d'autorégulation non statutaire – devenu la norme depuis les années 1940 – implique une absence d'intervention étatique, les activités de la presse sont toutefois sujettes à d'autres contraintes et pressions d'ordre juridique et politique, qu'il convient d'examiner ici.

Cette deuxième partie se focalise sur les sources de censure et d'autocensure en amont de la publication, incluant l'effet « glaçant » pouvant peser sur les choix de publication, les stratégies de contournement, et les évolutions qui en découlent en matière de politique publique concernant la liberté de la presse. Une attention particulière est à apporter, dans un premier temps, aux injonctions prohibitives en droit anglais, puis, dans un second temps, au système d'émission d'« Avis aux médias en matière de défense et de sécurité », qualifié historiquement d'« Avis de la défense ».

II. La polémique autour du recours aux *super-injonctions* : de l'obscurité à la médiatisation

Ce chapitre cherche à analyser l'accroissement rapide de l'octroi d'injonctions prohibitives à l'encontre de la presse, les stratégies de contournement qui réduisent l'efficacité de ce type de procédure judiciaire, ainsi que les mesures de rééquilibrage proposées en matière de politique publique. Étant donné que les *super-injonctions* spécifient l'interdiction de communiquer l'existence même de la procédure, elles dérogent au principe de publicité de la justice, ce qui heurte le droit des médias à informer le public. Il s'agit d'explorer ce que cette pratique implique en rapport avec la conception du droit à la vie privée et celle de la liberté d'expression, suite à l'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998.

Si les injonctions prohibitives en rapport avec le droit de publier sont relativement peu médiatisées au début des années 2000, la *super-injonction* obtenue par l'entreprise multinationale *Trafigura* en 2009 provoque de fortes réactions dans la sphère publique. Il convient d'examiner comment cette affaire fait ressortir une défense de l'intérêt public, qui s'attache à la clarification des responsabilités dans le déversement de déchets toxiques à Abidjan et ses alentours en Côte d'Ivoire trois ans auparavant. L'affaire de *Trafigura* est à mettre en perspective avec la défense de la liberté de la presse soutenue face à des injonctions prohibitives concernant les rapports extraconjugaux supposés de célébrités. À ce titre, les injonctions obtenues par les footballeurs John Terry et Ryan Giggs, en 2010 et 2011 respectivement, sont d'un intérêt particulier. La campagne médiatique à grande échelle dénonçant les *super-injonctions*, qui suit en 2011, permet de mieux comprendre les évolutions en matière de politique publique à l'égard des *super-injonctions*, ainsi que les rapports entre le législatif et le judiciaire en la matière.

2.1. Les origines

Il s'agit, ici, de replacer dans leur contexte historique les débats sur le recours aux *super-injonctions* ayant pour effet de censurer la publication en amont, compte tenu de l'absence de délit civil d'atteinte à la vie privée en droit coutumier. L'obtention d'une telle injonction prohibitive de la part de *Trafigura* de 2009, malgré le fort intérêt public lié à la recherche des responsabilités dans le déversement de déchets toxiques à Abidjan et à ses alentours trois ans auparavant, nécessite une analyse approfondie : d'une part, cette affaire est à l'origine de la

médiatisation de l'expression *super-injonction* ; d'autre part, elle permet de faire ressortir les stratégies de contournement de la presse, des internautes, des parlementaires.

2.1.1. Du devoir de confidentialité au droit à la vie privée

Toute forme de contrainte préalable à la publication pose problème dans une société démocratique libérale dans la mesure où toute interférence avec les libertés individuelles doit être justifiée⁴³⁶. Les propos de William Blackstone dans son traité portant sur le droit anglais, publié au XVIII^{ème} siècle, ont marqué durablement les esprits quant à la conception de la liberté d'expression, et de la liberté de la presse plus particulièrement :

*La liberté de la presse est en effet essentielle à la nature d'un État libre : mais ceci consiste à ne poser aucune contrainte préalable aux publications, et non en une absence de responsabilité pour des affaires criminelles lorsqu'elles font l'objet de publication. Tout Homme libre dispose d'un droit indéniable à présenter ce qu'il lui plaît comme sentiments devant le public : l'interdire, c'est détruire la liberté de la presse : mais s'il publie ce qui est inapproprié, mal intentionné, ou illégal, il doit accepter la conséquence de sa propre témérité.*⁴³⁷

Cette défense de la liberté de la presse se situe dans un contexte sociétal où certaines sections de la presse anglaise ont contribué à diffuser une culture politique auprès d'un public grandissant à compter du début du XVIII^{ème} siècle⁴³⁸. Ces publications tiennent à informer le public des débats et événements politiques, et encouragent le lectorat à jouer un rôle actif dans le développement des droits et libertés⁴³⁹. Cependant, l'influence de la presse et de l'opinion publique est encore relativement faible à cette époque⁴⁴⁰. Ceci explique, en partie au moins, la position tranchée de Blackstone en faveur d'un droit à la publication affranchi de toute censure en amont, qu'il accompagne d'un rappel des normes d'acceptabilité dont le non-respect pourrait donner lieu à des poursuites en aval de la publication.

⁴³⁶ HELD, David, *op. cit.*, pp. 80-81.

⁴³⁷ « The liberty of the press is indeed essential to the nature of a free state: but this consists in laying no *previous* restraints upon publications, and not in freedom from censure for criminal matters when published. Every freeman has an undoubted right to lay what sentiments he pleases before the public: to forbid this, is to destroy the freedom of the press: but if he publishes what is improper, mischievous, or illegal, he must take the consequence of his own temerity » : BLACKSTONE, William, *op. cit.*, p. 100, para. 151-152.

⁴³⁸ BARKER, Hannah, *Newspapers, Politics and English Society 1695-1855*, Harlow : Pearson Education Limited, 1^{re} édition, 2000, pp. 125-27.

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ *Ibid.*

En accord avec cette conception de la liberté de la presse, il n'existe pas de délit civil d'atteinte à la vie privée en droit coutumier⁴⁴¹. Historiquement, un manquement au devoir de confidentialité, c'est-à-dire la divulgation non-autorisée de données considérées comme confidentielles, servait à protéger le droit à la vie privée, dans certains cas⁴⁴². Les droits de l'homme ne sont pas protégés par le droit fondamental constitutionnel, mais plutôt par le droit coutumier et des lois expressément adoptées par le Parlement⁴⁴³, dans une logique de droits négatifs signifiant la non interférence d'autrui, de sorte que « Les libertés constituent ce qui restent après l'expression du Droit »⁴⁴⁴.

Cependant, avec l'entrée en vigueur de la loi de 1998 portant sur les droits de l'homme, un changement majeur survient : celui-ci a pour objet d'intégrer, dans le droit interne du Royaume-Uni, les droits que la Convention européenne des droits de l'homme fait obligation aux États de garantir, ainsi que la jurisprudence développée à leur endroit par la Cour européenne des droits de l'homme⁴⁴⁵. Ce chapitre montrera comment, dès lors, la question de l'équilibre entre le droit à la vie privée et celle de la liberté d'expression, se trouve au cœur de la polémique au sujet de l'impact de la *super-injonction* sur la liberté de la presse au Royaume-Uni.

L'invention du terme *super-injonction*, pour faire référence à une certaine catégorie d'injonctions prohibitives en droit anglais, puise ses origines dans la presse. D'après le Professeur d'études journalistiques Roy Greenslade, c'est Alan Rusbridger, alors rédacteur en chef du *Guardian*, qui a utilisé ce terme pour la première fois en septembre 2009, dans le contexte du déversement de déchets toxiques en Côte d'Ivoire⁴⁴⁶. Cette affaire concerne *Trafigura*, entreprise privée multinationale et géant mondial du négoce, qui obtient une telle ordonnance de non divulgation dont l'effet est d'empêcher le *Guardian* de publier toute information relative à un rapport interne de l'entreprise dit « Minton »⁴⁴⁷. Ce rapport attestait de la responsabilité de l'entreprise dans un désastre environnemental et humain lié au

⁴⁴¹ LAW, Jonathan (ed.), *A Dictionary of Law*, Oxford : Oxford University Press, 8^{ème} édition, 2015, p. 479 ; WACKS, Raymond, *Privacy and Media Freedom*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2013, p. 68.

⁴⁴² LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 479.

⁴⁴³ KLUG, Francesca, STARMER, Keir et WEIR, Stuart, *op. cit.*, pp. 37, 184.

⁴⁴⁴ « Liberties are what is left after the law has spoken » : *Ibid.*

⁴⁴⁵ *European Council, European Convention on Human Rights*, signé le 4 novembre 1950, *op. cit.*

⁴⁴⁶ GREENSLADE, Roy, « Law is Badly in Need of Reform as Celebrities Hide Secrets », in *The Evening Standard*, le 20 avril 2011 [en ligne], <http://www.standard.co.uk/business/markets/law-is-badly-in-need-of-reform-as-celebrities-hide-secrets-6394376.html> [consulté en août 2016].

⁴⁴⁷ *RJW v Guardian News and Media Limited [2009] EWHC 2540 (QB)*, injonction, le 11 septembre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Minton_report_secret_injunction_gagging_The_Guardian_on_Trafigura,_11_Sept_2009 [consulté en janvier 2017].

déversement de déchets toxiques à Abidjan et à ses alentours en Côte d'Ivoire en 2006⁴⁴⁸. C'est à partir de 2009 que la nature, la portée et la légitimité des *super-injonctions* ont commencé à faire l'objet de vifs débats dans la sphère publique. Toutefois, la première occurrence connue de ce concept – et c'est une occurrence satirique – remonte à un article apparu dans le *Guardian*, le 17 juin 2002 :

*Une 'super-injonction' résultant d'un recours collectif au nom de Tom Cruise, Jennifer Lopez, Victoria Beckham, Julia Roberts, Michal Jackson, et al, à l'encontre de tous ceux qu'ils aient jamais rencontrés, sera suspendue en attendant d'un jugement de la Cour européenne pour déterminer si les célébrités ont ou non une âme. Les militants en faveur d'une 'loi Naomi' envisagent d'interjeter appel.*⁴⁴⁹

Cette parodie de l'actualité constitue dans son ensemble une métaphore dont le point focal est le sujet des ordonnances de non-divulgateion ; le vecteur est une procédure d'action collective intentée par un ensemble des plus grandes « célébrités » et un jugement de la part de la Cour européenne sur l'humanité de ces vedettes. D'un point de vue rhétorique, cette métaphore permet d'associer l'absurdité d'une telle procédure *erga omnes* avec le souhait des célébrités de bénéficier du droit à la vie privée. Elle semble fonctionner comme un enthymème⁴⁵⁰ dans la mesure où le lecteur est invité à conclure que ces célébrités sont impitoyables dans leur recherche de protection de la vie privée.

La référence à l'éventuelle création d'une loi « Naomi » semble faire référence implicitement au procès de première instance gagné par Naomi Campbell à l'encontre de *Mirror Group Newspapers Ltd (MGN)* pour « manquement au devoir de confidentialité »⁴⁵¹. Cette affaire faisait suite à la publication, en février 2001, d'une série d'articles et photographies au sujet de la fréquentation régulière de « Narcotiques anonymes » par Campbell, et de sa lutte contre la dépendance à l'alcool et aux drogues⁴⁵². Il s'agit d'une allusion intéressante dans le contexte du recours aux *super-injonctions* visant à empêcher la publication. En effet, deux décisions judiciaires marquent une étape majeure dans le développement d'un ensemble de

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ « A class-action 'super-injunction' on behalf of Tom Cruise, Jennifer Lopez, Victoria Beckham, Julia Roberts, Michael Jackson, et al, against everyone they have ever met, will be suspended pending a European court ruling on whether or not celebrities have souls. Campaigners for 'Naomi's law' are considering an appeal » : DOWLING, Tim, « Things We Can't Tell You. Court Circular: This Week's Injunctions » in *The Guardian*, le 17 juin 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jun/17/mondaymediasection2> [consulté en août 2016].

⁴⁵⁰ KUYPERS, Jim (ed.), *Rhetorical Criticism: Perspectives in Action*, Lanham : Rowman et Littlefield, 2^{ème} édition, 2016, pp. 105-108.

⁴⁵¹ *Campbell v Mirror Group Newspapers [2002] EWHC 499 QB*, le 27 mars 2002 [en ligne], <http://www.bailii.org/cgi-bin/markup.cgi?doc=/ew/cases/EWHC/QB/2002/499.html> [consulté en janvier 2017].

⁴⁵² *Ibid.*

droits à la vie privée au Royaume-Uni : la confirmation du jugement ci-dessus par la Chambre des lords, dans *Campbell v Mirror Group Newspapers Ltd [2004]*⁴⁵³ ; la décision de la Cour européenne des droits de l'homme en faveur de la princesse de Hanovre Caroline de Monaco, à l'encontre de la presse allemande, suite à la publication de photos la concernant, dans *Von Hannover v Allemagne [2004]*⁴⁵⁴. Favorables aux requérants, ces deux décisions ont contribué à ouvrir la porte à de nombreuses demandes d'injonctions prohibitives, en provenance des entreprises et des particuliers, en vue de contrer des publications imminentes⁴⁵⁵.

De manière générale, les injonctions prohibitives, en droit anglais, constituent un remède équitable discrétionnaire au bénéfice du requérant : elles ont pour objet de redresser les torts subis, en empêchant toute personne avisée, y compris les médias, d'exécuter ou de poursuivre un acte, et ne sont octroyées que sur décision du tribunal lorsque les dommages et intérêts seraient insuffisants en tant que compensation à l'issue du procès⁴⁵⁶. Les demandes se font souvent en toute urgence, d'où l'accord d'injonctions intermédiaires à l'occasion d'audiences spéciales, en attendant le résultat de l'audience principale⁴⁵⁷.

Dans le cas particulier des injonctions anonymes, l'existence de la procédure peut être divulguée, mais la révélation de l'identité des parties n'est pas autorisée⁴⁵⁸. Cependant, certaines injonctions peuvent spécifier l'interdiction de communiquer l'existence même de la procédure judiciaire, d'où la dénomination de *super-injonction* par les médias⁴⁵⁹. L'usage de cette dénomination a donné lieu à des confusions, dans la presse, avec les injonctions anonymes. C'est pourquoi le rapport de la commission judiciaire sur les *super-injonctions*, publié en mai 2011, tient à insister sur la distinction de ces deux types de décisions judiciaires⁴⁶⁰. En tout état de cause, il s'agit de déroger du principe de publicité de la justice, et c'est pour cette raison que de telles injonctions ne peuvent être octroyées que temporairement⁴⁶¹.

⁴⁵³ *Campbell v MGN Limited [2004] UKHL 22*, le 6 mai 2004 [en ligne], <https://www.publications.parliament.uk/pa/ld200304/ldjudgmt/jd040506/campbe-1.htm> [consulté en janvier 2017].

⁴⁵⁴ MURRAY, Andrew, *Information Technology Law: The Law and Society*, Oxford : Oxford University Press, 3^{ème} édition, 2016, pp. 145-146 ; *Von Hannover v Allemagne (N° 1) [2004] EMLR 379*, numéro de la requête 59320/00, le 24 juin 2004 [en ligne], <http://www.bailii.org/uk/cases/UKHL/2004/22.html> [consulté en janvier 2017].

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, pp. 322-323 ; NEUBERGER, David, *Master of the Rolls Report of the Committee on Super-Injunctions: Super-Injunctions, Anonymised Injunctions and Open Justice*, Londres : Courts and Tribunals Judiciary, le 20 mai 2011 [en ligne], <https://www.judiciary.gov.uk/publications/committee-reports-super-injunctions/> [consulté en mai 2016], pp. 17-20.

⁴⁵⁷ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, pp. 322-323.

⁴⁵⁸ HALL, Holly, « Super-Injunction, What's Your Function? », in *Communication Law and Policy*, vol. 18, n° 3, 2013 [en ligne], www.tandfonline.com/loi/hclw20 [consulté en mai 2016], pp. 309-347, p. 329.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 310 ; HARCUP, Tony, *op. cit.*, pp. 138-139.

⁴⁶⁰ NEUBERGER, David, *op. cit.*, pp. i, 16, 23-24.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. v.

Malgré l'absence de débat autour du phénomène des *super-injonctions* dans la sphère publique avant 2009, il est nécessaire de situer cette voie de décision judiciaire dans l'évolution des injonctions prohibitives – prévues par la loi portant sur les tribunaux supérieurs de 1981 (*Senior Courts Act 1981*)⁴⁶². Comme mentionné précédemment, en l'absence d'un délit d'atteinte à la vie privée en droit anglais avant l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, c'était l'action en justice pour manquement au devoir de confidentialité qui servait à la protection de la vie privée, dans certains cas⁴⁶³. Cependant, ce recours ne pouvait être intenté que lorsqu'il existait un rapport de confidentialité entre deux parties⁴⁶⁴. Par conséquent, il est possible de considérer que la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, et l'ancrage d'un ensemble de droits à la vie privée au Royaume-Uni, conformément à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme⁴⁶⁵, ont facilité le développement des *super-injonctions*⁴⁶⁶. Ce sont, en particulier, les dispositions prévues par la section 12 de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 qui définissent les limites de la liberté d'expression et prévoient les injonctions en amont de la publication⁴⁶⁷. Ces dispositions prennent en compte l'intérêt public en cas d'informations utilisées par les journalistes⁴⁶⁸. C'est dans ce contexte d'évolution rapide du droit à la vie privée que la presse a commencé à dénoncer la délivrance des injonctions prohibitives à partir de 2009, en employant le terme *super-injonction* pour la première fois en rapport avec l'affaire de déversement de déchets toxiques à Abidjan et à ses alentours⁴⁶⁹.

2.1.2. Le cas de *Trafigura* et la défense de l'intérêt public, en 2009

Dans un article du *Guardian*, publié en ligne le 12 octobre 2009, David Leigh fustige l'interdiction émise à l'encontre du journal de publier toute information relative à une question écrite, inscrite à l'ordre du jour de la Chambre des communes⁴⁷⁰. Le seul élément pouvant être

⁴⁶² *Senior Courts Act 1981*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/54/contents> [consulté en janvier 2017], article 37.

⁴⁶³ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, pp. 73-74.

⁴⁶⁴ DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 302-303.

⁴⁶⁵ MURRAY, Andrew, *op. cit.*, pp. 145-146.

⁴⁶⁶ BRENNAND, Mellisa, « The Life and Death of the Super-Injunction », in *North East Law Review*, vol. 3, 2015 [en ligne], <http://research.ncl.ac.uk/nclr/thereview/volumethree/> [consulté en février 2017], pp. 159-190, pp. 167-168.

⁴⁶⁷ *Human Rights Act 1998*, *op. cit.*, article 12.

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ GREENSLADE, Roy, « Law is Badly in Need of Reform as Celebrities Hide Secrets », *op. cit.*

⁴⁷⁰ LEIGH, David, « Guardian Gagged from Reporting Parliament », in *The Guardian*, le 12 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/oct/12/guardian-gagged-from-reporting-parliament> [consulté en décembre 2016] ; *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 19 octobre 2009 [en ligne],

révéle au sujet de l'affaire consistait en l'intervention de *Carter-Ruck*, cabinet londonien d'avocats, spécialisé dans la représentation des particuliers et des entreprises transnationales face aux médias⁴⁷¹. Pourtant, l'interdiction d'informer le public sur les débats parlementaires allait à l'encontre du droit historique de la presse à rendre compte des procédures parlementaires, dans l'intérêt public, tel qu'instauré par la loi portant sur les documents parlementaires (*Parliamentary Papers Act*) de 1840⁴⁷².

L'affaire remonte au 19 août 2006, lorsque des déchets toxiques en provenance des Pays-Bas, et appartenant à *Trafigura*, ont été déversés sans aucun traitement particulier sur dix-huit sites à Abidjan et aux alentours⁴⁷³. Considérée comme l'une des pires catastrophes du XXI^{ème} siècle, ses conséquences pour les habitants et l'environnement sont désastreuses, avec au moins dix-sept morts et plus de cent mille personnes intoxiquées recensées par les établissements sanitaires⁴⁷⁴. Les questions de responsabilité et de criminalité d'entreprise ont fait et continuent à faire débat⁴⁷⁵. L'affaire est complexe car *Trafigura* a affrété un cargo battant pavillon panaméen – le *Probo Koala* – pour le transport de ces déchets toxiques, et *Puma Energy*, sa filiale en Côte d'Ivoire, a confié le traitement à une toute nouvelle entreprise ivoirienne, *Tommy*, créée le 12 juillet 2006⁴⁷⁶. La question précise de savoir si *Trafigura* avait délibérément orchestré le déversement de déchets toxiques en Côte d'Ivoire, en août 2006, n'a jamais fait l'objet d'un procès⁴⁷⁷. Si l'entreprise donne son accord, le 13 février 2007, pour

<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmhansrd/cm091019/text/91019w0006.htm#0910197000895> [consulté en décembre 2016], colonne 1234W ; *The Guardian*, « 13 October 2009: The Guardian Gagged », le 10 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/theguardian/from-the-archive-blog/2011/jun/10/guardian190-trafigura-gag-2009> [consulté en décembre 2016].

⁴⁷¹ LEIGH, David, « Guardian Gagged from Reporting Parliament », *op. cit.*

⁴⁷² *Parliamentary Papers Act 1840*, Londres : George Eyre et Andrew Spottiswoode [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Vict/3-4/9> [consulté en décembre 2016], *capitulus* 9, article 3.

⁴⁷³ CARDESA-SALZMANN, Antonio, « The Trafigura Case: Environmental Justice Organisations, Liabilities and Trade Fact Sheet N°45 », 2012 [en ligne], <http://www.ejolt.org/wordpress/wp-content/uploads/2015/08/FS-45.pdf> [consulté en décembre 2016], pp. 1-8, p. 1 ; GRAHAM, Lucy, « Trafigura Toxic Disaster Shows the UK Needs to Get Tough on Corporate Crime », in *Amnesty International*, le 24 juillet 2015 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/07/trafigura-toxic-disaster-shows-the-uk-needs-to-get-tough-on-corporate-crime/> [consulté en septembre 2016].

⁴⁷⁴ *Fédération internationale des droits de l'homme*, « Affaire du Probo Koala : Les victimes privées de recours pour obtenir justice », le 19 avril 2011 [en ligne], <https://www.fidh.org/fr/themes/actions-judiciaires/actions-judiciaires-contre-des-etats/Affaire-Cote-d-Ivoire-dechets/Affaire-du-Probo-Koala-Les> [consulté en septembre 2016] ; *United Nations Human Rights Office of the High Commissioner*, « Ten Years on, the Survivors of Illegal Toxic Waste Dumping in Côte d'Ivoire Remain in the Dark », le 19 août 2016 [en ligne], <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20384&LangID=E> [consulté en septembre 2016].

⁴⁷⁵ *United Nations Human Rights Office of the High Commissioner*, *op. cit.*

⁴⁷⁶ WHITE, Rob, « Toxic Cities: Globalizing the Problem of Waste » in *Social Justice*, vol. 35, n° 3, 2008-2009 [en ligne], http://www.jstor.org/stable/29768503?seq=1#page_scan_tab_contents [consulté en septembre 2016], pp. 107-119, p. 109.

⁴⁷⁷ *Amnesty International* et *Greenpeace*, *The Toxic Truth*, Londres et Amsterdam : Amnesty International Publications et Greenpeace Netherlands, 2012 [en ligne] <https://www.amnesty.org/en/documents/afr31/002/2012/en/> [consulté en décembre 2016], p. 90.

s'acquitter d'une somme de 152 millions d'euros auprès du gouvernement de Côte d'Ivoire, elle obtient en échange la garantie de ne pas subir de poursuites en matière de responsabilité civile ou pénale, et de voir libérer trois membres de sa haute direction détenus par les autorités ivoiriennes⁴⁷⁸. De même, au vu des poursuites civiles entreprises, le 11 novembre 2006, par environ trente mille Ivoiriens devant la Haute Cour de justice à Londres, un règlement amiable extrajudiciaire est annoncé le 18 septembre 2009⁴⁷⁹. Cet accord implique pour *Trafigura* de s'acquitter d'une somme de vingt-huit millions de livres sterling, sans pour autant reconnaître une responsabilité quelconque⁴⁸⁰.

Seules deux procédures de portée limitée sont menées aux Pays-Bas. Dans un jugement rendu le 23 juillet 2010 par le Tribunal de District d'Amsterdam, *Trafigura* est condamné : pour avoir dissimulé la nocivité des résidus du traitement des déchets à bord du Probo Koala aux autorités portuaires d'Amsterdam ; pour avoir ensuite exporté ces déchets vers l'un des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), en violation de l'article 18(1) du règlement 259/93 du Conseil de la Communauté économique européenne⁴⁸¹. Cette disposition a pour objet de faire exécuter la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination⁴⁸². La condamnation de *Trafigura* à ces deux titres est confirmée par la Cour d'Appel d'Amsterdam, le 23 décembre 2011⁴⁸³.

Étant donné que le rôle exact joué par *Trafigura* dans ce scandale n'a jamais été complètement éclairci à l'occasion de poursuites⁴⁸⁴, l'organisation internationale à caractère non-gouvernemental *Amnesty International* conduit sa propre étude⁴⁸⁵. Elle dénonce ainsi le

⁴⁷⁸ CARDESA-SALZMANN, Antonio, *op. cit.*, p. 4.

⁴⁷⁹ BBC, « Firm Agrees Ivorian Waste Payouts », le 20 septembre 2006 [en ligne] <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8265193.stm> [consulté en décembre 2016] ; CARDESA-SALZMANN, Antonio, *op. cit.*, p. 4 ; LEIGH, David, « Trafigura Offers £1000 Each to Toxic Dumping Victims », in *The Guardian*, le 18 septembre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2009/sep/18/trafigura-victims-compensation-offer> [consulté en septembre 2016].

⁴⁸⁰ *Ibid.*

⁴⁸¹ *Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal*, signé le 22 mars 1989 [en ligne], <http://www.basel.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/1275/Default.aspx> [consulté en décembre 2016] ; CARDESA-SALZMANN, Antonio, *op. cit.*, p. 7 ; EVANS, Rob, « Trafigura Fined €1m For Exporting Toxic Waste to Africa », in *The Guardian*, le 23 juillet 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/23/trafigura-dutch-fine-waste-export> [consulté en décembre 2016] ; *Tribunal d'arrondissement d'Amsterdam*, jugement du 23 juillet 2010 : 13/846003-06 (PROMIS), [en ligne], <https://uitspraken.rechtspraak.nl/#zoekverfijn/ljn=BN2149&so=Relevance> [consulté en décembre 2016].

⁴⁸² *Ibid.*

⁴⁸³ *Cour d'appel d'Amsterdam*, jugements du 23 décembre 2011: 23-003334-10 et 23-003335-10 [en ligne], <http://zoeken.rechtspraak.nl/ResultPage.aspx> [consulté en décembre 2016].

⁴⁸⁴ *Amnesty International* et *Greenpeace*, *op. cit.*, pp. 9-10.

⁴⁸⁵ *Amnesty International*, « UK Giving Green Light for Corporate Crime », le 23 juillet 2015 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/07/uk-giving-green-light-for-corporate-crime/> [consulté en décembre 2016] ; *Amnesty International*, « Côte d'Ivoire: Trafigura Unrepentant 10 Years After Toxic Waste Dump », le 19 août 2016 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/08/trafigura-unrepentant-10->

refus d'enquêtes de diverses autorités britanniques : le service des poursuites judiciaires de la Couronne, la police de la métropole du Grand Londres et l'Agence de l'environnement⁴⁸⁶. Elle conclut qu'en raison de l'absence des outils, expertises et ressources nécessaires aux poursuites – situation admise par les autorités britanniques – ces dernières laissent la porte ouverte à la criminalité des entreprises opérant sur la scène internationale⁴⁸⁷.

C'est le 11 septembre 2009, soit huit jours avant l'intervention de l'accord amiable extrajudiciaire susmentionné, que le cabinet juridique *Carter-Ruck* obtient une *super-injonction* interdisant au *Guardian* de publier le rapport Minton⁴⁸⁸. Cette étude avait été réalisée par John Minton, employé d'une société d'expertise, à la commande du cabinet d'avocats *Waterson Hicks*⁴⁸⁹. C'est le fait d'avoir recouru aux services d'un cabinet d'avocats pour l'obtention du rapport, qui permet à *Trafigura* de se prévaloir d'un lieu de confidentialité⁴⁹⁰. Le rapport Minton fait état de l'impact environnemental probable des déchets toxiques s'ils venaient à être déversés sur certains sols à Abidjan et ses alentours⁴⁹¹. Dans son jugement, le juge David Maddison considère qu'en raison de la nature confidentielle du rapport, le droit à la vie privée, telle qu'elle est protégée par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, fait pencher la balance en faveur de la demande d'injonction en amont de la publication, plutôt que de la liberté d'expression prévue par l'article 10 de cette même convention⁴⁹².

Dans ce jugement de neuf pages, quatre sont dédiées à une analyse des échanges de courriels électroniques entre le *Guardian*, John Minton, et *Carter-Ruck*, pour conclure, en accord avec ces derniers, que le journal a eu accès au rapport Minton par le biais d'un ou plusieurs lanceurs d'alerte⁴⁹³. À l'opposé, moins d'une page est consacrée aux questions relatives à la liberté d'expression dans l'intérêt public⁴⁹⁴. Malgré les arguments de la défense

years-after-toxic-waste-dump/ [consulté en décembre 2016] ; BALL, James et DAVIES, Harry, « UK Authorities 'Lack Resources' to Investigate Trafigura Over Toxic Waste », in *The Guardian*, le 23 juillet 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2015/jul/23/uk-authorities-lack-resources-to-investigate-trafigura-over-toxic-waste> [consulté en décembre 2016].

⁴⁸⁶ *Ibid.*

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ *Wikileaks*, « Minton Report: Trafigura Toxic Dumping Along the Ivory Coast Broke EU Regulations », le 14 septembre 2016, dernière mise à jour le 15 octobre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Minton_report:_Trafigura_toxic_dumping_along_the_Ivory_Coast_broke_EU_regulations,_14_Sep_2006 [consulté en septembre 2016].

⁴⁸⁹ MINTON, John, *RE: Caustic Tank Washings, Abidjan, Ivory Coast* [courriel], le 14 septembre 2006, archivé par *Wikileaks* [en ligne], <https://file.wikileaks.org/file/waterson-toxicwaste-ivorycoast-%C3%A92009.pdf> [consulté en septembre 2016].

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ *Ibid.*

⁴⁹² *RJW v Guardian News and Media Limited [2009] EWHC 2540 (QB)*, jugement du 11 septembre 2009 [en ligne], <https://inform.files.wordpress.com/2011/10/justice-maddison-judgment-transcript-6.pdf> [consulté en janvier 2017], p. 9, para. 25.

⁴⁹³ *Ibid.*, pp. 3-6.

⁴⁹⁴ *Ibid.*, p. 9.

en faveur du principe de publicité de la justice et de l'intérêt public, le juge a rendu anonyme, non seulement l'identité des requérants, mais l'existence même de l'injonction, d'où sa qualification de *super-injonction* par le journal⁴⁹⁵.

Cependant, l'efficacité de cette *super-injonction* reste en pratique réduite. Si *Trafigura* obtient la suppression de toute référence au rapport Minton de la part des médias traditionnels par le biais de plusieurs actions judiciaires en 2009, elle n'est pas en mesure d'empêcher la révélation de cette censure par *Wikileaks*⁴⁹⁶. Cette organisation médiatique multinationale à but non-lucratif, connue pour la publication de documents secrets provenant de sources anonymes, rend public le rapport Minton sur son site internet dès le 14 septembre 2009⁴⁹⁷. Par ailleurs, elle publie, le 13 octobre 2009, un article du *Independent* qui avait été précédemment supprimé du site du journal à la demande de *Trafigura* au motif qu'il s'appuyait en partie sur les conclusions du rapport Minton⁴⁹⁸. De plus, *Wikileaks* divulgue, le même jour, les détails d'une affaire liée en Norvège⁴⁹⁹. En effet, *NRK*, société de radio et télédiffusion publique norvégienne, avait déjà publié le rapport Minton sur son site internet, un mois avant la *super-injonction* prononcée à l'encontre du *Guardian*, ainsi qu'un échange de courriels entre *NRK* et un cabinet d'avocats représentant *Trafigura* en Norvège, *Simonsen Vogt et Wiig*⁵⁰⁰. Cet échange concernait une investigation criminelle policière à l'encontre de *Trafigura*, accusé d'avoir importé illégalement

⁴⁹⁵ *Ibid.*, pp. 6-7.

⁴⁹⁶ Voir à ce sujet deux affaires à l'encontre de la *British Broadcasting Corporation* et le *Times* : *Wikileaks*, « Censored BBC World Service Radio Broadcast 'Killer Toxic Waste' on the Trafigura Scandal, 14th May 2009 », le 18 décembre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Censored_BBC_World_Service_radio_broadcast_%22Killer_toxic_waste%22_on_the_Trafigura_scandal,_14_May_2009 [consulté en janvier 2017] ; *Wikileaks*, « Updated Secret Gag on UK Times Preventing Publication of Minton Report into Toxic Waste Dumping, 16 October 2009 », le 16 octobre 2009 [en ligne],

https://wikileaks.org/wiki/Updated_secret_gag_on_UK_Times_preventing_publication_of_Minton_report_into_toxic_waste_dumping,_16_Oct_2009 [consulté en janvier 2017] ; *Wikileaks*, « Removed Times UK Story on Trafigura: Big Profits From a Very Dirty Business Encourages Corruption and Broken Treaties, 18 July 2009 », le 17 décembre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Removed_Times_UK_story_on_Trafigura:_Big_profits_from_a_very_dirty_business_encourages_corruption_and_broken_treaties,_18_Jul_2009 [consulté en janvier 2017].

⁴⁹⁷ MINTON, John, *op. cit.*

⁴⁹⁸ MILMO, Cahal, « Toxic Shame: Thousands Injured in African City », in *The Independent*, le 17 septembre 2009, archivé par *Wikileaks* [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/The_Independent:_Toxic_Shame:_Thousands_injured_in_African_city,_17_Sep_2009 [consulté en janvier 2017].

⁴⁹⁹ *Wikileaks*, « Trafigura Threats to Norwegian Press Over Minton Report Exposing Toxic Dumping, September 2009 », le 13 octobre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Trafigura_threats_to_Norwegian_press_over_Minton_report_exposing_toxic_dumping,_Sep_2009 [consulté en janvier 2017].

⁵⁰⁰ BAKKE, Synnove et KNUDSSON, Kjersti, « Trafigura and the Minton Report », in *NRK*, dernière mise à jour le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.nrk.no/dokumentar/trafigura-and-the-minton-report-1.6816347> [consulté en janvier 2017] ; BAKKE, Synnove et KNUDSSON, Kjersti, « A Spreading of Toxic Gags », in *The Guardian*, le 26 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/oct/26/spreading-toxic-injunctions> [consulté en janvier 2017].

des déchets toxiques vers la Norvège en octobre 2006⁵⁰¹. Par ailleurs, la Cour suprême de Norvège avait rendu, en mars 2007, une décision qui avait pour effet de rendre impossible en pratique les injonctions en amont de la publication par la suite⁵⁰². L'affaire impliquait de déterminer si une injonction interdisant la diffusion d'un documentaire télévisé, relatif aux méthodes policières employées lors d'une enquête, était contraire à l'article 100 de la Constitution de Norvège ou l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme⁵⁰³. Il est à noter que *NRK* avait diffusé le documentaire malgré l'interdiction⁵⁰⁴. L'avocat-conseil, Jon Wessel-Aas, encourage la presse britannique à suivre l'exemple norvégien en défiant une telle injonction en amont de la publication, c'est-à-dire à prendre le risque d'être poursuivi pour outrage au tribunal, afin d'insister sur l'incompatibilité d'une telle ordonnance avec le droit des médias à informer le public⁵⁰⁵.

L'efficacité de l'interdiction faite au *Guardian* de publier toute information relative à une question inscrite à l'ordre du jour de la Chambre des communes, le 12 octobre 2009, est également atténuée par les actions de certains abonnés du réseau social de microblogage en ligne *Twitter*, ainsi que d'autres bloggeurs indépendants⁵⁰⁶. Ces derniers trouvent et relayent rapidement l'information dans la nuit du 12 au 13 octobre 2009⁵⁰⁷. Compte tenu de l'intérêt accru des internautes pour cette affaire, du partage instantané par le biais d'Internet, et d'un appel formée par le *Guardian* devant la Haute Cour, *Carter-Ruck* retire, aux alentours de midi le 13 octobre, sa sommation de ne pas rapporter la question parlementaire⁵⁰⁸. Einar Thorsen, universitaire spécialiste du journalisme et de la communication, conclut que la réactivité des internautes est devenue un sujet d'actualité en soi et peut être qualifiée de méta-journalisme⁵⁰⁹. D'après Alan Rusbridger, c'est grâce aux efforts du journal, et ceux de nouveaux médias

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² *Cour suprême de Norvège, Injonction. Television program about police methods of investigation, HR-2007-00506-A, n° d'affaire 2006/1694, le 14 mars 2007 [en ligne], <https://www.domstol.no/en/Enkelt-domstol/Norges-Hoyesterett/Summary-of-Recent-Supreme-Court-Decisions/Summary-of-Supreme-Court-Decisions-2007/> [consulté en décembre 2016] ; WESSEL-AAS, Jon, « Could a Little Media Civil Disobedience Kill British Law's Injunction Monster? », le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.journalism.co.uk/news-commentary/-could-a-little-media-civil-disobedience-kill-british-law-s-injunction-monster-/s6/a536131/> [consulté en décembre 2016].*

⁵⁰³ *Ibid.*

⁵⁰⁴ *Ibid.*

⁵⁰⁵ WESSEL-AAS, Jon, *op. cit.*

⁵⁰⁶ LEIGH, David, « Trafigura Drops Bid to Gag Guardian Over MP's Question », in *The Guardian*, le 13 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/oct/13/trafigura-drops-gag-guardian-oil> [consulté en décembre 2016] ; LEIGH, David, « Guardian Gagged From Reporting Parliament », *op. cit.*

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ *Ibid.*

⁵⁰⁹ THORSEN, Einar, « Citizen Participation and Remediation Across Media », in JENSEN, Jakob Linnaa, MORTENSEN, Mette et ORMEN, Jacob (eds.), *News Across Media: Production, Distribution and Consumption*, Londres et New York: Routledge, 1^{re} édition, 2016, pp. 48-66, pp. 53-57.

comme *Twitter*, que les tentatives de *Trafigura* pour rester anonyme ont conduit à sa notoriété massive dans cette affaire⁵¹⁰.

La faible efficacité de la *super-injonction* obtenue pour *Trafigura* au sujet du rapport Minton s'explique aussi par les privilèges parlementaires dont disposent les députés britanniques : leur droit à la liberté d'expression est très développé, depuis la déclaration des droits de 1688 en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles⁵¹¹. En effet, les députés ne peuvent pas être sanctionnés pour les propos qu'ils tiennent dans le cadre des travaux parlementaires⁵¹². Lorsqu'un parlementaire décide de révéler l'existence d'une *super-injonction* ainsi que l'identité des parties, il contourne une décision d'anonymat émise par un juge, s'immisçant ainsi dans le judiciaire en dépit du principe de séparation des pouvoirs. Cependant, comme l'explique le rapport de la commission parlementaire mixte sur le droit à la vie privée et les injonctions, publié le 12 mars 2012, il s'agit d'un procédé très rare⁵¹³. Compte tenu des difficultés à définir des mesures de limitation à cet égard, il est jugé préférable de laisser les députés décider au cas par cas au vu de l'intérêt public⁵¹⁴.

C'est Paul Farrelly, député travailliste de Newcastle-under-Lyne, qui pose la question suivante à l'attention du Ministre de la Justice :

Paul Farrelly : Demander au Ministre de la justice (1) quel bilan il a fait de l'efficacité de la législation destinée à protéger (a) les lanceurs d'alerte et (b) la liberté de la presse aux injonctions obtenues en Haute Cour par (i) Barclays et les avocats Freshfields le 19 mars 2009 au sujet de la publication de rapports internes de Barclays détaillant des techniques supposées d'évasion fiscale et (ii) Trafigura et les avocats Carter Ruck le 11 septembre 2009 au sujet de la publication du rapport Minton concernant le déversement supposé de déchets toxiques en Côte d'Ivoire, commandé par Trafigura ; [293006] (2) quel bilan il dresse au sujet des conséquences du jugement rendu par la Cour d'Appel en mai 2009 relatif à l'affaire de Michael Napier et Irwin Mitchell v Pressdram Limited pour ce qui est de la liberté de la presse à rendre compte des procédures judiciaires [292409].⁵¹⁵

⁵¹⁰ RUSBRIDGER, Alan, « The Trafigura Fiasco Tears up the Textbook », in *The Guardian*, le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/libertycentral/2009/oct/14/trafigura-fiasco-tears-up-textbook> [consulté en décembre 2016].

⁵¹¹ *Bill of Rights 1688*, in *The National Archives* [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/aep/WillandMarSess2/1/2/introduction> [consulté en décembre 2016], article 9.

⁵¹² *Ibid.*

⁵¹³ *House of Lords House of Commons Joint Committee on Privacy and Injunctions, Privacy and Injunctions*, HL Paper 273/HC 1443, Londres : The Stationery Office Limited, le 12 mars 2012 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/jt201012/jtselect/jtprivinj/273/273.pdf> [consulté en août 2013], pp. 47-53.

⁵¹⁴ *Ibid.*

⁵¹⁵ « **Paul Farrelly**: To ask the Secretary of State for Justice (1) what assessment he has made of the effectiveness of legislation to protect (a) whistleblowers and (b) press freedom following the injunctions obtained in the High Court by (i) Barclays and Freshfields solicitors on 19 March 2009 on the publication of internal Barclays reports documenting alleged tax avoidance schemes and (ii) Trafigura and Carter Ruck solicitors on 11 September 2009 on the publication of the Minton report on the alleged dumping of toxic waste in the Ivory Coast, commissioned

Malgré l'interdiction, il dévoile ainsi l'existence et la nature de l'acte judiciaire obtenu par *Trafigura* le 11 septembre 2009, tout en soulignant le droit de la presse à rendre compte des procédures judiciaires ainsi que le rôle des lanceurs d'alerte⁵¹⁶. La comparaison qu'il établit avec une affaire concernant *Barclays* est intéressante compte tenu de l'intérêt public : cette banque multinationale basée à Londres avait obtenu une injonction le 19 mars 2009, lorsqu'elle était accusée d'évasion fiscale en rapport avec un incident remontant à 2007⁵¹⁷. L'existence de cette injonction avait été révélée devant la Chambre des lords le 26 mars 2009 par Lord Matthew Oakshott, alors porte-parole libéral-démocrate du Ministère des finances⁵¹⁸. Contrairement à l'affaire de *Trafigura*, il s'agissait d'une injonction en aval de la publication, car le *Guardian* et le *Sunday Times* avaient déjà publié des notes de service internes de *Barclays*. Par ailleurs, la banque n'avait pas cherché à empêcher les organes de presse de rendre compte des travaux parlementaires lorsque Oakshott avait évoqué l'affaire devant la Chambre des lords⁵¹⁹.

Paul Farrelly était journaliste chez l'agence internationale *Reuters*, puis rédacteur en chef adjoint économique pour l'*Independent on Sunday*, et enfin rédacteur en chef des nouvelles locales pour le journal dominical *The Observer*, avant d'être élu parlementaire⁵²⁰. Par conséquent, il comprenait parfaitement les conséquences de sa révélation de la *super-injonction* au sujet du rapport Minton. Sur son site internet, il se présente comme l'un de ces journalistes d'investigation tenaces, de ces héros improbables qui se battent pour divulguer des actes répréhensibles et en faire porter la responsabilité par leurs auteurs, même si les obstacles semblent être insurmontables :

Pendant toute cette période-là, j'étais l'un de ces journalistes qui incommode, qui posait des questions gênantes et qui essayait chaque fois que possible de

by *Trafigura*; [293006] (2) what assessment he has made of the implications of the Court of Appeal judgment in May 2009 in the case of Michael Napier and Irwin Mitchell v. Pressdram Limited in respect of press freedom to report proceedings in court [292409] » : *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 19 octobre 2009, *op. cit.*, colonne 1234W.

⁵¹⁶ *Ibid.*

⁵¹⁷ EVANS, Rob, « How the Guardian was Gagged from Revealing Barclays Tax Secrets », in *The Guardian*, le 18 février 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/feb/18/guardian-barclays-tax-secrets> [consulté en décembre 2016] ; *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 19 octobre 2009, *op. cit.*, colonne 1234W ; JONES, Sam et LEIGH, David, « Guardian Loses Legal Challenge Over Barclays Documents Gaggling Order », in *the Guardian*, le 19 mars 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/business/2009/mar/19/barclays-tax-guardian-injunction> [consulté en décembre 2016].

⁵¹⁸ *Ibid.*

⁵¹⁹ EVANS, Rob, « How the Guardian was Gagged from Revealing Barclays Tax Secrets », *op. cit.*

⁵²⁰ FARRELLY, Paul, « About Paul », date non indiquée [en ligne], <http://www.paulfarrelly.com/about-paul-farrelly.aspx> [consulté en décembre 2016].

*démasquer les méfaits – quelque chose que j’ai toujours essayé de poursuivre lors de mon travail en tant que député aussi.*⁵²¹

En effet, la manière dont Farrelly aborde le sujet des *super-injonctions* par cette question parlementaire est révélatrice de l’importance qu’il attache au partage de l’information en vue de nourrir le débat dans la sphère publique, en accord avec son expérience du journalisme. Sa question est tournée de manière à formuler une critique, en demandant au Ministre de la Justice de rendre compte de l’impact de deux injonctions obtenues par *Trafigura* et *Barclays* au regard de la législation en faveur de la protection des lanceurs d’alerte, de la liberté de la presse ainsi que du droit historique de la presse à rendre compte des procédures judiciaires⁵²².

La réponse apportée par Jack Straw, alors Ministre de la Justice, ne comporte pas le bilan demandé⁵²³. Cela semble confirmer la complexité des rapports entre le développement rapide du droit à la vie privée depuis l’entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l’homme de 1998, l’émergence des *super-injonctions*, et un impact sur la liberté de la presse et la protection des lanceurs d’alerte. Dans le cadre du traitement d’une autre question parlementaire par Farrelly le 15 octobre 2009, au sujet de l’absence de transparence relative au nombre de *super-injonctions*, il est confirmé que le chiffre est inconnu, car la Haute Cour d’Angleterre et du Pays de Galles ne distingue pas ces affaires des autres requêtes⁵²⁴. Par ailleurs, il est constaté qu’aucune modification en ce sens de la base des données n’est prévue :

Paul Farrelly : *Demander au Ministre de la justice s’il (a) recueillera et (b) publiera les statistiques correspondant au nombre d’injonctions qui n’ont pas à être signalées et délivrées par la Haute Cour pour chacune des cinq dernières années.* [293012]

Bridget Prentice : *L’information demandée n’est pas disponible. La Haute Cour recueille les chiffres correspondant aux requêtes, cependant les injonctions ne sont pas identifiables séparément, et il n’existe pas actuellement de projets pour modifier les bases de données à cet effet.*⁵²⁵

⁵²¹ « Throughout, I was also one of those troublesome investigative journalists, asking awkward questions and trying wherever possible to expose wrongdoing - something I have always tried to keep up while in my job as an MP, too » : *Ibid.*

⁵²² Paul Farrelly fait référence ici la décision judiciaire suivante : *Michael Napier, Irwin Mitchell – and – Pressdram Limited [2009] EWHC 39 (QB)*, le 19 mai 2009 [en ligne], <http://www.5rb.com/wp-content/uploads/2013/10/Napier-v-Pressdram-CA-9-May-2009.pdf> [consulté en décembre 2016].

⁵²³ *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 19 octobre 2009, *op. cit.*, colonne 1234W.

⁵²⁴ *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 15 octobre 2009 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmhansrd/cm091015/text/91015w0005.htm#09101544000898> [consulté en décembre 2016], colonne 1010W.

⁵²⁵ « **Paul Farrelly**: To ask the Secretary of State for Justice if he will (a) collect and (b) publish statistics on the number of non-reportable injunctions issued by the High Court in each of the last five years. [293012]

Bridget Prentice: The information requested is not available. The High Court collects figures on applications, however injunctions are not separately identifiable, and there are currently no plans to amend databases to do so»: *Ibid.*

Cependant, suite à l'irruption de l'affaire *Trafigura* sur la scène publique le 13 octobre 2009, la commission judiciaire relative aux *super-injonctions* recommande la réalisation d'une étude par le service des Cours et des tribunaux de Sa Majesté et son statisticien en chef⁵²⁶. Il s'agit de déterminer la faisabilité de la création et de la maintenance d'une base de données qui permettrait : d'une part, d'isoler le nombre d'injonctions d'anonymisation des parties et de celles pouvant être qualifiées de *super-injonctions* ; et d'autre part, de se prononcer sur la possibilité d'une publication annuelle des statistiques pertinentes⁵²⁷. Ces mesures sont mises en œuvre à partir du 15 mars 2012⁵²⁸. Le Ministère de la justice rend publiques ainsi des statistiques biannuelles concernant le nombre de demandes d'injonctions prohibitives auprès de la Haute Cour à Londres, et qui remontent au mois d'août 2011⁵²⁹. D'après ces chiffres, aucune *super-injonction* n'a été accordée depuis 2011⁵³⁰, mais les statistiques sont à considérer avec précaution, car, pour l'année 2016 par exemple, trois demandes d'injonctions sont rapportées, alors qu'il y a eu cinq jugements en audience publique au sujet de telles demandes⁵³¹. Par conséquent, la question de la sous-évaluation se pose⁵³².

L'affaire *Trafigura* est exceptionnelle, car, malgré l'interdiction persistante de faire référence au rapport Minton, le *Guardian* a obtenu le droit de rendre compte des débats parlementaires au sujet de la *super-injonction*, grâce à l'intervention d'un parlementaire et au partage rapide des informations par des internautes dans la blogosphère. Cependant, le rôle de *Trafigura* dans le dépôt de déchets toxiques en Côte d'Ivoire n'a jamais été traité pleinement par les médias au Royaume-Uni, comme en témoignent les pressions exercées pour faire supprimer toute référence au rapport Minton par le biais de plusieurs litiges⁵³³. Dans le cadre du dépôt d'une motion de débat parlementaire d'urgence (*early day motion*) en mai 2010, Caroline Lucas, pair écologiste de Brighton, souligne que cet effet « glaçant » sur la liberté des

⁵²⁶ NEUBERGER, David, *op. cit.*, p. vi.

⁵²⁷ *Ibid.*

⁵²⁸ *Ministry of Justice*, « Statistics on Privacy Injunctions », le 27 septembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/statistics/statistics-on-privacy-injunctions-earlier-editions-in-the-series> [consulté en octobre 2016].

⁵²⁹ *Ibid.*

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ *The International Forum for Responsible Media Blog*, « News: Privacy Injunction Statistics for 2016, Three Applications Recorded, Statistics Incomplete », le 28 avril 2017 [en ligne], <https://inform.wordpress.com/2017/04/28/news-privacy-injunction-statistics-for-2016-three-applications-recorded-statistics-incomplete/> [consulté en avril 2017].

⁵³² *Ibid.*

⁵³³ *Wikileaks*, « Censored BBC World Service Radio Broadcast 'Killer Toxic Waste' on the Trafigura Scandal, 14th May 2009 », *op. cit.* ; *Wikileaks*, « Removed Times UK Story on Trafigura : Big Profits from a Very Dirty Business Encourages Corruption and Broken Treaties, 18 July 2009 », *op. cit.* ; *Wikileaks* « Updated Secret Gag on UK Times Preventing Publication of Minton Report into Toxic Waste Dumping, 16 October 2009 » *op. cit.*

médias est dû à l'état de la législation sur la diffamation⁵³⁴. Elle appelle, en conséquence, à une réforme de la législation en matière de diffamation en faveur de la liberté des médias⁵³⁵. Même si la plupart des motions sans date butoir ne parviennent pas à être débattues, le dépôt de ce type de proposition permet d'attirer l'attention sur une cause ou un événement particulier⁵³⁶.

Par ailleurs, dans un article publié le 18 septembre 2010, Alan Rusbridger constate qu'il n'est pas difficile de réduire au silence de nombreux organes de presse en Angleterre et au Pays de Galles, en raison des frais très élevés que doit avancer un journal pour faire face à la menace de poursuites en diffamation⁵³⁷. Il fait allusion à une étude conduite par l'Université d'Oxford, datant de 2008, qui montre que les juridictions d'Angleterre et du Pays de Galles figurent en tête des douze pays européens examinés, lorsque sont comparés les frais de justice que doit supporter la partie défenderesse perdante⁵³⁸. De plus, la partie défenderesse est en pratique incitée à accepter une résolution extrajudiciaire à l'amiable, puisqu'elle peut ainsi économiser jusqu'à soixante fois le montant des dommages et intérêts réclamés par un requérant ayant souscrit à une convention d'honoraires conditionnelles⁵³⁹. L'étude conclut qu'en cas de litige, les organes des médias en Angleterre et au Pays de Galles sont les plus fortement incités à parvenir à un accord extrajudiciaire à l'amiable, et qu'ils sont les plus susceptibles de s'autocensurer en amont de la publication⁵⁴⁰. Cette situation est confirmée également par la commission parlementaire sur la culture, les médias et les sports⁵⁴¹. Par conséquent, l'un des objectifs de la loi portant sur la diffamation de 2013 (*Defamation Act 2013*) est de prévoir une défense législative en faveur de la publication, destinée à se substituer aux seuls principes établis par la jurisprudence⁵⁴².

⁵³⁴ LUCAS, Caroline, *Early Day Motion 118: Trafficking and Shipping Hazardous Waste to the Ivory Coast*, le 27 mai 2010 [en ligne], <http://www.parliament.uk/edm/2010-12/118> [consulté en décembre 2016].

⁵³⁵ *Ibid.*

⁵³⁶ *UK Parliament Publications and Records*, « Early Day Motions », date non indiquée [en ligne], <http://www.parliament.uk/edm> [consulté en décembre 2016].

⁵³⁷ RUSBRIDGER, Alan, « How to Stifle the Press », in *The Spectator*, le 18 septembre 2010 [en ligne], <https://www.spectator.co.uk/2010/09/how-to-stifle-the-press/> [consulté en septembre 2016].

⁵³⁸ *Programme in Comparative Media Law and Policy Centre for Socio-Legal Studies, A Comparative Study of Costs in Defamation Proceedings Across Europe*, Oxford : University of Oxford, décembre 2008 [en ligne], <http://pcmlp.socleg.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2014/12/defamationreport.pdf> [consulté en décembre 2016], p.181.

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ *Ibid.*

⁵⁴¹ *House of Commons Culture Media and Sports Committee, Press Standards, Privacy and Libel*, HC 362-I et HC362-II, le 9 février 2010 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm/cmcmds.htm> [consulté en décembre 2016], pp. 61-64.

⁵⁴² *Defamation Act 2013*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2013/26/contents/enacted> [consulté en janvier 2017], article 4 ; DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 280-283, 310-311.

Somme toute, la *super-injonction* obtenue par *Trafigura* le 11 septembre 2009, et interdisant au *Guardian* de publier le rapport Minton relatif aux conséquences du dépôt de déchets toxiques en Côte d'Ivoire, malgré le fort intérêt public de cette affaire⁵⁴³, marque le début d'une véritable campagne médiatique contre cette forme de censure, et qui arrive à son apogée en 2011.

2.2. La défiance de la presse traditionnelle et des internautes

Il convient, ici, d'examiner les cas des injonctions prohibitives obtenues par les footballeurs John Terry et Ryan Giggs, en 2010 et 2011 respectivement, et la campagne médiatique consécutive à l'encontre ce type de procédure judiciaire. En effet, les tentatives d'empêcher la divulgation de ces affaires a pour effet, malgré elle, d'en accroître l'intérêt. Par conséquent, il est nécessaire de voir comment le degré d'efficacité de ces injonctions prohibitives est atténué, et quelles en sont les conséquences pour la politique publique concernant la liberté de la presse.

2.2.1. L'efficacité mitigée des *super-injonctions* : le cas de John Terry, en 2010

La deuxième grande affaire à alimenter la polémique autour des *super-injonctions* concerne la révélation d'une affaire extraconjugale impliquant John Terry, alors capitaine de l'équipe de football d'Angleterre, et Vanessa Perroncel, ancienne compagne de l'un de ses coéquipiers, Wayne Bridge⁵⁴⁴. Le 22 janvier 2010, Terry obtient une *super-injonction* empêchant la publication de toute information relative à cette affaire, supposée avoir eu lieu en 2009⁵⁴⁵. S'il n'y a aucun défendeur dans le cadre de cette action en justice, *News Group Newspapers*, alors éditeur du tabloïd dominical *The News of the World*, est cité dans les preuves présentées au juge⁵⁴⁶. Par conséquent, il est à imaginer que Terry s'inquiétait d'une éventuelle publication de la part de cet éditeur, mais ne souhaitait pas donner l'occasion au journal de présenter sa défense devant le juge. Comme cela sera souligné plus loin, la presse présente cette *super-injonction* comme une décision judiciaire permanente, alors qu'il s'agit d'une mesure

⁵⁴³ *RJW v Guardian News and Media Limited [2009] EWHC 2540 (QB)*, injonction, *op. cit.*

⁵⁴⁴ *BBC*, « John Terry: Defining Moments of Chelsea Captain's Career », le 17 avril 2017 [en ligne], <http://www.bbc.com/sport/football/36239434> [consulté en avril 2017].

⁵⁴⁵ *John Terry (previously referred to as 'LNS') and Persons Unknown, [2010] EWHC 119 (QB)*, le 30 janvier 2010 [en ligne], <http://www.5rb.com/case/terry-previously-lns-v-persons-unknown/> [consulté en février 2017].

⁵⁴⁶ *Ibid.*, p. 2.

provisoire : cette injonction n'est accordée que dans l'attente d'une décision finale du juge chargé de l'affaire, Michael Tugendhat, survenue sept jours plus tard⁵⁴⁷. En effet, le jugement final du 29 janvier 2010 a pour effet d'annuler la *super-injonction* en question⁵⁴⁸.

Cependant, l'efficacité de cette *super-injonction*, durant les sept jours de sa validité, est fortement limitée par l'action de la presse traditionnelle et des internautes, notamment dans la blogosphère⁵⁴⁹. Le 29 janvier 2010, soit quelques heures avant la décision d'annulation de la *super-injonction* en vigueur, le *Daily Mail* publie un court article révélant l'existence de celle-ci malgré l'interdiction⁵⁵⁰. Il fait allusion au bénéficiaire de cette injonction, en suggérant que celui-ci pouvait être le capitaine de la meilleure équipe de football du pays⁵⁵¹. Par ailleurs, il fait de l'identité de l'époux adultère une énigme à résoudre, comme en témoigne l'image accompagnant le texte : une photo générique du type profil réseaux sociaux, faisant apparaître l'ombre noire d'un inconnu sur fond bleu, accompagné de la mention « mystère »⁵⁵².

L'article du *Daily Mail* critique vivement le bien-fondé de la *super-injonction*, en soutenant qu'il s'agit moins de protéger le droit à la vie privée que la réputation du requérant, afin de préserver ses intérêts financiers et ceux de son employeur⁵⁵³. Il est présumé que le comportement d'un footballeur en dehors du terrain de jeu revêt une grande importance, car : d'une part, son succès financier est lié à son rôle de modèle aux yeux du public ; d'autre part, toute tentative de cacher une affaire extraconjugale revient à remettre en cause la bonne réputation de l'ensemble des co-équipiers et « jette une ombre sur ses irréprochables co-équipiers »⁵⁵⁴. Cette affirmation semble traduire une valeur relationnelle d'après laquelle les compétences du sportif de haut niveau sur le terrain et son comportement dans la vie privée sont indivisibles.

L'octroi d'une *super-injonction* au bénéfice de Terry est présenté, dans cet article, comme le signe d'une situation désastreuse pour la liberté de la presse, à travers un vocabulaire évoquant le danger, la collision et l'homicide, associant la justice britannique au dérapage voire à l'ingérence dans les prérogatives du législatif : « La justice dévie de manière périlleuse [...] C'était là encore un autre clou enfoncé dans le cercueil de la liberté d'expression en Grande-

⁵⁴⁷ *Ibid.*

⁵⁴⁸ *Ibid.*

⁵⁴⁹ STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, op. cit., p. 89.

⁵⁵⁰ *The Daily Mail*, « Justice Veering in a Dangerous Direction », le 29 janvier 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-1246933/MAIL-COMMENT-Privacy-law-dangerous-direction.html> [consulté en décembre 2016].

⁵⁵¹ *Ibid.*

⁵⁵² *Ibid.*

⁵⁵³ *Ibid.*

⁵⁵⁴ « [...] casts a shadow over his blameless team mates » : *Ibid.*

Bretagne »⁵⁵⁵. Il s'agit pour le journal de se réapproprier la métaphore du dernier clou, en dressant l'image d'un clou supplémentaire, signe, dans ce contexte, d'une campagne soutenue à l'encontre de la presse. La liberté de la presse est présentée comme une victime moribonde, dont la disparition serait de la responsabilité d'une Justice élitiste, anti-démocratique, et qui excéderait ses pouvoirs : « [...] le développement d'une loi portant sur la vie privée, insidieuse et générée par les juges, et qui protège les riches et les puissants, et qui n'a jamais été discutée au Parlement »⁵⁵⁶. L'agent grammatical n'est pas explicité ici, mais fait l'objet d'une nominalisation, intégrant ainsi les juges au nom composé « judge-created privacy law », et soulignant clairement leur responsabilité⁵⁵⁷.

Au-delà de la défiance vis-à-vis de la *super-injonction* obtenue par John Terry, cet article du *Daily Mail* s'inscrit dans une ligne éditoriale critique bien établie, comme en témoigne la position exprimée par son rédacteur en chef, Paul Dacre⁵⁵⁸. Dans une allocution inaugurale de la conférence annuelle de la Société des rédacteurs des journaux, à Bristol le 9 novembre 2008, il défend la conception d'une presse libre, depuis la nuit des temps, d'exposer et de porter des jugements de type moral sur des malfaiteurs⁵⁵⁹. L'objectif serait ainsi de responsabiliser ces derniers et de répondre aux attentes du lectorat telles qu'elles seraient confirmées par les chiffres de vente⁵⁶⁰. Pour reprendre la catégorisation relevant du processus de « nommer et dénoncer » (*naming and shaming*) dans les pratiques médiatiques, proposée par l'universitaire juriste Jacob Rowbottom, trois objectifs non mutuellement exclusifs se dégagent : une volonté de punir l'accusé sous forme de publicité négative, d'informer le public afin de permettre à chacun de formuler son propre avis, et de critiquer l'accusé, au même titre que toute autre personne⁵⁶¹.

En ce qui concerne la focalisation sur le rôle de la Justice, Dacre pointe du doigt un seul responsable, l'ancien juge de la Haute Cour, spécialiste du droit des médias et des technologies

⁵⁵⁵ « Justice veering in a dangerous direction [...] Yet another nail was hammered into the coffin of Britain's freedom of expression » : *Ibid.*

⁵⁵⁶ « [...] the development of an insidious and judge-created privacy law that protects the rich and powerful and has never been debated by Parliament » : *Ibid.*

⁵⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁵⁸ DACRE, Paul [transcription], in *The Daily Mail*, « Paul Dacre's Speech in Full », le 10 novembre 2008 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1084453/Paul-Dacres-speech-full.html> [consulté en janvier 2017].

⁵⁵⁹ *Ibid.*

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ ROWBOTTOM, Jacob, « To Punish, Inform, and Criticise: The Goals of Naming and Shaming », in PETLEY, Julian (ed.), *Media and Public Shaming: Drawing the Boundaries of Disclosure*, Londres et New York : Reuters Institute for the Study of Journalism et University of Oxford, 1^{re} édition, 2013, pp. 1-18.

de l'information, David Eady⁵⁶². Il l'accuse de remettre en cause la liberté de la presse⁵⁶³, et qualifie ses décisions d'amorales, hautaines et anti-démocratiques dans la mesure où elles équivaldraient à une loi portant sur la vie privée par des voies détournées : « Cette loi ne provient pas du Parlement – non, cela sentirait la démocratie – mais des jugements arrogants et amoraux – j'emploie ces mots très délibérément – de la part d'un homme »⁵⁶⁴. La formulation de cet argument est malencontreuse dans la mesure où elle confond l'adoption des lois par le législatif avec l'interprétation de celles-ci par la Justice. Comme le rappelle Eady, dans un jugement relatif à *Mosley v News Group Newspapers Ltd* [2008], c'est bien le législatif qui a promulgué la loi portant sur les droits de l'homme en 1998 :

*Il en est ainsi parce que le droit vise à éviter la violation de l'autonomie, de la dignité et de la confiance en soi du citoyen. Il n'est pas simplement question de juges 'non-responsabilisés' faisant fi des règles. Le Parlement a promulgué la loi de 1998 qui requiert la reconnaissance et l'exécution de ces valeurs par les tribunaux.*⁵⁶⁵

Alors que le juge s'exprime dans le cadre d'une décision judiciaire, cette assertion semble constituer une réplique aux critiques provenant de la presse. Toute la difficulté réside dans l'interprétation des droits concurrents tels qu'ils sont exprimés par la Convention européenne des droits de l'homme. Eady est connu pour ses nombreux jugements de Haute Cour à l'encontre des médias et en faveur du droit à la vie privée, d'où la focalisation sur sa personne par la presse traditionnelle⁵⁶⁶. Cependant, l'avocat britannique Hugh Tomlinson soutient que la plupart des jugements clés sont décidés par la Cour d'appel ou par la Cour suprême – rôle joué précédemment par la Chambre des lords⁵⁶⁷. Il dénonce, en particulier, la

⁵⁶² *One Brick Court*, « About 1BC », date non indiquée [en ligne], <http://www.onebrickcourt.com/content.aspx?menu=main&pageid=24> [consulté en janvier 2017].

⁵⁶³ DACRE, Paul [transcription], *op. cit.*

⁵⁶⁴ « This law is not coming from Parliament – no, that would smack of democracy – but from the arrogant and amoral judgements – words I use very deliberately – of one man » : *Ibid.*

⁵⁶⁵ « That is because the law is concerned to prevent the violation of a citizen's autonomy, dignity and self-esteem. It is not simply a matter of "unaccountable" judges running amok. Parliament enacted the 1998 statute which requires these values to be acknowledged and enforced by the courts » : EADY, David in *Max Mosley v News Group Newspapers Ltd*. [2008] EWHC 1777 (QB), le 30 juillet 2008 [en ligne], <http://www.5rb.com/case/mosley-v-news-group-newspapers-ltd-no-3/> [consulté en janvier 2017], p. 3.

⁵⁶⁶ Voir par exemple : DUNK, Marcus et MILLS, James, « As Cold as a Frozen Haddock, Mr Justice Eady Hands Down his Views Shorn of Moral Balance », in *The Daily Mail*, le 25 juillet 2008 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1038478/QUENTIN-LETTS-As-cold-frozen-haddock-Mr-Justice-Eady-hands-views-shorn-moral-balance-.html> [consulté en novembre 2016] ; *The Telegraph*, « Profile: Mr Justice Eady, Defender of the Nation's Privacy », le 13 novembre 2008 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/newstoppers/profiles/3453978/Profile-Mr-Justice-Eady-defender-of-the-nations-privacy.html> [consulté en novembre 2016].

⁵⁶⁷ COLEMAN, Clive [enregistrement audio], in *BBC Radio 4*, « Law in Action: Super Injunctions and Privacy Law », le 25 février 2010 [en ligne], <http://www.bbc.co.uk/programmes/b00qvm1f> [consulté en février 2017].

représentation de la Justice sous la forme d'une opposition entre un Eady diabolisé et un Michael Tugendhat glorifié pour son jugement final dans le cas de John Terry⁵⁶⁸.

Dans sa décision d'annulation de la *super-injonction* du 29 janvier 2010, Tugendhat conclut que John Terry cherche en réalité à protéger sa réputation, notamment auprès de ses sponsors afin de ne pas se voir pénalisé financièrement, plutôt que le respect de sa vie privée⁵⁶⁹. Le juge estime qu'en cas de litige éventuel pour diffamation après publication, le footballeur n'obtiendrait pas gain de cause, ce qui interdit l'octroi d'une injonction en amont, selon un principe bien établi en droit coutumier, qui remonte à l'affaire *Bonnard v Perryman* [1891]⁵⁷⁰. Par ailleurs, Tugendhat est critique en ce qui concerne l'absence de contre-argumentation qui lui aurait permis de prendre en compte l'intérêt du public en cas de publication, car les représentants légaux de Terry n'avaient pas contacté les journaux concernés et les avaient ainsi empêché d'avancer leurs arguments⁵⁷¹.

Alors que l'objectif de l'action en justice du footballeur était d'empêcher la presse de partager les détails de son affaire extra-conjugale supposée, et d'éviter ainsi toute conséquence pour sa vie professionnelle et personnelle, l'affaire est traitée en profondeur dès l'annulation de la *super-injonction*, au point de monopoliser les gros titres de la une : « John, qui, rappelez-vous, avait évincé précédemment un ancien Premier ministre et une enquête publique au sujet de la guerre jusqu'au coin inférieur gauche des unes »⁵⁷². D'après John Huxford, universitaire spécialisé dans les études de communication et ancien journaliste britannique, la presse contribue à l'élaboration d'une dramatisation autour des thèmes de la prouesse héroïque, de la trahison matrimoniale, de la confrontation et des retrouvailles émues, lors de la couverture de cette affaire⁵⁷³. La présentation de cette narration, entre tombée en disgrâce et rédemption, est intimement liée à la conception d'une presse libre d'exposer et de porter des jugements de type moral sur des malfaiteurs, selon les attentes du lectorat⁵⁷⁴.

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ *John Terry (previously referred to as 'LNS') and Persons Unknown, [2010] EWHC 119 (QB), op. cit.*, p. 36.

⁵⁷⁰ *Ibid.*, pp. 24, 32.

⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 36.

⁵⁷² « [...] John, who, remember, had a few days previously squeezed a former prime minister and a war inquiry into the bottom left-hand corner of the front pages » : DONEGAN, Lawrence, « Fabio Capello's Handling of the John Terry Issue was a Masterclass », in *The Guardian*, le 11 février 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/football/blog/2010/feb/11/fabio-capello-john-terry-avram-grant> [consulté en août 2016].

⁵⁷³ HUXFORD, John, « Strategies of Silence: The John Terry Affair and the British Press », in BLANEY, Joseph, LIPPERT, Lance, SMITH, Scott (eds.), *Repairing the Athlete's Image: Studies in Sports Image Restoration*, Plymouth : Lexington Books, 1^{re} édition, 2013, pp. 123-147.

⁵⁷⁴ DACRE, Paul [transcription], *op. cit.*

La décision finale de Tugendhat est représentée comme une volte-face de la Justice et une grande victoire pour la liberté de la presse. Dans un article du *Telegraph*, publié le jour même, les co-auteurs saluent cette décision, qu'ils qualifient, dès leur premier paragraphe, d'étape déterminante vers la fin d'une culture du secret qui serait entretenue par la Justice⁵⁷⁵. Cette généralité est posée comme un phénomène établi et connu par tous, le choix de la voix passive donnant l'impression que la liberté de la presse fait l'objet d'un consensus. Dans cette même lignée, l'article fait référence à des députés et à des avocats qui se seraient opposés à l'octroi initial de la *super-injonction* en faveur de John Terry sans plus de précisions. Par ailleurs, l'article confronte les revenus très élevés de John Terry, voire son utilisation de la publicité aux fins de défendre ses intérêts financiers, et son souhait de protéger sa vie privée, pour en conclure à l'hypocrisie de sa tentative de censurer la presse à cette occasion⁵⁷⁶.

Pour sa part, le *Daily Mail* présente également la décision d'annulation de la *super-injonction* sous l'angle d'une culture du secret entretenue par la Justice, comme en témoigne le choix de sous-titre : « Suite à dix ans de non-divulgence, un coup puissant pour la liberté »⁵⁷⁷. Ici, la prémisse sous-jacente semble être que l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme en 2000 a entraîné la généralisation d'une justice à huis clos. Le point de départ, dans cet article, est le déroulement du match joué par John Terry le lendemain de l'annulation de la *super-injonction* : la performance du footballeur est présentée, dans l'ensemble, comme le reflet de son infidélité matrimoniale, par le biais d'un vocabulaire en rapport avec le drame, voire la dramatisation, la tombée en disgrâce, la honte⁵⁷⁸. Comme le prévoyait cet article, il semblerait que Fabio Capello, alors manager de l'équipe de football d'Angleterre, ait subi une pression très élevée, car, une semaine plus tard, il retire le brassard de capitaine à Terry⁵⁷⁹. Cette décision montre bien à quel point la médiatisation du comportement d'un joueur en dehors du terrain de jeu peut impacter fortement sur sa vie professionnelle.

⁵⁷⁵ EVANS, Martin et RAYNER, Gordon, « Judge Lifts Super Injunction over John Terry Affair with Team-Mate's Girlfriend », in *The Telegraph*, le 29 janvier 2010 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/sport/7102733/Judge-lifts-super-injunction-over-John-Terry-affair-with-team-mates-girlfriend.html> [consulté en août 2016].

⁵⁷⁶ *Ibid.*

⁵⁷⁷ « After ten years of secrecy, a powerful blow for freedom » : DOUGHTY, Steve, GREENHILL Sam et GYSIN, Christian, « England Captain John Terry Jeered on the Pitch as Affair with Team Mate's Girlfriend is Revealed », in *The Daily Mail*, le 30 janvier 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1247042/John-Terry-Married-England-captain-affair-team-mate-Wayne-Bridges-partner--launched-legal-cover-up.html> [consulté en août 2016].

⁵⁷⁸ *Ibid.*

⁵⁷⁹ GIBSON, Owen et FIFIELD, Dominic, « John Terry Stripped of Captaincy by Clinical Fabio Capello », in *The Guardian*, le 05 février 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/football/2010/feb/05/john-terry-england-captaincy-fabio-capello> [consulté en août 2016].

Dans ce contexte, le tabloïd *The Sun* commande à *Yougov* un sondage au sujet de l'infidélité en général, et de l'affaire extraconjugale supposée de John Terry avec Vanessa Perroncel⁵⁸⁰. Sur un échantillon de 1403 adultes britanniques sondés entre le 7 et 8 février 2010, quarante-huit pour cent considèrent que la décision de Capello de rétrograder Terry était justifiée, trente-neuf pour cent estiment que c'était injuste, et treize pour cent ne se prononcent pas. Presque la moitié des répondants confortent ainsi la ligne éditoriale des journaux qui consiste à condamner le comportement de Terry en dehors de l'exercice de son métier. Pourtant, cinquante-huit pour cent des répondants ne pensent pas que le retrait au footballeur de son rôle de capitaine aura une incidence sur la performance de l'équipe d'Angleterre⁵⁸¹. Les résultats de ce sondage révèlent ainsi une certaine volonté de punir, à partir d'un jugement moral.

Suite à la décision finale de Tugendhat dans l'affaire de John Terry, la question d'un changement de cap quant à l'interprétation de l'équilibre entre le droit à la vie privée et la liberté de la presse se pose. John Steel, universitaire spécialiste du journalisme, considère que le bilan de cette affaire n'est pas si positif dans la mesure où il existe toujours des actions judiciaires disponibles pour ceux qui disposent de ressources financières suffisamment élevées pour tenter de réduire la presse au silence⁵⁸². En guise de réponse aux vives critiques au sujet des *super-injonctions*, la commission judiciaire dédiée cherche à examiner les inquiétudes concernant le recours à et l'application de ce type d'action judiciaire, en ayant un égard particulier pour la liberté d'expression et le principe de publicité de la justice⁵⁸³. Parmi ses recommandations, publiées en mai 2011, figure celle de n'avoir recours aux injonctions prohibitives que dans des circonstances très exceptionnelles et pour une durée limitée⁵⁸⁴.

Cependant, les conclusions présentées par cette commission ne suffisent pas à apaiser les tensions : c'est ce que démontre la dénonciation à grande échelle du recours aux *super-injonctions* en 2011, de la part des médias traditionnels et des médias en ligne, via notamment une campagne de révélation de nombreux scandales sexuels impliquant des personnes riches et célèbres⁵⁸⁵. Dans ce contexte, plusieurs journaux commandent ou effectuent des sondages auprès de leur lectorat, afin de mesurer leurs réactions à l'égard des injonctions en amont de la

⁵⁸⁰ *YouGov/The Sun*, « Results », sondage à propos de l'infidélité, travail de terrain effectué du 7 au 8 février 2010, publié le 9 février 2010 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/today_uk_import/YG-Archives-Lif-Sun-cheating-100208.pdf [consulté en août 2016].

⁵⁸¹ *Ibid.*

⁵⁸² STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, *op. cit.*, p. 106.

⁵⁸³ NEUBERGER, David, *op. cit.* pp. i-ii.

⁵⁸⁴ *Ibid.*, p. v.

⁵⁸⁵ MURRAY, Andrew, *op. cit.*, p. 148 ; PONSFORD, Dominic, « Injunction Change Gives *Sun* Half of Kiss-and-Tell Actor Tale », in *Society of Editors*, le 14 avril 2011 [en ligne], <https://www.societyofeditors.org/parliamentary-and-legal/14-april-2011/Injunction-change-gives-Sun-half-of-kiss-and-tell-actor-tale> [consulté en octobre 2016].

publication. À titre d'exemple, parmi les lecteurs du *Guardian* faisant le choix de répondre à un sondage en ligne du type « oui / non », mis en ligne le 26 avril 2011, soixante-huit pour cent considèrent qu'au vu du nombre croissant de *super-injonctions* demandées par des personnalités publiques, ce type d'action judiciaire n'est jamais justifié⁵⁸⁶. L'une des difficultés de la recherche sur l'opinion publique est la formulation, voire l'encadrement de la question sur un thème donné, qui peut avoir des conséquences non-négligeables sur les résultats obtenus⁵⁸⁷. Dans le cas précis de ce sondage, le seul élément de contextualisation consiste à constater l'augmentation d'actions judiciaires de ce type intentées par des personnalités publiques⁵⁸⁸. Ceci étant, deux autres études plus approfondies tendent à confirmer, malgré tout, le résultat obtenu par le *Guardian*, c'est-à-dire l'opposition aux injonctions en amont de la publication.

D'une part, le tabloïd *The Sunday Mirror* commande auprès de *ComRes*, entreprise d'études de marché basée à Londres, un sondage incluant une question sur les *super-injonctions*⁵⁸⁹. L'agence interroge 2004 adultes britanniques par téléphone, les 11 et 12 mai 2011, et les données ont été pondérées pour veiller à ce que l'échantillon soit représentatif des adultes britanniques d'un point de vue démographique⁵⁹⁰. Soixante-dix-neuf pour cent des personnes sondées estiment que le recours aux *super-injonctions* à l'encontre de la presse démontre qu'il existe une loi pour les riches et une autre pour les autres, alors que huit pour cent ne sont pas de cet avis, et treize pour cent constatent ne pas savoir⁵⁹¹.

D'autre part, le *Sunday Times* commande auprès de *YouGov* un sondage incluant cinq questions au sujet des injonctions prohibitives en amont de la publication⁵⁹². L'agence invite 2280 adultes britanniques parmi ses panelistes à répondre à une série de questions sur Internet

⁵⁸⁶ *The Guardian*, « Are Super Injunctions Ever Justified? », le 26 avril 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/poll/2011/apr/26/superinjunctions-justified> [consulté en octobre 2016].

⁵⁸⁷ CHONG, Dennis et DRUCKMANN, James, « Framing Theory », in *Annual Review of Political Science*, vol. 10, le 15 juin 2007 [en ligne], <http://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.polisci.10.072805.103054> [consulté en août 2016], pp. 103-126, p. 104.

⁵⁸⁸ *The Guardian*, « Are Super Injunctions Ever Justified? », *op. cit.*

⁵⁸⁹ *ComRes/Independent on Sunday/Sunday Mirror*, « Political Poll », sondage à propos de la politique, travail de terrain effectué les 11 et 12 mai 2011, publié le 15 mai 2011 [en ligne], <http://www.comresglobal.com/polls/sunday-mirrorindependent-on-sunday-political-poll-15-may-2011/> [consulté en octobre 2016], p. 40 ; *The Daily Mirror*, « Super-Injunctions: Eight out of Ten Believe They are Only for the Rich », le 15 mai 2011 [en ligne], <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/super-injunctions-eight-out-of-ten-believe-128739> [consulté en octobre 2016].

⁵⁹⁰ *Ibid.*

⁵⁹¹ *Ibid.*

⁵⁹² THOMPSON, Hannah, « Injunctions 'Infringe Press Freedom' », in *Yougov*, le 4 mai 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/news/2011/05/04/injunctions-infringe-press-freedom/> [consulté en octobre 2016] ; *YouGov/Sunday Times*, « Injunctions 'Infringe Press Freedom' », sondage au sujet des injonctions prohibitives, travail de terrain effectué les 28 et 29 avril 2011, publié le 4 mai 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/news/2011/05/04/injunctions-infringe-press-freedom/> [consulté en octobre 2016], pp. 10-11.

les 28 et 29 avril 2011⁵⁹³. Cinquante-neuf pour cent considèrent que les injonctions prohibitives en faveur des personnes de notoriété publique constituent une atteinte inacceptable à la liberté de la presse, alors que vingt-sept pour cent estiment qu'il s'agit d'un moyen acceptable pour ces personnes de protéger leur vie privée, et treize pour cent déclarent ne pas se prononcer. Par ailleurs, cinquante-neuf pour cent constatent que le recours à ces injonctions prohibitives est exagéré, et seulement quatorze pour cent estiment qu'il existe un bon équilibre⁵⁹⁴.

Dans le cadre des théories du marché des consommateurs-lecteurs, la notion de lectorat est toujours sujette à critique, car elle constitue un ensemble de consommateurs, actuels ou potentiels, à un moment très précis, et dont les démarcations se définissent en général à partir de critères socio-économiques⁵⁹⁵. Ceci étant, l'intérêt de la presse pour de tels sondages semble être en accord avec cette conception du lectorat en tant que marché, car il lui permet d'apprécier son impact et de s'adapter à lui⁵⁹⁶. En tout état de cause, les phénomènes d'encadrement et de fixation de l'ordre du jour⁵⁹⁷ permettent de mieux comprendre le positionnement de la presse au sujet de la censure en amont de la publication dans le cas des *super-injonctions*⁵⁹⁸, et les résultats de ces sondages semblent conforter la ligne éditoriale des journaux concernés, opposés à la censure en amont de la publication.

2.2.2. Vers la fin des *super-injonctions* ? Le cas de l'injonction anonyme de Ryan Giggs, en 2011

Dans le cadre de la couverture médiatique à grande échelle dénonçant les *super-injonctions* en 2011, de nombreux articles sont publiés par le tabloïd *The Sun*, à partir d'avril⁵⁹⁹. Ces articles concernent la conduite sexuelle présumée de certaines vedettes dans une trentaine d'affaires où des injonctions prohibitives auraient été accordées lors des deux années précédentes⁶⁰⁰. À titre d'exemple, plus de deux cent articles, au sujet des injonctions, paraissent dans la presse nationale au cours d'une semaine du mois d'avril⁶⁰¹. Néanmoins, ils font souvent

⁵⁹³ *Yougov UK*, « Our Panel », date non indiquée [en ligne], <https://yougov.co.uk/about/our-panel/> [consulté en octobre 2016].

⁵⁹⁴ *YouGov/Sunday Times*, « Injunctions 'Infringe Press Freedom' », *op. cit.*, p. 10.

⁵⁹⁵ MCQUAIL, Denis, *McQuail's Mass Communication Theory*, Londres : SAGE, 6^{ème} édition, 2010, pp. 401-403.

⁵⁹⁶ *Ibid.*

⁵⁹⁷ *Ibid.*, pp. 380-383.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, pp. 511-514.

⁵⁹⁹ MURRAY, Andrew, *op. cit.* p. 148 ; PONSFORD, Dominic, « Injunction Change Gives *Sun* Half of Kiss-and-Tell Actor Tale », *op. cit.*

⁶⁰⁰ *Ibid.*

⁶⁰¹ PETLEY, Julian, « Public Interest or Public Shaming », in PETLEY, Julian (ed.), *op. cit.*, pp. 19-42, p. 19.

une confusion entre injonctions anonymes et véritables *super-injonctions*⁶⁰². Parmi ces affaires, celle qui marque un tournant dans le débat au sujet de la censure en amont de la publication concerne l'injonction anonyme obtenue par Ryan Giggs, alors footballeur chez Manchester United, à l'encontre de *News Group Newspapers*, éditeur des journaux tabloïds *The News of the World* et *The Sun*⁶⁰³. Le soir du 13 avril 2011, le *Sun* publie un court article relatif à la supposée relation extraconjugale impliquant « une vedette de première division » et Imogen Thomas, mannequin et personnalité du petit écran⁶⁰⁴. En effet, ce journal avait donné son accord pour ne pas révéler l'identité de Giggs, en attendant l'aboutissement de l'action judiciaire entreprise par ce dernier⁶⁰⁵. Le 14 avril 2011, le footballeur obtient, dans un premier temps, une injonction temporaire anonyme en attendant la date de retour pour examen le 20 avril 2011⁶⁰⁶, puis sa reconduction dans l'attente du procès⁶⁰⁷.

Ce qui rend cette affaire si notoire est le fait que l'injonction anonyme obtenue par Giggs n'est pas efficace⁶⁰⁸. D'après Max Clifford, publiciste embauché par Imogen Thomas face aux investigations du *Sun* au sujet de ses rapports supposés avec Ryan Giggs, le public n'aurait pas eu connaissance de l'affaire en l'absence de demande d'injonction⁶⁰⁹. Cette affirmation est à nuancer, car le *Sun* était sur le point de révéler l'identité de Giggs dans sa publication du 14 avril 2011⁶¹⁰. Toutefois, il est vrai que la tentative d'empêcher la divulgation de l'affaire a eu pour effet, malgré elle, d'en accroître l'intérêt. Trois phénomènes semblent avoir contribué à cette situation : la facilité du partage rapide de l'information sur Internet, l'inapplicabilité de l'injonction hors d'Angleterre et du Pays de Galles, et les droits spéciaux des parlementaires.

Tout comme dans l'affaire *Trafigura* deux ans auparavant⁶¹¹, les abonnés de *Twitter*, ainsi que d'autres bloggeurs indépendants, ont trouvé et relayé l'identité de Giggs malgré

⁶⁰² *Ibid.*

⁶⁰³ *CTB and (1) News Group Newspapers Limited (2) Imogen Thomas, [2011] EWHC 1232 (QB)*, le 16 mai 2011 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/QB/2011/1232.html> [consulté en décembre 2016] ; MURRAY, Andrew, *op. cit.*, p. 148.

⁶⁰⁴ « A Premier League star » : O'SHEA, Gary, « Footie Star's Affair with Big Brother's Imogen Thomas », in *The Sun*, le 13 avril 2011 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/archives/news/488299/footie-stars-affair-with-big-brothers-imogen-thomas/> [consulté en août 2016].

⁶⁰⁵ *CTB and (1) News Group Newspapers Limited (2) Imogen Thomas, [2011] EWHC 1232 (QB)*, *op. cit.* p. 1.

⁶⁰⁶ *Ibid.*

⁶⁰⁷ *Ryan Giggs v News Group Newspapers Ltd and Imogen Thomas, [2012] EWHC 431 (QB)* [en ligne], <https://www.judiciary.gov.uk/judgments/ryan-giggs-ngn-judgment-02032012/> [consulté en décembre 2016], pp. 5, 24.

⁶⁰⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁰⁹ *Channel 4*, « Ryan Giggs 'Only Exposed Because He Took On Twitter' », le 24 mai 2011 [en ligne], <https://www.channel4.com/news/ryan-giggs-only-exposed-because-he-took-on-twitter> [consulté en août 2016].

⁶¹⁰ *CTB and (1) News Group Newspapers Limited (2) Imogen Thomas, [2011] EWHC 1232 (QB)*, *op. cit.*

⁶¹¹ LEIGH, David, « *Trafigura* Drops Bid to Gag *Guardian* Over MP's Question », *op. cit.*

l'injonction temporaire anonyme⁶¹². Le premier qui semble l'avoir dévoilée sur *Twitter*, sous le pseudonyme *The Unknown James*, est identifié comme étant James Webley⁶¹³. Décrit dans un article du *Daily Mail* comme se qualifiant d'activiste de gauche, technophile et banquier, Webley tient à préciser qu'il ne pense pas être la première personne à avoir dévoilé l'identité du footballeur en ligne⁶¹⁴, ce qui peut s'expliquer par la crainte de poursuites dans le contexte du débat sur la responsabilité des internautes, des réseaux sociaux et sites de microblogueurs. Cherchant à justifier cette transgression de la mesure judiciaire en rigueur, Webley explique qu'« il n'y a rien de tel que d'entendre que vous n'avez pas la possibilité de savoir quelque chose pour susciter votre intérêt. La curiosité s'est emparée de moi »⁶¹⁵. En mettant en avant la simple curiosité, il omet toute référence à une atteinte quelconque au droit à la vie privée.

Giles Coren, chroniqueur et critique gastronomique auprès du *Times*, se trouve également visé, suite à une série de messages qu'il partage sur *Twitter* les 13 et 14 mai 2011, avant de les supprimer, et dont l'un fait explicitement référence à Ryan Giggs⁶¹⁶. Cette situation amène *Schillings*, cabinet d'avocats agissant au nom du footballeur, à déposer une plainte auprès du Procureur-général, en vue d'obtenir l'identité des usagers de *Twitter* pour les poursuivre, d'où le questionnement dans la presse sur des poursuites éventuelles pour outrage au tribunal⁶¹⁷. Les représentants légaux du footballeur obtiennent ainsi, de la part de la Haute Cour, que l'affaire soit enregistrée auprès du Procureur général en vue de poursuites pénales éventuelles pour outrage au tribunal⁶¹⁸.

⁶¹² FERNANDEZ, Colin, « The Red-Haired 'Leftie, Activist, Techie, Banker' who Unmasked Ryan Giggs on Twitter within Hours of Injunction », in *The Daily Mail*, le 30 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1392114/The-red-haired-banker-unmasked-Ryan-Giggs-Twitter-hours-injunction.html> [consulté en juillet 2016].

⁶¹³ *Ibid.* ; WEBLEY, James, [publication de blog sous le nom de plume « The Unknown James »], in *Twitter*, le 14 avril 2011 [en ligne], <https://twitter.com/unknownj/status/58636237782781952> [consulté en juillet 2016].

⁶¹⁴ FERNANDEZ, Colin, *op. cit.*

⁶¹⁵ « There is nothing like being told you cannot know something to pique your interest. Curiosity got the better of me » : WEBLEY, James, *op. cit.*

⁶¹⁶ COREN, Giles, « Giles Coren on Twitter », in *WebCite*, mai 2011 [en ligne], <http://www.webcitation.org/5yuAaRTVM?url=http://www.information-britain.co.uk/tweeters.php?offset%3D26%26user%3D47583067> [consulté en mai 2017].

⁶¹⁷ Voir par exemple : BBC, « Footballer Obtains Twitter Disclosure Order », le 21 mai 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/technology-13477811> [consulté en mai 2017] ; EVANS, Martin, « Journalist Could be Jailed over Twitter Comments About Injunctions », in *The Telegraph*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/law-and-order/8530076/Journalist-could-be-jailed-over-Twitter-comments-about-injunctions.html> [consulté en mai 2017] ; MURRAY, Andrew, *op. cit.*, p. 150 ; TAYLOR, Adam, « What is a Super-Injunction, And Why Does a UK Football Star Want to Sue Twitter? », in *Business Insider*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.businessinsider.fr/us/what-is-a-super-injunction-ryan-giggs-2010-5/> [consulté en janvier 2016].

⁶¹⁸ EVANS, Martin, « Journalist Could be Jailed over Twitter Comments About Injunctions », *op. cit.* ; VERKAIK, Robert, « TV Star is First to Face Jail over Tweets after England Footballer Claims they Breach Injunction: Judge Reports Top Journalist to Attorney-General », in *The Daily Mail*, le 22 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1389562/TV-star-face-jail-tweets.html> [consulté en août 2017].

Cependant, Giggs abandonne finalement cette tentative d'action judiciaire en raison du mouvement *#IamSpartacus*⁶¹⁹ : la communauté *Twitter* partage massivement les messages des individus exposés au risque de poursuites, suivis de cette mention, afin de rendre toute action impossible face à un tel nombre de contrevenants⁶²⁰. Le choix de nommer ce mouvement d'après un ancien gladiateur d'origine thrace, signale le souhait de s'approprier l'histoire et le mythe de Spartacus pour en faire un symbole contemporain de rébellion⁶²¹. En effet, Spartacus est connu pour avoir mené des milliers d'esclaves dans une rébellion contre leurs maîtres romains lors de la troisième guerre servile, à partir de 73 avant J-C⁶²². Lorsque Coren partage sur *Twitter* l'affirmation ironisant l'inapplicabilité des poursuites face au grand nombre de contrevenants, il semble se situer entre défi et soulagement : « Une putain de journée de rigolades. Le soutien de Twitter a failli me faire chialer. Mais je crains qu'il n'y ait pas assez de place pour nous tous dans la cellule. xxx »⁶²³.

L'efficacité du mouvement *#IamSpartacus* est confirmée par *Experian Hitwise*, entreprise de mesure numérique et spécialisée en marketing⁶²⁴. À partir des données obtenues de la part des fournisseurs de services Internet au Royaume-Uni, cette entreprise constate une augmentation du trafic de vingt-deux pour cent sur le site de *Twitter*, la veille de l'annonce du dépôt de la plainte susmentionnée auprès du procureur-général, soit le 21 mai 2011⁶²⁵. Par ailleurs, *Experian Hitwise* conclut que les termes de recherche « Ryan Giggs poursuit Twitter » deviennent, le 21 mai 2011, le quatrième objet de recherche le plus populaire de la semaine alors que l'histoire n'avait été révélée que la veille⁶²⁶. En tout état de cause, l'aboutissement de l'action de Giggs à l'encontre des usagers de *Twitter* n'aurait pas été sans difficultés dans la mesure où le siège social de cette entreprise est domicilié en Californie, aux États-Unis⁶²⁷, c'est-à-dire, hors du champ de juridiction de l'injonction.

Même à l'intérieur du Royaume-Uni, l'applicabilité de l'injonction obtenue par Giggs hors d'Angleterre et du Pays de Galles est problématique. Dans le cas de l'Écosse, le requérant

⁶¹⁹ MURRAY, Andrew, *op. cit.* p. 150 ; TAYLOR, Adam, *op. cit.*

⁶²⁰ *Ibid.*

⁶²¹ SHAW, Brent, *Spartacus and the Slave Wars: A Brief History with Documents*, Boston et New York : Bedford/St. Martin's, 2001, pp. 2-23.

⁶²² *Ibid.*

⁶²³ « A funny fucking day. The support of twitter has been almost tear-jerking. But I am afraid there won't be room for all of us in the cell. xxx » : COREN, Giles, [publication de blog], *Twitter*, le 22 mai 2011 [en ligne], <https://twitter.com/gilescoren/status/72405246630047744> [consulté en mai 2017].

⁶²⁴ ARTHUR, Charles, « Twitter Traffic Sees 22% Spike in Rush to Find Identity of Injunction Footballer », in *The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/technology/2011/may/23/twitter-traffic-injunction-footballer> [consulté en juillet 2016].

⁶²⁵ *Ibid.*

⁶²⁶ « Ryan Giggs suing Twitter » : *Ibid.*

⁶²⁷ *Twitter*, « About », date non indiquée [en ligne], <https://about.twitter.com/company> [consulté en août 2017].

se doit de demander, auprès de la Haute Cour de justice à Édimbourg, une ordonnance qualifiée d'« interdit »⁶²⁸. C'est la loi portant sur les juridictions civiles et jugements de 1982 qui précise qu'une mesure intermédiaire telle qu'une injonction, accordée par l'un des trois ordres de juridictions du Royaume-Uni, n'est pas applicable dans les deux autres⁶²⁹. En l'absence d'une telle demande spécifique auprès de la Haute Cour de justice à Édimbourg, le journal écossais *The Sunday Herald* identifie le footballeur en une de son édition du 22 mai 2011 : celle-ci montre une photographie de son visage, ne cachant que ses yeux avec une bande noire comportant le mot « censuré »⁶³⁰. La publicité faite autour de la décision de publication de ce journal écossais semble avoir contribué à sa popularité reflétant ainsi le vif intérêt suscité auprès du public⁶³¹. Le journal bénéficie d'une augmentation du taux de vente de 9,18 pour cent sur les mois d'avril et mai 2011⁶³².

Suite à cette affaire, la commission parlementaire mixte sur le droit à la vie privée et les injonctions prohibitives s'est penchée sur la problématique des trois juridictions au sein du Royaume-Uni : l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Écosse, l'Irlande du nord⁶³³. Parmi ses conclusions publiées le 27 mars 2012, elle propose l'harmonisation des injonctions prohibitives intermédiaires pour que l'octroi dans l'une des juridictions soit suivi d'effet dans les deux autres⁶³⁴. Toutefois, à ce jour, un tel changement n'a pas eu lieu⁶³⁵.

Le lendemain de la révélation en Écosse, soit le 23 mai 2011, le pair libéral-démocrate de Birmingham Yardley John Hemming se sert du principe de privilège parlementaire pour citer Ryan Giggs devant la Chambre des communes, en rapport avec l'injonction anonyme, tout en évoquant l'inapplicabilité des poursuites au vu du nombre de contrevenants parmi les internautes :

John Hemming (Birmingham, Yardley) (LD) : Au vu des quelques 75000 personnes ayant nommé Ryan Giggs sur Twitter, il est évidemment impraticable de

⁶²⁸ SMARTT, Ursula, *Media and Entertainment Law*, Londres et New York : Routledge, 3^{ème} édition, 2017, pp. 37-44.

⁶²⁹ *Civil Jurisdiction and Judgments Act 1982*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1982/27> [consulté en juillet 2016], article 18 (5) (d).

⁶³⁰ GARSIDE, Juliette, « Sunday Herald Scores with Ryan Giggs Splash », in *The Guardian*, le 10 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/jun/10/sunday-herald-ryan-giggs> [consulté en septembre 2016]; *The Sunday Herald*, « Defending the Scots Legal System », le 1 avril 2012 [en ligne], http://www.heraldsotland.com/opinion/13052696.Defending_the_Scots_legal_system/ [consulté en septembre 2016].

⁶³¹ GARSIDE, Juliette, « Sunday Herald Scores with Ryan Giggs Splash », *op. cit.*

⁶³² *Ibid.*

⁶³³ *House of Lords House of Commons Joint Committee on Privacy and Injunctions, Privacy and Injunctions*, HL Paper 273/HC 1443, *op. cit.*, pp. 23-24.

⁶³⁴ *Ibid.*

⁶³⁵ SMART, Ursula, *op. cit.*, pp. 37-44.

les emprisonner tous, et au vu des reportages d'après lesquels Giles Coren sera également passible d'emprisonnement –

M le Président : *Silence. Laissez-moi juste préciser à l'honorable Monsieur – bien que je sois conscient qu'il l'a déjà fait – des occasions telles que celle-ci servent à aborder les questions de principe impliquées, et non à chercher à bafouer des injonctions à quelque fin que ce soit. Si l'honorable Monsieur souhaite terminer sa question d'une manière ordonnée, il pourra le faire.*

John Hemming : *La question est, quel est l'avis du Gouvernement quant à l'applicabilité d'une loi qui n'a clairement pas l'assentiment des citoyens.*⁶³⁶

Hemming est connu pour sa défense du principe de privilège parlementaire et son opposition aux injonctions prohibitives⁶³⁷. Il avait notamment fait référence au banquier Fred Goodwin une semaine auparavant⁶³⁸, malgré l'existence d'une injonction anonyme rendue suite au souhait du *Sun* de l'identifier dans une affaire de relations sexuelles avec une collègue⁶³⁹. Cet antécédent peut expliquer, ici, l'interruption de John Bercow, alors président de la Chambre des communes, pour rappeler à Hemming la nécessité de limiter toute référence à des informations faisant l'objet d'une injonction à des questions de principe pertinentes. Toutefois, le député insiste bien sur une question de principe, à savoir la crédibilité d'une mesure judiciaire qui est enfreinte par tant de citoyens. En guise de réponse, le Procureur Dominic Grieve s'est borné à constater que les députés s'engagent à respecter la primauté du droit⁶⁴⁰. Son absence de précisions sur la responsabilité, voire la responsabilisation, des internautes et des plateformes en ligne, est le reflet du chamboulement provoqué par l'usage des nouvelles technologies.

La révélation de Hemming devant la Chambre des communes, le 23 mai 2011, permet à la presse de la rapporter en Angleterre et au Pays de Galles, en vertu du droit historique de la

⁶³⁶ « **John Hemming (Birmingham, Yardley) (LD)**: With about 75,000 people having named Ryan Giggs on Twitter, it is obviously impracticable to imprison them all, and with reports that Giles Coren also faces imprisonment—

Mr Speaker: Order. Let me just say to the hon. Gentleman—although I know that he has already done it—that occasions such as this are for raising the issues of principle involved, not for seeking to flout orders for whatever purpose. If the hon. Gentleman wants to finish his question in an orderly way, he may do so.

John Hemming: The question is, what is the Government's view on the enforceability of a law that clearly does not have public consent? » : *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 23 mai 2011 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Commons/2011-05-23/debates/1105237000004/Injunctions#contribution-1105237000250> [consulté en décembre 2016], colonne 638 ; SABBAGH, Dan et WINTOUR, Patrick, « Ryan Giggs Named by MP Over Injunction », in *The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/may/23/ryan-giggs-mp-injunction> [consulté en décembre 2016].

⁶³⁷ *House of Commons Hansard*, « Bill of Rights », le 17 mars 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110317/halltext/110317h0001.htm> [consulté en décembre 2016], colonne 139WH.

⁶³⁸ *House of Commons Hansard*, « Business of the House », le 10 mars 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110310/debtext/110310-0001.htm#11031052001448> [consulté en décembre 2016], colonne 1069.

⁶³⁹ *Goodwin v News Group Newspapers Ltd, [2011] EWHC 1309 (QB)*, le 19 mai 2011 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/QB/2011/1309.html> [consulté en août 2016].

⁶⁴⁰ *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 23 mai 2011, *op. cit.*, colonne 633.

presse à rendre compte des procédures parlementaires dans l'intérêt public⁶⁴¹. L'affaire extraconjugale supposée de Giggs est ainsi très largement traitée dès le lendemain, comme en témoigne les unes de la presse traditionnelle⁶⁴². Face à la notoriété prise par cette affaire dans la sphère publique, le footballeur abandonne son droit à l'anonymat lorsque l'injonction est annulée, le 21 février 2012⁶⁴³. Compte tenu de cette situation, ainsi que celle relative au scandale des écoutes téléphoniques abordé dans le chapitre précédent, David Cameron recommande, le 23 mai 2011, la création d'une commission parlementaire mixte sur le droit à la vie privée et les injonctions prohibitives, avec un égard particulier pour la liberté d'expression⁶⁴⁴.

Cameron avait déjà affiché son soutien en faveur de la liberté de la presse, assorti d'une vive critique à l'égard de la Justice en rapport avec l'octroi d'injonctions en amont de la publication, le 24 avril 2011, à l'occasion d'une série de questions-réponses avec la salle chez General Motors Factory à Luton : « Ce qui se produit ici c'est que les juges se servent foncièrement de la Convention européenne des droits de l'homme pour livrer une sorte de droit à la vie privée, sans l'aval du Parlement »⁶⁴⁵. Alors que c'est bien le législatif qui a adopté la loi portant sur les droits de l'homme en 1998, Cameron avoue ne pas connaître la solution⁶⁴⁶.

Parmi les conclusions du rapport de la commission parlementaire mixte susmentionnée, publié le 12 mars 2012, figure la recommandation de clarifier le principe de privilège qualifié des médias à rapporter les procédures parlementaires, par le biais de la législation⁶⁴⁷. Cependant, après débat, la loi portant sur la diffamation de 2013 n'apporte pas de telle

⁶⁴¹ Voir par exemple: DOUGHTY, Steve, « We Will not Be Gagged, M'Lud: As Ryan Giggs is Named in Parliament as Cheating Star After Weeks of Legal Farce, MPs Launch a Defiant Message », in *The Daily Mail*, le 24 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1389841/Ryan-Giggs-named-Parliament-cheating-super-injunction-star.html> [consulté en août 2016] ; RAYNER, Gordon, « Ryan Giggs Named as Premier League Footballer in Gagging Order Row », in *The Telegraph*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/technology/twitter/8531175/Ryan-Giggs-named-as-Premier-League-footballer-in-gagging-order-row.html> [consulté en août 2016] ; WATT, Nicholas, « John Hemming: The MP who Outed Ryan Giggs in Superinjunctions Row », in *The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/2011/may/23/john-hemming-outed-ryan-giggs-superinjunction> [consulté en août 2016].

⁶⁴² *The Guardian*, « Ryan Giggs Front Pages – Gallery », le 24 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/gallery/2011/may/24/privacy-newspaper-ryan-giggs> [consulté en juillet 2016].

⁶⁴³ *Ryan Giggs v News Group Newspapers Ltd and Imogen Thomas*, [2012] EWHC 431 (QB), *op. cit.*

⁶⁴⁴ *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 23 mai 2011, *op. cit.*, colonne 633.

⁶⁴⁵ « What's happening here is that judges are basically using the European Convention of Human Rights to deliver a sort of privacy law without Parliament saying so » : CAMERON, David [enregistrement audiovisuel], in BBC, « Cameron 'Uneasy' About Use of Injunctions », le 21 avril 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-13158087> [consulté en août 2016].

⁶⁴⁶ *Ibid.*

⁶⁴⁷ *House of Lords House of Commons Joint Committee on Privacy and Injunctions, Privacy and Injunctions*, HL Paper 273/HC 1443, *op. cit.*, p. 53.

modification⁶⁴⁸. Dans ce même rapport figure la recommandation de ne pas établir une définition législative formelle du droit à la vie privée, ou de l'intérêt public⁶⁴⁹. D'une part, il est estimé que les tribunaux arrivent désormais à trouver un meilleur équilibre entre le droit à la vie privée et la liberté d'expression, garantis par les articles 8 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, en œuvrant au cas par cas⁶⁵⁰. C'est à ce moment-là que le Ministère de la Justice commence à rendre public des statistiques biennuelles⁶⁵¹. Contrairement à la position soutenue par Cameron, le rapport affirme que la Justice n'a pas fabriqué une loi portant sur le droit à la vie privée, et que l'autorité parlementaire découle de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998⁶⁵². D'autre part, il est attendu que les régulateurs des médias fournissent une définition de l'intérêt public, et qu'ils fassent évoluer ce concept en cas de besoin⁶⁵³. L'enquête publique au sujet de la culture, des pratiques et de l'éthique de la presse, publiée le 29 novembre 2012, abonde également en ce sens⁶⁵⁴.

Somme toute, le recours aux *super-injonctions*, interdisant non seulement la communication de l'identité des parties, mais l'existence même de la procédure judiciaire⁶⁵⁵, soulève des questions en rapport avec la censure en amont de la publication : le développement rapide du droit à la vie privée, la définition et l'appropriation de l'intérêt public en tant qu'élément de défense de la liberté de la presse, les rôles et responsabilités des nouveaux médias dans la dissémination de l'information, les juridictions à l'intérieur du Royaume-Uni et au-delà, les rapports entre la Justice et le législatif. Si le cas de *Trafigura* permet à la presse d'avancer la liberté de la presse comme étant au service d'une société informée et servant de lien entre les citoyens et leur gouvernement, les affaires extra-conjugales des personnes célèbres, telles que des footballeurs, sont centrées plutôt sur des arguments relevant du jugement moral et de l'humiliation sous forme de publicité négative.

⁶⁴⁸ *Defamation Act 2013*, *op. cit.* ; *House of Lords House of Commons Joint Committee on Parliamentary Privilege, Report - Parliamentary Privilege*, le 18 juin 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/jt201314/jtselect/jtprivi/30/3009.htm> [consulté en décembre 2016], chapitre 7, para. 178.

⁶⁴⁹ CARRICK, Damien, *Privacy, Regulation and the Public Interest*, Oxford : Reuters Institute for the Study of Journalism, 2012 [en ligne], reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/publication/privacy-regulation-and-public-interest [consulté en juin 2016], p. 13 ; *House of Lords House of Commons Joint Committee on Privacy and Injunctions, Privacy and Injunctions*, HL Paper 273/HC 1443, *op. cit.*, pp. 14, 16, 54.

⁶⁵⁰ *Ibid.*

⁶⁵¹ *Ministry of Justice*, « Statistics on Privacy Injunctions », *op. cit.*

⁶⁵² *Ibid.*

⁶⁵³ *Ibid.*, p. 19.

⁶⁵⁴ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. I, p. 38.

⁶⁵⁵ HARCUP, Tony, *op. cit.*, pp. 138-139 ; HALL, Holly, *op. cit.*, pp. 310, 329 ; NEUBERGER, David, *op. cit.*, pp. i, 16, 23-24.

L'amplification de l'attention médiatique, notamment sur Internet, et au-delà des frontières politiques, montre à quel point les injonctions prohibitives peuvent être rendues inefficaces. Dans le cadre de l'affaire de Ryan Giggs en 2011, l'absence de réponse du Procureur Dominic Grieve, au sujet de la responsabilité des internautes et des plateformes en ligne, et du rôle des lanceurs d'alerte,⁶⁵⁶ semble témoigner d'une stratégie d'évitement face à ces questionnements. De même, il est à regretter que le rapport Leveson, publié en novembre 2012, ne consacre qu'une page au sujet d'Internet, et qu'il n'apporte pas de solutions quant aux spécificités de cet espace, qu'il qualifie simplement de « vide éthique » (*ethical vacuum*) au vu de l'absence de réglementation⁶⁵⁷.

À titre comparatif, dans une décision du 19 juin 2015, *DPP (Cth) v Brady & others [2015] VSC 246*, la Cour suprême de l'état de Victoria en Australie, a rendu caduque une « ordonnance de répression » en prenant en considération la fuite en ligne, le 29 juillet 2014, des informations relevant de la prohibition de publication⁶⁵⁸. C'est la première fois, en Australie, qu'une ordonnance prohibitive a été révoquée, en conséquence de son inefficacité liée à l'usage d'Internet⁶⁵⁹. Depuis 2000, l'impact de ces dérogations au principe de la publicité de la Justice, empêchant la communication de l'existence même de l'ordonnance judiciaire, a fait l'objet de débats⁶⁶⁰. Ce questionnement est lié notamment au manque de concordance entre les États australiens et à l'augmentation du nombre de demandes dans les deux juridictions les plus conséquentes, Nouvelle-Galles du Sud et Victoria⁶⁶¹.

L'ordonnance du 19 juin 2014, à l'origine du scandale, empêchait l'identification de dix-sept agents publics étrangers de profils élevés en rapport avec des allégations de corruption, dans deux filiales de la Banque de réserve d'Australie : *Note Printing Australia Ltd* et *Securrency International Pty Ltd*⁶⁶². Certains anciens employés ou agents de ces filiales auraient

⁶⁵⁶ *House of Commons Hansard*, « Injunctions », le 23 mai 2011, *op. cit.*, colonne 633.

⁶⁵⁷ LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*, vol. II, pp. 736-737.

⁶⁵⁸ *Summary Judgment: DPP (Cth) v Brady & others [2015] VSC 246*, le 19 juin 2015 [en ligne], <http://www.supremecourt.vic.gov.au/home/law+and+practice/judgments+and+sentences/judgment+summaries/cdp+v+brady+others+judgment+summary> [consulté en juillet 2017] ; *Wikileaks*, « Australia Bans Reporting of Multi-Nation Corruption Case Involving Malaysia, Indonesia and Vietnam », le 29 juillet 2014 [en ligne], <https://wikileaks.org/aus-suppression-order/press.html> [consulté en juillet 2017].

⁶⁵⁹ BOSLAND, Jason, « Wikileaks and the Not-So-Super Injunction: The Suppression Order in *DPP (Cth) v Brady* », in *Media and Arts Law Review* (à paraître), *University of Melbourne Legal Studies Research Paper* n° 728, mars 2016 [en ligne], <http://ssrn.com/abstract=2741930> [consulté en juillet 2017], pp. 1-28.

⁶⁶⁰ KUMAR, Miiko et ROLPH, David, « An Appetite for Suppression: Non-Publication Orders, Open Justice and the Protection of Privacy », *Sydney Law School Legal Studies Research Paper* n°14/65, juillet 2014 [en ligne], <http://ssrn.com/abstract=2467405> [consulté en juillet 2017].

⁶⁶¹ *Ibid.*

⁶⁶² *Court Order, The Queen -and- Barry Thomas Brady & ORS*, le 19 juin 2014, ordonnance archivée par *Wikileaks*, [en ligne], <https://wikileaks.org/aus-suppression-order/WikiLeaks-Australian-suppression-order.pdf> [consulté en juillet 2017] ; *Summary Judgment: DPP (Cth) v Brady & others [2015] VSC 246*, *op. cit.*

conspiré pour soudoyer des agents publics étrangers, afin d'obtenir des contrats d'impression des billets de banque⁶⁶³. Alors que la futilité des *super-injonctions* au Royaume-Uni en cas de fuite sur Internet reste sans réponse, cette décision récente en Australie semble signaler une reconnaissance de l'impossibilité de contrôler la dissémination de l'information en ligne, au-delà des frontières politiques.

Si, au Royaume-Uni, le recours aux *super-injonctions*, depuis l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme en 2000, constitue incontestablement une mesure de censure en amont de la publication, en faveur d'un droit positif à la vie privée, ce type d'action judiciaire pose également des questions liées à l'autocensure de la presse, en raison, notamment, de l'effet « glaçant » face au coût de la défense en cas d'action pour diffamation. C'est le cas également du système d'émission d'« Avis aux médias en matière de défense et de sécurité », qualifié historiquement d'« Avis de la défense », qui sera abordé ci-après.

⁶⁶³ *Ibid.*

III Le système singulier de l'Avis aux médias en matière de défense et de sécurité

Si la presse britannique bénéficie d'un droit de publier sans besoin de notification préalable, le gouvernement dispose de moyens juridiques bien établis pour faire face à divulgation non-autorisée d'informations officielles, qui vont des demandes d'injonctions civiles préalables à la publication (explorées lors du chapitre précédent) à des poursuites pénales *a posteriori* en vertu de la loi portant sur les secrets officiels de 1989. Dans le cadre des lois portant sur les secrets officiels en vigueur, la défense dite d'intérêt public est supprimée. Cette situation pose problème pour la presse : il lui est difficile de déterminer si telle ou telle information est préjudiciable ; il lui est impossible de connaître les limites de sa responsabilité en cas de réception d'informations officielles de la part de lanceurs d'alerte. Au début du XXI^{ème} siècle, la volonté affichée du nouveau parti travailliste de rompre avec la culture du secret autour des activités du gouvernement ainsi qu'avec l'opacité de la gestion des autorités administratives indépendantes paraît ainsi peu cohérente.

Malgré ce cadre législatif, il existe en parallèle une mesure extra-légale, couramment appelée l'Avis de la défense. Ce système d'émission d'Avis consiste en une notification qui vise à censurer, en amont de la publication, toutes informations officielles considérées comme préjudiciables à la défense et à la sécurité nationale. Un tel Avis n'est pas juridiquement contraignant mais est souvent respecté par les médias traditionnels. Existant depuis plus d'un siècle, ce système suscite un questionnement sur l'insuffisance de la politique gouvernementale vis-à-vis des médias, en raison des stratégies de contournement liées notamment aux évolutions du paysage numérique.

Par conséquent, il convient, dans un premier temps, d'examiner les origines de cette pratique, puis ses risques pour l'intérêt public lorsqu'un gouvernement cherche à s'en servir pour défendre ses propres intérêts, comme en témoigne l'intervention du comité chargé de l'émission d'Avis auprès du magazine *Flight International*, suite au bombardement du Kosovo en 1999. Ensuite, une attention particulière doit être portée à deux cas d'intervention du comité : lors de la fuite des renseignements diplomatiques en 2010 ; lors des révélations de programmes de surveillance de masse en 2013. Dans ce contexte, il convient d'examiner les projets de partenariat transnationaux entre certains organes de la presse réputés et *Wikileaks*, car ce dernier bouleverse la définition du journalisme à l'ère numérique. En particulier, il est nécessaire

d'analyser les pressions, gouvernementales notamment, exercées sur le *Guardian* à ces occasions.

3.1. La persistance de l'accord tacite au début du XXI^{ème} siècle

Le système dit couramment de l'Avis de la défense, qui repose sur un accord tacite entre le gouvernement et les médias, est unique dans le monde. Par conséquent, il est nécessaire, dans un premier temps, de situer ce dispositif dans son contexte historique. À l'occasion du bombardement du Kosovo en 1999, il est particulièrement difficile pour la presse d'accéder à des informations gouvernementales authentiques. Des questions relatives à la dissimulation des informations en temps de guerre et à l'instrumentalisation des médias se posent. Il convient ainsi d'examiner la réaction de la presse lorsqu'il s'avère que le comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel est intervenu auprès de *Flight International*, magazine hebdomadaire spécialisé dans l'aviation, en amont d'une publication concernant le degré d'inefficacité des frappes aériennes.

3.1.1. Entre confidentialité de l'information officielle et transparence des activités gouvernementales

Le principal outil dont dispose le gouvernement du Royaume-Uni, de nos jours, pour censurer une divulgation d'informations officielles jugée préjudiciable à la défense et à la sécurité nationale, est la loi portant sur les secrets officiels de 1989⁶⁶⁴. L'importance qu'accorde le gouvernement à cette législation est telle que les fonctionnaires de la Couronne sont tenus de signer un engagement à respecter les dispositions prévues par cette loi, même s'il s'agit d'un rituel sans aucune valeur juridique⁶⁶⁵. Cette loi a été adoptée afin de remédier aux faiblesses et échecs de la loi précédente : la loi portant sur les secrets officiels de 1911 (*Official Secrets Act 1911*)⁶⁶⁶. Alors que les parlementaires estimaient qu'il s'agissait simplement de remodeler la

⁶⁶⁴ GRIFFITH, John, « The Official Secrets Act 1989 », in *Journal of Law and Society*, vol. 16, n° 3, 1989, pp. 273-290 ; YAHALOM LEINWAND, Tali, « For British Eyes Only? The DA-Notice System and its Implications for U.S. Media Law », in *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 53, n° 1, 2014 [en ligne], <http://jtl.columbia.edu/for-british-eyes-only-the-da-notice-system-and-its-implications-for-u-s-media-law/> [consulté en septembre 2017], pp. 157-203, pp. 157, 162.

⁶⁶⁵ COSTIGAN, Ruth et STONE, Richard, *Civil Liberties and Human Rights*, Oxford : Oxford University Press, 11^{ème} édition, 2017, p. 335.

⁶⁶⁶ *Departmental Committee on Section 2 of the Official Secrets Act 1911*, Order 5104, Londres : Her Majesty's Stationery Office, septembre 1972 ; *White Paper: Reform of Section 2 of the Official Secrets Act 1911*, Order 7285, Londres : Her Majesty's Stationery Office, juillet 1978.

loi initiale de 1889, la version de 1911 a représenté un changement majeur en faveur des secrets d'État⁶⁶⁷. Les notions de référence de cette dernière étaient imprécises, et la charge de la preuve était inversée dans la mesure où il appartenait alors à l'accusé de prouver son innocence⁶⁶⁸. La loi de 1989 actuellement en vigueur abroge et remplace ainsi l'article 2 de la loi précédente, concernant la criminalisation de la communication non-autorisée de toute information officielle⁶⁶⁹. Il appartient désormais à la justice de démontrer que la transmission de l'information est illégale et préjudiciable⁶⁷⁰. Par ailleurs, des catégories de personnes précises sont visées et des sanctions pénales sont prévues dans des domaines plus spécifiques en cas de divulgation non-autorisée d'informations : sécurité ou renseignements, défense, relations internationales, crime et pouvoirs spéciaux en matière d'investigation⁶⁷¹.

Cependant, la loi portant sur les secrets officiels de 1989 impose des restrictions conséquentes aux employés actuels et anciens des services de renseignement, aux fonctionnaires de la Couronne, aux entrepreneurs exerçant auprès du gouvernement, et à toute personne qui réceptionne l'information en question⁶⁷². Comparée à la loi de 1911, de nombreuses ambiguïtés subsistent dans le champ d'application de la nouvelle loi⁶⁷³. C'est ce dont témoignent l'absence de définition de ce qui constitue un « secret officiel » et l'imprécision de la notion de préjudice causé en rapport avec la divulgation d'information, concepts qu'il revient à la justice de préciser en cas de procès⁶⁷⁴. Par ailleurs, et de manière cruciale pour la presse, la défense dite d'intérêt public est supprimée⁶⁷⁵. Tous ces phénomènes laissent la presse dans l'incertitude sur le point de savoir si telle ou telle information est préjudiciable, et dans l'impossibilité de connaître les limites de sa responsabilité à partir du moment où un journaliste aurait reçu l'information de la part d'un fonctionnaire de la Couronne ou d'un entrepreneur exerçant auprès du gouvernement par exemple⁶⁷⁶.

⁶⁶⁷ WILKINSON, Nicholas, *Secrecy and the Media: The Official History of the United Kingdom's D-Notice System*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2009, p. 37.

⁶⁶⁸ GAY, Oonagh et MAER, Lucinda, *Official Secrecy*, n° SN/PC/02023, Londres : House of Commons Library, le 30 décembre 2008 [en ligne], <https://fas.org/irp/world/uk/secrecy.pdf> [consulté en septembre 2017].

⁶⁶⁹ *Official Secrets Act 1989*, *op. cit.*, article 16 (4).

⁶⁷⁰ BARNETT, Hilaire, *Constitutional and Administrative Law*, Londres et New York : Routledge, 12^{ème} édition, 2017, p. 550.

⁶⁷¹ *Official Secrets Act 1989*, *op. cit.*; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 163.

⁶⁷² *Official Secrets Act 1989*, *op. cit.*, article 12 ; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, pp. 162, 165.

⁶⁷³ BARLETT, Gail et EVERETT, Michael, *The Official Secrets Acts and Official Secrecy*, n° CBP07422, Londres: House of Commons Library, le 02 mai 2017 [en ligne], <http://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7422#fullreport> [consulté en septembre 2017], pp. 9-10 ; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, pp. 162, 164-65.

⁶⁷⁴ *Ibid.*

⁶⁷⁵ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 551 ; GAY, Oonagh et MAER, Lucinda, *op. cit.*, p. 6 ; GRIFFITH, John, *op. cit.*, p. 287 ; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 164.

⁶⁷⁶ YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 165.

La façon générale de considérer l'information officielle, provenant du gouvernement au Royaume-Uni, a penché en faveur du secret tout au long du XX^{ème} siècle⁶⁷⁷. Si le service des renseignements intérieurs (*Security Service/MI5*) existe depuis 1909⁶⁷⁸, l'identité de son directeur-général n'est rendue publique qu'en 1991 et l'existence, en temps de paix, du service des renseignements extérieurs (*Secret Intelligence Service/MI6*) n'est reconnue officiellement qu'en 1992 par John Major, alors Premier ministre⁶⁷⁹. Par ailleurs, le gouvernement ne publie les budgets prévisionnels relatifs aux divers services de renseignement, pour la première fois, qu'en novembre 1993, au moment de présenter le projet de loi portant sur les services de renseignement de 1994 (*Intelligence Services Act 1994*)⁶⁸⁰.

La loi portant sur les services de renseignement de 1994 marque un tournant dans la mesure où elle instaure un cadre législatif et une certaine surveillance des activités des services secrets de renseignement et du Quartier-général des communications du gouvernement (*Government Communications Headquarters*)⁶⁸¹. Ce changement s'inscrit dans une réflexion plus large concernant les modèles et modalités de gouvernance publique, celle-ci incluant désormais les notions de responsabilisation et de transparence issues des techniques de gestion du secteur privé⁶⁸². Le 25 mars 1996, Tony Blair, alors chef de l'opposition, prononce un discours lors de la cérémonie annuelle de remise des prix d'un lobby en faveur de la liberté d'accès à l'information (*Campaign for Freedom of Information*) dans la perspective des élections législatives du 1^{er} mai 1997⁶⁸³. Il souligne le souhait de son nouveau parti travailliste (*New Labour*) de rompre avec la culture du secret autour des activités du gouvernement ainsi qu'avec l'opacité de la gestion des autorités administratives indépendantes (*arm's length body / Quasi-autonomous non-governmental organisation*) :

Notre volonté d'une loi portant sur la liberté d'accès à l'information est manifeste, et je le réaffirme ici ce soir. Nous souhaitons mettre fin au secret obsessionnel et inutile qui entoure l'activité du gouvernement, et rendre l'information gouvernementale accessible au public à moins qu'il n'existe de très bonnes raisons de ne pas le faire. Par conséquent, il est à supposer que l'information devrait être, plutôt que ne pas être, dévoilée. Nous souhaitons décloisonner les autorités administratives indépendantes et les organismes

⁶⁷⁷ COSTIGAN, Ruth et STONE, Richard, *op. cit.*, pp. 335-336 ; *Official Secrets Act 1989, op. cit.*

⁶⁷⁸ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 538.

⁶⁷⁹ *Ibid.*, p. 541; GILL, Peter, « Reasserting Control: Recent Changes in the Oversight of the UK Intelligence Community », in *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 2, 1996 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/02684529608432359> [consulté en août 2017], pp. 313-331, p. 313.

⁶⁸⁰ *Ibid.* ; *Intelligence Services Act 1994*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1994/13/contents> [consulté en août 2017].

⁶⁸¹ *Ibid.*

⁶⁸² GILL, Peter, *op. cit.*, p. 313.

⁶⁸³ BLAIR, Tony, discours prononcé lors de la cérémonie annuelle de remise des prix par l'organisation *Campaign for Freedom of Information* [transcription], *op. cit.*

*désignés, qui devraient œuvrer de manière à exposer leurs actions à l'examen adéquat du public.*⁶⁸⁴

Cette promesse électorale explicite en faveur de la liberté d'accès à l'information se veut révolutionnaire par sa remise en cause du principe de la nécessité du secret, comme en témoigne ici le vocabulaire évoquant une opposition entre cloisonnement et exposition, méfiance et confiance, opacité et transparence. Sous le gouvernement travailliste de Blair, plusieurs lois sont adoptées en faveur de la responsabilisation, de la transparence et de la décentralisation de la gouvernance telles que : la loi portant sur les gouvernements locaux de 2000, instaurant notamment la possibilité d'élection des maires au suffrage direct ; les lois portant sur la dévolution à partir de 1998, impliquant l'attribution de certains pouvoirs au Parlement écossais et aux Assemblées galloise et nord-irlandaise ; la loi portant sur la liberté d'information de 2000, permettant l'accès du public à l'information détenue par le gouvernement⁶⁸⁵. Cependant, suite à la mise en œuvre de ces mesures législatives, Blair exprime, rétrospectivement, un grand regret au sujet de la loi portant sur la liberté d'information de 2000⁶⁸⁶. Dans une interview donnée au *Guardian* à l'occasion de la sortie de ses mémoires en 2010, il pointe du doigt les journalistes qui ont recours à cette législation pour accéder à des informations officielles du gouvernement :

*[...] si vous tentez de prendre une décision difficile, et que vous pesez les avantages et les inconvénients, vous aurez des conversations franches [...] Et si, ensuite, ces conversations sont diffusées sous forme de publication et sont susceptibles, ultérieurement, d'être mises en exergue d'une certaine manière, vous allez être très prudent. C'est pour cette raison que ce n'est pas une chose raisonnable.*⁶⁸⁷

D'après ce raisonnement, le maintien du secret permet aux acteurs gouvernementaux concernés de travailler en situation de confiance, et participe ainsi à l'efficacité des travaux. Le

⁶⁸⁴ « Our commitment to a freedom of information act is clear, and I reaffirm it here tonight. We want to end the obsessive and unnecessary secrecy which surrounds government activity and make government information available to the public unless there are good reasons not to do so. So the presumption is that information should be, rather than should not be, released. We want to open up the quango state and the appointed bodies, which should operate in a manner which exposes their actions to proper public scrutiny » : *Ibid.*

⁶⁸⁵ Voir par exemple : *Freedom of Information Act 2000, op. cit.* ; *Government of Wales Act 1998, op. cit.* ; *Local Government Act 2000, op. cit.* ; *Northern Ireland Act 1998, op. cit.* ; *Scotland Act 1998, op. cit.*

⁶⁸⁶ BLAIR, Tony, *A Journey*, Londres : Hutchinson, 1^{ère} édition, 2010, p. 16.

⁶⁸⁷ « [...] if you are trying to take a difficult decision and you're weighing up the pros and cons, you have frank conversations [...] And if those conversations then are put out in a published form that afterwards are liable to be highlighted in particular ways, you are going to be very cautious. That's why it's not a sensible thing » : BLAIR, Tony, entretien réalisé par KETTLE, Martin [transcription], in *The Guardian*, « Tony Blair Interview: The Full Transcript », le 1^{er} septembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2010/sep/01/tony-blair-interview-full-transcript> [consulté en août 2017].

contraste avec le discours susmentionné de 1996 est frappant dans la mesure où Blair avait plaidé en faveur de la responsabilisation du gouvernement tout en prenant en compte les besoins de confidentialité par le biais d'un droit qualifié en matière de liberté d'accès à l'information officielle⁶⁸⁸. À titre d'exemple, les informations relevant des forces armées de la Couronne sont hors du champs d'application de la loi portant sur la liberté d'information de 2000, à partir du moment où la révélation de ces informations est jugée préjudiciable à la défense ou à la sécurité nationale⁶⁸⁹. En tout état de cause, la protection des droits concurrents liés à la sécurité et à la défense – tels que le droit à la vie – fait toujours l'objet de la loi portant sur les secrets officiels de 1989⁶⁹⁰. Le gouvernement du Royaume-Uni dispose ainsi de voies juridiques bien établies en cas de divulgation non-autorisée d'informations officielles, qui vont des demandes d'injonctions civiles en amont de la publication – étudiées dans le chapitre précédent – à des poursuites pénales *a posteriori* en vertu de la loi portant sur les secrets officiels de 1989⁶⁹¹.

Malgré cette situation, il existe en parallèle une mesure extra-légale, couramment appelée l'Avis de la défense, ou l'Avis D (*Defence Notice / D-Notice*)⁶⁹². Il s'agit d'une notification qui vise à censurer toutes informations officielles considérées comme préjudiciables à la défense et à la sécurité nationale en amont de la publication⁶⁹³. Cette abréviation fait référence à la création du dispositif au Royaume-Uni en 1912⁶⁹⁴, même si elle est officiellement renommée l'Avis consultatif de la défense (*Defence Advisory Notice / DA-Notice*) en 1993, puis l'Avis aux médias en matière de défense et de sécurité (*Defence and Security Media Advisory Notice / DSMA-Notice*) à partir de 2015⁶⁹⁵. Un tel Avis n'est pas juridiquement contraignant mais est souvent respecté par les médias traditionnels⁶⁹⁶, ce qui soulève des questions de censure et d'autocensure en amont de la publication. Selon Bob Satchwell, ancien directeur général de la société britannique des rédacteurs-en-chef de journaux, il s'agit d'un système de retenue résultant d'un accord tacite (*gentleman's handshake*) et non d'autocensure⁶⁹⁷ ; pour Hilaire Barnett, universitaire juriste à l'Université de Londres

⁶⁸⁸ BLAIR, Tony, discours prononcé lors de la cérémonie annuelle de remise des prix par l'organisation *Campaign for Freedom of Information* [transcription], *op. cit.*

⁶⁸⁹ *Freedom of Information Act 2000*, *op. cit.*, articles 24, 26.

⁶⁹⁰ GRIFFITH, John, *op. cit.*, pp. 273-290.

⁶⁹¹ *Official Secrets Act 1989*, *op. cit.*

⁶⁹² YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 166.

⁶⁹³ *Ibid.*

⁶⁹⁴ WILKINSON, Nicholas, *op. cit.*, p. 458.

⁶⁹⁵ *The Defence and Security Media Advisory Committee*, « From D-Notices to DA-Notices », dernière mise à jour le 6 août 2015 [en ligne], <http://dsma.uk/history/> [consulté en septembre 2017].

⁶⁹⁶ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 554 ; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 157.

⁶⁹⁷ GRIMLEY, Naomi, « D for Discretion: Can the Modern Media Keep a Secret? », in *BBC*, le 22 août 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-politics-14572768> [consulté en août 2017].

(Queen Mary), ce système représente une véritable barrière à la liberté de la presse⁶⁹⁸. Par ailleurs, ce système d'émission d'Avis non juridiquement contraignants visant la censure en amont de publication est unique dans le monde⁶⁹⁹. En dehors du Royaume-Uni, seule l'Australie a pratiqué un tel système entre 1952 et 1982⁷⁰⁰. Le comité correspondant est resté inactif par la suite⁷⁰¹, même si la remise en place d'un tel dispositif a été évoquée par le Procureur-général fédéral australien, Robert McClelland, en novembre 2010, dans le contexte d'une opération anti-terroriste (*Operation Neath*) à Melbourne en août 2009⁷⁰².

L'origine du système d'émission d'Avis de la défense remonte plus précisément à la création, en 1912, d'un comité mixte composé de représentants du Ministère de la guerre et de la presse, et ayant pour objectif de gérer un système d'autorégulation⁷⁰³. Le gouvernement libéral d'Herbert Asquith cherchait à contrôler la publication d'informations relatives aux actions militaires et marines menées en temps d'état d'urgence, en s'appuyant sur un réseau de relations plutôt que de passer par des mesures législatives de « censure manifeste »⁷⁰⁴. La création du comité était l'aboutissement de longues discussions, remontant aux années 1880, entre le gouvernement et la presse britannique, dans le contexte d'évolutions démographiques, politiques, et technologiques impliquant une plus grande rapidité du transfert et du partage d'informations à grande échelle⁷⁰⁵. Les activités du comité ont été perturbées, pendant et entre les deux guerres mondiales, au profit de dispositifs visant la censure tels que la création du

⁶⁹⁸ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 554.

⁶⁹⁹ *The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review*, mars 2015 [en ligne] <http://www.dsma.uk/> [consulté en août 2017], p. 6.

⁷⁰⁰ *Australian Government*, « Fact Sheet 49 – D Notices », le 27 septembre 2011, fiche archivée par *Internet Archive* [Wayback Machine](https://web.archive.org/web/20110927085709/http://www.naa.gov.au/about-us/publications/fact-sheets/fs49.aspx), [en ligne], <https://web.archive.org/web/20110927085709/http://www.naa.gov.au/about-us/publications/fact-sheets/fs49.aspx> [consulté en août 2017] ; *Commission of Inquiry into the Australian Secret Intelligence Service, Report on the Australian Secret Intelligence Service – Public Edition*, Canberra : Australian Government Publishing Service, mars 1995 [en ligne], <http://apo.org.au/node/37293> [consulté en août 2017] ; SADLER, Pauline, *National Security and the D-Notice System*, Londres et New York : Routledge, 2^{ème} édition, 2018, p. 1.

⁷⁰¹ *Ibid.*

⁷⁰² LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *In the Name of National Security Secrecy, Surveillance and Journalism*, Londres et New York : Anthem Press, 1^{re} édition, 2018 [version Kindle], chapitre 4 ; GRANT, Will et TYNAN, Elizabeth, « Muzzling Sheep: Wikileaks Bringing a New D-Notice Era for Australia? », in *Diffusion: Science communication, theory and practice*, le 21 décembre 2010 [en ligne], <https://researchonline.jcu.edu.au/23158/> [consulté en août 2017], sans pagination ; HALL, Ashley, « Doubts over Plan to Silence Reporting on Terrorism Investigations », [enregistrement audio], in *ABC*, le 6 août 2009 [en ligne], <http://www.abc.net.au/pm/content/2008/s2648430.htm> [consulté en août 2017] ; STEWART, Cameron, « Attorney-General Robert McClelland Urges Media to Accept Security Curbs », in *The Australian*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <http://www.theaustralian.com.au/national-affairs/attorney-general-robert-mcclelland-urges-media-to-accept-security-curbs/news-story/3e23f1600b9c22902a3f4f3eeb6104dd> [consulté en août 2017].

⁷⁰³ WILKINSON, Nicholas, *op. cit.*, pp. 45-46.

⁷⁰⁴ « overt censorship » : SADLER, Pauline, *op. cit.*, p. 61.

⁷⁰⁵ WILKINSON, Nicholas, *op. cit.*, pp. 3-10.

Bureau de la presse (*Press Bureau*)⁷⁰⁶. Néanmoins, le système d'émission d'Avis de la défense existe depuis plus d'un siècle, et a fait l'objet d'études régulières à partir de 1937⁷⁰⁷, la dernière datant de 2014⁷⁰⁸. En 1984, Alisdair Palmer, alors étudiant chercheur à l'Université de Cambridge, envisageait déjà l'impossibilité de poursuivre dans la voie de ce système extra-légal d'accord tacite, en raison du désaccord entre les divers acteurs concernant la définition de l'intérêt national :

*A l'heure actuelle, personne ne sait exactement comment réconcilier le principe de la participation des citoyens et de l'indépendance des médias avec la confidentialité inévitablement requise au nom de l'intérêt national, principalement en raison du désaccord croissant sur ce qui constitue l'intérêt national [...] Dorénavant, le débat [éclairé] ne peut être évité que par le biais de sanctions judiciaires.*⁷⁰⁹

Pourtant, ce système perdure : le comité consultatif aux médias en matière de défense et de sécurité (*Defence and Security Media Advisory Committee*) constituée, sous sa forme actuelle, une autorité administrative indépendante et figure ainsi parmi les « organismes et autres entités publiques » du gouvernement du Royaume-Uni⁷¹⁰. Il travaille en partenariat avec le Ministère de la défense, et veille à la mise en œuvre d'un code appliqué, sur la base du volontariat, par les départements gouvernementaux responsables de la sécurité nationale et les médias⁷¹¹. Ses membres comprennent des représentants des médias et des Ministères⁷¹², et ses Avis aux médias en matière de défense et de sécurité peuvent être émis dans les cinq domaines suivants depuis mai 2000 : opérations / plans / capacités militaires ; équipement et systèmes d'armes nucléaires et non-nucléaires ; forces anti-terroristes et forces spéciales militaires / opérations, activités, méthodes de communication et techniques des agences de renseignement ; installations et biens

⁷⁰⁶ SADLER, Pauline, *op. cit.*, pp. 24-34 ; SIGEL, Lisa, « Censorship and Magic Tricks in Inter-War Britain », in *Revue LISA*, vol. 11, n° 1, 2013 [en ligne], <http://journals.openedition.org/lisa/5211> [consulté en septembre 2017], para. 1-57.

⁷⁰⁷ WILKINSON, Nicholas, *op. cit.*, p. 153.

⁷⁰⁸ *The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review, op. cit.*

⁷⁰⁹ « At present, no-one has a clear idea of how to reconcile the principles of public participation and the independence of the media with the inevitable secrecy required for the sake of the national interest, primarily because of increasing disagreement on what constitutes that national interest [...] Henceforth [informed] debate can be prevented only by legal sanctions » : PALMER, Alasdair, « The History of the D-Notice Committee », in ANDREW, Christopher et DILKS, David (eds.), *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Londres : MacMillan, 1^{re} édition, 1984, pp. 227-249, p. 249.

⁷¹⁰ *UK Gov*, « Departments, Agencies and Public Bodies », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations> [consulté en septembre 2017].

⁷¹¹ *The Defence and Security Media Advisory Committee*, « The DSMA-Notice System: How the System Works », dernière mise à jour le 11 août 2015 [en ligne], http://www.dsma.uk/the_system/index.htm#composition [consulté en février 2017].

⁷¹² *Ibid.*

sensibles appartenant au Royaume-Uni et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; personnels occupant des postes sensibles et leurs familles⁷¹³.

Le statut de ce comité n'est pas exempt de critiques en raison des questions de responsabilité du gouvernement et de liberté des autorités administratives indépendantes dans un contexte de difficultés de financement⁷¹⁴. Le maintien d'un site Internet dédié à ce comité⁷¹⁵ distinct de celui du gouvernement, depuis 2000⁷¹⁶, peut être considéré comme le reflet d'une volonté d'affirmer son ouverture au public et son indépendance. Cependant, le financement des salaires et autres coûts de fonctionnement provient du Ministère de la défense sans pour autant que le budget soit spécifique⁷¹⁷. Par ailleurs, la présidence du comité a toujours été assurée par le Ministère de la défense : traditionnellement par le sous-secrétaire d'État permanent au Ministère de la défense, puis par le directeur général de la politique de sécurité au Ministère de la défense depuis 2015⁷¹⁸.

Au début du XXI^{ème} siècle, le recours du Ministère de la défense britannique à ce type d'accord tacite se trouve fortement critiqué lorsqu'il s'avère qu'il a fait intervenir le comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel (*Defence Press and Broadcasting Advisory Committee*) auprès du magazine *Flight International*, en amont d'une publication concernant l'efficacité de la campagne aérienne de 1999 au Kosovo⁷¹⁹. Malgré le fort intérêt

⁷¹³ *The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review, op. cit.*, p. 5 ; *The Defence and Security Media Advisory Notice System*, « From D-Notices to DA-Notices », date non indiquée [en ligne], <http://www.dsma.uk/history/index.htm#fromtdoda> [consulté en février 2017].

⁷¹⁴ Voir par exemple : *House of Commons Public Administration Select Committee, Smaller Government: Shrinking the Quango State*, HC537, Londres : The Stationery Office Ltd., le 20 décembre 2010 [en ligne] <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmselect/cmpubadm/537/537.pdf> [consulté en septembre 2017] ; *House of Commons Public Administration Select Committee, Who's Accountable? Relationships Between Government and Arm-Length Bodies*, HC1137, Londres : The Stationery Office Ltd., le 10 novembre 2014 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmpubadm/110/110.pdf> [consulté en septembre 2017].

⁷¹⁵ WILKINSON, Nicholas, *op. cit.*, p. 484.

⁷¹⁶ *UK Gov*, « Defence and Security Media Advisory Committee has a Separate Website », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations/defence-and-security-media-advisory-committee> [consulté en septembre 2017].

⁷¹⁷ *The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review, op. cit.*, p. 14.

⁷¹⁸ *The Defence and Security Media Advisory Committee*, « Frequently Asked Questions », date non indiquée [en ligne] <http://www.dsma.uk/faqs/index.htm> [consulté en septembre 2017].

⁷¹⁹ Voir par exemple : *BBC*, « Bombs Missed Kosovo Targets », le 14 août 2000 [en ligne] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/879560.stm [consulté en novembre 2017] ; SENGUPTA, Kim, « Ministers 'Tried to Cover Up Report on Kosovo Bombs' », in *The Independent*, le 15 août 2000 [en ligne], <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/ministers-tried-to-cover-up-report-on-kosovo-bombs-711500.html> [consulté en novembre 2017] ; SMITH, Michael, « Six out of Ten RAF Bombs Missed Target in Kosovo », in *The Telegraph*, le 15 août 2000 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1352848/Six-out-of-10-RAF-bombs-missed-target-in-Kosovo.html> [consulté en novembre 2017] ; *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs "Off-Target" », le 14 août 2000 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2000/aug/14/balkans2> [consulté en novembre 2017].

public lié aux révélations des pertes civiles provoquées par les bombardements, le Ministère tente d'empêcher la publication de cette information.

3.1.2. Le cas du bombardement du Kosovo de 1999 et la défense de l'intérêt public

Lors de la guerre du Kosovo de février 1998 à juin 1999, le Royaume-Uni participe au bombardement de cibles du 24 mars au 10 juin, dans le cadre de l'Opération force alliée (*Operation Allied Force*)⁷²⁰. Cette opération est menée, dans son ensemble, par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (l'OTAN) à l'encontre des forces de la République fédérale de Yougoslavie⁷²¹. Le Royaume-Uni est le deuxième plus grand contributeur en appareils aériens militaires, après la France, parmi les alliés européens⁷²². La situation est complexe, car les rapports des Albanais du Kosovo avec les Serbes et les Monténégrins sont marqués par des violences, des atrocités et des expulsions au cours du XX^e siècle, ainsi que la montée de mouvements nationalistes albanais et serbe pendant les années 1970 et 1980⁷²³. Le retrait de l'autonomie du Kosovo et du Vojvodine en 1989, sous la République fédérale de Yougoslavie, contribue à nourrir l'indépendantisme ailleurs dans la Fédération, aboutissant à la dislocation de la Yougoslavie⁷²⁴.

À l'issue de la guerre du Kosovo, les États membres de l'OTAN se trouvent fortement critiqués pour leur incapacité à prévenir les hostilités⁷²⁵. D'une part, les négociations de 1995 visant à mettre fin à la guerre de Bosnie-Herzégovine n'avaient pas inclus la question du statut du Kosovo⁷²⁶. D'autre part, les États membres de la communauté économique européenne (CEE) avaient reconnu la Yougoslavie, en avril 1996, sans prendre en compte la problématique relative à l'autonomie des Albanais du Kosovo, pourtant prévue par la Déclaration portant sur

⁷²⁰ *The Independent International Commission on Kosovo, The Kosovo Report*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2000, p. 92.

⁷²¹ *Ibid.*

⁷²² PETERS, John, JOHNSON, Stuart, BENSANEL, Nora, LISTON, Timothy et WILLIAMS, Traci, *European Contributions to Operation Allied Force: Implications for Transatlantic Cooperation*, Santa Monica : RAND, 1^{re} édition, 1999 [en ligne], <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a399308.pdf> [consulté en septembre 2017], pp. 22-23.

⁷²³ *Ibid.*, p. 33.

⁷²⁴ *Ibid.*, pp. I, 50.

⁷²⁵ GEROW, Ashley, « Humanitarian Intervention: Preventing or Prolonging Human Rights Violations », thèse de spécialisation en études de gouvernance et de justice, sous la direction du Professeur LUST, Aleksander, Université d'Appalachian State, 2017 [en ligne], https://libres.uncg.edu/ir/asu/f/GEROW_ASHLEY_2017THESIS.pdf [consulté en décembre 2017], pp. 19-30 ; *The Independent International Commission on Kosovo, op. cit.*, pp. 85-90 ; VOON, Tania, « Pointing the Finger: Civilian Casualties of NATO Bombing in the Kosovo Conflict », in *American University International Law Review*, vol. 16, n° 4, 2001 [en ligne] <http://digitalcommons.wcl.american.edu/auilr/vol16/iss4/4/> [consulté en décembre 2017], pp. 1083-1113.

⁷²⁶ *Ibid.*

la Yougoslavie adoptée par la CEE le 16 décembre 1991⁷²⁷. Les reproches portent aussi sur le taux élevé de victimes civiles, le nettoyage ethnique des Albanais du Kosovo, et l'instabilité persistante de la région⁷²⁸. L'opération force alliée de l'OTAN est considérée comme contraire au droit international dans la mesure où le Conseil de sécurité des Nations unies n'adopte pas de résolution en faveur du recours à la force⁷²⁹. Au Royaume-Uni, l'efficacité et les conséquences du bombardement du Kosovo font l'objet de débats, comme en témoigne une étude de la commission parlementaire sur les affaires étrangères⁷³⁰. Les résultats de cette étude sont publiés dès mai 2000, et portent sur les rapports entre causalité et responsabilité⁷³¹.

Compte tenu de l'illégalité de l'Opération force alliée, le gouvernement du Royaume-Uni cherche à justifier son intervention par la nécessité d'éviter une catastrophe humanitaire, d'où la focalisation des débats sur une question de légitimité morale⁷³². C'est ainsi que, lors d'une déclaration faite à Berlin au début de la campagne aérienne, le 24 mars 1999, Tony Blair, alors Premier ministre, constate :

Nous agissons pour une raison très simple ; endommager suffisamment les forces serbes afin d'empêcher Milosevic de continuer à perpétuer son ignoble oppression à l'encontre de civils Albanais du Kosovo innocents [...] Le Kosovo est aux portes de l'Europe. Comme l'ont montré les crises des Balkans passées, les conséquences se font ressentir

⁷²⁷ United Nations Security Council, *Economic Policy Committee Declaration on Yugoslavia / Declaration on the 'Guidelines on the Recognition of New States in Eastern Europe and in the Soviet Union'*, S/23293, annexes 1 et 2, le 16 décembre 1991 [en ligne], https://digitallibrary.un.org/record/135135/files/S_23293-EN.pdf [consulté en décembre 2017], pp. 2-5 ; *House of Commons Foreign Affairs Select Committee, Foreign Affairs – Fourth Report*, HC28, Londres : The Stationery Office Limited, le 23 mai 2000 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmfaaff/28/2802.htm> [consulté en décembre 2017], para. 32.

⁷²⁸ GEROW, Ashley, *op. cit.*, pp. 19-30 ; *The Independent International Commission on Kosovo*, *op. cit.*, pp. 88-90 ; VOON, Tania, *op. cit.*, pp. 1083-1113.

⁷²⁹ BONO, Giovanna, « NATO's War Over Kosovo: The Debates, Dynamics and Consequences », in DAVIS, Michael, DIETRICH, Wolfgang, SCHOLDAN, Bettina et SEPP, Dieter (eds.), *International Intervention in the Post-Cold War World: Moral Responsibility and Power Politics*, Routledge : Londres et New York, 1^{re} édition, 2003, pp. 222-240 ; FRANCINI, Daniel et TZANAKOPOULOS, Antonios, « The Kosovo Crisis – 1999 », in CORTEN, Olivier et RUYSS, Tom (eds.), *International Law and the Use of Force: A Case-Based Approach*, Oxford: Oxford University Press, 1^{re} édition, 2018, pp. 594-624, p. 594 ; ROBERTS, Anthea, « Legality vs Legitimacy: Can Uses of Force Be Illegal but Justified? », in ALTSON, Philip et MACDONALD, Euan (eds.), *Human Rights, Intervention, and the Use of Force*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2008, pp. 179-213, p. 181.

⁷³⁰ *House of Commons Foreign Affairs Select Committee, Foreign Affairs – Fourth Report*, HC28, *op. cit.*, para. 32.

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² BONO, Giovanna, *op. cit.* pp. 222-240 ; BOWERS, Paul, OAKES, Mark et YOUNGS, Tim, *Kosovo: NATO and Military Action*, HC RP 99/34, Londres : House of Commons Library, le 24 mars 1999 [en ligne], <http://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/RP99-34> [consulté en décembre 2017], pp. 26-35 ; FRANCINI, Daniel et TZANAKOPOULOS, Antonios, *op. cit.* pp. 594-624 ; *House of Commons Defence Select Committee, The Strategic Defence and Security Review and the National Security Strategy: Sixth Report of Session 2010-12*, le 3 août 2011, Londres : The Stationery Office Limited [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmdfence/761/761vw.pdf [consulté en janvier 2018], vol. II, pp. 27-28, para. 10-14 ; ROBERTS, Anthea, *op. cit.*, p. 181.

*bien au-delà des limites de la région. Comme je l'ai dit hier, il y a plus d'un million de réfugiés en provenance de l'ancienne Yougoslavie dans les pays de l'Union européenne.*⁷³³

La responsabilité est donc fermement imputée à Slobodan Milosevic, alors Président de la République fédérale de Yougoslavie, par le biais d'un vocabulaire empruntant au champ lexical de la cruauté, la dictature, voire la tyrannie. Il s'agit pour Blair de souligner la nécessité d'une action collective de la part des membres de l'OTAN. D'une part, il insiste sur la catastrophe humanitaire en cours afin de légitimer l'intervention physique de l'OTAN d'un point de vue moral. D'autre part, il emprunte la métaphore du pas de porte, assimilant le Kosovo au voisinage immédiat de l'Europe, pour laisser imaginer les conséquences qui pourraient éventuellement découler de l'inaction : en faisant état des vagues passées d'immigration de réfugiés vers les États membres de l'Union européenne, il semble suggérer qu'un tel phénomène pourrait se reproduire.

À l'issue de la guerre, la commission internationale indépendante sur le Kosovo conclut que face aux discours de légitimation et aux affirmations exagérées, les journalistes ont cherché globalement à ne pas succomber à la propagande en faveur de l'Opération force alliée, ni à celle provenant du gouvernement de l'ancienne Yougoslavie⁷³⁴. Cependant, l'angle de présentation des hostilités par les médias est remis en cause par la suite, comme en témoigne une étude de Philip Hammond, universitaire spécialiste des médias⁷³⁵. D'après ce dernier, les journalistes auraient contribué à développer un cadre de présentation relevant de l'impératif moral, dans la continuité de celui adopté lors des reportages précédents portant sur la Yougoslavie pendant les années 1990⁷³⁶. Les trois grands axes se situeraient ainsi autour de la Guerre froide, de la haine inter-ethnique, de la tragédie de l'Holocauste⁷³⁷. Pour Christian Vukasovich, universitaire spécialisé en études de communication, il s'agit même d'une « militarisation » (*weaponisation*)

⁷³³ « We are taking this action for one very simple reason; to damage the Serb forces sufficiently to prevent Milosevic from continuing to perpetuate his vile oppression against innocent Kosovar Albanian civilians [...] Kosovo is right on Europe's doorstep. As previous Balkan crises have shown, the effects are felt far and wide. As I said yesterday, there are more than one million refugees from former Yugoslavia in EU countries. » : BLAIR, Tony [transcription], « Blair's Statement: The Fight for Peace », in *BBC*, le 25 mars 1999 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/303648.stm [consulté en septembre 2017] ; *Reuters*, « Text of British Prime Minister Tony Blair's Statement on Kosovo Bombing », in *The New York Times*, le 24 mars 1999 [en ligne], <https://partners.nytimes.com/library/world/europe/032499blair-nato-text.html> [consulté en septembre 2017].

⁷³⁴ *The Independent International Commission on Kosovo*, *op. cit.*, p. 6.

⁷³⁵ HAMMOND, Philip, « 'Good Versus Evil' After the Cold War: Kosovo and the Moralisation of War Reporting », in *Javnost - The Public: Journal of the European Institute for Communication and Culture*, vol. 7, n° 3, 2000 [en ligne], https://www.researchgate.net/publication/285559678_Good_Versus_Evil_After_the_Cold_War_Kosovo_and_the_Moralisation_of_War_Reporting [consulté en novembre 2017] pp. 19-38.

⁷³⁶ *Ibid.*

⁷³⁷ *Ibid.*

des médias dans la mesure où les cadres, sources et narrations de l'intervention de l'OTAN au Kosovo correspondent aux intérêts de cette organisation⁷³⁸.

En tout état de cause, face aux questions d'instrumentalisation et à la difficulté d'accéder à des informations authentiques au sujet du bombardement du Kosovo, la presse affiche une forte réaction lorsqu'il s'avère que le comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel (*Defence Press and Broadcasting Advisory Committee*) est intervenu auprès du magazine hebdomadaire spécialisé dans l'aviation, *Flight International*⁷³⁹. Le document officiel classé confidentiel servant de base à la publication en question remet en cause les affirmations précédentes du Ministère de la défense britannique⁷⁴⁰. En effet, le 10 février 2000, lors d'une conférence de presse, ce Ministère présente un bilan du bombardement du Kosovo selon lequel la campagne aérienne serait la mieux réussie de l'histoire de la force aérienne royale britannique⁷⁴¹. Cette déclaration va à l'encontre des rapports des organisations non-gouvernementales de défense des droits de l'homme, qui donnaient déjà à voir une autre image d'ensemble au sujet des pertes civiles⁷⁴².

Cependant, la presse révèle, à partir du 14 août 2000, que Peter Starkey, alors directeur de la vigilance et de l'analyse du Ministère de la défense, avait exposé les statistiques authentiques devant les chefs militaires, et à l'abri de la presse, le lendemain de la conférence susmentionnée, dans le cadre d'une cellule de réflexion spécialisée en défense et sécurité (*Royal United Services Institute*)⁷⁴³. Cette révélation provient d'une enquête menée conjointement par l'émission de la *BBC Radio 4 Today* et *Flight International*⁷⁴⁴. Le rapport classé confidentiel avait été réalisé par l'Agence de contrôle et d'évaluation (*scrutiny and analysis branch*) du

⁷³⁸ VUKASOVICH, Christian, « The Media is the Weapon: The Enduring Power of Balkan War (Mis)Coverage », thèse de doctorat en études des médias et de la communication, sous la direction du Professeur BOYD-BARRETT, Joseph, Université de Bowling Green State, 2012 [en ligne], https://etd.ohiolink.edu/rws_etd/document/get/bgsu1339619438/inline [consulté en novembre 2017].

⁷³⁹ *BBC*, « Bombs Missed Kosovo Targets », *op. cit.* ; SENGUPTA, Kim, *op. cit.* ; SMITH, Michael, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs “Off-Target” », *op. cit.*

⁷⁴⁰ *Ibid.*

⁷⁴¹ *Ibid.*

⁷⁴² *Amnesty International*, « Kosovo: Amnesty International Concerns Relating to NATO Bombings », le 18 mai 1999 [en ligne], <https://www.amnesty.org/download/.../eur700691999en.pdf> [consulté en novembre 2017] ; *Human Rights Watch*, « New Figures on Civilian Deaths in Kosovo War », le 7 février 2000 [en ligne], <https://www.hrw.org/news/2000/02/07/new-figures-civilian-deaths-kosovo-war> [consulté en novembre 2017].

⁷⁴³ NORTON-TAYLOR, Richard, « MoD Leak Reveals Kosovo Failure », in *The Guardian*, le 15 août 2000 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2000/aug/15/balkans> [consulté en novembre 2017].

⁷⁴⁴ DONNELLY, Rachel, « Labour Accused of Cover-Up Over RAF Low Bombing Success Rate », in *The Irish Times*, le 15 août 2000 [en ligne] <https://www.irishtimes.com/news/labour-accused-of-cover-up-over-raf-low-bombing-success-rate-1.1259210> [consulté en novembre 2017] ; *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs “Off-Target” », *op. cit.*

Ministère de la défense⁷⁴⁵. Il conclut en particulier que seulement quarante pour cent des bombes lâchées par la force royale aérienne (*Royal Air Force*) lors du bombardement du Kosovo avaient certainement atteint leur cible⁷⁴⁶. Avant de procéder à la publication de l'article faisant état du taux d'échec correspondant, le 15 août 2000, *Flight International* contacte le Ministère de la défense à des fins de commentaire⁷⁴⁷. C'est dans ce contexte que le Ministère demande au comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel d'intervenir auprès du magazine⁷⁴⁸.

Si Carol Reed, alors rédactrice en chef de *Flight International*, appelle à la prudence quant à l'interprétation des chiffres ayant fait l'objet de fuites, en raison de la difficulté à déterminer le taux de réussite exact de la campagne aérienne⁷⁴⁹, elle défend le choix de la publication en faisant référence à l'intérêt public de l'information en question⁷⁵⁰. Toutefois, le titre de l'article ne laisse aucun doute quant à la remise en cause de l'efficacité du bombardement tel que rapporté par le Ministère de la défense : « Le bombardement du Kosovo n'atteint pas la cible, d'après un rapport du Ministère de la défense »⁷⁵¹. Aucune référence n'y est faite à l'intervention du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel, ni à l'imposition d'un Avis consultatif de la défense⁷⁵². Pourtant, dès la veille de cette publication, une vague d'articles paraît dans la presse britannique, insistant sur le décalage entre les statistiques fournies précédemment aux journalistes, et le bilan réel du bombardement stratégique du Kosovo tel que révélé par la fuite du document officiel⁷⁵³.

Dans le cadre de ce soutien affiché envers la position de *Flight International*, l'intervention du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel est présentée par la presse comme une tentative de censure en amont de la publication, contraire à l'intérêt public⁷⁵⁴. À titre d'exemple, *The Independent* se montre très critique envers le gouvernement quant à l'accès à l'information, comme en témoigne son choix d'intitulé : « Les ministres 'ont

⁷⁴⁵ RIPLEY, Tim et PENNEY, Stewart, « Kosovo Bombing Misses the Target, Says MoD Report », in *Flight International*, du 15 au 21 août 2000 [en ligne], <https://www.flightglobal.com/pdfarchive/view/2000/2000-1%20-%200642.html?search=kosovo%20bombing> [consulté en décembre 2017].

⁷⁴⁶ *Ibid.*

⁷⁴⁷ BBC, « Bombs Missed Kosovo Targets », *op. cit.* ; SENGUPTA, Kim, *op. cit.* ; SMITH, Michael, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs "Off-Target" », *op. cit.*

⁷⁴⁸ *Ibid.*

⁷⁴⁹ MARCUS, Jonathan, « RAF's Embarrassing Statistics », in BBC, le 14 août 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/879964.stm [consulté en novembre 2017].

⁷⁵⁰ *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs "Off-Target" », *op. cit.*

⁷⁵¹ RIPLEY, Tim et PENNEY, Stewart, *op. cit.*

⁷⁵² *Ibid.*

⁷⁵³ Voir par exemple : BBC, « Bombs Missed Kosovo Targets », *op. cit.*; SENGUPTA, Kim, *op. cit.*; SMITH, Michael, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Most Kosovo Bombs "Off-Target" », *op. cit.*

⁷⁵⁴ *Ibid.*

tenté de dissimuler un rapport au sujet des bombes du Kosovo' »⁷⁵⁵. L'emploi de guillemets sans précision d'une source éventuelle empêche d'établir s'il s'agit d'une citation fiable. En tout état de cause, cette technique permet au journaliste de marquer une prise de distance avec l'accusation énoncée, ce qui pourrait s'expliquer par une volonté de limiter sa responsabilité éventuelle en cas de contestation par le gouvernement. Le corps de l'article poursuit dans la même veine en présentant les accusations d'opacité et de dissimulation gouvernementale de la réalité du bombardement du Kosovo, via l'utilisation de la voix passive : « Le gouvernement a été accusé hier [...] La querelle a été alimentée par la nouvelle selon laquelle [...] »⁷⁵⁶. Par ailleurs, cette absence de voix active semble amplifier la portée du différend au-delà des rapports entre le gouvernement et la presse.

Dans ce contexte d'accusations de dissimulation d'informations officielles authentiques en temps de guerre, le contre-amiral Nicholas Wilkinson, alors secrétaire du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel, défend son intervention : « Loin d'émettre un Avis de la défense, tel que rapporté par certains, j'ai facilité la publication de l'article en entier »⁷⁵⁷. Il présente cette intervention sous l'optique de la médiation, plutôt que comme l'imposition d'une mesure de censure en amont de la publication. Cependant, les explications de John Spellar, alors Ministre des forces armées, semblent bien confirmer une demande de modification en amont de la publication : il estime que l'intervention du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel constitue « une tentative, tout à fait justifiée, d'obtenir un rapport équilibré »⁷⁵⁸, voire mieux contextualisé⁷⁵⁹. Cette déclaration semble suggérer que la présentation médiatique du bombardement du Kosovo représente un enjeu majeur pour le Ministre, et que le comité sert à cette fin. Concernant la pertinence de l'intervention du comité au vu des cinq catégories d'Avis consultatifs de la défense en vigueur, Spellar évoque des questions de commandement et de contrôle pouvant servir à l'ennemi⁷⁶⁰. Cependant, il confirme qu'une étude du rapport classé confidentiel ayant fait l'objet d'une fuite, menée par le comité, conclut à l'absence de risque pour la sécurité nationale⁷⁶¹. Il est ainsi possible d'en déduire que le décalage entre le bilan présenté à la presse le 10 février 2000, et

⁷⁵⁵ « Ministers 'Tried to Cover Up Report on Kosovo Bombs' » : SENGUPTA, Kim, *op. cit.*

⁷⁵⁶ « The Government was yesterday accused of [...] The dispute was fuelled by the news that [...] » : *Ibid.*

⁷⁵⁷ « Far from issuing a D-Notice, as some people have put it, I facilitated the whole article being published » : WILKINSON, Nicholas, *in BBC*, « Bombs Missed Kosovo Targets », *op. cit.*

⁷⁵⁸ « [...] an attempt, quite justified, to get a balanced report » : SENGUPTA, Kim, *op. cit.*

⁷⁵⁹ *Ibid.* ; NORTON-TAYLOR, Richard, « MoD Leak Reveals Kosovo Failure », *op. cit.*

⁷⁶⁰ ROBERTS, Simon, « Analysis », *in The UK Defence Forum*, le 7 janvier 2009 [en ligne], <http://www.defenceviewpoints.co.uk/articles-and-analysis/d-notices-uk-s-defence-self-censorship-system> [consulté en septembre 2017] ; SENGUPTA, Kim, *op. cit.*

⁷⁶¹ *BBC*, « Ministers Accused of Bombing Cover-Up », le 14 août 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/880022.stm [consulté en novembre 2017].

celui exposé aux chefs militaires à l'abri de la presse le lendemain, est le reflet de la volonté du Ministère de la défense de contrôler toute remise en cause publique de la réussite du bombardement du Kosovo.

Une étude de la commission parlementaire sur les affaires étrangères, publiée le 23 mai 2000, dresse un bilan de certaines pratiques qui auraient transgressé les conventions de guerre⁷⁶². Il est surprenant qu'elle ne fasse pas état des conséquences du décalage entre l'information officielle fournie aux journalistes et la réalité du taux d'échec lors de la campagne aérienne⁷⁶³. Cependant, la commission parlementaire sur la défense reçoit, le 10 mai 2000, des témoignages de la part de journalistes ayant exercé auprès de la *BBC*, au sujet des rapports entre le gouvernement et les médias lors du bombardement aérien du Kosovo⁷⁶⁴. Lors des échanges, le journaliste Mark Urban prend comme exemple la focalisation des débats sur le taux de réussite du bombardement du Kosovo suite à la fuite du rapport classé confidentiel :

*Forcément, un climat de discussion mal informé concernant ces différents points conduit également à des points dont ils [le Ministère de la défense] seraient moins contents – ex. le fort accent mis sur les erreurs. Le spécialiste peut considérer une bombe qui rate sa cible comme une réalité de guerre. Pour une personne peu avertie, il s'agit d'une bourde qui s'explique facilement et, par conséquent, qui parvient à dominer l'ordre du jour de l'actualité pendant un jour ou deux.*⁷⁶⁵

De son point de vue, l'insuffisance des informations officielles du Ministère de la défense serait ainsi la cause involontaire de l'attention médiatique accentuée en cas d'erreurs avérées, et renforcerait une image d'incompétence ministérielle auprès des lecteurs peu avertis. Selon un autre journaliste, Jonathan Marcus, la nécessité de l'intervention du Royaume-Uni telle qu'avancée dans le discours rhétorique gouvernemental se centrerait sur l'existence d'une catastrophe humanitaire alors qu'il aurait fallu plutôt que le gouvernement adopte « [...] une approche bien plus honnête [devant les médias], énonçant les raisons pour lesquelles la guerre était menée, acceptant que des choses désagréables allaient se passer, que des gens allaient se

⁷⁶² *House of Commons Foreign Affairs Select Committee, Foreign Affairs – Fourth Report, HC28, op. cit.*, para. 149-156.

⁷⁶³ *Ibid.*

⁷⁶⁴ *House of Commons Defence Select Committee*, « Examination of Witnesses, *Defence – Minutes of Evidence* », le 10 mai 2000 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmdfence/347-vi/0051002.htm> [consulté janvier 2018], questions 745-759.

⁷⁶⁵ « Inevitably, an uninformed climate of debate on those things also results in things that they [the Ministry of Defence] would be less happy with—e.g., the great emphasis given to mistakes. The specialist can regard the bomb going astray as a fact of war. To the person with little understanding, it is an easily understood cock up and therefore comes to dominate the news agenda for a day or two » : *Ibid.*, question 748.

faire tuer, que des bombes allaient effectivement rater leurs cibles »⁷⁶⁶. Marcus attire également l'attention sur les tentatives faites par le gouvernement pour maîtriser la hiérarchisation de l'agenda, et l'insuffisance de la stratégie gouvernementale vis-à-vis des médias⁷⁶⁷.

Au sujet de ces pressions visant un encadrement médiatique en faveur du gouvernement britannique lors de la guerre du Kosovo, Jon Simpson insiste sur le fait que le devoir des journalistes de communiquer la vérité reste inchangé en période de guerre⁷⁶⁸. Il prend l'exemple de la Seconde Guerre mondiale pour illustrer que ce n'est qu'en cas de lutte pour la survie de la patrie que les journalistes se doivent de présenter les événements tels que souhaité par le gouvernement, et d'accepter des limites à la publication sans pour autant renoncer à communiquer la vérité autant que possible⁷⁶⁹. Il emploie des termes tels que « bon sens » et « décence élémentaire » pour décrire la pratique d'un jugement journalistique au sujet de ce qui peut être publié en temps de guerre, et évite ainsi d'évoquer des termes tels que retenue ou autocensure⁷⁷⁰. Il estime que, lors de la guerre du Kosovo, de nombreuses personnes – dont certains ministres – se sont comportées comme s'il s'agissait d'une lutte pour la survie de la patrie britannique malgré l'absence de signes pouvant justifier une telle attitude auprès des médias⁷⁷¹.

Dans un contexte plus large d'accusations d'une micro-gestion du bombardement du Kosovo par « les dirigeants civils et politiques de l'Alliance »⁷⁷², et de l'illégalité de l'Opération force alliée⁷⁷³, le soutien affiché par la presse envers *Flight International* ne peut que constituer une source d'embarras pour le gouvernement. La problématique de l'insuffisance de l'information officielle en temps de guerre est ainsi soulignée. Cette réaction de la presse traditionnelle constitue une véritable stratégie de contournement face aux pressions liées à l'intervention du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel, et la possible émission d'un Avis consultatif de la défense.

⁷⁶⁶ « [...] a much more honest approach [before the media], setting out why the war was being fought, accepting that unpleasant things were going to happen, people were going to get killed, bombs were indeed going to go astray » : *Ibid.*

⁷⁶⁷ *Ibid.*, question 751.

⁷⁶⁸ *Ibid.*

⁷⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁷⁰ « [...] common sense [...] common decency » : *Ibid.*

⁷⁷¹ *Ibid.*

⁷⁷² « [...] the Alliance's civilian and political bosses » : *House of Commons Defence Select Committee, Fourteenth Report, HC347, le 23 octobre 2000 [en ligne] <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmdfence/347/34711.htm> [consulté en janvier 2018], vol. I, para. 95.*

⁷⁷³ BONO, Giovanna, *op. cit.*, pp. 222-40 ; FRANCINI, Daniel et TZANAKOPOULOS, Antonios, *op. cit.*, p. 594 ; ROBERTS, Anthea, *op. cit.*, p. 181.

Dans la mesure où *Flight International* fait l'objet d'une intervention du comité après avoir contacté le Ministère de la défense à des fins de commentaire en amont de la publication, il est aisé de comprendre la réticence de la presse traditionnelle à demander tout commentaire officiel dans de telles circonstances. C'est le cas du *Guardian*, suite à la fuite de plus d'un quart de million de renseignements diplomatiques confidentiels (*Diplomatic Cables Leaks*) à partir du 28 novembre 2010⁷⁷⁴. En effet, la liberté de la presse de publier sans notification préalable aux concernées sera confirmée par la Cour européenne des droits de l'homme en 2011 dans l'affaire *Mosley c le Royaume-Uni (Mosley v the United Kingdom)*⁷⁷⁵.

3.2. Les stratégies de contournement et l'inefficacité du système de l'accord tacite à l'ère numérique

Il convient, dans un premier temps, de voir comment *Wikileaks* bouleverse le paysage médiatique, et redéfinit la pratique du journalisme dans le cadre de partenariats transnationaux avec plusieurs journaux réputés, à l'occasion de la fuite de renseignements diplomatiques en 2010. Il s'agit pour la presse traditionnelle d'avoir un accès sans précédent à des documents en rapport avec la réalité des guerres et des relations diplomatiques, en l'absence d'informations officielles gouvernementales fiables. Cependant, suite à l'émission d'un Avis consultatif de la défense adressé à l'attention de l'ensemble des rédacteurs en chef britanniques, la question d'un effet paralysant sur la presse se pose : parmi les collaborateurs de *Wikileaks*, un seul a son siège au Royaume-Uni, le *Guardian*.

Dans un second temps, il est nécessaire d'analyser les pressions – gouvernementales, notamment – exercées sur le *Guardian*, suite à la participation de ce journal aux révélations relatives à l'existence de programmes de surveillance de masse en 2013. En effet, le comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel adresse un Avis consultatif de la défense auprès de l'ensemble des rédacteurs en chef britanniques dès le lendemain des premières publications relatives à ces programmes. En particulier, la question se pose quant à une bataille idéologique résultant d'un clivage politique entre la gauche et la droite au sein des

⁷⁷⁴ HARRISON, Sarah, « Indexing the Empire », in *The Wikileaks Files: The World According to US Empire*, Londres et New York : Verson, 1^{re} édition, 2015, p. 145 ; LEIGH, David, « US Embassy Cables Leak Sparks Global Diplomatic Crisis », in *The Guardian*, le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/nov/28/us-embassy-cable-leak-diplomacy-crisis> [consulté en septembre 2014] ; *Wikileaks*, « Public Library of US Diplomacy », date non indiquée [en ligne], [https://wikileaks.org/plusd/?qproject\[\]=cg&q=](https://wikileaks.org/plusd/?qproject[]=cg&q=) [consulté en septembre 2014].

⁷⁷⁵ *Mosley v the United Kingdom [2011] 53 ECHR*, n°48009/08, le 10 mai 2011 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-104712> [consulté en septembre 2014].

organes de la presse, dans le contexte de la défense de l'intérêt public face aux arguments relatifs à la sécurité nationale.

3.2.1. La collaboration expérimentale de la presse traditionnelle avec *Wikileaks* : le cas de la fuite de renseignements diplomatiques de 2010

La viabilité du système d'Avis consultatifs de la défense se trouve de nouveau remise en cause dans le contexte de la fuite de plus d'un quart de million de renseignements diplomatiques confidentiels, et de leur publication par *Wikileaks*, à partir du 28 novembre 2010⁷⁷⁶. S'agissant d'échanges avec le Ministère des affaires étrangères des États-Unis (*United States Department of State*), ces câbles ont trait au fonctionnement interne des ambassades et consulats des États-Unis ainsi qu'à leurs opérations dans les pays d'accueil⁷⁷⁷. La plupart des câbles remonte à la période 2003-2010, et chacun d'entre eux est composé en moyenne de mille trente-neuf mots⁷⁷⁸. Il s'agit de la plus importante divulgation de documents classés de l'histoire jusque-alors⁷⁷⁹. Le nombre de documents rendus publics par *Wikileaks* a continué à croître avec notamment le rajout, le 28 novembre 2016, de plus d'un demi-million de documents sur sa base de données appelée bibliothèque publique de la diplomatie des États-Unis (*Public Library of US Diplomacy*)⁷⁸⁰.

En tant que plateforme médiatique transnationale à but non lucratif, ayant pour objet de publier des documents classés confidentiels en provenance de lanceurs d'alerte anonymes, *Wikileaks* bouleverse le paysage médiatique⁷⁸¹. Il interroge sur ce que constitue le journalisme à l'ère numérique : d'une part, il ne répond pas aux contraintes légales et politiques connues par les organes de la presse traditionnelle ; d'autre part, il reste en dehors de tout cadre

⁷⁷⁶ HARRISON, Sarah, *op. cit.*, p. 145 ; LEIGH, David, « US Embassy Cables Leak Sparks Global Diplomatic Crisis », *op. cit.* ; *Wikileaks*, « Public Library of US Diplomacy », *op. cit.*

⁷⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁷⁹ BALL, James et BECKETT, Charlie, *Wikileaks: News in the Networked Era*, Cambridge : Polity Press, 1^{re} édition, 2012, p. 46 ; BECKETT, Charlie, « Wikileaks: Lessons for Press Policy and Regulation », in *Media Policy Project Blog*, London School of Economics, le 22 février 2012 [en ligne], <http://blogs.lse.ac.uk/mediapolicyproject/2012/02/22/charlie-beckett-is-director-of-polis-the-journalism-and-society-think-tank-in-the-department-of-media-and-communications-at-the-london-school-of-economics-and-political-science-he-is-the-author-of-wi/> [consulté en octobre 2014], sans pagination.

⁷⁸⁰ ASSANGE, Julian, « Wikileaks Releases More than Half a Million US Diplomatic Cables from the Momentous Year of 1979 », in *Wikileaks*, le 28 novembre 2016 [en ligne], <https://wikileaks.org/plusd/pressrelease/> [consulté en décembre 2016].

⁷⁸¹ BECKETT, Charlie, *op. cit.* ; FENSTER, Mark, « Disclosure's Effects: Wikileaks and Transparency », in *Iowa Law Review*, vol. 97, 2012 [en ligne], <http://scholarship.law.ufl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1259&context=facultypub> [consulté en septembre 2014], pp. 753-807, p. 753.

institutionnel en rapport avec la sécurité nationale⁷⁸². Dès 2006, Julian Assange est cité par *cryptome.org*, site d'archives documentaires, pour avoir décrit *Wikileaks* dont il est cofondateur comme « une organisation de protection des sources »⁷⁸³, qui établit une nouvelle norme en matière de « journalisme scientifique » en rendant toutes les données de recherche disponibles à des fins de vérification et de reproduction⁷⁸⁴. Lancé officiellement en 2007, *Wikileaks* puise ses origines dans le mouvement *Cypherpunk* des années 1990, qui prônait la mise à disposition gratuite de logiciels cryptographiques, au profit du plus grand nombre, afin de protéger la liberté d'expression et la vie privée de l'individu⁷⁸⁵. Comme sa dénomination l'indique, *Wikileaks* a été fondé sur le concept de *wiki*, c'est-à-dire sur le partage de connaissances, acquises grâce à l'exploitation d'outils de cryptage en vue de faciliter les échanges avec des sources anonymes⁷⁸⁶. Cependant, compte tenu de l'absence d'implication du grand public dans l'analyse des vastes quantités d'informations reçues, l'organisation a évolué vers un modèle de publication impliquant l'apport de modifications par des éditeurs agréés⁷⁸⁷.

En 2010, *Wikileaks* participe à trois divulgations d'ampleur concernant les activités militaires des États-Unis, et gagne ainsi en notoriété et en visibilité auprès des médias traditionnels : les journaux de la guerre afghane (*Afghan War Logs*) en juillet 2010 ; les journaux de la guerre irakienne en octobre 2010 (*Iraq War Logs*) ; la fuite des renseignements diplomatiques (*Diplomatic Cable Leaks*) en novembre 2010⁷⁸⁸. La publication par *Wikileaks*,

⁷⁸² *Ibid.*

⁷⁸³ « a source-protection organization and a publishing-protection organization » : BALL, James et BECKETT, Charlie, *op. cit.*, p. 16. Le lien cité par ces deux auteurs n'existe plus : <http://cryptome.org/WikiLeaks/WikiLeaks-leak.htm> [tentative de consultation effectuée en octobre 2014].

⁷⁸⁴ « scientific journalism » : KHATCHADOURIAN, Raffi, « No Secrets: Julian Assange's Mission for Total Transparency », in *The New Yorker*, le 07 juin 2010 [en ligne], <http://www.newyorker.com/magazine/2010/06/07/no-secrets> [consulté en janvier 2015].

⁷⁸⁵ ASSANGE, Julian, APPELBAUM, Jacob, MÜLLER-MAGUHN, Andy, ZIMMERMAN, Jérémie, *Cypherpunks: Freedom and the Future of the Internet*, Londres et New York : OR Books, 1^{re} édition, 2012, pp. 88-92 ; *Wikileaks*, « About », le 5 juillet 2011 [en ligne], <http://www.wikileaks.org/About.html> [consulté en octobre 2014], section 1.3.

⁷⁸⁶ *Wikileaks*, « Wikileaks : About », le 16 février 2008, page archivée par *Internet Archive Wayback Machine* [en ligne],

http://web.archive.org/web/20080216000537/http://www.wikileaks.org/wiki/Wikileaks:About#Wikileaks_has_1.2_million_documents.3F [consulté en octobre 2014].

⁷⁸⁷ HUOR, Jesper et LINDQUIST, Bosse (réalisateurs), *Wikirebels: The Documentary*, SVT [DVD], 2010, 58 minutes ; KARHULA, Päivikki, « What is the Effect of Wikileaks for Freedom of Information », in *The International Federation of Library Associations and Institutions*, le 19 janvier 2011, dernière mise à jour le 5 octobre 2012 [en ligne], <https://www.ifla.org/publications/what-is-the-effect-of-wikileaks-for-freedom-of-information> [consulté en septembre 2014].

⁷⁸⁸ *Der Spiegel*, « The Wikileaks Iraq War Logs: Greatest Data Leak in US Military History », le 22 octobre 2010 [en ligne], <http://www.spiegel.de/international/world/the-wikileaks-iraq-war-logs-greatest-data-leak-in-us-military-history-a-724845.html> [consulté en octobre 2014] ; ROBERTS, Alasdair, « The Wikileaks Illusion », in *The Wilson Quarterly*, vol. 35, n° 3, 2011 [en ligne], https://www.jstor.org/stable/41484307?seq=1#metadata_info_tab_contents [consulté en décembre 2018], pp. 16-21, p. 16 ; *The Bureau of Investigative Journalism*, « The Iraq War Logs: Nearly 400,000 Files Document the War on a Daily Basis », le 22 octobre 2010, article archivé par *Internet Archive Wayback Machine* [en ligne],

le 18 février de la même année, d'un premier renseignement diplomatique appelé « Reykjavik 13 »⁷⁸⁹, avait déjà montré l'impact très marqué que pouvait avoir une telle fuite. Emanant de l'ambassade des États-Unis en Islande, cette communication du 13 janvier portait sur le scandale diplomatique dit « Icesave »⁷⁹⁰. Elle faisait suite à la faillite en 2008 de l'une des plus grandes banques commerciales islandaises, *Landsbanki*⁷⁹¹. Cette fuite contenait des informations au sujet d'une rencontre entre Sam Watson, diplomate américain, Ian Whitting, alors ambassadeur britannique en Islande, et plusieurs membres du gouvernement islandais⁷⁹². La révélation de cette communication a constitué une source d'embarras pour le gouvernement britannique, dans la mesure où il était avéré que ce dernier aurait souhaité empêcher un référendum islandais au sujet de la convention de prêt dite « Icesave »⁷⁹³.

Wikileaks poursuit ses activités et publie, le 5 avril 2010, un enregistrement vidéo, classé secret par l'armée américaine, d'un incident survenu lors d'un raid aérien à Bagdad le 12 juillet 2007⁷⁹⁴. Intitulé « Meurtre collatéral » (*Collateral Murder*), il s'agit de frappes aériennes américaines, filmées depuis un hélicoptère de combat, et provoquant la mort d'au moins dix-huit personnes dont deux employés de l'agence de presse mondiale *Reuters*⁷⁹⁵. L'impact de cette divulgation peut être apprécié, non seulement en rapport avec l'atrocité en soi que constitue ces pertes civiles, mais aussi du point de vue de l'acte de dissidence que le partage de

<https://web.archive.org/web/20101029220523/http://thebureauinvestigates.com/2010/10/22/the-iraq-war-logs/> [consulté en octobre 2014] ; *The Guardian*, « Afghanistan War Logs: How The Guardian Got the Story », le 25 juillet 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/25/afghanistan-war-logs-explained-video> [consulté en octobre 2014] ; WAHL-JORGENSEN, Karin, « Is Wikileaks Challenging the Paradigm of Journalism? Boundary Work and Beyond », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/2771/1244> [consulté en janvier 2015], pp. 2581-2592, p. 2582.

⁷⁸⁹ *Wikileaks*, « Looking for Alternatives to an Ice Save Referendum: 10REYKJAVIK13_a », le 13 janvier 2010 [en ligne], https://wikileaks.org/plusd/cables/10REYKJAVIK13_a.html [consulté en octobre 2014].

⁷⁹⁰ *Ibid.* ; IOSIFIDIS, Petros et WHEELER, Mark, *Public Spheres and Mediated Social Networks in the Western Context and Beyond*, Londres : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2016, p. 137 ; THOMPSON-JONES, Mary, *To the Secretary: Leaked Embassy Cables and America's Foreign Policy Disconnect*, Londres et New York : W.W. Norton & Company, 1^{re} édition, 2016, pp. 102-111 ; VALLANCE, Chris, « US Government Lifts Lid on Alleged Leak to Wikileaks », in *BBC*, le 14 juillet 2010 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/10596057> [consulté en août 2014].

⁷⁹¹ *Ibid.*

⁷⁹² VALLANCE, Chris, *op. cit.* ; *Wikileaks*, « Looking for Alternatives to an Ice Save Referendum: 10REYKJAVIK13_a », *op. cit.*

⁷⁹³ *Wikileaks*, « Looking for Alternatives to an Ice Save Referendum: 10REYKJAVIK13_a », *op. cit.*

⁷⁹⁴ *Ibid.*, p. 312 ; MCGREAL, Chris, « Wikileaks Reveals Video Showing US Air Crew Shooting Down Iraqi Civilians », in *The Guardian*, le 5 avril 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/apr/05/wikileaks-us-army-iraq-attack> [consulté en septembre 2014] ; *Reuters*, « Leaked U.S. Video Shows Deaths of Reuters' Iraqi Staffers », le 6 avril 2010 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-iraq-usa-journalists/leaked-u-s-video-shows-deaths-of-reuters-iraqi-staffers-idUSTRE6344FW20100406> [consulté en septembre 2014] ; *Wikileaks* [enregistrement audiovisuel], « Collateral Murder », le 5 avril 2010 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Collateral_Murder_5_Apr_2010 [consulté en septembre 2014].

⁷⁹⁵ *Ibid.*

l'extrait représente et du rôle des médias dans la communication des informations⁷⁹⁶. À titre d'exemple, Bill Keller, alors rédacteur en chef auprès du *New York Times*, émet des critiques concernant les choix de découpage de la vidéo par *Wikileaks*⁷⁹⁷. Il accuse l'organisation non-gouvernementale d'avoir voulu minimiser la présentation du danger potentiel pour les combattants américains⁷⁹⁸. En tout état de cause, les activités de *Wikileaks* incitent au débat dans les milieux universitaires et journalistiques, concernant les paradigmes de la couverture de presse et le rôle du journalisme professionnel⁷⁹⁹.

S'en suivent les deux fuites de grande ampleur de juillet et octobre 2010 – les journaux des guerres afghane et irakienne⁸⁰⁰. Elles sont marquées par une collaboration expérimentale entre *Wikileaks* et plusieurs journaux traditionnels réputés dont notamment *Der Spiegel*, *The Guardian*, *The New York Times*⁸⁰¹. C'est dans la continuité de ces partenariats que *Wikileaks* travaille sur la base des renseignements diplomatiques aux côtés de *Der Spiegel*, *El País*, *Le Monde*, *The Guardian*, et *The New York Times*⁸⁰². Il profite ainsi de l'expertise d'un réseau de journalistes professionnels pour vérifier et classer la très grande quantité des données recueillies⁸⁰³. Même si ces collaborations ne se réalisent pas sans difficulté, compte tenu de la diversité des objectifs des partenaires provenant de pays différents, c'est l'occasion pour les organes de la presse traditionnelle d'avoir un accès sans précédent à des documents en rapport avec la réalité des guerres et des relations diplomatiques, en l'absence d'informations officielles gouvernementales fiables⁸⁰⁴. Les journaux collaborant à ce projet s'accordent à lancer simultanément la publication d'articles relatifs aux renseignements diplomatiques, en parallèle à la diffusion des communications sur le site Internet de *Wikileaks*⁸⁰⁵. Cependant, le partage des renseignements diplomatiques sur la plateforme des lanceurs d'alerte provoque une forte

⁷⁹⁶ CHRISTENSEN, Christian, « Wikileaks and the Afterlife of Collateral Murder », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], <http://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/3209/1243> [consulté en décembre 2014], pp. 2593-2602.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, pp. 2593-94 ; CARR, David, « Wikileaks Taps Power of the Press », in *The New York Times*, le 12 décembre 2010 [en ligne], <https://www.nytimes.com/2010/12/13/business/media/13carr.html> [consulté en octobre 2014].

⁷⁹⁸ CHRISTENSEN, Christian, *op. cit.*, pp. 2593-2594.

⁷⁹⁹ WAHL-JORGENSEN, Karin, *op. cit.*, pp. 2588-2589.

⁸⁰⁰ *Der Spiegel*, *op. cit.* ; *The Bureau of Investigative Journalism*, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Afghanistan War Logs: How The Guardian Got the Story », *op. cit.*

⁸⁰¹ *Ibid.*

⁸⁰² LYNCH, Lisa, « The Leak Heard Around the World? Cablegate in the Evolving Global Mediascape », in BREVINI, Benedetta, HINTZ, Arne et MCCURDY, Patrick (eds.), *Beyond Wikileaks*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2013, pp. 56-77, p. 60.

⁸⁰³ BALL, James et BECKETT, Charlie, *op. cit.*, pp. 59-61 ; ELLISON, Sarah, « The Man Who Spilled the Secrets », in *Vanity Fair*, le 6 janvier 2011 [en ligne], <http://www.vanityfair.com/politics/features/2011/02/the-guardian-201102> [consulté en octobre 2014].

⁸⁰⁴ *Ibid.*

⁸⁰⁵ LYNCH, Lisa, *op. cit.*, p. 60.

réaction à son encontre sous forme de pressions politiques et financières à l'échelle mondiale, au point de mettre en danger sa survie⁸⁰⁶. En effet, suite à un appel de Joe Lieberman, alors président du comité sénatorial de la sécurité intérieure des États-Unis, plusieurs organisations commerciales participent à un blocus de la plateforme, et certaines grandes entreprises de paiement refusent tout transfert des donations effectuées à son profit⁸⁰⁷. Le jour du lancement de la publication, *Wikileaks* essuie une attaque massive de piratage⁸⁰⁸. Cette situation l'amène à se servir d'abord des serveurs de l'entreprise de commerce électronique *Amazon*, jusqu'à ce que ce dernier cède aux pressions politiques, puis d'une adresse enregistrée en Suisse et hébergée en Suède⁸⁰⁹.

Dans la mesure où les publications de presse liées à la fuite des renseignements diplomatiques peuvent être catégorisées à destination de « lectorats européens et américains d'élite »⁸¹⁰, il apparaît que *Wikileaks* cherche ensuite à étendre son réseau médiatique à l'échelle mondiale pour : d'une part, s'assurer d'un public élargi et, d'autre part, minimiser le risque de censure de la part d'un gouvernement particulier⁸¹¹. Cette tactique peut se comprendre dans le contexte de l'intervention du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel, en amont de ces publications au Royaume-Uni : le 26 novembre 2010, Andrew Vallance, alors secrétaire du comité, émet un Avis consultatif de la défense sous forme de courriel à l'attention de l'ensemble des rédacteurs en chef britanniques⁸¹². La large portée de cet envoi semble

⁸⁰⁶ ARTHUR, Charles et HALLIDAY, Josh, « Wikileaks Fights to Stay Online After US Company Withdraws Domain Name », in *The Guardian*, le 3 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/blog/2010/dec/03/wikileaks-knocked-off-net-dns-everydns?INTCMP=SRCH> [consulté en octobre 2014] ; BENKLER, Yochai, « A Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle Over the Soul of the Networked Fourth Estate », in *Harvard Civil Rights – Civil Liberties Law Review*, vol. 46, n° 2, 2011 [en ligne], <http://harvardcrcl.org/wp-content/uploads/2009/06/Benkler.pdf> [consulté en octobre 2014], pp. 311-397, pp. 313-14 ; CANNON, Samuel, « Terrorizing Wikileaks: Why the Embargo Against Wikileaks will Fail », in *Journal on Telecommunications and High Technology Law*, vol. 11, n°1, 2013 [en ligne], <http://www.jthtl.org/articles.php?volume=11> [consulté en octobre 2014], pp. 305-324, p. 311, 315 ; KING, Peter [enregistrement audiovisuel], in *United States House of Representatives*, « Statement on WikiLeaks-Amazon.com Relationship », le 1^{er} décembre 2010 [en ligne], https://www.house.gov/apps/list/hearing/ny03_king/wikileaksamazon.html [consulté en octobre 2014] ; LEIGH, David et HARDING, Luke, *Wikileaks: Inside Julian Assange's War on Secrecy*, Londres : Guardian Books, 1^{re} édition, 2011, pp. 203-06.

⁸⁰⁷ *Ibid.*

⁸⁰⁸ *Ibid.*

⁸⁰⁹ *Ibid.*

⁸¹⁰ « elite European and American media audiences » : LYNCH, Lisa, *op. cit.*, p. 60.

⁸¹¹ *Ibid.*, pp. 60-61 ; ELLISON, Sarah, *op. cit.*

⁸¹² BUTSELAAR, Emily, « Wikileaks: UK Issues DA Notice as US Briefs Allies on Fresh Leak », in *Index on Censorship*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <http://www.indexoncensorship.org/2010/11/us-uk-wikileaks-d-notice-leak/> [consulté en octobre 2014] ; GUNTER, Joel, « #Cablegate: Latest Wikileaks Release Plunges US Diplomats into Damage Limitation », in *Journalism*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <https://www.journalism.co.uk/news/-cablegate-latest-wikileaks-release-plunges-us-diplomats-into-damage-limitation/s2/a541743/> [consulté en octobre 2014] ; VALLANCE, Andrew, *DA Notice Letter of Advice to All UK Editors – Further Wikileaks Disclosures* [courriel adressé aux rédacteurs en chef britanniques], le 26 novembre 2010, archivé par *Guido Fawkes*, [en ligne], <https://order-order.com/2010/11/26/that-wikileaks-d->

résulter de l'incapacité du gouvernement britannique à cerner la nature et l'étendue de la fuite des renseignements diplomatiques américains, ainsi que l'impossibilité d'empêcher l'accès et le partage de ces documents sur Internet et au-delà des frontières nationales. C'est ce qui ressort de la formulation du texte de l'Avis émis :

*Compte tenu du grand nombre de documents qui seraient impliqués, il est peu probable que des renseignements sensibles pour la sécurité nationale du Royaume-Uni [se trouvant] à l'intérieur de ces documents soient reconnus par un navigateur occasionnel. Cependant, des aspects relevant de la sécurité nationale pourraient être exposés à des risques si un organe majeur d'information médiatique du Royaume-Uni attirait clairement l'attention du public sur de tels renseignements par le biais de sa publication ou transmission audiovisuelle générale.*⁸¹³

Vallance fait allusion ici au rôle joué par les organes des médias traditionnels dans le filtrage et la mise à l'agenda, ainsi que leur capacité à atteindre un public élargi. Il lance un appel général à la responsabilisation, en particulier à propos de deux des cinq catégories d'Avis consultatifs de la défense en vigueur, sans pour autant préciser ce qui est concerné ou non dans ce cadre : les opérations militaires du Royaume-Uni, objectifs et moyens ; la sécurité du Royaume-Uni et le service de renseignements⁸¹⁴. Paradoxalement, le secrétaire du comité semble chercher à minimiser l'impact de ces divulgations imminentes face à l'impossibilité pour le gouvernement britannique d'empêcher le partage en ligne par *Wikileaks*. Pourtant, la publication d'un premier renseignement diplomatique par *Wikileaks*, « Reykjavik 13 », le 18 février⁸¹⁵, et la fuite intitulée « Meurtre collatéral » le 5 avril 2010⁸¹⁶, avaient déjà montré le très fort impact que pouvaient avoir de telles fuites.

Au moment de la communication de l'Avis du comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel auprès de l'ensemble des rédacteurs en chef au Royaume-Uni, il existe très peu de références aux renseignements diplomatiques dans la presse traditionnelle, ce

notice/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+guidofawkes+%28Guy+Fawkes%27+blog+of+parliamentary+plots%2C+rumours+and+conspiracy%29&utm_content=Twitter [consulté en septembre 2014] ; WINTOUR, Patrick, « Expected Wikileaks Disclosures Prompts [*sic.*] Warning for Editors », in *The Guardian*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2010/nov/26/wikileaks-documents-downing-street-editors> [consulté en octobre 2014].

⁸¹³ « Given the large number of documents thought to be involved, it is unlikely that sensitive UK national security information within these documents would be recognised by a casual browser. However, aspects of national security might be put at risk if a major UK media news outlet brought such information into obvious public prominence through its general publication or broadcast » : VALLANCE, Andrew, *DA Notice Letter of Advice to All UK Editors – Further Wikileaks Disclosures*, le 26 novembre 2010, *op. cit.*

⁸¹⁴ *The Defence and Security Media Advisory Notice System*, « From D-Notices to DA-Notices », *op. cit.*

⁸¹⁵ *Wikileaks*, « Looking for Alternatives to an Ice Save Referendum: 10REYKJAVIK13_a », *op. cit.*

⁸¹⁶ BENKLER, Yochai, « A Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle Over the Soul of the Networked Fourth Estate », *op. cit.*, p. 312 ; MCGREAL, Chris, *op. cit.* ; *Wikileaks* [enregistrement audiovisuel], « Collateral Murder », *op. cit.*

qui semble résulter de cette intervention. Parmi les rares exceptions, il y a un article du *Guardian*, intitulé « Des divulgations prévues par Wikileaks incitent à des mises en garde », et qui souligne une stratégie de briefing menée par le gouvernement des États-Unis en amont de la publication⁸¹⁷. Si l'auteur de cet article attire l'attention sur un rôle de coordination joué par *Wikileaks*, il se garde de toute précision concernant les intentions éventuelles de publication de la part du *Guardian* ou d'autres journaux britanniques⁸¹⁸. Cette absence de précisions peut se comprendre aisément face au risque d'imposition d'une injonction en amont de la publication. On y trouve néanmoins une infirmation de l'applicabilité de la procédure d'Avis à l'égard des documents ayant fait l'objet de fuites, à travers une citation d'Alan Rusbridger, alors rédacteur en chef du journal : « Je comprends que l'Avis de la défense puisse inquiéter les gens. Mais, d'après mon appréciation des documents de Wikileaks, seulement une part infime en est couverte ou pertinente »⁸¹⁹. Ce dernier insiste ainsi sur la capacité du journal à bien juger de tout élément à écarter en amont de la publication dans le cadre d'une démarche de journalisme professionnel éthique et responsable.

Malgré les craintes exprimées par Vallance face à une éventuelle divulgation massive des renseignements diplomatiques sur Internet, et sa reprise par les médias traditionnels, les publications ayant lieu à partir du 28 novembre 2010 se limitent à une sélection de documents coordonnée et filtrée par *Wikileaks* et les cinq journaux collaborateurs⁸²⁰. Parmi les collaborateurs, un seul a son siège au Royaume-Uni, le *Guardian*. Les publications de ce dernier en rapport avec les renseignements diplomatiques comprennent des commentaires et analyses⁸²¹, ainsi que la mise à disposition d'une base de données interactive sur son site Internet⁸²². Cependant, la publication intégrale des renseignements diplomatiques par *Wikileaks* aura bien lieu le 2 septembre 2011, suite à une série d'évènements remettant en cause la sécurité d'un fichier contenant les documents détenus par l'organisation⁸²³.

⁸¹⁷ WINTOUR, Patrick, « Expected Wikileaks Disclosures Prompts [*sic.*] Warning for Editors », *op. cit.*

⁸¹⁸ *Ibid.*

⁸¹⁹ « I appreciate why the DA notice might make people anxious. But, from my reading of the WikiLeaks material, only a tiny part of it is covered or relevant » : RUSBRIDGER, Alan, *in ibid.*

⁸²⁰ LYNCH, Lisa, *op. cit.*, p. 60.

⁸²¹ Voir par exemple : LEIGH, David, « US Embassy Cables Leak Sparks Global Diplomatic Crisis », *op. cit.*; NORTON-TAYLOR, Richard et EVANS, Rob, « Wikileaks Cables: Mauritius Sues UK for Control of Chagos Islands », *in The Guardian*, le 21 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/dec/21/mauritius-uk-chagos-islands> [consulté en septembre 2014] ; *The Guardian*, « US Embassy Cables: US Offers Mixed Opinion of Rahul Ghandi », le 16 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/249855> [consulté en septembre 2010].

⁸²² *The Guardian*, « US Embassy Cables: Browse the Database », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/interactive/2010/nov/28/us-embassy-cables-wikileaks> [consulté en septembre 2014].

⁸²³ BALL, James, « Wikileaks Publishes Full Cache of Unredacted Cables », *in The Guardian*, le 2 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/02/wikileaks-publishes-cache-unredacted-cables>

Wikileaks gagne en notoriété par le biais de ses partenariats avec des journaux prestigieux en 2010 et affirme avoir ainsi « fourni un nouveau modèle de journalisme »⁸²⁴. Cependant, la présentation dominante qui en est faite par les médias traditionnels se résume aux risques liés à la divulgation d'informations sensibles dans le contexte de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale⁸²⁵. Par exemple, au Royaume-Uni, un article du *Daily Mail* publié le 28 novembre 2010, et prenant comme point de départ la révélation de critiques américaines à l'égard de Nelson Mandela, se focalise sur la réaction du gouvernement américain face à cette fuite, et les risques éventuels pour la sécurité nationale et la politique étrangère⁸²⁶. L'émission d'un Avis consultatif de la défense au Royaume-Uni n'est mentionnée que très brièvement dans cet article ; les questions de l'intérêt général liées à l'accès aux informations ne sont pas évoquées⁸²⁷. Dans un autre article paru sur le site de la *BBC* le 29 novembre 2010, aucun doute n'est laissé quant à cette optique d'encadrement : « Divulgence des renseignements diplomatiques par Wikileaks 'une attaque contre le monde entier' »⁸²⁸. En effet, le choix du vocable « attack » en langue anglaise peut se comprendre en tant que simple critique, ou dans le sens d'attentat terroriste. Bien que la provenance de cette citation ne soit pas précisée, l'article consacre une partie non-négligeable à ce point de vue, tel qu'exprimé par Hillary Clinton, alors Secrétaire d'État⁸²⁹. Par ailleurs, le choix de sous-titre présenté entre guillemets, « wreckless », qui peut être traduit par des adjectifs tels qu'imprudent et irresponsable, semble remettre en cause les choix de publication effectués par *Wikileaks* et les autres partenaires mondiaux dont l'article dresse un bilan⁸³⁰.

[consulté en septembre 2014] ; *BBC*, « Row Between Wikileaks and Guardian Over Security Breach », le 1^{er} septembre 2011 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-14743410> [consulté en septembre 2014] ; GREENWALD, Glenn, « Facts and Myths in the Wikileaks / Guardian Saga », in *Salon*, le 2 septembre 2011 [en ligne], https://www.salon.com/2011/09/02/wikileaks_28/ [consulté en septembre 2014].

⁸²⁴ « provided a new model of journalism » : *Wikileaks*, « About », *op. cit.*, section 1.3.

⁸²⁵ ANDREJEVIC, Mark, « Wikileaks, Surveillance, and Transparency », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], ijoc.org/index.php/ijoc/article/download/2669/1241 [consulté en février 2018], pp. 2619-2630, p. 2622 ; BENKLER, Yochai, « A Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle Over the Soul of the Networked Fourth Estate », *op. cit.*, pp. 312-313 ; BOSUA, Rachele, DREYFUS, Suelette, LEDERMAN, Reeva et MILTON, Simon, « Can We Handle the Truth? Whistleblowing to the Media in the Digital Age », in *Global Media Journal: Australian Edition*, vol. 5, n° 1, 2011 [en ligne], https://www.hca.westernsydney.edu.au/gmjau/archive/2011_5_1_toc.html [consulté en novembre 2014], pp. 1-6, p. 3.

⁸²⁶ WALTERS, Simon, « New Wikileaks Files 'to Reveal American Criticism of Mandela' », in *The Daily Mail*, le 28 novembre 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1333723/WikiLeaks-files-reveal-American-criticism-Nelson-Mandela.html> [consulté en octobre 2017].

⁸²⁷ *Ibid.*

⁸²⁸ GHATTAS, Kim, « Wikileaks Diplomatic Cables Release 'Attack on World' », in *BBC*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-11868838> [consulté septembre 2014].

⁸²⁹ *Ibid.*

⁸³⁰ *Ibid.*

Pour Yochai Benkler, universitaire juriste américain, la présentation de *Wikileaks* comme une entité irresponsable et non-professionnelle peut être interprétée comme illustrant le souhait des organes de la presse traditionnelle de « [...] préserver leur propre identité face à la perception d'une menace posée par le nouveau modèle interconnecté »⁸³¹. En effet, même les rédacteurs en chef des journaux ayant collaboré au projet de publication des renseignements diplomatiques, le *Guardian* et le *New York Times*, cherchent à se distinguer de *Wikileaks* en insistant sur la valeur du journalisme professionnel⁸³². Selon Charlie Beckett, universitaire britannique spécialiste des médias, et James Ball, journaliste britannique, la présentation de *Wikileaks* en tant que menace par les médias traditionnels aux États-Unis et ailleurs résulte de la difficulté pour ces derniers à passer « [...] du drame qu'implique le processus aux véritables enjeux »⁸³³. Cet encadrement médiatique pourrait s'expliquer également par une réticence des organes de presse à poursuivre des recherches à partir du « scoop d'un rival », ainsi que par les difficultés pratiques liées à l'analyse d'une telle quantité d'information et à la présentation d'affaires très complexes dans des formats de publication souvent réduits⁸³⁴.

Cela étant, les journaux ayant collaboré avec *Wikileaks* tiennent à justifier leurs choix de publication des renseignements diplomatiques, notamment en termes d'intérêt public⁸³⁵. Dans un éditorial du *Guardian* intitulé « Wikileaks : secrets de Polichinelle », une distinction est établie entre ce qui relève du secret, et ce qui se rapporte à la confidentialité⁸³⁶. Dans la mesure où les documents ayant fait l'objet de fuites étaient déjà accessibles à un très grand nombre d'acteurs diplomatiques, gouvernementaux, et militaires, par le biais d'un réseau numérique gouvernemental interne appelé *Siprnet*, le journal considère que la qualification de secret est inappropriée⁸³⁷. Par ailleurs, il estime que les représentants gouvernementaux

⁸³¹ « [...] to preserve their own identity against the perceived threat posed by the new networked model »: BENKLER, Yochai, « Wikileaks and the Networked Fourth Estate », in BREVINI, Benedetta, HINTZ, Arne et MCCURDY, Patrick (eds.), *op. cit.*, pp. 11-34, p.11.

⁸³² ELLISON, Sarah, *op. cit.*; KELLER, Bill, « Dealing with Assange and the Wikileaks Secrets », in *The New York Times*, le 26 janvier 2011, [en ligne], <https://www.nytimes.com/2011/01/30/magazine/30Wikileaks-t.html?pagewanted=all> [consulté en octobre 2014].

⁸³³ « [...] from the drama of the process to the actual issues » : BALL, James et BECKETT, Charlie, *op. cit.*, pp. 148-149.

⁸³⁴ « a rival's scoop » : *Ibid.*

⁸³⁵ COLLINS, Nick, « Wikileaks: World Press Justifies Publication of Cables », in *The Telegraph*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/8166870/WikiLeaks-worldpress-justifies-publication-of-cables.html> [consulté en septembre 2014] ; LEIGH, David, « US Embassy Cables Leak Sparks Global Diplomatic Crisis », *op. cit.* ; *The Guardian*, « Wikileaks Embassy Cables: The Key Points at a Glance », le 7 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/nov/29/wikileaks-embassy-cables-key-points> [consulté en octobre 2014].

⁸³⁶ *The Guardian*, « Wikileaks: Open Secrets », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/nov/28/wikileaks-open-secrets-us-embassy-cables> [consulté en septembre 2014].

⁸³⁷ *Ibid.* ; KARHULA, Päivikki, *op. cit.*, p. 2.

américains feraient bien de se remettre en question eu égard à leur responsabilité dans l'initiative du partage des documents en ligne⁸³⁸. Pour Anya Schiffrin, universitaire américaine spécialiste des médias et ancienne journaliste, il n'existe pas de démarcation claire entre ce qu'il convient de dissimuler ou de révéler à l'ère des médias numériques⁸³⁹.

Malgré la présentation médiatique dominante soulignant la dangerosité des révélations pour la sécurité nationale et la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale⁸⁴⁰, l'opinion publique britannique est majoritairement favorable à la décision de publication par *Wikileaks* selon un sondage effectué du 10 au 13 décembre 2010, par *ComRes*⁸⁴¹. Les résultats de cette enquête d'opinion, réalisée auprès de 2010 adultes britanniques et dont les données sont pondérées, montrent que quarante-deux pour cent des répondants estiment que *Wikileaks* avait eu raison de révéler les renseignements diplomatiques ; trente-trois pour cent considèrent que l'organisation non-gouvernementale avait eu tort de procéder ainsi ; vingt-cinq pour cent étaient sans avis⁸⁴². L'avis majoritaire des répondants illustre ainsi une reconnaissance de l'intérêt public des informations en question, qui prime face aux arguments de nécessité du secret.

Alors que le gouvernement britannique dénonce fortement la fuite des renseignements diplomatiques⁸⁴³, il refuse de reconnaître la véracité des données en question. À titre d'exemple, un renseignement fuité, provenant de l'ambassade des États-Unis à Londres, et adressé aux Ministères fédéraux des États-Unis le 15 mai 2009, révèle le souhait du gouvernement britannique de transformer l'archipel des Chagos en une réserve marine protégée⁸⁴⁴. Si cette

⁸³⁸ *Ibid.*

⁸³⁹ SCHIFFRIN, Anya, « Wikileaks and the Cause of Transparency », in *The Guardian*, le 13 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2010/dec/13/wikileaks-the-us-embassy-cables> [consulté en septembre 2014].

⁸⁴⁰ ANDREJEVIC, Mark, *op. cit.*, p. 2622 ; BENKLER, Yochai, « A Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle Over the Soul of the Networked Fourth Estate », *op. cit.*, pp. 312-313.

⁸⁴¹ *ComRes/CNN*, « CNN Wikileaks Poll: A Public Opinion Poll on Behalf of CNN », le 13 décembre 2010 [en ligne], <https://www.comresglobal.com/polls/cnn-wikileaks-poll/> [consulté en janvier 2018] ; MARTINEZ, Michael, « Poll: Almost half of Britons feel WikiLeaks sex charges are 'excuse' », in *CNN*, le 14 décembre 2010 [en ligne], <http://www.cnn.com/2010/WORLD/europe/12/13/uk.poll.wikileaks/index.html> [consulté en janvier 2018].

⁸⁴² *Ibid.*

⁸⁴³ *Foreign and Commonwealth Office*, « News Story: Foreign Office Condemns Unauthorised Release of US Classified Information », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/foreign-office-condemns-unauthorised-release-of-us-classified-information> [consulté en août 2014].

⁸⁴⁴ NORTON-TAYLOR, Richard, « UK Refuses to Admit US Embassy Cables Obtained by Wikileaks are Genuine », in *The Guardian*, le 15 avril 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/apr/15/uk-us-embassy-cables-wikileaks> [consulté en octobre 2014] ; *The Guardian*, « US Embassy Cables: Foreign Office Does not Regret Evicting Chagos Islanders », le 2 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/207149> [consulté en octobre 2014] ; *The Telegraph*, « HMG Floats Proposal for Marine Reserve Covering the Chagos Archipelago (British Indian Ocean Territory) », le 4 février 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/wikileaks-files/london-wikileaks/8305246/HMG-FLOATS-PROPOSAL-FOR-MARINE-RESERVE-COVERING-THE-CHAGOS-ARCHIPELAGO-BRITISH-INDIAN-OCEAN-TERRITORY.html> [consulté en octobre 2014].

nouvelle est très peu publiée par la presse traditionnelle au Royaume-Uni, le *Guardian* et le *Telegraph* figurent parmi les exceptions notables⁸⁴⁵. La révélation du renseignement diplomatique en question aura un fort impact sur le principe d'acceptation de telles fuites comme éléments de preuves, en créant un précédent lors de sa considération devant la justice : d'après ce câble, un haut responsable du Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth aurait évoqué l'importance des intérêts militaires des États-Unis et l'intérêt stratégique du Royaume-Uni en faveur de la transformation en réserve marine de ce territoire d'outre-mer disputé⁸⁴⁶. L'objectif aurait été d'empêcher définitivement le retour des anciens habitants expulsés de leur terre natale depuis 1971⁸⁴⁷. La transformation de l'archipel des Chagos en réserve marine devient effective en 2010⁸⁴⁸. À l'issue d'un débat sur l'admissibilité du câble comme preuve du motif illégitime du gouvernement britannique à cet égard, la majorité des juges de la Cour suprême du Royaume-Uni considère qu'une fois qu'un renseignement diplomatique est rendu public, il ne peut plus être inviolable aux termes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1969⁸⁴⁹.

Suite à l'Avis consultatif de la défense émis le 26 novembre 2010⁸⁵⁰, la réalité des failles de sécurité gouvernementale en ligne et leurs conséquences sur l'accès aux informations officielles sont soulignées lors des débats parlementaires au sujet de la diplomatie et Internet, le 21 décembre 2010⁸⁵¹. Joseph Johnson, député du parti conservateur pour Orpington et ancien rédacteur adjoint du *Financial Times*, plaide en faveur d'une plus grande transparence :

Nous sommes arrivés à un moment décisif dans les rapports entre le gouvernement et les nouveaux médias sur Internet [...] Je préférerais que la Grande Bretagne fasse le choix de devenir une société plus ouverte et moins secrète, plutôt que de laisser des personnes telles que Julian Assange nous imposer cette ouverture. Plutôt que de renforcer encore plus notre législation draconienne sur les secrets officiels, et de menacer de poursuites les journalistes et les lanceurs d'alerte, les gouvernements devraient se concentrer sur la

⁸⁴⁵ *Ibid.*

⁸⁴⁶ *Ibid.*

⁸⁴⁷ *Ibid.*

⁸⁴⁸ *Brick Court Chambers*, « Supreme Court Considers Important Test of Vienna Convention in Relation to Wikileaks Documents », le 12 février 2018 [en ligne], <http://www.brickcourt.co.uk/news/pdf/supreme-court-admits-wikileaks-documents-about-chagos-islanders-into-evidence> [consulté en février 2018] ; *R (on the application of Bancoult N°3) (Appellant) v Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs (Respondent) [2018] UKSC 3* [en ligne], <https://www.supremecourt.uk/cases/docs/uksc-2015-0022-judgment.pdf> [consulté en février 2018], pp. 40-41, 56.

⁸⁴⁹ *Ibid.*

⁸⁵⁰ BUTSELAAR, Emily, *op. cit.* ; GUNTER, Joel, *op. cit.* ; VALLANCE, Andrew, *DA Notice Letter of Advice to All UK Editors – Further Wikileaks Disclosures*, le 26 novembre 2010, *op. cit.* ; WINTOUR, Patrick, « Expected Wikileaks Disclosures Prompts [sic.] Warning for Editors », *op. cit.*

⁸⁵¹ *House of Commons Hansard*, « Diplomacy (Internet) », le 21 décembre 2010 [en ligne], [https://hansard.parliament.uk/Commons/2010-12-21/debates/10122140000002/Diplomacy\(Internet\)](https://hansard.parliament.uk/Commons/2010-12-21/debates/10122140000002/Diplomacy(Internet)) [consulté en octobre 2017], vol. 520, colonne 440WH.

*mise à disposition de plus d'informations et la protection seulement de ce qui peut causer des préjudices substantiels.*⁸⁵²

Le député présente ainsi la fuite des renseignements diplomatiques comme le reflet d'un débat plus global concernant la gouvernance, en opposant deux visions : celle d'une culture du secret autour de l'information officielle et celle d'une société plus ouverte. Il semble regretter qu'il faille une organisation telle que *Wikileaks* pour forcer la main du gouvernement en faveur d'une évolution vers une plus grande transparence, tout en qualifiant d'indéniable l'intérêt public lié aux révélations⁸⁵³. Par ailleurs, il insiste sur le fait que les cinq journaux traditionnels ayant collaboré avec *Wikileaks* ont fait preuve d'actions responsables, en filtrant les documents sources et en retenant l'identité de certains individus lorsque cela mettrait en danger des innocents⁸⁵⁴.

Alors que Johnson estime que, de manière générale, les informations sensibles pouvant mettre des vies en danger doivent toujours être protégées par le biais du système d'Avis consultatifs de la défense, il insiste sur les effets bénéfiques et durables de l'accès aux informations par le biais des nouvelles technologies :

*Evidemment, les organes des médias doivent se montrer prudents lorsqu'ils révèlent des informations potentiellement sensibles, qui pourraient mettre des vies en danger, et ce pays doit respecter les Avis consultatifs de la défense lorsqu'ils sont émis judicieusement. Cependant, les nouvelles technologies ont à terme le potentiel de transformer la diplomatie et l'élaboration de la politique étrangère pour le mieux.*⁸⁵⁵

Selon ce raisonnement, le risque de révélation de tout échange diplomatique, classé confidentiel ou secret, aura pour effet de responsabiliser les diplomates, améliorant à terme la conduite de ces derniers et la qualité de leurs analyses politiques. Il s'agit du même argument avancé par *Wikileaks* concernant le partage des informations dans un souci de transparence, et ses effets positifs en vue d'une société meilleure⁸⁵⁶.

⁸⁵² « We are at a watershed in relations between the Government and the new internet media [...] I would prefer Britain to choose to become a more open and less secretive society, rather than to leave it to the likes of Julian Assange to force openness upon us. Rather than tightening further our draconian Official Secrets Act and threatening to prosecute journalists and whistleblowers, Governments should focus on making more information available and protecting only that which can cause substantive harm » : JOHNSON, Joseph, *in ibid.*

⁸⁵³ *Ibid.*, colonnes 438-441.

⁸⁵⁴ *Ibid.*, colonne 438.

⁸⁵⁵ « Of course, media organisations must exercise caution when revealing possibly sensitive information that could endanger lives, and this country should respect defence advisory notices when they are reasonably issued. However, new technologies have the potential to transform diplomacy and foreign policy making for the better in the long run. » : JOHNSON, Joseph, *in ibid.*, colonne 441WH.

⁸⁵⁶ FENSTER, Mark, *op. cit.*, p. 753 ; *Wikileaks*, « About », *op. cit.*

À l'opposé, lors de ces mêmes débats parlementaires concernant la diplomatie et Internet, Alistair Burt, alors sous-secrétaire d'État britannique chargé des affaires étrangères et du Commonwealth, insiste sur la nécessité du principe du secret des informations officielles :

Une distinction importante doit être faite entre le journalisme et l'histoire. Il est essentiel que l'information soit publiée et rendue accessible en temps opportun afin de compléter le bilan historique, maintenir la responsabilité et contribuer à notre compréhension du passé [...] Le journalisme en direct façonne et influence les événements pendant leur développement. Lorsque le journalisme viole le principe de confidentialité de la diplomatie, il peut menacer la finalité des actions recherchées par la diplomatie.⁸⁵⁷

Si Burt reconnaît, tout comme le député Johnson, le rôle du journalisme dans la sphère publique, il tient tout de même à faire une exception s'agissant des échanges diplomatiques, en considérant que ces derniers ne doivent être rendus publics qu'avec le recul de l'histoire. Il présente la presse sous l'angle du danger que peut représenter la liberté de publier de manière instantanée, en dehors de tout contrôle gouvernemental. Par ailleurs, Burt juxtapose les objectifs des élus gouvernementaux et ceux des organes de la presse, tout en accusant *Wikileaks* d'abus de pouvoir et de tentative de sabotage du gouvernement :

Wikileaks confond la transparence avec la responsabilité à travers ses tentatives irresponsables de saboter le Gouvernement [...] Lorsque Wikileaks donne aux rédacteurs en chef de journaux le pouvoir de choisir quels renseignements divulguer, quelles histoires rédiger et comment les raconter, il transfère un pouvoir crucial d'un Gouvernement élu démocratiquement vers une élite opaque. Les Gouvernements sont élus avec pour mandat de prendre en compte les intérêts de tous ; les rédacteurs en chef sont employés avec pour mandat de vendre des informations.⁸⁵⁸

En effet, les organes de la presse traditionnelle ayant collaboré avec *Wikileaks* sont associés, ici, à une opacité de fonctionnement, à une absence de crédibilité démocratique, à des objectifs relevant uniquement de l'impératif commercial. D'après cette analyse, il faut y opposer les membres du gouvernement disposant d'une crédibilité démocratique, et dont les

⁸⁵⁷ « An important distinction must be drawn between journalism and history. It is essential for information to be published and made accessible in due course to complete the historical record, uphold accountability and contribute to our understanding of the past [...] Live journalism shapes and influences events as they develop. When journalism breaches the confidentiality of diplomacy, it can threaten the ends that that diplomacy seeks to achieve »: BURT, Alistair, *in House of Commons Hansard*, « Diplomacy (Internet) », *op. cit.*, colonne 443WH.

⁸⁵⁸ « WikiLeaks confuses transparency and accountability with irresponsible attempts to undermine Government [...] When WikiLeaks gives newspaper editors the power to choose which cables to release, what stories to write and how to spin them, it transfers a crucial power away from a democratically elected Government into the hands of an opaque elite. Governments are elected with a mandate to keep everyone's interests at heart; editors are employed with a mandate to sell news » : BURT, Alistair, *in ibid.*, colonnes 443WH-444WH.

objectifs se résument à la protection de l'intérêt général. Les propos du sous-secrétaire d'État britannique chargé des affaires étrangères et du Commonwealth font état d'une absence de confiance vis-à-vis de la capacité de la presse à jouer un rôle de chien de garde au service de l'intérêt public.

Compte tenu de la quantité d'informations sans précédent analysées et partagées par *Wikileaks* ainsi que par les cinq journaux collaborant au projet, l'efficacité de l'Avis consultatif de la défense du 26 novembre 2010 se trouve fortement remise en cause. Cette situation fait ressortir des questions associées concernant la définition du journalisme à l'ère numérique, la politique de régulation de la presse, et la viabilité du système d'Avis consultatifs⁸⁵⁹.

Si la fuite des renseignements diplomatiques en 2010 est la plus grande en volume jusqu'alors à être intervenue, ce cas à fort intérêt public est rapidement dépassé par la mise en évidence des programmes de surveillance de masse par Edward Snowden en 2013⁸⁶⁰. Dans ce contexte, le gouvernement britannique émet de nouveau un Avis consultatif de la défense auprès des médias basés au Royaume-Uni⁸⁶¹.

3.2.2. Le cas des révélations de la surveillance de masse de 2013 et l'intervention du Quartier-général des communications du gouvernement auprès du *Guardian*

L'efficacité du système d'émission d'Avis consultatifs de la défense auprès des médias traditionnels se trouve de nouveau remise en cause compte tenu des révélations, à partir du 5 juin 2013, relatives aux programmes de surveillance de masse à l'échelle mondiale⁸⁶². Ces

⁸⁵⁹ BECKETT, Charlie, *op. cit.* ; YAHALOM LEINWAND, Tali, *op. cit.*, p. 160.

⁸⁶⁰ HALLIDAY, Josh, « MoD Serves News Outlets with D Notice Over Surveillance Leaks », in *The Guardian*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/17/defence-d-bbc-media-censor-surveillance-security> [consulté en septembre 2017] ; LASHMAR, Paul, « Spies and Journalists: Towards an Ethical Framework », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 12, n° 3/4, 2015 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/18370/3/Lashmar%20Ethics%20for%20ES%20v2.pdf> [consulté en septembre 2017], pp. 2-20, p. 17 ; VALLANCE, Andrew, *Defence Advisory Notice* [courriel adressé aux rédacteurs en chef britanniques], le 7 juin 2013, archivé par *Guido Fawkes* [en ligne], <https://order-order.com/2013/06/08/d-notice-june-7-2013/> [consulté en septembre 2014].

⁸⁶¹ *Ibid.*

⁸⁶² BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick et MACASKILL, Ewen, *op. cit.* ; GREENWALD, Glenn, « NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily », in *The Guardian*, le 6 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/06/nsa-phone-records-verizon-court-order> [consulté en octobre 2017] ; GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen, « NSA Prism Program Taps into User Data of Apple, Google and Others », in *The Guardian*, le 7 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/06/us-tech-giants-nsa-data> [consulté en octobre 2013] ; NAKASHIMA, Ellen, « Verizon Providing all Call Records to U.S. Under Court Order », in *The Washington Post*, le 6 juin 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/world/national-security/verizon-providing-all-call-records-to-us-under-court-order/2013/06/05/98656606-ce47-11e2-8845-d970ccb04497_story.html?noredirect=on&utm_term=.83c5695b639d [consulté en octobre 2017] ; *The Guardian*, « Edward Snowden and the NSA Files - Timeline », *op. cit.* ; *The Washington Post*, « NSA Slides Explain the

programmes impliquent la participation de l'Alliance des services de renseignement Cinq yeux (*Five Eyes Intelligence Alliance*) dont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni⁸⁶³. Les fuites concernent, plus particulièrement, la participation de l'Agence nationale de la sécurité américaine (*National Security Agency*), et le Quartier-général des communications du gouvernement britannique (*Government Communications Headquarters*) à deux programmes de surveillance dont les noms de code sont PRISM et TEMPORA⁸⁶⁴.

Les premiers articles à ce sujet, publiés par le *Guardian* et le *Washington Post*, soulignent le recueil et la transmission systématiques, à l'Agence nationale de la sécurité américaine, des métadonnées correspondant aux appels téléphoniques émis et reçus par les clients américains de *Verizon*, entreprise multinationale de télécommunications basée à New York, quel que soit le pays d'origine de l'appel⁸⁶⁵. Il s'avère que cette situation résulte d'une ordonnance octroyée au Bureau fédéral d'enquête (*Federal Bureau of Investigation*) le 25 avril 2013, dans le plus grand secret, au nom de la Cour de surveillance du renseignement étranger des États-Unis (*United States Foreign Intelligence Surveillance Court*)⁸⁶⁶. Pour sa part, le gouvernement britannique refuse de confirmer ou d'infirmer la véracité des informations parues dans la presse, comme en témoignent les déclarations de William Hague, alors Secrétaire d'État des affaires étrangères et du Commonwealth, lors des débats parlementaires, le 10 juin 2013 : « J'en reviens encore à ce que j'ai dit à propos de l'incapacité de confirmer ou de démentir les informations faisant l'objet de fuites. Je ne ferai absolument aucun commentaire sur les informations qui sont parues dans les journaux »⁸⁶⁷.

À la différence de la fuite des renseignements diplomatiques auprès de *Wikileaks* en 2010, le lanceur d'alerte à l'origine des divulgations relatives aux programmes de surveillance

PRISM Data Collection Program », le 6 juin 2013 [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/politics/prism-collection-documents/> [consulté en octobre 2017].

⁸⁶³ *Ibid.*

⁸⁶⁴ *Ibid.*

⁸⁶⁵ GREENWALD, Glenn, « NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily », *op. cit.* ; NAKASHIMA, Ellen, *op. cit.*

⁸⁶⁶ *In RE Application of the Federal Bureau of Investigation for an Order Requiring the Production of Tangible Things From Verizon Business Network Services, Inc. on Behalf of MCI Communication Services, Inc. D/B/A Verizon Business Services*, n° de dossier BR 13-80, *United States Foreign Intelligence Surveillance Court*, le 25 avril 2013, document archivé par *The Guardian* [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/interactive/2013/jun/06/verizon-telephone-data-court-order> [consulté en octobre 2017] et par *The Washington Examiner* [en ligne], <https://www.washingtonexaminer.com/full-text-the-fisa-court-order-forcing-verizon-to-hand-over-data> [consulté en octobre 2017].

⁸⁶⁷ « I go back to what I have said about being unable to confirm or deny leaked information. I am not commenting at all on information that has appeared in the newspapers » : HAGUE, William, *in House of Commons Hansard*, « GCHQ », le 10 juin 2013 [en ligne], https://publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmhansrd/cm130610/debtext/130610-0002.htm#130610-0002.htm_spnew32 [consulté en septembre 2014], colonne 46.

de masse fait le choix de remettre les documents confidentiels directement à des journalistes de la presse traditionnelle pour expertise, et donne son accord pour être identifié comme la source⁸⁶⁸. Il s'agit d'Edward Snowden, informaticien américain, ancien employé de l'Agence centrale de renseignement (*Central Intelligence Agency*), et analyste d'infrastructure contractuel auprès de *Booz Allen Hamilton* travaillant au service du gouvernement des États-Unis au moment où il extrait les informations⁸⁶⁹. Le 20 mai 2013, il quitte les bureaux de l'Agence nationale de la sécurité à Hawaii, où il est alors basé, pour se rendre à Hong Kong ; début juin, il fait part de milliers de documents confidentiels à la documentariste Laura Poitras, et aux journalistes Glen Greenwald et Ewen MacAskill⁸⁷⁰. Si les médias sont nombreux à prétendre que l'ampleur de la fuite s'élève à 1,7 million de documents, sa véritable dimension reste inconnue, comme l'avoue Keith Alexander, ancien directeur de l'Agence nationale de la sécurité, ou encore Hillary Clinton, ancienne Secrétaire d'État⁸⁷¹.

Les premières publications du *Guardian* et du *Washington Post* marquent le début d'une vague de révélations durant le restant de l'année, reprises par les médias au niveau international⁸⁷². Cependant, la position du *Washington Post* oscille entre une défense de la

⁸⁶⁸ WORLAND, Justin, « Edward Snowden and Wikileaks Disagree Over How to Share Government Secrets », *in Time*, le 11 octobre 2016 [en ligne], <http://time.com/4431487/edward-snowden-wikileaks-hillary-clinton-dnc/> [consulté en octobre 2017].

⁸⁶⁹ ANDREWS, Suzanna, BURROUGH, Bryan et ELLISON, Sarah, « The Snowden Saga: A Shadowland of Secrets and Light », *in Vanity Fair*, le 23 avril 2014 [en ligne] <https://www.vanityfair.com/news/politics/2014/05/edward-snowden-politics-interview> [consulté en octobre 2017]; SNOWDEN, Edward [enregistrement audiovisuel], « NSA Whistleblower Edward Snowden: 'I don't want to live in a society that does these sort of things », entretien réalisé par GREENWALD, Glenn, MACASKILL, Ewen, et POITRAS, Laura, *in The Guardian*, le 9 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/video/2013/jun/09/nsa-whistleblower-edward-snowden-interview-video> [consulté en septembre 2014].

⁸⁷⁰ HARDING, Luke, *The Snowden Files: The Inside Story of the World's Most Wanted Man*, Londres : Guardian Books, 1^{re} édition, 2014, pp. 101-115 ; POITRAS, Laura (réalisatrice), *Citizenfour*, BINNEY, William, GREENWALD, Glenn, SNOWDEN, Edward, [acteurs principaux], *Praxis Films, Participant Media et HBO Films* [DVD], 2014, 110 minutes.

⁸⁷¹ CLINTON, Hilary, entretien audiovisuel, *in The Guardian*, « Hilary Clinton Interview: Edward Snowden, ISIS, Drone Strikes and Women's Rights », le 4 juillet 2014 [en ligne], <https://www.youtube.com/watch?v=xqHyU-PJmHI> [consulté en octobre 2017] ; GREENWALD, Glenn, « Keith Alexander Unplugged: On Bush / Obama, 1.7 Million Stolen Documents and Other Matters », *in The Intercept*, le 8 mai 2014 [en ligne], <https://theintercept.com/2014/05/08/keith-alexander-unplugged-bushobama-matters/> [consulté en octobre 2017] ; TREVOR, Tim, « The Lie About Edward Snowden that Just won't Die », *in Freedom of the Press Foundation*, le 13 mai 2014 [en ligne], <https://freedom.press/news-advocacy/the-lie-about-edward-snowden-that-just-wont-die/> [consulté en octobre 2017].

⁸⁷² Voir par exemple : CAÑO, Antonio, « El gobierno de EE UU perseguirá a Snowden por desvelar secretos », *in El País*, le 11 juin 2013 [en ligne], https://elpais.com/internacional/2013/06/11/actualidad/1370977472_137141.html [consulté en octobre 2017] ; LARSON, Jeff, PERLROTH, Nicole et SHANE, Scott, « N.S.A. Able to Foil Basic Safeguards of Privacy on Web », *in The New York Times*, le 5 septembre 2013 [en ligne], <https://www.nytimes.com/2013/09/06/us/nsa-foils-much-internet-encryption.html> [consulté en octobre 2017] ; LELOUP, Damien, et SZADKOWSKI, Michaël, « Prism, Snowden, surveillance : 7 questions pour tout comprendre », *in Le monde*, le 2 juillet 2013 [en ligne], https://www.lemonde.fr/technologies/article/2013/07/02/prism-snowden-surveillance-de-la-nsa-tout-comprendre-en-6-etapes_3437984_651865.html [consulté en octobre 2017] ; POITRAS, Laura, ROSENBAACH,

sécurité nationale telle que présentée par le gouvernement américain, et l'intérêt public liée à ces publications : d'après Barton Gellman, journaliste ayant échangé avec Snowden en mai 2013, ce journal refuse la demande de garantie du lanceur d'alerte de rendre public, sous soixante-douze heures, un diaporama présentant le programme de surveillance de masse dit PRISM, et une clé cryptographique permettant de prouver son identité comme la source⁸⁷³. Si le *Washington Post* est le premier journal à participer aux révélations aux États-Unis⁸⁷⁴, le comité de rédaction du journal fait volte-face moins d'un mois plus tard, en affichant une ligne éditoriale hostile à toute fuite supplémentaire de la part de Snowden⁸⁷⁵. Cette position éditoriale se confirme en 2016 lorsque le comité de rédaction appelle à la condamnation de Snowden et au refus d'une grâce présidentielle à son égard⁸⁷⁶. L'incohérence est marquée dans la mesure où, en 2014, le *Washington Post* gagne, conjointement avec le *Guardian*, le prestigieux prix Pulitzer de service public (*Public Service Award*) pour les révélations concernant les actions de l'Agence nationale de sécurité⁸⁷⁷. Par conséquent, la question d'un effet paralysant sur le *Washington Post* doit être posé au vu des positions tranchées exprimées par le gouvernement américain, allant jusqu'à la condamnation de Snowden pour trahison, et même à la peine de mort⁸⁷⁸. Selon Katherine Feuer, universitaire juriste américaine, les journalistes basés à Washington DC entretiennent des rapports refroidis (*chilled*) avec leurs sources

Marcel, STARK, Holger, « NSA Snoops on 500 Million German Data Connections », in *Der Spiegel* [en ligne], le 30 juin 2013 [en ligne], <https://www.spiegel.de/international/germany/nsa-spies-on-500-million-german-data-connections-a-908648.html> [consulté en octobre 2017].

⁸⁷³ GELLMAN, Barton, « Code Name 'Verax': Snowden, in Exchanges with Post Reporter, Made Clear he Knew Risks », in *The Washington Post*, le 9 juin 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/world/national-security/code-name-verax-snowden-in-exchanges-with-post-reporter-made-clear-he-knew-risks/2013/06/09/c9a25b54-d14c-11e2-9f1a-1a7cdee20287_story.html?noredirect=on&utm_term=.926a967b48d0 [consulté en octobre 2017].

⁸⁷⁴ LEVY, Steven, « How the NSA Almost Killed the Internet », in *Wired*, le 7 janvier 2014 [en ligne], <https://www.wired.com/2014/01/how-the-us-almost-killed-the-internet/> [consulté en octobre 2017] ; *The Washington Post*, « NSA Slides Explain the PRISM Data Collection Program », *op. cit.*

⁸⁷⁵ GREENSLADE, Roy, « Edward Snowden Leaks Cause Editorial Split at The Washington Post », in *The Guardian*, le 5 juillet 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/greenslade/2013/jul/05/edward-snowden-washington-post> [consulté en octobre 2017] ; *The Washington Post*, « How to Keep Edward Snowden from Leaking More NSA Secrets », le 1^{er} juillet 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/opinions/how-to-keep-edward-snowden-from-leaking-more-nsa-secrets/2013/07/01/4e8bbe28-e278-11e2-a11e-c2ea876a8f30_story.html?noredirect=on&utm_term=.44d8215227b9 [consulté octobre 2017].

⁸⁷⁶ *The Washington Post*, « The Post's View: No Pardon for Edward Snowden », le 17 septembre 2016 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/opinions/edward-snowden-doesnt-deserve-a-pardon/2016/09/17/ec04d448-7c2e-11e6-ac8e-cf8e0dd91dc7_story.html?utm_term=.eb5ed08efee0 [consulté en octobre 2017].

⁸⁷⁷ *Pulitzer*, « Prize Winners By Year: 2014 Pulitzer Prizes », <http://www.pulitzer.org/prize-winners-by-year/2014> [consulté en septembre 2017].

⁸⁷⁸ BOERMA, Lindsey, et NOLEN, John, « Snowden's NSA Leak an 'Act of Treason,' Says Democratic Senator », in *CBS News*, le 12 juin 2013 [en ligne], <https://www.cbsnews.com/news/snowdens-nsa-leak-an-act-of-treason-says-democratic-senator/> [consulté en octobre 2017] ; TOMLINSON, Lucas « Ex-CIA Director: Snowden Should be 'Hanged' if Convicted for Treason », in *Fox News*, le 17 décembre 2013 [en ligne], <http://www.foxnews.com/politics/2013/12/17/ex-cia-director-snowden-should-be-hanged-if-convicted-for-treason.html> [consulté en octobre 2017].

gouvernementales depuis les fuites de Snowden, dans le contexte d'une approche gouvernementale de plus en plus agressive, depuis 2009, envers tout employé gouvernemental qui divulguerait des informations à la presse⁸⁷⁹.

Au Royaume-Uni, le comité consultatif de la défense, de la presse et de l'audiovisuel adresse un Avis consultatif de la défense auprès de l'ensemble des rédacteurs en chef britanniques dès le 07 juin 2013, soit le lendemain des premières publications au sujet de PRISM⁸⁸⁰. Il leur demande, en particulier, de ne pas communiquer sur l'existence de cet Avis, et de s'abstenir de toute publication en rapport avec PRISM, ainsi qu'avec les méthodes employées par les services de renseignements britanniques pour l'obtention d'informations provenant de sources étrangères⁸⁸¹. Cependant, le *Guardian* continue à publier des révélations très embarrassantes pour le gouvernement britannique, telles que les techniques d'espionnage utilisées par ses services de renseignement à l'occasion du sommet du Groupe des vingt (*Group of Twenty Summit*) ayant eu lieu à Londres en 2009⁸⁸². Il s'avère que les pratiques incluaient la surveillance des appels téléphoniques, l'installation de faux cafés internet et le piratage des ordinateurs des délégués⁸⁸³. Par ailleurs, le journal souligne que le partenariat entre l'Agence nationale de la sécurité américaine, le Quartier-général des communications du gouvernement britannique, et le monde des entreprises de technologies, mène à l'introduction de faiblesses de sécurité dans des produits de consommation de masse, et au déverrouillage du cryptage de données censé protéger les courriels électroniques, les archives bancaires et médicales⁸⁸⁴. Le *Financial Times* et le *Times* ne font aucune mention de ces révélations lors de leurs publications en rapport avec le sommet du Groupe des vingt, et *The Independent* constitue une rare exception dans la mesure où il explore de manière approfondie les allégations avancées par le *Guardian*

⁸⁷⁹ FEUER, Katherine, « Protecting Government Secrets: A Comparison of the Espionage Act and the Official Secrets Act », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 38, n° 1, 2015 [en ligne], http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol38/iss1/4/?utm_source=lawdigitalcommons.bc.edu%2Ficlr%2Fvol38%2Fiss1%2F4&utm_medium=PDF&utm_campaign=PDFCoverPages [consulté en octobre 2017], pp. 91-127, pp. 91-92, 97-98.

⁸⁸⁰ HALLIDAY, Josh, *op. cit.* ; LASHMAR, Paul, « Spies and Journalists: Towards an Ethical Framework », *op. cit.*, p. 17 ; VALLANCE, Andrew, *Defence Advisory Notice*, le 7 juin 2013, *op. cit.*

⁸⁸¹ *Ibid.*

⁸⁸² BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick, et MACASKILL, Ewen, « GCHQ Intercepted Foreign Politicians' Communications at G20 Summit », in *The Guardian*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2013/jun/16/gchq-intercepted-communications-g20-summits> [consulté en octobre 2017].

⁸⁸³ *Ibid.*

⁸⁸⁴ BALL, James, BORGER, Julian, et GREENWALD, Glenn, « Revealed: How US and UK Spy Agencies Defeat Internet Privacy and Security », in *The Guardian*, le 6 septembre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/sep/05/nsa-gchq-encryption-codes-security> [consulté en octobre 2017].

en plus d'une présentation des réactions provenant des divers pays ciblés par cette surveillance⁸⁸⁵.

De manière générale, et à l'exception du *Guardian*, la couverture des révélations des programmes de surveillance par la presse traditionnelle a été moins prononcée au Royaume-Uni qu'aux États-Unis⁸⁸⁶. Ce constat pose des questions au sujet de l'existence et du maintien d'une culture du secret gouvernemental impliquant la complicité des organes de la presse traditionnelle⁸⁸⁷. Par ailleurs, la focalisation porte sur les actes de publication du *Guardian* plutôt que sur les agissements du Quartier-général des communications du gouvernement britannique et de l'Agence nationale de la sécurité américaine⁸⁸⁸. Des journaux conservateurs britanniques tels que le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph*, le *Sun* et le *Times* affichent une grande hostilité au *Guardian* suite à ces révélations⁸⁸⁹. Selon une étude linguistique du corpus de la presse traditionnelle britannique pour la période du 1 juin au 17 novembre 2013, à partir de mots clés récurrents en rapport avec les révélations des programmes de surveillance de masse, la présentation des événements varie en fonction de l'idéologie du journal concerné⁸⁹⁰. Parmi les valeurs préconisées (*news values*) qui en émanent, le *Daily Mail* insiste sur une présentation de la vie personnelle de Snowden comment étant extravagante voire luxurieuse ; le *Sun* fait ressortir une défense du nationalisme dont seules les institutions seraient les garants ainsi qu'un

⁸⁸⁵ GRICE, Andrew et MORRIS, Nigel, « G20 Summit: Britain Plunged into Diplomatic Row Over Claims GCHQ Spied on Foreign Politicians », in *The Independent*, le 18 juin 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/g20-summit-britain-plunged-into-diplomatic-row-over-claims-gchq-spied-on-foreign-politicians-8662455.html> [consulté en octobre 2017] ; MANNING, Sanchez, « British Spies at GCHQ 'Spied on Foreign Politicians at G20 Summit Meetings in London », in *The Independent*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/british-spies-at-gchq-spied-on-foreign-politicians-at-g20-summit-meetings-in-london-8661182.html> [consulté en octobre 2017] ; PONSFORD, Dominic, « Guardian Spying Revelations were in Breach of DA-Notice Guidance », in *Press Gazette*, le 19 juin 2013 [en ligne], <http://www.pressgazette.co.uk/guardian-spying-revelations-were-in-breach-of-da-notice-guidance/> [consulté en octobre 2017].

⁸⁸⁶ BAKIR, Vian, « News, Agenda-Building and Intelligence Agencies: A Systematic Review of the Field from the Discipline of Journalism, Media and Communications », in *The International Journal of Press / Politics*, vol. 20, n° 2, 2015 [en ligne], <https://e.bangor.ac.uk/4597/1/32151.pdf> [consulté en octobre 2017], pp. 1-17, pp. 3-4 ; FREEDLAND, Jonathan, « Snowden Fallout Throws in Stark Relief US and UK Notions of Liberty », in *The Guardian*, le 2 décembre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/dec/02/snowden-fallout-us-uk-liberty-nsa-spying> [consulté en septembre 2017] ; PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 11, n° 1/2, 2014 [en ligne], <http://buratest.brunel.ac.uk/handle/2438/9676> [consulté en septembre 2017], pp. 1-23, p. 19.

⁸⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸⁸ PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19.

⁸⁸⁹ *Ibid.*, p. 14.

⁸⁹⁰ BRANUM, Jens et CHARTERIS-BLACK, Jonathan, « The Edward Snowden Affair: A Corpus Study of the British Press », in *Discourse and Communication*, vol. 9, n° 2, 2015 [en ligne], https://www.researchgate.net/profile/Jonathan_Charteris-Black/publication/272412357_The_Edward_Snowden_affair_A_corpus_study_of_the_British_press/links/5717835108aeb56278c46c2b/The-Edward-Snowden-affair-A-corpus-study-of-the-British-press.pdf [consulté en novembre 2017], pp. 1-22, pp. 4, 7-18.

fort soutien en faveur de la surveillance d'État ; le *Guardian* se concentre sur une défense du droit de publier, du droit à la vie privée, et une critique de la surveillance d'État dans le contexte de la pression exercée à son encontre⁸⁹¹.

La pression gouvernementale exercée à l'encontre du *Guardian* suite à l'émission d'un Avis consultatif de la défense s'intensifie, sous forme de discussions avec des agents incluant Jeremy Heywood, alors Secrétaire du cabinet (*Cabinet Secretary*)⁸⁹². L'intervention physique du Quartier-général des communications au sous-sol des bureaux du journal à Kings Cross, le samedi 20 juillet 2013, marque un point culminant⁸⁹³. À cette occasion, le journal se voit contraint de détruire les disques durs et puces mémoire hébergeant les documents confidentiels devant deux agents du service secret de renseignement, dans le cadre d'un compromis permettant au journal d'éviter la restitution des documents au gouvernement britannique⁸⁹⁴. Lors d'un entretien pour la *BBC* diffusé en ligne un mois plus tard, Rusbridger insiste sur la menace du gouvernement de censurer le journal en amont de la publication par le biais d'une *super-injonction*, ce qui aurait impliqué l'interdiction de communiquer l'existence même de la procédure judiciaire⁸⁹⁵ :

*Mais ce qui s'est passé, c'est que dans ce pays, le gouvernement britannique a agi contre le Guardian d'une façon qui serait, à mon sens, simplement infaisable en Amérique. L'Amérique dispose du Premier amendement, et il n'a pas de restriction préalable. Mais ce qui s'est passé avec le Guardian c'est que le gouvernement britannique a menacé explicitement un acte de restriction préalable à l'encontre du Guardian. Dans les deux cas, ils comptaient saisir les tribunaux afin de nous imposer une injonction et saisir le matériel, ce qui aurait eu pour effet de nous empêcher d'écrire sur le sujet [...] C'était assez explicite. Nous étions contraints de le détruire ou de le leur rendre.*⁸⁹⁶

⁸⁹¹ *Ibid.*

⁸⁹² *BBC*, « Edward Snowden Files: N° 10 Contacted Guardian », le 21 août 2013 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-23776063> [consulté en août 2017] ; CUSICK, James et WRIGHT, Oliver, « Nick Clegg Backs David Cameron as PM Sends Cabinet Secretary Sir Jeremy Heywood to 'Warn' Guardian Over Edward Snowden Documents », in *The Independent*, le 20 août 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/nick-clegg-backs-david-cameron-as-pm-sends-cabinet-secretary-sir-jeremy-heywood-to-warn-guardian-8777216.html> [consulté en août 2017].

⁸⁹³ BORGER, Julian, « NSA Files: Why the Guardian in London Destroyed Hard Drives of Leaked Files », in *The Guardian*, le 20 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/20/nsa-snowden-files-drives-destroyed-london> [consulté en septembre 2017] ; DI SALVO, Philip, « Strategies of Circulation Restriction in Whistleblowing: The Pentagon Papers, Wikileaks and Snowden Cases », in *Tecnoscienza*, vol. 7, n° 1, 2016 [en ligne], <http://www.tecnoscienza.net/index.php/tsj/article/view/253> [consulté en septembre 2017], pp. 67-85, p. 78 ; HARDING, Luke, « Footage Released of Guardian Editors Destroying Snowden Hard Drives », in *The Guardian*, le 31 janvier 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jan/31/footage-released-guardian-editors-snowden-hard-drives-gchq> [consulté en septembre 2017].

⁸⁹⁴ *Ibid.*

⁸⁹⁵ HALL, Holly, *op. cit.*, p. 310 ; HARCUP, Tony, *op. cit.*, pp. 138-139.

⁸⁹⁶ « But what has happened is that in this country the British government has moved against *The Guardian* in a way that I think would be simply un-doable in America. America has the First Amendment and it has no prior restraint. But what happened with *The Guardian* is that the British Government explicitly threatened prior restraint against *The Guardian*. Either they would go to the courts to injunct us and seize the material, which would have

En insistant sur la place accordée à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, telles qu'inscrites dans la Constitution des États-Unis, ce rédacteur en chef remet en question le principe de restriction préalable sous forme d'injonctions judiciaires au Royaume-Uni dans le contexte de la publication. Par ailleurs, lors de ce même entretien, il explique que, puisque le *Guardian* possède d'autres exemplaires des documents confidentiels en dehors de la juridiction du Royaume-Uni, une telle mesure est inefficace : la destruction des copies à Londres n'empêchera pas le journal de poursuivre ses publications à partir des exemplaires restant à la disposition du journal à l'étranger⁸⁹⁷. D'après Luke Harding, journaliste du *Guardian*, Heywood avait demandé à Rusbridger non seulement la restitution des documents confidentiels, mais également l'arrêt de toute publication en rapport avec les fuites provenant de Snowden⁸⁹⁸. Par ailleurs, le Secrétaire du cabinet aurait spécifié : « Nous pouvons le faire gentiment, ou alors nous pouvons nous servir de la loi »⁸⁹⁹.

Le *Guardian* diffusera des extraits audiovisuels de cette intervention physique du Quartier-général des communications six mois plus tard⁹⁰⁰. Si une telle intervention auprès d'un journal peut paraître impressionnante, l'efficacité de la mesure est fortement remise en cause : le Gouvernement britannique perd tout contrôle des publications en rapport avec les documents confidentiels détenus, conjointement avec des organes tels que *ProPublica* et le *New York Times* aux États-Unis, au-delà de la juridiction du Royaume-Uni⁹⁰¹. À titre d'exemple, le *New York Times* refuse simplement tout commentaire lorsqu'un membre non-identifié de l'ambassade du Royaume-Uni à Washington D.C. demande à son rédacteur en chef, Jill Abramson, de détruire les documents en sa possession⁹⁰².

the effect of preventing us from writing about it [...] It was quite explicit. We had to destroy it or give it back to them » : RUSBRIDGER, Alan, entretien audiovisuel, in *BBC*, « Edward Snowden Files: N° 10 contacted Guardian », le 21 août 2013, *op. cit.*

⁸⁹⁷ *Ibid.*

⁸⁹⁸ HARDING, Luke, *The Snowden Files: The Inside Story of the World's Most Wanted Man*, *op. cit.*, p. 182.

⁸⁹⁹ « We can do this nicely or we can go to law » : *Ibid.*, p. 187.

⁹⁰⁰ HARDING, Luke, « Footage Released of Guardian Editors Destroying Snowden Hard Drives », *op. cit.*

⁹⁰¹ HARDING, Luke, *The Snowden Files: The Inside Story of the World's Most Wanted Man*, *op. cit.*, pp. 185, 187 ; RUSBRIDGER, Alan, entretien audiovisuel, in *BBC*, « Edward Snowden Files: N° 10 contacted Guardian », le 21 août 2013, *op. cit.*

⁹⁰² DICKINSON, Alex, « UK Asked New York Times to Destroy Snowden Material », in *The New York Post*, le 3 septembre 2013 [en ligne], <https://nypost.com/2013/09/03/uk-asked-new-york-times-to-destroy-snowden-material/> [consulté en septembre 2017] ; HOSENBALL, Mark, « UK Asked New York Times to Destroy Edward Snowden Documents », in *Huffington Post*, le 30 août 2013 [en ligne], https://www.huffingtonpost.com/2013/08/30/uk-new-york-times-destroy-snowden_n_3844706.html?guccounter=1 [consulté en septembre 2017] ; *The Daily Mail*, « British Government Asked New York Times to Destroy Documents Leaked by Snowden », le 31 août 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2407696/British-government-asked-New-York-Times-destroy-documents-leaked-Snowden.html> [consulté en septembre 2017].

L'hostilité de la presse traditionnelle conservatrice à l'égard du *Guardian* se poursuit, notamment dans le contexte du discours d'Andrew Parker, prononcé le 8 octobre 2013 suite à sa nomination en tant que directeur général du Service de sécurité (*Security Service / Military Intelligence, section five*)⁹⁰³. Ce discours est présenté comme une attaque à l'encontre du *Guardian*⁹⁰⁴, alors qu'il ne contient en réalité aucune référence explicite au journal ou à Edward Snowden⁹⁰⁵. Parmi les titres les plus sensationnalistes, James Slack, écrivant pour le *Daily Mail*, affiche une citation supposée de Parker dans l'un de ses titres, afin de justifier une position de condamnation vis-à-vis du journal : « Le *Guardian* a offert un cadeau aux terroristes' [*sic.*], prévient le chef du service de sécurité : les fuites de ce journal de gauche ont provoqué 'les dégâts les plus importants à la sécurité de l'Ouest dans l'Histoire' d'après des initiés de Whitehall »⁹⁰⁶. D'une part, le début de la citation supposée de Parker n'est pas indiqué, les guillemets étant incomplets, ce qui peut induire le lecteur à croire qu'il s'agit d'une affirmation véritable. D'autre part, Slack affirme, à tort, que le *Guardian* est la source des fuites, plutôt que le lanceur d'alerte Snowden. Par ailleurs, il présente le comportement du journal dans le cadre d'un clivage politique entre la gauche et la droite au sein des organes de la presse, avec comme prémisse l'idée suivant laquelle la gauche n'aurait pas de considération pour la protection de la sécurité nationale. La *BBC* se trouve également critiquée pour ne pas avoir accordé une couverture médiatique suffisante au discours d'Andrew Parker en faveur de la sécurité nationale⁹⁰⁷.

Selon Julian Petley, universitaire britannique spécialiste des médias, les critiques de la presse traditionnelle conservatrice se situent ainsi dans la continuité d'une bataille idéologique

⁹⁰³ PARKER, Andrew [transcription], discours prononcé devant le forum pour la défense et la sécurité aux niveaux national et international (*Royal United Services Institute*) à Whitehall en Angleterre, le 8 octobre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/defence/10366119/MI5-chief-security-speech.html> [consulté en octobre 2017].

⁹⁰⁴ O'NEILL, Sean, « Spy Leaks Put Britain in Danger, Says MI5 Chief », in *The Times*, le 9 octobre 2013 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/spy-leaks-put-britain-in-danger-says-mi5-chief-7lbzwsvzbzv> [consulté en octobre 2017] ; SLACK, James, « Guardian has Handed a Gift to Terrorists' [*sic.*], Warns MI5 Chief: Left-Wing Paper's Leaks Caused 'Greatest Damage to Western Security in History' Say Whitehall Insiders », in *The Daily Mail* [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2450237/MI5-chief-Andrew-Parke-The-Guardian-handed-gift-terrorists.html> [consulté en octobre 2017] ; WHITEHEAD, Tom, « GCHQ Leaks have 'Gifted' Terrorists Ability to Attack 'At Will', Warns Spy Chief », in *The Telegraph*, le 9 octobre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/terrorism-in-the-uk/10365026/GCHQ-leaks-have-gifted-terrorists-ability-to-attack-at-will-warns-spy-chief.html> [consulté en octobre 2017].

⁹⁰⁵ PARKER, Andrew [transcription], *op. cit.*

⁹⁰⁶ « Guardian has Handed a Gift to Terrorists' [*sic.*], Warns MI5 Chief: Left-Wing Paper's Leaks Caused 'Greatest Damage to Western Security in History' Say Whitehall Insiders » : SLACK, James, *op. cit.*

⁹⁰⁷ *The Daily Mail*, « The Paper that Helps Britain's Enemies », le 9 octobre 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2451557/Daily-Mail-Comment-The-Guardian-paper-helps-Britains-enemies.html> [consulté en octobre 2017].

obsessionnelle car le *Guardian* figure parmi les « objets de haine pour les conservateurs »⁹⁰⁸. Pour Paul Farrelly, député du parti travailliste représentant Newcastle-under-Lyme, il s'agit d'une véritable guerre de vengeance, menée notamment par le *Daily Mail*, en raison du rôle du *Guardian* dans la révélation du scandale des écoutes téléphoniques en 2011⁹⁰⁹. Comme étudié lors du Chapitre I, ce scandale avait abouti à la fermeture du *News of the World*, et à un questionnement sur le contrôle législatif de la presse⁹¹⁰. Malgré une telle présentation médiatique des révélations des programmes de surveillance de masse, l'opinion publique britannique est partagée sur le bien-fondé des actions d'Edward Snowden et du *Guardian*, comme en témoignent les résultats de plusieurs sondages menés lors du second semestre de 2013⁹¹¹. À titre d'exemple, selon un premier sondage du 21 août 2013 et réalisé par *YouGov*, quarante-deux pour cent des répondants estimaient que le *Guardian* avait eu raison de procéder à la publication des révélations provenant des fuites de Snowden, compte tenu de l'intérêt public lié aux activités de surveillance par les agences de renseignement britannique et américaine ; trente-huit pour cent considéraient que le journal avait eu tort et que ses publications pouvaient constituer une aide aux terroristes⁹¹². Cependant, selon un sondage réalisé par *YouGov* lors des deux jours suivants à la demande du *Sunday Times*, quarante-cinq pour cent des répondants estimaient que le *Guardian* avait eu tort de procéder à la publication compte tenu du risque d'aider l'ennemi ; seulement quarante pour cent considéraient que le journal avait eu raison, afin que le public puisse connaître le fonctionnement des agences de renseignement⁹¹³. Pourtant, selon le même sondage, quarante-cinq pour cent des répondants estimaient que le Quartier-général des communications ne devait pas disposer de pouvoirs d'écoute téléphoniques remettant en cause la vie privée d'innocents ; quarante-et-un pour cent

⁹⁰⁸ « Tory hate objects » : PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 13.

⁹⁰⁹ *House of Commons Hansard*, « House of Commons National Security (The Guardian) », le 22 octobre 2013 [en ligne], [https://hansard.parliament.uk/Commons/2013-10-22/debates/13102269000003/NationalSecurity\(TheGuardian\)](https://hansard.parliament.uk/Commons/2013-10-22/debates/13102269000003/NationalSecurity(TheGuardian)) [consulté en septembre 2017], vol. 569, colonne 69WH.

⁹¹⁰ Voir par exemple : LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press*, *op. cit.*

⁹¹¹ CABLE, Jonathan, *UK Public Opinion Review: Working Paper – An Overview of Public Opinion Polls since the Edward Snowden Revelations in June 2013*, document de travail, Université de Cardiff : Cardiff, 2015 [en ligne], orca.cf.ac.uk/74140/1/UK%20Public%20Opinion%20Review%20180615.pdf [consulté en octobre 2017], pp. 4-6.

⁹¹² *YouGov*, « Yougov Survey Results », sondage à propos des publications du *Guardian* en rapport avec les fuites d'Edward Snowden, travail de terrain effectué le 21 août 2013 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/a1cqlo3dw0/YG-Archive-David-Miranda-extra-results-210813.pdf [consulté en octobre 2017], p. 2.

⁹¹³ *YouGov/Sunday Times*, « Edward Snowden », sondage au sujet des publications du *Guardian* en rapport avec les fuites d'Edward Snowden, travail de terrain effectué du 22 au 23 août 2013 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/9ytf2ekflo/YG-Archive-Pol-Sunday-Times-results-230813.pdf [consulté en octobre 2017], p. 6.

considéraient que la récolte de ce type d'informations était nécessaire afin de protéger la nation⁹¹⁴.

En tout état de cause, lors des débats parlementaires, David Cameron, alors Premier ministre, passe sous silence l'intérêt public d'un débat autour des programmes de surveillance de masse, pour privilégier la protection de la sécurité nationale comme seul critère de la responsabilité de la presse⁹¹⁵. Estimant que les services de renseignement britanniques sont déjà suffisamment contrôlés par le Parlement, il insiste, devant la Chambre des communes, sur les effets nuisibles pour la lutte contre le terrorisme, qui résulteraient des publications du *Guardian*⁹¹⁶ :

*Je ne souhaite pas recourir aux injonctions, aux Avis de la défense, ou à d'autres mesures plus drastiques ; il est nettement préférable de faire appel au sens de la responsabilisation sociale des journaux. Cependant, s'ils ne font pas preuve de responsabilité sociale, il sera très difficile pour le gouvernement de rester en retrait et ne pas agir.*⁹¹⁷

Compte tenu de la référence à l'éventualité de recours judiciaires pouvant aboutir sur l'imposition d'une injonction en amont de la publication, cette déclaration est perçue comme une menace à peine voilée par la Société britannique des rédacteurs en chef (*Society of Editors*)⁹¹⁸. La supposée équivalence des injonctions en amont de la publication et des Avis consultatifs de la défense, sous son appellation historique d'Avis de la défense, fait ressortir la question de savoir s'il s'agit d'une réelle incompréhension du système d'émission d'Avis consultatifs de la défense de la part de Cameron, ou d'une stratégie d'allocution⁹¹⁹. En effet, ces Avis n'ont pas pour objet de censurer la publication en amont⁹²⁰. C'est un point sur lequel

⁹¹⁴ *Ibid.*

⁹¹⁵ *House of Commons Hansard*, « House of Commons Oral Answers to Questions », le 28 octobre 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmhansrd/cm131028/debtext/131028-0001.htm> [consulté en octobre 2017], colonnes 664-665.

⁹¹⁶ *Ibid.*

⁹¹⁷ « I do not want to have to use injunctions, D notices or other, tougher measures; it is much better to appeal to newspapers' sense of social responsibility. However, if they don't demonstrate some social responsibility it would be very difficult for government to stand back and not to act » : CAMERON, David, *in ibid.*, colonne 667.

⁹¹⁸ *Society of Editors*, « Cameron Threatens Injunctions and Other 'Tough Measures' if *Guardian* Fails to Show 'Social Responsibility' Over Snowden Leaks », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://www.societyofeditors.org/soe-news/29-october-2013/Cameron-threatens-injunctions-and-other-tough-measures-if-Guardian-fails-to-show-social-responsibility-over-Snowden-leaks> [consulté en octobre 2017].

⁹¹⁹ PONSFORD, Dominic, « Cameron's Counter-Productive Threats Against The *Guardian* Show Apparent Ignorance about the DA Notice System », *in Press Gazette*, le 29 octobre 2013 [en ligne], <http://www.pressgazette.co.uk/cameros-counter-productive-threats-against-the-guardian-show-apparent-ignorance-about-the-da-notice-system/> [consulté en décembre 2017].

⁹²⁰ *The DA Notice System*, « History of the D-Notice System », dernière mise à jour le 10 novembre 2011 [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/history/index.htm> [consulté en août 2017].

insiste Andrew Vallance, alors secrétaire du comité consultatif de la défense, de la presse, et de l'audiovisuel (*The Defence, Press and Broadcasting Advisory Committee*) ; il fait état d'un grand nombre de demandes de clarifications suite à la déclaration du Premier ministre⁹²¹.

Toujours dans le cadre des pressions sur le *Guardian*, Rusbridger est convié, le 3 décembre 2013, devant la commission parlementaire sur les affaires intérieures⁹²². Il doit répondre, à cette occasion, aux questions des parlementaires qui enquêtent sur les mesures anti-terroristes, incluant la possibilité de poursuites judiciaires sous la section 58 (1) (a) de la loi portant sur le terrorisme de 2000 (*Terrorism Act 2000*)⁹²³. Lors des questions à tour de rôle, Keith Vaz, député travailliste et président de la commission lui demande : « Vous et moi avons tous les deux... nous sommes tous les deux nés à l'étranger. J'aime ce pays. Est-ce que vous aimez ce pays ? »⁹²⁴. La prémisse de cette question semble être une incompatibilité supposée entre le patriotisme et le choix de révéler l'existence des programmes de surveillance de masse opérés sous l'autorité du gouvernement britannique. Si Rusbridger exprime sa surprise quant à ce type de questionnement, il affirme le patriotisme des employés du *Guardian*, tout en reconnaissant l'équilibre à trouver avec la sécurité nationale, et en défendant la conception d'une presse libre au service d'une société démocratique⁹²⁵. Il explique qu'à l'exception de son premier projet de publication, le journal a dialogué avec le comité consultatif de la défense, de la presse, et de l'audiovisuel avant toute publication liée aux fuites de Snowden⁹²⁶. Par ailleurs, il précise que ce comité n'a, à aucun moment, émis de réserves spécifiques au sujet de l'éventualité d'une remise en cause de la sécurité d'agents des services de renseignement⁹²⁷.

Lors de cette même convocation, Rusbridger insiste sur l'absence de prise en compte de la réalité de l'ère numérique sur la dissémination des documents ayant fait l'objet de fuites⁹²⁸.

⁹²¹ *The Defence, Press and Broadcasting Advisory Committee*, « Minutes of a Meeting Held in the Ministry of Defence at 6pm on Thursday 7 November 2013 », D/DPBAC/3/2/1, le 21 novembre 2013 [en ligne], www.dsma.uk/linkedfiles/records/minsofautumnmtg7nov2013.doc [consulté en septembre 2017], p. 3.

⁹²² *House of Commons Home Affairs Select Committee, Counter-Terrorism*, HC 231, Londres : The Stationery Office Limited, le 9 mai 2014 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/inquiries/parliament-2010/co-ordinating-the-fight-against-international-terrorism/> [consulté en septembre 2017] ; RUSBRIDGER, Alan [enregistrement audiovisuel], témoignage lors d'une séance de la commission parlementaire de la Chambre des communes sur les affaires intérieures, le 3 décembre 2013 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/news/131128-terrorism-ev-3-dec/> [consulté en septembre 2017] ; *Terrorism Act 2000*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/11/section/58> [consulté en octobre 2017], article 11, para. 58.

⁹²³ *Ibid.*

⁹²⁴ « You and I have both... were both born outside this country. I love this country. Do you love this country? » : VAZ, Keith in RUSBRIDGER, Alan [enregistrement audiovisuel], le 3 décembre 2013, *op. cit.*

⁹²⁵ RUSBRIDGER, Alan, *in ibid.*

⁹²⁶ *Ibid.*

⁹²⁷ *Ibid.*

⁹²⁸ *Ibid.*

D'une part, il explique que les révélations publiées par le *Guardian* sont déjà disponibles sur Internet par le biais du logiciel gratuit *Tor*, réseau informatique anonymisant la source d'une session⁹²⁹. D'autre part, il évoque la nécessité de recentrer le débat sur la collecte de renseignements dans le cadre des programmes de surveillance de masse secrets, en raison d'un décalage entre ce qui est prévu par les dernières mesures législatives majeures de 2000, et la réalité de ce qui peut être recueilli désormais suite aux évolutions numériques : « Nous avons de nombreuses lois analogues qui ont trait au monde numérique »⁹³⁰. Cette réalité est reconnue également par Andrew Vallance lors d'une réunion du comité consultatif de la défense, de la presse, et de l'audiovisuel, le 7 novembre 2013⁹³¹.

Les nombreuses pressions gouvernementales exercées sur le *Guardian* contribuent à un rapport accablant de la part de *Reporters sans frontières*, organisation à but non lucratif, lors de son classement mondial de la liberté de la presse (*World Press Freedom Index*) en 2014⁹³². Le Royaume-Uni descend ainsi de trois places par rapport à l'année précédente, pour se retrouver en trente-troisième position⁹³³. Sous l'intitulé « Sacrifice de l'information au nom de la sécurité nationale et la surveillance »⁹³⁴, l'organisation conclut : « les autorités des E-U et du R-U semblent être obsédés par la chasse aux lanceurs d'alerte plutôt que d'adopter de la législation afin de freiner les pratiques abusives de surveillance qui nient la vie privée, valeur démocratique tant appréciée dans les deux pays »⁹³⁵.

Compte tenu de la décision du *Guardian* de ne pas se référer au comité consultatif de la défense, de la presse, et de l'audiovisuel en amont de sa première publication au sujet des fuites de Snowden, et l'impossibilité matérielle pour le gouvernement britannique de contrôler ni connaître le nombre de copies numériques des documents confidentiels concernés⁹³⁶, la pertinence et l'efficacité du système d'*Avis de la défense* fera l'objet d'une étude en 2014 : Jon Thompson, alors secrétaire permanent du Ministère de la défense (*Permanent Ministry of Defence Secretary*), commande un examen du système d'émission d'Avis consultatifs de la

⁹²⁹ *Ibid.*

⁹³⁰ « We've got a lot of analogue laws that deal with the digital world » : RUSBRIDGER, Alan, *in ibid.*

⁹³¹ *The Defence, Press and Broadcasting Advisory Committee*, « Minutes of a Meeting Held in the Ministry of Defence at 6pm on Thursday 7 November 2013 », *op. cit.*, p. 2.

⁹³² *Reporters sans frontières*, « World Press Freedom Index 2014 », 2014 [en ligne], <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2014> [consulté en août 2014].

⁹³³ *Ibid.*

⁹³⁴ « Information sacrificed to national security and surveillance » : *ibid.*

⁹³⁵ « [...] the US and UK authorities seem obsessed with hunting down whistleblowers instead of adopting legislation to rein in abusive surveillance practices that negate privacy, a democratic value cherished in both countries » : *ibid.*

⁹³⁶ RUSBRIDGER, Alan [enregistrement audiovisuel], le 3 décembre 2013, *op. cit.* ; RUSBRIDGER, Alan, entretien audiovisuel, *in BBC*, « Edward Snowden Files: N° 10 contacted Guardian », le 21 août 2013, *op. cit.*

défense, en faisant appel notamment aux témoignages du gouvernement et des médias⁹³⁷. Cette étude est présidée par Anthony Forster, universitaire spécialisé en science politique et ancien officier de l'armée, en collaboration avec deux anciens rédacteurs en chef de journaux, Peter Preston et Peter Wright, et un ancien haut fonctionnaire, Martin Fuller⁹³⁸. Les quatre termes de référence de cette étude paraissent ambitieux : revoir les objectifs du système ; prendre en compte les évolutions des technologies de communication, des pratiques des médias, de l'accès à l'information dans la sphère publique ; comparer le système du Royaume-Uni avec ceux d'autres pays pour en tirer des conséquences ; formuler des recommandations⁹³⁹.

Le rapport final, publié en mars 2015, fait référence à la fragilité du système d'Avis consultatifs de la défense, et au manque de confiance à son égard⁹⁴⁰. Alors qu'il reconnaît la singularité de ce système au niveau mondial, il réaffirme sa pertinence pour le Royaume-Uni en avançant principalement l'argument de la spécificité de la « culture nationale » dans tout débat sur la régulation des médias⁹⁴¹. Par ailleurs, il conclut que les États-Unis disposent d'un système plus restrictif que le Royaume-Uni malgré l'inscription de la liberté de la presse dans la Constitution, en raison de l'existence de loi portant sur l'espionnage de 1917 (*Espionage Act 1917*)⁹⁴². Cet argument semble peu cohérent dans la mesure où le rapport mentionne également l'existence des lois portant sur les secrets officiels de 1911 et 1989 au Royaume-Uni, en parallèle au système d'émission d'Avis consultatifs de la défense⁹⁴³.

Au final, les modifications apportées au système d'Avis consultatifs de la défense seront réduites. Parmi les huit recommandations du rapport, faites dans une optique de maintien et de renforcement du système actuel, le gouvernement britannique décide d'en suivre quatre dans l'immédiat : le maintien des objectifs déjà instaurés ; le changement de nom de l'organisation et ses Avis en tant que comité consultatif aux médias en matière de défense et de sécurité (*Defence and Security Media Advisory Committee*) et Avis aux médias en matière de défense et de sécurité (*Defence and Security Media Advisory Notices*) respectivement ; l'amélioration

⁹³⁷ *The DA Notice System, Independent Review of the DPBAC and DA Notice System*, date non indiquée [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/> [consulté en août 2017] ; MASON, Rowena, « D-Notice System to be Reviewed in Wake of Edward Snowden Revelations », in *The Guardian*, le 26 janvier 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jan/26/d-notice-system-reviewed-edward-snowden> [consulté en septembre 2014].

⁹³⁸ *The DA Notice System, Independent Review of the DPBAC and DA Notice System, op. cit.* ; University of Exeter, « Vice-Chancellor Professor Anthony Forster », date non indiquée [en ligne], <https://www.essex.ac.uk/about/senior-staff/vice-chancellor> [consulté en août 2017].

⁹³⁹ *The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review, op. cit.*, annexe A, p. 28.

⁹⁴⁰ *Ibid.*, p. 22.

⁹⁴¹ « national culture » : *Ibid.*, pp. 6-7.

⁹⁴² *Ibid.*

⁹⁴³ *Ibid.*

de l'information au sujet des dépenses ; la promotion d'une meilleure publicité auprès des médias et des départements gouvernementaux⁹⁴⁴.

Le gouvernement britannique écarte la recommandation consistant à restructurer la direction du comité dans le sens d'une véritable indépendance, notamment celle relative à la nomination d'un(e) président(e) n'étant issu(e) ni du gouvernement ni des médias⁹⁴⁵. La contre-argumentation avancée se résume à la responsabilité fondamentale pour les dépenses de ce comité et les questions de sécurité⁹⁴⁶. Le gouvernement décide plutôt de procéder à une restructuration impliquant la nomination du Directeur général de la politique de la sécurité du Ministère de la défense (*Director General Security Policy of the Ministry of Defence*) en tant que président du comité, rôle qui incombait au sous-secrétaire permanent du Ministère de la défense pour des raisons historiques⁹⁴⁷. Cette décision semble être le reflet d'une volonté gouvernementale de garder la main sur les opérations du comité consultatif aux médias en matière de défense et de sécurité, et paraît peu cohérente avec la description du comité en tant qu'autorité administrative indépendante figurant parmi les « organismes et autres entités publiques » du gouvernement du Royaume-Uni⁹⁴⁸. Le comité se voit ainsi épargné par les mesures d'abolition et fusion des autorités les plus petites et le reclassement des plus grandes dans le cadre de la réforme des neuf cents autorités administratives indépendantes existantes⁹⁴⁹.

Dans les cas d'études explorés au long de ce chapitre, les tentatives de suppression d'informations qui s'avèrent par la suite embarrassantes pour le Gouvernement britannique font ressortir des questions troublantes quant à la capacité des citoyens à tenir leurs représentants responsables de leurs actes⁹⁵⁰. Si le maintien du secret concernant certaines activités gouvernementales est nécessaire au vu de la sécurité nationale, l'intérêt public ne peut se limiter à l'intérêt d'un gouvernement quelconque. La valeur de l'intérêt public nécessite une meilleure reconnaissance.

⁹⁴⁴ THOMSPSON, Jonathan, *GOVERNMENT RESPONSE TO THE REVIEW OF THE DEFENCE ADVISORY NOTICE SYSTEM AND THE DEFENCE PRESS AND BROADCASTING ADVISORY COMMITTEE*, date non indiquée [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/> [consulté en août 2017], pp. 1-5.

⁹⁴⁵ *Ibid.*, pp. 2-3.

⁹⁴⁶ *Ibid.*

⁹⁴⁷ *Ibid.*

⁹⁴⁸ UK Gov, « Departments, Agencies and Public Bodies », *op. cit.*

⁹⁴⁹ SKELCHER, Chris, *Shrinking the State: The Reform of Arm's Length Agencies by the UK Coalition Government (2012-2016)*, Université de Birmingham, 2016 [en ligne], <https://www.birmingham.ac.uk/Documents/college-social-sciences/government-society/inlogov/research/2017/esrc-shrinking-the-state.pdf> [consulté en octobre 2017], pp. 2-3.

⁹⁵⁰ BAKIR, Vian, « 'Veillant Panoptic Assemblage': Mutual Watching and Resistance to Mass Surveillance After Snowden », in *Media and Communication*, vol. 3, n° 3, 2015 [en ligne], <https://www.cogitatiopress.com/mediaandcommunication/article/view/277> [consulté en octobre 2017], pp. 12-25.

L'absence de place accordée à la protection de l'intérêt public dans les lois portant sur les secrets officiels en vigueur fait toujours l'objet de débat, comme en témoignent un examen par la Commission des lois (*Law Commission*) et des recherches parlementaires dont les bilans sont publiés en 2017⁹⁵¹. Cependant, le projet de réforme conçu par le gouvernement conservateur en 2015 reste suspendu à l'heure actuelle⁹⁵². En tout état de cause, il est fort probable que l'influence du comité consultatif aux médias en matière de défense et de sécurité ne cessera de s'affaiblir, en raison : d'une part, de la multiplication de sources alternatives d'information à disposition du public sur Internet, et, d'autre part, de l'existence de plateformes hors de tout contrôle gouvernemental au-delà des frontières nationales. Cette tendance semble être confirmée par les pressions gouvernementales autres que l'émission d'Avis exercées auprès des organes de la presse traditionnelle tels que le *Guardian*. Il est ainsi nécessaire d'analyser, lors des deux chapitres suivants, les pressions exercées sur la pratique journalistique en matière de protection des sources, qui constitue un principe fondamental, et l'impact de la surveillance de masse à cet égard.

⁹⁵¹ BARTLETT, Gail et EVERETT, Michael, *The Official Secrets Acts and Official Secrecy*, n° CBP07422, Londres : House of Commons Library, le 2 mai 2017 [en ligne], <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7422/CBP-7422.pdf> [consulté en octobre 2019], p.31 ; *Law Commission, Protection of Official Data: A Consultation Paper*, n° 230 [en ligne], http://www.lawcom.gov.uk/app/uploads/2017/02/cp230_protection_of_official_data.pdf [consulté en octobre 2019].

⁹⁵² Voir par exemple : BOWCOTT, Owen et MASON, Rowena, « N° 10: Official Secrets Act Proposals 'Project of Previous Prime Minister' », in *The Guardian*, le 13 février 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/2017/feb/13/uk-government-law-commission-report-outlaw-whistleblowers-investigative-journalism> [consulté en octobre 2017] ; ORMEROD, David, « Reforms to the Official Secrets Act are 'Once in a Century Opportunity' to Modernise Anti-Spying Laws, Says Law Commissioner David Omerod », in *The Telegraph*, le 2 février 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/02/02/reforms-official-secrets-act-century-opportunity-modernise-anti/> [consulté en octobre 2019].

TROISIÈME PARTIE :

Les articulations entre la liberté de la presse, la protection des sources et la surveillance au Royaume-Uni

La deuxième partie de cette thèse a été axée sur les débats concernant les sources de censure et d'autocensure en amont de la publication. D'une part, une attention particulière a été apportée à l'octroi d'injonctions judiciaires civiles à l'encontre des organes de la presse, et, plus particulièrement, au poids à attribuer à l'intérêt public des publications face à d'autres considérations telles que la confidentialité et le droit à la vie privée. D'autre part, les spécificités du système d'accord tacite visant l'autocensure en amont de la publication au nom de la sécurité nationale ont été étudiées. Cependant, la presse fait l'objet d'autres contraintes et pressions d'ordre juridique et politique en rapport avec l'une des conditions premières de la pratique journalistique au service de l'intérêt public : le principe de protection des sources.

Dans cette troisième partie, il s'agit d'analyser le développement de cette protection et ses limites à l'ère numérique, ainsi que les ripostes du journalisme d'investigation dans le contexte de la surveillance de masse. Si le principe de protection des sources est bien ancré dans la déontologie du journalisme institutionnel au Royaume-Uni, il existe une absence apparente de considération expresse du rôle de la presse dans les sources constitutionnelles. Par conséquent, il s'agit, ici, d'examiner les développements en matière de privilège journalistique qualifié depuis l'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, qui rend applicable la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique du Royaume-Uni. Le chemin vers la reconnaissance de la protection des sources comme un élément indispensable du droit positif à la liberté d'expression, lié inextricablement au droit d'accès à l'information, n'est pas aisé. La reconnaissance d'un privilège journalistique reste sujette à des nuances liées à la stratégie anti-terroriste du Royaume-Uni. D'une part, la presse est parfois confrontée à des ordonnances de divulgation. D'autre part, il s'avère, en 2014, que les journalistes font l'objet d'une surveillance dissimulée dans le cadre de la surveillance de masse.

IV La déontologie journalistique à l'épreuve des ordonnances de divulgation

Alors que la crédibilité de la presse à jouer un rôle en faveur de l'intérêt public dépend de son indépendance vis-à-vis des institutions, elle se trouve parfois sous pression pour révéler ses sources dans le cadre de poursuites judiciaires. Il est nécessaire, d'abord, de situer la conception du principe de la protection des sources dans son contexte historique au Royaume-Uni. Ensuite, il convient d'examiner l'évolution vers un principe de protection en tant qu'élément indispensable du droit positif à la liberté d'expression. Une attention particulière est à apporter aux débats concernant les motivations malveillantes supposées des sources, lorsqu'elles sont utilisées pour justifier l'octroi d'ordonnances judiciaires visant à dévoiler leur identité. À cet égard, deux affaires impliquant de longues procédures judiciaires à l'encontre de la presse nécessitent une analyse approfondie. Il s'agit de publications liées à deux fuites : celle de données médicales en rapport avec la grève de la faim du meurtrier Ian Brady en 1999 ; celle de données erronées ou falsifiées au sujet de la fusion supposée du brasseur *Interbrew SA* avec *South African Breweries Plc* en 2001.

L'évolution vers la reconnaissance d'un privilège journalistique qualifié n'a pas été aisée, notamment dans le contexte de la stratégie anti-terroriste adoptée par le gouvernement britannique depuis le début du XXI^{ème} siècle. La difficulté réside dans l'interprétation de ce que constituent les intérêts de la justice, et le poids à leur accorder face à l'intérêt de la protection des sources. À ce titre, il convient d'analyser les pressions visant à dévoiler des sources paramilitaires, notamment par le biais d'ordonnances de production judiciaires visant la divulgation de sources et la saisie de matériel journalistique. Plus particulièrement, il s'agit d'examiner le cas de l'aveu de responsabilité pour le massacre de Massereene, effectué auprès de la journaliste Suzanne Breen en 2009.

4.1. Vers la reconnaissance de la protection des sources en tant que prérogative professionnelle en faveur de l'intérêt public

Étant donné que la protection des sources journalistiques occupe, avant 1981, une place très réduite en droit anglais, il convient, ici, de situer les origines de la conception d'un privilège journalistique qualifié, et de prendre en compte l'impact de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans ce domaine. C'est l'affaire concernant la publication

de données médicales en rapport avec la grève de la faim du meurtrier Ian Brady en 1999, qui permet de clarifier l'adoption, en droit interne, d'une approche identique à celle du droit européen. Elle fait ressortir la nécessité de mettre en balance l'intérêt public d'une divulgation de la source, en cas de fuites de données confidentielles, et l'intérêt public de la protection de la source pour garantir la liberté d'expression des journalistes.

4.1.1. Le principe de protection des sources : du droit négatif au droit positif

Depuis l'invention de la presse, les rapports entre l'actualité et la notion de vérité ont toujours été complexes⁹⁵³. Si le dicton selon lequel le journalisme « est la première version de l'histoire » a été popularisé au XX^{ème} siècle par le journaliste américain Philip Graham⁹⁵⁴, les questionnements sur le recul temporel nécessaire à l'analyse de l'actualité remontent plus loin : d'après Henry Waller, rédacteur auprès du journal londonien *True Informer* de 1643 à 1646, « La vérité est la fille du temps »⁹⁵⁵. De nos jours comme alors, les journalistes se trouvent souvent confrontés à des délais très courts pour faire la part des choses en amont de la publication, d'où l'importance de disposer de sources fiables afin de rester crédible auprès des lecteurs⁹⁵⁶.

Alors que les rapports entre les journalistes et leurs sources occupent une place majeure dans la littérature portant sur les études de journalisme, la protection de l'anonymat des sources reste moins explorée⁹⁵⁷. Cette situation s'explique par les difficultés inhérentes à toute étude dans ce domaine, telles que la réticence des journalistes et des sources anonymes à s'exprimer à ce sujet⁹⁵⁸. Cependant, dans le contexte des évolutions technologiques du paysage médiatique depuis le début du XXI^{ème} siècle, et la révélation de l'existence de programmes de surveillance de masse en 2013 (évoquées dans le chapitre précédent), l'anonymat des sources suscite un vif intérêt dans la littérature portant sur les études des médias⁹⁵⁹.

Il peut être utile de prendre, comme point de départ, la définition d'une source journalistique confidentielle proposée par un dictionnaire de journalisme contemporain :

⁹⁵³ STEPHENS, Mitchell, *A History of News: From the Drum to the Satellite*, Harmondsworth : Viking Penguin Inc., 1^{re} édition, 1988, p. 121.

⁹⁵⁴ SHAFER, Jack, « Who Said it First? Journalism is the 'First Draft of History' », in *The Slate*, le 30 août 2010 [en ligne], <https://slate.com/news-and-politics/2010/08/on-the-trail-of-the-question-who-first-said-or-wrote-that-journalism-is-the-first-rough-draft-of-history.html> [consulté en septembre 2014].

⁹⁵⁵ « Truth is the daughter of time » : SMITH, Anthony, *The Newspaper: An International History*, Londres : Thames and Hudson, 1979, 1^{re} édition, 1979, pp. 34, 36.

⁹⁵⁶ STEPHENS, Mitchell, *op. cit.*, p. 125.

⁹⁵⁷ CARLSON, Matt, *op. cit.*, pp. 37-48.

⁹⁵⁸ *Ibid.*

⁹⁵⁹ *Ibid.*, p. 43.

*Une personne dont l'identité est connue par le journaliste, mais qui fournit l'information à condition de ne pas être identifiée en tant que source [...] Les journalistes sont sensibilisés au fait qu'il vaut mieux des sources officielles identifiables, mais il existe un large consensus selon lequel, dans certaines situations, l'utilisation d'une source anonyme est la seule manière de dévoiler une information.*⁹⁶⁰

Ce qui ressort ici est une notion d'impératif éthique, bien ancrée dans la formation des journalistes. Cet impératif puise ses origines dans le processus d'institutionnalisation du journalisme au début du XX^{ème} siècle, au Royaume-Uni comme dans d'autres pays développés⁹⁶¹. Il implique notamment la création d'associations de presse et d'écoles de journalisme, la mise en place de règlements d'accréditation, la fondation de syndicats de journalistes, l'élaboration de codes d'éthique⁹⁶². Le principe de protection des sources confidentielles est ainsi inscrit dans de nombreux codes de conduite portant sur la pratique journalistique⁹⁶³ : selon le Code de la Fédération internationale des journalistes (*International Federation of Journalists' Code of Principles on the Conduct of Journalism*) adopté en 1954, « Le journaliste observera le secret professionnel concernant la source d'informations obtenues en confiance »⁹⁶⁴. Parmi les exemples au Royaume-Uni : le Code de bonnes pratiques des rédacteurs (*Editors' Code of Practice*) précise que « les journalistes ont une obligation morale de protéger les sources confidentielles d'information »⁹⁶⁵ ; le Code de l'Institut des journalistes agréés (*Chartered Institute of Journalists' Code*) affirme que les journalistes doivent préserver « les confidences établies avec tout contributeur »⁹⁶⁶ ; le Code de bonnes pratiques du syndicat

⁹⁶⁰ « A person whose identity is known to the journalist but who supplies information on the understanding that they will not be identified as the source [...] Journalists are trained that on-the-record identifiable sources are best, but there is broad agreement that there are circumstances when using an anonymous source is the only way to break a story » : HARCUP, Tony, *op. cit.*, p. 16.

⁹⁶¹ BARNHURST, Kevin et NERONE, John, « Journalism History », in WAHL-JORGENSEN, Karin et HANITZSCH, Thomas (eds.), *The Handbook of Journalism Studies*, New York et Londres : Routledge, 1^{ère} édition, 2009, pp. 17-28, p. 21 ; DODD, Mike et HANNA, Mark, *McNae's Essential Law for Journalists*, Oxford: Oxford University Press, 24^{ème} édition, 2018, pp. 414-415 ; VOORHOOF, Dirk, « The Protection of Journalistic Sources: Recent Developments and Actual Challenges », in *Auteurs et Média*, vol. 1, 2003 [en ligne] <https://biblio.ugent.be/publication/216782> [consulté en janvier 2018], pp. 9-23, p. 10.

⁹⁶² *Ibid.*

⁹⁶³ POSETTI, Julie, *op. cit.*, p. 11.

⁹⁶⁴ « The journalist shall observe professional secrecy regarding the source of information obtained in confidence » : *International Federation of Journalists*, « IFJ Code of Principles on the Conduct of Journalism », Code adopté en 1954 [en ligne], <http://ethicaljournalisminitiative.org/en/contents/ifj-code-of-principles-on-the-conduct-of-journalism> [consulté en janvier 2018], article 6.

⁹⁶⁵ « Journalists have a moral obligation to protect confidential sources of information » : *Independent Press Standards Agency*, « Editors' Code of Practice », dernière mise à jour le 1^{er} janvier 2018 [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/editors-code-of-practice/> [consulté en janvier 2018], article 14.

⁹⁶⁶ « the confidences you agreed with any contributors » : *Chartered Institute of Journalists*, « CIOJ Code of Conduct », date non indiquée [en ligne], <http://cioj.org/the-cioj-code-of-conduct-for-our-members/> [consulté en janvier 2018], article 7.

national des journalistes (*National Union of Journalists' Code of Conduct*) constate qu'un journaliste « protège l'identité des sources qui fournissent des informations en confiance, et les supports recueillis lors de ses travaux »⁹⁶⁷.

Selon l'argumentation normative sous-jacente à la protection des sources, il s'agit de préserver l'accès aux informations d'intérêt public, en évitant l'inhibition de toute source provenant d'une crainte de représailles et de poursuites judiciaires⁹⁶⁸. Une telle crainte serait due à un amalgame entre le travail des journalistes et celui des pouvoirs institutionnalisés tels que la police⁹⁶⁹. Ce type d'inhibition peut conduire à l'autocensure d'informations importantes compte tenu de l'intérêt public, et ce risque est reconnu comme un effet dissuasif (*chilling effect*) devant être pris en considération en cas de litige, comme en témoigne la jurisprudence américaine à ce sujet depuis le milieu du XX^{ème} siècle⁹⁷⁰. En parallèle, le principe de protection des sources s'est imposé progressivement dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, avec un impact sur le Royaume-Uni depuis l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 en 2000⁹⁷¹.

Sur le plan juridique, il existe de nombreuses protections provenant d'accords internationaux, de la jurisprudence et de déclarations à l'échelle internationale⁹⁷². Selon une étude comparative, publiée par l'organisation non-gouvernementale *Privacy International* en 2007, la protection des sources journalistiques est reconnue désormais par les dispositions légales ou constitutionnelles d'environ cent pays du monde, et cette protection est absolue dans au moins vingt de ces pays⁹⁷³. Dix ans plus tard, une analyse comparative publiée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), se focalise sur les développements en matière des droits et libertés sur Internet⁹⁷⁴. Elle rappelle que le droit des journalistes à protéger leurs sources a été reconnu formellement par de

⁹⁶⁷ « Protects the identity of sources who supply information in confidence and material gathered in the course of her/his work » : *National Union of Journalists*, « NUJ Code of Conduct », date non indiquée [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/about/nuj-code/> [consulté en janvier 2018], article 7.

⁹⁶⁸ CARLSON, Matt, *op. cit.*, p. 37 ; DODD, Mike et HANNA, Mark, 24^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 414-415 ; POSETTI, Julie, *op. cit.*, pp. 11-12 ; VOORHOOF, Dirk, « The Protection of Journalistic Sources: Recent Developments and Actual Challenges », *op. cit.*, p. 10.

⁹⁶⁹ *Ibid.*

⁹⁷⁰ *Ibid.* ; SCHAUER, Frederick, « Fear, Risk and the First Amendment: Unraveling the Chilling Effect », in *Boston University Law Review*, n° 879, 1978 [en ligne], <http://scholarship.law.wm.edu/facpubs/879> [consulté en septembre 2014], pp. 685-732 ; TOWNEND, Judith, « Online Chilling Effects in England and Wales », in *Internet Policy Review: Journal on Internet Regulation*, vol. 3, n° 2, 2014 [en ligne], <http://policyreview.info/articles/analysis/online-chilling-effects-england-and-wales> [consulté en septembre 2014], pp. 1-12, p. 1.

⁹⁷¹ *Ibid.*

⁹⁷² BANISAR, David, *Silencing Sources: An International Survey of Protections and Threats to Journalists' Sources*, Londres : Privacy International, 2007, p. 13.

⁹⁷³ *Ibid.*, p. 4.

⁹⁷⁴ POSETTI, Julie, *op. cit.*, p. 30.

nombreuses instances telles que les Nations unies, l'Organisation des Etats américains, l'Union africaine, le Conseil de l'Europe, et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe⁹⁷⁵. Cependant, elle souligne que les instruments juridiques visant la protection des sources sont « sous tension significative »⁹⁷⁶ à l'ère numérique, que les journalistes se trouvent obligés d'adapter leurs pratiques en conséquence, et que la plupart des pays bénéficiant de protections des sources ont besoin de renforcer les dispositions existantes⁹⁷⁷.

Malgré ce fort ancrage dans les codes de conduite journalistique, et dans les instruments juridiques sur le plan international, la protection des sources confidentielles journalistiques occupe, avant 1981, une place très réduite en droit anglais⁹⁷⁸. Cette situation doit se comprendre, notamment, dans le contexte d'ordonnances de divulgation émises lors des procédures judiciaires⁹⁷⁹. Elle est à distinguer de celle des États-Unis où le principe d'un privilège qualifié en faveur de la protection des sources journalistiques se développe, depuis le XVIII^{ème} siècle, sous la forme du premier amendement de la Constitution, le droit coutumier fédéral (*federal common law*), et les lois « boucliers » par État (*state shield laws*)⁹⁸⁰. D'une part, les sources de la Constitution britannique sont marquées par une absence apparente de considération expresse du rôle de la presse dans la mesure où : « [...] les principes de liberté d'expression sont articulés et défendus en tant que toile de fond des discussions portant sur la diffamation, le blasphème, l'outrage au tribunal, et d'autres contraintes auxquelles la liberté d'expression est soumise »⁹⁸¹. D'autre part, les tribunaux ont tendance, en cas de litige, à retenir des interprétations juridiques en faveur des entreprises qui sollicitent l'identification des sources, car elles invoquent des dommages quantifiables alors que les dommages à l'intérêt public qui seraient causés par la non-protection des sources restent hypothétiques⁹⁸².

En droit anglais, le principe de protection des sources puise ses origines dans l'affaire *Hennessy v Wright* (N° 2) de 1888 concernant la poursuite de l'éditeur du *Times* pour

⁹⁷⁵ *Ibid.*

⁹⁷⁶ « under significant strain » : *Ibid.*, p. 5.

⁹⁷⁷ *Ibid.*

⁹⁷⁸ NATHAN, Geoffrey, *op. cit.*, pp. 518-522.

⁹⁷⁹ *Ibid.*

⁹⁸⁰ PAPANDEA, Mary-Rose, « Citizen Journalism and the Reporter's Privilege », in *Minnesota Law Review* n° 91, 2007 [en ligne], <https://lawdigitalcommons.bc.edu/lfsp/167/> [consulté en janvier 2018], pp. 515-591, pp. 533-535.

⁹⁸¹ « [...] free speech principles are articulated and defended as a background to the discussion of defamation, blasphemy, contempt of court, and other constraints to which free speech is subjected » : SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », *op. cit.*, pp. 126-127.

⁹⁸² PALMER, Stephanie, « Protecting Journalists' Sources: Section 10, Contempt of Court Act 1981 », in *Public Law*, n° 1, 1992 [en ligne] <https://dialnet.unirioja.es/ejemplar/396750> [consulté en janvier 2018], pp. 61-72, pp. 61, 71.

diffamation⁹⁸³. Le défendeur demande à cette occasion la reconnaissance, comme précédent, d'un privilège qualifié, en arguant que le commentaire a été publié de bonne foi, et en toute honnêteté, dans l'intérêt public (*fair comment*)⁹⁸⁴. Si la Cour d'appel refuse d'obliger l'éditeur du *Times* à révéler l'identité de ses sources confidentielles dans ce cas précis, elle donne comme explication la simple absence de pertinence avec l'action judiciaire en cours⁹⁸⁵. Il faut attendre jusqu'en 1906 pour que la protection des sources confidentielles journalistiques commence à être reconnue sous l'angle d'un privilège qualifié, dite règle des organes de la presse (*Newspaper Rule*)⁹⁸⁶. Il s'agit de l'affaire *Plymouth Mutual Co-operative & Industrial Society, Ltd. v. Traders' Publishing Ass'n Ltd.* concernant la poursuite pour diffamation d'un magazine spécialisé⁹⁸⁷. Bien que le principe d'une protection qualifiée remplace progressivement celui de pertinence avec l'action judiciaire en cours, son champ d'application reste limité à l'étape de référé en cas de poursuite pour diffamation⁹⁸⁸. Puis, suite à l'affaire *South Suburban Co-operative Society, Ltd. v. Orum* en 1937, cette protection est considérée comme une exception au droit plutôt que comme un principe du droit⁹⁸⁹.

Dans les années 1960, les contours de la règle des organes de la presse se dessinent encore lors des trois « affaires de l'enquête Vassall » (*Vassall Inquiry Cases*), qui aboutissent à l'incarcération de deux journalistes⁹⁹⁰. À l'origine, trois journalistes, Desmond Clough, Reg Foster, et Brendan Mulholland, publient des articles de presse concernant la responsabilité du gouvernement britannique pour avoir manqué de découvrir les activités d'espionnage en faveur de gouvernements étrangers menées par William Vassall, alors secrétaire de l'Amirauté⁹⁹¹. Au cours d'une enquête judiciaire (*tribunal of enquiry*) initiée par le gouvernement pour juger de la véracité des articles publiés, les journalistes en question refusent de divulguer leurs sources et se trouvent confrontés au risque d'une peine d'emprisonnement pour outrage au tribunal (*contempt of court*)⁹⁹². Alors que l'une des sources confidentielles se révèle en vue de libérer Clough de son engagement, lui permettant ainsi d'éviter une condamnation, Foster et

⁹⁸³ [1888] 24 QB 445 : NATHAN, Geoffrey, *op. cit.*, p. 519.

⁹⁸⁴ *Ibid.* ; LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 253.

⁹⁸⁵ NATHAN, Geoffrey, *op. cit.*, p. 519.

⁹⁸⁶ *Ibid.*, p. 520.

⁹⁸⁷ *Ibid.*

⁹⁸⁸ [1937] 2 KB 690 : *Ibid.*, p. 521.

⁹⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁹⁰ *Attorney-General v. Clough* [1963] 2 WLR 343 ; *Attorney-General v. Mulholland, et Attorney-General v. Foster* [1963] 2 WLR 658 : *Ibid.*, pp. 522-525.

⁹⁹¹ *Ibid.* ; LEVY, Geoffrey, « Sex, Lies and the Smearing of a Brave Man » in *The Daily Mail*, le 21 décembre 2012 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2251958/Why-historian-blackening-Mail-reporter-went-jail-betray-source.html> [consulté en janvier 2018].

⁹⁹² *Ibid.*

Mulholland purgent des peines de prison⁹⁹³. Malgré des débats parlementaires vifs dans le sillage de ce scandale⁹⁹⁴, aucun changement législatif n'est apporté en faveur d'un privilège qualifié en cas d'ordonnance de divulgation des sources confidentielles journalistiques⁹⁹⁵.

C'est le refus des tribunaux de privilégier l'intérêt public lié à la protection des sources journalistiques, dans l'affaire *British Steel Corporation Respondents v Granada Television Ltd. Appellants* [1980] 3 WLR 774, [1981] AC 1096, qui suscite une telle réaction de la part de la presse qu'elle conduit *a posteriori* à une révision de la loi en matière de divulgation⁹⁹⁶. Dans cette affaire, l'entreprise sidérurgique exige l'identification de la source de documents confidentiels ayant été cités lors d'une émission télévisée nationale, le 4 février 1980⁹⁹⁷. L'émission *World in Action* – dédiée à l'investigation d'affaires courantes – portait sur les grèves des ouvriers sidérurgiques alors en cours⁹⁹⁸. Dans un jugement rendu par la Chambre des lords, et constitué de cent et une pages, le principe de protection des sources est évoqué par le juge Alfred Denning :

*Si [les journaux] étaient contraints de révéler leurs sources, ils seraient rapidement privés des informations dont ils doivent disposer. Leurs sources se tariraient. Les actes préjudiciables ne seraient pas révélés. Les charlatans ne seraient pas être dénoncés. Les injustices ne seraient pas corrigées. Les méfaits ayant lieu dans les coulisses du pouvoir, dans les entreprises ou dans les départements gouvernementaux ne seraient jamais connus.*⁹⁹⁹

Cependant, il critique notamment le comportement de *Granada Television* pour son choix d'avoir prévenu tardivement *British Steel Corporation* de son intention de diffuser l'émission, ce qui a empêché ce dernier de recourir à une demande d'injonction en amont¹⁰⁰⁰. Les Lords juristes (*Law Lords*) concluent que dans « l'intérêt de la justice », *British Steel*

⁹⁹³ *Ibid.*

⁹⁹⁴ Voir par exemple : *House of Commons Historic Hansard*, « Vassall Case (Tribunal's Report) », le 7 mai 1963 [en ligne], <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1963/may/07/vassall-case-tribunals-report> [consulté en septembre 2014], colonnes 240-372 ; *House of Lords Historic Hansard*, « Procedure Under Tribunal of Inquiry (Evidence Act) », le 4 décembre 1963 [en ligne], https://api.parliament.uk/historic-hansard/lords/1963/dec/04/procedure-under-tribunals-of-inquiry#S5LV0253P0_19631204_HOL_37 [consulté en septembre 2014], colonnes 966-1006.

⁹⁹⁵ NATHAN, Geoffrey, *op. cit.*, p. 525.

⁹⁹⁶ *Ibid.*, pp. 528, 536 ; *British Steel Corporation Respondents v Granada Television Ltd. Appellants* [1980] 3 WLR 774, [1981] AC 1096.

⁹⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹⁹ « If [newspapers] were compelled to disclose their sources, they would soon be bereft of information which they ought to have. Their sources would dry up. Wrongdoing would not be disclosed. Charlatans could not be exposed. Unfairness would go unremedied. Misdeeds in the corridors of power, in companies or in government departments would never be known » : DENNING, Alfred, in *British Steel Corporation Respondents v Granada Television Ltd. Appellants* [1980] 3 WLR 774, [1981] AC 1096, *op. cit.*, p. 32.

¹⁰⁰⁰ *Ibid.*, p. 33.

Corporation fait preuve d'un « véritable intérêt » à connaître l'identité de la source afin de poursuivre cette dernière en justice¹⁰⁰¹. Ils partent de l'hypothèse que la source est un cadre de haut niveau de l'entreprise¹⁰⁰². Pourtant, suite à la révélation volontaire de la source, il s'avère qu'elle est en réalité un gardien qui avait trouvé les documents dans une déchetterie¹⁰⁰³.

Suite à cette affaire, le Parlement britannique adopte l'article 10 de la loi portant sur l'outrage au tribunal de 1981 (*Contempt of Court Act 1981*)¹⁰⁰⁴. Cette disposition marque un tournant pour la reconnaissance statutaire d'un privilège qualifié visant la protection des sources confidentielles en droit anglais, et s'étend au-delà des journalistes professionnels, à tout individu¹⁰⁰⁵ :

*Aucun tribunal ne peut exiger qu'une personne divulgue [sa source], personne n'est coupable non plus d'outrage au tribunal pour avoir refusé de divulguer, la source d'informations contenues dans une publication dont elle est responsable, sauf s'il est établi à la satisfaction du tribunal que la divulgation est nécessaire dans l'intérêt de la justice, ou de la sécurité nationale, ou à la prévention de troubles ou de la criminalité.*¹⁰⁰⁶

Néanmoins, selon Helen Fenwick et Gavin Phillipson, universitaires juristes, les quatre exceptions au principe de protection constituent des zones de « chevauchement potentiellement très vastes »¹⁰⁰⁷. Compte tenu de leur pouvoir discrétionnaire à cet égard, les juges ont tendance à accorder peu de place à l'argument selon lequel la protection des sources confidentielles journalistiques favorise la défense de l'intérêt public¹⁰⁰⁸. Cela dit, la Cour européenne des droits de l'homme se prononce, à plusieurs reprises, en faveur de la protection des sources confidentielles journalistiques¹⁰⁰⁹. Elle considère cette protection comme un élément

¹⁰⁰¹ « in the interests of justice » ; « a real interest » : *Ibid.* p. 2 ; GOODWIN, Bill, « Journalists Still Get a Raw Deal in Court », in *The Guardian*, le 19 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/19/pressandpublishing.comment> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁰² *Ibid.*

¹⁰⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁰⁴ *Contempt of Court Act 1981*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/49/section/10> [consulté en août 2014], article 10.

¹⁰⁰⁵ FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, pp. 323-324.

¹⁰⁰⁶ « No court may require a person to disclose, nor is any person guilty of contempt of court for refusing to disclose, the source of information contained in a publication for which he is responsible, unless it be established to the satisfaction of the court that disclosure is necessary in the interests of justice or national security or for the prevention of disorder or crime. » : *Contempt of Court Act 1981*, *op. cit.* article 10.

¹⁰⁰⁷ « overlapping and potentially very broad » : FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p. 325.

¹⁰⁰⁸ DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 403-405 ; SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », *op. cit.* p. 131.

¹⁰⁰⁹ BANISAR, David, *op. cit.*, p. 13 ; LEACH, Philip, *The Principles Which can be Drawn from the Case-Law of the European Court of Human Rights Relating to the Protection and Safety of Journalists and Journalism: Report*,

indispensable du droit positif à la liberté d'expression, et liée inextricablement au droit d'accès à l'information¹⁰¹⁰ sur la base de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme¹⁰¹¹. À titre d'exemple, le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123¹⁰¹² constitue une décision phare de la jurisprudence en faveur de la protection des sources journalistiques¹⁰¹³. Il s'agit d'une affaire remontant à 1989 : William Goodwin, alors journaliste stagiaire au magazine mensuel *The Engineer*, basé à Londres, se voit proposer des informations au sujet des difficultés financières de l'entreprise *Tetra Ltd.*, à condition de protéger l'identité de sa source¹⁰¹⁴. Lorsqu'il contacte l'entreprise aux fins de commentaire, celle-ci obtient une injonction provisoire *ex parte* en amont de la publication, puis exige la communication de la source¹⁰¹⁵. Selon le raisonnement de la Cour européenne des droits de l'homme en faveur de Goodwin :

*La protection des sources journalistiques est l'une des pierres angulaires de la liberté de la presse, comme cela ressort des lois et codes déontologiques en vigueur dans nombre d'États contractants et comme l'affirment en outre plusieurs instruments internationaux sur les libertés journalistiques [...] Eu égard à l'importance que revêt la protection des sources journalistiques pour la liberté de la presse dans une société démocratique et à l'effet négatif sur l'exercice de cette liberté que risque de produire une ordonnance de divulgation, pareille mesure ne saurait se concilier avec l'article 10 (art. 10) de la Convention que si elle se justifie par un impératif prépondérant d'intérêt public.*¹⁰¹⁶

2013 [en ligne], [https://okno.mk/sites/default/files/MCM\(2013\)012_en_Leach_ProtectionofJournalists.pdf](https://okno.mk/sites/default/files/MCM(2013)012_en_Leach_ProtectionofJournalists.pdf) [consulté en août 2014], p. 17 ; POSETTI, Julie, *op. cit.*, p. 30.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*

¹⁰¹¹ *European Court of Human Rights, Protection of Journalistic Sources*, dernière mise à jour en janvier 2018 [en ligne], https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Journalistic_sources_ENG.pdf [consulté en janvier 2018] ; VOORHOOF, Dirk, « The Protection of Journalistic Sources: Recent Developments and Actual Challenges », *op. cit.*, pp. 10-11.

¹⁰¹² *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123, le 27 mars 1996 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/goodwin-v-united-kingdom/> [consulté en août 2016].

¹⁰¹³ *Article 19 et Interights*, « Briefing Paper on Protection of Journalists' Sources: Freedom of Expression Litigation Project », mai 1998 [en ligne], <https://www.article19.org/data/files/pdfs/publications/right-to-protect-sources.pdf> [consulté en décembre 2014], pp. 1-21, pp. 2-4 ; *Global Freedom of Expression*, « Goodwin v. United Kingdom », Université de Columbia, date non indiquée [en ligne], <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/goodwin-v-united-kingdom/> [consulté en janvier 2018] ; LEACH, Philip, *op. cit.*, p. 17 ; NOGARD, Saxon, « Protecting Journalists' Sources is Vital for Press Freedom: Goodwin v UK » in *Rights Info*, le 27 mars 2017 [en ligne], <https://rightsinfo.org/protecting-journalists-sources-vital-press-freedom-goodwin-v-uk/> [consulté en avril 2017].

¹⁰¹⁴ *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123, *op. cit.*, para. 10-16 ; SACK, Robert, « *Goodwin v United Kingdom*: an American view of protection for journalists' confidential sources under UK and European law », in *Media Law and Practice*, vol. 16, n° 3, 1995 [en ligne], <https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/tojmedlp16&div=27&id=&page=> [consulté en janvier 2018], pp. 86-96, p. 86.

¹⁰¹⁵ *Ibid.*

¹⁰¹⁶ [Traduction en langue française fournie par la Cour européenne des droits de l'homme] : *Goodwin c. Royaume-Uni*, (1996) 22 EHRR 123 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-62533> [consulté en septembre 2014], para. 39.

Avec l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme en 2000, la Convention européenne des droits de l'homme et toute la jurisprudence subséquente se voient renforcer dans l'ordre juridique du Royaume-Uni, ce qui contribue fortement à la reconnaissance de la protection des sources journalistiques¹⁰¹⁷. Pendant les vingt ans suivant l'affaire *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123, la Cour européenne des droits de l'homme sera menée, dans le champ de la protection des sources journalistiques, à juger principalement des affaires concernant des ordonnances de divulgation et de saisie de matériel journalistique permettant d'identifier un individu ou document source¹⁰¹⁸.

La nécessité d'adopter la même approche en matière de protection des sources que celle relative à la liberté d'expression ne sera reconnue pleinement au Royaume-Uni qu'en 2007 : c'est dans le cadre de l'affaire *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101 que la division civile de la Cour d'appel de l'Angleterre et du Pays de Galles confirme cette approche¹⁰¹⁹. À l'origine de cette affaire, une ordonnance judiciaire dite « Norwich Pharmacal » fait l'objet de controverses en raison de son impact sur la protection des sources journalistiques, tout comme dans une autre affaire finalement soumise à la Cour européenne des droits de l'homme, *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, et qui se termine par un arrêt favorable à la presse¹⁰²⁰. Ce type d'ordonnance constitue un remède équitable et fait référence à une décision phare de la Chambre des lords dans l'affaire *Norwich Pharmacal Co. v Commissioners of Customs and Excise* [1974] A.C. 133¹⁰²¹. Selon le principe établi, lorsqu'un tiers non-impliqué dispose d'informations en rapport avec un acte illégal, le tribunal peut décider d'exiger leur divulgation afin d'assister la partie demanderesse victime

¹⁰¹⁷ DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 403-405 ; SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », *op. cit.* p. 131 ; *European Council, European Convention on Human Rights*, signé le 4 novembre 1950, *op. cit.*

¹⁰¹⁸ FATHAIGH, Ronan, « Keena v Ireland and the Protection of Journalistic Sources » in *Irish Journal of European Law*, vol. 19, n° 1, 2016 [en ligne], https://www.isel.ie/article/download-free/id/215/file/7+Ronan_Fahy_FORMATTED.pdf [consulté en décembre 2017], pp. 97-103, p. 97.

¹⁰¹⁹ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, le 21 février 2007 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWCA/Civ/2007/101.html> [consulté en janvier 2018], para. 12.

¹⁰²⁰ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, le 15 décembre 2009 [en ligne], hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf/?library=ECHR&id=001-96157&filename=001-96157.pdf [consulté en décembre 2014].

¹⁰²¹ *Justice and Security Green Paper*, CM 8194, Londres : The Stationery Office Ltd., octobre 2011 [en ligne], www.official-documents.gov.uk/document/cm81/8194/8194.pdf [consulté en janvier 2019], p. 35 ; *Norwich Pharmacal Co. and Ors v Commissioners of Customs and Excise* [1974] AC 133, le 26 juin 1973 [en ligne], <http://www.bailii.org/uk/cases/UKHL/1973/6.html> [consulté en décembre 2014], pp. 133-207.

d'un fait dommageable¹⁰²². Développé dans les tribunaux anglais et gallois, et ayant une équivalence en Irlande du Nord, ce remède n'existe pas en Écosse¹⁰²³.

Afin d'élucider les évolutions en matière de reconnaissance de la protection des sources journalistiques au Royaume-Uni depuis le tournant du XXI^{ème} siècle, il convient, d'abord, d'analyser l'affaire à l'origine de la décision *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd [2007] EWCA Civ 101*, et qui puise ses racines dans la révélation de données médicales concernant Ian Brady en 1999¹⁰²⁴.

4.1.2. La protection des sources face à la confidentialité des données médicales : le cas de la grève de faim d'Ian Brady de 1999

Entre juillet 1963 et octobre 1965 se produisent les meurtres de cinq mineurs, Pauline Reade, John Kilbride, Keith Bennett, Lesley Downey, Edward Evans, certains ayant été en outre victimes d'agression sexuelle¹⁰²⁵. Connus collectivement comme les meurtres des landes de Saddleworth (*Saddleworth Moors murders*) en raison de l'enfouissement des cadavres dans cette partie du parc national du Peak District dans le nord-ouest de l'Angleterre, les deux auteurs de ces atrocités ont connu une couverture médiatique intense et prolongée¹⁰²⁶. L'impact a été

¹⁰²² BELLAMY, Jonathan, « Professional Liability Claims: Norwich Pharmacal Proceedings and Human Rights » [communication présentée devant les membres de l'Association des avocats spécialisés en matière de négligence], le 25 juin 2009 [en ligne], www.39essex.com/docs/articles/Norwich_Pharmacal_Presentation_Paper_PNLA.pdf [consulté en mars 2019], pp. 1-17, p. 2 ; BUSHHELL, Simon et MILNER-MOORE, Gary, *Disclosure of Information: Norwich Pharmacal and Related Principles*, West Sussex : Bloombury Professional, 1^{re} édition, 2013, p. 1 ; *Norwich Pharmacal Co. and Ors v Commissioners of Customs and Excise [1974] AC 133, op. cit.*, pp. 175-176.

¹⁰²³ *Justice and Security Green Paper*, CM 8194, *op. cit.*, p. 35.

¹⁰²⁴ JONES, Gary, « Death Wish Diary – Hunger Strike Brady is determined to die », in *The Mirror*, le 2 décembre 1999.

¹⁰²⁵ CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, « The Strange Case of Ian Stuart Brady and the Mental Health Review Tribunal », in *Internet Journal of Criminology*, 2016 [en ligne], <http://usir.salford.ac.uk/37769/> [consulté en mars 2019], pp. 1-16, p. 2 ; GAVIN, Helen, « Mummy Wouldn't do That: The Perception and Construction of the Female Child Sex Abuser », in BARRETT, Maria (ed.), *Grotesque Femininities: Evil, Women and the Feminine*, Oxford : Interdisciplinary Press, 1^{re} édition, 2010 [en ligne], http://eprints.hud.ac.uk/id/eprint/9222/7/HG_EWF2.pdf [consulté en juillet 2018], pp. 1-12, pp. 5-6 ; PLEASANCE, Helen, « Lost Children, the Moors and Evil Monsters: The Photographic Story of the Moors Murders », in *Image and Narrative*, vol. 12, n° 4, 2011 [en ligne], <https://ray.yorks.ac.uk/id/eprint/2005/1/182-647-1-PB.pdf> [consulté en juillet 2018], pp. 18-38, p. 30.

¹⁰²⁶ CUMMINS, Ian et KING, Martin, « Ian Brady's Lack of Remorse for Moors Murders Guaranteed the Media's Enduring Fascination », in *The Conversation*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://theconversation.com/ian-bradys-lack-of-remorse-for-moors-murders-guaranteed-the-medias-enduring-fascination-77809> [consulté en février 2018] ; KEIGHTLEY, Alan, *Ian Brady: The Untold Story of the Moors Murderers*, Croydon : Pavillon Books, 1^{re} édition, 2017, pp. vii-xv ; SMITH, Rosalind, « Dark Places: True Crime Writing in Australia », in *Journal of the Association for the Study of Australian Literature*, vol. 8, 2008 [en ligne], <https://openjournals.library.sydney.edu.au/index.php/JASAL/article/view/9731> [consulté en juillet 2018], pp. 17-30, p. 19 ; *The Telegraph*, « From 1963 to Present Day: How the Telegraph Reported the Moors Murders », le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/05/16/1963-present-day-telegraph-reported-moors-murders/november-21-1986/> [consulté en janvier 2018].

durable sur la mémoire collective britannique, comme en témoigne l'intérêt du genre littéraire d'histoires criminelles vraies (*true crime*) pour cette affaire¹⁰²⁷. À titre d'exemple, une étude quantitative portant sur le nombre d'articles du *Times* relatifs aux nouvelles et anciennes affaires d'homicide démontre un intérêt journalistique prolongé au sujet des meurtres des landes de Saddleworth tout au long de la période traitée, de 1977 à 1999 inclus¹⁰²⁸.

Le 6 mai 1966, Ian Brady et Myra Hindley sont jugés coupables, par la cour d'assises de Chester en Angleterre, d'avoir commis les meurtres de John Kilbride, Lesley Ann Downey, et Edward Evans : Brady se voit condamner à trois peines d'emprisonnement à perpétuité pour les trois meurtres ; Hindley se voit condamner à deux peines d'emprisonnement à perpétuité pour les meurtres de Downey et Evans, et à sept ans supplémentaires pour son rôle de complice dans le meurtre de Kilbride¹⁰²⁹. Ils ne confesseront les meurtres de Pauline Reade et Keith Bennett qu'en 1985 et 1986 respectivement¹⁰³⁰. Brady et Hindley figurent parmi les premiers à échapper à la possibilité d'exécution judiciaire par pendaison, en raison de l'adoption de la loi portant sur le meurtre et l'abolition de la peine de mort (*Murder [Abolition of the Death Penalty] Act 1965*)¹⁰³¹. En effet, les dernières exécutions pour meurtre ont lieu en 1964¹⁰³². Cette situation contribue à expliquer le fort intérêt médiatique autour des conditions d'emprisonnement de Brady et Hindley, et le mouvement de lobbying pour que ces derniers

¹⁰²⁷ *Ibid.*

¹⁰²⁸ ACKERLEY, Elizabeth, FRANCIS, Brian, PEARSON, Jayn, PELO, Moira et SOOTHILL, Keith, « Homicide and the Media: Identifying the Top Cases in *The Times* », in *The Howard Journal of Criminal Justice*, vol. 41, n° 5, 2002 [en ligne], <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1468-2311.00255> [consulté en juillet 2018], pp. 401-21.

¹⁰²⁹ FIELD, Ian, *The Moors Murders: The media, cultural representations of Ian Brady, Myra Hindley, and the English landscape, c. 1965-1967*, thèse de doctorat en études d'histoire culturelle, sous la direction de JONES, Max et MORT, Frank, Université de Manchester, 2016, résumé.

¹⁰³⁰ CLARK, Tom, « Why was Myra Hindley Evil? » [communication présentée lors d'une conférence intitulée: « York Deviancy Conference: Critical perspectives on crime, deviance, disorder and social harm »], juillet 2011 [en ligne], www.academia.edu/download/30235699/why_was_myra_hindley_evil_-_working_paper.pdf [consulté en juillet 2018], pp. 1-27, pp. 11-14 ; GOULD, Peter, « Ian Brady Letters: Inside the Mind of the Moors Murderer », in *BBC*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-39925965> [consulté en janvier 2018].

¹⁰³¹ CLARK, Tom, *op. cit.*, pp. 12-13 ; LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 86 ; *Murder (Abolition of Death Penalty) Act 1965*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1965/71/enacted> [consulté en janvier 2018].

¹⁰³² *Ibid.*

restent en prison jusqu'à leur mort¹⁰³³, ce qui se produit en 2002 et 2017 respectivement¹⁰³⁴. Aujourd'hui encore, l'affaire reste ouverte, car le corps de Keith Bennett n'a jamais été retrouvé¹⁰³⁵.

Depuis les années 1960, les deux meurtriers des landes (*Moors murderers*) font l'objet d'une intense couverture médiatique prolongée et exceptionnelle, qui a pu être qualifiée de meurtre médiatisé (*mediatised murder*)¹⁰³⁶. Selon cette analyse, l'objet de focalisation se voit à la fois inscrire culturellement et situer historiquement¹⁰³⁷. Les deux meurtriers sont décrits par les médias au travers de la perversité et de la monstruosité de leurs actes, ainsi que par la colère collective engendrée¹⁰³⁸. Cependant, les journaux se concentrent de manière sensationnaliste avant, pendant, et après leur procès, sur les activités sexuelles sadiques de Hindley avec Brady, puis sur ses rapports sexuels avec l'une des gardiennes de prison pendant sa détention¹⁰³⁹. Appelée « la femme la plus détestée de Grande-Bretagne » par la presse tabloïd¹⁰⁴⁰, la photo

¹⁰³³ CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, « The Strange Case of Ian Stuart Brady and the Mental Health Review Tribunal », *op. cit.*, 2016, p. 2 ; DORMAN, Nick, « Moors Murderer Ian Brady's 'Hunger Strike' Exposed as a SHAM », in *The Daily Mirror*, le 21 mai 2016 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/moors-murderer-ian-bradys-hunger-8021676> [consulté en janvier 2018] ; KETTLE, Martin, « Ian Brady Escaped Hanging – and Defined Attitudes to the Death Penalty », in *The Guardian*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/may/16/ian-brady-hanging-death-penalty-moors-murderers-capital-punishment> [consulté en janvier 2018] ; SCHONE, Jason, « The Hardest Case of All: Myra Hindley, Life Sentences, and the Rule of Law », in *International Journal of the Sociology of Law*, vol. 28, n° 4, 2000 [en ligne], <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S019465959901259> [consulté en août 2018], pp. 273-289.

¹⁰³⁴ CHRISTODOULOU, Holly, « Victims of Evil », in *The Sun*, le 28 juin 2018 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/3571232/ian-brady-myra-hindley-moors-murders-victims/> [consulté en juillet 2018] ; CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, *Serial Killers and the Media: The Moors Murders Legacy*, Cham : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2019, p. 145 ; JONES, Stephen, « Moors Murderer Ian Brady's Final Dying Moments Revealed by Lawyer who Visited him on Death Bed », in *The Daily Mirror*, le 17 mai 2017 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/moors-murderer-brady-final-moments-10431324> [consulté en janvier 2018].

¹⁰³⁵ *Ibid.* ; KROL, Charlotte, « How the Moors Murders by Ian Brady and Myra Hindley Shocked the Nation », in *The Telegraph*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/05/16/moors-murders-ian-brady-myra-hindley-shocked-nation/> [consulté en juillet 2018] ; SMITH, David et LEE, Carol, *Evil Relations: The Man Who Witnessed the Moors Murderers*, Édimbourg : Mainstream Publishing, 2^{ème} édition, 2012 [version Kindle] loc. 151, 155.

¹⁰³⁶ CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, « The Strange Case of Ian Stuart Brady and the Mental Health Review Tribunal », *op. cit.*, pp. 2-3

¹⁰³⁷ *Ibid.*

¹⁰³⁸ WARDLE, Claire, « Monsters and Angels: Visual Press Coverage of Child Murders in the USA and UK, 1930-2000 », in *Journalism*, vol. 8, n° 3, 2007 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.918.9482&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2018], pp. 263-284, pp. 272-73.

¹⁰³⁹ BARTELS, Lorana, EASTEAL, Patricia, HOLLAND, Kate et NELSON, Noni, « How are Women who Kill Portrayed in Newspaper Media? Connections with Social Values and the Legal System », in *Women's Studies International Forum*, n° 51, 2015 [en ligne], www.academia.edu/download/39155713/556153e208ae86c06b64ab1b.pdf [consulté en janvier 2018], pp. 31-41, pp. 36-37 ; CHARLTON, Corey, « Women Who Kill », in *The Sun*, le 2 juin 2017 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/3706089/most-notorious-female-serial-killers-in-history/> [consulté en janvier 2018] ; GAVIN, Helen, *op. cit.*, pp. 5-6.

¹⁰⁴⁰ « The most hated woman in Britain » : BAZARAA, Danya, « How Ian Brady's Accomplice Myra Hindley Became Known as "The Most Hated Woman in Britain" », in *The Daily Mirror*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/how-ian-bradys-accomplice-myra-10431827> [consulté en janvier 2018];

macabre d'elle prise au moment de son arrestation en 1965, et souvent reproduite par la presse en noir et blanc, est devenue inextricablement liée à cette représentation¹⁰⁴¹. La reproduction de cette image fait l'objet de controverses : lorsque l'œuvre de l'artiste Harvey Marcus intitulée *Myra* (1995) est exposée, notamment à l'Académie royale des arts à Londres en 1997¹⁰⁴² ; de nouveau en 2008, du fait de son insertion dans une séquence vidéo promotionnelle en vue des Jeux Olympiques à Londres, et diffusée à Pékin¹⁰⁴³. Par ailleurs, Hindley ne reconnaîtra son implication dans les meurtres que vingt ans après le début de son emprisonnement, et ne cessera de réclamer le droit à la liberté conditionnelle, ce qui contribue à une attention médiatique soutenue à son encontre¹⁰⁴⁴.

Brady, qui ne réclame pas à bénéficier du droit d'accès à la liberté conditionnelle pendant sa détention, voit sa santé mentale se détériorer jusqu'au point où il est diagnostiqué psychopathe en novembre 1985, interné en vertu de la loi portant sur la santé mentale de 1983 (*Mental Health Act 1983*), et transféré vers *Ashworth*, hôpital psychiatrique de haute sécurité à Sefton¹⁰⁴⁵. Le 2 décembre 1999, des éléments en rapport avec la grève de la faim de Brady au sein de cet hôpital sont révélés dans un article du *Daily Mirror* attribué à Gary Jones, et intitulé « Journal intime d'un désir de mort : le gréviste de la faim Brady s'est résolu à mourir »¹⁰⁴⁶. Cette publication comporte des extraits de la base de données hospitalière dite PACIS (*Patient Administrative and Clinical Information Service*)¹⁰⁴⁷. Les données concernent l'état physique

BBC, « Obituary: Myra Hindley », le 15 novembre 2002 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/452614.stm [consulté en janvier 2018] ; PLEASANCE, Helen, *op. cit.*, p. 26.

¹⁰⁴¹ BIRCH, Helen, « If Looks Could Kill: Myra Hindley and the Iconography of Evil », in BIRCH, Helen (ed.), *Moving Targets: Women, Murder and Representation*, Californie : University of California Press, 1^{ère} édition, 1994, pp. 32-61, pp. 32-33 ; STORRS, Elisabeth, « 'Our Scapegoat': An Exploration of Media Representations of Myra Hindley and Rosemary West », in *Theology and Sexuality*, vol. 11, n° 1, 2004 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.854.1643&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2018], pp. 9-28, p. 14.

¹⁰⁴² WALKER, John, « Marcus Harvey's 'Sick, Disgusting' Painting of Myra Hindley: A Semiotic Analysis », in *Tate Magazine*, n° 14, 1998 [en ligne], https://www.academia.edu/12043101/MARCUS_HARVEY_S_SICK_DISGUSTING_PAINTING_OF_MYRA_HINDLEY_A_SEMIOTIC_ANALYSIS [consulté en janvier 2018], pp. 1-12.

¹⁰⁴³ BBC, « 2012 Hindley Image Use Condemned », le 25 août 2008 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7580261.stm> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁴⁴ KEIGHTLEY, Alan, *op. cit.*, p. xii ; SCHUBERT, Glendon *op. cit.*, pp. 273-289.

¹⁰⁴⁵ CHAUNDY, Bob, « Ian Brady: A Fight to Die », in BBC, le 10 mars 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/672028.stm [consulté en janvier 2018] ; CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, « The Strange Case of Ian Stuart Brady and the Mental Health Review Tribunal », *op. cit.*, pp. 2-3 ; *Mental Health Act 1983*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1983/20/contents> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁴⁶ « Death Wish Diary – Hunger Strike Brady is Determined to Die » : in JONES, Gary, *op. cit.*

¹⁰⁴⁷ *Ibid.* ; BRABYN, Janice, « Protection Against Judicially Compelled Disclosure of the Identity of News Gatherers' Confidential Sources in Common Law Jurisdictions », in *The Modern Law Review*, vol. 69, n° 6, 2006 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4123367> [consulté en février 2018], pp. 895-934, p. 897 ; *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd [2007] EWCA Civ 101*, *op. cit.*, para. 43.

et psychologique de Brady, et incluent des informations relatives à son poids, à son alimentation forcée pendant sa grève de la faim, à son transfert entre services de l'hôpital¹⁰⁴⁸. La fondation hospitalière *Ashworth Hospital Authority* – à laquelle succède *Mersey Care NHS Trust* en 2000 – présume qu'un employé manquant au devoir de confidentialité doit être à l'origine de la fuite¹⁰⁴⁹. Elle obtient, auprès de la Haute Cour, une ordonnance judiciaire « Norwich Pharmacal » exigeant une déclaration de témoin de la part de l'éditeur de presse *Mirror Group Newspapers Ltd (MGN)*, le 19 avril 2000¹⁰⁵⁰.

MGN conteste l'ordonnance en se référant à la protection des sources prévue par l'article 10 de la loi portant sur l'outrage au tribunal de 1981, mais son recours est rejeté : d'abord par la Cour d'appel le 18 décembre 2000, malgré l'entrée en vigueur de la loi portant sur les droits de l'homme deux mois auparavant et une prise en considération de ce que cela implique pour la reconnaissance de la liberté d'expression¹⁰⁵¹ ; puis par les Lords juristes de la Chambre des lords le 27 juin 2002¹⁰⁵². Suite à ce jugement, *MGN* communique le nom du journaliste ayant fait office d'intermédiaire dans la transmission des données : Robin Ackroyd¹⁰⁵³. Exerçant en tant que journaliste indépendant (*freelance*) au moment où il fournit les informations servant à la publication du 2 décembre 1999, ce journaliste reçoit pour cela la rétribution de 1500 livres sterling¹⁰⁵⁴. Jeremy Dear, alors secrétaire général du syndicat national des journalistes du Royaume-Uni et d'Irlande, dénonce la décision de *MGN* de se plier au jugement des Lords juristes de la Chambre des lords en faveur de la fondation hospitalière, et de ne pas faire un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme¹⁰⁵⁵. Dans les faits, *MGN* s'est vu refuser un sursis en attendant un recours devant ladite Cour¹⁰⁵⁶. Malgré la fin de l'implication de *MGN*, le syndicat national des journalistes continue à soutenir Ackroyd pendant toute la

¹⁰⁴⁸ *Ibid.*

¹⁰⁴⁹ *Ashworth Security Hospital v MGN Limited [2002] UKHL 29*, le 27 juin 2002 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld200102/ldjudgmt/jd020627/ash-1.htm> [consulté en janvier 2018], para. 8 ; BRABYN, Janice, *op. cit.*, p. 898 ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p. 345.

¹⁰⁵⁰ *Ibid.*

¹⁰⁵¹ BRABYN, Janice, *op. cit.*, p. 898 ; *Contempt of Court Act 1981*, *op. cit.* article 10 ; *Ministry of Justice*, « A Guide to the Human Rights Act 1998: Questions and Answers », *op. cit.*, pp. 3, 8.

¹⁰⁵² *Ashworth Security Hospital v MGN Limited [2002] UKHL 29*, *op. cit.*

¹⁰⁵³ AKBAR, Arifa, « Law Lords Order 'Mirror' to Name Brady Source », in *The Independent*, le 28 juin 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/law-lords-order-mirror-to-name-brady-source-181966.html> [consulté en janvier 2018] ; DYER, Clare, « Mirror Reveals Brady Source », in *The Guardian*, le 28 juin 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jun/28/pressandpublishing.childprotection> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁵⁴ *Ashworth Security Hospital v MGN Limited [2002] UKHL 29*, *op. cit.*, para. 13.

¹⁰⁵⁵ *Ibid.* ; BYRNE, Ciar, « NUJ Chief Attacks Mirror Over Brady Case », in *The Guardian*, le 18 octobre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/oct/18/nationalunionofjournalists.mediaunions> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁵⁶ ACKROYD, Robin, *op. cit.*

durée des procédures judiciaires¹⁰⁵⁷. Selon les chiffres obtenus par le biais d'une demande en vertu de la loi portant sur la liberté d'information de 2000, le Service national de santé (*National Health Service*) dépense au moins 300 000 livres sterling en frais liés aux poursuites judiciaires à leur fin en 2007¹⁰⁵⁸.

Restant sans connaissance de l'identité de la source d'Ackroyd, la fondation hospitalière persiste et obtient un jugement sommaire (*summary judgment*) exigeant la révélation de la source, supposée être un employé hospitalier, auprès du tribunal de grande instance, le 18 octobre 2002¹⁰⁵⁹. Ce type de jugement implique l'absence de procès complet, car il est considéré que la question relative à la révélation de la source a déjà été résolue en faveur de la fondation hospitalière par le biais du jugement rendu par les Lords juristes le 27 juin 2002¹⁰⁶⁰. Cependant, Ackroyd fait appel et gagne, le 16 mai 2003, le droit de bénéficier d'un procès complet¹⁰⁶¹. La Cour d'appel estime que les faits concernant ce journaliste diffèrent de ceux ayant abouti au jugement à l'encontre de *MGN*, notamment au vu du rôle d'Ackroyd¹⁰⁶². En tant que journaliste d'investigation, ce dernier est connu pour avoir exposé des actes de négligence dans des hôpitaux tel qu'*Ashworth*, et l'absence d'un paiement quelconque auprès de ses sources¹⁰⁶³. L'affaire perdure jusqu'au 21 février 2007, au moment où la Cour d'appel rejette le recours de la fondation hospitalière, et confirme le jugement de la Haute Cour du 7 février 2006 en faveur

¹⁰⁵⁷ *Ibid.* ; DYER, Clare, « Mirror Reveals Brady Source », *op. cit.* ; *The Freelance*, « Sources in Peril », janvier 2003 [en ligne], <http://www.londonfreelance.org/fl/0301whis.html> [consulté en janvier 2018] ; *The Telegraph*, « Brief Encounters », le 9 février 2006 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1510034/Brief-encounters.html> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁵⁸ *FOIA Centre*, « NHS to Spend £1m Costs Seeking Reporter's Source », le 2 avril 2007 [en ligne], <http://www.foiacentre.com/news-ashworth-070402.html> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁵⁹ *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663*, le 16 mai 2003 [en ligne], <https://www.bailii.org/cgi-bin/markup.cgi?doc=/ew/cases/EWCA/Civ/2003/663.html> [consulté en janvier 2018], para. 1, 35, 46 ; BRABYN, Janice, *op. cit.*, p. 898 ; BYRNE, Ciar, « Journalist Must Reveal Brady Source », in *The Guardian*, le 18 octobre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/oct/18/pressandpublishing.privacy> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁶⁰ *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663*, *op. cit.*, para. 1, 35, 46 ; BYRNE, Ciar, « Journalist Must Reveal Brady Source », *op. cit.*

¹⁰⁶¹ *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663*, *op. cit.*, para. 71-88 ; MORRIS, Fenella, « Confidentiality and the Sharing of Information », in *Journal of Mental Health Law*, n° 38, 2003 [en ligne], www.northumbriajournals.co.uk/index.php/IJMHMCL/article/download/318/309 [consulté en février 2018], pp.38-50, p. 41 ; *The Freelance*, « Robin Ackroyd Gets his Day in Court », juillet 2003 [en ligne], <http://www.londonfreelance.org/fl/0307whis.html> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁶² *Ibid.*

¹⁰⁶³ *Ibid.*

d’Ackroyd¹⁰⁶⁴. La Chambre des lords rejette ensuite la pétition de la fondation hospitalière pour faire appel¹⁰⁶⁵.

Ce qui ressort de ces jugements de 2006 et 2007 est une attention particulière à la nécessité de mettre en balance l’intérêt public d’une divulgation de la source, souhaitée par un employeur cherchant à mettre fin à des fuites de données confidentielles, et l’intérêt public de la protection de la source pour garantir la liberté d’expression des journalistes¹⁰⁶⁶. Ces jugements tiennent à préciser qu’il ne s’agit pas de réduire la protection accordée à la confidentialité des données médicales mais de reconnaître, dans ce cas précis, un changement de circonstances lié notamment au passage du temps depuis les fuites de 1999¹⁰⁶⁷. En effet, dès le recours d’Ackroyd en 2003, le Lord juriste Anthony May constate qu’il n’est plus question de suggérer que ces sources auraient fait part des données médicales en échange d’un gain financier¹⁰⁶⁸. Cette situation l’amène à reconsidérer les intentions de ces sources, notamment au vu du risque de fuites supplémentaires¹⁰⁶⁹. En l’absence de fuites supplémentaires constatées au sein de l’hôpital depuis la grève de la faim de Brady, les jugements de 2006 et 2007 en concluent qu’il n’y a pas de besoin pressant à faire dévoiler la source d’Ackroyd, qui est considéré avoir agi de manière responsable au service de l’intérêt public¹⁰⁷⁰. Le principe est fermement posé : au vu de l’article 10 de la loi portant sur l’outrage au tribunal de 1981 et de l’article 10 de la Convention européenne, toute ingérence dans la liberté d’expression du journaliste ne serait justifiée qu’en cas d’« [...] intérêt primordial correspondant à un besoin social urgent et proportionné pour que le tribunal puisse exiger du journaliste la révélation de sa source »¹⁰⁷¹. En effet, la décision finale ne laisse aucun doute quant à la nécessité d’adopter la même approche en droit interne qu’en droit européen, lorsqu’elle constate : « Il est désormais

¹⁰⁶⁴ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2006] EWHC 107 (QB), le 7 février 2006 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/mersey-care-nhs-trust-v-ackroyd-no-2/> [consulté en janvier 2018] ; *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 85 ; SANDLAND, Ralph, « Freedom of the Press and the Confidentiality of Medical Records », in *Medical Law Review*, vol. 15, n° 3, 2007 [en ligne], <https://academic.oup.com/medlaw/article-abstract/15/3/400/968828> [consulté en janvier 2018], pp. 400-409.

¹⁰⁶⁵ DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, p. 405 ; *Press Gazette*, « Lords Refuse NHS Trust’s Appeal in Robin Ackroyd Source Protection Case », le 27 juillet 2007 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/lords-refuse-nhs-trusts-appeal-in-robin-ackroyd-source-protection-case/> [consulté en février 2018].

¹⁰⁶⁶ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2006] EWHC 107 (QB), *op. cit.*, para. 196-197 ; *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 17-18 ; MORRIS, Fenella, *op. cit.*, p. 41.

¹⁰⁶⁷ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2006] EWHC 107 (QB), *op. cit.*, para. 196-197 ; *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 86-88.

¹⁰⁶⁸ *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust* [2003] EWCA Civ. 663, *op. cit.*, para. 46.

¹⁰⁶⁹ *Ibid.*

¹⁰⁷⁰ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 19-20.

¹⁰⁷¹ « [...] an overriding interest amounting to a pressing social need and proportionate for the court to order the journalist to disclose the name of his source » : *Ibid.*, para. 17.

clair que l'approche des tribunaux anglais vis-à-vis de l'article 10 de la loi portant sur l'outrage au tribunal de 1981 et de l'article 10 de la Convention [européenne] doit être la même »¹⁰⁷².

Dans ce contexte de longues procédures judiciaires, les tensions perçues entre le judiciaire et la presse sont telles que le Lord juriste Alan Ward y fait référence dans le jugement rendu en 2003 :

*Il existe aujourd'hui, à mon sens, une tension palpable entre le judiciaire et certains éléments de la presse. Si tel est bien le cas, il est alors d'autant plus important que les juges ne cèdent pas à ce qu'ils perçoivent comme des pressions émanant de la presse, mais qu'ils veillent simplement à protéger la liberté de la presse lorsqu'il est légitime de le faire.*¹⁰⁷³

Il s'agit ici d'une vive affirmation de l'indépendance de la justice vis-à-vis de toute présentation médiatique d'affaires judiciaires concernant la liberté de la presse. En effet, la décision en faveur d'Ackroyd en 2006, et confirmée en 2007, est présentée par la presse comme une grande victoire pour la protection des sources, comme en témoignent les exemples de titres suivants : « Un journaliste gagne le combat pour protéger sa source »¹⁰⁷⁴, « Un journaliste devant la Cour afin de protéger la source au sujet de Brady »¹⁰⁷⁵, « Un journaliste gagne le droit de garder secrète la source de l'histoire de Brady »¹⁰⁷⁶. Il s'agirait ainsi d'une bataille dans le cadre d'une guerre de durée indéterminée, en faveur de l'intérêt public dont les journalistes seraient les défenseurs. Selon le juriste britannique Ralph Sandland, la décision *Mersey Care NHS Trust* contre *MGN* en 2002 est une victoire à la Pyrrhus, car, après plus de sept ans de procédure, la fondation échoue dans sa tentative de dévoiler l'identité des sources d'Ackroyd¹⁰⁷⁷.

¹⁰⁷² « It is now clear that the approach of the English courts to both section 10 of the 1981 Act and Article 10 of the [European] Convention should be the same » : *Ibid.*, para. 12 ; DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, p. 403.

¹⁰⁷³ « There is today, in my view, a palpable tension between the judiciary and elements of the press. If that is right, then it is all the more important, not that judges should pander to perceived pressure from the press, but only that judges should be vigilant to protect the freedom of the press where it is legitimate to do so » : *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663, op. cit.*, para. 88.

¹⁰⁷⁴ DYER, Clare, « Journalist Wins Fight to Protect Source », in *The Guardian*, le 8 février 2006 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2006/feb/08/law.pressandpublishing> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁷⁵ HERMAN, Michael, « Journalist in Court to Protect Brady Source », in *The Times*, le 23 octobre 2006 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/journalist-in-court-to-protect-brady-source-9k5rpn9578t> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁷⁶ *The Daily Mail*, « Journalist Wins Right to Keep Brady Story Source Secret », le 21 février 2007 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-437566/Journalist-wins-right-Brady-story-source-secret.html> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁷⁷ SANDLAND, Ralph, *op. cit.*, pp. 408-409.

Malgré le précédent important que crée la décision de 2007 pour la liberté d'expression des journalistes¹⁰⁷⁸, le chemin n'est pas aisé, comme le souligne Robin Ackroyd :

*Être poursuivi par un organe de l'État n'est pas agréable. Tu fais de ton mieux pour protéger ta position, mais ce n'est pas toujours simple [...] Cette affaire a jeté une énorme ombre sur ma vie. Je ne compte plus les conférences juridiques auxquelles j'ai assisté, les audiences et audiences préliminaires, les centaines de lettres et fax que j'ai envoyés et reçus, la montagne de formalités et documents qu'il m'a fallu lire et analyser, les réunions avec des députés et des responsables syndicaux.*¹⁰⁷⁹

Ici, la métaphore associant la fondation hospitalière au gouvernement renforce le poids attribué aux pressions ressenties par le journaliste pendant plus de sept ans. Par ailleurs, il explique que son choix d'abandonner sa carrière de journaliste est la conséquence directe de cette affaire¹⁰⁸⁰. Le professionnalisme d'Ackroyd est passé au crible lors des poursuites judiciaires à son encontre : son sérieux en tant que journaliste d'investigation, ainsi que son rôle plus général dans les révélations concernant l'hôpital de haute sécurité d'*Ashworth*, qui débouchent sur une enquête publique et un rapport accablant, sont des éléments estimés importants dans la reconnaissance de l'intérêt public lié à la protection des sources d'Ackroyd¹⁰⁸¹. Devant de telles pressions, la leçon retenue et transmise aux étudiants en journalisme est sans équivoque, comme en témoignent les conseils de manuel en cas d'ordonnance de divulgation des sources : « Préparez-vous à une longue bataille »¹⁰⁸².

Le bien-fondé d'une ordonnance judiciaire « Norwich Pharmacal » au regard du principe de la protection des sources journalistiques sera de nouveau mis en cause lors d'une affaire concernant la révélation de données confidentielles au sujet d'une tentative supposée de fusion d'une société belge de fabrication de bière, *Interbrew SA*, désormais *Anheuser-Busch*

¹⁰⁷⁸ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 12.

¹⁰⁷⁹ « Being sued by an arm of the state is not nice. You do your best to protect your position, but it's not easy [...] This case has cast a huge shadow over my life. I've lost count of the legal conferences I've attended, the hearings and preliminary hearings, the hundreds of letters and faxes I've sent and received, the mammoth piles of paperwork and documents I have had to read and analyse, the meetings with MPs and union officials » : ACKROYD, Robin, « From the High Court to the Steppe », in *The Independent*, le 13 février 2006 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/from-the-high-court-to-the-steppe-6109195.html> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁸⁰ *Ibid.*

¹⁰⁸¹ *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust* [2003] EWCA Civ. 663, *op. cit.*, para. 88 ; FALLON, Peter, *Report of the Committee of Inquiry into the Personality Disorder Unit, Ashworth Special Hospital*, CM4194-ii, Londres : The Stationery Office, le 12 janvier 1999 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/ashworth-special-hospital-report-of-the-committee-of-inquiry> [consulté en janvier 2018] ; *House of Lords Hansard*, « Ashworth Hospital: Ian Brady », le 9 novembre 2000 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Lords/2000-11-09/debates/704051b2-3f60-4e20-be69-00ae8123b3d6/AshworthHospitalIanBrady?highlight=ian%20brady#contribution-1d2982ec-199e-4837-84ac-846997f313e7> [consulté en janvier 2018], vol. 618, colonne 1678.

¹⁰⁸² « Be ready for a long battle » : DODD, Mike et HANNA, Mark, 22^{ème} édition, *op. cit.*, p. 404.

*InBev SA*¹⁰⁸³. Allant jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme au bout de huit ans de procédure, l'affaire *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, se termine par un arrêt favorable à la presse¹⁰⁸⁴. Elle constitue un précédent important pour la protection des sources journalistiques, quelles que soient les motivations supposées de ces dernières.

4.2. La mise en cause des motivations des sources comme motif pour faire dévoiler leur origine

Après l'expérience de Robin Ackroyd, impliquant la question du gain financier supposé de ses sources, les motivations supposées des sources continuent à faire débat. Il s'agit ici d'analyser l'affaire du brasseur *Interbrew SA* remontant à 2001 : elle aboutit à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme huit ans plus tard, qui constitue un précédent important pour la protection des sources journalistiques, quelles que soient les motivations supposées de ces dernières. Ensuite, une attention particulière est à apporter au cas de l'aveu de responsabilité pour le massacre de Massereene en 2009. L'approche du droit européen est prise en considération par Haute Cour d'Irlande du Nord à cette occasion, lorsque le service de police tente de faire dévoiler l'identité de la source paramilitaire de la journaliste Suzanne Breen.

4.2.1. La responsabilisation pour falsification des données : le cas de la fusion supposée d'*Interbrew* avec *South African Breweries* de 2001

Si les motivations d'une source constituent pour tout journaliste un élément indispensable, afin de juger de la fiabilité des informations en amont de la décision de publication, le recours à des sources anonymes est, parfois, la seule manière de dévoiler une affaire d'intérêt public¹⁰⁸⁵. Au cœur de l'affaire d'*Interbrew SA* se pose la question de la pertinence de la motivation *mala fide* éventuelle d'une source¹⁰⁸⁶ : la motivation malveillante d'une source peut-elle servir à justifier l'octroi d'une ordonnance judiciaire « Norwich

¹⁰⁸³ FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p. 342 ; *Interbrew SA v Financial Times and Others* [2001] EWHC 480 (Ch), le 19 décembre 2001 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/Ch/2001/480.html> [consulté en juillet 2018] ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, pp. 228-229.

¹⁰⁸⁴ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, *op. cit.*

¹⁰⁸⁵ FROST, Chris, *op. cit.*, p. 135 ; PHILLIPS, Gill, « On Protection of Journalistic Sources », Centre for Media Pluralism and Media Freedom, European University Institute, le 10 octobre 2014 [en ligne], <https://cmpf.eui.eu/on-protection-of-journalistic-sources/> [consulté en octobre 2014], sans pagination ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, p. 229.

¹⁰⁸⁶ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 384.

Pharmacaal » en vue de découvrir son identité en cas de divulgation de données erronées ou falsifiées¹⁰⁸⁷?

Cette affaire s'inscrit dans un contexte de fusions, acquisitions et accords de coentreprise à l'intérieur de l'industrie de la bière à l'échelle mondiale, malgré la présence de barrières au processus de consolidation et d'expansion géographique¹⁰⁸⁸. À titre indicatif, en 1998, les dix plus importants brasseurs représentaient un tiers du marché ; en 2017, ils en constituent deux tiers¹⁰⁸⁹. *Interbrew SA* est, en 2001, le deuxième plus grand brasseur du monde au vu de son volume de production, et cette année-là, il atteint presque le double du taux de profit comparé à l'année précédente¹⁰⁹⁰. Les questions d'intérêt public liées aux monopoles sont extrêmement sensibles, comme en témoignent les révélations d'un cartel de brasseurs néerlandais impliquant au moins quatre entreprises entre 1996 et 1999¹⁰⁹¹. Suite à une longue enquête à cet égard, menée par la Commission européenne, *Interbrew SA* – devenu *InBev SA* – échappe à une amende de 114 millions de dollars lors d'une décision de la Commission du 18 avril 2007, car elle fournit des informations importantes au sujet du cartel, dans le cadre du programme de clémence¹⁰⁹².

Le 30 octobre 2001, *Interbrew SA* demande à *Goldman Sachs* et *Lazard*, conseillers bancaires en matière d'investissement, de travailler sur la possibilité d'un rapprochement avec *South African Breweries Plc*, et notamment sur l'éventualité d'une opération de rachat de cette dernière¹⁰⁹³. Le 18 novembre 2001, *Goldman Sachs* produit un document en ce sens¹⁰⁹⁴. Celui-ci inclut des données sensibles pouvant influencer le marché, et sert de base à une présentation

¹⁰⁸⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸⁸ HOWARD, Philip, « Too Big to Ale? Globalization and Consolidation in the Beer Industry », in HOALST-PULLEN et PATTERSON, Mark (eds.), *The Geography of Beer: Regions, Environment and Societies*, New York et Londres : Springer, 1^{re} édition, 2014, pp. 155-165, p. 155 ; MAUNDER, Peter, « UK Merger Policy », in CLARKE, Roger et MORGAN, Eleanor (eds.), *New Developments in UK and EU Competition Policy*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing Ltd., 1^{ère} édition, 2006, pp. 51-77, p. 53.

¹⁰⁸⁹ BAKER, Kevin, « Key Trends in the Global Beer Market », support présenté lors de la conférence annuelle sur les stratégies internationales de la bière à Londres, Global Data, mai 2018 [en ligne], <https://www.arena-international.com/Journals/2018/05/18/k/w/w/3.-Kevin-Baker---GlobalData.pdf> [consulté en janvier 2018], p. 24.

¹⁰⁹⁰ BILEFSKY, Dan, « Interbrew Nearly Doubled its Profit in 2001 on Sales of Stella Artois Beer », in *The Wall Street Journal*, le 14 mars 2002 [en ligne], <https://www.wsj.com/articles/SB1016013047355660400> [consulté en janvier 2018] ; HOWARD, Philip, *op. cit.*, p. 155.

¹⁰⁹¹ *BBC*, « Dutch Brewers Fined Over Cartel », le 18 avril 2007 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6566827.stm> [consulté en février 2018] ; GOW, David, « Heineken and Grolsch Fined For Price-Fixing », in *The Guardian*, le 18 avril 2007 [en ligne], <https://www.theguardian.com/business/2007/apr/18/7> [consulté en février 2018] ; WILS, Geert, « Commission Fines Dutch Brewers Over € 273 Million for a Beer Cartel », in *Competition Policy Newsletter*, n° 3, 2007 [en ligne], https://ec.europa.eu/competition/publications/cpn/2007_3_55.pdf [consulté en janvier 2018], pp. 55-56, p.55.

¹⁰⁹² *Ibid.*

¹⁰⁹³ *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 7 ; ROZENBERG, Joshua, *Privacy and the Press*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} édition, 2004, pp. 144-150.

¹⁰⁹⁴ *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 7.

orale effectuée en interne, auprès du Département des fusions et acquisitions d'*Interbrew*¹⁰⁹⁵. Le 27 novembre 2001, une source anonyme fait parvenir, depuis une adresse en Belgique, un exemplaire de ce document confidentiel à plusieurs organes de la presse, notamment le *Financial Times*, le *Guardian*, le *Times*, et l'agence de presse *Reuters Group*¹⁰⁹⁶. L'*Independent* s'en procure un exemplaire par le biais d'une autre source dont il tient à ne pas révéler l'identité¹⁰⁹⁷. Le *Financial Times*, pour sa part, contacte *Goldman Sachs* à des fins de commentaires le jour même, et lui fait savoir son intention de publication, ce qui se produit le soir même sur le site Internet du journal, puis le lendemain dans la version papier¹⁰⁹⁸. *Le Figaro* reçoit également un exemplaire du document confidentiel, mais fait le choix de ne pas procéder à la publication¹⁰⁹⁹. Si *Interbrew SA* est au courant de la possession du document par le *Financial Times* et *Le Figaro*, elle ne tente pas de la récupérer ou d'en empêcher la publication par le biais d'une action judiciaire en amont de la publication¹¹⁰⁰.

Le titre du premier article à ce sujet, paru dans le *Financial Times* le 28 novembre 2001, pose fermement l'existence d'intrigues et de machinations au centre de la couverture médiatique : « *Interbrew* complotte une offre d'achat de la brasserie SA : la possible démarche de £4 milliards du groupe belge pourrait provoquer des fusions et remodeler l'industrie »¹¹⁰¹. L'auteur poursuit avec une analyse des avantages et inconvénients d'un tel achat pour émettre des hypothèses concernant l'avenir du marché mondial de la bière¹¹⁰². Les autres organes de la presse susmentionnés suivent, en publiant des articles faisant référence au document confidentiel, et en présentant l'information sous l'angle d'un complot de rachat de *South African Breweries Plc*¹¹⁰³.

¹⁰⁹⁵ *Ibid.*

¹⁰⁹⁶ *Ibid.*, para. 8-16.

¹⁰⁹⁷ *Ibid.*, para. 16 ; *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, *op. cit.*, para. 14.

¹⁰⁹⁸ FITZHERBERT, Anna, « The Big Chill: Anna FitzHerbert Examines a Freezing Effect on Disclosure », in *New Law Journal*, n° 7406, le 26 février 2010 [en ligne], <https://www.newlawjournal.co.uk/content/big-chill> [consulté en janvier 2018], sans pagination ; *Interbrew SA v Financial Times and Others* [2001] EWHC 480 (Ch), *op. cit.*, para. 11 ; JONES, Adam, « *Interbrew* Plotting Bid for SA Breweries: Belgian Group's Possible £4bn Move Could Trigger Mergers and Reshape Industry », in *Financial Times*, le 28 novembre 2001, p. 29 ; MURPHY, Paul, « FT & Friends 1, InBev/FSA 0 », in *Financial Times*, le 15 décembre 2009 [en ligne], <https://ftalphaville.ft.com/2009/12/15/112901/ft-friends-1-inbevfa-0/> [consulté en janvier 2018].

¹⁰⁹⁹ *Interbrew SA v Financial Times and Others* [2001] EWHC 480 (Ch), *op. cit.*, para. 9.

¹¹⁰⁰ *Ibid.*, para. 10.

¹¹⁰¹ « *Interbrew* Plotting Bid for SA Breweries: Belgian Group's Possible £4bn Move Could Trigger Mergers and Reshape Industry » : JONES, Adam, *op. cit.*

¹¹⁰² *Ibid.*

¹¹⁰³ COPE, Nigel, « *Interbrew* Refuses to Rule Out Future Bid for SAB », in *The Independent*, le 29 novembre 2001 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/interbrew-refuses-to-rule-out-future-bid-for-sab-9223036.html> [consulté en janvier 2018] ; COURT, Mark et WALSH, Dominic, « *Interbrew* Plots £12bn Merger with SAB », in *The Times Business*, le 28 novembre 2001, p. B1 ; *The Guardian*, « Codename Waffle as *Interbrew* Deal Leaks », le 29 novembre 2001 [en ligne],

Par exemple, le titre d'un article paru dans le *Guardian* le 29 novembre 2001, « Nom de code Gaufre au moment où l'accord d'Interbrew s'ébruite », annonce le ton entre critique et dérision, en remplaçant le véritable nom de code « glace », employé en interne pour se référer à *Interbrew SA* dans le cadre du projet de rapprochement, par celui de « gaufre »¹¹⁰⁴. En effet, l'article développe le stéréotype d'une lourdeur supposée de la cuisine belge : « L'entreprise flamande a, une fois de plus, géré l'accord avec l'aplomb d'une gaufre belge »¹¹⁰⁵. Il s'agit, ici, d'affirmer l'existence d'une culture d'ineptie. Cette image est renforcée ensuite par une référence à une controverse de l'année précédente autour de l'achat du brasseur anglais, *Bass Plc*, liée à la régulation gouvernementale des monopoles au Royaume-Uni¹¹⁰⁶. Selon l'article, *Interbrew SA* cherche à dominer le marché à l'échelle mondiale :

*L'ambition d'Interbrew de devenir un superbrasseur a été mise à nue hier par le biais de l'une des fuites les plus vastes de l'histoire récente des entreprises [...] Le document secret, préparé par les banquiers Goldman Sachs et Lazards, a été envoyé à une grande partie de la presse britannique spécialisée en affaires [...] Étant avertie, SAB peut maintenant se considérer armée.*¹¹⁰⁷

Le recours à la parole de circonstance « superbrasseur » permet, ici, d'établir un parallèle entre le comportement d'*Interbrew SA* et celui d'une superpuissance, ce qui semble rappeler les ambitions des États-Unis et de l'Union des républiques socialistes soviétiques à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Le document faisant l'objet de la fuite est présenté en tant qu'avertissement, en particulier pour *South African Breweries Plc.*, par le biais du champ lexical de la guerre menant à la capitulation d'une des parties¹¹⁰⁸.

L'Independent, pour sa part, semble souhaiter se montrer plus prudent, comme en témoigne le choix de titre de son article paru le 29 novembre 2001, « Interbrew refuse de rejeter une future offre pour SAB »¹¹⁰⁹. En effet, cet intitulé se base sur un commentaire officiel de la part d'*Interbrew* cité dans le corps de l'article, plutôt qu'un jugement porté sur le document

<https://www.theguardian.com/business/2001/nov/29/1> [consulté en janvier 2018] ; WALSH, Dominic, « Interbrew Confirms SAB Bid Interest », in *The Times*, le 29 novembre 2001, p. 30.

¹¹⁰⁴ *The Guardian*, « Codename Waffle as Interbrew Deal Leaks », *op. cit.*

¹¹⁰⁵ « The Flemish firm has once again handled the deal with all the aplomb of a Belgian waffle » : *Ibid.*

¹¹⁰⁶ *Ibid.* ; DA SILVA LOPES, Teresa, *Global Brands: The Evolution of Multinationals in Alcoholic Beverages*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} édition, 2007, pp. 144-145 ; MAUNDER, Peter, *op. cit.*, pp. 53-54.

¹¹⁰⁷ « Interbrew's ambitions to become a global superbrewer were laid bare yesterday by one of the most comprehensive leaks in recent corporate history [...] The secret document, prepared by bankers Goldman Sachs and Lazards, has been couriered to a large chunk of the UK business press [...] Forewarned SAB can now consider itself forearmed » : *The Guardian*, « Codename Waffle as Interbrew Deal Leaks », *op. cit.*

¹¹⁰⁸ *Ibid.*

¹¹⁰⁹ COPE, Nigel, « Interbrew Refuses to Rule Out Future Bid for SAB », *op. cit.*

confidentiel faisant l'objet de la fuite¹¹¹⁰. L'article poursuit sur un questionnement quant aux ambitions d'agrandissement d'*Interbrew SA*, et sur les conséquences de cette fuite sur l'aboutissement de tels projets¹¹¹¹. Contrairement aux articles susmentionnés, parus dans le *Financial Times* et le *Guardian*, le journaliste souligne, ici, l'hypothèse d'une motivation malveillante de la source :

*Ce qui semble être clair c'est que la source de la fuite a interprété le document d'origine à ses propres fins [...] d'après un observateur, 'Il paraît tout à fait clair que quelqu'un souhaitait faire dérailler ce projet avant même qu'il ne soit entamé', a déclaré un observateur.*¹¹¹²

L'affaire étant largement reprise et relayée par d'autres médias au Royaume-Uni et ailleurs¹¹¹³, cette couverture médiatique influe fortement sur la valeur boursière des entreprises concernées comme en témoigne la baisse de celles correspondant à *Interbrew SA*, et la hausse de celles relatives à *South African Breweries Plc*¹¹¹⁴. En effet, la valeur des actions d'*Interbrew SA* chute de 7,5 pour cent¹¹¹⁵.

Dans le cadre des échanges avec *Interbrew SA*, *Reuters Group* rend au brasseur une copie du document confidentiel le 30 novembre 2001, mais aucun journal ni ladite agence de presse n'accepte de lui rendre les documents d'origine¹¹¹⁶. *Interbrew SA* mène plusieurs actions incluant, d'une part, le dépôt d'une plainte pénale auprès de la Cour de justice à Bruxelles, le 6

¹¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹¹ *Ibid.*

¹¹¹² « What does seem clear is that the leaker has interpreted the original document for their own ends. [...] "It seems pretty clear that someone wanted to derail this thing before it had even got off the ground," one observer said » : *Ibid.*

¹¹¹³ Voir par exemple : ARMITAGE, Jim, « Interbrew Ponders £4bn SA Bid », in *The Daily Mail*, le 28 novembre 2001 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/money/news/article-1546826/Interbrew-ponders-1634bn-SA-bid.html> [consulté en janvier 2018] ; *BBC*, « Interbrew Eyes Global Expansion », le 28 novembre 2001 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/1680389.stm> [consulté en janvier 2018] ; *CNN*, « SAB Soars on Merger Report », le 28 novembre 2001 [en ligne], <https://money.cnn.com/2001/11/28/international/interbrew/> [consulté en janvier 2018] ; *The Telegraph*, « Leak Puts Interbrew on the Hop », le 2 décembre 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/finance/2744155/Leak-puts-Interbrew-on-the-hop.html> [consulté en janvier 2018] ; VAN CALOEN, Ariane, « Interbrew a-t-il des visées en Afrique du Sud ? » in *La Libre*, le 28 novembre 2001 [en ligne], <http://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/interbrew-a-t-il-des-visees-en-afrique-du-sud-51b875e6e4b0de6db9a67844> [consulté en janvier 2018].

¹¹¹⁴ VOORHOOF, Dirk, « European Court of Human Rights: Case of Financial Times a. o. v. UK », in *IRIS Observations juridiques de l'Observatoire européen de l'audiovisuel*, n° 2, 2010 [en ligne], <http://merlin.obs.coe.int/iris/2010/2/article1.en.html> [consulté en janvier 2018], sans pagination.

¹¹¹⁵ *International Press Institute*, « IPI says Interbrew Lawyers should Halt Legal Action Against Media », le 15 juillet 2002 [en ligne], <https://ipi.media/ipi-says-interbrew-lawyers-should-halt-legal-action-against-media/> [consulté en janvier 2018] ; ISOHOOKANA-ASUNMAA, Tytti, *Freedom of Expression in the Media in Europe*, rapport n° 9640, Strasbourg : European Council, le 14 janvier 2003 [en ligne], <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/AssemblyList/MP-Details-EN.asp?MemberID=3580> [consulté en janvier 2018], p. 12, para. 112.

¹¹¹⁶ *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, op. cit., para. 2 ; MURPHY, Paul, op. cit.

décembre 2001¹¹¹⁷. D'autre part, la société effectue une demande d'enquête criminelle auprès de l'organisme indépendant de surveillance des services financiers au Royaume-Uni (*Financial Services Authority*) sur le fondement de la loi portant sur les services et marchés financiers de 2000 (*Financial Services and Markets Act 2000*)¹¹¹⁸. Étant donné que cette loi prévoit des indemnités en cas de communication délibérée ou irresponsable d'informations fausses ou trompeuses, et destinées à influencer le marché, l'organisme de surveillance des services financiers ouvre une enquête à cet égard en décembre 2001¹¹¹⁹.

Par ailleurs, *Interbrew SA* demande, le 10 décembre 2001, une ordonnance de référé à rendre sans contradictoire (*a without notice application for interlocutory relief*) auprès de la Haute Cour, impliquant l'obligation de remise des documents faisant l'objet de la fuite ainsi que de tout élément susceptible de permettre l'identification de la source¹¹²⁰. Cela signifie que la défense n'est pas informée de l'action intentée, ni invitée à participer à la procédure¹¹²¹. L'ordonnance est octroyée le 14 décembre 2001 en attendant le procès complet¹¹²². D'après le jugement rendu cinq jours plus tard, les preuves présentées par *Interbrew SA* montrent que le document faisant l'objet de la fuite est quasiment identique à celui ayant servi de base à la présentation interne à l'entreprise, à quelques exceptions près : la modification à la hausse de la proposition de rachat des actions de *South African Breweries Plc* ; l'insertion d'un échéancier en faveur du rachat¹¹²³. Compte tenu de ces modifications, ainsi que du recours à un type de procédure de référé dans laquelle la défense n'a pas la possibilité de répliquer, le juge Gavin Lightman saisi de l'affaire conclut en ce sens que la demande de redressement de la part

¹¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹¹⁸ ADAMS, Richard, « FSA Quits Interbrew Leak Inquiry », in *The Guardian*, le 15 septembre 2003 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2003/sep/15/pressandpublishing.business> [consulté en janvier 2018] ; *Committee to Protect Journalists*, « Attacks on the Press 2002: United Kingdom », le 31 mars 2003 [en ligne], <https://cpj.org/2003/03/attacks-on-the-press-2002-united-kingdom.php> [consulté en janvier 2018] ; COPE, Nigel, « FSA Begins Investigation into Leak of Falsified Interbrew Documents », in *The Independent*, le 7 décembre 2001 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/fsa-begins-investigation-into-leak-of-falsified-interbrew-documents-9150705.html> [consulté en janvier 2018] ; *Financial Services and Markets Act 2000*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/8/data.pdf> [consulté en février 2018], article 90 ; JACKSON, Holwell, « An American Perspective on the U.K. Financial Services Authority: Politics, Goals and Regulatory Intensity », *Harvard Law School John M. Olin Center for Law, Economics and Business Discussion Paper Series*, n° 522 [en ligne], https://lsr.nellco.org/harvard_olin/522 [consulté en janvier 2018], pp. 1-46, p. 20.

¹¹¹⁹ *Ibid.*

¹¹²⁰ FITZHERBERT, Anna, *op. cit.* ; *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op.cit.*, para. 3, 19 ; *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 19.

¹¹²¹ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 331 ; *Lexis Nexis*, « Dispute Resolution » [en ligne], https://www.lexisnexis.com/uk/lexispsl/disputeresolution/document/393750/55KX-HP91-F18B-8357-00000-00/Interim_injunctions_emergencies_and_without_notice_applications# [consulté en février 2018].

¹¹²² *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 19.

¹¹²³ *Ibid.*, para. 1, 29.

d'*Interbrew SA* ne peut pas être satisfaite pour le motif d'abus de confiance¹¹²⁴. Cependant, il considère que les motivations malveillantes de la source – qui visent à influencer sur la valeur des actions des entreprises concernées – justifient la demande d'*Interbrew SA* tendant à démasquer l'identité de la source afin de mener des poursuites à son encontre¹¹²⁵. Le juge insiste sur le fait que ce type d'ordonnance dit « Norwich Pharmacal »¹¹²⁶ se limite à faciliter l'engagement d'une action civile à l'encontre de la personne supposée avoir porté préjudice au requérant, et non la détection de crime¹¹²⁷. Par ailleurs, il conclut que cette nécessité de redressement prime ici sur l'intérêt public de la protection des sources en faveur de la liberté d'expression, telle que garantie par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et la section 10 de la loi portant sur l'outrage au tribunal¹¹²⁸.

Malgré un recours effectué conjointement par le *Financial Times*, l'*Independent*, le *Guardian*, le *Times* et *Reuters Group*, auprès de la Cour d'Appel, la décision en faveur d'*Interbrew SA* est confirmée le 8 mars 2002¹¹²⁹. Cette décision s'appuie notamment sur l'intérêt de la justice afin de faire une exception au principe de protection des sources journalistiques, et sur les motivations supposées de la source de la fuite¹¹³⁰. La Chambre des lords fait connaître son refus d'examiner l'affaire en ultime appel, le 9 juillet 2002¹¹³¹, dans un contexte où les Lords juristes viennent de rendre leur décision exigeant la révélation de la source journalistique en faveur de *Mersey Care NHS Trust*, le 27 juin 2002¹¹³². Le 12 juillet 2002, *Interbrew SA* envoie son mandataire récupérer le document faisant l'objet de la fuite dans les locaux des quatre journaux britanniques¹¹³³. Les journaux concernés refusent d'obtempérer, et

¹¹²⁴ *Ibid.*, para. 25, 27.

¹¹²⁵ *Ibid.*, para. 4, 28-32, 42.

¹¹²⁶ *Norwich Pharmacal Co. and Ors v Commissioners of Customs and Excise [1974] AC 133*, *op. cit.*

¹¹²⁷ *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 28-29 ; CRUSHER, Jonathan, « UK: Protecting Confidential Journalist' Sources: Ashworth and Interbrew – A Lethal Cocktail? », in *Mondaq*, le 15 novembre 2002 [en ligne], <http://www.mondaq.com/uk/x/18765/Media+Entertainment+Law/Protecting+Confidential+Journalist+Sources+Ashworth+and+Interbrew+A+Lethal+Cocktail> [consulté en janvier 2018] ; *Financial Times Ltd. & Ors v Interbrew SA [2002] EWCA Civ 274*, le 8 mars 2002 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWCA/Civ/2002/274.html> [consulté en janvier 2018], para. 14-23.

¹¹²⁸ *Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch)*, *op. cit.*, para. 30-32.

¹¹²⁹ *Financial Times Ltd. & Ors v Interbrew SA [2002] EWCA Civ 274*, *op. cit.*, para. 49-60.

¹¹³⁰ *Ibid.*, para. 51.

¹¹³¹ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op. cit.*, para. 28.

¹¹³² *Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663*, *op. cit.*, para. 1, 35, 46 ; BYRNE, Ciar, « Journalist Must Reveal Brady Source », *op. cit.* ; ROZENBERG, Joshua, *op. cit.*, p. 147.

¹¹³³ *BBC*, « Brewer Gets Tough in Merger Leak Row », le 22 juillet 2002 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2144532.stm> [consulté en janvier 2018] ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p. 344 ; MILMO, Dan, « Interbrew Lawyers Visit Guardian », in *The Guardian*, le 12 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/12/theguardian.pressandpublishing1> [consulté en janvier 2018] ; MILMO, Dan, « Interbrew Targets Guardian for Court Action », in *The Guardian*, le 22 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/22/theguardian.pressandpublishing> [consulté en janvier 2018] ; O'CARROLL, Lisa, « Interbrew Backs Down Over Guardian Threat », in *The Guardian*, le 25 juillet 2002

le mandataire leur remet un ordre visant la restitution dudit document, sous peine de saisie des biens pour outrage au tribunal¹¹³⁴. Le *Guardian* dénonce ensuite un traitement singulier à son égard, comparé aux autres organes de la presse concernés, car *Interbrew SA* lui annonce son intention de saisir la Cour d'appel pour outrage à l'ordonnance du tribunal, le 22 juillet 2002¹¹³⁵. *Interbrew SA* finit par ajourner la procédure impliquant la saisie des biens du *Guardian* le 25 juillet 2002¹¹³⁶, et l'organisme indépendant de surveillance des services financiers met fin à son enquête criminelle en septembre 2003¹¹³⁷.

Suite au refus de la Chambre des lords d'examiner l'affaire en ultime appel¹¹³⁸, les quatre journaux et l'agence de presse saisissent conjointement la Cour européenne des droits de l'homme, dès le 20 décembre 2002¹¹³⁹. Par le biais de leurs publications à cet égard, ils affichent une attitude de défi collectif face aux pressions exercées par *Interbrew SA*, comme en témoignent les titres tels que : « Protection des sources : les rédacteurs en chef s'engagent à poursuivre la bataille »¹¹⁴⁰, « L'affaire d'Interbrew 'doit être portée devant la Cour européenne' »¹¹⁴¹, « L'ordonnance concernant des documents faisant l'objet d'une fuite sera

[en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/25/theguardian.pressandpublishing1> [consulté en janvier 2018].

¹¹³⁴ *BBC*, « Papers Stand Firm on Takeover Leak », le 12 juillet 2002 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2123638.stm> [consulté en janvier 2018] ; BURRELL, Ian, « FSA Tells Media to Hand Over Leaked Documents », in *The Independent*, le 24 juillet 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/fsa-tells-media-to-hand-over-leaked-documents-185563.html> [consulté en janvier 2018] ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, p. 344 ; MILMO, Dan, « Interbrew Lawyers Visit Guardian », *op. cit.* ; MILMO, Dan, « Interbrew Targets Guardian for Court Action », *op. cit.* ; ROZENBERG, Joshua, *op. cit.*, p. 147.

¹¹³⁵ *Ibid.*

¹¹³⁶ *Ibid.*

¹¹³⁷ ADAMS, Richard, *op. cit.* ; BRADY, Ronan, *Protecting Our Sources of Information: Why Journalists Need to Resist Legal Attacks*, Bruxelles : European Federation of Journalists, février 2004 [en ligne], <http://www.statewatch.org/news/2005/dec/ifj-sources-handbook.pdf> [consulté en janvier 2018], p. 20 ; FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *op. cit.*, pp. 342-344 ; WEBB, Tim, « 'Bigger Fish to Fry': FT Editor Raps Watchdog Over Interbrew Affair », in *The Independent*, le 28 mars 2004 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/bigger-fish-to-fry-ft-editor-raps-watchdog-over-interbrew-affair-567856.html> [consulté en janvier 2018].

¹¹³⁸ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op. cit.*, para. 28.

¹¹³⁹ BYRNE, Ciar, « Protection of Sources: Editors Vow to Fight On », in *The Guardian*, le 12 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/nov/12/pressandpublishing.law> [consulté en janvier 2018] ; *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op. cit.*, para. 1.

¹¹⁴⁰ BYRNE, Ciar, « Protection of Sources: Editors Vow to Fight On », *op. cit.*

¹¹⁴¹ VERKAJK, Robert, « Interbrew Case 'Must go to European Court' », in *The Independent*, le 16 juillet 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/interbrew-case-must-go-to-european-court-184483.html> [consulté en janvier 2018].

contestée »¹¹⁴². La focalisation porte en effet sur le principe de protection des sources dans l'intérêt public, et laisse de côté les motivations supposées de la source¹¹⁴³.

Devant la Cour européenne des droits de l'homme, les quatre journaux et l'agence de presse insistent sur le fait que l'ordonnance judiciaire « Norwich Pharmacal » constitue une violation de leur droit à la liberté d'expression, au respect de leur domicile et de leur correspondance, en vertu des articles 10 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme¹¹⁴⁴. En particulier, ils estiment qu'aucune distinction ne peut être faite entre la divulgation d'une source journalistique et celle d'un document permettant éventuellement d'identifier la source : dans les deux cas de figure, il y aura un effet paralysant sur la presse¹¹⁴⁵. Par ailleurs, ils considèrent qu'il y a eu une rupture de l'égalité des armes pendant la procédure, qui porte atteinte à leur droit à un procès équitable en vertu de l'article 6 de la Convention¹¹⁴⁶. Selon ce concept forgé par la Cour européenne, il doit y avoir un juste équilibre entre les possibilités offertes à chacune des parties impliquées dans le litige¹¹⁴⁷.

Dans le jugement rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 15 décembre 2009, les sept juges saisis de cette affaire déclarent à l'unanimité que la requête est recevable : l'ordonnance de divulgation constitue une violation de l'article 10 de la Convention, notamment au vu de l'effet paralysant sur la presse¹¹⁴⁸. Par conséquent, les juges estiment qu'il n'est pas nécessaire de considérer séparément les allégations liées aux articles 6 et 8 de la Convention¹¹⁴⁹. L'intérêt d'*Interbrew SA* à empêcher toute future publication d'informations confidentielles faisant l'objet de fuites, en menant des poursuites à l'encontre de la source anonyme, n'est pas considéré comme suffisant pour l'emporter sur l'intérêt public lié à la protection des sources journalistiques¹¹⁵⁰. L'absence de demande d'injonction en amont de la publication des données réduit la crédibilité de allégations d'abus de confiance avancées par *Interbrew SA*¹¹⁵¹. Les juges considèrent que le brasseur n'a pas soumis les preuves suffisantes d'avoir épuisé tous les moyens possibles pour identifier la source¹¹⁵². Si les juges estiment que les motivations *mala*

¹¹⁴² GIBB, Frances, « Order on Leaked Documents Challenged », in *The Times*, le 19 décembre 2002 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/order-on-leaked-documents-challenged-kdgdqncvzgb> [consulté en janvier 2018].

¹¹⁴³ BYRNE, Ciar, « Protection of Sources: Editors Vow to Fight On », *op. cit.* ; GIBB, Frances, « Order on Leaked Documents Challenged », *op. cit.* ; VERKAIK, Robert, « Interbrew Case 'Must go to European Court' », *op. cit.*

¹¹⁴⁴ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op. cit.*, para. 3.

¹¹⁴⁵ *Ibid.*, para. 47.

¹¹⁴⁶ *Ibid.*, para. 48, 50.

¹¹⁴⁷ LAW, Jonathan (ed.), *op. cit.*, p. 228.

¹¹⁴⁸ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065*, *op. cit.*, para. 63, 70-71, 73.

¹¹⁴⁹ *Ibid.*, para. 74-78.

¹¹⁵⁰ *Ibid.*, para. 71.

¹¹⁵¹ *Ibid.*, para. 69.

¹¹⁵² *Ibid.*

fide d'une source, et la falsification des données, peuvent parfois justifier une telle ordonnance de divulgation, ils considèrent que le degré de certitude au sujet des motivations est insuffisant dans ce cas précis¹¹⁵³.

Selon Gillian Doyle, universitaire britannique spécialiste de l'économie des médias, les journalistes financiers ont majoritairement un regard critique vis-à-vis des tentatives de manipulation provenant des parties intéressées, mais leurs conditions d'exercice rendent difficile la découverte d'irrégularités au sein des entreprises¹¹⁵⁴. Pour Damian Tambini, universitaire britannique spécialiste des médias et de la communication, le manque de formation spécialisée et de moyens attribués au journalisme dans le monde de la finance et des entreprises, ainsi que la complexité grandissante des marchés, contribuent à expliquer une absence de réflexion critique des publications journalistiques¹¹⁵⁵. Il soutient que l'une des difficultés pour les journalistes financiers est leur dépendance à l'égard de sources ayant des intérêts particuliers dans l'angle de présentation des informations retenue par les médias¹¹⁵⁶. Lorsque la Commission européenne met en avant un projet de directive portant sur les abus du marché (*Market Abuse Directive*) le 30 mai 2001, pour prévenir les délits d'initié et la manipulation des marchés, les organes de la presse mènent une campagne plaidant en faveur de la liberté de la presse¹¹⁵⁷. En effet, le projet de la Commission inclut la régulation du travail des journalistes financiers¹¹⁵⁸. Au Royaume-Uni, l'*Independent* et le *Guardian* font partie des organisations médiatiques qui insistent sur les risques d'une telle régulation de leurs activités¹¹⁵⁹. Suite aux débats parlementaires européennes, une posture commune est adoptée un an plus tard, et les

¹¹⁵³ *Ibid.*, para. 63, 66-67.

¹¹⁵⁴ DOYLE, Gillian, « Financial News Journalism: A Post-Enron Analysis of Approaches Towards Economic and Financial News Production in the UK », in *Journalism: Theory Practice and Criticism*, vol. 7, n° 4, 2006 [en ligne], <http://eprints.gla.ac.uk/6923/1/6923.pdf> [consulté en décembre 2017], pp. 1-19, p. 1.

¹¹⁵⁵ TAMBINI, Damian, « What are Financial Journalists For? » in *Journalism Studies*, vol. 11, n° 2, 2010 [en ligne], <http://eprints.lse.ac.uk/28840/> [consulté en janvier 2018], pp. 1-34, pp. 2-3.

¹¹⁵⁶ *Ibid.*

¹¹⁵⁷ HANSEN, Jesper, « The New Proposal for a European Union Directive on Market Abuse », in *University of Pennsylvania Journal of International Law*, vol. 23, n° 2, 2002 [en ligne], <https://scholarship.law.upenn.edu/jil/vol23/iss2/2> [consulté en février 2018], pp. 241-268, p. 241 ; MESURE, Susie, « Financial Journalism 'in danger of being choked by regulatory creep' », in *The Independent*, le 13 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/financial-journalism-in-danger-of-being-choked-by-regulatory-creep-127523.html> [consulté en février 2018] ; SPITERI, Sharon, « Journalists not Exempted from Market Abuse Rules », in *Euobserver*, le 25 octobre 2002 [en ligne], <https://euobserver.com/news/8130> [consulté en février 2018] ; TAMBINI, Damian, *What is Financial Journalism For? Ethics and Responsibility in a Time of Crisis and Change*, Londres : Polis London School of Economics, 2008, p. 5.

¹¹⁵⁸ *Ibid.*

¹¹⁵⁹ *Ibid.*

journalistes font l'objet de dispositions particulières au sujet des limites de leur responsabilité en cas de diffusion d'informations fausses ou trompeuses¹¹⁶⁰ :

*Dans le cas de journalistes agissant dans le cadre de leur profession, cette diffusion d'informations doit être évaluée, sans préjudice de l'article 11 [portant sur les compétences des autorités judiciaires de chaque État membre], en tenant compte de la réglementation applicable à leur profession, à moins que ces personnes ne retirent, directement ou indirectement, un avantage ou des profits de la diffusion des informations en question.*¹¹⁶¹

L'arrêt *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065 confirme la nécessité d'accorder une attention particulière aux difficultés inhérentes à la pratique du journalisme, et de ne pas attribuer une importance excessive à la supposition d'informations fausses ou trompeuses¹¹⁶². Il impose, comme point de départ, le principe selon lequel toute divulgation constitue une ingérence dans le droit positif à la liberté d'expression, qui ne peut être justifiée que de manière exceptionnelle, par un besoin impérieux dans l'intérêt de la justice¹¹⁶³. Cette décision de justice est présentée comme une grande victoire pour la liberté de la presse, comme en témoigne les titres dans les journaux britanniques impliqués dans cette affaire : « La Cour se prononce en faveur des groupes des médias concernant les documents d'Interbrew faisant l'objet de fuites »¹¹⁶⁴, « FT & Amis 1, InBev / FSA 0 »¹¹⁶⁵, « Les journaux sortent victorieux de la bataille en faveur de la protection des sources »¹¹⁶⁶, « L'équilibre

¹¹⁶⁰ Directive 2003/6/EC of the European Parliament and of the Council of 28 January 2003 on insider dealing and market manipulation (market abuse) [en ligne], <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32003L0006> [consulté en février 2018], art. 2 (c) ; *European Publishers Council*, « Market Abuse Fact Sheet », février 2004 [en ligne], <http://epceurope.eu/market-abuse-fact-sheet-5/> [consulté en février 2018] ; SPITERI, Sharon, *op. cit.*

¹¹⁶¹ [traduction en langue française fournie par la Commission européenne], « In respect of journalists when they act in their professional capacity such dissemination of information is to be assessed, without prejudice to Article 11 [regarding the competencies of the judicial authorities of each Member State], taking into account the rules governing their profession, unless those persons derive, directly or indirectly, an advantage or profits from the dissemination of the information in question » : *Directive 2003/6/EC of the European Parliament and of the Council of 28 January 2003 on insider dealing and market manipulation (market abuse)*, *op. cit.*, art. 2 (c) ; TAMBINI, Damian, *What is Financial Journalism For? Ethics and Responsibility in a Time of Crisis and Change*, *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁶² *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, *op. cit.*, para. 58-60 ; FITZHERBERT, Anna, *op. cit.*

¹¹⁶³ *Ibid.*

¹¹⁶⁴ TRYHORN, Chris, « Court Rules in Favour of News Groups Over Interbrew Leaked Documents », in *The Guardian*, le 15 décembre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/dec/15/court-rules-interbrew-leaked-documents> [consulté en octobre 2018].

¹¹⁶⁵ MURPHY, Paul, « FT & Friends 1, InBev/FSA 0 », *op. cit.*

¹¹⁶⁶ VERKAIK, Robert, « Newspapers Victorious in Battle to Protect Sources », in *The Independent*, le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/newspapers-victorious-in-battle-to-protect-sources-1841979.html> [consulté en octobre 2018].

favorise la protection des sources journalistiques »¹¹⁶⁷. Un article d'opinion anonyme paru dans le *Financial Times* va plus loin en considérant que la Cour européenne des droits de l'homme a de nouveau protégé les médias contre « [...] les notions de justice anglaises » à cette occasion¹¹⁶⁸. Pour le magazine britannique spécialiste de la presse, *Press Gazette*, cette décision crée le précédent le plus important en faveur de la protection des sources journalistiques depuis l'affaire *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123¹¹⁶⁹.

Au bout de huit ans de procédures judiciaires concernant les sources d'information au sujet de la grève de faim d'Ian Brady de 1999, et de la fusion supposée d'*Interbrew SA* avec *South African Breweries Plc* de 2001, l'équilibre bascule ainsi en faveur de la protection des sources¹¹⁷⁰. Ce principe est ainsi reconnu en tant que garant d'une presse libre, en accord avec la Convention européenne, par le biais des arrêts de la Cour d'appel de l'Angleterre et du Pays de Galles, et de la Cour européenne des droits de l'homme¹¹⁷¹. Ces deux affaires font ressortir une incohérence fondamentale : les intérêts de la justice constituent une exception à la confidentialité des sources dans le cadre de la section 10 de la loi de 1981 portant sur l'outrage au tribunal, mais ne figurent pas parmi les exceptions énumérées par l'article 10 (2) de la Convention européenne¹¹⁷². Par conséquent, dans le cas d'Ian Brady, la division civile de la Cour d'appel de l'Angleterre et du Pays de Galles souligne la nécessité d'adopter la même approche en matière de protection des sources que celle relative à la liberté d'expression telle que reconnue par la Convention européenne¹¹⁷³. Dans le cas de la fusion supposée d'*Interbrew SA* avec *South African Breweries Plc*, la Cour européenne considère que la divulgation de la source journalistique n'est pas nécessaire dans une société démocratique, tout comme dans l'arrêt *Goodwin* en 1996¹¹⁷⁴.

¹¹⁶⁷ *The Times*, « Balance Favours Protection of Journalists' Sources », le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/balance-favours-protection-of-journalists-sources-kcd263z8zp6> [consulté en octobre 2018].

¹¹⁶⁸ « [...] English notions of justice » : *Financial Times*, « Freeing the Press », le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://on.ft.com/2yjsc93> [consulté en octobre 2018].

¹¹⁶⁹ *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123, *op. cit.* ; PONSFORD, Dominic, « Press Victory in Eight-Year Court Battle with Interbrew », in *Press Gazette*, le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/press-victory-in-eight-year-court-battle-with-interbrew/> [consulté en octobre 2018].

¹¹⁷⁰ *Financial Times Ltd and Others v United Kingdom* [2009] ECHR 2065, *op. cit.* ; *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*

¹¹⁷¹ *Ibid.*

¹¹⁷² *Contempt of Court Act 1981*, *op. cit.* article 10 ; *European Council, European Convention on Human Rights*, signé le 4 novembre 1950, *op. cit.*, article 10 (2).

¹¹⁷³ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 12.

¹¹⁷⁴ *Goodwin v the United Kingdom* (1996) 22 EHRR 123, para. 39 ; VOORHOOF, Dirk, « European Court of Human Rights: Case of Financial Times a. o. v. UK », *op. cit.*

Malgré ces avancées pour la protection des sources journalistiques face aux ordonnances judiciaires « Norwich Pharmacal », la confidentialité des sources reste sous pression, comme en témoigne la situation en Irlande du Nord, marquée par la lutte anti-terroriste. À cet égard, il convient d'examiner l'impact des ordonnances de production (*production orders*) au sujet de l'obtention de matériel utile aux enquêtes policières anti-terroristes, et plus particulièrement, le cas des publications de Suzanne Breen en 2009¹¹⁷⁵. Les articles de presse de cette journaliste d'investigation nord-irlandaise concernent les activités des groupes paramilitaires républicains dans l'île d'Irlande¹¹⁷⁶. Tout comme dans les affaires de la grève de faim d'Ian Brady, et de la fusion supposée d'*Interbrew SA* avec *South African Breweries Plc*, la difficulté réside dans l'interprétation de ce que constitue les intérêts de la justice, et le poids à leur accorder face à l'intérêt de la protection des sources.

4.2.2. La responsabilisation pour actes terroristes : le cas du massacre de Massereene de 2009

La pratique du journalisme de proximité en Irlande du Nord est profondément marquée par le conflit, dans le contexte des violences visant l'unification de l'île d'Irlande en une république indépendante du Royaume-Uni¹¹⁷⁷. Ces violences remontent à l'adoption de la loi portant sur le gouvernement de l'Irlande en 1920 (*Government of Ireland Act 1920*), et à la guerre d'indépendance irlandaise qui s'ensuit¹¹⁷⁸. À l'issue de cette guerre, de nombreux membres de l'armée républicaine irlandaise (*Irish Republican Army*), groupe paramilitaire républicain, refusent de reconnaître le traité anglo-irlandais de 1921 impliquant la séparation des six comtés du Nord du restant de l'île ; l'organisation paramilitaire reste mobilisée en Irlande du Nord aussi bien que dans la République irlandaise¹¹⁷⁹. Suite aux violences sectaires survenues à Belfast et à Derry en 1969, et la division de l'armée républicaine irlandaise, la nouvelle armée républicaine irlandaise provisoire (*Provisional Irish Republican Army*) mène

¹¹⁷⁵ *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, article 5, para. 5 ; *The Evening Standard*, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », le 10 juin 2009 [en ligne], <https://www.standard.co.uk/business/fighting-for-an-editor-facing-five-years-jail-for-protecting-her-sources-6790825.html> [consulté en août 2018] ; *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000*, [2009] NI Cty 4, County 117, para. 1-5.

¹¹⁷⁶ *Ibid.*

¹¹⁷⁷ COOKE, Tim, « Paramilitaries and the Press in Northern Ireland », in JUST, Marion, KERN, Montague et NORRIS, Pippa (eds.), *Framing Terrorism: The News Media, the Government and the Public*, New York et Londres: Routledge, 1^{re} édition, 2003, pp. 75-90, p. 75-76 ; LUTZ, Brenda et LUTZ, James, *op. cit.*, pp. 199-200.

¹¹⁷⁸ *Ibid.*

¹¹⁷⁹ *Ibid.*

une guerre contre l'armée britannique qui perdure presque trente ans¹¹⁸⁰. Elle devient ainsi l'organisation contestataire la plus meurtrière, responsable de 58 pour cent des morts au moment où elle annonce une cessation des hostilités en 1994¹¹⁸¹. Les cibles de ces violences évoluent au long de cette période communément appelée Les *Troubles* (*The Troubles*), allant de la pose de bombes en centre-ville et les violences de rues, au meurtre de membres des forces de l'ordre locales, en passant par le ciblage des entreprises de construction travaillant pour ces dernières et la pose de bombes dans de grands centres commerciaux¹¹⁸². Selon les archives de la Police royale de l'Ulster (*Royal Ulster Constabulary*), 2168 personnes sont victimes de représailles sous forme de fusillades (*punishment shootings*) entre 1973 et 1999, et 1427 personnes sont victimes de châtiments corporels (*punishment beatings*) entre 1982 et 1999¹¹⁸³. Il se peut que ces chiffres soient inférieurs à la réalité en raison d'un phénomène de sous-déclaration¹¹⁸⁴. Dans ce climat de représailles violentes impliquant les divers groupes paramilitaires catholiques et protestants, le maintien de l'ordre public est fortement compromis, laissant la place à la montée en puissance d'une régulation locale par les organisations paramilitaires¹¹⁸⁵.

L'Accord du Vendredi saint (*Good Friday Agreement*) de 1998 représente un moment clé pour la démocratie en Irlande du Nord dans la mesure où il emporte l'adhésion des représentants républicains et unionistes, et obtient ensuite une majorité de 71 pour cent lors d'un référendum local¹¹⁸⁶. Cet accord annonce ainsi la fin des hostilités entre les groupes paramilitaires catholiques et protestants¹¹⁸⁷. Cependant, il n'inclut pas de dispositif visant une étude des exactions passées ni une quête de vérité sur les événements passés (*truth-telling*), ce qui peut expliquer en partie la remise en cause du processus de paix, les difficultés dans la mise

¹¹⁸⁰ DINGLEY, James, « Northern Ireland and the 'Troubles' », in DINGLEY, James (ed.), *Combating Terrorism in Northern Ireland*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2009, pp. 10-34, p.10 ; FAY, Marie-Therese, MORRISSEY, Mike et SMYTH, Marie, *Northern Ireland's Troubles: The Human Costs*, Londres : Pluto Press, 1^{re} édition, 1999, pp.11-13 ; MCEVOY, Joanne, *The Politics of Northern Ireland*, Édinburgh : Edinburgh University Press, 1^{re} édition, 2008, p. 63.

¹¹⁸¹ DINGLEY, James, *op. cit.*, p. 10 ; FAY, Marie-Therese, MORRISSEY, Mike et SMYTH, Marie, *op. cit.*, pp. 11-13.

¹¹⁸² *Ibid.*

¹¹⁸³ DERMOT, Feenan, « Researching Paramilitary Violence in Northern Ireland », in *International Journal of Social Research Methodology*, vol. 5, n° 2, 2002, pp. 147-163, p. 150.

¹¹⁸⁴ *Ibid.*

¹¹⁸⁵ FAY, Marie-Therese, MORRISSEY, Mike et SMYTH, Marie, *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁸⁶ LITTLE, Adrian, *op. cit.*, pp. 9-10.

¹¹⁸⁷ *Ibid.*

en œuvre de la dévolution¹¹⁸⁸, et l'insuffisance des enquêtes portant sur les meurtres en Irlande du Nord¹¹⁸⁹.

Les tensions persistent suite à l'accord de paix, comme en témoigne la fondation de la Véritable armée républicaine irlandaise (*Real Irish Republican Army*) en 1997¹¹⁹⁰. Ce groupe de dissidents républicains est né d'une opposition au cessez-le-feu et à toute participation aux pourparlers de paix menant à l'Accord du Vendredi saint¹¹⁹¹. Il reste intransigeant dans son souhait de l'unification de l'île d'Irlande en une république indépendante du Royaume-Uni¹¹⁹². En particulier, la Véritable armée républicaine irlandaise est responsable de l'explosion d'une voiture piégée provoquant la mort de vingt-neuf personnes et de deux enfants à naître à Omagh en 1998¹¹⁹³. La menace de violences provenant de dissidents républicains continue ainsi à peser sur la société nord irlandaise au-delà de l'Accord du Vendredi saint¹¹⁹⁴.

Dès les années 1970, certains analystes de l'armée britannique reconnaissent les spécificités de la situation en Irlande du Nord, par rapport aux cinquante-trois campagnes menées à l'étranger entre 1945 et 1969¹¹⁹⁵. Ils considèrent que la campagne anti-insurrectionnelle menée dans ce cas précis doit prendre en compte la proximité et l'appartenance constitutionnelle de cette nation au Royaume-Uni où l'État de droit est en vigueur, ainsi que le grand intérêt médiatique généré par le conflit¹¹⁹⁶. Selon David Miller, universitaire britannique spécialisé dans la représentation de l'Irlande du Nord dans les médias, la pratique d'exécutions extrajudiciaires et la pratique de la désinformation sont ainsi plus difficilement envisageables pour l'armée britannique, d'où le recours à d'autres tactiques : la campagne de relations publiques en faveur du gouvernement, l'intimidation pouvant provoquer l'autocensure, et le recours à certaines lois impliquant la censure en amont de la publication au

¹¹⁸⁸ BELL, Christine, « Dealing with the Past in Northern Ireland », in *Fordham International Law Journal*, vol. 26, n° 4, 2002 [en ligne], <https://ir.lawnet.fordham.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1894&context=ilj> [consulté en novembre 2018], pp.1095-1147, pp.1097-1099 ; MCGRATTAN, Cillian, *Northern Ireland 1968-2008: The Politics of Entrenchment*, Hampshire : Palgrave MacMillan, 1^{re} édition, 2010, p. 156.

¹¹⁸⁹ Voir par exemple: DUFFY, Aoife, « A Truth Commission for Northern Ireland? », in *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 4, 2010 [en ligne], <https://academic.oup.com/ijtj/article-abstract/4/1/26/2356970> [consulté en février 2018], pp. 26-46 ; *House of Commons Defence Select Committee, Investigations into Fatalities Involving British Military Personnel: Seventh Report of Session 2016-17*, HC 1064, le 26 avril 2017 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmdfence/1064/1064.pdf> [consulté en janvier 2018], para. 24.

¹¹⁹⁰ MCEVOY, Joanne, *op. cit.*, p. 67.

¹¹⁹¹ *Ibid.*

¹¹⁹² *Ibid.*

¹¹⁹³ *Ibid.*

¹¹⁹⁴ *Ibid.*

¹¹⁹⁵ MILLER, David, « The Media and Northern Ireland: Censorship, Information Management and the Broadcasting Ban », in PHILO, Greg (ed.), *The Glasgow Media Group Reader: Volume II Industry, Economy, War and Politics*, Londres et New York : Routledge, 2^{ème} édition, 2014, pp. 45-75, pp. 46-50.

¹¹⁹⁶ *Ibid.*

nom de la lutte contre le terrorisme¹¹⁹⁷. Au pouvoir à partir de 1979, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher tient résolument à ne pas accorder une quelconque place aux multiples voix des groupes paramilitaires dans les médias¹¹⁹⁸. La *BBC* se trouve particulièrement sous pression en raison d'entretiens effectués auprès de tels groupes¹¹⁹⁹.

Compte tenu de cette situation, il n'est pas aisé pour les médias de proximité de publier des informations au sujet du conflit et des organisations paramilitaires républicaines et loyalistes, le rôle du journalisme d'investigation étant controversé¹²⁰⁰. Malgré des améliorations en faveur de la liberté d'expression en Irlande du Nord au-delà de l'accord de la paix de 1998¹²⁰¹, la pratique du journalisme reste difficile¹²⁰². C'est ce que démontre le meurtre du journaliste Martin O'Hagan à Lurgan le 28 septembre 2001, acte revendiqué par des paramilitaires loyalistes et dont les responsables sont toujours en liberté à ce jour¹²⁰³, ou encore la mort de la journaliste Lyra McKee, tuée lors d'un incident à Londonderry le 18 avril 2019¹²⁰⁴.

¹¹⁹⁷ *Ibid.*

¹¹⁹⁸ STEEL, John, *Journalism and Free Speech, op. cit.*, pp. 128-132.

¹¹⁹⁹ *Ibid.*

¹²⁰⁰ COOKE, Tim, *Prepared for War, Ready for Peace?: Paramilitaries, Politics and the Press in Northern Ireland*, Cambridge : The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy, 1^{ère} édition, 1998, pp. 3-5 ; GRIFFIN, Tom, « Covering the Conflict: Human Rights and Journalism in Northern Ireland », in *Open Democracy*, le 13 août 2010 [en ligne], <https://www.opendemocracy.net/ourkingdom/tom-griffin/covering-conflict-human-rights-and-journalism-in-northern-ireland> [consulté en novembre 2017] ; HANITZSCH, Thomas, « Situating Peace Journalism in Journalism Studies: A Critical Appraisal », in *Conflict and Communication Online*, vol. 6, n° 2, 2007 [en ligne], http://www.cco.regener-online.de/2007_2/pdf/hanitzsch.pdf [consulté en février 2018], pp. 1-9, pp. 6-7 ; LOYN, David, « Good Journalism or Peace Journalism? », in *Conflict and Communication Online*, vol. 6, n°2, 2007 [en ligne], http://www.cco.regener-online.de/2007_2/pdf/loyn.pdf [consulté en février 2007], pp. 1-10, p. 8.

¹²⁰¹ MILLER, David, « The Media, Propaganda and the Northern Ireland Peace Process », in KIBERD, Damien (ed), *Media in Ireland: Issues in Broadcasting*, Dublin : Four Courts Press, 1^{re} édition, 2002, p. 114.

¹²⁰² *Amnesty International*, « Northern Ireland: 'Free Press Under Threat,' Says Amnesty, as Investigative Journalists Face Further Police Questioning », le 30 novembre 2018 [en ligne], <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/northern-ireland-free-press-under-threat-says-amnesty-investigative-journalists-face> [consulté en novembre 2018] ; *European Federation of Journalists*, « Northern Ireland: Two Investigative Journalists Arrested for Theft of Confidential Documents », le 3 septembre 2018 [en ligne], <https://europeanjournalists.org/blog/2018/09/03/northern-ireland-two-investigative-journalists-arrested-for-theft-of-confidential-documents/> [consulté en septembre 2018] ; MCCHRISTAL, Ryan, « How Dangerous is it to be a journalist in Ireland 20 Years After the Murder of Veronica Guerin? », in *Index on Censorship*, le 24 juin 2016 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2016/06/veronica-guerin-twenty-years-murder-irish-investigative-journalist/> [consulté en janvier 2018].

¹²⁰³ CUSACK, Jim, « Martin O'Hagan: Campaigning Journalist whose Exposés Enraged Republican and Loyalist Paramilitaries in Northern Ireland », in *The Guardian*, le 1^{er} octobre 2001 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2001/oct/01/guardianobituaries.pressandpublishing> [consulté en février 2018] ; MCCHRISTAL, Ryan, *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « Murdered Reporter's Notes Deciphered », le 31 mars 2004 [en ligne], <http://media.gn.apc.org/ohagan11.html> [consulté en février 2018] ; WITCHEL, Elisabeth, « Setback in O'Hagan Murder Must not Mean Case Closed », in *Committee to Protect Journalists*, le 1^{er} février 2013 [en ligne], <https://cpj.org/blog/2013/02/setback-in-ohagan-murder-must-not-mean-case-closed.php> [consulté en février 2018].

¹²⁰⁴ *Committee to Protect Journalists*, « Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riot in Northern Ireland », le 19 avril 2019 [en ligne], <https://cpj.org/2019/04/journalist-lyra-mckee-shot-dead-during-riot-in-nor.php> [consulté en avril 2019] ; *International Federation of Journalists*, « Northern Ireland: Freelance Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riots », le 19 avril 2019 [en ligne], <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/northern-ireland-freelance-journalist-lyra-mckee-shot-dead-during-riots.html> [consulté en avril 2019].

En tant que journaliste d'investigation nord-irlandaise, spécialisée en affaires ayant trait aux groupes paramilitaires républicains en Irlande, Suzanne Breen est connue pour plusieurs publications exclusives au sujet de la Véritable armée républicaine irlandaise¹²⁰⁵. Alors qu'elle est rédactrice en chef pour les affaires nord-irlandaises auprès du journal irlandais le *Sunday Tribune*, elle reçoit, le 8 mars 2009, un appel téléphonique d'une source affirmant représenter cette organisation¹²⁰⁶. Cette source souhaite transmettre un aveu de responsabilité pour une attaque meurtrière survenue la veille, communément appelé le massacre de Massereene (*Massereene Massacre*)¹²⁰⁷. Les enquêteurs cherchent à traduire en justice les auteurs de cette attaque ayant eu lieu devant les portes de la caserne de Massereene dans le comté d'Antrim en Irlande du Nord¹²⁰⁸. Commis au moment de la livraison d'une commande de pizza, cet attentat cause la mort de deux soldats britanniques non armés, Mark Quinsey et Cengiz Patrick Azimkar, et inflige des blessures à quatre personnes dont deux civils¹²⁰⁹. C'est la première occurrence de meurtres de soldats en Irlande du Nord depuis douze ans¹²¹⁰. Les manifestations qui suivent à Belfast et ailleurs en Irlande du Nord sont une source de pression supplémentaire pour les enquêteurs¹²¹¹.

Parmi les publications de Breen à ce sujet, deux articles parus dans le *Sunday Tribune* le 15 mars et le 12 avril 2009 attirent l'attention du service de police d'Irlande du Nord (*Police Service of Northern Ireland*) dans le cadre d'une enquête sur le massacre de Massereene, intitulés respectivement : « La semaine du retour des funérailles » et « Comment la Véritable IRA a tué Denis Donaldson »¹²¹². Dans l'édition du 15 mars, la journaliste explique les

2019] ; MCDONALD, Henry, « Lyra McKee Obituary », in *The Guardian*, le 26 avril 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2019/apr/26/lyra-mckee-obituary> [consulté en avril 2019].

¹²⁰⁵ *The Evening Standard*, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », *op. cit.* ; *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000, [2009] NI Cty 4, County 117*, *op. cit.*, para. 1-5.

¹²⁰⁶ *Ibid.*

¹²⁰⁷ *Ibid.*

¹²⁰⁸ AYLWARD, Liam, in *European Parliament*, « Debates », le 9 mars 2009 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20090309+ITEMS+DOC+XML+V0//EN> [consulté en août 2018], chapitre 2 ; DUFFY, Aoife, *op. cit.*, p. 43 ; PÖTTERING, Hans-Gert, in *European Parliament*, « Debates », le 9 mars 2009, *op. cit.*, chapitre 2 ; ROSS, Stuart, « It Hasn't Gone Away You Know: Irish Republican Violence in the Post-Agreement Era », in *Nordic Irish Studies*, vol. 11, n° 2, 2012 [en ligne], www.jstor.org/stable/41702636 [consulté en février 2018], pp. 55-70, p. 55.

¹²⁰⁹ *Ibid.*

¹²¹⁰ *Ibid.*

¹²¹¹ AYLWARD, Liam, *op. cit.* ; *House of Commons Hansard*, « Massereene Barracks Shooting 2009 », le 2 septembre 2014 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Commons/2014-09-02/debates/14090246000003/MassereeneBarracksShooting2009> [consulté en août 2018], colonnes 70WH-72WH ; MURRAY, Fiona, « Standing in Silence for NI Peace », in *BBC*, le 11 mars 2009 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/7936691.stm [consulté en août 2018].

¹²¹² BREEN, Suzanne, « The Week the Funerals Returned », in *The Sunday Tribune*, le 15 mars 2009, p. 16 ; BREEN, Suzanne, « How Real IRA Killed Denis Donaldson », in *The Sunday Tribune*, le 12 avril 2009, pp. 10-

circonstances de l'aveu de responsabilité pour le massacre ainsi que les motivations avancées, notamment l'absence de regret de la Véritable armée républicaine irlandaise au vu de la présence continue de militaires britanniques en Irlande du Nord, et la « collaboration » des livreurs de pizza rendant service à ces derniers¹²¹³.

Le 23 avril 2009, le service de police d'Irlande du Nord remet une lettre en main propre à Breen¹²¹⁴. Il réclame tout matériel en rapport avec les aveux de responsabilité et échanges avec les groupes paramilitaires, compte tenu d'enquêtes anti-terroristes portant sur le massacre de Massereene, et le meurtre de Denis Donaldson, informateur auprès des services de renseignement britanniques, survenu dans le Comté de Donegal le 4 avril 2006¹²¹⁵. Face au refus de la journaliste, le service de police saisit la Haute Cour d'Irlande du Nord en vue de l'obtention d'une ordonnance de production (*production order*), sur le fondement de la loi sur le terrorisme de 2000¹²¹⁶. Cette dernière permet l'obtention du matériel utile aux enquêtes policières anti-terroristes¹²¹⁷. La demande d'ordonnance concerne uniquement l'enquête portant sur le massacre de Massereene¹²¹⁸. Lors de la première audience, la police avance des arguments et preuves dont certains sont présentés en session fermée (*closed hearing*) à l'abri de la défense et du public¹²¹⁹. Le juge saisi de l'affaire, Thomas Burgess, annonce ensuite être enclin à accorder l'ordonnance de production, le 11 juin 2009, mais tient à recueillir d'abord des observations supplémentaires de la part de Breen avant de rendre son jugement sept jours plus tard¹²²⁰.

Dans son jugement final du 18 juin 2009, le juge Burgess reconnaît la difficulté du poids à attribuer à l'intérêt de traduire en justice les coupables d'actes meurtriers face à ce qu'implique la divulgation de sources paramilitaires pour la protection de la vie de la journaliste, Suzanne

11; *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000*, [2009] NI Cty 4, County 117, *op. cit.*, para. 1-5.

¹²¹³ BREEN, Suzanne, « The Week the Funerals Returned », *op. cit.*, p. 16.

¹²¹⁴ DODD, Mike et HANNA, Mark, 24^{ème} édition, *op. cit.*, pp. 422-423 ; HUNTER, Alan (ed.), « Costs », in *The Writ*, n° 201, Belfast : The Law Society of Northern Ireland, janvier-mars 2010 [en ligne], <https://www.lawsoc-ni.org/DatabaseDocs/writ-jan-mar-2010-web.pdf> [consulté en août 2018], pp. 1-42, p.28 ; *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000*, [2009] NI Cty 4, County 117, *op. cit.*, para. 1-5 ; MCINTYRE, Anthony, « Suzanne Breen: Give them Absolutely Nothing », in *Index on Censorship*, le 6 mai 2009 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2009/05/suzanne-breen-give-them-absolutely-nothing/> [consulté en août 2018] ; *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, section 5, para. 5 ; *The Irish Times*, « Breen Gets Time to Defend Case », le 12 mai 2009 [en ligne], <https://www.irishtimes.com/news/breen-gets-time-to-defend-case-1.840425> [consulté en août 2018].

¹²¹⁵ *Ibid.*

¹²¹⁶ *Ibid.*

¹²¹⁷ *Ibid.*

¹²¹⁸ *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, para. 6.

¹²¹⁹ *Ibid.*, para. 7.

¹²²⁰ *Ibid.*, para. 7, 14.

Breen : « [...] la Cour se trouve face à des intérêts fondamentaux mais contradictoires, l'enquête portant sur les crimes les plus graves d'une part, et le droit le plus convoité de tout individu, le droit à la vie, d'autre part »¹²²¹. Son raisonnement tient compte du principe de protection des sources journalistiques, tel que reconnu par la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, et l'article 10 de la Convention européenne, ainsi que le droit à la vie tel que protégé par l'article 2 de cette même Convention¹²²². Il conclut que le risque d'atteinte à la vie de Suzanne Breen l'emporte sur l'intérêt de la justice à faire dévoiler ses sources, notamment au vu l'incapacité du service de police d'Irlande du Nord à garantir la sécurité de cette journaliste¹²²³.

Face à cette demande d'ordonnance de production dans le cadre d'enquêtes anti-terroristes, Breen est soutenue par son journal, le *Sunday Tribune*, et par de nombreuses organisations de défense des droits des journalistes au Royaume-Uni et à l'étranger¹²²⁴. À titre d'exemple, Patrick Corrigan, responsable d'*Amnesty International* en Irlande du Nord, exprime son inquiétude au sujet des implications du recours à la législation anti-terroriste pour un procès équitable¹²²⁵. Corrigan mentionne notamment le fait que Breen est dépourvue du droit d'accès à certaines preuves présentées par la police en session fermée, et par conséquent de toute possibilité d'y répondre¹²²⁶. Pour sa part, le syndicat national des journalistes appelle à manifester, le 11 juin 2009, devant la Haute Cour d'Irlande du Nord et le Bureau pour l'Irlande du Nord à Londres¹²²⁷. Il lance une pétition en ligne qui recueille plus de 5000 signatures d'individus et d'organisations, dont *Reporters sans frontières*¹²²⁸. Par ailleurs, le syndicat

¹²²¹ « [...] the court is faced with fundamental but competing interests, the investigation of the most serious of crime on the one part, and the most coveted right of any individual, the right to life, on the other part » : *Ibid.*, para. 17.

¹²²² *Ibid.*, para. 15, 33.

¹²²³ *Ibid.*, para. 42-43.

¹²²⁴ *Amnesty International*, « Amnesty Highlights Serious Concerns About Suzanne Breen Case to Woodward », le 10 juin 2009 [en ligne], <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/amnesty-highlights-serious-concerns-about-suzanne-breen-case-woodward> [consulté en août 2018] ; BREEN, Suzanne, « A Victory to Savor », in *The Sunday Tribune*, le 21 juin 2009, p. 13 ; MCINTYRE, Anthony, *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « Suzanne Breen Court Battle Wins International Support », le 28 mai 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/suzanne-breen-court-battle-wins-international-support/> [consulté en août 2018] ; *The Sunday Tribune*, « Terrorism has no Place in Modern Ireland », le 12 avril 2009, p. 17.

¹²²⁵ *Amnesty International*, « Amnesty Highlights Serious Concerns About Suzanne Breen Case to Woodward », *op. cit.*

¹²²⁶ *Ibid.*

¹²²⁷ BREEN, Suzanne, « A Victory to Savor », in *The Sunday Tribune*, le 21 juin 2009, p. 13 ; *National Union of Journalists*, « Court Date Set for Suzanne Breen Case », le 5 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/court-date-set-for-suzanne-breen-case/> [consulté en août 2018] ; *National Union of Journalists*, « Belfast and London Protest in Support of Suzanne Breen », le 11 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/belfast-london-protest-support-suzanne-breen/> [consulté en août 2018] ; *Reporters sans frontières*, « Belfast Court Ruling 'a victory for press freedom' », le 23 juin 2009 [en ligne], <https://rsf.org/en/news/belfast-court-ruling-victory-press-freedom> [consulté en août 2018] ; *The Sunday Tribune*, « Petition: We're Backing Suzanne », le 7 juin 2009 p. 16.

¹²²⁸ *Ibid.*

organise une conférence de presse le 26 mai 2009, pour faire connaître cette affaire¹²²⁹. Breen insiste à cette occasion sur le fait qu'elle préférera purger une peine de prison – pouvant aller jusqu'à cinq ans – plutôt que de divulguer ses sources en cas d'octroi de l'ordonnance de production par la Haute Cour¹²³⁰. En effet, Jeremy Dear, alors secrétaire-général du syndicat national des journalistes, félicite Breen pour son respect du code de conduite de l'organisation¹²³¹.

À l'échelon international, Aidan White, alors secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (*European Federation of Journalists*), dénonce une campagne d'« intimidation juridique », qui remet en cause le droit à la vie des journalistes d'investigation, et favorise une culture du secret¹²³². Il souligne l'affaire concernant Breen lors de la première conférence du Conseil de l'Europe des Ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication, le 28 mai 2009¹²³³. Parmi les résolutions adoptées, les Ministres insistent sur les développements en matière de législation contre le terrorisme dans les États membres du Conseil de l'Europe, et leur impact sur la liberté d'expression et d'information :

*En conséquence, nous [...] Décidons d'examiner régulièrement notre législation et/ou notre pratique nationales pour veiller à ce que tout impact des mesures de lutte contre le terrorisme sur le droit à la liberté d'expression et d'information soit conforme aux normes du Conseil de l'Europe, avec une attention particulière portée à la jurisprudence de la Court [sic.] européenne des droits de l'homme.*¹²³⁴

¹²²⁹ MCKITTRICK, David, « Prison or Death: The Choice Facing Editor with a Hotline to the Real IRA », in *The Independent*, le 12 juin 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/prison-or-death-the-choice-facing-editor-with-a-hotline-to-the-real-ira-1703208.html> [consulté en août 2018] ; PONSFORD, Dominic, « Suzanne Breen: 'I'll go to jail rather than give up source' », in *Press Gazette*, le 27 mai 2009 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/suzanne-breen-ill-go-to-jail-rather-than-give-up-source/> [consulté en août 2018].

¹²³⁰ *Ibid.*

¹²³¹ *National Union of Journalists*, « Artists and Politicians Support Suzanne Breen Campaign », le 8 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/artists-and-politicians-support-suzanne-breen-campaign/> [consulté en août 2018].

¹²³² « Legal intimidation » : *National Union of Journalists*, « Suzanne Breen Court Battle Wins International Support », *op. cit.*

¹²³³ *European Council*, « 1st Council of Europe Conference of Ministers Responsible for Media and New Communication Services, A New Notion of Media? (28 and 29 May 2009, Reykjavik, Iceland) Political Declaration and Resolutions », mai 2009 [en ligne], <https://www.coe.int/en/web/freedom-expression/reykjavik> [consulté en août 2018] ; *National Union of Journalists*, « Suzanne Breen Court Battle Wins International Support », *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « Council of Europe Ministers Call for Review of Anti-Terror Laws », le 29 mai 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/council-europe-ministers-call-for-review-anti-terror-laws/> [consulté en août 2018].

¹²³⁴ [traduction en langue française fournie par la Commission européenne] « We therefore [...] Resolve to review our national legislation and/or practice on a regular basis to ensure that any impact of anti-terrorism measures on the right to freedom of expression and information is consistent with Council of Europe standards, with a particular emphasis on the case law of the European Court of Human Rights » : *European Council*, « 1st Council of Europe Conference of Ministers Responsible for Media and New Communication Services, A New Notion of Media ? (28 and 29 May 2009, Reykjavik, Iceland) Political Declaration and Resolutions », *op. cit.*, p. 12.

Par ailleurs, Breen bénéficie du soutien de la presse nationale dans la mesure où la présentation de cette affaire se focalise sur la mise en danger de la vie de la journaliste et le principe de la protection des sources¹²³⁵. À titre d'exemple, un éditorial du *Guardian* ne laisse aucun doute quant à sa position, comme en témoigne son choix de titre : « Éloge à... Suzanne Breen »¹²³⁶. Le partage des opinions et motivations des groupes paramilitaires dans la sphère publique, sans pour autant exonérer ces derniers, est posée fermement comme une nécessité. Les actions du service de police d'Irlande du Nord à l'encontre de la journaliste sont présentées comme étant le fruit de leur incompétence.

Au moment du jugement final le 18 juin 2009, la presse nationale ne manque pas de présenter la décision comme une grande victoire pour la reconnaissance de la protection des sources journalistiques, face aux ordonnances de production telles que prévues par la loi sur le terrorisme de 2000 dans le cadre d'enquêtes policières anti-terroristes¹²³⁷. Dans un article de pleine page, paru dans le *Sunday Tribune*, Breen insiste sur la création d'un précédent majeur malgré l'immédiateté des événements :

*C'était une décision historique. Burgess a reconnu non seulement que la remise du matériel mettrait ma vie en danger par la Véritable armée républicaine irlandaise, mais que le concept même de la confidentialité journalistique à l'égard des sources était protégé par la loi [...] C'est la première fois depuis [l'adoption de] la loi portant sur le terrorisme de 2000 que la protection des sources a été consigné dans un jugement [...] Dans le cas précédent à l'encontre de Shiv Malik concernant des sources islamiques, la police a gagné.*¹²³⁸

¹²³⁵ Voir par exemple : DOWELL, Ben, « Suzanne Breen : Defending Journalists' Right to Defend Sources », in *The Guardian*, le 11 juin 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/jun/11/suzanne-breen-profile> [consulté en août 2018] ; *The Evening Standard*, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », *op. cit.* ; MCKITTRICK, David, *op. cit.* ; *The Telegraph*, « Informing Police about Soldiers' Murders 'Would Put Journalist at Risk from IRA' », le 12 juin 2009 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/northernireland/5513835/Informing-police-about-soldiers-murders-would-put-journalist-at-risk-from-Real-IRA.html> [consulté en août 2018].

¹²³⁶ *The Guardian*, « In Praise of... Suzanne Breen », le 11 juin 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/jun/11/in-praise-of-suzanne-breen> [consulté en août 2018].

¹²³⁷ Voir par exemple : MCDONALD, Henry, « Judge Upholds Journalist Suzanne Breen's Right to Withhold IRA Details », in *The Guardian*, le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/jun/18/suzanne-breen-ira> [consulté en août 2018] ; *The Belfast Telegraph*, « Journalist Suzanne Breen Wins Real IRA Secrecy Court Battle », le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.belfasttelegraph.co.uk/news/journalist-suzanne-breen-wins-real-ira-secrecy-court-battle-28483674.html> [consulté en août 2018] ; *The Independent*, « Journalist Suzanne Breen Wins Real IRA Secrecy Court Battle », le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/journalist-suzanne-breen-wins-real-ira-secrecy-court-battle-1708501.html> [consulté en août 2018].

¹²³⁸ « It was a landmark decision. Burgess recognised that not only would handing over the material place my life in danger from the Real IRA, but that the very concept of journalistic confidentiality regarding sources was protected in law [...] It's the first time since the 2000 Terrorism Act that protection of sources has been enshrined in a judgment [...] In the only previous case against Shiv Malik over Islamic sources, police won » : BREEN, Suzanne, « A Victory to Savour », in *The Sunday Tribune*, le 21 juin 2009, p. 13.

S'il est vrai que le seul précédent de ce type est l'affaire de *Malik v Manchester Crown Court and Others [2008] EWHC 1362 (Admin)*¹²³⁹, la brève allusion de Breen ne tient pas compte des limites de cette dernière décision pour la police. En tant que journaliste d'investigation indépendant, Shiv Malik travaillait sur un ouvrage dont la publication était prévue en 2009, au sujet de Hassan Butt¹²⁴⁰. Ce dernier étant soupçonné d'activités terroristes passées, le chef de la police de Manchester avait obtenu une ordonnance de production de tout matériel en rapport avec Butt et le projet de publication de Malik, le 31 mars 2008¹²⁴¹. Malik avait fait appel auprès de la Cour d'appel : le jugement rendu le 19 juin 2008 avait conclu que les termes de l'ordonnance étaient trop larges, dans ce cas précis, mais que le principe de protection des sources journalistiques n'était pas absolu, et qu'il s'agissait pour la Cour de déterminer l'équilibre face à l'intérêt de la justice tel qu'inscrit dans la loi sur le terrorisme de 2000¹²⁴².

Selon Tom Griffin, journaliste indépendant auprès du site Internet d'actualité politique *Open Democracy*, le ciblage de Suzanne Breen par le service de police d'Irlande du Nord s'insère dans une campagne plus large déterminée par l'obsession d'obtenir du matériel journalistique¹²⁴³. Il souligne l'importance du soutien moral et financier des organes de la presse, et les difficultés lorsque les journalistes indépendants ne bénéficient pas d'un tel soutien face aux pressions policières¹²⁴⁴. Cependant, il conclut que les tentatives infructueuses de mener à bien des ordonnances de production, tel qu'à l'encontre de Breen, ont été contreproductives pour la police¹²⁴⁵. Elles ont finalement permis d'établir une meilleure reconnaissance de la liberté de la presse¹²⁴⁶.

Malgré la complexité du conflit historique et continu dans l'île d'Irlande, l'affaire de Suzanne Breen montre une forte volonté d'affirmer l'indépendance des journalistes vis-à-vis des institutions, et d'éviter toute accusation d'instrumentalisation pouvant nuire à la crédibilité

¹²³⁹ *Manchester Crown Court and Others [2008] EWHC 1362 (Admin)*, le 19 juin 2008 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/Admin/2008/1362.html> [consulté en janvier 2018].

¹²⁴⁰ *Ibid.*, para. 1.

¹²⁴¹ *Ibid.*, para. 2-3.

¹²⁴² *Ibid.*, para. 109-111.

¹²⁴³ *BBC*, « Orde Quits NI Police for New Role », le 16 avril 2009 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/8000815.stm [consulté en novembre 2017] ; GRIFFIN, Tom, *op. cit.*

¹²⁴⁴ GRIFFIN, Tom, *op. cit.*

¹²⁴⁵ *Ibid.*

¹²⁴⁶ *Ibid.*

du journalisme¹²⁴⁷. Elle fait ressortir le souhait de distinguer le rôle des journalistes, qui consiste à recueillir des informations à des fins de partage dans la sphère publique, du travail de la police qui implique la recherche de preuves en vue de mener des poursuites¹²⁴⁸. Alors que le jugement en faveur de Breen va plus loin que celui de Malik, reconnaissant la primauté du droit à la vie de la journaliste en accord avec la Convention européenne¹²⁴⁹, l'évolution vers le principe d'un « privilège journalistique » reste sujette à des nuances liées à la stratégie anti-terroriste du Royaume-Uni¹²⁵⁰. En effet, suite à cette décision de justice, Breen évoque le risque d'un recours accru à la surveillance dissimulée des journalistes en vertu de la loi portant sur la réglementation des pouvoirs d'enquête de 2000¹²⁵¹. De telles pratiques sont avérées en 2014, en rapport avec deux enquêtes policières dites « Alice » et « Solar ». L'impact de la technologie de surveillance de masse sur les journalistes et les lanceurs d'alerte fera ainsi l'objet du chapitre suivant.

¹²⁴⁷ BREEN, Suzanne, « A Victory to Savour », *op. cit.*, p. 13 ; COOKE, Tim, « Paramilitaries and the Press in Northern Ireland », *op. cit.*, p. 75-90 ; ELMHIRST, Sophie, « Picking on Journalists is the Lowest Form of Police Work », in *Newstatesman*, le 21 mai 2009 [en ligne], <https://www.newstatesman.com/uk-politics/2009/05/police-breen-case-journalists> [consulté en août 2018] ; MCINTYRE, Anthony, *op. cit.*

¹²⁴⁸ *Ibid.*

¹²⁴⁹ *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, para. 42.

¹²⁵⁰ CRAM, Ian, « Regulating the Media: Some Neglected Freedom of Expression Issues in the United Kingdom's Counter-Terrorism Strategy », in *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, n° 2, 2006, pp. 335-355 ; *House of Commons Hansard*, « Journalists: International Protection », le 9 janvier 2019 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/commons/2019-01-09/debates/CA69B239-4204-4091-921A-718A393223A9/JournalistsInternationalProtection> [consulté en janvier 2019], vol. 652, colonnes 187WH-204WH ; PAPANDREA, Mary-Rose, *op. cit.*, pp. 533-535.

¹²⁵¹ BREEN, Suzanne, « A Victory to Savour », *op. cit.*, p. 13 ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.*

V Les journalistes et les lanceurs d’alerte à l’épreuve de la surveillance de masse

Depuis les années 2000, les évolutions en matière de stratégie anti-terroriste britannique (évoquées lors du chapitre précédent) sont sources de débat en raison de leur impact sur les droits et libertés individuels. Alors qu’un examen de proportionnalité doit s’appliquer à toutes mesures restrictives de liberté dans une société démocratique, cette période est marquée par un accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d’arrestation sans soupçon raisonnable, au nom de la sécurité nationale.

Il s’agit, dans un premier temps, d’analyser les débats concernant l’impact des mesures législatives qui autorisent les services de renseignement et les forces de l’ordre à procéder à des activités de surveillance dissimulée de tout individu, sans autorisation judiciaire ni mandat de perquisition. À cet égard, le risque de saisie de tout matériel journalistique nécessite une attention particulière en raison de l’effet dissuasif qu’il peut exercer sur les sources potentielles, effet nuisible à la liberté de la presse dans l’intérêt public. Dans un second temps, il convient d’examiner les révélations de 2014 concernant le détournement des pouvoirs anti-terroristes pour faire dévoiler des sources journalistiques de manière dissimulée dans le cadre de deux enquêtes policières liées à des scandales politiques : « Alice » et « Solar ».

La responsabilisation des autorités publiques nationales implique le contrôle parlementaire, le droit d’accès aux informations les concernant, et une presse libre de rendre compte de leurs agissements. Cependant, les divulgations de Snowden relatives aux programmes de surveillance de masse étatique en 2013 (déjà évoquées lors du chapitre III) suscitent un questionnement quant à la capacité du Parlement britannique à encadrer les actions du Gouvernement à l’ère numérique. Face au risque de normalisation de la surveillance de masse, il est nécessaire de procéder à une analyse des ripostes du journalisme d’investigation et des défenseurs des droits de l’homme. D’une part, il s’agit ici de mettre en contexte les trois affaires judiciaires *Big Brother Watch and Others v UK* (n° 58170/13, 62322/14, 24960/15), qui constituent collectivement la première contestation du cadre législatif des activités de surveillance de masse du Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l’homme depuis les révélations de Snowden. D’autre part, il convient d’examiner l’adaptation du journalisme, qui cherche à réaffirmer sa légitimité au service de l’intérêt public. Les révélations relatives aux « Panama Papers » et aux « Paradise Papers », en 2016 et 2017 respectivement, sont d’un intérêt particulier à ce sujet, car l’exploitation des documents provenant de fuites

massives anonymes témoigne d'une coopération au-delà des intérêts des publications concurrentielles, à l'échelle internationale.

5.1. L'impact de la lutte anti-terroriste sur les pouvoirs d'enquête et de surveillance depuis les années 2000

Compte tenu de l'importance des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation, sans soupçon raisonnable, conférés aux forces de police par les mesures législatives visant à éliminer tout risque d'acte terroriste, il convient d'en étudier l'impact sur le journalisme. Le cas d'un doctorant et d'une photjournaliste, qui ont subi indépendamment des contrôles et fouilles alors qu'ils se dirigeaient vers des manifestations à Londres en 2003, est d'un intérêt particulier à cet égard. En effet, l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, crée un précédent majeur concernant les insuffisances des garde-fous prévus contre les détournements des pouvoirs anti-terroristes. Cependant, les révélations de 2014 relatives à la surveillance dissimulée de journalistes afin de faire dévoiler leurs sources montrent l'insuffisance des protections contre les pratiques arbitraires, malgré l'importance de la liberté de la presse pour l'intérêt public.

5.1.1. L'accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation

Comme évoqué lors du chapitre précédent, la pratique du journalisme reste difficile dans le contexte du conflit en Irlande¹²⁵², et les organisations terroristes peuvent aller jusqu'à menacer la vie des journalistes, notamment lorsque ces derniers sont tenus de participer à des enquêtes policières anti-terroristes¹²⁵³. Le cas de Suzanne Breen¹²⁵⁴ montre ainsi qu'il n'est pas aisé pour les médias de proximité de publier des informations au sujet du conflit et des

¹²⁵² *Amnesty International*, « Northern Ireland: 'Free Press Under Threat,' Says Amnesty, as Investigative Journalists Face Further Police Questioning », *op. cit.* ; *European Federation of Journalists*, *op. cit.* ; MCCHRYSTAL, Ryan, *op. cit.*

¹²⁵³ *Committee to Protect Journalists*, « Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riot in Northern Ireland », *op. cit.* ; CUSACK, Jim, *op. cit.* ; *International Federation of Journalists*, « Northern Ireland: Freelance Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riots », *op. cit.* ; MCCHRYSTAL, Ryan, *op. cit.* ; MCDONALD, Henry, « Lyra McKee Obituary », *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « Murdered Reporter's Notes Deciphered », *op. cit.* ; WITCHEL, Elisabeth, *op. cit.*

¹²⁵⁴ *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000, [2009] NI Cty 4, County 117*, *op. cit.*, para. 1-5 ; *The Evening Standard*, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », *op. cit.*

organisations paramilitaires républicaines et loyalistes ; le rôle du journalisme d'investigation dans l'intérêt public est controversé¹²⁵⁵.

Cependant, au tournant du XXI^{ème} siècle, les débats politiques autour de la sécurité nationale au Royaume-Uni dépassent la situation irlandaise, pour être marqués par les évolutions du terrorisme à l'échelle internationale, comme en témoigne la focalisation des débats parlementaires anti-terroristes sur l'immigration et le droit d'asile¹²⁵⁶. La politique de défense britannique est traditionnellement conçue pour faire face à des menaces exceptionnelles, imminentes et identifiées¹²⁵⁷. Le glissement vers une politique de prévention, pour faire face à des risques dont certains restent non-identifiables, fait l'objet de controverses¹²⁵⁸. Dans une publication de 2007, Jon Moran, universitaire britannique spécialisé en études de sécurité, évoque le concept de « nationalisation de la vie privée » (*nationalization of private life*) pour expliquer l'érosion des droits et libertés en rapport avec la surveillance étatique¹²⁵⁹. Il estime que l'expansion des prérogatives de l'État est liée à la conception d'une société à risque (*a risk society*), où les citoyens sont perçus comme sources de danger potentiel¹²⁶⁰. Il prend comme exemple la transition de l'organisme de soutien pour enfants (*child support agency*) : d'un système de protection et d'assistance sociale régi par le droit civil, celui-ci a évolué vers un système de surveillance et de sanctions pénales sous le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher¹²⁶¹.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001 survenus à New York et Washington, des démocraties libérales telles que l'Australie, les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, adoptent une série de mesures législatives anti-terroristes¹²⁶². Des échanges sont

¹²⁵⁵ COOKE, Tim, *Prepared for War, Ready for Peace?: Paramilitaries, Politics and the Press in Northern Ireland*, op. cit., pp. 3-5 ; GRIFFIN, Tom, op. cit. ; HANITZSCH, Thomas, op. cit., pp. 6-7 ; LOYN, David, op. cit., p. 8.

¹²⁵⁶ HUYSMANS, Jef et BUONFINO, Alessandra, op. cit., p. 7 ; LUTZ, Brenda et LUTZ, James, op. cit., pp. 2-3 ; WILLIAMS, David, op. cit., pp. 683, 691-692.

¹²⁵⁷ BOAS, Ingrid et HAMMERSTAD, Anne, op. cit., pp. 1-27 ; SIMON, Stephanie, op. cit., pp. 157-173.

¹²⁵⁸ *Ibid.*

¹²⁵⁹ MORAN, Jon, « Generating More Heat than Light? Debates on Civil Liberties in the UK », in *Policing: A Journal of Policy and Practice*, vol. 1, n° 1, 2007 [en ligne], <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.576.9057&rep=rep1&type=pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 80-93, pp. 89-91.

¹²⁶⁰ *Ibid.*

¹²⁶¹ *Ibid.*

¹²⁶² ANYANWU, Chika, « Fear of Communicating Fear Versus Fear of Terrorism: A Human Rights Violation or a Sign of our Time? », in *International Journal of Speech-Language Pathology*, vol. 20, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17549507.2018.1419281> [consulté en décembre 2014], pp. 26-33, p. 28 ; HAUBRICH, Dirk, « September 11, Anti-Terror Laws and Civil Liberties: Britain, France and Germany Compared », in *Government and Opposition*, vol. 38, n° 1, 2003 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/44483014> [consulté en décembre 2014], pp. 3-28, p. 7-10 ; HENNING, Virginia, « Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: Has the United Kingdom Made a Valid Derogation from the European Convention of Human Rights? », in *American University International Law Review*, vol. 17, n° 6, 2002 [en ligne],

menés en toute urgence à l'initiative des États-Unis, et le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 1373 portant sur les mesures anti-terroristes, dès le 28 septembre 2001¹²⁶³. En dehors des quinze membres du Conseil, aucune concertation n'est menée avec les autres pays membres, et aucune contestation n'est enregistrée¹²⁶⁴. Le rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte anti-terroriste conduit une étude sur la base d'environ 640 rapports, émis par les États membres en application de cette résolution, entre 2001 et 2005¹²⁶⁵. Il conclut que les préoccupations des États membres se focalisent sur la lutte anti-terroriste, sans prendre en considération son impact sur la protection des droits de l'homme¹²⁶⁶. Par ailleurs, il conclut de même pour la période allant de 2005 à 2010, malgré la création du Conseil des droits de l'homme en 2006 et l'engagement de ce dernier à prendre en compte les droits de l'homme dans les questions relatives à l'application de la résolution 1373¹²⁶⁷.

Cette vague de mesures anti-terroristes à l'échelle internationale se démarque par la rapidité des mesures prises et leur interprétation potentiellement large¹²⁶⁸, d'où les vives critiques concernant l'érosion des libertés des citoyens (*civil liberties*) au sens des droits de l'homme reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'homme¹²⁶⁹. Kent Roach, juriste universitaire canadien, emploie le terme « hyper-législation » pour décrire cette situation¹²⁷⁰. En particulier, la primauté accordée à l'exécutif dans l'exercice de pouvoirs exceptionnels d'intervention remet en cause le principe de séparation des pouvoirs dans une société démocratique : selon le philosophe italien Giorgio Agamben, il s'agit de l'instauration, en Europe et aux États-Unis, d'un état d'exception constant (*state of exception*) en tant que modèle de gouvernance, impliquant des pratiques

digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1231&context=auilr [consulté en décembre 2014], pp. 1263-1297, pp. 1264-65 ; WILLIAMS, George, « A Decade of Australian Anti-Terror Laws », in *Melbourne University Law Review*, vol. 35, n° 3, 2011 [en ligne], www.mulr.com.au/issues/35_3/35_3_13.pdf [consulté en décembre 2014], pp. 1136-1176.

¹²⁶³ ROACH, Kent, *The 9/11 Effect: Comparative Counter-Terrorism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} édition, 2011, pp. 31-32 ; *United Nations Security Council, Resolution 1373 (2001)*, le 28 septembre 2001 [en ligne], https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1373%20%282001%29 [consulté en février 2015].

¹²⁶⁴ *Ibid.*

¹²⁶⁵ *United Nations General Assembly, Report of the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms While Countering Terrorism, A/65/258*, le 6 août 2010 [en ligne], <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/Terrorism-A-65-258.php> [consulté en février 2015], para. 42-44.

¹²⁶⁶ *Ibid.*

¹²⁶⁷ *Ibid.*

¹²⁶⁸ ANYANWU, Chika, *op. cit.*, p. 28 ; HAUBRICH, Dirk, *op. cit.*, pp. 7-10 ; MORAN, Jon, *op. cit.*, p. 81.

¹²⁶⁹ *Ibid.* ; HENNING, Virginia, *op. cit.*, pp. 1263-1297 ; *United Nations General Assembly, Universal Declaration of Human Rights*, adoptée le 10 décembre 1948 [en ligne], <https://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/> [consulté en septembre 2014], article 29 (2).

¹²⁷⁰ « hyper-legislation » : ROACH, Kent, *op. cit.*, p. 310.

autoritaires¹²⁷¹. Pour Helen Fenwick, juriste universitaire britannique, de telles mesures exceptionnelles ne doivent être empruntées que face à une menace imminente et sérieuse¹²⁷². Par ailleurs, elles doivent subir un examen de proportionnalité pour vérifier qu'elles ne dépassent pas les limites de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs recherchés, car elles vont à l'encontre des idéaux démocratiques en remettant en cause les droits tels qu'inscrits dans la loi portant sur les droits de l'homme de 1998¹²⁷³. Fenwick en conclut que la loi portant sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité et la sécurité (*Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001*) ne respecte pas ces conditions¹²⁷⁴, et qu'en tout état de cause, les mesures législatives préexistantes octroyaient déjà à l'État britannique une marge de manœuvre conséquente en matière d'enquête¹²⁷⁵.

Dès décembre 1995, le gouvernement conservateur de John Major demande à Anthony Lloyd, alors Lord juriste (*Law Lord*) à la Chambre des lords, de mener une étude indépendante au sujet de la nécessité d'une législation anti-terroriste permanente au Royaume-Uni¹²⁷⁶. Le cadre législatif préexistant est composé essentiellement de dispositions temporaires : la loi portant sur la prévention du terrorisme de 1989 (*Prevention of Terrorism Temporary Provisions Act 1989*), qui devait être renouvelée chaque année¹²⁷⁷, et les dispositions d'urgence portant sur l'Irlande du Nord¹²⁷⁸ dans le contexte du conflit des *Troubles*¹²⁷⁹. En accord avec le rapport de

¹²⁷¹ AGAMBEN, Giorgio, *State of Exception* [traduit de l'italien vers l'anglais par ATELL, Kevin], Chicago et Londres: The University of Chicago Press, 1^{ère} édition, 2005, pp. 1-2, 18-22 ; HALLSWORTH, Simon et LEA, John, « Reconstructing Leviathan: Emerging Contours of the Security State », in *Theoretical Criminology*, vol. 15, n° 2, 2011 [en ligne], www.academia.edu/download/46385813/HallsworthLea2011.pdf [consulté en janvier 2018], pp.141-157, p.142.

¹²⁷² FENWICK, Helen, « The Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: A Proportionate Response to 11 September? », in *The Modern Law Review*, vol. 65, n° 5, septembre 2002, pp. 724-762, p. 724-725.

¹²⁷³ *Ibid.*

¹²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 724-725, 762 ; *Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/24/contents> [consulté en octobre 2017].

¹²⁷⁵ *Ibid.* ; *Criminal Justice and Police Act 2001*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/16/contents> [consulté en octobre 2017] ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.* ; *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*

¹²⁷⁶ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, le 12 janvier 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus?i=001-96585> [consulté en janvier 2015], para. 27-28 ; *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, Londres : The Stationery Office, décembre 1998 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/legislation-against-terrorism-a-consultation-paper> [consulté en janvier 2015], introduction, para. 1-3 ; LLOYD, Anthony, *Inquiry into Legislation against Terrorism*, CM 3420, Londres : Stationery Office Books, vol. 1 et 2, 1^{re} édition, octobre 1996, vol. 1, p. v.

¹²⁷⁷ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 556 ; *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, introduction para. 1-5, chapitre 1, para. 1.1 ; *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act 1989 (repealed)*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/4/contents> [consulté en janvier 2015].

¹²⁷⁸ Voir par exemple : *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1973*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1973/53> [consulté en janvier 2015] ; O'CONNOR, Colm, « Strapped to the Mast: The Siren Song of Dreadful Necessity, the United Kingdom Human Rights Act and the Terrorist Threat », in GANI, Miriam et MATHEW, Penelope (eds.), *Fresh Perspectives on the 'War on Terror'*, 1^{re} édition, 2008, pp. 327-60, pp. 331-32.

¹²⁷⁹ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, p. 60.

Lloyd publié en 1996, le gouvernement travailliste de Tony Blair considère qu'il convient d'instaurer « une législation permanente à l'échelle du Royaume-Uni » suite à l'Accord de paix de 1998¹²⁸⁰. Il présente ce projet de réformes sous l'angle de la modernisation et de la rationalisation¹²⁸¹, prenant en compte l'évolution des méthodes terroristes, qui dépassent les frontières nationales¹²⁸² :

*L'objectif du gouvernement est de créer une législation à la fois efficace et proportionnée à la menace à laquelle le Royaume-Uni est confronté de la part de toutes formes de terrorisme – Irlandais, international et interne – et qui soit suffisamment flexible pour répondre à une menace en cours d'évolution.*¹²⁸³

Alors que toute définition du terrorisme se heurte aux multiples contextes historiques et appropriations idéologiques liés à ce terme¹²⁸⁴, c'est la définition de cette notion par la législation qui permet de limiter les pouvoirs policiers et la responsabilité pénale¹²⁸⁵. La première réforme en matière de terrorisme, adoptée sous le gouvernement de Tony Blair, est la loi portant sur le terrorisme de 2000¹²⁸⁶. Cette dernière fait l'objet de controverse quant à son impact sur les droits et libertés des citoyens, car elle comprend une définition du terrorisme plus large que par le passé¹²⁸⁷. En effet, la loi temporaire de 1989 portant sur la prévention du terrorisme donnait comme définition : « [...] l'usage de violence à des fins politiques, et incluant tout usage de violence en vue de soumettre le public, ou toute partie du public, à la

¹²⁸⁰ « permanent United Kingdom-wide legislation » : *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, introduction, para. 3 ; *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 28.

¹²⁸¹ *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, chapitre 1, para. 1.1.

¹²⁸² *Ibid.*, introduction, para. 6.

¹²⁸³ « The Government's aim is to create legislation which is both effective and proportionate to the threat which the United Kingdom faces from all forms of terrorism - Irish, international and domestic - which is sufficiently flexible to respond to a changing threat » : *Ibid.*, introduction, para. 8.

¹²⁸⁴ GOLDER, Ben et WILLIAMS, George, « What is 'Terrorism'? Problems of Legal Definition », in *University of New South Wales Law Journal*, vol. 27, n° 2, 2004 [en ligne], w.tamilnation.co/terrorism/terrorism_definition.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 270-295, p. 270 ; HOFFMAN, Bruce, « Defining Terrorism », in HOFFMAN, Bruce, *Inside Terrorism*, New York : Columbia University Press, 3^{ème} édition, 2017, pp. 1-42 ; *Home Office, The Definition of Terrorism: A Report by Lord Carlile of Berriew Q.C. Independent Reviewer of Terrorist Legislation*, CM7052, Londres : The Stationery Office, mars 2007 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/the-definition-of-terrorism-a-report-by-lord-carlile-of-berriew> [consulté en janvier 2015], p. 3, para. 6.

¹²⁸⁵ YOUNG, Reuven, *op. cit.*, p. 70.

¹²⁸⁶ ANDERSON, David, *The Terrorism Acts in 2013: Report of the Independent Reviewer on the Operation of the Terrorism Act 2000 and Part 1 of the Terrorism Act 2006*, Londres : The Stationery Office, juillet 2014 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/the-terrorism-acts-in-2013-july-2014/> [consulté en octobre 2017], para. 4.11-4.23 ; FENWICK, Helen, *op. cit.*, p. 724 ; *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, article 1 (1), (2), (3) ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », in *International Journal of Open Governments*, vol. 2, 2015 [en ligne], <http://ojs.imodev.org/index.php/RIGO/article/view/19/93> [consulté en octobre 2017], pp. 227-256, p. 234.

¹²⁸⁷ *Ibid.*

peur »¹²⁸⁸ tandis que la loi de 2000 portant sur le terrorisme fait référence à « [...] l'usage ou menace d'action », incluant des actions menées à l'extérieur du Royaume-Uni, ainsi que des motivations religieuses et/ou idéologiques¹²⁸⁹. L'article 44 de cette loi de 2000 accorde aux agents de police des pouvoirs accrus en matière de contrôle et de fouille s'ils « [...] estime[nt] que cela est opportun afin de prévenir des actes terroristes »¹²⁹⁰, ce qui rompt avec le principe bien établi de « soupçon raisonnable »¹²⁹¹. Les pouvoirs d'investigation visant à détecter ou éviter des infractions individuelles en cas de soupçon raisonnable sont bien ancrés¹²⁹², notamment en Angleterre et au Pays de Galles où ils remontent à la loi portant sur le vagabondage de 1824 (*Vagrancy Act 1824*)¹²⁹³. Cette dernière accordait aux policiers le pouvoir de fouiller et d'arrêter « [...] toute personne suspecte ou voleur reconnu »¹²⁹⁴.

Si l'Écosse et l'Irlande du Nord ont leurs propres spécificités historiques en matière de contrôle et de fouille¹²⁹⁵, l'accroissement de tels pouvoirs fait controverse à l'échelle du Royaume-Uni au tournant du XXI^{ème} siècle. C'est ce que démontre le rapport d'une enquête publique relative aux pratiques policières, publié en février 1999 suite au meurtre d'un adolescent noir, Stephen Lawrence, à Eltham (Londres), le 22 avril 1993¹²⁹⁶. Le rapport fait état

¹²⁸⁸ « [...] the use of violence for political ends, and includes any use of violence for the purpose of putting the public or any section of the public in fear » : *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act 1989 (repealed)*, *op. cit.*, article 20 (1).

¹²⁸⁹ « [...] the use or threat of action » : *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, section 1 (1), (2), (3).

¹²⁹⁰ « [...] considers it expedient for the prevention of acts of terrorism » : *Ibid.*, article 44 (3).

¹²⁹¹ « reasonable suspicion » : PARMAR, Alpa, « Stop and Search in London: Counter-Terrorist or Counter Productive? », in BOWLING, Ben et WEBER, Leanne (eds.), *Stop and Search: Police Power in Global Context*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2013, pp. 17-30. pp. 17-18.

¹²⁹² Voir par exemple : *Criminal Justice and Public Order Act 1994*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1994/33/contents> [consulté en janvier 2015], article 60 ; *Firearms Act 1968*, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1968/27/contents> [consulté en janvier 2015], article 47 ; *Misuse of Drugs Act 1971*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1971/38/contents/enacted> [consulté en janvier 2015], article 23 ; *Police and Criminal Evidence Act 1984*, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1984/60/contents> [consulté en janvier 2015], article 1.

¹²⁹³ DELSOL, Rebekah et SHINER, Michael, « Regulating Stop and Search: A challenge for police and community relations in England and Wales », in *Critical Criminology*, vol. 14, n° 3, 2006 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.473.2841&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2015], pp. 241-263, p. 243.

¹²⁹⁴ « [...] every suspected Person or reputed Thief » : *Vagrancy Act 1824*, Londres : George Edward Eyre et William Spottiswoode [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Geo4/5/83/section/4> [consulté en janvier 2015], article IV ; DELSOL, Rebekah et SHINER, Michael, *op. cit.*, p. 243.

¹²⁹⁵ Voir par exemple : BIGO, Didier et GUITTET, Emmanuel-Pierre, « Northern Ireland as Metaphor: Exception, suspicion and radicalization in the 'war on terror' », in *Security Dialogue*, vol. 42, n° 6, pp. 483-498, p. 485 ; HARKIN, Diarmaid et MURRAY, Kath, « Policing in Cool and Hot Climates: Legitimacy, power and the rise and fall of mass stop and search in Scotland », in *The British Journal of Criminology*, vol. 57, n° 4, 2017 [en ligne] <https://academic.oup.com/bjc/article-pdf/57/4/885/17638059/azw007.pdf> [consulté en décembre 2018], pp. 885-905, p. 885.

¹²⁹⁶ COTTLE, Simon, « Mediatized Public Crisis and Civil Society Renewal: The Racist Murder of Stephen Lawrence », in *Crime, Media, Culture: An International Journal*, vol. 1, n° 1, 2005 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.832.8008&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2015], pp. 49-71 ; MACPHERSON, William, *The Stephen Lawrence Inquiry*, CM 4262-I, le 24 février 1999 [en ligne],

de racisme institutionnalisé au sein de la police¹²⁹⁷ et souligne l'existence de discrimination raciale dans la mise en œuvre des contrôles et fouilles policières envers la population noire¹²⁹⁸. Malgré les soixante-dix recommandations émises¹²⁹⁹, ces pouvoirs restent parmi les plus contestés dans l'exercice du maintien de l'ordre au Royaume-Uni en raison de leur inefficacité dans la lutte anti-terroriste et la remise en cause des droits et libertés individuelles¹³⁰⁰. À titre d'exemple, le nombre de contrôles et de fouilles effectués en vertu de la loi portant sur le terrorisme de 2000, tel qu'enregistré par le Ministère de la justice, s'élève à 117 278 pour la période 2007-2008, comparé à 37 197 pour la période 2006-2007¹³⁰¹. Cette situation peut s'expliquer, en partie, par l'état d'alerte maximum enclenché suite au désamorçage de deux voitures piégées à Haymarket le 29 juin 2007¹³⁰². Cependant, le Ministère de l'Intérieur constate, en 2010, qu'un pourcentage infime de ces contrôles aboutit à des arrestations dues à des activités terroristes¹³⁰³.

La protection des sources est particulièrement mise en cause par ces pouvoirs accrus de contrôle et de fouille, dits pouvoirs de l'article 44 (*section 44 powers*), car les journalistes peuvent être sommés de remettre tout matériel en leur possession aux officiers¹³⁰⁴. En cas de

<https://www.gov.uk/government/publications/the-stephen-lawrence-inquiry#r38> [consulté en janvier 2015], p. 18, para. 1.1.

¹²⁹⁷ MACPHERSON, William, *op. cit.*, p. 52, para. 6.48, p. 365, para. 46.1.

¹²⁹⁸ *Ibid.*, p. 360, para. 45.8-10.

¹²⁹⁹ *Ibid.*, pp. 375-382.

¹³⁰⁰ BOWLING, Ben et CORETTA, Phillips, « Disproportionate and Discriminatory: Reviewing the Evidence on Police Stop and Search », in *The Modern Law Review*, vol. 70, n° 6, 2007 [en ligne], <https://www.kcl.ac.uk/law/research/ria-assets/Ben-Bowling-Modern-Law-Review-stopsearch.pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 936-961 ; *Human Rights Watch*, « Without Suspicion: Stop and Search Under the Terrorism Act 2000 », le 4 juillet 2010 [en ligne], <https://www.hrw.org/report/2010/07/04/without-suspicion/stop-and-search-under-terrorism-act-2000#> [consulté en janvier 2018] ; *Liberty*, « Section 44 Terrorism Act », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/justice-and-fair-trials/stop-and-search/section-44-terrorism-act> [consulté en janvier 2018] ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, pp. 17-30.

¹³⁰¹ *European Court of Human Rights*, « Information Note on the Court's Case-Law n° 126: Gillan and Quinton v the United Kingdom – 4158/05 », janvier 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus/?i=002-1158> [consulté en janvier 2015], para. 2 ; *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 84 ; *Ministry of Justice, Statistics on Race and the Criminal Justice System 2007/8: A Ministry of Justice publication under Section 95 of the Criminal Justice Act 1991*, Londres : Ministry of Justice Press Office, avril 2009, p. xi.

¹³⁰² TRAVIS, Alan [enregistrement audio], « Police: 'Stop and Search Disproportionately Targets Black and Asian People' », in *The Guardian*, le 1^{er} mai 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/audio/2009/may/01/stop-and-search-black-asian> [consulté en janvier 2015].

¹³⁰³ *Home Office*, « Home Office Statistical Bulletin: Operation of police powers under the Terrorism Act 2000 and subsequent legislation: Arrests, outcomes and stops & searches », le 10 juin 2010 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/statistics/operation-of-police-powers-under-the-terrorism-act-2000-and-subsequent-legislation-quarterly-update-december-2009> [consulté en janvier 2015], p. 15.

¹³⁰⁴ *Human Rights Watch*, « Without Suspicion: Stop and Search Under the Terrorism Act 2000 », *op. cit.* ; JENNINGS, Lewis, « Shooting the Messengers: An Overview of Index's Latest Published Work Including Three Reports on Media Freedom », in *Index on Censorship*, vol. 48, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0306422019840161> [consulté en mai 2019], pp. 106-108, p. 106 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? : The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 230.

non-coopération avec les autorités, les journalistes se trouvent ainsi face au risque de poursuites judiciaires¹³⁰⁵. Parmi les nombreux incidents entre journalistes et policiers dont font état les médias au cours des années 2000, il existe des témoignages de photojournalistes qui dénoncent des interférences injustifiées lors de leurs activités dans les lieux publics¹³⁰⁶. Ces faits surviennent notamment lors de la préparation de reportages sur des manifestations¹³⁰⁷. Étant donné que la prise de photographie est parfois liée à la planification d'attentats, les photojournalistes se trouvent ciblés en tant que terroristes potentiels¹³⁰⁸. Ce phénomène s'insère dans le contexte plus général des mesures anti-terroristes visant à éliminer tout risque d'acte terroriste¹³⁰⁹. Les organisations de défense du journalisme à l'échelle européenne et britannique, telles que la Fédération européenne des journalistes, le Syndicat national des journalistes et la Société britannique des photographes de presse (*British Press Photographers' Association*), dénoncent ainsi une criminalisation des pratiques journalistiques et appellent à la défense de la liberté de la presse¹³¹⁰.

Après deux ans de dialogue impliquant le Syndicat national des journalistes, le Centre pour le journalisme d'investigation (*Centre for Investigative Journalism*) et la Société britannique des photographes de presse, la police de la métropole du Grand Londres adopte, en mars 2006, des lignes directrices visant à améliorer ses rapports avec les journalistes¹³¹¹. La Société des chefs de police (*Association of Chief Police Officers*) abonde en ce sens, au nom de

¹³⁰⁵ WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 230.

¹³⁰⁶ PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, « 'No Credible Photographic Interest': Photography Restrictions and Surveillance in a Time of Terror », in *Philosophy of Photography*, vol. 1, n° 2, 2010 [en ligne], www.academia.edu/download/2022331/No_Credible_Photographic_Interest_Palmer_and_Whyte.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 177-195, p. 178 ; SIMON, Stephanie, *op. cit.*, pp. 161-163.

¹³⁰⁷ *Ibid.*

¹³⁰⁸ SIMON, Stephanie, *op. cit.*, p. 163.

¹³⁰⁹ WALKER, Clive, « Intelligence and Anti-Terrorism Legislation in the United Kingdom », in *Crime, Law and Social Change*, vol. 44, n° 4-5, 2005, pp. 387-422, p. 387.

¹³¹⁰ CROOK, Tim, « Protect Journalists' Sources or Give up on British Democracy », in *The Journal: Magazine of the Chartered Institute of Journalists*, printemps 2014 [en ligne], <https://cioj.org/thejournal/uploads/2016/06/Journal-Spring-2014.pdf> [consulté en novembre 2017], pp. 1-16, pp. 1, 3 ; *National Union of Journalists*, « Hundreds Demonstrate Right to Photograph in London », le 16 février 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/hundreds-demonstrate-right-to-photograph-london/> [consulté en janvier 2015] ; PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, *op. cit.*, p. 178 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, pp. 230-237.

¹³¹¹ *British Press Photographers' Association*, « Metropolitan Police Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <https://thebppa.com/metropolitan-police-media-guidelines/> [consulté en février 2015] ; *Editorial Photographers United Kingdom and Ireland*, « Resources: ACPO Police-Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <http://www.epuk.org/resources/acpo-police-media-guidelines> [consulté en janvier 2015] ; *National Union of Journalists*, *ACPO Police and Media Guidance*, le 21 juillet 2007 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/documents/acpo-police-and-media-guidance/> [consulté en janvier 2015] ; ROWLANDS, Max, « Statewatch Analysis: Media Freedoms in the UK Curtailed by Police 'Culture of Suspicion' and Double Standards », in *Statewatch Journal*, vol. 18, n° 3, 2009 [en ligne], <http://www.statewatch.org/analyses/no-73-uk-police-press-and-protests.pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 1-6, p. 1.

l'ensemble des forces de l'ordre, à partir d'avril 2007¹³¹². Parmi les principes énoncés, il est rappelé que les médias n'ont pas besoin d'obtenir une autorisation pour photographier ou filmer dans des lieux publics¹³¹³. Malgré cet accord, les tensions persistent, comme en témoigne l'adoption à l'unanimité d'une résolution portée par le Syndicat national des journalistes, à l'occasion de la rencontre annuelle du Congrès des syndicats (*Trades Union Congress*) à Brighton, le 9 septembre 2008¹³¹⁴. Cette résolution dénonce notamment l'impact de la loi portant sur le terrorisme de 2000 pour le journalisme indépendant, tel que le risque d'emprisonnement en cas de non-révélation des sources, et cite explicitement les cas de Shiv Malik et Robin Ackroyd (déjà évoqués dans le chapitre précédent)¹³¹⁵. Elle insiste sur la nécessité de médias libres dans une société démocratique, sur le rôle des lanceurs d'alerte, sur la protection des sources journalistiques dans l'intérêt public et l'obligation de respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme¹³¹⁶.

Afin de défendre le droit de photographier dans les lieux publics, un groupe de lobbying, *Je suis photographe, et non terroriste ! (I'm a Photographer, Not a Terrorist!)*, est créé le 8 août 2009, à l'occasion d'un évènement à l'espace d'art alternatif *The Foundry* (Londres)¹³¹⁷, avec pour devise : « La photographie est menacée. Dans tout le pays, toute personne munie d'un appareil photo est ciblée en tant que terroriste potentiel. Cette campagne s'adresse à tous ceux qui attachent une grande valeur à la liberté de la presse illustrée »¹³¹⁸. De nombreuses mobilisations-éclair devant des lieux publics sont organisées, telle qu'une rencontre de plus de 300 photojournalistes, le 16 février 2009, pour prendre des photographies devant New Scotland

¹³¹² *Editorial Photographers United Kingdom and Ireland, op. cit.*

¹³¹³ *Ibid.*

¹³¹⁴ ROWLANDS, Max, *op. cit.*, p. 1 ; *Trades Union Congress*, « Congress Report 2008: The 140th Annual Trades Union Congress », du 8 au 11 septembre 2008 [en ligne], <https://www.tuc.org.uk/events/national/tuc-congress-2008> [consulté en février 2015].

¹³¹⁵ *Ibid.*

¹³¹⁶ *Ibid.*

¹³¹⁷ COOMES, Phil, « I'm a Photographer... », in *BBC*, le 11 août 2009 [en ligne], https://www.bbc.co.uk/blogs/photoblog/2009/08/im_a_photographer.html [consulté en janvier 2015] ; HEIFERMAN, Marvin, « A Photographer, Not a Terrorist », in *Smithsonian Institute Archives*, le 11 mars 2010 [en ligne], <https://siarchives.si.edu/blog/photographer-not-terrorist> [consulté en janvier 2015] ; HURD, Jess, PARKINSON, Jason, SMITH, Grant, VALLÉE, Marc, WARREN, Jonathan, *I'm a Photographer, Not a Terrorist! A Brief History*, 2010 (brochure papier).

¹³¹⁸ « Photography is under attack. Across the country anyone with a camera is targeted as a potential terrorist. This campaign is for everyone who values visual imagery press freedom » : *I'm a Photographer, Not a Terrorist!* « Contact Us », date non indiquée [en ligne], <https://phnat.org/> [consulté en janvier 2015].

Yard (Londres)¹³¹⁹, ou encore une manifestation rassemblant environ 3000 personnes à Trafalgar Square (Londres), le 23 janvier 2010¹³²⁰.

Le 12 janvier 2010, la Cour européenne rend un jugement clé dans *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, d'après lequel les articles 44 et 45 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 constituent une ingérence disproportionnée dans le droit à la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention¹³²¹. Les garde-fous prévus par la législation britannique sont considérés comme insuffisants pour « [...] constituer un véritable frein aux larges pouvoirs accordés à l'exécutif »¹³²². Dans cette affaire qui remonte au 9 septembre 2003, un doctorant et une photjournaliste ont subi indépendamment des contrôles et fouilles alors qu'ils se dirigeaient vers des manifestations devant un salon des armes tenu aux Docks de Londres par un fournisseur spécialisé, *Defence Systems and Equipment International*¹³²³. Selon le premier requérant, Kevin Gillan, les deux policiers qui l'ont arrêté font valoir la présence d'un grand nombre de manifestants et l'éventualité de désordre¹³²⁴. Alors que le second requérant, Pennie Quinton, est clairement identifiable en tant que photjournaliste par sa tenue, appareil photographique et cartes de presse, il lui est demandé de cesser de filmer¹³²⁵. Finalisé le 28 juin 2010, ce jugement annonce la fin, en pratique, du recours aux pouvoirs de contrôle et de fouille sans soupçon raisonnable au Royaume-Uni¹³²⁶. Les articles 44 à 47 sont abrogés et remplacés par des dispositions incluant le principe de soupçon raisonnable sous l'article 47A de la loi portant sur la protection des libertés de 2012 (*Protection of Freedoms Act 2012*)¹³²⁷. Selon

¹³¹⁹ *National Union of Journalists*, « Hundreds Demonstrate Right to Photograph in London », *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « London Rally Focuses on Civil Liberties and Press Freedom », le 14 avril 2010 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/london-rally-focuses-civil-liberties-and-press-freedom/> [consulté en janvier 2015] ; PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, *op. cit.*, p. 178.

¹³²⁰ *BBC*, « Photographers Protest Over UK Terror Search Laws », le 23 janvier 2010 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8476318.stm [consulté en février 2015] ; HURD, Jess, PARKINSON, Jason, SMITH, Grant, VALLÉE, Marc, WARREN, Jonathan, *op. cit.*

¹³²¹ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 87.

¹³²² IP, John, « The Reform of Counterterrorism Stop and Search after *Gillan v United Kingdom* », in *Human Rights Law Review*, vol. 14, n° 4, 2013 [en ligne], https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2175378 [consulté en février 2015], pp. 1-26, pp. 6-9 ; LEACH, Philip, *op. cit.*, p. 27.

¹³²³ « [...] to constitute a real curb on the wide powers afforded to the executive » : *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 79.

¹³²⁴ *Ibid.*, para. 8 ; *BBC*, « Arrests Over Arms Fair Protests », le 8 septembre 2003 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/london/3091854.stm [consulté en janvier 2018].

¹³²⁵ IP, John, *op. cit.*, p. 3.

¹³²⁶ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 8.

¹³²⁷ *Ibid.*, para. 9.

¹³²⁸ IP, John, *op. cit.*, pp. 9-10 ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, p. 19.

¹³²⁹ *Home Office*, « Codes of Practice on Counter-Terrorism Stop and Search Powers, Post-Charge Questioning and Related Matters », le 14 mai 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/codes-of-practice-on-counter-terrorism-stop-and-search-powers-post-charge-questioning-and-related-matters> [consulté en février 2015] ; IP, John, *op. cit.* ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, p. 19 ; *Protection of Freedoms Act 2012*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/9/part/4/crossheading/stop-and-search-powers-general/enacted> [consulté en décembre 2014], articles 59-62.

Quinton, cette affaire permet de « [...] démontrer les possibilités de détournement et le manque de responsabilisation du pouvoir »¹³²⁸.

L'arrêt rendu dans *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28* représente une grande victoire pour la presse britannique dans la mesure où il appelle à une meilleure responsabilisation des autorités¹³²⁹. Cependant, cette victoire est à nuancer car l'arrêt précise que les pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation dans les aéroports ne vont pas l'encontre du droit à la vie privée tel que protégé par l'article 8 de la Convention européenne¹³³⁰. En effet, l'arrêt constate qu'« un voyageur peut être considéré comme consentant à un tel contrôle par son choix de voyager »¹³³¹. Les contraintes à la liberté de circulation qu'implique cette exception pour les journalistes, et le risque de saisie de tout matériel journalistique, continuent à faire l'objet d'une controverse¹³³². En effet, l'annexe 7 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 permet aux autorités de déroger au principe de soupçon raisonnable dans les ports, aéroports et gares routières internationales¹³³³. C'est dans ce cadre que David Miranda est arrêté, le 18 août 2013, par des officiers de la branche spéciale anti-terroriste à l'aéroport de Heathrow (Londres), alors qu'il est en correspondance depuis l'Allemagne vers le Brésil aux frais du *Guardian*¹³³⁴. Miranda a en sa possession des documents électroniques cryptés fournis par Snowden, et a l'intention de les transmettre à son compagnon journaliste, Glenn Greenwald, au Brésil¹³³⁵. Il est détenu et interrogé pendant neuf heures, et l'ensemble de ses possessions

¹³²⁸ « [...] demonstrate the scope for misuse and lack of accountability of the power » : QUINTON, Pennie, « Danger of Tory Sus-Style Searches », in *The Guardian*, le 12 avril 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/libertycentral/2010/apr/12/sus-laws-tories-stop-search> [consulté en janvier 2015].

¹³²⁹ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 87.

¹³³⁰ *Ibid.*, para. 64.

¹³³¹ « An air traveller may be seen as consenting to such a search by choosing to travel » : *Ibid.*

¹³³² Voir par exemple : MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, pp. 1-11 ; *Reporters sans frontières*, « World Press Freedom Index 2013 », 2013 [en ligne], <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2013> [consulté en août 2014].

¹³³³ *Liberty*, « Schedule 7 », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/countering-terrorism/schedule-7> [consulté en octobre 2017] ; LOWE, David, « Surveillance and International Terrorism Intelligence Exchange: Balancing the Interests of National Security and Individual Liberty », in *Terrorism and Political Violence*, vol. 28, n° 4, 2014 [en ligne], <http://researchonline.ljmu.ac.uk/id/eprint/444/> [consulté en octobre 2017], pp. 1-32, p. 22-24 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 232.

¹³³⁴ *Ibid.* ; *The Guardian*, « Glenn Greenwald's Partner Detained at Heathrow Airport for Nine Hours », le 19 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/18/glenn-greenwald-guardian-partner-detained-heathrow> [consulté en octobre 2017] ; *World Association of Newspapers and News Publishers, Press Freedom in the United Kingdom*, Paris : WAN-IFRA, mars 2014 [en ligne], https://www.wan-ifa.org/sites/default/files/field_article_file/WAN_IFRA_UK_Press_Freedom_Rpt_March_2014.pdf [consulté en août 2014], p. 22.

¹³³⁵ *Ibid.* ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, pp. 230-237.

électroniques sont saisies à des fins d'examen¹³³⁶. L'un des avocats ayant contribué à l'adoption de ladite loi de 2000, Charles Falconer, précise que :

*L'annexe 7 ne permet pas de placer en garde à vue et d'interroger des journalistes simplement parce que l'État estime qu'ils ne devraient pas être en mesure de publier des contenus en raison des dommages pouvant résulter de la publication, ou parce qu'ils désapprouvent la provenance de l'information. L'État a outrepassé ses pouvoirs dans cette affaire. Plus tôt les tribunaux clarifieront ce point, mieux ce sera.*¹³³⁷

Par ailleurs, l'organisme professionnel du journalisme le plus ancien du monde (*Chartered Institute of Journalists*) adopte une résolution dès octobre 2013 pour dénoncer la saisie de documents confidentiels auprès des journalistes¹³³⁸. Cependant, la presse traditionnelle conservatrice choisit de mettre l'accent sur la sécurité nationale, malgré le fort intérêt public lié aux révélations de Snowden¹³³⁹. Cette présentation médiatique se situe dans un contexte où la presse traditionnelle conservatrice donne à voir une hostilité au *Guardian* (point déjà évoqué dans le chapitre III)¹³⁴⁰. Suite aux recours judiciaires de Miranda¹³⁴¹, le jugement de la Cour d'appel d'Angleterre et du Pays de Galles du 19 janvier 2016 conclut que le paragraphe 2(1) de l'annexe 7 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 est incompatible avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme¹³⁴². Il considère que les protections contre les pratiques arbitraires sont insuffisantes au vu de l'importance de la liberté de la presse pour l'intérêt public et, plus particulièrement, de celle de la protection des sources journalistiques¹³⁴³. Le jugement appelle ainsi le Parlement britannique à agir en conséquence¹³⁴⁴.

¹³³⁶ *Ibid.*

¹³³⁷ « Schedule 7 does not contain a power to detain and question journalists simply because the state thinks they should not be able to publish material because of the damage publication might do, or because they do not approve of where the information came from. The state has exceeded its powers in this case. The sooner the courts make this clear, the better » : FALCONER, Charles, « The Detention of David Miranda was an Unlawful Use of the Terrorism Act », in *The Guardian*, le 21 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/aug/21/terrorism-act-david-miranda-detention> [consulté en août 2014] ; *World Association of Newspapers and News Publishers*, *op. cit.*, p. 22.

¹³³⁸ CROOK, Tim, *op. cit.*, p. 3.

¹³³⁹ GLOVER, Stephen, « That Airport Arrest Troubles Me. But The Guardian's in Murky Waters Where Those Who Love Their Country Should Not Venture », in *The Daily Mail*, le 20 août 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2398470/The-Guardians-murky-waters-love-country-venture-says-STEPHEN-GLOVER.html> [consulté en septembre 2017] ; PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19.

¹³⁴⁰ *Ibid.*

¹³⁴¹ *Miranda v Secretary of State for the Home Department [2014] EWHC 255*, le 19 février 2014 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/david-miranda-v-1-secretary-state-home-department-2-commissioner-police-metropolis/> [consulté en octobre 2017].

¹³⁴² *R (on application of Miranda) v Secretary of State for the Home Department [2016] EWCA Civ 6*, le 19 janvier 2016 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/wp-content/uploads/2016/01/miranda-v-home-sec-judgment.pdf> [consulté en octobre 2017], para. 100-119.

¹³⁴³ *Ibid.*

¹³⁴⁴ *Ibid.*, para. 119.

Cependant, le bien-fondé du recours à la législation anti-terroriste pour saisir du matériel journalistique ne cesse de faire débat, comme en témoigne l'analyse du juriste universitaire Clive Walker, dans le cadre du dernier rapport annuel en date de l'enquêteur indépendant de la législation anti-terroriste¹³⁴⁵. Il attire l'attention sur les dangers inhérents à une absence de responsabilisation quant à la définition du terrorisme, car ce sont les services qui sont chargés, en interne, de déterminer ce qui est qualifié d'acte terroriste, sans regard extérieur provenant des commissions d'enquêtes parlementaires par exemple¹³⁴⁶ :

*La responsabilité des méfaits a souvent été reconnue au terme de longues années par le biais de contestations judiciaires ou d'enquêtes publiques. Ce serait une erreur de permettre aux États d'éviter la désignation de terrorisme concernant leurs propres méfaits tout en leur permettant de l'appliquer largement à leurs ennemis.*¹³⁴⁷

L'élargissement des pouvoirs accordés aux services secrets, avec ou sans la coopération du secteur technologique, implique des questions d'insuffisance des contrôles démocratiques telles qu'évoquées par le Commissaire aux droits de l'homme, et ce à l'échelle des États membres de l'Union européenne¹³⁴⁸. Selon un manuel de sécurité du Ministère de la défense de 2001, classé restreint, et faisant l'objet d'une fuite par *Wikileaks* en 2009, les journalistes d'investigation figurent parmi les « menaces non-traditionnelles » à la sécurité nationale¹³⁴⁹. Il est précisé qu'il faut se protéger des journalistes au même titre que les services de renseignement étrangers, les groupes anti-terroristes, les anciens employés désabusés, les malfaiteurs¹³⁵⁰. C'est en 2014 qu'il s'avère que les services de police se servent de la législation anti-terroriste pour surveiller, et faire dévoiler, des sources journalistiques dans le cadre de deux enquêtes policières dites « Alice » et « Solar ».

¹³⁴⁵ WALKER, Clive, in HILL, Max, *The Terrorism Acts in 2017*, Londres : The Stationery Office, octobre 2018 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/terrorismacts2017/> [consulté en octobre 2018], pp. 133-134.

¹³⁴⁶ HAUBRICH, Dirk, *op. cit.*, p. 20.

¹³⁴⁷ « Accountability for misdeeds has often been wrung out years later by court challenges or official inquiries. It would be a mistake to allow states to eschew the designation of terrorism for their own misdeeds while allowing them the freedom to apply it broadly to their enemies » : WALKER, Clive, in HILL, Max, *op. cit.*, p. 145.

¹³⁴⁸ *Commissioner for Human Rights, Democratic and Effective Oversight of National Security Services*, Strasbourg : European Council, mai 2015 [en ligne], <https://book.coe.int/en/commissioner-for-human-rights/6682-pdf-democratic-and-effective-oversight-of-national-security-services.html> [consulté en octobre 2017], p. 5.

¹³⁴⁹ « non-traditional threats » : *Ministry of Defence*, « UK MoD Manual of Security Volumes 1, 2 and 3, Issue 2 », JSP 440, octobre 2001, archivé par *Wikileaks* [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/UK_MoD_Manual_of_Security_Volumes_1,_2_and_3_Issue_2,_JSP-440,_RESTRICTED,_2389_pages,_2001 [consulté en octobre 2017], pp. 15, 2302.

¹³⁵⁰ *Ibid.*

5.1.2. La découverte de la surveillance dissimulée des journalistes en 2014 : les enquêtes policières « Alice » et « Solar »

L'une des révélations de Snowden montre que le Quartier-général des communications du gouvernement a intercepté les courriels des journalistes d'organes tels que la *BBC*, *Reuters*, le *Guardian*, le *Sun*, lors d'un essai en novembre 2008¹³⁵¹. L'ampleur de telles ingérences dans les activités journalistiques reste inconnue, et la littérature concernant l'impact de la surveillance sur le rôle de chien de garde du journalisme est encore peu développée¹³⁵². D'après une étude internationale publiée en 2016, et incluant les témoignages de plus de quarante journalistes expérimentés, il résulte que ces derniers sont bien conscients des difficultés auxquelles ils doivent faire face en raison des atteintes à la vie privée, à la liberté de circulation, au droit d'accès à l'information¹³⁵³. Ils citent, à ce titre, des cas de harcèlement dans les aéroports, des contrôles physiques et sur Internet, ainsi que des menaces de poursuites en vertu des lois portant sur les secrets officiels, l'espionnage ou la trahison¹³⁵⁴.

Au Royaume-Uni, c'est la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 qui autorise les services de renseignement et les forces de l'ordre à procéder à des activités de surveillance dissimulée de tout individu, par le biais de mandats accordés par l'un des Ministres¹³⁵⁵. Conçue pour prendre en compte les évolutions technologiques liées à la communication dans la lutte anti-terroriste, cette loi régleme l'interception, l'acquisition et la divulgation des données recueillies¹³⁵⁶. Ces mesures ne nécessitent ni autorisation judiciaire ni mandat de perquisition, contrairement à ce qui est prévu en cas de fouilles et saisies physiques en vertu de la loi portant sur la police et les preuves criminelles de 1984 (*Police and Criminal Evidence Act 1984*)¹³⁵⁷. Par conséquent, les autorités ne sont pas tenues d'informer les

¹³⁵¹ BALL, James, « GCHQ Captured Emails of Journalists from Top International Media », in *The Guardian*, le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2015/jan/19/gchq-intercepted-emails-journalists-ny-times-bbc-guardian-le-monde-reuters-nbc-washington-post> [consulté en novembre 2017] ; *Edward Snowden Foundation*, « Journalists' Emails Posted on GCHQ Intranet », date non indiquée [en ligne], <https://edwardsnowden.com/fr/revelations/#journalists-emails-posted-on-gchq-intranet> [consulté en novembre 2017].

¹³⁵² BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, p. 335 ; MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, p. 2.

¹³⁵³ MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, pp. 1-11.

¹³⁵⁴ *Ibid.*, p. 5.

¹³⁵⁵ HOSEIN, Ian et WHITLEY, Edgar, *op. cit.*, pp. 858, 860 ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Home Affairs – First Report*, HC351, Londres : The Stationery Office, le 15 novembre 2001 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmhaff/351/35104.htm#a2> [consulté en décembre 2014], para 8 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, pp. 3, 5, 19, para. 2.9, 3.4, 4.2 ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.*, articles 5, 8(1), 8(4).

¹³⁵⁶ DENCIK, Lina et HINTZ, Arne, *op. cit.*, p. 5 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 2, para. 2.3 ; MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, pp. 125-132.

¹³⁵⁷ *Police and Criminal Evidence Act 1984*, *op. cit.* ; TOMLINSON et *Hacked Off*, « Newspaper Coverage of Police Misuse of RIPA Laws Shows Victims of Press Abuse Got a Raw Deal », le 28 octobre 2014 [en ligne],

journalistes des requêtes de saisie des données et des métadonnées de communications les concernant¹³⁵⁸. Ces requêtes peuvent être effectuées dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la prévention ou de la détection d'infractions graves, de la protection des intérêts économiques du Royaume-Uni, et dans le cadre de tout accord international d'entraide judiciaire¹³⁵⁹. Compte tenu des révélations de Snowden en 2013, la question se pose quant à la capacité du Parlement à cadrer les actions de l'État à l'ère numérique¹³⁶⁰. Selon un rapport du Commissaire à l'interception des communications, Anthony May, 514 608 notifications et autorisations ont été octroyées afin d'obtenir des données de communication en 2013, et le nombre d'individus ciblés n'est pas connu¹³⁶¹.

Le recours à la législation anti-terroriste pour surveiller les journalistes suscite de fortes réactions de la presse lorsqu'il apparaît au grand jour, le 2 septembre puis le 4 octobre 2014 respectivement, que la police s'en est servie à deux reprises pour faire dévoiler des sources journalistiques de manière dissimulée¹³⁶². Dans la première affaire, la police de la métropole du Grand Londres est chargée de mener une enquête dénommée « Alice », suite à un incident impliquant le député conservateur Andrew Mitchell, et des officiers de la protection diplomatique à Downing Street, le 19 septembre 2012¹³⁶³. Tom Dunn, rédacteur de la section politique du *Sun*, est à l'origine de plusieurs articles de presse à ce sujet dont le premier est publié le 21 septembre 2012¹³⁶⁴. Parmi les allégations, Mitchell aurait injurié les officiers, en les qualifiant de « plébéiens » (*plebs*), les désignant par là comme une classe inférieure de

<https://hackinginquiry.org/newspaper-coverage-of-police-misuse-of-ripa-laws-shows-victims-of-press-abuse-got-a-raw-deal/> [consulté en octobre 2014] ; WARD, Philip, *Access to Journalists' Sources*, n° 07440, Londres : House of Commons Library, le 17 mars 2015 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7440> [consulté en mars 2015], p. 4.

¹³⁵⁸ *Ibid.*

¹³⁵⁹ *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.*, article 5 (3).

¹³⁶⁰ MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, p. 126.

¹³⁶¹ MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 22, para. 4.14-4.16.

¹³⁶² CRAVEN, Nick, « How Police Hacked Mail on Sunday Phone », in *The Daily Mail*, le 4 octobre 2014 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2780809/How-police-hacked-Mail-Sunday-Officers-used-anti-terror-laws-seize-phone-records-identify-source-exposed-Chris-Huhne-s-speeding-points-fraud.html> [consulté en octobre 2014] ; KENNEDY, Paul, *op. cit.*, p. 4, para. 1.2, p. 6, para. 3.3 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 19, para. 4.2 ; PONSFORD, Dominic, « Police Seized Journalist's Phone Records in Order to Out Plebgate Whistleblowers », in *Press Gazette*, le 2 septembre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/police-seized-journalists-phone-records-order-out-plebgate-whistleblowers> [consulté en octobre 2014] ; WINTOUR, Patrick, « British Police's Use of RIPA Powers to Snoop on Journalists to be Reined in », in *The Guardian*, le 12 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2014/oct/12/police-ripa-powers-journalists-surveillance> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶³ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, pp. 25-26 ; *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », septembre 2014 [en ligne], <http://content.met.police.uk/News/Operation-Alice/1400026158081/1257246745756> [consulté en octobre 2014], p. 1, para. 1.1.

¹³⁶⁴ *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, p. 1, para. 1.1 ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, p. 219.

citoyens¹³⁶⁵. Face à l'ampleur médiatique que prend cette affaire qualifiée de « Plebgate » par la presse, Mitchell se voit contraint de démissionner des fonctions disciplinaires qu'il exerce au sein de son parti politique (*chief whip*)¹³⁶⁶. Il perd ensuite des poursuites en diffamation¹³⁶⁷. Ce n'est qu'en septembre 2014 qu'il s'avère que la police de la métropole du Grand Londres s'est servie de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 pour obtenir les données de téléphonie mobile concernant Tom Dunn pour faire dévoiler sa source à l'intérieur de la police¹³⁶⁸. Les données obtenues auprès de l'opérateur de téléphonie mobile font état d'appels vocaux et d'échanges de messages avec un agent de police, identifié ainsi comme étant James Glanville¹³⁶⁹. Ce dernier est arrêté le 31 janvier 2013 sur le soupçon de faute dans l'exercice de ses fonctions et d'entrave à la justice, son téléphone mobile ainsi que ses ordinateurs étant alors saisis pour être analysés¹³⁷⁰. Par ailleurs, le 27 janvier 2015, il est établi que contrairement au rapport officiel publié par la police, la surveillance dissimulée menée dans le cadre de l'enquête « Alice » ne se limitait pas à Tom Dunn : deux autres journalistes du *Sun*, Anthony France et Craig Woodhouse, avaient été également visés¹³⁷¹. Suite à une action menée par ce journal

¹³⁶⁵ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, pp. 25-26 ; MCVEIGH, Karen, « Plebgate PC Wins £80k Damages in Andrew Mitchell Libel Action », in *The Guardian*, le 4 mars 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2015/mar/04/plebgate-pc-80k-damages-libel-action-andrew-mitchell> [consulté en mars 2015] ; WINNETT, Robert, « In Full: Police log detailing Andrew Mitchell's 'pleb' rant », in *The Telegraph*, le 24 septembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/conservative/9564006/In-full-Police-log-detailing-Andrew-Mitchells-pleb-rant.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶⁶ EVANS, Martin, « Plebgate: Andrew Mitchell Gives Own Account of Downing Street Exchange », in *The Telegraph*, le 23 décembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9764186/Plebgate-Andrew-Mitchell-gives-own-account-of-Downing-Street-exchange.html> [consulté en octobre 2014] ; GRICE, Andrew et WRIGHT, Oliver, « Chief Whip Andrew Mitchell Resigns Over 'Plebgate' », in *The Independent*, le 20 octobre 2012 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/chief-whip-andrew-mitchell-resigns-over-plebgate-8218881.html> [consulté en octobre 2014] ; WINTOUR, Patrick et SYAL, Rajeev, « Andrew Mitchell Resigns Following Allegations he Called Police 'plebs' », in *The Guardian*, le 19 octobre 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/oct/19/andrew-mitchell-resigns-police-pleb> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶⁷ MCVEIGH, Karen, « Andrew Mitchell Loses Plebgate Libel Trial », in *The Guardian*, le 27 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2014/nov/27/pleb-andrew-mitchell-loses-libel-case> [consulté en novembre 2014] ; MCVEIGH, Karen, « Plebgate PC Wins £80k Damages in Andrew Mitchell Libel Action », *op. cit.*

¹³⁶⁸ *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, p. 25, para. 5.65.

¹³⁶⁹ *Ibid.*

¹³⁷⁰ *Ibid.*

¹³⁷¹ DUNN, Tom, « Met Police Illegally Seized Sun Journalist's Phone Records, Court Rules », in *The Sun*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/archives/news/882152/met-police-illegally-seized-sun-journalists-phone-records-court-rules/> [consulté en janvier 2016] ; O'CARROLL, Lisa, « Met Police Broke Law by Accessing Sun Reporter's Phone Records over Plebgate », in *The Guardian*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2015/dec/17/met-police-broke-law-by-accessing-sun-reporters-phone-records-over-plebgate> [consulté en janvier 2016] ; O'NEILL, Sean, « Police Hid Extent of Spying on Reporters During Plebgate », in *The Times*, le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-hid-extent-of-spying-on-reporters-during-plebgate-bk5wgjd0b2d> [consulté en janvier 2015] ; *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, PONSFORD, Dominic et TURVILL, William, « Two More Journalists Emerge as Police Spying Targets, Press Gazette Says: 'We've been misled by Met' », in *Press Gazette*,

conjointement avec les trois journalistes concernés, le tribunal des activités publiques de surveillance (*Investigatory Powers Tribunal*) conclut que le régime législatif en vigueur à cette époque-là ne protégeait pas suffisamment le principe de protection des sources journalistiques et l'intérêt public qui lui est lié¹³⁷².

Dans la deuxième affaire, la police de Kent ouvre une enquête dénommée « Solar », en mai 2011, dont le rapport est publié en octobre 2014¹³⁷³. Cette investigation concerne des allégations d'entraves à la justice publiées dans la presse¹³⁷⁴. Elle implique une juge, Constance Briscoe, un député libéral démocrate alors Ministre de l'énergie et du changement climatique, Christopher Huhne, et l'épouse de ce dernier, l'économiste Vicky Pryce¹³⁷⁵. Selon les premiers articles à ce sujet, parus dans le *Sunday Times* et le *Mail on Sunday* le 8 mai 2011, Huhne aurait demandé à des proches d'accepter à sa place la responsabilité d'un excès de vitesse survenu dans l'Essex le 12 mars 2003, pour éviter des points de pénalité¹³⁷⁶. Suite à la révélation de l'acceptation de la responsabilité de Pryce, le député est contraint de démissionner de sa fonction ministérielle le 3 février 2012¹³⁷⁷. Puis il est condamné, le 11 mars 2013, à huit mois d'emprisonnement pour entrave à la justice¹³⁷⁸. Huhne devient ainsi le premier député occupant une fonction ministérielle à purger une peine de prison depuis Jonathan Aitken en 1999¹³⁷⁹. Ce

le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/two-more-journalists-emerge-plebgate-police-ripa-targets-press-gazette-says-we-have-been-misled-met/> [consulté en janvier 2015].

¹³⁷² *News Group & Others v The Commissioner of Police of the Metropolis* [2015] UKIPTrib 14_176-H, le 17 décembre 2015 [en ligne], https://www.ipt-uk.com/docs/IPT_14_176_H.pdf [consulté en janvier 2016], para. 131.

¹³⁷³ HAMILTON, Fiona, « Police Used Secret Phone Records of Reporter's Source », in *The Times*, le 1^{er} octobre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-used-secret-phone-records-of-reporters-source-s5bqtg0wct5> [consulté en janvier 2018] ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Regulation of Investigatory Powers Act 2000 – Eighth Report of Session 2014-15*, HC 711, Londres : The Stationery Office Limited, le 6 décembre 2014 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmhaff/711/711.pdf [consulté en janvier 2018], pp. 3, 5; LAVILLE, Sandra, « Chris Huhne : How the Police Investigation Unfolded », in *The Guardian*, le 2 février 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/feb/02/chris-huhne-police-investigation-speeding-allegation> [consulté en janvier 2018].

¹³⁷⁴ *Ibid.*

¹³⁷⁵ *Ibid.*

¹³⁷⁶ OAKESHOTT, Isabel, « Huhne, my Ruthless Husband », in *The Sunday Times*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/huhne-my-ruthless-husband-rwbnrjz3q> [consulté en octobre 2014]; WALTERS, Simon, « Chris Huhne 'Asked Others to Take Speeding Points': Climate Change Secretary denies he pressurised others to admit motoring offences so he could keep his driving licence », in *The Mail on Sunday*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1384707/Chris-Huhne-asked-speeding-points-Ex-wife-Climate-Change-Secretary-claims-pressurised-people.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁷⁷ HUHNE, Christopher [enregistrement audiovisuel], in *BBC*, « Chris Huhne Quits Cabinet Over Speeding Claims Charge », le 3 février 2012 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-16866127> [consulté en octobre 2014] ; *Regina v Vasiliki Pryce and Christopher Huhne*, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-pryce-huhne-sentencing-remarks/> [consulté en octobre 2014], p. 2.

¹³⁷⁸ *Ibid.*

¹³⁷⁹ BROWN, Jonathan, « Chris Huhne and Ex-Wife Vicky Pryce Face Jail as Journalist Denies Helping to Entrap Former Lib Dem Cabinet Minister Over Speeding Offence », in *The Independent*, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/chris-huhne-and-ex-wife-vicky-pryce-face-jail-as-journalist-denies-helping-to-entrap-former-lib-dem-8528269.html> [consulté en octobre 2014] ; PULLMAN, Laura,

scandale politique est fortement médiatisé par le *Sunday Times* entre autres, et la police cherche à établir la vérité afin de mener des poursuites¹³⁸⁰. Succombant aux pressions, le journal livre du matériel journalistique aux enquêteurs¹³⁸¹. Dans un premier temps, le *Sunday Times* fait l'objet d'une ordonnance de production judiciaire, en juin 2011, à la demande des enquêteurs policiers, pour la remise d'un enregistrement vocal et d'un affidavit réalisé par Pryce¹³⁸². Dans un second temps, le journal fait l'objet d'une nouvelle ordonnance de production judiciaire, en octobre 2011, à la demande du service des poursuites judiciaires de la Couronne, pour la remise de courriels échangés entre Pryce et la rédactrice de la section politique du journal, Isabel Oakeshott¹³⁸³. Si le *Sunday Times* résiste à cette seconde demande en déposant une requête en révision judiciaire, il finit par céder le 20 janvier 2012¹³⁸⁴, comme en témoigne Oakeshott :

Livrer de longs échanges de courriels privés entre moi-même et Vicky était une toute autre affaire, cependant. J'ai été horrifiée lorsque la requête a été déposée par la police. Même si je ne crois pas que ces messages comportaient quoi que ce soit de non-professionnel, j'aurais choisi chaque mot avec soin si j'avais su que ce serait destiné

« Jonathan Aitken: I prayed in jail with blaggers, dippers and kitters. Now I'm going to be God's man inside », in *The Times*, le 3 juin 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/jonathan-aitken-i-prayed-in-jail-with-blaggers-dippers-and-kitters-now-im-going-to-be-gods-man-inside-9w2t272ks?region=global> [consulté en juin 2019].

¹³⁸⁰ CAMBER, Rebecca et GROVES, Jason, « PM Pledges Support for Chris Huhne as Police Review Accusations he Pressured Ex-Wife to Take his Speeding Points », in *The Daily Mail*, le 16 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1387423/Chris-Huhne-facing-police-probe-speeding-offence-Vicky-Pryce-taped-him.html> [consulté en octobre 2014] ; DILLON, David, « Oops! Maybe I WAS Driving After All: New pressure on Minister over speeding row as he admits he 'can't remember' where he was on day of offence », in *The Mail on Sunday*, le 22 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1389622/Mrs-Huhnes-licence--clean-3-points-New-pressure-Minister-speeding-offence-punishment.html> [consulté en octobre 2014] ; HUGHES, Mark et SWINFORD, Steven, « Chris Huhne: The night of the Speeding Penalty Points », in *The Telegraph*, le 17 mai 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/liberaldemocrats/8517682/Chris-Huhne-the-night-of-the-speeding-penalty-points.html> [consulté en octobre 2014] ; WILSON, Rob, *The Eye of the Storm: The View from the Centre of a Political Scandal*, Londres : Biteback Publishing, 1^{re} édition, 2014, pp. 75-76.

¹³⁸¹ OAKESHOTT, Isabel, « A Broken Woman », in *The Sunday Times*, le 10 mars 2013 [en ligne], www.thesundaytimes.co.uk/sto/newsreview/features/article1227000.ece [consulté en octobre 2014].

¹³⁸² OAKESHOTT, Isabel, « Secret Tape on Huhne Seized », in *The Sunday Times*, le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/secret-tape-on-huhne-seized-jsc0f7bsxnh> [consulté en octobre 2014] ; *The Guardian*, « Sunday Times Ordered to Hand Chris Huhne Tape to Police », le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2011/jun/26/sunday-times-chris-huhne-tape-police> [consulté en octobre 2014].

¹³⁸³ HUGHES, Mark et WARD, Victoria, « Police Demand Emails in Chris Huhne Speeding Points Case », in *The Telegraph*, le 28 octobre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/crime/8856807/Police-demand-emails-in-Chris-Huhne-speeding-points-case.html> [consulté en octobre 2014] ; OAKESHOTT, Isabel et PRYCE, Vicky, courriels archivés par *The Guardian*, « Combined E-mails sent between PRYCE and OAKESHOTT – Exhibit LJN/12A », le 7 mars 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/interactive/2013/mar/07/vicky-pryce-trial-prosecution-material> [consulté en janvier 2018].

¹³⁸⁴ BLOXHAM, Andy, « Chris Huhne May Be Charged Within Weeks: Chris Huhne will learn within weeks if he is to be charged with an offence after the Sunday Times agreed to give police access to key emails », in *The Telegraph*, le 20 janvier 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9027970/Chris-Huhne-may-be-charged-within-weeks.html> [consulté en octobre 2014].

*au public. Le Sunday Times a mené un combat vigoureux au tribunal. Mais au final un juge nous a obligés à céder la correspondance ainsi que des exemplaires de notre accord écrit avec Vicky. Cela dit, personne ne croyait que la police allait aboutir à quoi que ce soit.*¹³⁸⁵

La dernière phrase de cet extrait semble constituer un apport de circonstances atténuantes : elle tient à excuser la décision du *Sunday Times* de livrer ce matériel journalistique, malgré les poursuites judiciaires qui sont menées en conséquence, à l'encontre de la source, Vicky Pryce. Au final, cette dernière sera condamnée à huit mois de prison, tout comme son ancien époux, Huhne¹³⁸⁶.

Le *Mail on Sunday* se trouve également sous pression en rapport avec les allégations qu'il publie dans la mesure où le service des poursuites judiciaires de la Couronne et les avocats de la défense de Huhne réclament la remise de matériel journalistique, en février 2012¹³⁸⁷. Suite au refus de ce journal d'y acquiescer¹³⁸⁸, le service des poursuites dépose une demande d'ordonnance de production judiciaire¹³⁸⁹. Le *Mail on Sunday* cède du matériel dans le cadre de cette action, mais supprime l'identité de sa source, avec l'accord du juge, qui tient compte du principe de la protection des sources journalistiques telle que reconnue par la loi portant sur la police et les preuves criminelles de 1984¹³⁹⁰. Cependant, le 5 octobre 2014, le *Mail on Sunday* publie un article accusant la police d'avoir eu recours à la loi de 2000 portant sur la rétention des données et les pouvoirs d'enquête, pour faire dévoiler la source de manière dissimulée¹³⁹¹. Les enquêteurs auraient obtenu des données de communications téléphoniques du chef du service des nouvelles David Dillon, leur permettant d'identifier sa source, le journaliste indépendant Andrew Alderson, ainsi que le lien entre ce dernier et la juge Constance

¹³⁸⁵ « Handing over lengthy private email correspondence between myself and Vicky was an entirely different matter, however. I was horrified when it was requested by the police. While I do not believe those messages contained anything unprofessional, I would have chosen every word carefully if I'd known it would be for public consumption. The *Sunday Times* put up a vigorous fight in court. But eventually we were forced by a judge to give up the correspondence, along with copies of our written agreement with Vicky. Still, nobody thought the police would get anywhere » : OAKESHOTT, Isabel, « A Broken Woman », *op. cit.*

¹³⁸⁶ *Regina v Vasiliki Pryce and Christopher Huhne, op. cit.*, p. 5.

¹³⁸⁷ CRAVEN, Nick, *op. cit.*

¹³⁸⁸ *Ibid.*

¹³⁸⁹ *House of Commons Home Affairs Select Committee, Regulation of Investigatory Powers Act 2000 – Eighth Report of Session 2014-15, HC 711, op. cit.*, para. 4-6.

¹³⁹⁰ CRAVEN, Nick, *op. cit.* ; *Police and Criminal Evidence Act 1984, op. cit.*, article 13 ; SALTER, Lee, « Indy Media and the Law: Issues for Citizen Journalism », in ALLAN, Stuart et THORSEN, Einar (eds.), *Citizen Journalism: Global Perspectives*, 1^{re} édition, 2009, pp. 175-186, p. 177.

¹³⁹¹ CRAVEN, Nick, *op. cit.*

Briscoe¹³⁹². Ces révélations contribuent fortement à la condamnation de cette dernière à seize mois d'emprisonnement pour trois chefs d'accusations d'entrave à la justice¹³⁹³.

Les révélations de surveillance dissimulée à l'encontre des journalistes, en rapport avec ces deux scandales politiques autour de Andrew Mitchell et Christopher Huhne, sont très embarrassantes pour le gouvernement et entraînent, dès octobre 2014, des débats concernant la capacité de la presse à protéger ses sources à l'ère numérique¹³⁹⁴. En effet, la question se pose quant à l'adéquation de la législation pour limiter les pouvoirs de l'État¹³⁹⁵. Selon le journaliste indépendant, Nick Cohen : « En privé, la police raconte désormais aux journalistes qu'ils ont récupéré les relevés téléphoniques des journalistes dans chacune des enquêtes portant sur des fuites ces dix dernières années. Je les crois »¹³⁹⁶. En l'absence de transparence à ce sujet, la presse insiste sur la nuisance que représente tout détournement des pouvoirs anti-terroristes¹³⁹⁷. À titre d'exemple, le choix de sous-titre d'un éditorial du *Telegraph* fait référence au risque d'un effet dissuasif sur les sources potentielles dans l'intérêt public : « Si les lanceurs d'alerte ne se sentent pas en mesure de parler aux médias, alors de nombreux fléaux pourront rester cachés au sein de nos institutions »¹³⁹⁸. Le sous-titre d'un éditorial du *Guardian* appelle les parlementaires à mettre fin à tout abus : « La loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête est détournée pour mettre au jour les sources journalistiques. Le Parlement doit la renforcer »¹³⁹⁹. Le *Daily Mail* publie un plaidoyer en faveur de la protection des sources, rédigé par le député travailliste Keith Vaz, alors président de la commission parlementaire de la Chambre des communes sur les affaires intérieures (*Home Affairs Select Committee*)¹⁴⁰⁰. Par ailleurs, le

¹³⁹² *Ibid.*

¹³⁹³ *Regina v Constance Briscoe*, le 2 mai 2014 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-constance-briscoe/> [consulté en octobre 2014], para. 4.

¹³⁹⁴ MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, p. 125-126 ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, pp. 221-224.

¹³⁹⁵ *Ibid.*

¹³⁹⁶ « In private, the police now tell journalists that they have pulled reporters' phone records in every single leak inquiry in the last ten years. I believe them » : COHEN, Nick, *op. cit.*

¹³⁹⁷ TURVILL, William, « Guardian, Independent and Times Join Mail on Sunday, Sun and Daily Telegraph in Condemning RIPA Use Against Journalists », in *Press Gazette*, le 8 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/guardian-and-times-join-mail-sunday-sun-and-daily-telegraph-condemning-ripa-use-against-journalists/> [consulté en octobre 2014].

¹³⁹⁸ « If whistle-blowers do not feel able to speak to the media then so many evils may remain hidden within our institutions » : *The Telegraph*, « A Perfect Example of the Need for a Free Press », le 5 septembre 2014 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/leveson-inquiry/11077481/A-perfect-example-of-the-need-for-a-free-press.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁹⁹ « The Regulation of Investigatory Powers Act is being misused to unearth journalistic sources. Parliament must tighten it » : *The Guardian*, « The Guardian View on the Police and the Rights of the Press », le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/07/guardian-view-on-rights-of-police-and-press> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁰ VAZ, Keith, « No Whistleblower is Safe if Police Hack Data, Says Chairman of Home Affairs Select Committee KEITH VAZ », in *The Mail on Sunday*, le 5 octobre 2014 [en ligne],

magazine *Press Gazette*, et le Syndicat national des journalistes lancent une campagne intitulée « Sauver nos sources » (*Save our sources*)¹⁴⁰¹. Dans le cadre de ce mouvement, l'ensemble des rédacteurs en chef de la presse nationale signe une lettre de protestation adressée à David Cameron, alors Premier ministre, au sujet du besoin de protection des sources journalistiques face aux abus de surveillance étatique¹⁴⁰². Une pétition recueillant 1 731 signatures est adressée au Commissaire à l'interception des communications, Paul Kennedy, responsable de veiller à l'application de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000¹⁴⁰³.

Face à toutes ces pressions, le 6 octobre 2014, le Bureau du Commissaire à l'interception des communications annonce son intention d'ouvrir une enquête portant sur le recours à la législation anti-terroriste pour dévoiler l'identité des sources journalistiques¹⁴⁰⁴, dont le rapport est publié le 4 février 2015¹⁴⁰⁵. Quarante-quatre services policiers avaient refusé, précédemment, de communiquer à *Press Gazette* le nombre de recours à la législation anti-terroriste à l'encontre des journalistes dans le cadre d'une demande d'accès à l'information¹⁴⁰⁶. Cependant, le Commissaire exige la transmission de ces informations pour les trois années

<https://www.dailymail.co.uk/debate/article-2780835/No-whistleblower-safe-police-hack-data-says-chairman-Home-Affairs-Select-Committee-KEITH-VAZ.html> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰¹ PONSFORD, Dominic, « Imagine a World without Investigative Journalism, Because Soon you Might not Need to », in *The Independent*, le 8 octobre 2015 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/voices/comment/imagine-a-world-without-investigative-journalism-because-soon-you-might-not-have-to-9781683.html> [consulté en octobre 2015] ; *Press Gazette*, « Save our Sources: Press Gazette campaign to stop public authorities spying on journalists' phone records », le 11 septembre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/save-our-sources-press-gazette-campaign-stop-uk-public-authorities-secretly-obtaining-journalists/> [consulté en octobre 2014] ; *Press Gazette*, « Every UK National Newspaper Editor Urges Prime Minister to Stop RIPA Spying on Journalists », le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/every-national-newspaper-editor-dacre-rusbridger-signs-save-our-sources-protest-letter> [consulté en janvier 2015] ; WARD, Philip, *op. cit.*, p. 3.

¹⁴⁰² *Ibid.*

¹⁴⁰³ *Press Gazette*, pétition archivée par *Change.org*, « Save our Sources Campaign Update from Press Gazette », le 22 septembre 2014 [en ligne], <https://www.change.org/p/interception-of-communications-commissioner-sir-paul-kennedy-please-take-action-to-ensure-the-regulation-of-investigatory-powers-act-is-not-used-by-public-authorities-to-secretly-obtain-journalists-phone-records-and-identify-confidential-sources/u/8221745> [consulté en juin 2019] ; PONSFORD, Dominic, « Keep up the Pressure to Save our Sources », in *National Union of Journalists*, le 14 octobre 2014 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/keep-up-the-pressure-to-save-our-sources/> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁴ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Launches Inquiry into the Use of RIPA Powers to Acquire Communications Data Relating to the Confidential Sources of Journalists*, le 6 octobre 2014 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20inquiry%20into%20use%20of%20comms%20data%20to%20identify%20journalistic%20sources.pdf> [consulté en octobre 2014] ; WARD, Philip, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴⁰⁵ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 of Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, le 4 février 2015 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20Communications%20Data%20Journalist%20Inquiry%20Report%204Feb15.pdf> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁶ TURVILL, William, « More than 40 Police Forces Refuse to Reveal Uses of RIPA Against Journalists 'with 11 Citing National Security' », in *Press Gazette*, le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/more-than-40-police-forces-refuse-to-reveal-uses-of-ripa-against-journalists-with-11-citing-national-security/> [consulté en octobre 2014].

précédentes, ce qui permet d'établir que dix-neuf services policiers déclarent avoir mené trente-quatre enquêtes impliquant le recours à cette législation à l'égard de 105 journalistes et 242 sources¹⁴⁰⁷. Le Commissaire en conclut notamment que la majorité des demandes de surveillance est liée à des allégations de conduite criminelle de la part d'agents publics ou d'affaires où les médias ont volontairement rendu des données à la police¹⁴⁰⁸. Il souligne l'absence de consignes précises quant à la manière d'aborder les questions de nécessité et de proportionnalité de la collecte de données en rapport avec des journalistes¹⁴⁰⁹, ainsi que le manque de considération pour le droit à la liberté d'expression car les services policiers « [...] n'ont pas prêté l'attention nécessaire à l'article 10 de la Convention » lors de ces requêtes¹⁴¹⁰. Compte tenu de cette situation, il propose que le pouvoir d'autoriser l'acquisition de données concernant les journalistes soit attribué à un juge, et non plus à l'un des Ministres¹⁴¹¹.

Parallèlement à l'enquête du Commissaire à l'interception des communications, l'évaluateur indépendant de la législation anti-terroriste, David Anderson, est appelé à susciter un débat public éclairé et à proposer des réformes¹⁴¹². Son bilan annuel, publié en juin 2015, comprend 124 recommandations¹⁴¹³. Il conclut que la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 est opaque depuis son adoption, que les nombreuses modifications qui y ont été apportées au fil du temps ont aggravé cette situation, et que certains des pouvoirs octroyés ne sont pas accompagnés de garde-fous statutaires¹⁴¹⁴. Par ailleurs, il considère que cette situation est « [...] anti-démocratique, non-nécessaire et – à long terme – intolérable »¹⁴¹⁵. Ce rapport contribue au projet de loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016, appelée péjorativement « la Charte des fouineurs » (*Snoopers' Charter*) par la presse¹⁴¹⁶. Malgré une pétition en ligne à son encontre, recueillant plus de 100 000 signatures¹⁴¹⁷, cette loi

¹⁴⁰⁷ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 of Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, op. cit., pp. 7, 29, 39.

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 35.

¹⁴⁰⁹ *Ibid.*, p. 36.

¹⁴¹⁰ « [...] did not give due consideration to Article 10 of the Convention » : *Ibid.*, p. 36.

¹⁴¹¹ *Ibid.*, pp. 36-37.

¹⁴¹² ANDERSON, David, *A Question of Trust: Report of the Investigatory Powers Review*, Londres : The Stationery Office, juin 2015 [en ligne], <https://www.daqc.co.uk/wp-content/uploads/sites/22/2015/06/IPR-Report-Print-Version.pdf> [consulté en juin 2019], p. 1, para. 3.

¹⁴¹³ *Ibid.*, pp. 285-306.

¹⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 8, para. 35.

¹⁴¹⁵ « [...] undemocratic, unnecessary and – in the long run – intolerable » : *Ibid.*, p. 8, para. 35.

¹⁴¹⁶ Voir par exemple : KROL, Charlotte, « What is the Snoopers' Charter », in *The Telegraph*, le 13 juin 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/terrorism-in-the-uk/11973691/What-is-the-snoopers-charter.html> [consulté en juin 2016] ; *The Daily Mail*, « Sweeping UK Spy Bill Dubbed 'Snoopers' Charter' Becomes Law », le 26 novembre 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3973396/Sweeping-UK-spy-bill-dubbed-snoopers-charter-law.html> [consulté en août 2017].

¹⁴¹⁷ *UK Parliament*, pétition, « Repeal the Investigatory Powers Bill (Snoopers Charter) », date non indiquée [en ligne], https://petition.parliament.uk/archived/petitions/173186#_blank [consulté en janvier 2018].

reçoit la sanction royale le 29 novembre 2016¹⁴¹⁸. Le gouvernement souhaite rassurer les journalistes sur l'adéquation des garde-fous en leur faveur, comme en témoigne la publication de deux notes d'information à leur attention en juin 2016¹⁴¹⁹. Néanmoins, la légitimité de la collecte massive des données des journalistes et des lanceurs d'alerte à l'ère « post-Snowden » ne cesse de faire débat, même si la littérature académique à ce sujet reste relativement limitée¹⁴²⁰.

Compte tenu des interrogations sur l'insuffisance des contrôles démocratiques face aux pouvoirs policiers de contrôle, de fouille, d'arrestation, et de surveillance des journalistes au nom de la lutte anti-terroriste à l'ère numérique, et suite aux révélations de Snowden (déjà évoquées dans le chapitre III), le journalisme d'investigation est marqué par des signes de riposte et d'adaptation. À cet égard, les organisations non-gouvernementales et les organisations de représentation des journalistes professionnels jouent un rôle essentiel, en faisant état de la situation en matière de surveillance de masse, et en menant des actions judiciaires concernant les services de sécurité¹⁴²¹. Parmi ces actions, la décision de la Cour européenne des droits de l'homme du 13 septembre 2018, dans l'affaire *Big Brother Watch and Others v UK*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, représente une étape importante pour l'étude des contrôles existants au sujet des pratiques de surveillance¹⁴²².

5.2. Les ripostes du journalisme d'investigation à l'ère « post-Snowden »

Il s'agit ici d'étudier les voix qui s'élèvent, dans le sillage des révélations de Snowden en 2013, au sujet du droit à la vie privée, de la liberté d'expression, et plus particulièrement de la capacité de la presse à exercer librement à l'ère numérique. Face à l'insuffisance de la responsabilisation politique au sujet des activités de surveillance de masse, l'examen collectif

¹⁴¹⁸ *Investigatory Powers Act 2016*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2016/25/contents/enacted> [consulté en janvier 2017].

¹⁴¹⁹ *UK Gov*, « Protections for Journalists in the Investigatory Powers Bill and Accompanying Codes of Practice », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en janvier 2019] ; *UK Gov*, « Protections for Freedom of Expression and Journalist Sources Under the Investigatory Powers Bill », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en janvier 2019].

¹⁴²⁰ BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, p. 335 ; GOGGIN, Gerard, KEANE, John et RUBY, Felicity, « 'Comparative Silence' Still: Journalism, academia and the Five Eyes of Edward Snowden », in *Digital Journalism*, vol. 5 n° 3, 2017 [en ligne], www.johnkeane.net/wp-content/uploads/2017/03/Comparative-Silence-Still.pdf [consulté en décembre 2018], pp. 353-367 ; LASHMAR, Paul, « No More Sources?: The Impact of Snowden's Revelations on Journalists and their Confidential Sources », *op. cit.*, pp. 665-668 ; ROGERSON, Matt, « A New Threat to Journalism », in *British Journalism Review*, vol. 27, n° 3, 2016, pp. 29-35.

¹⁴²¹ *Commissioner for Human Rights*, *op. cit.*, p. 59.

¹⁴²² *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

de trois affaires judiciaires, *Big Brother Watch and Others v UK*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, permet pour la première fois de mettre en question le principe du partage inter-étatique de renseignements devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Étant donné que la surveillance de masse met fondamentalement en cause le principe de protection des sources, l'adaptation du journalisme d'investigation est à examiner par le prisme des projets de collaboration transnationaux, qui vont au-delà des intérêts des publications concurrentielles, et qui se servent de divers outils numériques pour protéger leurs travaux et leurs sources. À ce titre, il convient d'étudier deux cas de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » et les « Paradise Papers » de 2016 et 2017 respectivement.

5.2.1. Vers la normalisation de la surveillance de masse au nom de la sécurité ? Les organisations de défense des droits de l'homme et des journalistes dans *Big Brother Watch and Others v UK* depuis 2014

Les révélations de Snowden en juin 2013, relatives aux programmes étatiques de surveillance de masse à l'échelle mondiale, contribuent fortement aux interrogations sur le rôle des services de renseignement tels que le Quartier-général des communications du gouvernement au Royaume-Uni¹⁴²³. Elles suscitent un questionnement sur la nature, l'indépendance et les objectifs du journalisme même¹⁴²⁴. Alors que ces révélations font l'objet de critiques dans la sphère publique, les agences de renseignement et les gouvernements concernés insistent sur la légalité de leurs actions¹⁴²⁵. Pour Lisa Maine, juriste universitaire à l'Université de Toronto, il s'agit d'un paradoxe pouvant être qualifié d'« illégalité licite » (*lawful illegality*) et impliquant un conflit quant à l'interprétation des lois en vigueur¹⁴²⁶. Contrairement aux agences de renseignement et des gouvernements concernés, les citoyens ne

¹⁴²³ BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick et MACASKILL, Ewen, *op. cit.* ; GREENWALD, Glenn, « NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily », *op. cit.* ; GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen, « NSA Prism Program Taps into User Data of Apple, Google and Others », *op. cit.* ; NAKASHIMA, Ellen, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Edward Snowden and the NSA Files - Timeline », *op. cit.* ; *The Washington Post*, « NSA Slides Explain the PRISM Data Collection Program », *op. cit.*

¹⁴²⁴ RUSBRIDGER, Alan, « Journalism After Snowden », in BELL, Emily et OWEN, Taylor (eds.), *Journalism After Snowden: The future of the free press in the surveillance state*, New York, Chichester, West Sussex : Columbia University Press, 1^{re} édition, 2017, p. 24.

¹⁴²⁵ AUSTIN, Lisa, « Lawful Illegality: What Snowden Has Taught us About the Legal Infrastructure of the Surveillance State », in GEIST, Michael (ed.), *Law, Privacy and Surveillance in Canada in the Post-Snowden Era*, Ottawa : University of Ottawa Press, 1^{re} édition, 2015, pp. 103-125, p. 103.

¹⁴²⁶ *Ibid.*

disposent pas des informations nécessaires à une réflexion collective publique en vue d'une responsabilisation efficace des acteurs de la surveillance¹⁴²⁷.

L'ampleur et l'efficacité des mouvements de contestation face aux révélations restent difficile à mesurer¹⁴²⁸. Compte tenu de la nature dissimulée des programmes de surveillance, les individus et groupes visés ne connaissent pas l'existence de ces interférences ni le degré d'atteinte à leurs droits tels que celui à la vie privée et à la liberté d'expression¹⁴²⁹. Cela étant, un sondage effectué par *YouGov* auprès d'un échantillon de 2 017 adultes britanniques entre le 26 et le 27 février 2017 permet de cerner quelques éléments de l'opinion publique¹⁴³⁰. En réponse à une question sur les sujets les plus inquiétants pour les internautes, et parmi les sept catégories proposées dans le sondage, le cybercrime recueille 66 pour cent des avis, alors que la surveillance de masse par le gouvernement arrive en avant dernière position avec 21 pour cent¹⁴³¹. Quant à la question sur l'équilibre entre le droit à la vie privée et la défense de la sécurité nationale, les avis sont partagés : 32 pour cent des personnes interrogées estiment que le gouvernement doit faire plus pour combattre le crime ou protéger la sécurité nationale, même si cela implique une perte du droit à la vie privée des citoyens ; 26 pour cent pensent, au contraire, que le gouvernement doit faire plus pour protéger le droit à la vie privée, même si cela limite la lutte contre la criminalité ou la protection de la sécurité nationale ; 24 pour cent considèrent que l'équilibre existant est à peu près juste ; les 18 pour cent restants n'ont pas d'avis¹⁴³². Concernant la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 (*Regulation of Investigatory Powers Act 2016*), les avis sont également partagés : alors que 47 pour cent des sondés pensent qu'il s'agit d'une amélioration de la sécurité ne constituant de source d'inquiétude que pour ceux qui agissent dans l'illégalité, 31 pour cent pensent que chacun devrait s'inquiéter des détournements potentiels des nouveaux pouvoirs de surveillance octroyés à l'État, et 23 pour cent sont sans avis¹⁴³³.

¹⁴²⁷ *Ibid.*, pp. 103, 106-107.

¹⁴²⁸ ROGERS, Joel, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », in *Royal United Services Institute*, le 5 juin 2017 [en ligne], <https://rusi.org/commentary/security-trumps-privacy-british-attitudes-cyber-surveillance> [consulté en janvier 2018].

¹⁴²⁹ EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », in *Utrecht Law Review*, vol. 14, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.utrechtlawreview.org/articles/419/galley/390/download/> [consulté en janvier 2019], pp. 116-127, p.120.

¹⁴³⁰ *YouGov*, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », sondage à propos du cybercrime, de la surveillance, de la propagande, des faux reportages, travail de terrain effectué entre le 26 et le 27 février 2017 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/06/12/Security-Trumps-Privacy> [consulté en janvier 2018].

¹⁴³¹ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴³² *Ibid.*, p. 4.

¹⁴³³ *Ibid.*, p. 6.

Pour Joel Rogers, l'un des directeurs de *YouGov*, ce bilan mitigé résulte d'un manque de sensibilisation au sujet des révélations de Snowden, du fait notamment de l'absence de débats parlementaires¹⁴³⁴. Cependant, une analyse de contenus de presse et de blogs réalisée par une équipe d'universitaires au Royaume-Uni, et dont les résultats sont publiés en 2017, conclut que la presse traditionnelle britannique contribue à normaliser la politique de surveillance¹⁴³⁵. Dans le cadre de la couverture des révélations de Snowden et des incidents subséquents, c'est le choix de la presse de se focaliser sur la sécurité nationale et la surveillance des élites, et d'octroyer un traitement limité aux questions relatives à la surveillance de masse, qui explique cette situation¹⁴³⁶. Par ailleurs, la représentation de la vie privée en tant que droit individuel face à la nécessité de la sécurité collective passe sous silence d'autres droits tels que la liberté d'expression¹⁴³⁷.

En tout état de cause, la responsabilisation des autorités publiques nationales implique le contrôle parlementaire, le droit d'accès aux informations les concernant, et une presse libre d'en rendre compte¹⁴³⁸. C'est la commission parlementaire sur le renseignement et la sécurité qui a pour objectif de superviser la communauté du renseignement¹⁴³⁹. À l'occasion d'une enquête sur la vie privée et la sécurité, Malcolm Rifkind, alors président de cette commission, annonce, le 17 octobre 2013, l'étude des perspectives de réforme du cadre législatif régissant l'acquisition des données communicatives privées¹⁴⁴⁰. Néanmoins, l'insuffisance des pouvoirs de cette commission est soulignée lors des débats parlementaires et par la commission parlementaire sur les affaires intérieures¹⁴⁴¹. Parmi les voix qui s'élèvent suite aux révélations de surveillance de masse étatique, se distinguent notamment celles du *Guardian* ainsi que des groupes de défense des droits de l'homme¹⁴⁴². Comme évoqué dans le chapitre III, des journaux

¹⁴³⁴ ROGERS, Joel, *op. cit.*

¹⁴³⁵ BENNETT, Lucy, TAYLOR, Gregory et WAHL-JORGENSEN, Karin, *op. cit.*, pp. 740-762.

¹⁴³⁶ *Ibid.*

¹⁴³⁷ BERNAL, Paul, « Data Gathering, Surveillance and Human Rights: Recasting the debate », in *Journal of Cyber Policy*, vol. 1, n° 2, 2016 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23738871.2016.1228990> [consulté en janvier 2019], pp. 243-264.

¹⁴³⁸ EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », *op. cit.*, p. 124 ; HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas, « Introduction: Surveillance and Democracy: An Unsettled Relationship », in HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas (eds.), *Surveillance and Democracy*, Oxon : Routledge, 1^{re} édition, 2010, pp. 1-16, pp. 2-3.

¹⁴³⁹ *Intelligence and Security Committee of Parliament*, « About the Committee », date non indiquée [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/> [consulté en janvier 2018] ; *Intelligence and Security Committee of Parliament*, « 17 October 2013 » [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/news-archive/17october2013> [consulté en janvier 2018].

¹⁴⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴⁴¹ *House of Commons Hansard*, « Intelligence and Security Services », le 31 octobre 2013 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmhaff/231/231.pdf [consulté en janvier 2019], colonnes 333-371WH ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Counter-Terrorism*, HC 231, *op. cit.*, pp. 57-71.

¹⁴⁴² ROGERS, Joel, *op. cit.*

conservateurs britanniques tels que le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph*, le *Sun* et le *Times* affichent une grande hostilité envers le *Guardian* dans ce contexte¹⁴⁴³. Cette situation soulève la question de l'existence et du maintien d'une culture du secret gouvernemental impliquant la complicité des organes de la presse traditionnelle, et du rôle du journalisme¹⁴⁴⁴.

Parmi les contestations judiciaires permettant un examen du régime juridique des activités de surveillance¹⁴⁴⁵, diverses organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme ainsi que plusieurs particuliers forment trois recours distincts à l'encontre du Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme entre 2013 et 2015 : la première requête, *Big Brother Watch and Others v the United Kingdom* n° 58170/13, est déposée par *Big Brother Watch*, *Open Rights Group*, *English PEN* et un informaticien allemand, Constanze Kurz, le 4 septembre 2013¹⁴⁴⁶ ; la deuxième, *Bureau of Investigative Journalism and Alice Ross v the United Kingdom* n° 62322/14, est soumise par le *Bureau of Investigative Journalism* et une journaliste britannique, Alice Ross, le 11 septembre 2014¹⁴⁴⁷ ; la troisième, *10 Human Rights Organisations and Others v the United Kingdom* n° 24960/15, est déposée par un groupe de dix organisations de défense des droits de l'homme le 20 mai 2015¹⁴⁴⁸. Ces trois requêtes formulent des allégations d'atteinte au droit à la vie privée, et les affaires n° 62322/14 et n° 24960/15 allèguent également des atteintes au droit à la liberté d'expression et à l'interdiction de discrimination¹⁴⁴⁹. L'analyse collective de ces trois affaires constitue la première mise en examen du cadre législatif des activités de surveillance de masse du Royaume-

¹⁴⁴³ PETLEY, Julian, « The State Journalism is In : Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19.

¹⁴⁴⁴ BAKIR, Vian, « News, Agenda-Building and Intelligence Agencies: A Systematic Review of the Field from the Discipline of Journalism, Media and Communications », *op. cit.*, pp. 3-4 ; FREEDLAND, Jonathan, *op. cit.* ; PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19 ; RUSBRIDGER, Alan, « Journalism After Snowden », in BELL, Emily et OWEN, Taylor (eds.), *op. cit.*, pp. 24-25.

¹⁴⁴⁵ BROWN, Ian et HINTZ, Arne, « Enabling Digital Citizenship? The Reshaping of Surveillance Policy After Snowden », in *International Journal of Communication*, vol. 11, 2017 [en ligne], <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/5522/1931> [consulté en janvier 2019], pp. 782-801, p. 788.

¹⁴⁴⁶ BROWN, Ian, « Expert Witness Statement for Big Brother Watch and Others Re: Large-Scale Internet Surveillance by the UK: Application n° 58170/13 to the European Court of Human Rights », le 27 septembre 2013, [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=2336609> [consulté en janvier 2019] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 1, 186.

¹⁴⁴⁷ *Ibid.* ; *International Commission of Jurists*, « Written Submissions on Behalf of the International Commission of Jurists (ICJ): Intervener », le 9 février 2016 [en ligne], <https://www.icj.org/wp-content/uploads/2016/02/UK-ICJ-AmicusBrief-BJURoss-ECtHR-legalsubmission-2016.pdf> [consulté en janvier 2019].

¹⁴⁴⁸ Les dix organisations sont les suivantes : *Amnesty International*, *Bytes For All*, *Liberty*, *Privacy International*, *The American Civil Liberties Union*, *The Canadian Civil Liberties Association*, *The Egyptian Initiative for Personal Rights*, *The Hungarian Civil Liberties Union*, *The Irish Council for Civil Liberties Limited*, *The Legal Resources Centre*. Voir : *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 1, 186.

¹⁴⁴⁹ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme depuis les révélations de Snowden¹⁴⁵⁰. Par ailleurs, le principe du partage inter-étatique de renseignements n'avait auparavant jamais fait l'objet d'une quelconque décision par ladite Cour¹⁴⁵¹.

L'approche adoptée par les organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme peut être considérée comme relevant du « litige stratégique » (*strategic litigation*)¹⁴⁵². Selon Quirine Eijkman, universitaire néerlandaise spécialisée en gouvernance et sécurité, ces groupes ont recours à cet outil de plaidoyer en raison de l'insuffisance de la responsabilisation politique au sujet des activités de surveillance de masse¹⁴⁵³. Il s'agirait pour ces groupes d'identifier les défis en matière de justice sociale, et de mener des poursuites judiciaires, notamment lorsque le soutien public est relativement faible, afin d'obtenir de la jurisprudence en leur faveur, et de sensibiliser, voire influencer sur, l'opinion publique¹⁴⁵⁴. C'est grâce à une campagne de financement communautaire appelée « La vie privée, pas de PRISM » (*Privacy Not PRISM*), que le dépôt de la première requête a été rendu possible¹⁴⁵⁵. Intégrant un jeu de mot invitant à assimiler le programme de surveillance électronique américain à un projet d'emprisonnement des citoyens, ce fonds destiné à couvrir les frais de justice recueille des contributions de la part de quelques 1 400 personnes, et atteint ainsi presque 30.000 livres sterling¹⁴⁵⁶. Le recours à ce type de financement, facilité par Internet, est également observé dans le cadre d'autres actions à l'encontre des pratiques de surveillance étatiques. À titre d'exemple, l'organe de défense des droits de l'homme *Liberty* récolte plus de 50.000 livres sterling de la part de quelque 1.800 donateurs en 2017 pour financer la première étape de son

¹⁴⁵⁰ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK mass surveillance ruled unlawful in landmark judgment », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-ruled-unlawful-in-landmark-judgment/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵¹ *European Court of Human Rights*, « Q & A on the Judgment Big Brother Watch and Others v. United Kingdom », le 13 septembre 2018 [en ligne], https://www.echr.coe.int/.../Press_Q_A_Brother_Watch_ENG.pdf [consulté en septembre 2018], p. 1.

¹⁴⁵² EIJKMAN, Quirine, « Indiscriminate Bulk Data Interception and Group Privacy: Do Human Rights Organisations Retaliate Through Strategic Litigation? », in FLORIDI, Luciano, TALYOR, Linnet et VAN DER SLOOT, Bart (eds.), *Group Privacy: New Challenges of Data Technologies*, Cham : Springer, 1^{re} édition, 2017, pp. 123-138, pp. 123-125.

¹⁴⁵³ *Ibid.*, pp. 123-124.

¹⁴⁵⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵⁵ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK mass surveillance ruled unlawful in landmark judgment », *op. cit.* ; *Privacy Not Prism Campaign*, « Privacy not Prism Legal Challenge », date non indiquée [en ligne], <https://www.privacynotprism.org.uk/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵⁶ *Ibid.*

action¹⁴⁵⁷. Celle-ci se résume à une demande d'examen judiciaire de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016¹⁴⁵⁸.

Alors que ces trois affaires font l'objet d'une décision commune le 13 septembre 2018, *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*¹⁴⁵⁹, l'arrêt final est toujours en attente dans le cadre d'un ultime appel renvoyé à la Grande Chambre de la Cour le 4 février 2019¹⁴⁶⁰, et entendu le 10 juillet 2019¹⁴⁶¹. Ces trois actions se distinguent par la diversité des requérants : l'ensemble soutient qu'en raison de leurs activités, il est fort probable que leurs communications électroniques aient été recueillies auprès des fournisseurs de service de communication, intercepté par les services de renseignement britanniques, ou alors transmises à ces services suite à leur interception par des gouvernements étrangers¹⁴⁶². Les demandeurs allèguent notamment la violation par l'État des articles 8 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, en raison du régime de collecte de masse de données¹⁴⁶³. Concernant l'atteinte au droit à la vie privée, les allégations portent sur le régime de l'article 8 (4) de la loi sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 autorisant les mandats d'interception, le régime du Chapitre II de cette même loi autorisant l'accès aux données communicatives et le régime de partage des renseignements¹⁴⁶⁴. Quant aux effets nuisibles des atteintes au droit à la liberté d'expression, les requérants insistent notamment sur le rôle de contrôle (*watchdog role*)

¹⁴⁵⁷ BURGESS, Matt, « Snooper's Charter is Going to Court : Liberty successfully crowdfunds its legal challenge », in *Wired*, le 10 janvier 2017 [en ligne], <https://www.wired.co.uk/article/ip-act-liberty-crowdfunding-legal> [consulté en septembre 2018] ; COBAIN, Ian, « UK has Six Months to Rewrite Snooper's Charter, High Court Rules », in *The Guardian*, le 27 avril 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/technology/2018/apr/27/snoopers-charter-investigatory-powers-act-rewrite-high-court-rules> [consulté en septembre 2018] ; *Liberty et The Civil Liberties Trust*, « The People vs the Snoopers' Charter », date non indiquée [en ligne], <https://www.crowdjustice.com/case/snoopers-charter/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵⁸ *Ibid.*

¹⁴⁵⁹ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁰ *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », février 2019 [en ligne], https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Mass_surveillance_ENG.pdf [consulté en février 2019], p. 4 ; *European Court of Human Rights*, « Grand Chamber Panel's Decisions », ECHR 053 (2019), le 5 février 2019 [en ligne], <http://ccla.org/cclanewsites/wp-content/uploads/2019/02/Grand-Chamber-Panels-decisions-February-2019-1.pdf> [consulté en février 2019], p. 1.

¹⁴⁶¹ *European Court of Human Rights*, « Press Release: Grand Chamber hearing on complaints about surveillance systems in the case of Big Brother Watch and Others v. the United Kingdom », ECHR 258 (2019), le 10 juillet 2019 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng-press?i=003-6455876-8500167> [consulté en décembre 2019].

¹⁴⁶² BROWN, Ian, *op. cit.* ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, p. 3, para. 8 ; *European Court of Human Rights*, « Some Aspects of UK Surveillance Regimes Violate Convention », ECHR 299, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf?library=ECHR&id=003-6187848-8026299&filename=Big%20Brother%20Watch%20and%20Others%20v.%20the%20United%20Kingdom%20-%20complaints%20about%20surveillance%20regimes.pdf> [consulté en septembre 2018] ; *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁶³ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁴ *Ibid.*

des journalistes dans l'intérêt public, et l'absence de garde-fous suffisants dans les régimes actuels¹⁴⁶⁵.

La décision rendue le 13 septembre 2018 dans *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, longue de 212 pages, prend en considération un grand nombre de paramètres en rapport avec les révélations des programmes de surveillance de masse¹⁴⁶⁶. Elle prend en compte, notamment, la législation nationale autorisant les pratiques dissimulées, les contrôles existants, les études indépendantes préexistantes, le droit européen et international pertinent¹⁴⁶⁷. Concernant la compatibilité avec la Convention européenne des droits de l'homme de la loi britannique portant sur la réglementation des pouvoirs d'enquête de 2000, les juges estiment, par cinq voix contre deux, qu'il y a bien eu violation de l'article 8 de la Convention par l'article 8 (4) ; par six voix contre une qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention par le Chapitre II; et par six voix contre une qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention par l'article 8 (4) et le Chapitre II¹⁴⁶⁸. Cependant, les juges considèrent par cinq voix contre deux qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention en matière de partage des renseignements¹⁴⁶⁹.

Les requérants estiment que cette décision est insuffisante car elle ne déclare pas d'incompatibilité de la surveillance de masse étatique avec la Convention européenne des droits de l'homme : les pratiques dissimulées se poursuivent actuellement au titre de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 par le biais d'une double autorisation d'un Ministre et d'un Commissaire indépendant quasi-judiciaire¹⁴⁷⁰. La décision précise, à ce sujet, que « [...] les autorités nationales disposent d'une certaine marge d'appréciation quant au choix des moyens pour accomplir l'objectif légitime de protection de la sécurité nationale », à

¹⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 173, para. 478 ; *European Council*, « Thematic Factsheet: Freedom of Expression, the Internet and New Technologies », juin 2018 [en ligne], <https://rm.coe.int/freedom-of-expression-internet-and-new-technologies-14june2018-docx/16808b3530> [consulté en juin 2018], p. 10.

¹⁴⁶⁶ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁷ *Ibid.*

¹⁴⁶⁸ BOWCOTT, Owen, « GCHQ Data Collection Regime Violated Human Rights, Court Rules », in *The Guardian*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/sep/13/gchq-data-collection-violated-human-rights-strasbourg-court-rules> [consulté en septembre 2018] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 4, 184 ; *European Court of Human Rights*, « Some Aspects of UK Surveillance Regimes Violate Convention », ECHR 299 *op. cit.*

¹⁴⁶⁹ *Ibid.*

¹⁴⁷⁰ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK Mass Surveillance Challenge will go to Europe's Highest Human Rights Court », le 7 février 2019 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-challenge-will-go-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 314-320 ; MILANOVIC, Marko, « ECtHR Judgment in Big Brother Watch v UK », in *Blog of the European Journal of International Law*, le 17 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ejiltalk.org/ecthr-judgment-in-big-brother-watch-v-uk/> [consulté en juin 2019], sans pagination ; *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », *op. cit.*

condition d'appliquer des contrôles suffisants pour éviter tout abus¹⁴⁷¹. Pour Jean-Philippe Foegle, doctorant français travaillant sur le thème des lanceurs d'alerte en droit public comparé :

*[...] loin de condamner in abstracto la surveillance de masse, il apparaît que la Cour a essentiellement procédé à une normalisation de son usage dans nombre d'hypothèses, se satisfaisant de l'existence de garanties procédurales adéquates contre les abus, et de l'existence d'un contrôle présentant des garanties suffisantes d'indépendance.*¹⁴⁷²

Étant donné que le recours à la surveillance de masse n'est pas exclu par principe¹⁴⁷³, et que l'autorisation judiciaire préalable n'est pas considérée comme indispensable, la décision finale de la Grande Chambre de la Cour¹⁴⁷⁴ est très attendue par les organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme¹⁴⁷⁵. Ces dernières espèrent obtenir un arrêt définitif au sujet de l'incompatibilité de la surveillance de masse avec la Convention européenne des droits de l'homme¹⁴⁷⁶. Les études parlementaires britanniques, les décisions des tribunaux nationaux et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme s'accordent sur la nécessité de contrôles démocratiques suffisants pour empêcher tout abus¹⁴⁷⁷. Cependant, la poursuite des

¹⁴⁷¹ « [...] the national authorities enjoy a certain margin of appreciation in choosing the means for achieving the legitimate aim of protecting national security » : *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 308.

¹⁴⁷² FOEGLE, Jean-Philippe, « La Cour européenne des droits de l'homme procède à une condamnation en demi-teinte de la surveillance de 'masse' », in *La revue des droits de l'homme*, n° 14, 2018 [en ligne], <https://journals.openedition.org/revdh/4865> [consulté en janvier 2019], pp. 1-5, p. 1.

¹⁴⁷³ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 314-320 ; FOEGLE, Jean-Philippe, *op. cit.*, p. 4 ; FUSSEY, Pete et MURRAY, Daragh, « Bulk Surveillance in the Digital Age: Rethinking the human rights law approach to bulk monitoring of communications data », in *Israel Law Review*, vol. 52, n° 1, 2019 [en ligne], <https://www.cambridge.org/core/journals/israel-law-review/article/bulk-surveillance-in-the-digital-age-rethinking-the-human-rights-law-approach-to-bulk-monitoring-of-communications-data/AA032EBA3EC3889D27054011853E5E59> [consulté en juin 2019], pp. 31-60, p. 55 ; MILANOVIC, Marko, *op. cit.*

¹⁴⁷⁴ *European Court of Human Rights*, « Grand Chamber Panel's Decisions », ECHR 053 (2019), *op. cit.*, p. 1.

¹⁴⁷⁵ Voir par exemple : *Amnesty International*, « Mass Surveillance Challenge Proceeds to Europe's Highest Human Rights Court », le 5 février 2019 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/mass-surveillance-challenge-proceeds-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019] ; *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK Mass Surveillance Challenge will go to Europe's Highest Human Rights Court », *op. cit.* ; *Privacy International*, « Communications Surveillance », date non indiquée [en ligne], <https://privacyinternational.org/topics/communications-surveillance> [consulté en février 2019].

¹⁴⁷⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷⁷ COBAIN, Ian, *op. cit.* ; EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », *op. cit.*, p. 117 ; KIM, Scarlet, « New U.K. Law Fails European Court Standards on Mass Interception Disclosed by Snowden », in *Just Security*, Reiss Center on Law and Security : New York University School of Law, le 27 septembre 2018 [en ligne], <https://www.justsecurity.org/60878/u-k-law-fails-european-court-standards-mass-interception-snowden-disclosed/> [consulté en juin 2019] ; *Liberty*, « MI5 'Unlawfully' Handled Bulk Surveillance Data, Liberty Litigation Reveals », le 11 juin 2019 [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/news/press-releases-and-statements/mi5-%E2%80%9Cunlawfully%E2%80%9D-handled-bulk-surveillance-data-liberty> [consulté en juin 2019] ; *The Data Retention and Acquisition Regulations 2018*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/uksi/2018/1123/made/data.htm> [consulté en juin 2019].

pratiques de surveillance de masse, par nature sans discernement et sans soupçon raisonnable, et les garde-fous prévus parmi les propositions législatives très récentes du Parlement britannique ne cessent de faire débat¹⁴⁷⁸. En particulier, le principe de nécessité et proportionnalité de l'acquisition et de la rétention des données est discuté en rapport avec le concept de délit grave (*serious crime*), car la délimitation de ce dernier permet d'encadrer les pratiques dissimulées¹⁴⁷⁹.

Malgré le peu d'articles faisant référence aux trois actions en amont de leur examen par la Cour européenne des droits de l'homme, à l'exception de ceux du *Guardian* et du *Times*¹⁴⁸⁰, la décision du 13 septembre 2018 a été largement présentée par la presse nationale britannique comme une grande victoire en faveur des droits de l'homme contre le Quartier général des renseignements¹⁴⁸¹. Les organisations de journalistes, pour leur part, ont insisté sur le fait que cette décision implique la mise en place de garde-fous plus efficaces en faveur de la protection des sources journalistiques dans l'intérêt public¹⁴⁸². À titre d'exemple, Michelle Stanistreet,

¹⁴⁷⁸ *Ibid.*

¹⁴⁷⁹ *Ibid.* ; *House of Lords Hansard*, « Data Retention and Acquisition Regulations 2018 », le 24 octobre 2018, [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/lords/2018-10-24/debates/DE49023B-EE99-42CF-BD2F-E719D4EB7043/DataRetentionAndAcquisitionRegulations2018> [consulté en juin 2019], vol. 793.

¹⁴⁸⁰ Voir par exemple : O'CARROLL, Lisa, « European Court to Investigate Laws Allowing GCHQ to Snoop on Journalists », in *The Guardian*, le 15 septembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2014/sep/15/human-rights-snoop-on-journalists-gchq-echr> [consulté en septembre 2014] ; PRESTON, Peter, « Press Freedom is a Human Right Too – Ask Strasbourg », in *The Guardian*, le 16 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2014/nov/16/uk-press-freedom-european-court-human-rights-sajid-javid> [consulté en novembre 2014] ; SPENCE, Alex, « Reporters Appeal to Strasbourg over Law that Lets Police Track Phone Calls », in *The Times*, le 6 septembre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/reporters-appeal-to-strasbourg-over-law-that-lets-police-track-phone-calls-ptkq2rnkvsd> [consulté en septembre 2014].

¹⁴⁸¹ Voir par exemple : AGERHOLM, Harriet, « UK Mass Surveillance Programme Violates Human Rights, European Court Rules », in *The Independent*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/uk-mass-surveillance-gchq-eu-human-rights-echr-edward-snowden-a8535571.html> [consulté en septembre 2018] ; BOND, David, « UK's Digital Spying Agency Broke European Privacy Laws », in *The Financial Times*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ft.com/content/e457a842-b746-11e8-b3ef-799c8613f4a1> [consulté en septembre 2018] ; BOWCOTT, Owen, « GCHQ Data Collection Regime Violated Human Rights, Court Rules », *op. cit.* ; CRISP, James, « British Spies Broke Law in GCHQ Mass Surveillance, Says European Court of Human Rights », in *The Telegraph*, le 13 septembre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/technology/2018/09/13/british-spies-broke-law-gchq-mass-surveillance-says-european/> [consulté en septembre 2018] ; GIBB, Frances, « Government's Mass Surveillance of Emails was Illegal », in *The Times*, le 14 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/governments-mass-surveillance-of-emails-was-illegal-853c7cc83> [consulté en septembre 2018] ; *The Daily Mail*, « British Spies Violated Privacy and Free Speech Laws with GCHQ Programme Revealed by Edward Snowden, European Court Rules », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-6163665/British-spies-violated-privacy-free-speech-laws-European-court-rules.html> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁸² *National Union of Journalists*, « NUJ Welcomes ECHR Judgment on UK Surveillance of Journalists », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/echr-judgement-surveillance-journalists/> [consulté en septembre 2018] ; OLDROYD, Rachel, « Bureau Wins Landmark Press Freedom Case at the European Court of Human Rights », in *The Bureau of Investigative Journalism*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2018-09-13/bureau-wins-case-to-defend-press-freedom-at-the-european-court-of-human-rights> [consulté en septembre 2018] ; *Privacy International*, « Q & A: European Court of Human Rights Rules UK Mass Surveillance Laws Violate Rights », le 14 septembre 2018 [en ligne],

secrétaire générale du syndicat national des journalistes britannique, souligne la défense du journalisme dans l'intérêt public :

*Cette décision est un excellent résultat pour le journalisme éthique et les journalistes au Royaume-Uni. Nous faisons campagne depuis des années contre les lois répressives de surveillance du gouvernement du Royaume-Uni, qui sont néfastes pour l'intérêt public. Nous continuerons à utiliser tous les moyens dont nous disposons pour améliorer et amender les lois actuelles et les codes de conduite.*¹⁴⁸³

Cependant, dans le contexte d'incertitude persistante au sujet de la normalisation de la surveillance de masse, en attendant la décision finale de la Cour européenne des droits de l'homme, les conséquences sur les pratiques journalistiques ne peuvent pas être sous-estimées. À cet égard, le discours d'Alan Rusbridger lors d'une conférence à la *London School of Economics and Political Science*, le 28 mars 2014, alors qu'il est encore rédacteur en chef du *Guardian*, reste toujours aussi pertinent :

*Tout journaliste se doit de comprendre que la communication numérique confidentielle n'existe pas. Aucun d'entre nous ne dispose de sources confidentielles. Pour la plupart des journalistes, le cryptage pair à pair est difficile, assez chronophage, et la plupart des journalistes ne le font pas. Nous devons tous travailler sur cet aspect, dans ce monde où les gens peuvent tout intercepter.*¹⁴⁸⁴

Étant donné que le recours aux technologies numériques en matière de surveillance de masse met en cause fondamentalement la protection des sources¹⁴⁸⁵, la sensibilisation des journalistes au sujet du cryptage des données communicatives et l'amélioration des systèmes de sécurité devient un élément essentiel pour maintenir l'accès à l'information. À l'ère « post-Snowden », c'est ce qui permet au journalisme de réaffirmer sa légitimité, notamment dans le

<https://privacyinternational.org/feature/2271/qa-european-court-human-rights-rules-uk-mass-surveillance-laws-violate-rights> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁸³ « This ruling is a great result for ethical journalism and journalists in the UK. We have been campaigning for years against the UK government's repressive surveillance laws that are detrimental to the public interest. We will continue to use all the avenues available to us to improve and amend the current laws and codes of practice. The Bureau should be congratulated for its excellent work and this is a hugely significant and positive outcome » : *National Union of Journalists*, « NUJ Welcomes ECHR Judgment on UK Surveillance of Journalists », *op. cit.*

¹⁴⁸⁴ « Every journalist should understand that there is no such thing as confidential digital communication. None of us have confidential sources. Peer to peer encryption is difficult for most journalists and it is quite time consuming and most journalists don't do it. We are all going to have to work on this, in this world where people can intercept everything » : PONSFORD, Dominic, « Rusbridger on How no Journalist's Sources are Safe, Joining IPSO and why he would have Kept News of the World Open », *in Press Gazette*, le 28 mars 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/rusbridger-how-no-journalists-sources-are-now-safe-joining-ipso-and-why-he-would-have-kept-news/> [consulté en janvier 2018].

¹⁴⁸⁵ ROGERSON, Matt, *op. cit.*, p. 29.

cadre des projets collaboratifs internationaux résultant de fuites massives anonymes d'intérêt public.

5.2.2. La réaffirmation de la légitimité journalistique dans le contexte de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » de 2016 et les « Paradise Papers » de 2017

Lancé en 1997 à l'initiative du Centre pour l'intégrité publique (*Center for Public Integrity*), le Consortium international des journalistes d'investigation (*International Consortium of Investigative Journalists*) est une organisation non-gouvernementale indépendante depuis le 24 février 2017, dont le siège social se situe à Washington D.C.¹⁴⁸⁶. Cette organisation est composée actuellement d'une équipe de trente-trois membres qui s'appuie sur un réseau de 249 journalistes d'investigation basés dans plus de 90 pays et sur des partenariats avec 121 organes médiatiques dans le monde entier, y compris le *Guardian* et *BBC Panorama* pour ce qui concerne le Royaume-Uni¹⁴⁸⁷. Parmi ses objectifs, le Consortium souligne son souhait de promouvoir la collaboration du public, des lanceurs d'alerte et des journalistes d'investigation par le biais de partage « de tuyaux, de fuites, d'idées de reportages »¹⁴⁸⁸. Il cherche ainsi à puiser dans l'expertise d'un réseau international, au-delà de la concurrence inhérente à l'industrie de la presse et de la radiodiffusion, en exploitant les possibilités offertes par les échanges dans les espaces numériques¹⁴⁸⁹. Dans un contexte marqué par le manque de moyens humains et matériels consacrés au journalisme d'investigation, lié à leurs réductions par les organes de la presse et de la radiodiffusion¹⁴⁹⁰, cette stratégie permet de mener à bien de nombreuses enquêtes collectives¹⁴⁹¹. Les sujets sont de grande envergure et concernent par exemple le crime organisé transnational ou encore la corruption au sein des

¹⁴⁸⁶ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/about/> [consulté en juin 2019] ; RYLE, Gerard, « After Panama Papers Success, ICIJ Goes Independent », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 26 février 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/02/after-panama-papers-success-icij-goes-independent/> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁸⁷ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », *op. cit.*

¹⁴⁸⁸ « [...] tips, leaks and story ideas [...] » : *Ibid.*

¹⁴⁸⁹ HARDING, Luke, « En avant », in OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, Londres : Oneworld Publications, édition révisée, 2017, p. ix.

¹⁴⁹⁰ *Ibid.*

¹⁴⁹¹ *International Consortium of Investigative Journalists*, « All Our Investigations », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/page/3/> [consulté en juin 2019] ; RYLE, Gerard, *op. cit.*

entreprises et des gouvernements¹⁴⁹². Il s'agit d'aller puiser dans les vastes quantités de données non-structurées pour faire ressortir les informations susceptibles d'alimenter des reportages¹⁴⁹³.

Parmi les projets de collaboration cherchant à exploiter ainsi des fuites anonymes, plusieurs ont trait à l'évasion fiscale et aux accords fiscaux comme, par exemple, le scandale dit des *Offshore Leaks*¹⁴⁹⁴. Celui-ci a éclaté au grand jour en avril 2013 et résultait de plusieurs années de recherches et d'analyses journalistiques¹⁴⁹⁵. Démontrant l'infrastructure des paradis fiscaux et son utilisation à des fins de fraude fiscale et de blanchiment d'argent à l'échelle mondiale, l'ampleur des *Offshore Leaks* est la plus conséquente jusqu'alors, atteignant 260 gigaoctets, soit 2,5 millions de documents, et dévoilant l'existence de plus de 120 000 comptes individuels extraterritoriaux de 170 pays et territoires¹⁴⁹⁶. Cependant, ce record a été rapidement battu par la fuite de documents classés confidentiels dits des *Panama Papers* de 2016, composée de 2,6 téraoctets, soit 11,5 millions de fichiers¹⁴⁹⁷, ainsi que celle désignée par le nom de *Paradise Papers* de 2017, constituée de 1,4 téraoctets, soit 13,4 millions de fichiers¹⁴⁹⁸.

Fuite de documents la plus conséquente jusqu'à présent, les *Panama Papers* sont issus de Mossack Fonseca, cabinet d'avocats panaméen spécialisé en matière de vente de sociétés extraterritoriales¹⁴⁹⁹. Les documents couvrent la période allant de la fondation du cabinet en 1977 jusqu'en décembre 2015, alors qu'il était le quatrième fournisseur le plus important du monde dans son domaine¹⁵⁰⁰. En mars 2018, Mossack Fonseca annonce la cessation de ses

¹⁴⁹² *Ibid.*

¹⁴⁹³ MCKENNA, Brian, « Panama Papers Technology Shows Data Journalism at its Best », in *Computer Weekly*, le 2 août 2016 [en ligne] <https://www.computerweekly.com/news/450301758/Panama-Papers-technology-shows-data-journalism-at-its-best> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁹⁴ GALLEGO, Cecile, « How to Investigate Companies Found in the Offshore Leaks Database », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 23 janvier 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/01/investigate-companies-found-offshore-leaks-database/> [consulté en juin 2019].

¹⁴⁹⁵ *Ibid.*

¹⁴⁹⁶ HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Secret Files Expose Offshore's Global Impact », le 2 avril 2013 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/offshore/secret-files-expose-offshores-global-impact/> [consulté en mars 2018] ; NOUGAYRÈDE, Natalie, « Le système offshore, cet ennemi patenté de la démocratie », in *Le monde*, le 4 avril 2013 [en ligne], https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2013/04/04/le-systeme-offshore-cet-ennemi-patente-de-la-democratie_3153426_4862750.html [consulté en mars 2018] ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Offshore Leaks Database », date non indiquée [en ligne], <https://offshoreleaks.icij.org/> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁹⁷ HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.*

¹⁴⁹⁸ *The Guardian*, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », *op. cit.*

¹⁴⁹⁹ HAMILTON, Martha, « Panamanian Law Firm Is Gatekeeper to Vast Flow of Murky Offshore Secrets », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 3 avril 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160403-mossack-fonseca-offshore-secrets/> [consulté en mars 2018] ; HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.*; *The Guardian*, « Mossack Fonseca: Inside the firm that helps the super-rich hide their money », le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/08/mossack-fonseca-law-firm-hide-money-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁰ *Ibid.*

activités en raison du ternissement de sa réputation suite aux révélations de son rôle dans l'évasion fiscale à l'échelle mondiale¹⁵⁰¹. Pour leur part, les *Paradise Papers* relèvent de la période de 1950 à 2016, et émanent de plusieurs sources : *Appleby*, cabinet d'avocats bermudien spécialisé dans l'optimisation fiscale, *Estera et Asiatic Trust*, fournisseurs centrés sur les services aux entreprises, et des registres du commerce situés dans dix-neuf juridictions fiscales¹⁵⁰². Les documents ont trait aux affaires fiscales de centaines d'acteurs politiques, de célébrités, et même aux biens privés du monarque du Royaume-Uni¹⁵⁰³.

Les documents contenus dans les *Panama Papers* et les *Paradise Papers* ont été fournis par des lanceurs d'alerte anonymes au quotidien allemand de centre-gauche basé à Munich, *Süddeutsche Zeitung*¹⁵⁰⁴. Étant donné que l'équipe de journalistes d'investigation de cette publication ne comporte que cinq membres, elle fait le choix de partager les données avec le Consortium international des journalistes d'investigation, comme précédemment pour d'autres projets tels que les *Offshore Leaks*¹⁵⁰⁵. Plus particulièrement, c'est Bastian Obermayer qui a réceptionné les données cryptées en 2014, connues collectivement comme les *Panama Papers*¹⁵⁰⁶. D'après ses explications, le lanceur d'alerte anonyme (John Doe) avait déjà tenté

¹⁵⁰¹ HAMILTON, Martha, *op. cit.* ; MORENO, Elida, « Panama Papers Law Firm Mossack Fonseca to Shut Down After Tax Scandal », in *Reuters*, le 15 mars 2018 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-corruption/panama-papers-law-firm-mossack-fonseca-to-shut-down-after-tax-scandal-idUSKCN1GQ34R> [consulté en mars 2018] ; SLAWSON, Nicola, « Mossack Fonseca Law Firm to Shut Down After Panama Papers Tax Scandal », in *The Guardian*, le 14 mars 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/14/mossack-fonseca-shut-down-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰² ALLSOP, Jon, « The Quiet Impact of the Paradise Papers », in *Columbia Journalism Review*, le 22 décembre 2017 [en ligne], <https://www.cjr.org/watchdog/paradise-papers-icij-tax-havens.php> [consulté en mars 2018] ; BENGTTSSON, Helena et HOPKINS, Nick, « What are the Paradise Papers and What do they Tell Us? », in *The Guardian*, le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2017/nov/05/what-are-the-paradise-papers-and-what-do-they-tell-us> [consulté en mars 2018] ; HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.* ; *The Guardian*, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », *op. cit.*

¹⁵⁰³ *Ibid.* ; SHIEL, Fergus, « Paradise Papers: ICIJ Partners and Appleby Agree to Settlement », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/05/paradise-papers-icij-partners-appleby-agree-settlement/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁰⁴ JASCHENSKY, Wolfgang, OBERMAIER, Frederik, OBERMAYER, Bastian et WORMER, Vanessa, « About the Panama Papers », in *Süddeutsche Zeitung*, date non indiquée [en ligne], <https://panamapapers.sueddeutsche.de/articles/56febff0a1bb8d3c3495adf4/> [consulté en mars 2018] ; OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the Story of How the Rich and Powerful Hide their Money*, *op. cit.*, pp. 1-9 ; *Süddeutsche Zeitung*, « These are the Paradise Papers », date non indiquée [en ligne], <https://projekte.sueddeutsche.de/paradisepapers/politik/this-is-the-leak-e866529/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁰⁵ JASCHENSKY, Wolfgang, OBERMAIER, Frederik, OBERMAYER, Bastian et WORMER, Vanessa, « About the Panama Papers », *op. cit.*

¹⁵⁰⁶ *BBC*, « Panama Papers: What Happened Next? », le 26 décembre 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-38319026> [consulté en mars 2018] ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Bastian Obermayer », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/bastian-obermayer/> [consulté en mars 2018] ; OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, *op. cit.*, pp. 1-9.

d'attirer l'intérêt de plusieurs organes de presse internationaux avant de se tourner vers le *Süddeutsche Zeitung*¹⁵⁰⁷. Dans une déclaration écrite de 1800 mots intitulée « La révolution sera numérisée » (*The Revolution Will Be Digitized*), adressée au journal allemand et au Consortium, John Doe insiste notamment sur la nécessité d'une meilleure protection des lanceurs d'alerte, ainsi que l'intérêt public lié aux débats concernant l'inégalité des revenus et la corruption à l'échelle mondiale¹⁵⁰⁸. Bastian Obermayer et son collègue Frederik Obermaier ont joué un rôle clé dans la mise en place du projet de collaboration journalistique transnationale¹⁵⁰⁹. Leur rôle leur a valu de remporter, au nom du Consortium, le prestigieux prix Pulitzer 2017 en journalisme d'éclairage (*explanatory reporting*), conjointement avec le quotidien américain *Miami Herald* et l'entreprise de presse américaine *McClatchy*¹⁵¹⁰. Selon Luke Harding, correspondant étranger auprès du *Guardian* ayant participé aux révélations des *Panama Papers* :

*Ce projet [les Panama Papers] était différent. Via une plateforme sécurisée, dénommée iHub, les journalistes étaient encouragés à ne pas se livrer concurrence mais à partager activement des informations et à échanger des pistes et des tuyaux. C'est ce que nous avons fait, dans une rafale de courriels cryptés. Depuis un certain temps, l'industrie mondiale des médias est dans un état de morosité. Les journaux réduisent les effectifs ; le marché publicitaire s'est effondré. Et pourtant, soudainement, ce modèle contre-intuitif de coopération semblait être la voie à suivre à un moment où les organisations médiatiques étaient fauchés.*¹⁵¹¹

Harding insiste ici sur la nature exceptionnelle, à peine imaginable, d'une telle coopération au-delà des intérêts des publications concurrentielles, et l'espoir que cela représente

¹⁵⁰⁷ ZEROFKY, Elisabeth, « How a German Newspaper Became the Go-To Place for Leaks like the Paradise Papers », in *The New Yorker*, le 11 novembre 2017 [en ligne], <https://www.newyorker.com/news/news-desk/how-a-german-newspaper-became-the-go-to-place-for-leaks-like-the-paradise-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁸ DOE, John, « The Revolution Will Be Digitized », in *International Consortium of Investigative Journalists*, « John Doe Manifesto: Panama Papers Source Offers Documents to Governments, Hints at More to Come », le 6 mai 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160506-john-doe-statement/> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁹ *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Bastian Obermayer », *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Frederik Obermaier », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/frederik-obermaier/> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹⁰ « The 2017 Pulitzer Prize Winner in Explanatory Reporting », in *Pulitzer*, date non indiquée [en ligne], <https://www.pulitzer.org/winners/international-consortium-investigative-journalists-mcclatchy-and-miami-herald> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹¹ « This project was different. Via a secure platform, called the iHub, journalists were encouraged not to compete with each other but to share information actively and to swap leads and tips. We did, in a flurry of encrypted emails. For some time the global media industry has been in a state of gloom. Newsrooms are downsizing; the ad market has collapsed. Suddenly, though, this counter-intuitive model of cooperation looked like the way to go at a time when media organizations were broke » : HARDING, Luke, « En avant », in OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, *op. cit.*, p. ix.

pour le journalisme d'investigation dans l'intérêt public malgré le manque de moyens. Le directeur du Consortium, Gerard Ryle, présente également ce projet sous cet angle¹⁵¹². Lors d'une conférence organisée par la fondation non lucrative *TED (Technology, Entertainment and Design)*, à Banff (Canada) en juin 2016, il évoque l'image des journalistes en tant que loups solitaires¹⁵¹³. Ryle mentionne les tensions inévitables au sein de cette équipe de 376 participants, survenues notamment lors de la semaine précédant les publications simultanées du 3 avril 2016 dans soixante-seize pays¹⁵¹⁴. D'où le caractère d'autant plus exceptionnel de la réussite selon lui :

*Mais là où il y a une crise, il y a aussi des opportunités [...] Il y a une certaine ironie dans ce que nous avons pu accomplir. La technologie – Internet – qui a mis à bas le modèle économique, nous permet de réinventer le journalisme lui-même et cette dynamique produit un niveau de transparence et d'impact sans précédent.*¹⁵¹⁵

Par ailleurs, Ryle défend le mode de travail adopté dans le cadre des *Panama Papers* du point de vue de l'éthique professionnelle, comme en témoigne son échange avec le magazine mensuel et périodique américain *Wired*, en avril 2016 : « Nous ne sommes pas Wikileaks. Nous essayons de montrer que le journalisme peut se faire de manière responsable »¹⁵¹⁶. Cette comparaison entre le Consortium et *Wikileaks* semble sous-entendre un jugement négatif à l'égard de la réputation de ce dernier, et le souhait de s'en éloigner pour éviter toute critique et réaffirmer la légitimité du journalisme professionnel. Ryle insiste ainsi sur l'éthique liée au tri, à l'analyse et au choix des informations à publier, et à la contextualisation à donner¹⁵¹⁷. Afin d'exploiter les bases massives de données non structurées des *Panama Papers* et *Paradise Papers*, les journalistes se servent de logiciels tels que ceux fournis par *Nuix*, entreprise australienne spécialisée dans ce domaine, à des fins d'indexation, de recherches et d'extraction

¹⁵¹² RYLE, Gerard [enregistrement audiovisuel], communication présentée lors d'une conférence intitulée « TED Summit 2016 » à Banff (Canada), du 26 au 30 juin 2016 [en ligne], https://www.ted.com/talks/gerard_ryle_how_the_panama_papers_journalists_broke_the_biggest_leak_in_history/discussion?nolanguage=nya [consulté en juin 2019] ; *TED Summit*, « Speakers », date non indiquée [en ligne], <https://tedsummit2016.ted.com/speakers> [consulté en juin 2019].

¹⁵¹³ *Ibid.*

¹⁵¹⁴ *Ibid.*

¹⁵¹⁵ « But where there is crisis, there is also opportunity [...] There's a kind of irony in what we've been able to do. The technology – the Internet – that has broken the business model, is allowing us to reinvent journalism itself and this dynamic is producing unprecedented levels of transparency and impact » : *Ibid.*

¹⁵¹⁶ « We are not Wikileaks. We're trying to show that journalism can be done responsibly » : RYLE, Gerard, in GREENBERG, Andy, « How Reporters Pulled Off the Panama Papers, the Biggest Leak in Whistleblower History », in *Wired*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.wired.com/2016/04/reporters-pulled-off-panama-papers-biggest-leak-whistleblower-history/> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹⁷ *Ibid.*

des informations correspondantes¹⁵¹⁸. Cette entreprise avait offert au Consortium un nombre limité de licences de logiciels en vue des travaux relatifs aux *Offshore Leaks* en 2013¹⁵¹⁹. Les journalistes se sont ensuite servis de *Neo4j*, logiciel de base de données orientée graphe, qui leur est offert par l'entreprise du même nom, ainsi que de logiciels de visualisation de données fournis par *Linkurious*, entreprise française spécialisée dans ce domaine¹⁵²⁰.

Dès les premières révélations du 3 avril 2016 liées aux *Panama Papers*, un article paru dans le magazine hebdomadaire américain *Time* évoque la possibilité que l'on assiste à la crise du capitalisme la plus conséquente de tous les temps¹⁵²¹. Selon les estimations actuelles, c'est l'équivalent de 10 pour cent du produit intérieur brut (PIB) au niveau mondial qui se trouve dans des paradis fiscaux, même si cette moyenne cache une grande hétérogénéité puisque ce taux atteint jusqu'à l'équivalent de 60 pour cent du PIB dans certains pays et régions¹⁵²². Compte tenu de la richesse illicite dissimulée dans les paradis fiscaux, les révélations ont été accompagnées de certains effets transformateurs immédiats liés notamment à l'éthique de gouvernance et à la lutte contre la corruption, au Royaume-Uni comme ailleurs¹⁵²³. À titre d'illustration, en juin 2013, David Cameron, alors Premier ministre, avait annoncé son souhait d'instaurer un registre des propriétés véritables accessible à l'administration fiscale, pour mettre fin à la culture du secret autour de l'évasion fiscale, et de sanctionner en cas de corruption¹⁵²⁴. Il avait profité notamment de sa présidence du groupe des huit (G8) cette année-là pour évoquer ce thème au niveau international¹⁵²⁵.

¹⁵¹⁸ CAMPBELL, Duncan, « How ICIJ's Project Team Analyzed the Offshore Files », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 2 avril 2013 [en ligne] <https://www.icij.org/investigations/offshore/how-icijs-project-team-analyzed-offshore-files/> [consulté en mars 2018] ; MCKENNA, Brian, *op. cit.* ; NUIX, « Panama Papers Retrospective: Three Years Later and Featured at Nuix Government Summit », le 23 avril 2019 [en ligne], <https://www.nuix.com/blog/panama-papers-retrospective-three-years-later-and-featured-nuix-government-summit> [consulté en juin 2019].

¹⁵¹⁹ *Ibid.*

¹⁵²⁰ BREWSTER, Thomas, « From Encrypted Drives to Amazon's Cloud - - The Amazing Flight of the Panama Papers », in *Forbes*, le 5 avril 2016 [en ligne], <https://www.forbes.com/sites/thomasbrewster/2016/04/05/panama-papers-amazon-encryption-epic-leak/#4c92b6653a34> [consulté en mars 2018] ; MCKENNA, Brian, *op. cit.* ; SASAKI, Bryce, « The 5-Minute Interview: Mar Cabra, Editor at the ICIJ », in *Neo4j*, le 24 juin 2016 [en ligne], <https://neo4j.com/blog/mar-cabra-icij/> [consulté en mars 2018].

¹⁵²¹ FOROOHAR, Rana, « The Panama Papers Could Lead to Capitalism's Greatest Crisis », in *Time*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://time.com/4280864/panama-papers-capitalism/> [consulté en avril 2018].

¹⁵²² ALSTADSÆTER, Annette, JOHANNESSEN, Niels, ZUCMAN, Gabriel, « Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality », in *Journal of Public Economics*, n° 162, 2018 [en ligne], gabriel-zucman.eu/files/AJZ2018.pdf [consulté en mars 2018], pp. 89-100.

¹⁵²³ BAACK, Stefan, *op. cit.*; TRAUTMAN, Lawrence, *op. cit.*, pp. 807-873.

¹⁵²⁴ CAMERON, David [enregistrement audio], in WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Tax Secrecy to be Swept Away, Says David Cameron », in *The Guardian*, le 15 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/tax-secrecy-central-register-cameron> [consulté en mars 2018].

¹⁵²⁵ WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Interview: David Cameron: 'G8 Summit is a Chance to Recover National Self-Confidence' », in *The Guardian*, le 14 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/david-cameron-interview-g8-summit-tax> [consulté en mars 2018].

Cependant, les *Panama Papers* avaient aussi révélé que Cameron avait lui-même profité de bénéficiaires en provenance de *Blairmore Investment Trust*, fondation d'origine panaméenne basée aux Bahamas¹⁵²⁶. Mise en place par le père du Premier ministre entre autres, cette fondation permettait d'éviter l'imposition au Royaume-Uni¹⁵²⁷. Alors que la *BBC* et le *Guardian* sont seuls au Royaume-Uni à participer au projet du Consortium¹⁵²⁸, leurs premières publications à l'égard de Cameron¹⁵²⁹ ont été largement relayées par la presse, qui affiche sa désapprobation voire sa condamnation des actions du Premier ministre¹⁵³⁰. Ces révélations sont d'autant plus embarrassantes pour Cameron que, comme le rappelle la presse : il avait exigé de tout candidat conservateur aux élections législatives nationales, en mars 2010, qu'il rende publique sa situation fiscale et s'engage à payer entièrement ses impôts pendant la durée de ses fonctions parlementaires ; il est alors chargé d'organiser le sommet anti-corruption du 12 mai 2016 à Londres¹⁵³¹.

Devant l'intensité de cette tempête médiatique, Cameron rend publiques, le 9 avril 2016, sa situation fiscale des six années précédentes¹⁵³². Cependant, selon un sondage réalisé pendant

¹⁵²⁶ BOOTH, Robert, PEGG, David et WATT, Holly, « David Cameron Admits Admits he Profited from Father's Panama Offshore Trust », in *The Guardian*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/07/david-cameron-admits-he-profited-fathers-offshore-fund-panama-papers> [consulté en mars 2018] ; HOULDER, Vanessa, « Beginner's Guide to Blairmore and the Problem with Offshore Investment », in *Financial Times*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.ft.com/content/01f5b790-fd9f-11e5-b5f5-070dca6d0a0d> [consulté en mars 2018] ; HUMPHRYS, John, « The Panama Papers: How Much Transparency do We Need? », in *Yougov*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/07/panama-papers-how-much-transparency-do-we-need> [consulté en mars 2018] ; RYLE, Gerard [enregistrement audiovisuel], communication présentée lors de la conférence « TED Summit 2016 » à Banff (Canada), *op. cit.*

¹⁵²⁷ *Ibid.*

¹⁵²⁸ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », *op. cit.*

¹⁵²⁹ Voir par exemple : *BBC*, « Panama Papers: Cameron's Father was Mossack Fonseca Client », le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/world-35961422> [consulté en avril 2018] ; GARSIDE, Juliette, « Fund Run by David Cameron's Father Avoided Paying Tax in Britain », in *The Guardian*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas> [consulté en avril 2018].

¹⁵³⁰ Voir par exemple : RILEY-SMITH, Ben et WILKINSON, Michael, « Exclusive: David Cameron's 'Hypocrisy' on Panama Papers After he Ordered All Parliamentary Candidates to Reveal their Tax Affairs », in *The Telegraph*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/04/08/panama-papers--david-cameron-admits-he-profited-from-fathers-off/> [consulté en avril 2018] ; SCULTHORPE, Tim, « David Cameron Faces Embarrassment as the Leaked Panama Papers Threaten to Overshadow his International Summit on Tax Avoidance Taking Place NEXT MONTH », in *The Daily Mail*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3522876/David-Cameron-faces-embarrassment-Panama-tax-haven-files-leak-threatens-overshadow-international-summit-tax-avoidance-taking-place-MONTH.html> [consulté en avril 2018] ; SIMS, Alexandra, « 'Frankly and Morally Wrong': David Cameron's Past Attacks on Tax Evasion », in *The Independent*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/david-camerons-past-attacks-on-tax-evasion-after-admitting-to-profiting-offshore-trust-following-a6974001.html> [consulté en avril 2018].

¹⁵³¹ RILEY-SMITH, Ben et WILKINSON, Michael, *op. cit.* ; SCULTHORPE, Tim, *op. cit.* ; *UK Gov*, « Anti-Corruption Summit 2016 », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/anti-corruption-summit-london-2016/about> [consulté en juin 2019].

¹⁵³² *BBC*, « David Cameron's Mother Gave PM £200,000 Gift », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-36007718> [consulté en avril 2018] ; *RNS Chartered Accountants*,

les deux jours suivants par *YouGov* à la demande du *Times* auprès d'un échantillon de 1693 personnes, quarante-cinq pour cent des personnes interrogées estimaient que le Premier ministre n'avait pas été fautif s'agissant de ses impôts et de ses investissements, trente-cinq pour cent considéraient qu'il avait été fautif, et vingt pour cent ne se prononçaient pas¹⁵³³. Cela étant, soixante-neuf pour cent des sondés estimaient que les chefs de partis politiques se doivent de rendre publiques leurs déclarations fiscales, soixante-huit pour cent pensaient que la même chose devait s'appliquer aux Ministres, et soixante-cinq sont également de cet avis concernant les députés¹⁵³⁴. Dans le contexte d'attention médiatique portée sur les révélations liées aux *Panama Papers*, les résultats de ce sondage témoignent d'une demande de transparence concernant la situation fiscale des décideurs politiques face à l'opacité des investissements extraterritoriaux.

À ce jour, aucune enquête publique indépendante n'a été initiée par le gouvernement britannique au sujet de l'évasion fiscale, ce qui remet en cause la volonté affichée de faire la lumière sur les mauvaises pratiques et d'y mettre un terme par la voie réglementaire¹⁵³⁵. La Commission d'enquête du Parlement européen portant sur le blanchissement d'argent et l'évasion fiscale (*PANA Committee*) souligne une absence de volonté de dialogue dans la mesure où les services fiscaux et douaniers de Sa Majesté se sont retirés au dernier moment des discussions prévues le 10 février 2017, qui visaient à la rédaction d'un rapport sur ce sujet¹⁵³⁶. Ce département non-ministériel du gouvernement britannique s'abstient de répondre à toute question concernant l'impôt en rapport avec les investissements extraterritoriaux et les

« Schedule of Taxable Sources of Income and Gains », in *UK Gov*, le 9 avril 2016 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/515399/PM_Tax_Schedule_9_04_2016.pdf [consulté en avril 2018] ; SANDLE, Paul et SHIRBON, Estelle, « UK's Cameron Releases Tax Records to Calm Panama Papers Storm », in *Reuters*, le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-tax-britain-idUSKCN0X60WL> [consulté en avril 2018].

¹⁵³³ *YouGov/The Times*, « Public Verdict on Tax Furore: Dave not so Dodgy », sondage à propos des intentions de vote et l'évasion fiscale, travail de terrain effectué du 11 au 12 avril 2016, [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/14/nothing-dodgy-about-dave> [consulté en avril 2018], p. 19.

¹⁵³⁴ *Ibid.*

¹⁵³⁵ GARSIDE, Juliette et OSBORNE, Hilary, « UK Under Pressure to Act over Tax Havens after Paradise Papers Leak », in *The Guardian*, le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2017/nov/06/uk-under-pressure-tax-havens-paradise-papers-leak> [consulté en mars 2018] ; *House of Commons Hansard*, « Paradise Papers », le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Commons/2017-11-06/debates/36FC99C0-70F6-4822-A222-302E7C829388/ParadisePapers> [consulté en juin 2019], vol. 630, colonne 1196.

¹⁵³⁶ JEZEK, Petr et KOFOD, Jeppe, *Report on the Inquiry into Money Laundering, Tax Avoidance and Tax Evasion*, A8-9999/2017, Strasbourg : European Parliament, le 8 novembre 2017 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/131460/2017-11-08%20PANA%20Final%20Report.pdf> [consulté en mars 2018], p. 93 ; REMEUR, Cécile « At a Glance: PANA Committee of Inquiry », in *European Parliamentary Research Service*, le 5 décembre 2017 [en ligne], http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_ATA%282017%29614619 [consulté en mars 2018].

dépendances de la Couronne¹⁵³⁷. Le rapport de la Commission d'enquête du Parlement européen, publié le 8 novembre 2017, fait état notamment de l'absence de transparence, de la nécessité de registres des propriétés véritables accessibles, et de la responsabilité du Royaume-Uni dans la surveillance des affaires fiscales liées à ses territoires d'outremer¹⁵³⁸. Le bilan de *Transparency International*, organisation non gouvernementale ayant pour vocation la lutte contre la corruption dans le monde, est implacable : les *Panama Papers* confirment « [...] le rôle du Royaume-Uni en tant que paradis pour les individus corrompus et leurs richesses volées »¹⁵³⁹. Cela étant, le 11 avril 2016, Cameron annonce devant la Chambre des communes la mise en place d'un groupe de travail (*Government taskforce*) destiné à analyser toutes les données provenant de la fuite des *Panama Papers*¹⁵⁴⁰. Une déclaration écrite de ce groupe de travail, présentée devant la Chambre des communes et la Chambre des lords en novembre 2016, fait état d'un grand nombre d'enquêtes en cours visant des individus soupçonnés d'évasion fiscale¹⁵⁴¹. En décembre 2017, il est estimé que cent millions de livres sterling seront récupérés suite aux enquêtes résultant de cette fuite¹⁵⁴².

Les répercussions des publications liées à la fuite des *Paradise Papers*, dont les premières sont publiées le 5 novembre 2017¹⁵⁴³, en sont encore à leur premier stade, dans un

¹⁵³⁷ JEZEK, Petr et KOFOD, Jeppe, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵³⁸ *Ibid.*

¹⁵³⁹ « [...] the UK's role as a safe haven for corrupt individuals and their stolen wealth » : *Transparency International*, « Panama Papers Expose UK Role in Global Corruption: Recommendations to End UK Role as a Safe Haven for Corrupt Money », le 7 avril 2016 [en ligne], https://www.transparency.org/news/pressrelease/panama_papers_expose_uk_role_in_global_corruption [consulté en juin 2019] ; *Transparency International*, « What is Transparency International? », date non indiquée [en ligne], <https://www.transparency.org/about> [consulté en avril 2018].

¹⁵⁴⁰ HAMMOND, Philip, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HCWS427 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Commons/2016-11-08/HCWS247/> [consulté en mars 2018] ; *Her Majesty's Revenue and Customs*, « Taskforce Launches Criminal and Civil Investigations into Panama Papers », in *UK Gov*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/taskforce-launches-criminal-and-civil-investigations-into-panama-papers> [consulté en mars 2018] ; *UK Gov*, « UK Launches Cross-Government Taskforce on the 'Panama Papers' », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-cross-government-taskforce-on-the-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁴¹ HAMMOND, Philip, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HCWS427 », *op. cit.* ; YOUNG, George, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HLWS249 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Lords/2016-11-08/HLWS249/> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁴² *House of Commons Committee of Public Accounts*, *HMRC's Performance in 2016-17*, HC456, le 20 décembre 2017 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmpubacc/456/456.pdf> [consulté en juin 2019], p. 5, para. 1.

¹⁵⁴³ Voir par exemple : *BBC*, « Paradise Papers: Your guide to four years of offshore revelations », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/business-41877932> [consulté en mars 2018] ; BENGTTSSON, Helena et HOPKINS, Nick, *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Offshore Trove Exposes Trump-Russia Links and Piggy Banks of the Wealthiest 1 Percent », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/paradise-papers-exposes-donald-trump-russia-links-and-piggy-banks-of-the-wealthiest-1-percent/> [consulté en mars 2018].

contexte où la capacité des services fiscaux et douaniers de Sa Majesté à mener à bien autant d'enquêtes est incertaine en raison d'un manque de moyens¹⁵⁴⁴. Le 14 novembre cette même année, la Chambre des communes mène un débat d'urgence au sujet de l'évasion fiscale¹⁵⁴⁵. Puis, le 1^{er} mai 2018, elle vote en faveur d'un amendement au projet de loi portant sur les sanctions et l'anti-blanchissement d'argent (*Sanctions and Anti-Money Laundering Bill*), afin d'obliger les territoires d'outre-mer britanniques à instaurer des registres des propriétés effectives avant fin 2020¹⁵⁴⁶. Malgré l'adoption de ce projet de loi, qui reçoit la sanction royale le 23 mai 2018¹⁵⁴⁷, l'amendement n'a toujours pas été adopté à ce jour¹⁵⁴⁸. Il reste un long chemin à parcourir, comme en témoigne un rapport publié le 28 mai 2019 par le Réseau pour la justice fiscale (*Tax Justice Network*), organisation non gouvernementale¹⁵⁴⁹. Selon son classement des paradis fiscaux des sociétés de 2019 (*Corporate Tax Haven Index 2019*), qui mesure le niveau de participation de chaque pays à l'opacité financière mondiale, les trois premiers responsables de la prolifération de l'évasion fiscale sont tous des territoires d'outre-mer britannique : les Îles Vierges britanniques, les Bermudes, et les Îles Caïmans¹⁵⁵⁰. Pour sa

¹⁵⁴⁴ *House of Commons Committee of Public Accounts, HMRC's Performance in 2016-17*, HC456, *op. cit.*, p. 5, para. 1.

¹⁵⁴⁵ *House of Commons Hansard*, « Emergency Debate: Tax avoidance and evasion (Paradise Papers) », le 14 novembre 2017 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/news/2017/november/emergency-debate-tax-avoidance-and-evasion-paradise-papers/> [consulté en juin 2019], vol. 631, colonnes 157-190 ; MOR, Federico et SEELY, Antony, *The Paradise Papers*, CDP-2017-0228, Londres : House of Commons Library, le 14 novembre 2017 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CDP-2017-0228> [consulté en juin 2019], p. 1.

¹⁵⁴⁶ BOWERS, Simon, « UK Backs Panama Papers Crackdown on 'Dirty Money' Haven », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 1^{er} mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/uk-backs-panama-papers-crackdown-dirty-money-havens/> [consulté en juin 2019] ; *House of Commons, Consideration of Bill (Report Stage): Sanctions and Anti-Money Laundering Bill*, le 1 mai 2018 [en ligne] https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/2017-2019/0176/amend/sanctions_daily_rep_0430.1-7.html [consulté en juin 2019] ; *The Caribbean Council*, « UK Territories Must Reveal Beneficial Ownership of Offshore Companies by 2021 », date non indiquée [en ligne], <https://www.caribbean-council.org/uk-territories-must-reveal-beneficial-ownership-offshore-companies-2021/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁷ *UK Parliament*, « Bill Stages: Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018 », date non indiquée [en ligne], <https://services.parliament.uk/bills/2017-19/sanctionsandantimoneylaundering.html> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁸ MANCE, Henry et PARKER, George, « MPs' Ire Greets May's Delay to Vote on Crown Dependencies », in *The Financial Times*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.ft.com/content/750c9cfc-3e75-11e9-b896-fe36ec32aee> [consulté en juin 2019] ; SABBAGH, Dan, « Ministers Postpone Bill Debate to Avoid Likely Defeat Over Tax Havens », in *The Guardian*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2019/mar/04/house-of-commons-financial-services-bill-debate-pulled-crown-dependencies> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁹ MANSOUR, Mark, « New Ranking Reveals Corporate Tax Havens Behind Breakdown of Global Corporate Tax System; toll of UK's tax war exposed », in *Tax Justice Network*, le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.taxjustice.net/2019/05/28/new-ranking-reveals-corporate-tax-havens-behind-breakdown-of-global-corporate-tax-system-toll-of-uks-tax-war-exposed/> [consulté en juin 2019] ; *The Guardian*, « UK and Territories are 'Greatest Enabler' of Tax Avoidance, Study Says », le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/may/28/uk-and-territories-are-greatest-enabler-of-tax-avoidance-study-says> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁰ MANSOUR, Mark, *op. cit.* ; *Tax Justice Network*, « Corporate Tax Haven Index – 2019 Results », 2019 [en ligne], <https://corporatetaxhavenindex.org/introduction/cthi-2019-results> [consulté en juin 2019].

part, le Parlement européen met en place, en mars 2018, une commission spéciale dénommée *TAX3*, qui prend en compte les *Paradise Papers*¹⁵⁵¹. Composé de quarante-cinq membres, elle a pour objectif d'enquêter sur les crimes fiscaux à l'échelle européenne et mondiale, et d'instaurer un système de taxation plus juste et plus efficace¹⁵⁵². Parmi les recommandations publiées en mars 2019, cette commission précise que « Les lanceurs d'alerte et les journalistes d'investigation doivent être beaucoup mieux protégés et un fonds européen visant à aider les journalistes d'investigation devrait être instauré »¹⁵⁵³.

Malgré le fort intérêt public des révélations des *Panama Papers* et des *Paradise Papers*, comme en témoigne les réactions et débats susmentionnés des décideurs politiques à l'échelle britannique et européenne, la *BBC* et le *Guardian* subissent de fortes pressions judiciaires liées à leurs publications : *Appleby*, le cabinet d'avocats bermudien spécialisé dans l'optimisation fiscale, a poursuivi ces deux organes médiatiques en justice pour abus de confiance et exigé la remise des six millions de documents qui lui appartiennent¹⁵⁵⁴. Au final, une résolution extrajudiciaire a été conclue entre les partis sans aucune mention de dommages et intérêts¹⁵⁵⁵. Par ailleurs, moins d'un an après les premières révélations des *Panama Papers*, l'opinion publique ne semblait pas être favorable aux journalistes de manière générale : dans le cadre du sondage susmentionné effectué par *YouGov* entre le 26 et le 27 février 2017, 72 pour cent des sondés constataient avoir très peu voire aucune confiance en les journalistes pour agir dans le meilleur intérêt du public¹⁵⁵⁶. Parmi les dix catégories proposées dans le cadre de cette question, les journalistes représentent ainsi la seconde catégorie la moins bien considérée derrière les

¹⁵⁵¹ *European Parliament*, « Tax Crimes: MEPs want EU financial police force and financial intelligence unit », le 26 mars 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190321IPR32109/tax-crimes-meps-want-eu-financial-police-force-and-financial-intelligence-unit> [consulté en juin 2019] ; PEGG, David, « Paradise Papers: EU Parliament Votes to Launch Tax Inquiry », in *The Guardian*, le 8 février 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2018/feb/08/paradise-papers-eu-parliament-votes-launch-tax-inquiry> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵² *Ibid.*

¹⁵⁵³ « Whistleblowers and investigative journalists must be much better protected and an EU fund to help investigative journalists should be set up » : *European Parliament*, « Tax Crimes: MEPs want EU financial police force and financial intelligence unit », *op. cit.*

¹⁵⁵⁴ *International Consortium of Investigative Journalists*, « Press Freedom: Appleby Launches Legal Action Against ICIJ's UK Partners », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/12/appleby-launches-legal-action-against-icijs-uk-partners/> [consulté en avril 2018] ; MARTINSON, Jane, « Public Interest Journalism Faces a Serious Threat from Paradise », in *The Guardian*, le 24 décembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2017/dec/24/paradise-papers-lawsuit-threatens-public-interest-journalism> [consulté en avril 2018] ; *The Guardian*, « Guardian to Fight Legal Action Over Paradise Papers », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/dec/18/guardian-bbc-legal-action-paradise-papers> [consulté en avril 2018].

¹⁵⁵⁵ *Appleby*, « Appleby, Guardian News and Media Limited and the BBC Settle Paradise Papers Dispute », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.applebyglobal.com/news/appleby-guardian-news-and-media-limited-and-the-bbc-settle-paradise-papers-dispute/> [consulté en juin 2019] ; *BBC*, « Paradise Papers: BBC, Guardian and Appleby Agree Settlement », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/uk-44001176> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁶ *YouGov*, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », *op. cit.*, pp. 1-2.

directeurs d'entreprises envers lesquels 74 pour cent des personnes interrogées disaient avoir très peu voire aucune confiance¹⁵⁵⁷.

L'assassinat de Daphne Caruana Galizia, journaliste d'investigation maltaise, dans une voiture piégée, le 16 octobre 2017¹⁵⁵⁸, rappelle la sombre réalité des pressions et dangers auxquels les journalistes peuvent se trouver confrontés lorsqu'ils ont affaire à des informations sensibles dans l'intérêt public. Spécialisée en affaires d'anti-corruption, Galizia avait participé au projet collaboratif du Consortium portant sur les *Panama Papers*, ce qui l'avait amenée à publier des articles ayant déplu aux acteurs politiques maltais concernés¹⁵⁵⁹. À ce jour, aucun procès n'a eu lieu à l'encontre des personnes soupçonnées du meurtre¹⁵⁶⁰ bien que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ait réclamé la mise en place d'une enquête publique indépendante sous trois mois¹⁵⁶¹. Deux semaines après l'assassinat de Galizia, Laurent Richard, journaliste d'investigation français, met en place un projet d'échange d'informations en ligne, sur une plateforme cryptée, intitulé « Histoires inédites » (*Forbidden Stories*)¹⁵⁶². Ce projet permet à *Réseau de voix libres* (*Freedom Voices Network*), organisation à but non lucratif basée à Washington DC et constituée de journalistes d'investigation du monde entier, de reprendre les travaux de journalistes menacés, emprisonnés ou assassinés¹⁵⁶³. Richard explique que l'un des objectifs consiste ainsi à dissuader toute attaque à l'encontre de journalistes, en proposant

¹⁵⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁵⁸ *The Malta Independent*, « Updated: Daphne Caruana Galizia Killed as Vehicle Blows up in Bidnija; Bomb not in Cabin - Expert », le 16 octobre 2017 [en ligne], <http://www.independent.com.mt/articles/2017-10-16/local-news/Person-dies-as-vehicle-goes-up-in-flames-in-Bidnija-6736180314> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁹ GALIZIA, Daphne, « Running Commentary: Daphne Caruana Galizia's Notebook », date non indiquée [en ligne], <https://daphnecaruanaGalizia.com/> [consulté en juin 2019] ; HENLEY, Jon, « Murdered Panama Papers Journalist's Son Attacks Malta's 'Crooks' », in *The Guardian*, le 17 octobre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/19/daphne-caruana-galizia-establishment-was-out-to-get-her-says-family> [consulté en juin 2019] ; SHERWOOD, Harriet, « Daphne Caruana Galizia's Son: 'They killed my mother but they won't stop me' », in *The Guardian*, le 29 juin 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/29/daphne-caruana-galizia-matthew-they-killed-my-mother-for-exposing-corruption-i-continue-her-work> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶⁰ *BBC*, « Caruana Galizia Murder: Malta suspect may get pardon », le 19 novembre 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-europe-50472482> [consulté en décembre 2019] ; GALIZIA, Matthew, in *BBC*, « Caruana Galizia Murder: Fighting for Justice for my Murdered Mother », le 2 mai 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-48093331> [consulté en juin 2019] ; SHERWOOD, Harriet, *op. cit.*

¹⁵⁶¹ *Council of Europe*, « PACE Demands Public Inquiry into Death of Daphne Caruana Galizia », le 26 juin 2019 [en ligne], <https://www.coe.int/en/web/portal/-/pace-demands-public-inquiry-into-death-of-daphne-caruana-galizia> [consulté en juin 2019] ; MAYHEW, Freddy, « Calls for Transparency as Public Inquiry into Journalist Daphne Caruana Galizia's Murder Opens in Malta », in *Press Gazette*, le 5 décembre 2019 [en ligne], <https://pressgazette.co.uk/calls-for-transparency-as-public-inquiry-into-journalist-daphne-caruana-galizia-murder-opens-in-malta/> [consulté en décembre 2019].

¹⁵⁶² *Forbidden Stories*, « About Us », date non indiquée [en ligne], <https://forbiddenstories.org/about-us/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶³ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », in *Columbia Journalism Review*, le 19 avril 2018 [en ligne], https://www.cjr.org/the_media_today/daphne_project_forbidden_stories.php [consulté en juin 2019] ; RICHARD, Laurent, « A Warning to the Corrupt: If you kill a journalist, another will take their place », in *The Guardian*, le 16 avril 2018 [consulté en juin 2019].

la sauvegarde des travaux de ces derniers¹⁵⁶⁴. Dans le cadre d'une collaboration spécifique aux travaux de Galizia, intitulée *Daphne Project*, une équipe de quarante-cinq journalistes provenant de dix-huit organes médiatiques ont ainsi travaillé en secret pendant cinq mois¹⁵⁶⁵. Le 17 avril 2018, les premiers résultats sont publiés, notamment par le *Guardian* au Royaume-Uni¹⁵⁶⁶. Richard souligne que cette équipe est constituée de journalistes qui croient au concept de journalisme collaboratif, au-delà des intérêts de toute publication individuelle¹⁵⁶⁷.

Les retombées économiques des révélations des *Panama Papers* et des *Paradise Papers* sont indéniables¹⁵⁶⁸. Les lanceurs d'alerte anonymes et les publications de journalisme collaboratif consécutives ont permis, jusqu'à présent, à vingt-trois pays de récupérer l'équivalent d'au moins 1,2 milliards de dollars américains (plus d'un milliard d'euros) ; des enquêtes ont été menées dans au moins quatre-vingt-deux pays ; les débats se poursuivent au sujet de la justice fiscale, des mécanismes de gouvernance, de la transparence, de la corruption¹⁵⁶⁹. Si ces deux fuites sont exceptionnelles par leur volume, le travail de journalisme collaboratif qui en découle s'inscrit dans une certaine continuité depuis les partenariats de *Wikileaks* avec la presse traditionnelle, en 2010 (déjà discuté dans le chapitre III)¹⁵⁷⁰. Face à la possibilité de futures fuites de masse de ce type, ceux qui seraient tentés par l'évasion fiscale doivent désormais prendre en compte le ternissement de leur réputation en cas de divulgation de leurs actes¹⁵⁷¹.

Cependant, les risques pour les personnes qui dénoncent des malversations sont très élevés, comme en témoignent les diverses attitudes à l'égard de Chelsea Manning et d'Edward

¹⁵⁶⁴ *Ibid.*

¹⁵⁶⁵ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », *op. cit.* ; FITZGIBBON, Will, « The Daphne Project: 'Her Voice will not be Silenced' », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 17 avril 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/04/daphne-project-voice-will-not-silenced/> [consulté en juin 2019] ; *Forbidden Stories*, « The Daphne Project: Every story published so far », date non indiquée [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶⁶ *Ibid.*

¹⁵⁶⁷ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », *op. cit.*

¹⁵⁶⁸ Voir par exemple : FERNANDES, Meena, MCGUINN, Jennifer et ROSSI, Ludovica, *Estimating the Economic Benefits of Whistleblower Protection in Public Procurement: Final Report*, Bruxelles : European Commission, juillet 2017 [en ligne], <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/8d5955bd-9378-11e7-b92d-01aa75ed71a1/language-en> [consulté en juillet 2018].

¹⁵⁶⁹ *Transparency International*, « Three Years After the Panama Papers: Progress on horizon », le 4 avril 2019 [en ligne], https://www.transparency.org/news/feature/three_years_after_the_panama_papers_progress_on_horizon [consulté en juin 2019].

¹⁵⁷⁰ BAACK, Stefan, *op. cit.*

¹⁵⁷¹ JOHNSON, Lachlan, « Whistleblowing and Investigative Journalism: Reputations damage and the private governance of aggressive tax planning », in ECCLESTON, Richard et ELBRA, Ainsley (eds.), *Business, Civil Society and the 'New' Politics of Corporate Tax Justice*, 1^{re} édition, 2018, pp. 269-291, p. 269-270.

Snowden¹⁵⁷². Dans un contexte de montée en puissance de la surveillance de masse étatique au détriment de la liberté d'expression des journalistes, la capacité de ces derniers à garantir la confidentialité de l'identité des lanceurs d'alerte reste plus que jamais essentielle¹⁵⁷³. Les possibilités offertes aux lanceurs d'alerte par les nouvelles technologies, et, plus particulièrement, les outils de cryptage des données, peuvent faciliter les échanges avec les journalistes. Néanmoins, il reste un long chemin à parcourir pour que l'ensemble des journalistes s'adaptent aux pratiques de sécurité nécessaires à la protection des sources, alors que les risques de piratage des données sont conséquents¹⁵⁷⁴.

Les scandales à répétition ont mis en exergue la nécessité d'améliorer la protection des lanceurs d'alerte¹⁵⁷⁵. C'est ainsi que, le 16 avril 2019, le Parlement européen a adopté une directive visant à harmoniser les règles à l'échelle européenne, protégeant contre d'éventuelles représailles ceux qui divulguent des informations dans le cadre de leurs activités professionnelles¹⁵⁷⁶. Adoptée à hauteur de 591 voix en faveur, avec seulement 29 voix contre et 33 abstentions¹⁵⁷⁷, et après approbation formelle, les États membres disposent d'une période de deux ans pour effectuer la transposition de la directive dans le droit national¹⁵⁷⁸. La transition vers une culture d'acceptation des lanceurs d'alerte dans l'intérêt public reste donc à évaluer dans les années à venir. Dans le cas spécifique du Royaume-Uni, le niveau de coopération avec les autres États membres de l'Union européenne reste à établir, notamment dans le contexte du référendum du 23 juin 2016 en faveur de la sortie de l'Union européenne¹⁵⁷⁹.

¹⁵⁷² PHILLIPS, Gill, *op. cit.*

¹⁵⁷³ DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, *Protecting Sources and Whistleblowers in a Digital Age*, Londres: Information Law and Policy Centre, février 2017 [en ligne], <https://infolawcentre.blogs.sas.ac.uk/source-protection-report-2017/> [consulté en mai 2018], p. 4.

¹⁵⁷⁴ BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, pp. 334-335 ; DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, « Can You Keep a Secret? Legal and Technological Obstacles to Protecting Journalistic Sources », in PRICE, Stuart (ed.), *Journalism, Power and Investigation*, Oxon et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2019, pp. 95-112.

¹⁵⁷⁵ KAFTERANIS, Dimitrios, « Rethinking Financial Rewards for Whistle-Blowers Under the Proposal for a Directive on the Protection of Whistle-Blowers Reporting Breaches of EU Law », in *Nordic Journal of European Law*, vol. 2, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.lub.lu.se/njel/article/view/19787> [consulté en juin 2019], pp. 38-49.

¹⁵⁷⁶ YAKIMOVA, Yasmina, « Protecting Whistle-Blowers: New EU-wide rules approved », in *European Parliament*, le 16 avril 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190410IPR37529/protecting-whistle-blowers-new-eu-wide-rules-approved> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁷⁷ *Ibid.*

¹⁵⁷⁸ *Ibid.*

¹⁵⁷⁹ *UK Gov*, « EU Referendum », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/eu-referendum> [consulté en juin 2016].

CONCLUSION GÉNÉRALE

Tendances et perspectives pour une presse libre et plurielle au Royaume-Uni dans un paysage en cours de mutation

Le point de départ de ce sujet de thèse était un questionnement sur la nature des incohérences inhérentes au principe d'une presse libre au service de l'intérêt public, ainsi que sur leurs causes et conséquences. Il s'agissait d'explorer le degré d'efficacité de la presse dans cette mission dite d'intérêt public, et de mesurer la pertinence des références à une crise de l'industrie de la presse depuis 1998. En particulier, la réflexion initiale portait sur les multiples interprétations et appropriations de la notion d'intérêt public, et sur le poids qui lui est attribué face aux pressions et contraintes liées à d'autres considérations telles que la confidentialité, le droit à la vie privée, la sécurité nationale. L'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 a constitué un élément essentiel de cette analyse dans la mesure où le statut de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence subséquente s'en trouve renforcé dans l'ordre juridique du Royaume-Uni. Par ailleurs, il s'agissait de prendre en compte les évolutions du paysage numérique pour déterminer leurs éventuelles influences sur la pratique journalistique. L'hypothèse de départ était que la politique publique actuelle en matière de régulation de la presse au Royaume-Uni est le résultat de multiples négociations et transitions. Il était supposé une évolution de la place accordée à la pratique journalistique depuis 1998, en raison de la reconnaissance de la liberté d'expression comme droit positif qualifié, ainsi que l'insertion de ce droit dans un jeu d'équilibre complexe face à l'exercice d'autres droits.

Ce projet de recherche a permis de démontrer que la période qui débute en 1998 comporte de nombreux paradoxes pour la liberté de la presse : certaines avancées ont été obtenues, d'autres obstacles ont surgi. Certes, l'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998 représente un changement majeur, car, historiquement, le rôle de la presse britannique était marqué par une absence apparente de considération expresse et la liberté d'expression était considérée comme un droit négatif et résiduel. Cependant, le chemin vers la reconnaissance d'un privilège journalistique qualifié n'a pas été aisé, et cette dernière reste aujourd'hui foncièrement sujette à caution dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la normalisation de la surveillance de masse à l'ère numérique.

Dans un premier temps, la notion de crise a été explorée au prisme des débats concernant la crédibilité de la presse britannique à exercer de manière déontologique, compte tenu des

pressions économiques existantes. Dans le sillage de la mort de la princesse Diana, la légitimité de la presse au service de l'intérêt public a été mise à mal, en raison de pratiques contraires à la déontologie indissociables de l'affaire. Le modèle d'autorégulation, enraciné depuis les années 1940, ne semble pas être capable de mettre fin aux mauvaises pratiques dans certains secteurs de la presse, malgré les interrogations périodiques à son égard lors des débats politiques. Pourtant, cette situation a continué de persister pendant les années 2000, même si l'étendue véritable de ces mauvaises pratiques n'a été dévoilée qu'à partir de 2011. En parallèle, l'économie de la presse est soumise à de fortes pressions, et plus particulièrement le journalisme d'investigation de qualité. Alors que le principe d'une pluralité des voix au service d'une démocratie participative efficace est essentiel, il n'existe toujours aucune définition statutaire de la pluralité des médias au Royaume-Uni. La politique a évolué vers un assouplissement des restrictions portant sur la propriété des médias, si bien que le taux de concentration dans ce secteur économique a augmenté.

Suite aux révélations du scandale du piratage téléphonique en 2011, l'enquête publique judiciaire indépendante de Leveson, portant sur la culture, les pratiques et l'éthique de la presse, représente un travail dont l'ampleur doit être soulignée. Elle a permis de dévoiler la véritable étendue des pratiques contraires à l'éthique et illégales au sein de la presse britannique, ainsi que les jeux de pouvoir sociétaux liés aux rapports triangulaires entre la presse, les députés et la police. Cependant, il est à regretter que le rapport de Leveson ne consacre qu'une page au sujet d'Internet, et qu'il ne fasse aucune proposition quant aux spécificités de cet espace qui dépasse le cadre réglementaire national. Cela est d'autant plus surprenant que cette période a été marquée par l'expansion rapide des médias numériques, des questionnements sur la responsabilité des internautes et des plateformes en ligne, le développement de partenariats transnationaux entre médias alternatifs et presse traditionnelle, et la capacité des lanceurs d'alerte anonymes de partager des fuites de plus en plus conséquentes.

La recommandation de Leveson d'adopter des mesures de régulation de la presse rompt avec le modèle d'autorégulation historique. Néanmoins, le gouvernement de coalition conservateur-libéral-démocrate a préféré opter pour une Charte royale, approuvée par Sa Majesté en 2013. Le choix de ce procédé, dont les origines remontent au XIII^{ème} siècle, peut être interprété comme un compromis résultant des négociations entre partisans et opposants d'une réglementation législative de la presse. De manière déterminante, la Charte traite principalement du fonctionnement de tout organisme d'autorégulation respectant ses critères ; elle ne répond pas aux questions liées à la pluralité des voix telles que la propriété croisée. Malgré cette situation, la presse traditionnelle est quasi-unanime dans son hostilité envers toute

forme de régulation statutaire, préférant soutenir une contre-proposition excluant toute intervention de l'État. L'Organisation indépendante des normes de la presse a ainsi été fondée en 2014, mais celle-ci ne parvient pas à obtenir la confiance du public compte tenu des débats qu'elle suscite quant à son manque d'indépendance vis-à-vis de l'industrie de la presse. Les recommandations de Leveson s'inscrivent ainsi dans un cycle de menaces de mesures législatives à l'encontre de la presse qui remonte au milieu du XX^{ème} siècle. À ce jour, la situation demeure bloquée. D'une part, l'établissement de la Charte de 2013 n'a pas réussi à susciter le soutien de la presse traditionnelle. D'autre part, le taux de concentration de la presse et de la propriété croisée reste très élevé. La politique en matière de pluralité des médias reste ainsi à actualiser pour faire face à la réalité du marché.

Dans un deuxième temps, la notion de crise a été étudiée par le biais des pressions et contraintes pesant sur la presse, découlant des mesures de censure et d'autocensure en amont de la publication. Avec le développement rapide du droit à la vie privée depuis le début des années 2000, les *super-injonctions* à l'encontre de la presse ont fait l'objet de controverses, car elles dérogent au principe de la publicité de la justice. La difficulté réside dans le jeu d'équilibre entre la liberté d'expression, dont dépend celle de la presse, et les autres droits reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme. En cas de litige, une place importante est accordée au judiciaire pour déterminer la nature et les limites de l'intérêt public comme motif de justification de toute publication. C'est ce que démontrent plusieurs affaires concernant des injonctions en amont de la publication pendant la période examinée. Pour la presse, de telles pressions impliquent parfois de longues procédures, coûteuses en temps et en ressources, pouvant générer un effet dissuasif susceptible de peser sur les choix de publication.

En tout état de cause, le degré d'efficacité des injonctions en amont de la publication est mitigé à l'ère numérique. L'octroi d'une telle injonction dans l'un des trois ordres de juridictions du Royaume-Uni ne rend pas celle-ci applicable dans les deux autres, ni à l'étranger. Au contraire, le recours à ce type de procédure peut susciter l'intérêt accru des internautes, et une amplification de l'attention médiatique sur Internet par le biais du partage instantané. De même, la pertinence et l'efficacité du système singulier de l'Avis aux médias en matière de défense et de sécurité semblent réduites à l'ère numérique. Ce système non-juridiquement contraignant repose sur un accord tacite entre le gouvernement et les médias, et implique l'autocensure en amont de la publication de toutes informations officielles considérées comme préjudiciables à la défense et à la sécurité nationale. Si ce système existe depuis plus d'un siècle, les dernières modifications qui y ont été apportées en 2015 paraissent insuffisantes,

car elles ne répondent pas aux stratégies de contournement liées aux évolutions du partage des informations à l'ère numérique.

Dans un troisième temps, la notion de crise a été examinée sous l'angle des évolutions en matière de protection des sources journalistiques, car la légitimité de la presse à exercer en dépend. Suite à l'adoption de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, la presse a obtenu une reconnaissance de la protection des sources en tant que prérogative professionnelle en faveur de l'intérêt public. Cependant, tout comme les procédures judiciaires concernant les injonctions en amont de la publication, celles relatives aux ordonnances de divulgation sont parfois longues et coûteuses. Par ailleurs, il existe toujours le risque d'un effet dissuasif sur les choix de publication. Ce n'est qu'en 2007 que la nécessité d'adopter, en matière de protection des sources, une approche identique à celle relative à la liberté d'expression, est reconnue pleinement au Royaume-Uni¹⁵⁸⁰. Par ailleurs, ce n'est qu'en 2010 que la Cour européenne des droits de l'homme rend un arrêt clé relevant l'insuffisance des garde-fous législatifs institués pour limiter les larges pouvoirs accordés à l'exécutif en matière de contrôle et de fouille de tout individu, y compris des journalistes¹⁵⁸¹.

Malgré ces avancées vers le développement d'un privilège journalistique qualifié, la protection des sources est bouleversée par les évolutions de la stratégie anti-terroriste du Royaume-Uni depuis le début du XXI^{ème} siècle, ainsi que par les programmes de surveillance de masse dont les premières révélations ont été publiées en 2013. Alors que la politique de défense britannique est traditionnellement conçue pour faire face à des menaces exceptionnelles, imminentes et identifiées, le glissement vers une politique de prévention fait l'objet de controverses. La presse est particulièrement sensible à ces développements, comme en témoignent les révélations de détournement des pouvoirs anti-terroristes pour divulguer des sources journalistiques dans le cadre des enquêtes policières « Alice » et « Solar » en 2014.

Somme toute, la presse est sujette à des contraintes et pressions d'un point de vue structurel économique, mais doit également faire face à des mesures de censure et d'autocensure en amont de la publication et aux risques liés à la saisie de matériel journalistique et à la divulgation de ses sources. Toutefois, il serait réducteur de conclure que la liberté de la presse britannique est à comprendre uniquement par le prisme de la notion de crise depuis 1998. Comme déjà indiqué, cette période est source de nombreux paradoxes. Dans un contexte marqué par le manque de moyens humains et matériels consacrés au journalisme d'investigation, celui-ci a été capable de s'adapter, de se réinventer, et de réaffirmer sa

¹⁵⁸⁰ *Mersey Care NHS Trust v Ackroyd* [2007] EWCA Civ 101, *op. cit.*, para. 12.

¹⁵⁸¹ *Gillan and Quinton v the UK* 4158/05 [2010] ECHR 28, *op. cit.*, para. 87.

légitimité, notamment dans le cadre de partenariats transnationaux relatifs à des sujets de grande envergure. C'est ce que démontrent les partenariats expérimentaux établis entre plusieurs journaux traditionnels et *Wikileaks* en 2010, puis les travaux récents du Consortium international des journalistes d'investigation en rapport avec des fuites massives anonymes. Réfutant l'image de « loups solitaires » parfois attachée aux journalistes, ce modèle de coopération implique un réseau international qui dépasse les intérêts des publications concurrentielles. Ce type de travail au service de l'intérêt public fait appel à la sensibilisation des journalistes au sujet du cryptage des données de communication et à l'amélioration des systèmes de sécurité pour garantir l'accès à l'information face à la surveillance de masse.

La poursuite des pratiques de surveillance de masse, par nature sans discernement et sans soupçon raisonnable, et l'insuffisance des garde-fous prévus parmi les propositions de loi récentes, ne cessent de faire débat au Royaume-Uni. L'arrêt définitif concernant l'affaire *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, est très attendu par les organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme – un appel ayant été formé devant la Grande Chambre de la Cour le 4 février 2019, puis entendu le 10 juillet suivant¹⁵⁸². Il s'agit de la première contestation du cadre législatif des activités de surveillance de masse du Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme depuis les révélations de Snowden. Les requérants espèrent ainsi obtenir un arrêt définitif au sujet de l'incompatibilité de la surveillance de masse avec la Convention européenne des droits de l'homme.

Par ailleurs, dans le contexte du référendum du 23 juin 2016 sur la sortie de l'Union européenne, la possibilité d'une rupture vis-à-vis de la Cour européenne des droits de l'homme, par le biais de l'abolition de la loi portant sur les droits de l'homme de 1998, n'est pas à écarter. Il faut préciser à ce sujet qu'une rupture formelle avec le système européen des droits de l'homme supposerait une dénonciation de la Convention effectuée suivant la procédure et les formes prévues par celle-ci. Le remplacement de cette loi par une « Déclaration des droits » propre au Royaume-Uni aurait un impact majeur sur la conception du rôle de la presse, en fonction de la place qui lui serait attribuée dans un tel document.

À l'issue de cette thèse, les pistes de recherche possibles sont multiples. Alors que la liberté de la presse a été étudiée, ici, en rapport avec la presse nationale, il conviendrait d'apporter une attention particulière aux spécificités régionales dans une perspective comparatiste. Ainsi que cela a été évoqué dans le cadre du projet de recherche, les différences qui existent entre les trois ordres de juridictions du Royaume-Uni ont parfois un impact sur les

¹⁵⁸² *European Court of Human Rights*, « Press Release: Grand Chamber hearing on complaints about surveillance systems in the case of *Big Brother Watch and Others v. the United Kingdom* », ECHR 258 (2019), *op. cit.*

choix de publication. Cependant, il serait nécessaire de creuser les autres spécificités historiques et culturelles propres à la presse locale. Par ailleurs, il serait enrichissant d'examiner le rôle du journalisme embarqué (*embedded journalism*), afin de faire ressortir les difficultés liées à l'indépendance du journalisme, à l'accès aux informations, au droit de publier en temps de guerre. Les difficultés d'accès à des informations fiables lors du bombardement du Kosovo, en 1999, ont abouti à un début de réflexion à cet égard. Il serait également intéressant de porter une attention particulière aux spécificités de la déontologie et de la liberté d'exercer en tant que photojournalistes. Ainsi que cela a été évoqué dans cette thèse, ceux-ci se trouvent parfois ciblés en tant que terroristes potentiels dans le cadre de la stratégie anti-terroriste britannique. Compte tenu de l'ampleur des enjeux sociétaux liés à la liberté de la presse, les études en ce domaine continueront à contribuer à une meilleure compréhension de sa conceptualisation, de son appropriation, de sa pratique.

Bibliographie

I Sources primaires

1. Affaires judiciaires

Ackroyd v Mersey Care NHS Trust [2003] EWCA Civ. 663, le 16 mai 2003 [en ligne], <https://www.bailii.org/cgi-bin/markup.cgi?doc=/ew/cases/EWCA/Civ/2003/663.html> [consulté en janvier 2018].

Ashworth Security Hospital v MGN Limited [2002] UKHL 29, le 27 juin 2002 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld200102/ldjudgmt/jd020627/ash-1.htm> [consulté en janvier 2018].

British Steel Corporation Respondents v Granada Television Ltd. Appellants [1980] 3 WLR 774, [1981] AC 1096.

Campbell v MGN Limited [2004] UKHL 22, le 6 mai 2004 [en ligne], <https://www.publications.parliament.uk/pa/ld200304/ldjudgmt/jd040506/campbe-1.htm> [consulté en janvier 2017].

Campbell v Mirror Group Newspapers [2002] EWHC 499 QB, le 27 mars 2002 [en ligne], <http://www.bailii.org/cgi-bin/markup.cgi?doc=/ew/cases/EWHC/QB/2002/499.html> [consulté en janvier 2017].

Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, le 13 septembre 2018 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-186048> [consulté en septembre 2018].

Cour d'appel d'Amsterdam, jugements du 23 décembre 2011 : 23-003334-10 et 23-003335-10 [en ligne], <http://zoeken.rechtspraak.nl/ResultPage.aspx> [consulté en décembre 2016].

Cour suprême de Norvège, Injunction. Television program about police methods of investigation, HR-2007-00506-A, n° d'affaire 2006/1694, le 14 mars 2007 [en ligne], <https://www.domstol.no/en/Enkelt-domstol/-Norges-Hoyesterett/Summary-of-Recent-Supreme-Court-Decisions/Summary-of-Supreme-Court-Decisions-2007/> [consulté en décembre 2016].

Court Order, The Queen -and- Barry Thomas Brady & ORS, le 19 juin 2014, ordonnance archivée par Wikileaks [en ligne], <https://wikileaks.org/aus-suppression-order/WikiLeaks-Australian-suppression-order.pdf> [consulté en juillet 2017].

CTB and (1) News Group Newspapers Limited (2) Imogen Thomas, [2011] EWHC 1232 (QB), le 16 mai 2011 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/QB/2011/1232.html> [consulté en décembre 2016].

Financial Times Ltd. & Ors v Interbrew SA [2002] EWCA Civ 274, le 8 mars 2002 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWCA/Civ/2002/274.html> [consulté en janvier 2018].

Financial Times Ltd and Others v United Kingdom [2009] ECHR 2065, le 15 décembre 2009 [en ligne], hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf/?library=ECHR&id=001-96157&filename=001-96157.pdf [consulté en décembre 2014].

Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28, le 12 janvier 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus/?i=001-96585> [consulté en janvier 2015].

Goodwin v the United Kingdom (1996) 22 EHRR 123, le 27 mars 1996 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/goodwin-v-united-kingdom/> [consulté en août 2016].

Goodwin v News Group Newspapers Ltd [2011] EWHC 1309 (QB), le 19 mai 2011 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/QB/2011/1309.html> [consulté en août 2016].

In RE Application of the Federal Bureau of Investigation for an Order Requiring the Production of Tangible Things From Verizon Business Network Services, Inc. on Behalf of MCI Communication Services, Inc. D/B/A Verizon Business Services, n° de dossier BR 13-80, United States Foreign Intelligence Surveillance Court, le 25 avril 2013, document archivé par The

Guardian [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/interactive/2013/jun/06/verizon-telephone-data-court-order> [consulté en octobre 2017] et par *The Washington Examiner* [en ligne], <https://www.washingtonexaminer.com/full-text-the-fisa-court-order-forcing-verizon-to-hand-over-data> [consulté en octobre 2017].

Interbrew SA v Financial Times and Others [2001] EWHC 480 (Ch), le 19 décembre 2001 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/Ch/2001/480.html> [consulté en juillet 2018].

In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000, [2009] NI Cty 4, County 117.

John Terry (previously referred to as 'LNS') and Persons Unknown, [2010] EWHC 119 (QB), le 30 janvier 2010 [en ligne], <http://www.5rb.com/case/terry-previously-lns-v-persons-unknown/> [consulté en février 2017].

Manchester Crown Court and Others [2008] EWHC 1362 (Admin), le 19 juin 2008 [en ligne], <https://www.bailii.org/ew/cases/EWHC/Admin/2008/1362.html> [consulté en janvier 2018].

Max Mosley v News Group Newspapers Ltd. [2008] EWHC 1777 (QB), le 30 juillet 2008 [en ligne], <http://www.5rb.com/case/mosley-v-news-group-newspapers-ltd-no-3/> [consulté en janvier 2017].

Mersey Care NHS Trust v Ackroyd [2006] EWHC 107 (QB), le 7 février 2006 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/mersey-care-nhs-trust-v-ackroyd-no-2/> [consulté en janvier 2018].

Mersey Care NHS Trust v Ackroyd [2007] EWCA Civ 101, le 21 février 2007 [en ligne], <http://www.bailii.org/ew/cases/EWCA/Civ/2007/101.html> [consulté en janvier 2018].

Michael Napier, Irwin Mitchell – and – Pressdram Limited [2009] EWHC 39 (QB), le 19 mai 2009 [en ligne], <http://www.5rb.com/wp-content/uploads/2013/10/Napier-v-Pressdram-CA-9-May-2009.pdf> [consulté en décembre 2016].

Miranda v Secretary of State for the Home Department [2014] EWHC 255, le 19 février 2014 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/david-miranda-v-1-secretary-state-home-department-2-commissioner-police-metropolis/> [consulté en octobre 2017].

Mosley v the United Kingdom [2011] 53 ECHR, n°48009/08, le 10 mai 2011 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng ?i=001-104712> [consulté en septembre 2014].

News Group & Others v The Commissioner of Police of the Metropolis [2015] UKIPTrib 14_176-H, le 17 décembre 2015 [en ligne], https://www.ipt-uk.com/docs/IPT_14_176_H.pdf [consulté en janvier 2016].

Norwich Pharmacal Co. And Ors v Commissioners of Customs and Excise [1974] AC 133, le 26 juin 1973 [en ligne], <http://www.bailii.org/uk/cases/UKHL/1973/6.html> [consulté en décembre 2014].

R (on application of Miranda) v Secretary of State for the Home Department [2016] EWCA Civ 6, le 19 janvier 2016 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/wp-content/uploads/2016/01/miranda-v-home-sec-judgment.pdf> [consulté en octobre 2017].

R (on the application of Bancoult N°3) (Appellant) v Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs (Respondent) [2018] UKSC 3 [en ligne], <https://www.supremecourt.uk/cases/docs/uksc-2015-0022-judgment.pdf> [consulté en février 2018].

Regina v Constance Briscoe, le 2 mai 2014 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-constance-briscoe/> [consulté en octobre 2014].

Regina v Vasiliki Pryce and Christopher Huhne, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-pryce-huhne-sentencing-remarks/> [consulté en octobre 2014].

RJW v Guardian News and Media Limited [2009] EWHC 2540 (QB), injonction, le 11 septembre 2009 [en ligne],

https://wikileaks.org/wiki/Minton_report_secret_injunction_gagging_The_Guardian_on_Trafi_gura,_11_Sep_2009 [consulté en janvier 2017].

Ryan Giggs v News Group Newspapers Ltd and Imogen Thomas, [2012] EWHC 431 (QB) [en ligne], <https://www.judiciary.gov.uk/judgments/ryan-giggs-ngn-judgment-02032012/> [consulté en décembre 2016].

Summary Judgment : DPP (Cth) v Brady & others [2015] VSC 246, le 19 juin 2015 [en ligne], <http://www.supremecourt.vic.gov.au/home/law+and+practice/judgments+and+sentences/judgment+summaries/cdpp+v+brady+others+judgment+summary> [consulté en juillet 2017].

Tribunal d'arrondissement d'Amsterdam, jugement du 23 juillet 2010 : 13/846003-06 (PROMIS), [en ligne], <https://uitspraken.rechtspraak.nl/#zoekverfijn/ljn=BN2149&so=Relevance> [consulté en décembre 2016].

Von Hannover v Royaume-Uni (N° 1) [2004] EMLR 379, numéro de la requête 59320/00, le 24 juin 2004 [en ligne], <http://www.bailii.org/uk/cases/UKHL/2004/22.html> [consulté en janvier 2017].

2. Articles de presse, articles de blogs

ACKROYD, Robin, « From the High Court to the Steppe », in *The Independent*, le 13 février 2006 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/from-the-high-court-to-the-steppe-6109195.html> [consulté en 264olumbi 2018].

ADAMS, Richard, « FSA Quits Interbrew Leak Inquiry », in *The Guardian*, le 15 septembre 2003 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2003/sep/15/pressandpublishing.business> [consulté en 264olumbi 2018].

AGERHOLM, Harriet, « UK Mass Surveillance Programme Violates Human Rights, European Court Rules », in *The Independent*, le 13 septembre 2018 [en ligne],

<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/uk-mass-surveillance-gchq-eu-human-rights-echr-edward-snowden-a8535571.html> [consulté en septembre 2018].

ALLSOP, Jon, « The Quiet Impact of the Paradise Papers », in *Columbia Journalism Review*, le 22 décembre 2017 [en ligne], <https://www.cjr.org/watchdog/paradise-papers-icij-tax-havens.php> [consulté en mars 2018].

ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », in *Columbia Journalism Review*, le 19 avril 2018 [en ligne], https://www.cjr.org/the_media_today/daphne_project_forbidden_stories.php [consulté en juin 2019].

ANDREWS, Suzanna, BURROUGH, Bryan et ELLISON, Sarah, « The Snowden Saga: A Shadowland of Secrets and Light », in *Vanity Fair*, le 23 avril 2014 [en ligne] <https://www.vanityfair.com/news/politics/2014/05/265olumb-snowden-politics-interview> [consulté en octobre 2017].

ARMITAGE, Jim, « Interbrew Ponders £4bn SA Bid », in *The Daily Mail*, le 28 novembre 2001 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/money/news/article-1546826/Interbrew-ponders-1634bn-SA-bid.html> [consulté en janvier 2018].

ARTHUR, Charles, « Twitter Traffic Sees 22% Spike in Rush to Find Identity of Injunction Footballer », in *The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/technology/2011/may/23/twitter-traffic-injunction-footballer> [consulté en juillet 2016].

ARTHUR, Charles et HALLIDAY, Josh, « Wikileaks Fights to Stay Online After US Company Withdraws Domain Name », in *The Guardian*, le 3 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/blog/2010/dec/03/wikileaks-knocked-off-net-dns-everydns?INTCMP=SRCH> [consulté en octobre 2014].

BAKKE, Synnove et KNUDSSON, Kjersti, « A Spreading of Toxic Gags », in *The Guardian*, le 26 octobre 2009 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/oct/26/spreading-toxic-injunctions>
[consulté en 266olumbi 2017].

BALL, James, « Wikileaks Publishes Full Cache of Unredacted Cables », *in The Guardian*, le 2 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/02/wikileaks-publishes-cache-unredacted-cables> [consulté en septembre 2014].

BALL, James, « GCHQ Captured Emails of Journalists from Top International Media », *in The Guardian*, le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2015/jan/19/gchq-intercepted-emails-journalists-ny-times-bbc-guardian-le-monde-reuters-nbc-washington-post> [consulté en novembre 2017].

BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick, et MACASKILL, Ewen, « GCHQ Intercepted Foreign Politicians' Communications at G20 Summit », *in The Guardian*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2013/jun/16/gchq-intercepted-communications-g20-summits> [consulté en octobre 2017].

BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick et MACASKILL, Ewen, « GCHQ Taps Fibre-Optic Cables for Secret Access to World's Communications », *in The Guardian*, le 21 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2013/jun/21/gchq-cables-secret-world-communications-nsa> [consulté en octobre 2017].

BALL, James, BORGER, Julian, et GREENWALD, Glenn, « Revealed: How US and UK Spy Agencies Defeat Internet Privacy and Security », *in The Guardian*, le 6 septembre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/sep/05/nsa-gchq-encryption-codes-security> [consulté en octobre 2017].

BALL, James et DAVIES, Harry, « UK Authorities 'Lack Resources' to Investigate Trafigura Over Toxic Waste », *in The Guardian*, le 23 juillet 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2015/jul/23/uk-authorities-lack-resources-to-investigate-trafigura-over-toxic-waste> [consulté en décembre 2016].

BATES, Stephen, DYER, Clare et WATT, Nicholas, « MPs Criticize Queen Over Burrell Case », *in The Guardian*, le 4 novembre 2002 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/politics/2002/nov/04/constitution.monarchy1> [consulté en décembre 2018].

BATES, Stephen et VASAGAR, Jeevan, « What wasn't Reveled in Court », in *The Guardian*, le 2 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/02/monarchy.jeevanvasagar1> [consulté en décembre 2018].

BAZARAA, Danya, « How Ian Brady's Accomplice Myra Hindley Became Known as "The Most Hated Woman in Brtain" », in *The Daily Mirror*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/how-ian-bradys-accomplice-myra-10431827> [consulté en 267olumbi 2018].

BENGTSSON, Helena et HOPKINS, Nick, « What are the Paradise Papers and What do they Tell Us? », in *The Guardian*, le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2017/nov/05/what-are-the-paradise-papers-and-what-do-they-tell-us> [consulté en mars 2018].

BILEFSKY, Dan, « Interbrew Nearly Doubled its Profit in 2001 on Sales of Stella Artois Beer », in *The Wall Street Journal*, le 14 mars 2002 [en ligne], <https://www.wsj.com/articles/SB1016013047355660400> [consulté en 267olumbi 2018].

BILLEN, Andrew, « Diana: In her Own Words: Channel 4 », in *The Times*, le 7 août 2017 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/television-review-diana-in-her-own-words-channel-4-rhlts2nlw> [consulté en décembre 2018].

BLOXHAM, Andy, « Chris Huhne May Be Charged Within Weeks: Chris Huhne will learn within weeks if he is to be charged with an offence after the Sunday Times agreed to give police access to key emails », in *The Telegraph*, le 20 janvier 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9027970/Chris-Huhne-may-be-charged-within-weeks.html> [consulté en octobre 2014].

BOND, David, « UK's Digital Spying Agency Broke European Privacy Laws », in *The Financial Times*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ft.com/content/e457a842-b746-11e8-b3ef-799c8613f4a1> [consulté en septembre 2018].

BOOTH, Robert, « Friend of Diana Urges Channel 4 to Scrap 'Intrusive' Documentary », in *The Guardian*, le 31 juillet 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/jul/30/friend-of-diana-urges-channel-4-to-scrap-intrusive-documentary> [consulté en décembre 2018].

BOOTH, Robert, PEGG, David et WATT, Holly, « David Cameron Admits Admits he Profited from Father's Panama Offshore Trust », in *The Guardian*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/07/268olum-cameron-admits-he-profited-fathers-offshore-fund-panama-papers> [consulté en mars 2018].

BORGER, Julian, « NSA Files: Why the Guardian in London Destroyed Hard Drives of Leaked Files », in *The Guardian*, le 20 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/20/nsa-snowden-files-drives-destroyed-london> [consulté en septembre 2017].

BOURDON, Megan, « Le jour où la princesse Diana est morte dans un accident de voiture », in *Marie claire*, le 30 août 2019 [en ligne], <https://www.marieclaire.fr/diana-spencer-mort,1322518.asp> [consulté en octobre 2019].

BOWCOTT, Owen, « Met Criticised by Keith Vaz for Official Secrets Act Threat to the Guardian », in *The Guardian*, le 23 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/23/met-keith-vaz-secrets-guardian> [consulté en 268olumbi 2015].

BOWCOTT, Owen, « GCHQ Data Collection Regime Violated Human Rights, Court Rules », in *The Guardian*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/sep/13/gchq-data-collection-violated-human-rights-strasbourg-court-rules> [consulté en septembre 2018].

BOWCOTT, Owen, DAVIES, Lizzy et DODD, Vikram, « MPs Summon Met Police to Explain Bid to Force Guardian to Reveal Sources », in *The Guardian*, le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2011/sep/21/met-officer-force-guardian-sources> [consulté en 269olumbi 2015].

BOWCOTT, Owen et DODD, Vikram, « Metropolitan Police Drop Action Against the Guardian », in *The Guardian*, le 20 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/20/metropolitan-police-drop-action-guardian> [consulté en 269olumbi 2015].

BOWCOTT, Owen et MASON, Rowena, « N° 10: Official Secrets Act Proposals ‘Project of Previous Prime Minister’ », in *The Guardian*, le 13 février 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/2017/feb/13/uk-government-law-commission-report-outlaw-whistleblowers-investigative-journalism> [consulté en octobre 2017].

BOWER, Tom, « Revealed: How Prince Charles dramatically tried to stop court case of Diana’s butler Paul Burrell that threatened to humiliate the Royals », in *The Daily Mail*, le 18 mars 2018 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-5516185/How-Prince-Charles-tried-stop-court-case-Paul-Burrell.html> [consulté en décembre 2018].

BOYLE, Darren, « Newspaper Industry Launches Judicial Review to Derail Government Royal Charter Plan », in *Press Gazette*, le 28 octobre 2013 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/newspaper-industry-launches-judicial-review-derail-government-royal-charter-plan/> [consulté en 269olumbi 2015].

BREEN, Suzanne, « The Week the Funerals Returned », in *The Sunday Tribune*, le 15 mars 2009, p. 16.

BREEN, Suzanne, « How Real IRA Killed Denis Donaldson », in *The Sunday Tribune*, le 12 avril 2009, pp. 10-11.

BREEN, Suzanne, « A Victory to Savor », in *The Sunday Tribune*, le 21 juin 2009, p. 13.

BREWSTER, Thomas, « From Encrypted Drives to Amazon's Cloud - - The Amazing Flight of the Panama Papers », in *Forbes*, le 5 avril 2016 [en ligne], <https://www.forbes.com/sites/thomasbrewster/2016/04/05/panama-papers-amazon-encryption-epic-leak/#4c92b6653a34> [consulté en mars 2018].

BROOKE, Heather, « Investigative Journalism must not be Criminalised », in *The Guardian*, le 9 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2011/sep/09/investigative-journalism-police-questioning-amelia-hill> [consulté en décembre 2014].

BROWN, Jonathan, « Chris Huhne and Ex-Wife Vicky Pryce Face Jail as Journalist Denies Helping to Entrap Former Lib Dem Cabinet Minister Over Speeding Offence », in *The Independent*, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/chris-huhne-and-ex-wife-vicky-pryce-face-jail-as-journalist-denies-helping-to-entrap-former-lib-dem-8528269.html> [consulté en octobre 2014].

BURRELL, Ian, « FSA Tells Media to Hand Over Leaked Documents », in *The Independent*, le 24 juillet 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/fsa-tells-media-to-hand-over-leaked-documents-185563.html> [consulté en 270olumbi 2018].

BURRELL, Ian et CUSICK, James, « Police Attacked for Using Law to Find Sources of Hacking Leaks », in *The Independent*, le 17 septembre 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/police-attacked-for-using-law-to-find-sources-of-hacking-leaks-2356170.html> [consulté en 270olumbi 2015].

BUTTERWORTH, Siobhain, « Journalists' Right to Act as Eyes and Ears of the Public Must not be put at Risk », in *The Guardian*, le 9 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/butterworth-and-bowcott-on-law/2011/sep/09/journalists-police-questioning-amelia-hill> [consulté en décembre 2014].

BYRNE, Ciar, « Journalist Must Reveal Brady Source », in *The Guardian*, le 18 octobre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/oct/18/pressandpublishing.privacy> [consulté en janvier 2018].

BYRNE, Ciar, « NUJ Chief Attacks Mirror Over Brady Case », in *The Guardian*, le 18 octobre 2002 [en ligne],
<https://www.theguardian.com/media/2002/oct/18/nationalunionofjournalists.mediaunions>
 [consulté en janvier 2018].

BYRNE, Ciar, « Burrell Threatens over Tabloid Claims », in *The Guardian*, le 11 novembre 2002 [en ligne],
<https://www.theguardian.com/media/2002/nov/11/newsoftheworld.pressandpublishing>
 [consulté en décembre 2018].

BYRNE, Ciar, « Protection of Sources: Editors Vow to Fight On », in *The Guardian*, le 12 novembre 2002 [en ligne],
<https://www.theguardian.com/media/2002/nov/12/pressandpublishing.law> [consulté en janvier 2018].

CAMBER, Rebecca et GROVES, Jason, « PM Pledges Support for Chris Huhne as Police Review Accusations he Pressured Ex-Wife to Take his Speeding Points », in *The Daily Mail*, le 16 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1387423/Chris-Huhne-facing-police-probe-speeding-offence-Vicky-Pryce-taped-him.html> [consulté en octobre 2014].

CAÑO, Antonio, « El gobierno de EE UU perseguirá a Snowden por desvelar secretos », in *El País*, le 11 juin 2013 [en ligne],
https://elpais.com/internacional/2013/06/11/actualidad/1370977472_137141.html [consulté en 271olumbi 2017].

CARR, David, « Wikileaks Taps Power of the Press », in *The New York Times*, le 12 décembre 2010 [en ligne], <https://www.nytimes.com/2010/12/13/business/media/13carr.html> [consulté en octobre 2014].

CHARLTON, Corey, « Women Who Kill », in *The Sun*, le 2 juin 2017 [en ligne],
<https://www.thesun.co.uk/news/3706089/most-notorious-female-serial-killers-in-history/>
 [consulté en 271olumbi 2018].

CHRISTODOULOU, Holly, « ‘It was Very Crowded’ Princess Diana’s Martin Bashir Panorama Interview – What was the ‘Three people in this marriage’ revelation? », in *The Sun*, le 31 août 2017 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/4095068/princess-diana-martin-bashir-panorama-interview-three-people-marriage-video/> [consulté en décembre 2018].

CHRISTODOULOU, Holly, « Victims of Evil », in *The Sun*, le 28 juin 2018 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/3571232/ian-brady-myra-hindley-moors-murders-victims/> [consulté en juillet 2018].

COHEN, Nick, « Our Suicidal Newspapers are Throwing Press Freedom Away », in *The Spectator*, le 11 octobre 2014 [en ligne], <https://www.spectator.co.uk/2014/10/our-suicidal-newspapers-are-throwing-press-freedom-away/> [consulté en octobre 2014].

COLLINS, Nick, « Wikileaks: World Press Justifies Publication of Cables », in *The Telegraph*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/8166870/WikiLeaks-world-press-justifies-publication-of-cables.html> [consulté en septembre 2014].

COPE, Nigel, « Interbrew Refuses to Rule Out Future Bid for SAB », in *The Independent*, le 29 novembre 2001 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/interbrew-refuses-to-rule-out-future-bid-for-sab-9223036.html> [consulté en 272olumbi 2018].

COPE, Nigel, « FSA Begins Investigation into Leak of Falsified Interbrew Documents », in *The Independent*, le 7 décembre 2001 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/fsa-begins-investigation-into-leak-of-falsified-interbrew-documents-9150705.html> [consulté en 272olumbi 2018].

COREN, Giles, « Giles Coren on Twitter », in *WebCite*, mai 2011 [en ligne], <http://www.webcitation.org/5yuAaRTVM?url=http://www.information-britain.co.uk/tweeters.php?offset%3D26%26user%3D47583067> [consulté en mai 2017].

COREN, Giles, [publication de blog], *Twitter*, le 22 mai 2011 [en ligne], <https://twitter.com/gilescoren/status/72405246630047744> [consulté en mai 2017].

COURT, Mark et WALSH, Dominic, « Interbrew Plots £12bn Merger with SAB », in *The Times Business*, le 28 novembre 2001, p. B1.

CRAVEN, Nick, « How Police Hacked Mail on Sunday Phone », in *The Daily Mail*, le 4 octobre 2014 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2780809/How-police-hacked-Mail-Sunday-Officers-used-anti-terror-laws-seize-phone-records-identify-source-exposed-Chris-Huhne-s-speeding-points-fraud.html> [consulté en 273olumbi 2014].

CRISP, James, « British Spies Broke Law in GCHQ Mass Surveillance, Says European Court of Human Rights », in *The Telegraph*, le 13 septembre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/technology/2018/09/13/british-spies-broke-law-gchq-mass-surveillance-says-european/> [consulté en septembre 2018].

CUMMINS, Ian et KING, Martin, « Ian Brady's Lack of Remorse for Moors Murders Guaranteed the Media's Enduring Fascination », in *The Conversation*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://theconversation.com/ian-bradys-lack-of-remorse-for-moors-murders-guaranteed-the-medias-enduring-fascination-77809> [consulté en février 2018].

CUSACK, Jim, « Martin O'Hagan: Campaigning Journalist whose Exposés Enraged Republican and Loyalist Paramilitaries in Northern Ireland », in *The Guardian*, le 1^{er} octobre 2001 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2001/oct/01/guardianobituaries.pressandpublishing> [consulté en février 2018].

CUSICK, James, « IPSO: Press Watchdog's Future in Doubt as it Fails to Impress Public », in *The Independent*, le 5 septembre 2015 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/ipso-press-watchdogs-future-in-doubt-as-it-fails-to-impress-public-10488416.html> [consulté en octobre 2019].

CUSICK, James et WRIGHT, Oliver, « Nick Clegg Backs David Cameron as PM Sends Cabinet Secretary Sir Jeremy Heywood to 'Warn' Guardian Over Edward Snowden Documents », in *The Independent*, le 20 août 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/nick-clegg-backs-david-cameron-as-pm->

sends-cabinet-secretary-sir-jeremy-heywood-to-warn-guardian-8777216.html [consulté en août 2017].

DACRE, Paul [transcription], in *The Daily Mail*, « Paul Dacre's Speech in Full », le 10 novembre 2008 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1084453/Paul-Dacres-speech-full.html> [consulté en 274olumbi 2017].

DARBYSHIRE, Robyn, « Princess Diana's Devastating Comments on Why the Royal Family Never Wanted her to be Queen – and Actually Saw her as a Threat », in *The Daily Mirror*, le 31 août 2018 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/princess-dianas-devastating-comments-royal-13169046> [consulté en décembre 2018].

DAVIES, Caroline, « Diana Butler Charged with Palace Thefts », in *The Telegraph*, le 17 août 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1337689/Diana-butler-charged-with-palace-thefts.html> [consulté en 274olumbi 2019].

DAVIES, Nick, « Trail of Hacking and Deceit under Nose of Tory PR Chief: Nick Davies on how the News of the World was involved in illegal activity, from intercepting phone messages to buying confidential personal data », in *The Guardian*, le 8 juillet 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/jul/08/274olumbi-newspapers-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

DAVIES, Nick, « Jonathan Rees: Private investigator who ran empire of tabloid corruption », in *The Guardian*, le 11 mars 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/mar/11/jonathan-rees-private-investigator-tabloid> [consulté en juillet 2015].

DAVIES, Nick, entretien réalisé par DERBYSHIRE, Jonathan [transcription], in *Prospect*, « Nick Davies: 'This isn't a story about journalists behaving badly – it's a story about power », le 31 juillet 2014 [en ligne], <https://www.prospectmagazine.co.uk/blogs/jonathan-derbyshire/nick-davies-this-isnt-a-story-about-journalists-behaving-badly-its-a-story-about-power> [consulté en décembre 2014].

DAVIES, Nick et HILL, Amelia, « Missing Milly Dowler's Voicemail was Hacked by News of the World », in *The Guardian*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2011/jul/04/milly-dowler-voicemail-hacked-news-of-world> [consulté en décembre 2014].

DEACON, Michael, « George Orwell would be Proud of how his Words were Twisted », in *The Telegraph*, le 11 juillet 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8630799/George-Orwell-would-be-proud-of-how-his-words-were-twisted.html> [consulté en décembre 2014].

DENNIS, Steve, « My Story. Paul Burrell opens his heart to the Mirror. We Got it. By Steve Dennis. The Journalist who Paul Burrell really trusts », in *The Daily Mirror*, le 4 novembre 2002.

Der Spiegel, « The Wikileaks Iraq War Logs: Greatest Data Leak in US Military History », le 22 octobre 2010 [en ligne], <http://www.spiegel.de/international/world/the-wikileaks-iraq-war-logs-greatest-data-leak-in-us-military-history-a-724845.html> [consulté en octobre 2014].

DICKINSON, Alex, « UK Asked New York Times to Destroy Snowden Material », in *The New York Post*, le 3 septembre 2013 [en ligne], <https://nypost.com/2013/09/03/uk-asked-new-york-times-to-destroy-snowden-material/> [consulté en septembre 2017].

DILLON, David, « Oops! Maybe I WAS Driving After All: New pressure on Minister over speeding row as he admits he 'can't remember' where he was on day of offence », in *The Mail on Sunday*, le 22 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1389622/Mrs-Huhnes-licence-clean-3-points-New-pressure-Minister-speeding-offence-punishment.html> [consulté en octobre 2014].

DONEGAN, Lawrence, « Fabio Capello's Handling of the John Terry Issue was a Masterclass », in *The Guardian*, le 11 février 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/football/blog/2010/feb/11/275olum-capello-john-terry-avram-grant> [consulté en août 2016].

DONNELLY, Rachel, « Labour Accused of Cover-Up Over RAF Low Bombing Success Rate », in *The Irish Times*, le 15 août 2000 [en ligne] <https://www.irishtimes.com/news/labour-accused-of-cover-up-over-raf-low-bombing-success-rate-1.1259210> [consulté en novembre 2017].

DORMAN, Nick, « Moors Murderer Ian Brady's 'Hunger Strike' Exposed as a SHAM », in *The Daily Mirror*, le 21 mai 2016 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/moors-murderer-ian-bradys-hunger-8021676> [consulté en 276olumbi 2018].

DOUGHTY, Steve, « We Will not Be Gagged, M'Lud: As Ryan Giggs is Named in Parliament as Cheating Star After Weeks of Legal Farce, MPs Launch a Defiant Message », in *The Daily Mail*, le 24 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1389841/Ryan-Giggs-named-Parliament-cheating-super-injunction-star.html> [consulté en août 2016].

DOUGHTY, Steve, GREENHILL Sam et GYSIN, Christian, « England Captain John Terry Jeered on the Pitch as Affair with Team Mate's Girlfriend is Revealed », in *The Daily Mail*, le 30 janvier 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1247042/John-Terry-Married-England-captain-affair-team-mate-Wayne-Bridges-partner-launched-legal-cover-up.html> [consulté en août 2016].

DOWLING, Tim, « Things We Can't Tell You. Court Circular: This Week's Injunctions » in *The Guardian*, le 17 juin 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jun/17/mondaymediasection2> [consulté en août 2016].

DUNK, Marcus et MILLS, James, « As Cold as a Frozen Haddock, Mr Justice Eady Hands Down his Views Shorn of Moral Balance », in *The Daily Mail*, le 25 juillet 2008 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1038478/QUENTIN-LETTTS-As-cold-frozen-haddock-Mr-Justice-Eady-hands-views-shorn-moral-balance-.html> [consulté en novembre 2016].

DUNN, Tom, « Met Police Illegally Seized Sun Journalist's Phone Records, Court Rules », in *The Sun*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/archives/news/882152/met->

police-illegally-seized-sun-journalists-phone-records-court-rules/ [consulté en 277olumbi 2016].

DYER, Clare, « Mirror Reveals Brady Source », in *The Guardian*, le 28 juin 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jun/28/pressandpublishing.childprotection> [consulté en 277olumbi 2018].

DYER, Clare, « Journalist Wins Fight to Protect Source », in *The Guardian*, le 8 février 2006 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2006/feb/08/law.pressandpublishing> [consulté en 277olumbi 2018].

DYER, Clare et WINTOUR, Patrick, « Queen did Nothing Wrong, Says Blair », in *The Guardian*, le 5 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/05/constitution.monarchy> [consulté en décembre 2018].

ELLISON, Sarah, « The Man Who Spilled the Secrets », in *Vanity Fair*, le 6 janvier 2011 [en ligne], <http://www.vanityfair.com/politics/features/2011/02/the-guardian-201102> [consulté en octobre 2014].

ELMHIRST, Sophie, « Picking on Journalists is the Lowest Form of Police Work », in *Newstatesman*, le 21 mai 2009 [en ligne], <https://www.newstatesman.com/uk-politics/2009/05/police-breen-case-journalists> [consulté en août 2018].

ENSOR, Josie et HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Met Admits it was Wrong to use Official Secrets Act against Guardian », in *The Telegraph*, le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8778216/Phone-Hacking-Met-admits-it-was-wrong-to-use-Official-Secrets-Act-against-Guardian.html> [consulté en 277olumbi 2015].

EVANS, Martin, « Journalist Could be Jailed over Twitter Comments About Injunctions », in *The Telegraph*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/law-and-order/8530076/Journalist-could-be-jailed-over-Twitter-comments-about-injunctions.html> [consulté en mai 2017].

EVANS, Martin, « Plebgate: Andrew Mitchell Gives Own Account of Downing Street Exchange », in *The Telegraph*, le 23 décembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9764186/Plebgate-Andrew-Mitchell-gives-own-account-of-Downing-Street-exchange.html> [consulté en octobre 2014].

EVANS, Martin et RAYNER, Gordon, « Judge Lifts Super Injunction over John Terry Affair with Team-Mate's Girlfriend », in *The Telegraph*, le 29 janvier 2010 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/sport/7102733/Judge-lifts-super-injunction-over-John-Terry-affair-with-team-mates-girlfriend.html> [consulté en août 2016].

EVANS, Rob, « Trafigura Fined €1m For Exporting Toxic Waste to Africa », in *The Guardian*, le 23 juillet 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/23/trafigura-dutch-fine-waste-export> [consulté en décembre 2016].

EVANS, Rob, « How the Guardian was Gagged from Revealing Barclays Tax Secrets », in *The Guardian*, le 18 février 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/feb/18/guardian-barclays-tax-secrets> [consulté en décembre 2016].

FALCONER, Charles, « The Detention of David Miranda was an Unlawful Use of the Terrorism Act », in *The Guardian*, le 21 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/aug/21/terrorism-act-david-miranda-detention> [consulté en août 2014].

FERNANDEZ, Colin, « The Red-Haired 'Leftie, Activist, Techie, Banker' who Unmasked Ryan Giggs on Twitter within Hours of Injunction », in *The Daily Mail*, le 30 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1392114/The-red-haired-banker-unmasked-Ryan-Giggs-Twitter-hours-injunction.html> [consulté en juillet 2016].

Financial Times, « Freeing the Press », le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://on.ft.com/2yjsc93> [consulté en 278olumbi 2018].

FLETCHER, Nick, « FTSE lifted as City speculates on BskyB bid and Diageo move for Beam », in *The Guardian*, le 14 janvier 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/business/marketforceslive/2014/jan/14/ftse-lifted-bskyb-bid-talk-diageo-beam> [consulté en 2015].

FLOOD, Rebecca, « 'I understand' Prince William Opens up over Princess Diana's Bombshell Panorama Interview », in *The Daily Express*, le 23 août 2017 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/845105/prince-William-princess-Diana-bombshell-Panorama-interview-opens-up> [consulté en décembre 2018].

FOROOHAR, Rana, « The Panama Papers Could Lead to Capitalism's Greatest Crisis », in *Time*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://time.com/4280864/panama-papers-capitalism/> [consulté en avril 2018].

FREEDLAND, Jonathan, « Snowden Fallout Throws in Stark Relief US and UK Notions of Liberty », in *The Guardian*, le 2 décembre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/dec/02/snowden-fallout-us-uk-liberty-nsa-spying> [consulté en septembre 2017].

GARRAHAN, Matthew, « Comcast Completes Sky Deal », in *Financial Times*, le 9 octobre 2018 [en ligne], <https://www.ft.com/content/b402969a-cbd5-11e8-b276-b9069bde0956> [consulté en octobre 2019].

GARSIDE, Juliette, « Sunday Herald Scores with Ryan Giggs Splash », in *The Guardian*, le 10 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/jun/10/Sunday-herald-ryan-giggs> [consulté en septembre 2016].

GARSIDE, Juliette, « Fund Run by David Cameron's Father Avoided Paying Tax in Britain », in *The Guardian*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas> [consulté en 279olum 2018].

GARSIDE, Juliette et OSBORNE, Hilary, « UK Under Pressure to Act over Tax Havens after Paradise Papers Leak », in *The Guardian*, le 6 novembre 2017 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/news/2017/nov/06/uk-under-pressure-tax-havens-paradise-papers-leak> [consulté en mars 2018].

GELLMAN, Barton, « Code Name ‘Verax’: Snowden, in Exchanges with Post Reporter, Made Clear he Knew Risks », in *The Washington Post*, le 9 juin 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/world/national-security/code-name-verax-snowden-in-exchanges-with-post-reporter-made-clear-he-knew-risks/2013/06/09/c9a25b54-d14c-11e2-9f1a-1a7cdee20287_story.html?noredirect=on&utm_term=.926a967b48d0 [consulté en octobre 2017].

GIBB, Frances, « Order on Leaked Documents Challenged », in *The Times*, le 19 décembre 2002 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/order-on-leaked-documents-challenged-kdgdqnvczgb> [consulté en janvier 2018].

GIBB, Frances, « Government’s Mass Surveillance of Emails was Illegal », in *The Times*, le 14 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/governments-mass-surveillance-of-emails-was-illegal-853c7cc83> [consulté en septembre 2018].

GIBSON, Owen et FIFIELD, Dominic, « John Terry Stripped of Captaincy by Clinical Fabio Capello », in *The Guardian*, le 05 février 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/football/2010/feb/05/john-terry-england-captaincy-fabio-capello> [consulté en août 2016].

GIRARD, Laurence, « Un des photographes poursuivis après la mort de Diana est condamné en cassation », in *Le monde*, le 21 novembre 2007 [en ligne], https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2007/11/21/un-des-photographes-poursuivis-apres-la-mort-de-diana-est-condamne-en-cassation_980856_3236.html [consulté en décembre 2018].

GLOVER, Stephen, « That Airport Arrest Troubles Me. But The Guardian’s in Murky Waters Where Those Who Love Their Country Should Not Venture », in *The Daily Mail*, le 20 août 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2398470/The-Guardians-murky-waters-love-country-venture-says-STEPHEN-GLOVER.html> [consulté en septembre 2017].

GOODWIN, Bill, « Journalists Still Get a Raw Deal in Court », *in The Guardian*, le 19 juillet 2002 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/media/2002/jul/19/pressandpublishing.comment> [consulté en janvier 2018].

GOW, David, « Heineken and Grolsch Fined For Price-Fixing », *in The Guardian*, le 18 avril 2007 [en ligne], <https://www.theguardian.com/business/2007/apr/18/7> [consulté en février 2018].

GREENBERG, Andy, « How Reporters Pulled Off the Panama Papers, the Biggest Leak in Whistleblower History », *in Wired*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.wired.com/2016/04/reporters-pulled-off-panama-papers-biggest-leak-whistleblower-history/> [consulté en mars 2018].

GREENSLADE, Roy, « The Princess of Sales », *in The Guardian*, le 27 octobre 2003 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2003/oct/27/mondaymediasection.themonarchy1> [consulté en décembre 2018].

GREENSLADE, Roy, « Law is Badly in Need of Reform as Celebrities Hide Secrets », *in The Evening Standard*, le 20 avril 2011 [en ligne], <http://www.standard.co.uk/business/markets/law-is-badly-in-need-of-reform-as-celebrities-hide-secrets-6394376.html> [consulté en août 2016].

GREENSLADE, Roy, « Edward Snowden Leaks Cause Editorial Split at The Washington Post », *in The Guardian*, le 5 juillet 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/greenslade/2013/jul/05/281olumb-snowden-washington-post> [consulté en octobre 2017].

GREENSLADE, Roy, « Why the Guardian's decision not to sign up to IPSO makes sense », *in The Guardian*, le 4 septembre 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/greenslade/2014/sep/04/press-regulation-ipso> [consulté en décembre 2014].

GREENWALD, Glenn, « Facts and Myths in the Wikileaks / Guardian Saga », in *Salon*, le 2 septembre 2011 [en ligne], https://www.salon.com/2011/09/02/wikileaks_28/ [consulté en septembre 2014].

GREENWALD, Glenn, « NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily », in *The Guardian*, le 6 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/06/nsa-phone-records-verizon-court-order> [consulté en octobre 2017].

GREENWALD, Glenn, « Keith Alexander Unplugged: On Bush / Obama, 1.7 Million Stolen Documents and Other Matters », in *The Intercept*, le 8 mai 2014 [en ligne], <https://theintercept.com/2014/05/08/keith-alexander-unplugged-bushobama-matters/> [consulté en octobre 2017].

GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen, « NSA Prism Program Taps into User Data of Apple, Google and Others », in *The Guardian*, le 7 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/06/us-tech-giants-nsa-data> [consulté en octobre 2013].

GRICE, Andrew et MORRIS, Nigel, « G20 Summit: Britain Plunged into Diplomatic Row Over Claims GCHQ Spied on Foreign Politicians », in *The Independent*, le 18 juin 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/g20-summit-britain-plunged-into-diplomatic-row-over-claims-gchq-spied-on-foreign-politicians-8662455.html> [consulté en octobre 2017].

GRICE, Andrew et WRIGHT, Oliver, « Chief Whip Andrew Mitchell Resigns Over ‘Plebgate’ », in *The Independent*, le 20 octobre 2012 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/chief-whip-andrew-mitchell-resigns-over-plebgate-8218881.html> [consulté en octobre 2014].

GUNTER, Joel, « #Cablegate: Latest Wikileaks Release Plunges US Diplomats into Damage Limitation », in *Journalism*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <https://www.journalism.co.uk/news/-cablegate-latest-wikileaks-release-plunges-us-diplomats-into-damage-limitation/s2/a541743/> [consulté en octobre 2014].

HALLIDAY, Josh, « MoD Serves News Outlets with D Notice Over Surveillance Leaks », *in The Guardian*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/17/defence-d-bbc-media-censor-surveillance-security> [consulté en septembre 2017].

HAMILTON, Fiona, « Police Used Secret Phone Records of Reporter's Source », *in The Times*, le 1^{er} octobre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-used-secret-phone-records-of-reporters-source-s5bqtg0wct5> [consulté en 283olumbi 2018].

HARDING, Luke, « Footage Released of Guardian Editors Destroying Snowden Hard Drives », *in The Guardian*, le 31 janvier 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jan/31/footage-released-guardian-editors-snowden-hard-drives-gchq> [consulté en septembre 2017].

HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *in The Guardian*, le 5 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/what-you-need-to-know-about-the-panama-papers> [consulté en mars 2018].

HENLEY, Jon, « Murdered Panama Papers Journalist's Son Attacks Malta'Royauté-UniCrooks' », *in The Guardian*, le 17 octobre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/19/daphne-caruana-galizia-establishment-was-out-to-get-her-says-family> [consulté en juin 2019].

HERMAN, Michael, « Journalist in Court to Protect Brady Source », *in The Times*, le 23 octobre 2006 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/journalist-in-court-to-protect-brady-source-9k5rpn9578t> [consulté en janvier 2018].

HICKMAN, Martin et MILMO, Cahal, « Dodgy Detective made killing Made Killing from Tabloids », *in The Independent*, le 9 juin 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/dodgy-detective-made-killing-from-tabloids-2294969.html> [consulté en juillet 2015].

HOSENBALL, Mark, « UK Asked New York Times to Destroy Edward Snowden Documents », in *Huffington Post*, le 30 août 2013 [en ligne], https://www.huffingtonpost.com/2013/08/30/uk-new-york-times-destroy-snowden_n_3844706.html?guccounter=1 [consulté en septembre 2017].

HOUGH, Andrew et HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Guardian Journalist Interviewed Over Police Inquiry Leaks », in *The Telegraph*, le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8746900/Phone-hacking-Guardian-journalist-interviewed-over-police-inquiry-leaks.html> [consulté en décembre 2014].

HOULDER, Vanessa, « Beginner's Guide to Blairmore and the Problem with Offshore Investment », in *Financial Times*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.ft.com/content/01f5b790-fd9f-11e5-b5f5-070dca6d0a0d> [consulté en mars 2018].

HUGHES, Mark, « Phone Hacking: Scotland Yard Drops Official Secrets Act Bid against Guardian », in *The Telegraph*, le 20 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/8777717/Phone-Hacking-Scotland-Yard-drops-Official-Secrets-Act-bid-against-Guardian.html> [consulté en 284olumbi 2015].

HUGHES, Mark et PORTER, Andrew, « Milly Dowler's Phone was 'Hacked by News of the World' », in *The Telegraph*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/crime/8616967/Milly-Dowlers-phone-was-hacked-by-News-of-The-World.html> [consulté en décembre 2014].

HUGHES, Mark et SWINFORD, Steven, « Chris Huhne: The night of the Speeding Penalty Points », in *The Telegraph*, le 17 mai 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/liberaldemocrats/8517682/Chris-Huhne-the-night-of-the-speeding-penalty-points.html> [consulté en octobre 2014].

HUGHES, Mark et WARD, Victoria, « Police Demand Emails in Chris Huhne Speeding Points Case », in *The Telegraph*, le 28 octobre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/crime/8856807/Police-demand-emails-in-Chris-Huhne-speeding-points-case.html> [consulté en octobre 2014].

JAMES, Emma, « Royal Humiliation? Prince Charles ‘tried to stop a court case involving Paul Burrell’ amid fears royals would be humiliated », in *The Sun*, le 19 mars 2018 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/news/5843321/prince-charles-tried-to-stall-paul-burrell-court-case/> [consulté en décembre 2018].

JASCHENSKY, Wolfgang, OBERMAIER, Frederik, OBERMAYER, Bastian et WORMER, Vanessa, « About the Panama Papers », in *Süddeutsche Zeitung*, date non indiquée [en ligne], <https://panamapapers.sueddeutsche.de/articles/56febff0a1bb8d3c3495adf4/> [consulté en mars 2018].

JONES, Adam, « Interbrew Plotting Bid for SA Breweries: Belgian Group’s Possible £4bn Move Could Trigger Mergers and Reshape Industry », in *Financial Times*, le 28 novembre 2001, p. 29.

JONES, Gary, « Death Wish Diary – Hunger Strike Brady is determined to die », in *The Mirror*, le 2 décembre 1999.

JONES, Sam et LEIGH, David, « Guardian Loses Legal Challenge Over Barclays Documents Gagging Order », in *the Guardian*, le 19 mars 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/business/2009/mar/19/285olumbia-tax-guardian-injunction> [consulté en décembre 2016].

JONES, Stephen, « Moors Murderer Ian Brady’s Final Dying Moments Revealed by Lawyer who Visited him on Death Bed », in *The Daily Mirror*, le 17 mai 2017 [en ligne], <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/moors-murderer-brady-final-moments-10431324> [consulté en 285olumbi 2018].

KELLER, Bill, « Dealing with Assange and the Wikileaks Secrets », in *The New York Times*, le 26 janvier 2011, [en ligne], <https://www.nytimes.com/2011/01/30/magazine/30Wikileaks-t.html?pagewanted=all> [consulté en octobre 2014].

KETTLE, Martin, « Ian Brady Escaped Hanging – and Defined Attitudes to the Death Penalty », in *The Guardian*, le 16 mai 2017 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/may/16/ian-brady-hanging-death-penalty-moors-murderers-capital-punishment> [consulté en 286olumbi 2018].

KHATCHADOURIAN, Raffi, « No Secrets: Julian Assange's Mission for Total Transparency », in *The New Yorker*, le 07 juin 2010 [en ligne], <http://www.Newyorker.com/magazine/2010/06/07/no-secrets> [consulté en 286olumbi 2015].

KITE, Melissa, « MPs Want Inquiry », in *The Times*, le 9 novembre 2002 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/mps-want-inquiry-6bhxsvm6cxl> [consulté en décembre 2018].

KROL, Charlotte, «What is the Snooper's Charter », in *The Telegraph*, le 13 juin 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/terrorism-in-the-uk/11973691/What-is-the-snoopers-charter.html> [consulté en juin 2016].

KROL, Charlotte, « How the Moors Murders by Ian Brady and Myra Hindley Shocked the Nation », in *The Telegraph*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/05/16/moors-murders-ian-brady-myra-hindley-shocked-nation/> [consulté en juillet 2018].

LARSON, Jeff, PERLROTH, Nicole et SHANE, Scott, « N.S.A. Able to Foil Basic Safeguards of Privacy on Web », in *The New York Times*, le 5 septembre 2013 [en ligne], <https://www.nytimes.com/2013/09/06/us/nsa-foils-much-internet-encryption.html> [consulté en octobre 2017].

LAVILLE, Sandra, « Chris Huhne : How the Police Investigation Unfolded », in *The Guardian*, le 2 février 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/feb/02/chris-huhne-police-investigation-speeding-allegation> [consulté en janvier 2018].

LECADRE, Renaud, « Mort de Diana : un procès aux objectifs flous », in *Libération*, le 25 octobre 2003 [en ligne], https://www.liberation.fr/societe/2003/10/25/mort-de-diana-un-proces-aux-objectifs-flous_449412 [consulté en décembre 2018].

LEIGH, David, « Guardian Gagged from Reporting Parliament », *in The Guardian*, le 12 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/oct/12/guardian-gagged-from-reporting-parliament> [consulté en décembre 2016].

LEIGH, David, « Trafigura Offers £1000 Each to Toxic Dumping Victims », *in The Guardian*, le 18 septembre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2009/sep/18/trafigura-victims-compensation-offer> [consulté en 287olumbia287287 2016].

LEIGH, David, « Trafigura Drops Bid to Gag Guardian Over MP's Question », *in The Guardian*, le 13 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/oct/13/trafigura-drops-gag-guardian-oil> [consulté en décembre 2016].

LEIGH, David, « US Embassy Cables Leak Sparks Global Diplomatic Crisis », *in The Guardian*, le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/nov/28/us-embassy-cable-leak-diplomacy-crisis> [consulté en 287olumbia287287 2014].

LEIGH, David, « Hacking: Met Uses Official Secrets Act to Demand Guardian Reveals Sources », *in The Guardian*, le 16 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/16/phone-hacking-met-court-order> [consulté en 287olumbi 2015].

LELOUP, Damien, et SZADKOWSKI, Michaël, « Prism, Snowden, surveillance : 7 questions pour tout comprendre », *in Le monde*, le 2 juillet 2013 [en ligne], https://www.lemonde.fr/technologies/article/2013/07/02/prism-snowden-surveillance-de-la-nsa-tout-comprendre-en-6-etapes_3437984_651865.html [consulté en octobre 2017].

Le monde, « La mort de Diana : la justice engage des poursuites contre les photographes », le 3 septembre 1997.

Le monde, « Trois photographes ont été condamnés pour avoir pris des clichés de l'accident de la princesse Diana », le 22 février 2006 [en ligne], <https://www.lemonde.fr/actualite->

medias/article/2006/02/22/trois-photographes-condamnes-pour-des-cliches-pris-la-nuit-de-l-accident-de-la-princesse-diana_744147_3236.html [consulté en décembre 2018].

LEVY, Geoffrey, « Sex, Lies and the Smearing of a Brave Man » in *The Daily Mail*, le 21 décembre 2012 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2251958/Why-historian-blackening-Mail-reporter-went-jail-betray-source.html> [consulté en 288olumbi 2018].

LEVY, Steven, « How the NSA Almost Killed the Internet », in *Wired*, le 7 janvier 2014 [en ligne], <https://www.wired.com/2014/01/how-the-us-almost-killed-the-internet/> [consulté en octobre 2017]

LEWIS, Mark [enregistrement audiovisuel], in ROBINSON, James, « Milly Dowler Phone-Hacking: Family Shocked by NoW Revelations », in *The Guardian*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <http://www.theguardian.com/uk/2011/jul/04/milly-dowler-family-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

LOUGHREY, Clarisse, « Friend of Diana Wants Channel 4 to Scrap its ‘Intrusive’ New Documentary », in *The Independent*, le 31 juillet 2017 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/arts-entertainment/tv/news/channel-4-princess-diana-documentary-tapes-rosa-monckton-backlash-scrap-in-her-own-words-a7868491.html> [consulté en décembre 2018].

MANCE, Henry et PARKER, George, « MPs’ Ire Greets May’s Delay to Vote on Crown Dependencies », in *The Financial Times*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.ft.com/content/750c9cfc-3e75-11e9-b896-fe36ec32aece> [consulté en juin 2019].

MANNING, Sanchez, « British Spies at GCHQ ‘Spied on Foreign Politicians at G20 Summit Meetings in London », in *The Independent*, le 17 juin 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/british-spies-at-gchq-spied-on-foreign-politicians-at-g20-summit-meetings-in-london-8661182.html> [consulté en octobre 2017].

MARTINSON, Jane, « Public Interest Journalism Faces a Serious Threat from Paradise », in *The Guardian*, le 24 décembre 2017 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/media/2017/dec/24/paradise-papers-lawsuit-threatens-public-interest-journalism> [consulté en avril 2018].

MASON, Rowena, « D-Notice System to be Reviewed in Wake of Edward Snowden Revelations », *in The Guardian*, le 26 janvier 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jan/26/d-notice-system-reviewed-edward-snowden> [consulté en septembre 2014].

MAYHEW, Freddy, « Newspaper Publishers Drop Legal Challenge Over Recognition of Press Regulator Impress Under Royal Charter », *in Press Gazette*, le 15 janvier 2019 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/newspaper-publishers-drop-legal-challenge-over-recognition-of-press-regulator-impress-under-royal-charter> [consulté en octobre 2019].

MAYHEW, Freddy, « Calls for Transparency as Public Inquiry into Journalist Daphne Caruana Galizia's Murder Opens in Malta », *in Press Gazette*, le 5 décembre 2019 [en ligne], <https://pressgazette.co.uk/calls-for-transparency-as-public-inquiry-into-journalist-daphne-caruana-galizias-murder-opens-in-malta/> [consulté en décembre 2019].

MCCRUM, Robert, « George Orwell was no Fan of the News of the World », *in The Guardian*, le 14 juillet 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/books/booksblog/2011/jul/14/289olomb-orwell-news-world> [consulté en décembre 2014].

MCDONALD, Henry, « Judge Upholds Journalist Suzanne Breen's Right to Withhold IRA Details », *in The Guardian*, le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/jun/18/289olombi-breen-ira> [consulté en août 2018].

MCDONALD, Henry, « Lyra McKee Obituary », *in The Guardian*, le 26 avril 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2019/apr/26/lyra-mckee-obituary> [consulté en avril 2019].

MCGREAL, Chris, « Wikileaks Reveals Video Showing US Air Crew Shooting Down Iraqi Civilians », *in The Guardian*, le 5 avril 2010 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/world/2010/apr/05/wikileaks-us-army-iraq-attack> [consulté en septembre 2014].

MCKENNA, Brian, « Panama Papers Technology Shows Data Journalism at its Best », *in Computer Weekly*, le 2 août 2016 [en ligne] <https://www.computerweekly.com/news/450301758/Panama-Papers-technology-shows-data-journalism-at-its-best> [consulté en mars 2018].

MCKITTRICK, David, « Prison or Death: The Choice Facing Editor with a Hotline to the Real IRA », *in The Independent*, le 12 juin 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/prison-or-death-the-choice-facing-editor-with-a-hotline-to-the-real-ira-1703208.html> [consulté en août 2018].

MCVEIGH, Karen, « Andrew Mitchell Loses Plebgate Libel Trial », *in The Guardian*, le 27 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2014/nov/27/pleb-andrew-mitchell-loses-libel-case> [consulté en novembre 2014].

MCVEIGH, Karen, « Plebgate PC Wins £80k Damages in Andrew Mitchell Libel Action », *in The Guardian*, le 4 mars 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2015/mar/04/plebgate-pc-80k-damages-libel-action-andrew-mitchell> [consulté en mars 2015].

MESURE, Susie, « Financial Journalism ‘in danger of being choked by regulatory creep’ », *in The Independent*, le 13 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/financial-journalism-in-danger-of-being-choked-by-regulatory-creep-127523.html> [consulté en février 2018].

MILLAR, Stuart, « Frenzy », *in The Guardian*, le 11 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/nov/11/mondaymediasection> [consulté en décembre 2018].

MILMO, Cahal, « Toxic Shame: Thousands Injured in African City », *in The Independent*, le 17 septembre 2009, archivé par *Wikileaks* [en ligne],

https://wikileaks.org/wiki/The_Independent:_Toxic_Shame:_Thousands_injured_in_African_city,_17_Sep_2009 [consulté en 291olumbi 2017].

MILMO, Cahal, « Guardian Reporter Amelia Hill will not Face Criminal Charges over Alleged Scotland Yard Leaks », in *The Independent*, le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/guardian-reporter-amelia-hill-will-not-face-criminal-charges-over-alleged-scotland-yard-leaks-7800829.html> [consulté en décembre 2014].

MILMO, Cahal et SENGUPTA, Kim, « Burrell Trial: The case against the Crown », in *The Independent*, le 2 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/burrell-trial-the-case-against-the-crown-133095.html> [consulté en décembre 2018].

MILMO, Dan, « Interbrew Lawyers Visit Guardian », in *The Guardian*, le 12 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/12/theguardian.pressandpublishing1> [consulté en 291olumbi 2018].

MILMO, Dan, « Interbrew Targets Guardian for Court Action », in *The Guardian*, le 22 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/22/theguardian.pressandpublishing> [consulté en janvier 2018].

MORENO, Elida, « Panama Papers Law Firm Mossack Fonseca to Shut Down After Tax Scandal », in *Reuters*, le 15 mars 2018 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-corruption/panama-papers-law-firm-mossack-fonseca-to-shut-down-after-tax-scandal-idUSKCN1GQ34R> [consulté en mars 2018].

MORRISON, James, « Focus: From ‘man of integrity’ to ‘outcast’ in one week », in *The Independent*, le 10 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/focus-from-man-of-integrity-to-outcast-in-one-week-133301.html> [consulté en décembre 2018].

MURPHY, Paul, « FT & Friends 1, InBev/FSA 0 », in *Financial Times*, le 15 décembre 2009 [en ligne], <https://ftalphaville.ft.com/2009/12/15/112901/ft-friends-1-inbevfsa-0/> [consulté en janvier 2018].

NAKASHIMA, Ellen, « Verizon Providing all Call Records to U.S. Under Court Order », in *The Washington Post*, le 6 juin 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/world/national-security/292olumbi-providing-all-call-records-to-us-under-court-order/2013/06/05/98656606-ce47-11e2-8845-d970ccb04497_story.html?noredirect=on&utm_term=.83c5695b639d [consulté en octobre 2017].

News Corporation, « The New News Corp Launches as Global Media and Information Services Company », le 28 juin 2013 [en ligne], <http://newscorp.com/2013/06/28/the-new-news-corp-launches-as-global-media-and-information-services-company/> [consulté en 292olumbi 2015].

NEWTON DUNN, Tom, et PARRY, Ryan, « Hacked Off Hijack: Donald Duck and Mickey Mouse Sign Leveson Petition », in *The Sun*, le 3 décembre 2012 [en ligne], <http://www.thesun.co.uk/sol/homepage/news/politics/4678003/Hacked-Off-petition-to-enforce-Levesons-proposals-is-hijacked.html> [consulté en 292olumbi 2015].

NORTON-TAYLOR, Richard, « MoD Leak Reveals Kosovo Failure », in *The Guardian*, le 15 août 2000 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2000/aug/15/292olumbi> [consulté en novembre 2017].

NORTON-TAYLOR, Richard, « UK Refuses to Admit US Embassy Cables Obtained by Wikileaks are Genuine », in *The Guardian*, le 15 avril 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/apr/15/uk-us-embassy-cables-wikileaks> [consulté en octobre 2014].

NORTON-TAYLOR, Richard et EVANS, Rob, « Wikileaks Cables: Mauritius Sues UK for Control of Chagos Islands », in *The Guardian*, le 21 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/dec/21/292olumbia292-uk-chagos-islands> [consulté en septembre 2014].

NOUGAYRÈDE, Natalie, « Le système offshore, cet ennemi patenté de la démocratie », in *Le monde*, le 4 avril 2013 [en ligne], https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2013/04/04/le-Royaume-Uni-offshore-cet-ennemi-patente-de-la-democratie_3153426_4862750.html [consulté en mars 2018].

OAKESHOTT, Isabel, « Huhne, my Ruthless Husband », in *The Sunday Times*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/huhne-my-ruthless-husband-rwbnrxrjz3q> [consulté en octobre 2014].

OAKESHOTT, Isabel, « Secret Tape on Huhne Seized », in *The Sunday Times*, le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/secret-tape-on-huhne-seized-jsc0f7bsxnh> [consulté en octobre 2014].

OAKESHOTT, Isabel, « A Broken Woman », in *The Sunday Times*, le 10 mars 2013 [en ligne], www.thesundaytimes.co.uk/sto/newsreview/features/article1227000.ece [consulté en octobre 2014].

OAKESHOTT, Isabel et PRYCE, Vicky, courriels 293olumbia par *The Guardian*, « Combined E-mails sent between PRYCE and OAKESHOTT – Exhibit LJN/12A », le 7 mars 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/interactive/2013/mar/07/293olum-pryce-trial-prosecution-material> [consulté en 293olumbi 2018].

O'CARROLL, Lisa, « Interbrew Backs Down Over Guardian Threat », in *The Guardian*, le 25 juillet 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2002/jul/25/theguardian.pressandpublishing1> [consulté en janvier 2018].

O'CARROLL, Lisa, « Press Regulation : Publishers seek judicial review of royal charter decision », in *The Guardian*, le 24 octobre 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2013/oct/24/press-regulation-publishers-seek-judicial-review> [consulté en janvier 2015].

O'CARROLL, Lisa, « European Court to Investigate Laws Allowing GCHQ to Snoop on Journalists », in *The Guardian*, le 15 septembre 2014 [en ligne],

<https://www.theguardian.com/media/2014/sep/15/human-rights-snoop-on-journalists-gchq-echr> [consulté en septembre 2014].

O’CARROLL, Lisa, « Met Police Broke Law by Accessing Sun Reporter’s Phone Records over Plebgate », in *The Guardian*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2015/dec/17/met-police-broke-law-by-accessing-sun-reporters-phone-records-over-plebgate> [consulté en 294olumbi 2016].

O’NEILL, Sean, « Spy Leaks Put Britain in Danger, Says MI5 Chief », in *The Times*, le 9 octobre 2013 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/spy-leaks-put-britain-in-danger-says-mi5-chief-7lbzwsvzbzv> [consulté en octobre 2017].

O’NEILL, Sean, « Police Hid Extent of Spying on Reporters During Plebgate », in *The Times*, le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-hid-extent-of-spying-on-reporters-during-plebgate-bk5wgjd0b2d> [consulté en 294olumbi 2015].

O’SHEA, Gary, « Footie Star’s Affair with Big Brother’s Imogen Thomas », in *The Sun*, le 13 avril 2011 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/archives/news/488299/footie-stars-affair-with-big-brothers-imogen-thomas/> [consulté en août 2016].

ORMEROD, David, « Reforms to the Official Secrets Act are ‘Once in a Century Opportunity’ to Modernise Anti-Spying Laws, Says Law Commissioner David Omerod », in *The Telegraph*, le 2 février 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/02/02/reforms-official-secrets-act-century-opportunity-modernise-anti/> [consulté en octobre 2019].

PEGG, David, « Paradise Papers: EU Parliament Votes to Launch Tax Inquiry », in *The Guardian*, le 8 février 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2018/feb/08/paradise-papers-eu-parliament-votes-launch-tax-inquiry> [consulté en juin 2019].

PIVOIS, Marc, « Mort de Diana : non-lieu requis pour les ‘paparazzi’. Les photographes restent mis en examen. Ils seront fixés sur leur sort avant le 2^e anniversaire de l’accident », in *Libération*, le 18 août 1999 [en ligne], <https://www.liberation.fr/societe/1999/08/18/mort-de->

diana-non-lieu-requis-pour-les-paparazzi-les-photographes-restant-mis-en-examen-ils-seront-f_281215 [consulté en décembre 2018].

POITRAS, Laura, ROSENBACH, Marcel, STARK, Holger, « NSA Snoops on 500 Million German Data Connections », *in Der Spiegel* [en ligne], le 30 juin 2013 [en ligne], <https://www.spiegel.de/international/germany/nsa-spies-on-500-million-german-data-connections-a-908648.html> [consulté en octobre 2017].

PONSFORD, Dominic, « Suzanne Breen: ‘I’ll go to jail rather than give up source’ », *in Press Gazette*, le 27 mai 2009 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/295olumbi-breen-ill-go-to-jail-rather-than-give-up-source/> [consulté en août 2018].

PONSFORD, Dominic, « Press Victory in Eight-Year Court Battle with Interbrew », *in Press Gazette*, le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/press-victory-in-eight-year-court-battle-with-interbrew/> [consulté en octobre 2018].

PONSFORD, Dominic, « Guardian Spying Revelations were in Breach of DA-Notice Guidance », *in Press Gazette*, le 19 juin 2013 [en ligne], <http://www.pressgazette.co.uk/guardian-spying-revelations-were-in-breach-of-da-notice-guidance/> [consulté en octobre 2017].

PONSFORD, Dominic, « Cameron’s Counter-Productive Threats Against The Guardian Show Apparent Ignorance about the DA Notice System », *in Press Gazette*, le 29 octobre 2013 [en ligne], <http://www.pressgazette.co.uk/camerons-counter-productive-threats-against-the-guardian-show-apparent-ignorance-about-the-da-notice-system/> [consulté en décembre 2017].

PONSFORD, Dominic, « Rusbridger on How no Journalist’s Sources are Safe, Joining IPSO and why he would have Kept News of the World Open », *in Press Gazette*, le 28 mars 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/rusbridger-how-no-journalists-sources-are-now-safe-joining-ipso-and-why-he-would-have-kept-news/> [consulté en 295olumbi 2018].

PONSFORD, Dominic, « Police Seized Journalist’s Phone Records in Order to Out Plebgate Whistleblowers », *in Press Gazette*, le 2 septembre 2014 [en ligne],

<https://www.pressgazette.co.uk/police-seized-journalists-phone-records-order-out-plebgate-whistleblowers> [consulté en octobre 2014].

PONSFORD, Dominic, « Imagine a World without Investigative Journalism, Because Soon you Might not Need to », in *The Independent*, le 8 octobre 2015 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/voices/comment/imagine-a-world-without-investigative-journalism-because-soon-you-might-not-have-to-9781683.html> [consulté en octobre 2015].

PONSFORD, Dominic, « News Industry Challenge to Status of Press Regulator Impress Rejected by High Court », in *Press Gazette*, le 12 octobre 2017 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/news-industry-challenge-to-status-of-press-regulator-impress-rejected-by-high-court/> [consulté en octobre 2019].

PONSFORD, Dominic et TURVILL, William, « Two More Journalists Emerge as Police Spying Targets, Press Gazette Says: ‘We’ve been misled by Met’ », in *Press Gazette*, le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/two-more-journalists-emerge-plebgate-police-ripa-targets-press-gazette-says-we-have-been-misled-met/> [consulté en 2960lumbi 2015].

Press Gazette, « Lords Refuse NHS Trust’s Appeal in Robin Ackroyd Source Protection Case », le 27 juillet 2007 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/lords-refuse-nhs-trusts-appeal-in-robin-ackroyd-source-protection-case/> [consulté en février 2018].

Press Gazette, « Financial Times Opt Out of IPSO Regulator in Favour of its Own System », le 17 avril 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/financial-times-opts-out-ipso-favour-its-own-system-regulation> [consulté en décembre 2014].

Press Gazette, « Save our Sources: Press Gazette campaign to stop public authorities spying on journalists’ phone records », le 11 septembre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/save-our-sources-press-gazette-campaign-stop-uk-public-authorities-secretly-obtaining-journalists/> [consulté en octobre 2014].

Press Gazette, « Every UK National Newspaper Editor Urges Prime Minister to Stop RIPA Spying on Journalists », le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/every->

national-newspaper-editor-dacre-rusbridger-signs-save-our-sources-protest-letter [consulté en 297olumbi 2015].

Press Gazette, « High Court Judges Reject Press Victims' Challenge over Government Decision to Cancel Leveson 2 », le 29 novembre 2018 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/high-court-judges-reject-press-victims-challenge-over-government-decision-to-cancel-leveson-two/> [consulté en novembre 2018].

PRESTON, Peter, « Press Freedom is a Human Right Too – Ask Strasbourg », in *The Guardian*, le 16 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2014/nov/16/uk-press-freedom-european-court-human-rights-sajid-javid> [consulté en novembre 2014].

Private Eye, « Gotcha ! », du 22 juillet au 4 août 2011 [en ligne], <https://www.private-eye.co.uk/covers/cover-1293> [consulté en janvier 2015].

PULLMAN, Laura, « Jonathan Aitken: I prayed in jail with blaggers, dippers and kilters. Now I'm going to be God's man inside », in *The Times*, le 3 juin 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/jonathan-aitken-i-prayed-in-jail-with-blaggers-dippers-and-kilters-now-im-going-to-be-gods-man-inside-9w2t272ks?region=global> [consulté en juin 2019].

QUINTON, Pennie, « Danger of Tory Sus-Style Searches », in *The Guardian*, le 12 avril 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/libertycentral/2010/apr/12/sus-laws-tories-stop-search> [consulté en janvier 2015].

RAYNER, Gordon, « Ryan Giggs Named as Premier League Footballer in Gagging Order Row », in *The Telegraph*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/technology/twitter/8531175/Ryan-Giggs-named-as-Premier-League-footballer-in-gagging-order-row.html> [consulté en août 2016].

Reuters, « Leaked U.S. Video Shows Deaths of Reuters' Iraqi Staffers », le 6 avril 2010 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-iraq-usa-journalists/leaked-u-s-video-shows-deaths-of-reuters-iraqi-staffers-idUSTRE6344FW20100406> [consulté en septembre 2014].

RICHARD, Laurent, « A Warning to the Corrupt: If you kill a journalist, another will take their place », in *The Guardian*, le 16 avril 2018 [consulté en juin 2019].

RILEY-SMITH, Ben et WILKINSON, Michael, « Exclusive: David Cameron's 'Hypocrisy' on Panama Papers After he Ordered All Parliamentary Candidates to Reveal their Tax Affairs », in *The Telegraph*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/04/08/panama-papers-david-feron-admits-he-profited-from-fathers-off/> [consulté en avril 2018].

RIPLEY, Tim et PENNEY, Stewart, « Kosovo Bombing Misses the Target, Says MoD Report », in *Flight International*, du 15 au 21 août 2000 [en ligne], <https://www.flightglobal.com/pdfarchive/view/2000/2000-1%20-%200642.html?search=298olumb%20bombing> [consulté en décembre 2017].

ROBINSON, James, « Milly Dowler Phone-Hacking: Family Shocked by NoW Revelations », in *The Guardian*, le 4 juillet 2011 [en ligne], <http://www.theguardian.com/uk/2011/jul/04/milly-dowler-family-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

ROBINSON, James « News of the World to Close as Rupert Murdoch Acts to Limit Fallout », in *The Guardian*, le 7 juillet 2011 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/2011/jul/07/news-of-the-world-rupert-murdoch> [consulté en décembre 2014].

RUSBRIDGER, Alan, « The Trafigura Fiasco Tears up the Textbook », in *The Guardian*, le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/libertycentral/2009/oct/14/trafigura-fiasco-tears-up-textbook> [consulté en décembre 2016].

RUSBRIDGER, Alan, « How to Stifle the Press », in *The Spectator*, le 18 septembre 2010 [en ligne], <https://www.spectator.co.uk/2010/09/how-to-stifle-the-press/> [consulté en septembre 2016].

SABBAGH, Dan, « Guardian Journalist Questioned over Alleged Phone-Hacking Leaks », *in The Guardian*, le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/07/guardian-journalist-questioned-phone-hacking> [consulté en décembre 2014].

SABBAGH, Dan, « Ministers Postpone Bill Debate to Avoid Likely Defeat Over Tax Havens », *in The Guardian*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2019/mar/04/house-of-commons-financial-services-bill-debate-pulled-crown-dependencies> [consulté en juin 2019].

SABBAGH, Dan, WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Rupert Murdoch gives up BskyB takeover bid' », *in The Guardian*, le 14 juillet 2014 [en ligne], <http://www.theguardian.com/media/2011/jul/13/299olumb-murdoch-gives-up-bskyb-bid> [consulté en 299olumbi 2015].

SABBAGH, Dan et WINTOUR, Patrick, « Ryan Giggs Named by MP Over Injunction », *in The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/may/23/ryan-giggs-mp-injunction> [consulté en décembre 2016].

SAMUELSON, Kate, « The Princess and the Paparazzi: How Diana's Death Changed the British Media », *in Time*, le 27 août 2017 [en ligne], <https://time.com/4914324/princess-diana-anniversary-paparazzi-tabloid-media/> [consulté en décembre 2018].

SANDLE, Paul et SHIRBON, Estelle, « UK's Cameron Releases Tax Records to Calm Panama Papers Storm », *in Reuters*, le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-tax-britain-idUSKCN0X60WL> [consulté en 299olum 2018].

SHAFER, Jack, « Who Said it First? Journalism is the 'First Draft of History' », *in The Slate*, le 30 août 2010 [en ligne], <https://slate.com/news-and-politics/2010/08/on-the-trail-of-the-question-who-first-said-or-wrote-that-journalism-is-the-first-rough-draft-of-history.html> [consulté en septembre 2014].

SHERWOOD, Harriet, « Daphne Caruana Galizia's Son: 'They killed my mother but they won't stop me' », in *The Guardian*, le 29 juin 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/29/daphne-caruana-galizia-matthew-they-killed-my-mother-for-exposing-corruption-i-continue-her-work> [consulté en juin 2019].

SCHIFFRIN, Anya, « Wikileaks and the Cause of Transparency », in *The Guardian*, le 13 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2010/dec/13/wikileaks-the-us-embassy-cables> [consulté en septembre 2014].

SCULTHORPE, Tim, « David Cameron Faces Embarrassment as the Leaked Panama Papers Threaten to Overshadow his International Summit on Tax Avoidance Taking Place NEXT MONTH », in *The Daily Mail*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3522876/David-Cameron-faces-embarrassment-Panama-tax-haven-files-leak-threatens-overshadow-international-summit-tax-avoidance-taking-place-MONTH.html> [consulté en avril 2018].

SENGUPTA, Kim, « Ministers 'Tried to Cover Up Report on Kosovo Bombs' », in *The Independent*, le 15 août 2000 [en ligne], <http://www.independent.co.uk/news/world/300olumb/ministers-tried-to-cover-up-report-on-kosovo-bombs-711500.html> [consulté en novembre 2017].

SHAKESPEARE, Sebastian, « Sebastian Shakespeare: Princess Diana's Butler Paul Burrell Sells his Flower Shop – after Pruning the Price by £50k », in *The Daily Mail*, le 18 juillet 2019 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/tvshowbiz/article-7258789/SEBASTIAN-SHAKESPEARE-Princess-Dianas-butler-Paul-Burrell-sells-flower-shop.html> [consulté en octobre 2019].

SIMS, Alexandra, « 'Frankly and Morally Wrong': David Cameron's Past Attacks on Tax Evasion », in *The Independent*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/300olum-camerons-past-attacks-on-tax-evasion-after-admitting-to-profiting-offshore-trust-following-a6974001.html> [consulté en 300olum 2018].

SLACK, James, « Guardian has Handed a Gift to Terrorists' [*sic*], Warns MI5 Chief: Left-Wing Paper's Leaks Caused 'Greatest Damage to Western Security in History' Say Whitehall Insiders », in *The Daily Mail* [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2450237/MI5-chief-Andrew-Parke-The-Guardian-handed-gift-terrorists.html> [consulté en octobre 2017].

SLAWSON, Nicola, « Mossack Fonseca Law Firm to Shut Down After Panama Papers Tax Scandal », in *The Guardian*, le 14 mars 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/14/301olumbia-fonseca-shut-down-panama-papers> [consulté en mars 2018].

SMITH, Michael, « Six out of Ten RAF Bombs Missed Target in Kosovo », in *The Telegraph*, le 15 août 2000 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1352848/Six-out-of-10-RAF-bombs-missed-target-in-Kosovo.html> [consulté en novembre 2017].

SNOWDEN, Edward [enregistrement audiovisuel], « NSA Whistleblower Edward Snowden: 'I don't want to live in a society that does these sort of things' », entretien réalisé par GREENWALD, Glenn, MACASKILL, Ewen, et POITRAS, Laura, in *The Guardian*, le 9 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/video/2013/jun/09/nsa-whistleblower-edward-snowden-interview-video> [consulté en septembre 2014].

SPARROW, Andrew et WINTOUR, Patrick, « Coalition Reconsidering Tory Plan to Scrap Human Rights Act », in *The Guardian*, le 19 mai 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2010/may/19/301olumbi-may-coalition-human-rights-act-scrap> [consulté en octobre 2013].

SPENCE, Alex, « Reporters Appeal to Strasbourg over Law that Lets Police Track Phone Calls », in *The Times*, le 6 septembre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/reporters-appeal-to-strasbourg-over-law-that-lets-police-track-phone-calls-ptkq2rnkvsd> [consulté en septembre 2014].

SPITERI, Sharon, « Journalists not Exempted from Market Abuse Rules », in *Euobserver*, le 25 octobre 2002 [en ligne], <https://euobserver.com/news/8130> [consulté en février 2018].

STEWART, Cameron, « Attorney-General Robert McClelland Urges Media to Accept Security Curbs », in *The Australian*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <http://www.theaustralian.com.au/national-affairs/attorney-general-robert-mcclelland-urges-media-to-accept-security-curbs/news-story/3e23f1600b9c22902a3f4f3eeb6104dd> [consulté en août 2017].

Süddeutsche Zeitung, « These are the Paradise Papers », date non indiquée [en ligne], <https://projekte.sueddeutsche.de/paradisepapers/politik/this-is-the-leak-e866529/> [consulté en juin 2019].

TAYLOR, Adam, « What is a Super-Injunction, And Why Does a UK Football Star Want to Sue Twitter? », in *Business Insider*, le 23 mai 2011 [en ligne], <http://www.businessinsider.fr/us/what-is-a-super-injunction-ryan-giggs-2010-5/> [consulté en 302olumbi 2016].

TAYLOR, David, « For 168 Years News of the World was as English as Roast Beef », in *The Independent*, le 8 juillet 2011 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/voices/commentators/dj-taylor-for-168-years-news-of-the-world-was-as-english-as-roast-beef-2308954.html> [consulté en décembre 2014].

The Belfast Telegraph, « Journalist Suzanne Breen Wins Real IRA Secrecy Court Battle », le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.belfasttelegraph.co.uk/news/journalist-suzanne-breen-wins-real-ira-secrecy-court-battle-28483674.html> [consulté en août 2018].

The Daily Mail, « Royal Butler Trial Thrown out after Intervention by Queen », le 1 novembre 2002 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-145634/Royal-butler-trial-thrown-intervention-Queen.html> [consulté en décembre 2018].

The Daily Mail, « Journalist Wins Right to Keep Brady Story Source Secret », le 21 février 2007 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-437566/Journalist-wins-right-Brady-story-source-secret.html> [consulté en 302olumbi 2018].

The Daily Mail, « Justice Veering in a Dangerous Direction », le 29 janvier 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-1246933/MAIL-COMMENT-Privacy-law-dangerous-direction.html> [consulté en décembre 2016].

The Daily Mail, « British Government Asked New York Times to Destroy Documents Leaked by Snowden », le 31 août 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2407696/British-government-asked-New-York-Times-destroy-documents-leaked-Snowden.html> [consulté en septembre 2017].

The Daily Mail, « The Paper that Helps Britain's Enemies », le 9 octobre 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2451557/Daily-Mail-Comment-The-Guardian-paper-helps-Britains-enemies.html> [consulté en octobre 2017].

The Daily Mail, « Sweeping UK Spy Bill Dubbed 'Snoopers' Charter' Becomes Law », le 26 novembre 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3973396/Sweeping-UK-spy-bill-dubbed-snoopers-charter-law.html> [consulté en août 2017].

The Daily Mail, « British Spies Violated Privacy and Free Speech Laws with GCHQ Programme Revealed by Edward Snowden, European Court Rules », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-6163665/British-spies-violated-privacy-free-speech-laws-European-court-rules.html> [consulté en septembre 2018].

The Daily Mirror, « Super-Injunctions: Eight out of Ten Believe They are Only for the Rich », le 15 mai 2011 [en ligne], <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/super-injunctions-eight-out-of-ten-believe-128739> [consulté en octobre 2016].

The Evening Standard, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », le 10 juin 2009 [en ligne], <https://www.standard.co.uk/business/fighting-for-an-editor-facing-five-years-jail-for-protecting-her-sources-6790825.html> [consulté en août 2018].

The Evening Standard, « We were Wrong to Use Official Secrets Act in Guardian Case, Says Yard », le 21 septembre 2011 [en ligne], <https://www.standard.co.uk/news/we-were-wrong-to-use-official-secrets-act-in-guardian-case-says-yard-6445379.html> [consulté en 303olumbi 2015].

The Guardian, « Most Kosovo Bombs “Off-Target” », le 14 août 2000 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2000/aug/14/balkans2> [consulté en novembre 2017].

The Guardian, « Codename Waffle as Interbrew Deal Leaks », le 29 novembre 2001 [en ligne], <https://www.theguardian.com/business/2001/nov/29/1> [consulté en janvier 2018].

The Guardian, « Queen’s Evidence Clears Diana Butler », le 1^{er} novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/2002/nov/01/monarchy> [consulté en décembre 2018].

The Guardian, « Regina v Burrell Mocks Justice », le 3 novembre 2002 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2002/nov/03/leaders.monarchy> [consulté en décembre 2018].

The Guardian, « In Praise of... Suzanne Breen », le 11 juin 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/jun/11/in-praise-of-suzanne-breen> [consulté en août 2018].

The Guardian, « Afghanistan War Logs: How The Guardian Got the Story », le 25 juillet 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/25/304olumbia304304304-war-logs-explained-video> [consulté en octobre 2014].

The Guardian, « US Embassy Cables: Browse the Database », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/interactive/2010/nov/28/us-embassy-cables-wikileaks> [consulté en septembre 2014].

The Guardian, « Wikileaks : Open Secrets », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/nov/28/wikileaks-open-secrets-us-embassy-cables> [consulté en septembre 2014].

The Guardian, « US Embassy Cables : Foreign Office Does not Regret Evicting Chagos Islanders », le 2 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/207149> [consulté en octobre 2014].

The Guardian, « Wikileaks Embassy Cables : The Key Points at a Glance », le 7 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2010/nov/29/wikileaks-embassy-cables-key-points> [consulté en octobre 2014].

The Guardian, « US Embassy Cables : US Offers Mixed Opinion of Rahul Ghandi », le 16 décembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/249855> [consulté en septembre 2010].

The Guardian, « Are Super Injunctions Ever Justified ? », le 26 avril 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/poll/2011/apr/26/superinjunctions-justified> [consulté en octobre 2016].

The Guardian, « Ryan Giggs Front Pages – Gallery », le 24 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/gallery/2011/may/24/privacy-newspaper-ryan-giggs> [consulté en juillet 2016].

The Guardian, « 13 October 2009 : The Guardian Gagged », le 10 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/theguardian/from-the-archive-blog/2011/jun/10/guardian190-trafigura-gag-2009> [consulté en décembre 2016].

The Guardian, « Sunday Times Ordered to Hand Chris Huhne Tape to Police », le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2011/jun/26/Sunday-times-chris-huhne-tape-police> [consulté en octobre 2014].

The Guardian, « Met's Official Secrets Act Gambit: What the Other Papers Say », le 18 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/18/metropolitan-police-guardian-secrets> [consulté en 305olumbi 2015].

The Guardian, « Press Awards 2012 as they Happened », le 20 mars 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/blog/2012/mar/20/press-awards-2012-live?CMP=EMCMEDEML665> [consulté en 305olumbi 2015].

The Guardian, « CPS Statement on Decision not to Charge Police Officer or Amelia Hill », le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/may/29/cps-statement-police-amelia-hill> [consulté en 306olumbi 2015].

The Guardian, « Glenn Greenwald's Partner Detained at Heathrow Airport for Nine Hours », le 19 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/18/glenn-greenwald-guardian-partner-detained-heathrow> [consulté en octobre 2017].

The Guardian, « Edward Snowden and the NSA Files – Timeline », le 21 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/23/306olumb-snowden-nsa-files-timeline> [consulté en septembre 2014].

The Guardian, « The Guardian View on the New Press Regulator, IPSO », le 4 septembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/sep/04/guardian-view-new-press-regulator-ipsa> [consulté en décembre 2014].

The Guardian, « The Guardian View on the Police and the Rights of the Press », le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/07/guardian-view-on-rights-of-police-and-press> [consulté en octobre 2014].

The Guardian, « Mossack Fonseca: Inside the firm that helps the super-rich hide their money », le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/08/306olumbia-fonseca-law-firm-hide-money-panama-papers> [consulté en mars 2018].

The Guardian, « Guardian to Fight Legal Action Over Paradise Papers », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/dec/18/guardian-bbc-legal-action-paradise-papers> [consulté en avril 2018].

The Guardian, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », date non indiquée [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/series/paradise-papers> [consulté en mars 2018].

The Guardian, « UK and Territories are ‘Greatest Enabler’ of Tax Avoidance, Study Says », le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/may/28/uk-and-territories-are-greatest-enabler-of-tax-avoidance-study-says> [consulté en juin 2019].

The Independent, « Who were the Real Losers in the Burrell Case? », le 6 novembre 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/who-were-the-real-losers-in-the-burrell-case-133195.html> [consulté en décembre 2018].

The Independent, « Journalist Suzanne Breen Wins Real IRA Secrecy Court Battle », le 18 juin 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/journalist-suzanne-breen-wins-real-ira-secrecy-court-battle-1708501.html> [consulté en août 2018].

The Independent, « Press Regulation: Judge for yourself – the Royal Charter in full », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/press-regulation-judge-for-yourself-the-royal-charter-in-full-8910572.html> [consulté en décembre 2014].

The International Forum for Responsible Media Blog, « News: Operation Motorman – New Investigation Shows more than 17,000 Requests for Information », le 14 septembre 2011 [en ligne], <https://inform.org/2011/09/14/news-operation-motorman-new-investigation-shows-17000-requests-for-information/> [consulté en juillet 2015].

The International Forum for Responsible Media Blog, « News: PressBoF issues Royal Charter judicial review claim against eight Privy Councillors », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://inform.org/2013/10/29/news-pressbof-issues-judicial-review-claim-against-eight-privy-councillors/> [consulté en 307olumbi 2015].

The International Forum for Responsible Media Blog, « Hacked Off: Opinion poll, damning verdict on IPSO after its first year », le 8 septembre 2015 [en ligne], <https://inform.org/2015/09/08/hacked-off-opinion-poll-damning-verdict-on-ipso-after-its-first-year/> [consulté en octobre 2019].

The International Forum for Responsible Media Blog, « News: Privacy Injunction Statistics for 2016, Three Applications Recorded, Statistics Incomplete », le 28 avril 2017 [en ligne],

<https://inform.wordpress.com/2017/04/28/news-privacy-injunction-statistics-for-2016-three-applications-recorded-statistics-incomplete/> [consulté en avril 2017].

The Irish Times, « Breen Gets Time to Defend Case », le 12 mai 2009 [en ligne], <https://www.irishtimes.com/news/breen-gets-time-to-defend-case-1.840425> [consulté en août 2018].

The Malta Independent, « Updated: Daphne Caruana Galizia Killed as Vehicle Blows up in Bidnija; Bomb not in Cabin – Expert », le 16 octobre 2017 [en ligne], <http://www.independent.com.mt/articles/2017-10-16/local-news/Person-dies-as-vehicle-goes-up-in-flames-in-Bidnija-6736180314> [consulté en juin 2019].

The News of the World, sans titre, le 10 juillet 2011, p. 68.

The Sun, « Gotcha ! », le 3 mai 1982, p. 1.

The Sunday Herald, « Defending the Scots Legal System », le 1 avril 2012 [en ligne], http://www.heraldscotland.com/opinion/13052696.Defending_the_Scots_legal_system/ [consulté en septembre 2016].

The Sunday Tribune, « Terrorism has no Place in Modern Ireland », le 12 avril 2009, p. 17.

The Sunday Tribune, « Petition: We're Backing Suzanne », le 7 juin 2009 p. 16.

The Telegraph, « The Charges Against Burrell », le 17 août 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1337688/The-charges-against-Burrell.html> [consulté en janvier 2019].

The Telegraph, « Leak Puts Interbrew on the Hop », le 2 décembre 2001 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/finance/2744155/Leak-puts-Interbrew-on-the-hop.html> [consulté en janvier 2018].

The Telegraph, « Queen's Intervention 'Led to Acquittal' », le 1 novembre 2002 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/1411902/Queens-intervention-led-to-acquittal.html> [consulté en décembre 2018].

The Telegraph, « Brief Encounters », le 9 février 2006 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1510034/Brief-encounters.html> [consulté en janvier 2018].

The Telegraph, « Profile : Mr Justice Eady, Defender of the Nation's Privacy », le 13 novembre 2008 [en ligne], <http://www.telegraph.co.uk/news/newstopics/profiles/3453978/Profile-Mr-Justice-Eady-defender-of-the-nations-privacy.html> [consulté en novembre 2016].

The Telegraph, « Informing Police about Soldiers' Murders 'Would Put Journalist at Risk from IRA' », le 12 juin 2009 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/northernireland/5513835/Informing-police-about-soldiers-murders-would-put-journalist-at-risk-from-Real-IRA.html> [consulté en août 2018].

The Telegraph, « HMG Floats Proposal for Marine Reserve Covering the Chagos Archipelago (British Indian Ocean Territory) », le 4 février 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/wikileaks-files/309olumb-wikileaks/8305246/HMG-FLOATS-PROPOSAL-FOR-MARINE-RESERVE-COVERING-THE-CHAGOS-ARCHIPELAGO-BRITISH-INDIAN-OCEAN-TERRITORY.html> [consulté en octobre 2014].

The Telegraph, « Official Secrets Act and Phone Hacking: This Abuse of Power Must End Today », le 19 septembre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/comment/telegraph-view/8772883/Official-Secrets-Act-and-phone-hacking-This-abuse-of-power-must-end-today.html> [consulté en 309olumbi 2015].

The Telegraph, « Journalist and Police Officer Avoid Phone Hacking Prosecution », le 29 mai 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/phone-hacking/9297018/Journalist-and-police-officer-avoid-phone-hacking-prosecution.html> [consulté en janvier 2015].

The Telegraph, « A Perfect Example of the Need for a Free Press », le 5 septembre 2014 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/310olumbi-inquiry/11077481/A-perfect-example-of-the-need-for-a-free-press.html> [consulté en octobre 2014].

The Telegraph, « Revealed: The most watched TV programmes of the last 80 years », le 31 octobre 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/10/31/princess-diana-interview-among-most-watched-tv-programmes-of-the/> [consulté en décembre 2018].

The Telegraph, « From 1963 to Present Day: How the Telegraph Reported the Moors Murders », le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/05/16/1963-present-day-telegraph-reported-moors-murders/310olumbia-21-1986/> [consulté en 310olumbi 2018].

The Times, « Balance Favours Protection of Journalists' Sources », le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/balance-favours-protection-of-journalists-sources-kcd263z8zp6> [consulté en octobre 2018].

The Washington Post, « NSA Slides Explain the PRISM Data Collection Program », le 6 juin 2013 [en ligne], <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/politics/prism-collection-documents/> [consulté en octobre 2017].

The Washington Post, « How to Keep Edward Snowden from Leaking More NSA Secrets », le 1^{er} juillet 2013 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/opinions/how-to-keep-edward-snowden-from-leaking-more-nsa-secrets/2013/07/01/4e8bbe28-e278-11e2-a11e-c2ea876a8f30_story.html?noredirect=on&utm_term=.44d8215227b9 [consulté octobre 2017].

The Washington Post, « The Post's View: No Pardon for Edward Snowden », le 17 septembre 2016 [en ligne], https://www.washingtonpost.com/opinions/310olumb-snowden-I-deserve-a-pardon/2016/09/17/ec04d448-7c2e-11e6-ac8e-cf8e0dd91dc7_story.html?utm_term=.eb5ed08efee0 [consulté en octobre 2017].

The Week, « What Paul Burrell is Doing Now », le 7 mai 2019 [en ligne], <https://www.theweek.co.uk/101096/what-paul-burrell-is-doing-now> [consulté en octobre 2019].

THOMPSON, Barney, « UK Media ‘Must Sign Up to Regulator’ or Lose Freedoms, Say Peers », in *Financial Times*, le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://www.ft.com/content/3cafa138-c315-11e7-b2bb-322b2cb39656> [consulté en novembre 2017].

TRAVIS, Alan [enregistrement audio], « Police: ‘Stop and Search Disproportionately Targets Black and Asian People’ », in *The Guardian*, le 1^{er} mai 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/audio/2009/may/01/stop-and-search-black-asian> [consulté en 311olumbi 2015].

TRYHORN, Chris, « Clive Goodman Sentenced to Four Months », in *The Guardian*, le 26 janvier 2007 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2007/jan/26/newsoftheworld.pressandpublishing1> [consulté en décembre 2014].

TRYHORN, Chris, « Court Rules in Favour of News Groups Over Interbrew Leaked Documents », in *The Guardian*, le 15 décembre 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2009/dec/15/court-rules-interbrew-leaked-documents> [consulté en octobre 2018].

TURVILL, William, « More than 40 Police Forces Refuse to Reveal Uses of RIPA Against Journalists ‘with 11 Citing National Security’ », in *Press Gazette*, le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/more-than-40-police-forces-refuse-to-reveal-uses-of-ripa-against-journalists-with-11-citing-national-security/> [consulté en octobre 2014].

TURVILL, William, « Guardian, Independent and Times Join Mail on Sunday, Sun and Daily Telegraph in Condemning RIPA Use Against Journalists », in *Press Gazette*, le 8 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/guardian-and-times-join-mail-Sunday-sun-and-daily-telegraph-condemning-ripa-use-against-journalists/> [consulté en octobre 2014].

URQUHART, Conal, « Guardian wins Scoop of the Year at Press Awards », in *The Guardian*, le 21 mars 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/mar/21/guardian-scoop-of-the-year-press-awards> [consulté en 311olumbi 2015].

VAN CALOEN, Ariane, « Interbrew a-t-il des visées en Afrique du Sud ? » *in La Libre*, le 28 novembre 2001 [en ligne], <http://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/interbrew-a-t-il-des-visees-en-afrique-du-sud-51b875e6e4b0de6db9a67844> [consulté en janvier 2018].

VAZ, Keith, « Unfair Claims about Met’s Private Hearing », *in The Guardian*, le 22 septembre 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2011/sep/22/unfair-claims-met-private-hearing> [consulté en janvier 2015].

VAZ, Keith, « No Whistleblower is Safe if Police Hack Data, Says Chairman of Home Affairs Select Committee KEITH VAZ », *in The Mail on Sunday*, le 5 octobre 2014 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/debate/article-2780835/No-whistleblower-safe-police-hack-data-says-chairman-Home-Affairs-Select-Committee-KEITH-VAZ.html> [consulté en octobre 2014].

VERKAIK, Robert, « Interbrew Case ‘Must go to European Court’ », *in The Independent*, le 16 juillet 2002 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/interbrew-case-must-go-to-european-court-184483.html> [consulté en 312olumbi 2018].

VERKAIK, Robert, « Newspapers Victorious in Battle to Protect Sources », *in The Independent*, le 16 décembre 2009 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/media/press/newspapers-victorious-in-battle-to-protect-sources-1841979.html> [consulté en octobre 2018].

VERKAIK, Robert, « TV Star is First to Face Jail over Tweets after England Footballer Claims they Breach Injunction: Judge Reports Top Journalist to Attorney-General », *in The Daily Mail*, le 22 mai 2011 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1389562/TV-star-face-jail-tweets.html> [consulté en août 2017].

WALSH, Dominic, « Interbrew Confirms SAB Bid Interest », *in The Times*, le 29 novembre 2001, p. 30.

WALTERS, Simon, « New Wikileaks Files ‘to Reveal American Criticism of Mandela’ », *in The Daily Mail*, le 28 novembre 2010 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article->

1333723/WikiLeaks-files-reveal-American-criticism-Nelson-Mandela.html [consulté en octobre 2017].

WALTERS, Simon, « Chris Huhne ‘Asked Others to Take Speeding Points’: Climate Change Secretary denies he pressurised others to admit motoring offences so he could keep his driving licence », in *The Mail on Sunday*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1384707/Chris-Huhne-asked-speeding-points-Ex-wife-Climate-Change-Secretary-claims-pressurised-people.html> [consulté en octobre 2014].

WATT, Nicholas, « John Hemming: The MP who Outed Ryan Giggs in Superinjunctions Row », in *The Guardian*, le 23 mai 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/2011/may/23/john-hemming-outed-ryan-giggs-superinjunction> [consulté en août 2016].

WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Interview: David Cameron: ‘G8 Summit is a Chance to Recover National Self-Confidence’ », in *The Guardian*, le 14 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/313olum-cameron-interview-g8-summit-tax> [consulté en mars 2018].

WEBB, Tim, « ‘Bigger Fish to Fry’: FT Editor Raps Watchdog Over Interbrew Affair », in *The Independent*, le 28 mars 2004 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/business/news/bigger-fish-to-fry-ft-editor-raps-watchdog-over-interbrew-affair-567856.html> [consulté en 313olumbi 2018].

WESSEL-AAS, Jon, « Could a Little Media Civil Disobedience Kill British Law’s Injunction Monster ? », le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.journalism.co.uk/news-commentary/-could-a-little-media-civil-disobedience-kill-british-law-s-injunction-monster-/s6/a536131/> [consulté en décembre 2016].

WESTON, Katie, « How Princess Diana Made ‘Extraordinary’ Breach of Protocole in Explosive Interview », in *The Daily Express*, le 16 avril 2019 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/1114682/princess-diana-news-latest-wales-royal-family-prince-charles-divorce-wedding-interview-uk> [consulté en avril 2019].

WHITEHEAD, Tom, « GCHQ Leaks have ‘Gifted’ Terrorists Ability to Attack ‘At Will’, Warns Spy Chief », in *The Telegraph*, le 9 octobre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/terrorism-in-the-uk/10365026/GCHQ-leaks-have-gifted-terrorists-ability-to-attack-at-will-warns-spy-chief.html> [consulté en octobre 2017].

WINNETT, Robert, « In Full: Police log detailing Andrew Mitchell’s ‘pleb’ rant », in *The Telegraph*, le 24 septembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/conservative/9564006/In-full-Police-log-detailing-Andrew-Mitchells-pleb-rant.html> [consulté en octobre 2014].

WINTOUR, Patrick, « Expected Wikileaks Disclosures Prompts [*sic.*] Warning for Editors », in *The Guardian*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2010/nov/26/wikileaks-documents-downing-street-editors> [consulté en octobre 2014].

WINTOUR, Patrick, « Labour Strikes First to Unveil Leveson Plan », in *The Guardian*, le 10 décembre 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2012/dec/10/labour-leveson-plan> [consulté en février 2015].

WINTOUR, Patrick, « British Police’s Use of RIPA Powers to Snoop on Journalists to be Reined in », in *The Guardian*, le 12 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2014/oct/12/police-ripa-powers-journalists-surveillance> [consulté en octobre 2014].

WINTOUR, Patrick et SYAL, Rajeev, « Andrew Mitchell Resigns Following Allegations he Called Police ‘plebs’ », in *The Guardian*, le 19 octobre 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/oct/19/314olomb-mitchell-resigns-police-pleb> [consulté en octobre 2014].

WITHERS, Paul, « Prince Charles ‘Tried to STOP’ Paul Burrell Court Case that Threatened to Humiliate Royals », in *The Express*, le 19 mars 2018 [en ligne], <https://www.express.co.uk/news/royal/933825/prince-charles-princess-diana-queen-paul-burrell-court-case> [consulté en décembre 2018].

WORLAND, Justin, « Edward Snowden and Wikileaks Disagree Over How to Share Government Secrets », *in Time*, le 11 octobre 2016 [en ligne], <http://time.com/4431487/315olumb-snowden-wikileaks-hillary-clinton-dnc/> [consulté en octobre 2017].

ZEROFSKY, Elisabeth, « How a German Newspaper Became the Go-To Place for Leaks like the Paradise Papers », *in The New Yorker*, le 11 novembre 2017 [en ligne], <https://www.newyorker.com/news/news-desk/how-a-german-newspaper-became-the-go-to-place-for-leaks-like-the-paradise-papers> [consulté en mars 2018].

3. Articles et extraits des chaînes de radiodiffusion, de télévision et de film

BAKKE, Synnove et KNUDSSON, Kjersti, « Trafigura and the Minton Report », *in NRK*, dernière mise à jour le 14 octobre 2009 [en ligne], <https://www.nrk.no/dokumentar/trafigura-and-the-minton-report-1.6816347> [consulté en janvier 2017].

BBC, « Bombs Missed Kosovo Targets », le 14 août 2000 [en ligne] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/879560.stm [consulté en novembre 2017].

BBC, « Ministers Accused of Bombing Cover-Up », le 14 août 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/880022.stm [consulté en novembre 2017].

BBC, « Interbrew Eyes Global Expansion », le 28 novembre 2001 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/1680389.stm> [consulté en janvier 2018].

BBC, « Diana Butler to Stand Trial », le 29 novembre 2001 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/1683013.stm [consulté en janvier 2019].

BBC, « Papers Stand Firm on Takeover Leak », le 12 juillet 2002 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2123638.stm> [consulté en janvier 2018].

BBC, « Brewer Gets Tough in Merger Leak Row », le 22 juillet 2002 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2144532.stm> [consulté en janvier 2018].

BBC, « Is Paul Burrell Right to Sell his Story ? », le 12 novembre 2002 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/talking_point/2386761.stm [consulté en décembre 2018].

BBC, « Obituary : Myra Hindley », le 15 novembre 2002 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/452614.stm [consulté en janvier 2018].

BBC, « Arrests Over Arms Fair Protests », le 8 septembre 2003 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/london/3091854.stm [consulté en janvier 2018].

BBC, « Firm Agrees Ivorian Waste Payouts », le 20 septembre 2006 [en ligne] <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8265193.stm> [consulté en décembre 2016].

BBC, « Dutch Brewers Fined Over Cartel », le 18 avril 2007 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6566827.stm> [consulté en février 2018].

BBC, « 2012 Hindley Image Use Condemned », le 25 août 2008 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7580261.stm> [consulté en janvier 2018].

BBC, « Orde Quits NI Police for New Role », le 16 avril 2009 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/8000815.stm [consulté en novembre 2017].

BBC, « Photographers Protest Over UK Terror Search Laws », le 23 janvier 2010 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8476318.stm [consulté en février 2015].

BBC, « Footballer Obtains Twitter Disclosure Order », le 21 mai 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/technology-13477811> [consulté en mai 2017].

BBC, « Row Between Wikileaks and Guardian Over Security Breach », le 1^{er} septembre 2011 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-14743410> [consulté en septembre 2014].

BBC, « News International Changes Name to News UK », le 26 juin 2013 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/business-23058844> [consulté en janvier 2015].

BBC, « Edward Snowden Files : N° 10 Contacted Guardian », le 21 août 2013 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-23776063> [consulté en août 2017].

BBC News, « Press Regulation : Privy Council grants royal charter », le 30 octobre 2013 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-24746137> [consulté en décembre 2014].

BBC, « Andy Coulson Jailed for 18 Months Over Phone Hacking », le 4 juillet 2014 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-28160626> [consulté en juillet 2014].

BBC, « Elections 2015 : Results », date non indiquée [en ligne], <https://www.bbc.com/news/election/2015/results> [consulté en mai 2015].

BBC, « Panama Papers: Cameron's Father was Mossack Fonseca Client », le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/world-35961422> [consulté en 317olum 2018].

BBC, « David Cameron's Mother Gave PM £200,000 Gift », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-36007718> [consulté en 317olum 2018].

BBC, « Panama Papers : What Happened Next ? », le 26 décembre 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-38319026> [consulté en mars 2018].

BBC, « John Terry : Defining Moments of Chelsea Captain's Career », le 17 avril 2017 [en ligne], <http://www.bbc.com/sport/football/36239434> [consulté en avril 2017].

BBC, « Diana Documentary : What the Critics Said », le 7 août 2017 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/entertainment-arts-40848751> [consulté en décembre 2018].

BBC, « Paradise Papers : Your guide to four years of offshore revelations », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/business-41877932> [consulté en mars 2018].

BBC, « Paradise Papers : BBC, Guardian and Appleby Agree Settlement », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/uk-44001176> [consulté en juin 2019].

BBC, « Caruana Galizia Murder : Fighting for Justice for my Murdered Mother », le 2 mai 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-48093331> [consulté en juin 2019].

BBC, « Caruana Galizia Muder : Malta suspect may get pardon », le 19 novembre 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-europe-50472482> [consulté en décembre 2019].

BOERMA, Lindsey, et NOLEN, John, « Snowden’s NSA Leak an ‘Act of Treason,’ Says Democratic Senator », in *CBS News*, le 12 juin 2013 [en ligne], <https://www.cbsnews.com/news/snowdens-nsa-leak-an-act-of-treason-says-democratic-senator/> [consulté en octobre 2017].

Channel 4, « Ryan Giggs ‘Only Exposed Because He Took On Twitter’ », le 24 mai 2011 [en ligne], <https://www.channel4.com/news/ryan-giggs-only-exposed-because-he-took-on-twitter> [consulté en août 2016].

CHAUNDY, Bob, « Ian Brady : A Fight to Die », in *BBC*, le 10 mars 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/672028.stm [consulté en janvier 2018].

CNN, « SAB Soars on Merger Report », le 28 novembre 2001 [en ligne], <https://money.cnn.com/2001/11/28/international/interbrew/> [consulté en janvier 2018].

COLEMAN, Clive [enregistrement audio], in *BBC Radio 4*, « Law in Action : Super Injunctions and Privacy Law », le 25 février 2010 [en ligne], <http://www.bbc.co.uk/programmes/b00qvm1f> [consulté en février 2017].

COOMES, Phil, « I’m a Photographer... », in *BBC*, le 11 août 2009 [en ligne], https://www.bbc.co.uk/blogs/photoblog/2009/08/im_a_photographer.html [consulté en janvier 2015].

GHATTAS, Kim, « Wikileaks Diplomatic Cables Release ‘Attack on World’ », in *BBC*, le 29 novembre 2010 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-11868838> [consulté septembre 2014].

GOULD, Peter, « Ian Brady Letters : Inside the Mind of the Moors Murderer », *in BBC*, le 16 mai 2017 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-39925965> [consulté en janvier 2018].

GRIMLEY, Naomi, « D for Discretion: Can the Modern Media Keep a Secret? », *in BBC*, le 22 août 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-politics-14572768> [consulté en août 2017].

HALL, Ashley, « Doubts over Plan to Silence Reporting on Terrorism Investigations », [enregistrement audio], *in ABC*, le 6 août 2009 [en ligne], <http://www.abc.net.au/pm/content/2008/s2648430.htm> [consulté en août 2017].

HUHNE, Christopher [enregistrement audiovisuel], *in BBC*, « Chris Huhne Quits Cabinet Over Speeding Claims Charge », le 3 février 2012 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-16866127> [consulté en octobre 2014].

HUOR, Jesper et LINDQUIST, Bosse (réalisateurs), *Wikirebels : The Documentary*, SVT [DVD], 2010, 58 minutes.

ITV, « What is Operation Weeting ? », le 13 mars 2012 [en ligne], <https://www.itv.com/news/update/2012-03-13/what-is-operation-weeting/> [consulté en janvier 2015].

ITV, « Press Centre – Diana, our Mother : Her Life and Legacy », le 8 juillet 2017 [en ligne], <https://www.itv.com/presscentre/press-releases/diana-our-mother-her-life-and-legacy> [consulté en décembre 2018].

MARCUS, Jonathan, « RAF's Embarrassing Statistics », *in BBC*, le 14 août 2000 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/879964.stm [consulté en novembre 2017].

MARTINEZ, Michael, « Poll : Almost half of Britons feel WikiLeaks sex charges are 'excuse' », *in CNN*, le 14 décembre 2010 [en ligne], <http://www.cnn.com/2010/WORLD/europe/12/13/uk.poll.wikileaks/index.html> [consulté en janvier 2018].

MURRAY, Fiona, « Standing in Silence for NI Peace », *in BBC*, le 11 mars 2009 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/7936691.stm [consulté en août 2018].

POITRAS, Laura (réalisatrice), *Citizenfour*, BINNEY, William, GREENWALD, Glenn, SNOWDEN, Edward, [acteurs principaux], *Praxis Films, Participant Media et HBO Films* [DVD], 2014, 110 minutes.

RUSBRIDGER, Alan, entretien audiovisuel, *in BBC*, « Edward Snowden Files : N° 10 contacted Guardian », le 21 août 2013 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-23776063> [consulté en août 2017].

RYLE, Gerard [enregistrement audiovisuel], communication présentée lors d'une conférence intitulée « TED Summit 2016 » à Banff (Canada), du 26 au 30 juin 2016 [en ligne], https://www.ted.com/talks/gerard_ryle_how_the_panama_papers_journalists_broke_the_biggest_leak_in_history/discussion?nolanguage=nya [consulté en juin 2019].

TOMLINSON, Lucas « Ex-CIA Director : Snowden Should be 'Hanged' if Convicted for Treason », *in Fox News*, le 17 décembre 2013 [en ligne], <http://www.foxnews.com/politics/2013/12/17/ex-cia-director-snowden-should-be-hanged-if-convicted-for-treason.html> [consulté en octobre 2017].

VALLANCE, Chris, « US Government Lifts Lid on Alleged Leak to Wikileaks », *in BBC*, le 14 juillet 2010 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/10596057> [consulté en août 2014].

4. Articles et travaux des organisations non-gouvernementales, des associations et d'autres groupes de réflexion

Amnesty International, « Kosovo : Amnesty International Concerns Relating to NATO Bombings », le 18 mai 1999 [en ligne], <https://www.amnesty.org/download/.../eur700691999en.pdf> [consulté en novembre 2017].

Amnesty International, « Amnesty Highlights Serious Concerns About Suzanne Breen Case to Woodward », le 10 juin 2009 [en ligne], <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/amnesty-highlights-serious-concerns-about-suzanne-breen-case-woodward> [consulté en août 2018].

Amnesty International, « UK Giving Green Light for Corporate Crime », le 23 juillet 2015 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/07/uk-giving-green-light-for-corporate-crime/> [consulté en décembre 2016].

Amnesty International, « Côte d'Ivoire : Trafigura Unrepentant 10 Years After Toxic Waste Dump », le 19 août 2016 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/08/trafigura-unrepentant-10-years-after-toxic-waste-dump/> [consulté en décembre 2016].

Amnesty International, « Northern Ireland : 'Free Press Under Threat,' Says Amnesty, as Investigative Journalists Face Further Police Questioning », le 30 novembre 2018 [en ligne], <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/northern-ireland-free-press-under-threat-says-amnesty-investigative-journalists-face> [consulté en novembre 2018].

Amnesty International, « Mass Surveillance Challenge Proceeds to Europe's Highest Human Rights Court », le 5 février 2019 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/mass-surveillance-challenge-proceeds-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019].

Amnesty International et *Greenpeace*, *The Toxic Truth*, Londres et Amsterdam : Amnesty International Publications et Greenpeace Netherlands, 2012 [en ligne] <https://www.amnesty.org/en/documents/afr31/002/2012/en/> [consulté en décembre 2016].

Appleby, « Appleby, Guardian News and Media Limited and the BBC Settle Paradise Papers Dispute », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.applebyglobal.com/news/321olumbi-guardian-news-and-media-limited-and-the-bbc-settle-paradise-papers-dispute/> [consulté en juin 2019].

Article 19 et *Interights*, « Briefing Paper on Protection of Journalists' Sources: Freedom of Expression Litigation Project », mai 1998 [en ligne],

<https://www.article19.org/data/files/pdfs/publications/right-to-protect-sources.pdf> [consulté en décembre 2014], pp. 1-21.

ASSANGE, Julian, « Wikileaks Releases More than Half a Million US Diplomatic Cables from the Momentous Year of 1979 », in *Wikileaks*, le 28 novembre 2016 [en ligne], <https://wikileaks.org/plusd/pressrelease/> [consulté en décembre 2016].

BAKER, Kevin, « Key Trends in the Global Beer Market », support présenté lors de la conférence annuelle sur les stratégies internationales de la bière à Londres, Global Data, mai 2018 [en ligne], <https://www.arena-international.com/Journals/2018/05/18/k/w/w/3.-Kevin-Baker---GlobalData.pdf> [consulté en janvier 2018].

Big Brother Watch, « Press Releases : UK mass surveillance ruled unlawful in landmark judgment », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-ruled-unlawful-in-landmark-judgment/> [consulté en septembre 2018].

Big Brother Watch, « Press Releases: UK Mass Surveillance Challenge will go to Europe's Highest Human Rights Court », le 7 février 2019 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-challenge-will-go-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019].

BOWERS, Simon, « UK Backs Panama Papers Crackdown on 'Dirty Money' Haven », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 1^{er} mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/uk-backs-panama-papers-crackdown-dirty-money-havens/> [consulté en juin 2019].

Brick Court Chambers, « Supreme Court Considers Important Test of Vienna Convention in Relation to Wikileaks Documents », le 12 février 2018 [en ligne], <http://www.brickcourt.co.uk/news/pdf/supreme-court-admits-wikileaks-documents-about-chagos-islanders-into-evidence> [consulté en février 2018].

British Press Photographers' Association, « Metropolitan Police Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <https://thebppa.com/metropolitan-police-media-guidelines/> [consulté en février 2015].

BUTSELAAR, Emily, « Wikileaks : UK Issues DA Notice as US Briefs Allies on Fresh Leak », in *Index on Censorship*, le 26 novembre 2010 [en ligne], <http://www.indexoncensorship.org/2010/11/us-uk-wikileaks-d-notice-leak/> [consulté en octobre 2014].

CAMPBELL, Duncan, « How ICIJ's Project Team Analyzed the Offshore Files », *International Consortium of Investigative Journalists*, le 2 avril 2013 [en ligne] <https://www.icij.org/investigations/offshore/how-icijs-project-team-analyzed-offshore-files/> [consulté en mars 2018].

CARDESA-SALZMANN, Antonio, « The Trafigura Case : Environmental Justice Organisations, Liabilities and Trade Fact Sheet N°45 », 2012 [en ligne], <http://www.ejolt.org/wordpress/wp-content/uploads/2015/08/FS-45.pdf> [consulté en décembre 2016], pp. 1-8.

CATHCART, Brian, « IMPRESS : A welcome initiative », in *Hacked Off*, le 11 décembre 2013 [en ligne], <https://hackinginquiry.org/impress-a-welcome-initiative/> [consulté en janvier 2015].

Chartered Institute of Journalists, « CioJ Code of Conduct », date non indiquée [en ligne], <http://cioj.org/the-cioj-code-of-conduct-for-our-members/> [consulté en janvier 2018].

Committee to Protect Journalists, « Attacks on the Press 2002 : United Kingdom », le 31 mars 2003 [en ligne], <https://cpj.org/2003/03/attacks-on-the-press-2002-united-kingdom.php> [consulté en janvier 2018].

Committee to Protect Journalists, « Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riot in Northern Ireland », le 19 avril 2019 [en ligne], <https://cpj.org/2019/04/journalist-lyra-mckee-shot-dead-during-riot-in-nor.php> [consulté en avril 2019].

CROOK, Tim, « Protect Journalists' Sources or Give up on British Democracy », in *The Journal: Magazine of the Chartered Institute of Journalists*, printemps 2014 [en ligne],

<https://cioj.org/thejournal/uploads/2016/06/Journal-Spring-2014.pdf> [consulté en novembre 2017], pp. 1-16.

CRUSHER, Jonathan, « UK: Protecting Confidential Journalist' Sources: Ashworth and Interbrew – A Lethal Cocktail? », in *Mondaq*, le 15 novembre 2002 [en ligne], <http://www.mondaq.com/uk/x/18765/Media+Entertainment+Law/Protecting+Confidential+Journalist+Sources+Ashworth+and+Interbrew+A+Lethal+Cocktail> [consulté en 324olumbi 2018].

DOE, John, « The Revolution Will Be Digitized », in *International Consortium of Investigative Journalists*, « John Doe Manifesto: Panama Papers Source Offers Documents to Governments, Hints at More to Come », le 6 mai 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160506-john-doe-statement/> [consulté en mars 2018].

Editorial Photographers United Kingdom and Ireland, « Resources: ACPO Police-Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <http://www.epuk.org/resources/acpo-police-media-guidelines> [consulté en 324olumbi 2015].

Edward Snowden Foundation, « Journalists' Emails Posted on GCHQ Intranet », date non indiquée [en ligne], <https://edwardsnowden.com/fr/revelations/#journalists-emails-posted-on-gchq-intranet> [consulté en novembre 2017].

European Federation of Journalists, « Northern Ireland: Two Investigative Journalists Arrested for Theft of Confidential Documents », le 3 septembre 2018 [en ligne], <https://europeanjournalists.org/blog/2018/09/03/northern-ireland-two-investigative-journalists-arrested-for-theft-of-confidential-documents/> [consulté en septembre 2018].

FARRELLY, Paul, « About Paul », date non indiquée [en ligne], <http://www.paulfarrelly.com/about-paul-farrelly.aspx> [consulté en décembre 2016].

Fédération internationale des droits de l'homme, « Affaire du Probo Koala : Les victimes privées de recours pour obtenir justice », le 19 avril 2011 [en ligne], <https://www.fidh.org/fr/themes/actions-judiciaires/actions-judiciaires-contre-des->

etats/Affaire-Cote-d-Ivoire-dechets/Affaire-du-Probo-Koala-Les [consulté en septembre 2016].

FERNANDES, Meena, MCGUINN, Jennifer et ROSSI, Ludovica, *Estimating the Economic Benefits of Whistleblower Protection in Public Procurement : Final Report*, Bruxelles : European Commission, juillet 2017 [en ligne], <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/8d5955bd-9378-11e7-b92d-01aa75ed71a1/language-en> [consulté en juillet 2018].

FITZGIBBON, Will, « The Daphne Project: ‘Her Voice will not be Silenced’ », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 17 avril 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/04/daphne-project-voice-will-not-silenced/> [consulté en juin 2019].

FOIA Centre, « NHS to Spend £1m Costs Seeking Reporter’s Source », le 2 avril 2007 [en ligne], <http://www.foiacentre.com/news-ashworth-070402.html> [consulté en janvier 2018].

Forbidden Stories, « About Us », date non indiquée [en ligne], <https://forbiddenstories.org/about-us/> [consulté en juin 2019].

Forbidden Stories, « The Daphne Project: Every story published so far », date non indiquée [consulté en juin 2019].

GALIZIA, Daphne, « Running Commentary : Daphne Caruana Galizia’s Notebook », date non indiquée [en ligne], <https://daphnecaruanagalizia.com/> [consulté en juin 2019].

GALLEGO, Cecile, « How to Investigate Companies Found in the Offshore Leaks Database », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 23 janvier 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/01/investigate-companies-found-offshore-leaks-database/> [consulté en juin 2019].

Global Freedom of Expression, « Goodwin v. United Kingdom », Université de Columbia, date non indiquée [en ligne], <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/325olumbi-v-united-kingdom/> [consulté en 325olumbi 2018].

Global Freedom of Expression, « Goodwin v. United Kingdom », Université de Columbia, date non indiquée [en ligne], <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/326olumbi-v-united-kingdom/> [consulté en 326olumbi 2018].

GRAHAM, Lucy, « Trafigura Toxic Disaster Shows the UK Needs to Get Tough on Corporate Crime », in *Amnesty International*, le 24 juillet 2015 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/07/326olumbia326-toxic-disaster-shows-the-uk-needs-to-get-tough-on-corporate-crime/> [consulté en septembre 2016].

GRIFFIN, Tom, « Covering the Conflict: Human Rights and Journalism in Northern Ireland », in *Open Democracy*, le 13 août 2010 [en ligne], <https://www.opendemocracy.net/ourkingdom/tom-griffin/covering-conflict-human-rights-and-journalism-in-northern-ireland> [consulté en novembre 2017].

Hacked Off, « The Hacked Off Story », date non indiquée [en ligne], <http://hackinginquiry.org/about-hacked-off/the-hacked-off-story/> [consulté en 326olumbi 2015].

Hacked Off, « Leveson Part 2 », date non indiquée [en ligne], <https://hackinginquiry.org/campaigns/leveson-part-2/> [consulté en mars 2018].

HAMILTON, Martha, « Panamanian Law Firm Is Gatekeeper to Vast Flow of Murky Offshore Secrets », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 3 avril 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160403-mossack-fonseca-offshore-secrets/> [consulté en mars 2018].

HEIFERMAN, Marvin, « A Photographer, Not a Terrorist », in *Smithsonian Institute Archives*, le 11 mars 2010 [en ligne], <https://siarchives.si.edu/blog/photographer-not-terrorist> [consulté en janvier 2015].

Human Rights Watch, « New Figures on Civilian Deaths in Kosovo War », le 7 février 2000 [en ligne], <https://www.hrw.org/news/2000/02/07/new-figures-civilian-deaths-kosovo-war> [consulté en novembre 2017].

Human Rights Watch, « Without Suspicion: Stop and Search Under the Terrorism Act 2000 », le 4 juillet 2010 [en ligne], <https://www.hrw.org/report/2010/07/04/without-suspicion/stop-and-search-under-terrorism-act-2000#> [consulté en 327olumbi 2018].

HUMPHRYS, John, « The Panama Papers: How Much Transparency do We Need? », in *Yougov*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/07/panama-papers-how-much-transparency-do-we-need> [consulté en mars 2018].

HUNTER, Alan (ed.), « Costs », in *The Writ*, n° 201, Belfast : The Law Society of Northern Ireland, 327olumbi-mars 2010 [en ligne], <https://www.lawsoc-ni.org/DatabaseDocs/writ-jan-mar-2010-web.pdf> [consulté en août 2018], pp. 1-42.

HURD, Jess, PARKINSON, Jason, SMITH, Grant, VALLÉE, Marc, WARREN, Jonathan, *I'm a Photographer, Not a Terrorist! A Brief History*, 2010 (brochure papier).

I'm a Photographer, Not a Terrorist! « Contact Us », date non indiquée [en ligne], <https://phnat.org/> [consulté en janvier 2015].

Independent Monitor for the Press, « About », date non indiquée [en ligne], <https://www.impress.press/about-us/> [consulté en octobre 2019].

Independent Monitor for the Press, « Regulated Publications », date non indiquée [en ligne], <https://www.impress.press/regulated-publications/> [consulté en octobre 2019].

Independent Press Standards Agency, « Editors' Code of Practice », dernière mise à jour le 1^{er} janvier 2018 [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/editors-code-of-practice/> [consulté en janvier 2018].

Independent Press Standards Organisation, « About IPSO », date non indiquée [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/IPSO/aboutipso.html> [consulté en décembre 2014].

Independent Press Standards Organisation, « UK Regulated Publications », date non indiquée [en ligne], <https://www.ipso.co.uk/complain/who-ipso-regulates/> [consulté en octobre 2019].

International Commission of Jurists, « Written Submissions on Behalf of the International Commission of Jurists (ICJ) : Intervener », le 9 février 2016 [en ligne], <https://www.icj.org/wp-content/uploads/2016/02/UK-ICJ-AmicusBrief-BJURoss-EctHR-legalsubmission-2016.pdf> [consulté en janvier 2019].

International Consortium of Investigative Journalists, « Secret Files Expose Offshore's Global Impact », le 2 avril 2013 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/offshore/secret-files-expose-offshores-global-impact/> [consulté en mars 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « Offshore Trove Exposes Trump-Russia Links and Piggy Banks of the Wealthiest 1 Percent », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/paradise-papers-exposes-donald-trump-russia-links-and-piggy-banks-of-the-wealthiest-1-percent/> [consulté en mars 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « Press Freedom : Appleby Launches Legal Action Against ICIJ's UK Partners », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/12/appleby-launches-legal-action-against-icij-uk-partners/> [consulté en avril 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « Journalists : Bastian Obermayer », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/bastian-obermayer/> [consulté en mars 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « Journalists : Frederik Obermaier », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/frederik-obermaier/> [consulté en mars 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « Offshore Leaks Database », date non indiquée [en ligne], <https://offshoreleaks.icij.org/> [consulté en mars 2018].

International Consortium of Investigative Journalists, « About », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/about/> [consulté en juin 2019].

International Consortium of Investigative Journalists, « All Our Investigations », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/page/3/> [consulté en juin 2019].

International Federation of Journalists, « IFJ Code of Principles on the Conduct of Journalism », Code adopté en 1954 [en ligne], <http://ethicaljournalisminitiative.org/en/contents/ifj-code-of-principles-on-the-conduct-of-journalism> [consulté en janvier 2018].

International Federation of Journalists, « Northern Ireland : Freelance Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riots », le 19 avril 2019 [en ligne], <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/northern-ireland-freelance-journalist-lyra-mckee-shot-dead-during-riots.html> [consulté en avril 2019].

International Press Institute, « IPI says Interbrew Lawyers should Halt Legal Action Against Media », le 15 juillet 2002 [en ligne], <https://ipi.media/ipi-says-interbrew-lawyers-should-halt-legal-action-against-media/> [consulté en janvier 2018].

JENNINGS, Lewis, « Shooting the Messengers: An Overview of Index's Latest Published Work Including Three Reports on Media Freedom », in *Index on Censorship*, vol. 48, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0306422019840161> [consulté en mai 2019].

KAMPFNER, John, lettre adressée au Commissaire de police de la métropole du Grand Londres, le 16 septembre 2011 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2011/09/index-condemns-outrageous-abuse-of-power-by-metropolitan-police-in-phone-hacking-investigation/> [consulté en janvier 2015].

KARHULA, Päivikki, « What is the Effect of Wikileaks for Freedom of Information », in *The International Federation of Library Associations and Institutions*, le 19 janvier 2011, dernière mise à jour le 5 octobre 2012 [en ligne], <https://www.ifla.org/publications/what-is-the-effect-of-wikileaks-for-freedom-of-information> [consulté en septembre 2014].

KIM, Scarlet, « New U.K. Law Fails European Court Standards on Mass Interception Disclosed by Snowden », in *Just Security*, Reiss Center on Law and Security : New York University School of Law, le 27 septembre 2018 [en ligne], <https://www.justsecurity.org/60878/u-k-law-fails-european-court-standards-mass-interception-snowden-disclosed/> [consulté en juin 2019].

Liberty, « Schedule 7 », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/countering-terrorism/schedule-7> [consulté en octobre 2017].

Liberty, « Section 44 Terrorism Act », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/justice-and-fair-trials/stop-and-search/section-44-terrorism-act> [consulté en janvier 2018].

Liberty, « MI5 ‘Unlawfully’ Handled Bulk Surveillance Data, Liberty Litigation Reveals », le 11 juin 2019 [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/news/press-releases-and-statements/mi5-%E2%80%9Cunlawfully%E2%80%9D-handled-bulk-surveillance-data-liberty> [consulté en juin 2019].

Liberty et *The Civil Liberties Trust*, « The People vs the Snoopers’ Charter », date non indiquée [en ligne], <https://www.crowdjustice.com/case/snoopers-charter/> [consulté en septembre 2018].

MANSOUR, Mark, « New Ranking Reveals Corporate Tax Havens Behind Breakdown of Global Corporate Tax System; toll of UK’s tax war exposed », in *Tax Justice Network*, le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.taxjustice.net/2019/05/28/new-ranking-reveals-corporate-tax-havens-behind-breakdown-of-global-corporate-tax-system-toll-of-uks-tax-war-exposed/> [consulté en juin 2019].

MCCHRYSTAL, Ryan, « How Dangerous is it to be a journalist in Ireland 20 Years After the Murder of Veronica Guerin? », in *Index on Censorship*, le 24 juin 2016 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2016/06/veronica-guerin-twenty-years-murder-irish-investigative-journalist/> [consulté en 330lumbi 2018].

MCINTYRE, Anthony, « Suzanne Breen: Give them Absolutely Nothing », in *Index on Censorship*, le 6 mai 2009 [en ligne], <https://www.indexoncensorship.org/2009/05/331olumbi-breen-give-them-absolutely-nothing/> [consulté en août 2018].

Media Reform Coalition, « New Report: Who Owns the UK Media in 2019 », le 12 mars 2019 [en ligne], <https://www.mediareform.org.uk/media-ownership/who-owns-the-uk-media> [consulté en octobre 2019].

Media Standards Trust, « The Story of Eight Charters », date non indiquée [en ligne], <http://mediastandardstrust.org/mst-news/the-story-of-eight-charters/> [consulté en décembre 2014].

MINTON, John, *RE : Caustic Tank Washings, Abidjan, Ivory Coast* [courriel], le 14 septembre 2006, archivé par *Wikileaks* [en ligne], <https://file.wikileaks.org/file/waterson-toxicwaste-ivorycoast-%C3%A92009.pdf> [consulté en septembre 2016].

National Union of Journalists, « Murdered Reporter's Notes Deciphered », le 31 mars 2004 [en ligne], <http://media.gn.apc.org/ohagan11.html> [consulté en février 2018].

National Union of Journalists, *ACPO Police and Media Guidance*, le 21 juillet 2007 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/documents/acpo-police-and-media-guidance/> [consulté en janvier 2015].

National Union of Journalists, « Hundreds Demonstrate Right to Photograph in London », le 16 février 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/hundreds-demonstrate-right-to-photograph-london/> [consulté en janvier 2015].

National Union of Journalists, « Suzanne Breen Court Battle Wins International Support », le 28 mai 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/suzanne-breen-court-battle-wins-international-support/> [consulté en août 2018].

National Union of Journalists, « Council of Europe Ministers Call for Review of Anti-Terror Laws », le 29 mai 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/council-europe-ministers-call-for-review-anti-terror-laws/> [consulté en août 2018].

National Union of Journalists, « Court Date Set for Suzanne Breen Case », le 5 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/court-date-set-for-suzanne-breen-case/> [consulté en août 2018].

National Union of Journalists, « Artists and Politicians Support Suzanne Breen Campaign », le 8 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/artists-and-politicians-support-suzanne-breen-campaign/> [consulté en août 2018].

National Union of Journalists, « Belfast and London Protest in Support of Suzanne Breen », le 11 juin 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/332olumbi-london-protest-support-suzanne-breen/> [consulté en août 2018].

National Union of Journalists, « London Rally Focuses on Civil Liberties and Press Freedom », le 14 avril 2010 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/332olumb-rally-focuses-civil-liberties-and-press-freedom/> [consulté en 332olumbi 2015].

National Union of Journalists, « Guardian Investigative Journalist Questioned by Police », le 7 septembre 2011 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/guardian-investigative-journalist-questioned-by-police/> [consulté en décembre 2014].

National Union of Journalists, « NUJ Code of Conduct », date non indiquée [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/about/nuj-code/> [consulté en janvier 2018].

National Union of Journalists, « NUJ Welcomes ECHR Judgment on UK Surveillance of Journalists », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/echr-judgement-surveillance-journalists/> [consulté en septembre 2018].

NOGARD, Saxon, « Protecting Journalists' Sources is Vital for Press Freedom : Goodwin v UK » in *Rights Info*, le 27 mars 2017 [en ligne], <https://rightsinfo.org/protecting-journalists-sources-vital-press-freedom-goodwin-v-uk/> [consulté en avril 2017].

Nuix, « Panama Papers Retrospective : Three Years Later and Featured at Nuix Government Summit », le 23 avril 2019 [en ligne], <https://www.nuix.com/blog/panama-papers-retrospective-three-years-later-and-featured-nuix-government-summit> [consulté en juin 2019].

OLDROYD, Rachel, « Bureau Wins Landmark Press Freedom Case at the European Court of Human Rights », in *The Bureau of Investigative Journalism*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2018-09-13/bureau-wins-case-to-defend-press-freedom-at-the-european-court-of-human-rights> [consulté en septembre 2018].

One Brick Court, « About 1BC », date non indiquée [en ligne], <http://www.onebrickcourt.com/content.aspx?menu=main&pageid=24> [consulté en janvier 2017].

PARKER, Andrew [transcription], discours prononcé devant le forum pour la défense et la sécurité aux niveaux national et international (*Royal United Services Institute*) à Whitehall en Angleterre, le 8 octobre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/defence/10366119/MI5-chief-security-speech.html> [consulté en octobre 2017].

PONSFORD, Dominic, « Injunction Change Gives *Sun* Half of Kiss-and-Tell Actor Tale », in *Society of Editors*, le 14 avril 2011 [en ligne], <https://www.societyofeditors.org/parliamentary-and-legal/14-april-2011/Injunction-change-gives-Sun-half-of-kiss-and-tell-actor-tale> [consulté en octobre 2016].

PONSFORD, Dominic, « Keep up the Pressure to Save our Sources », in *National Union of Journalists*, le 14 octobre 2014 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/keep-up-the-pressure-to-save-our-sources/> [consulté en octobre 2014].

Press Gazette, pétition archivée par *Change.org*, « Save our Sources Campaign Update from Press Gazette », le 22 septembre 2014 [en ligne], <https://www.change.org/p/interception-of-communications-commissioner-sir-paul-kennedy-please-take-action-to-ensure-the-regulation-of-investigatory-powers-act-is-not-used-by-public-authorities-to-secretly-obtain-journalists-phone-records-and-identify-confidential-sources/u/8221745> [consulté en juin 2019].

Privacy International, « Q & A : European Court of Human Rights Rules UK Mass Surveillance Laws Violate Rights », le 14 septembre 2018 [en ligne], <https://privacyinternational.org/feature/2271/qa-european-court-human-rights-rules-uk-mass-surveillance-laws-violate-rights> [consulté en septembre 2018].

Pulitzer, « Prize Winners By Year: 2014 Pulitzer Prizes », <http://www.pulitzer.org/prize-winners-by-year/2014> [consulté en septembre 2017].

Pulitzer, « The 2017 Pulitzer Prize Winner in Explanatory Reporting », date non indiquée [en ligne], <https://www.pulitzer.org/winners/international-consortium-investigative-journalists-mcclatchy-and-miami-herald> [consulté en mars 2018].

Reporters sans frontières, « Belfast Court Ruling ‘a victory for press freedom’ », le 23 juin 2009 [en ligne], <https://rsf.org/en/news/334olumbi-court-ruling-victory-press-freedom> [consulté en août 2018].

Reporters sans frontières, « World Press Freedom Index 2013 », 2013 [en ligne], <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2013> [consulté en août 2014].

Reporters sans frontières, « World Press Freedom Index 2014 », 2014 [en ligne], <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2014> [consulté en août 2014].

ROBERTS, Simon, « Analysis », in *The UK Defence Forum*, le 7 janvier 2009 [en ligne], <http://www.defenceviewpoints.co.uk/articles-and-analysis/d-notices-uk-s-defence-self-censorship-system> [consulté en septembre 2017].

ROGERS, Joel, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », in *Royal United Services Institute*, le 5 juin 2017 [en ligne], <https://rusi.org/commentary/security-trumps-privacy-british-attitudes-cyber-surveillance> [consulté en janvier 2018].

ROWLANDS, Max, « Statewatch Analysis: Media Freedoms in the UK Curtailed by Police ‘Culture of Suspicion’ and Double Standards », in *Statewatch Journal*, vol. 18, n° 3, 2009 [en ligne], <http://www.statewatch.org/analyses/no-73-uk-police-press-and-protests.pdf> [consulté en 2015], pp. 1-6.

RYLE, Gerard, « After Panama Papers Success, ICIJ Goes Independent », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 26 février 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/02/after-panama-papers-success-icij-goes-independent/> [consulté en mars 2018].

SASAKI, Bryce, « The 5-Minute Interview: Mar Cabra, Editor at the ICIJ », in *Neo4j*, le 24 juin 2016 [en ligne], <https://neo4j.com/blog/mar-cabra-icij/> [consulté en mars 2018].

SHIEL, Fergus, « Paradise Papers: ICIJ Partners and Appleby Agree to Settlement », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/05/335olumbia-papers-icij-partners-appleby-agree-settlement/> [consulté en juin 2019].

Society of Editors, « Cameron Threatens Injunctions and Other ‘Tough Measures’ if *Guardian* Fails to Show ‘Social Responsibility’ Over Snowden Leaks », le 29 octobre 2013 [en ligne], <https://www.societyofeditors.org/soe-news/29-october-2013/Cameron-threatens-injunctions-and-other-tough-measures-if-Guardian-fails-to-show-social-responsibility-over-Snowden-leaks> [consulté en octobre 2017].

SPENCER, Diana, entretien avec BASHIR, Martin [transcription], in *BBC Panorama*, 1995 [en ligne], <http://www.bbc.co.uk/news/special/politics97/diana/panorama.html> [consulté en décembre 2018].

Tax Justice Network, « Corporate Tax Haven Index – 2019 Results », 2019 [en ligne], <https://corporatetaxhavenindex.org/introduction/cthi-2019-results> [consulté en juin 2019].

TED Summit, « Speakers », date non indiquée [en ligne], <https://tedsummit2016.ted.com/speakers> [consulté en juin 2019].

The Bureau of Investigative Journalism, « The Iraq War Logs: Nearly 400,000 Files Document the War on a Daily Basis », le 22 octobre 2010, article archivé par *Internet Archive Wayback Machine* [en ligne],

<https://web.archive.org/web/20101029220523/http://thebureauinvestigates.com/2010/10/22/the-iraq-war-logs/> [consulté en octobre 2014].

The Freelance, « Sources in Peril », janvier 2003 [en ligne], <http://www.londonfreelance.org/fl/0301whis.html> [consulté en janvier 2018].

The Freelance, « Robin Ackroyd Gets his Day in Court », juillet 2003 [en ligne], <http://www.londonfreelance.org/fl/0307whis.html> [consulté en janvier 2018].

THOMPSON, Hannah, « Injunctions ‘Infringe Press Freedom’ », *in Yougov*, le 4 mai 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/news/2011/05/04/injunctions-infringe-press-freedom/> [consulté en octobre 2016].

TOMLINSON et *Hacked Off*, « Newspaper Coverage of Police Misuse of RIPA Laws Shows Victims of Press Abuse Got a Raw Deal », le 28 octobre 2014 [en ligne], <https://hackinginquiry.org/newspaper-coverage-of-police-misuse-of-ripa-laws-shows-victims-of-press-abuse-got-a-raw-deal/> [consulté en octobre 2014].

Trades Union Congress, « Congress Report 2008 : The 140th Annual Trades Union Congress », du 8 au 11 septembre 2008 [en ligne], <https://www.tuc.org.uk/events/national/tuc-congress-2008> [consulté en février 2015].

Transparency International, « What is Transparency International ? », date non indiquée [en ligne], <https://www.transparency.org/about> [consulté en avril 2018].

Transparency International, « Panama Papers Expose UK Role in Global Corruption : Recommendations to End UK Role as a Safe Haven for Corrupt Money », le 7 avril 2016 [en ligne], https://www.transparency.org/news/pressrelease/panama_papers_expose_uk_role_in_global_corruption [consulté en juin 2019].

Transparency International, « Three Years After the Panama Papers : Progress on horizon », le 4 avril 2019 [en ligne],

https://www.transparency.org/news/feature/three_years_after_the_panama_papers_progress_on_horizon [consulté en juin 2019].

TREVOR, Tim, « The Lie About Edward Snowden that Just won't Die », in *Freedom of the Press Foundation*, le 13 mai 2014 [en ligne], <https://freedom.press/news-advocacy/the-lie-about-edward-snowden-that-just-wont-die/> [consulté en octobre 2017].

University of Exeter, « Vice-Chancellor Professor Anthony Forster », date non indiquée [en ligne], <https://www.essex.ac.uk/about/senior-staff/vice-chancellor> [consulté en août 2017].

WEBLEY, James, [publication de blog sous le nom de plume « The Unknown James »], in *Twitter*, le 14 avril 2011 [en ligne], <https://twitter.com/unknownj/status/58636237782781952> [consulté en juillet 2016].

WITCHEL, Elisabeth, « Setback in O'Hagan Murder Must not Mean Case Closed », in *Committee to Protect Journalists*, le 1^{er} février 2013 [en ligne], <https://cpj.org/blog/2013/02/setback-in-ohagan-murder-must-not-mean-case-closed.php> [consulté en février 2018].

Wikileaks, « Wikileaks : About », le 16 février 2008, page archivée par *Internet Archive Wayback Machine* [en ligne], http://web.archive.org/web/20080216000537/http://www.wikileaks.org/wiki/Wikileaks:_About#Wikileaks_has_1.2_million_documents.3F [consulté en octobre 2014].

Wikileaks, « Trafigura Threats to Norwegian Press Over Minton Report Exposing Toxic Dumping, September 2009 », le 13 octobre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Trafigura_threats_to_Norwegian_press_over_Minton_report_exposing_toxic_dumping,_Sep_2009 [consulté en janvier 2017].

Wikileaks, « Minton Report : Trafigura Toxic Dumping Along the Ivory Coast Broke EU Regulations », le 14 septembre 2016, dernière mise à jour le 15 octobre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Minton_report:_Trafigura_toxic_dumping_along_the_Ivory_Coast_broke_EU_regulations,_14_Sep_2006 [consulté en septembre 2016].

Wikileaks, « Updated Secret Gag on UK Times Preventing Publication of Minton Report into Toxic Waste Dumping, 16 October 2009 », le 16 octobre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Updated_secret_gag_on_UK_Times_preventing_publication_of_Minton_report_into_toxic_waste_dumping,_16_Oct_2009 [consulté en janvier 2017].

Wikileaks, « Removed Times UK Story on Trafigura: Big Profits from a Very Dirty Business Encourages Corruption and Broken Treaties, 18 July 2009 », le 17 décembre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Removed_Times_UK_story_on_Trafigura:_Big_profits_from_a_very_dirty_business_encourages_corruption_and_broken_treaties,_18_Jul_2009 [consulté en 338olumbi 2017].

Wikileaks, « Censored BBC World Service Radio Broadcast ‘Killer Toxic Waste’ on the Trafigura Scandal, 14th May 2009 », le 18 décembre 2009 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Censored_BBC_World_Service_radio_broadcast_%22Killer_toxic_waste%22_on_the_Trafigura_scandal,_14_May_2009 [consulté en 338olumbi 2017].

Wikileaks, « Looking for Alternatives to an Ice Save Referendum: 10REYKJAVIK13_a », le 13 janvier 2010 [en ligne], https://wikileaks.org/plusd/cables/10REYKJAVIK13_a.html [consulté en octobre 2014].

Wikileaks [enregistrement audiovisuel], « Collateral Murder », le 5 avril 2010 [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/Collateral_Murder,_5_Apr_2010 [consulté en septembre 2014].

Wikileaks, « About », le 5 juillet 2011 [en ligne], <http://www.wikileaks.org/About.html> [consulté en octobre 2014].

Wikileaks, « Australia Bans Reporting of Multi-Nation Corruption Case Involving Malaysia, Indonesia and Vietnam », le 29 juillet 2014 [en ligne], <https://wikileaks.org/aus-suppression-order/press.html> [consulté en juillet 2017].

Wikileaks, « Public Library of US Diplomacy », date non indiquée [en ligne], [https://wikileaks.org/plusd/?qproject\[\]=cg&q=](https://wikileaks.org/plusd/?qproject[]=cg&q=) [consulté en septembre 2014].

WILS, Geert, « Commission Fines Dutch Brewers Over € 273 Million for a Beer Cartel », in *Competition Policy Newsletter*, n° 3, 2007 [en ligne], https://ec.europa.eu/competition/publications/cpn/2007_3_55.pdf [consulté en janvier 2018], pp. 55-56.

World Association of Newspapers and News Publishers, Press Freedom in the United Kingdom, Paris : WAN-IFRA, mars 2014 [en ligne], https://www.wan-iffra.org/sites/default/files/field_article_file/WAN_IFRA_UK_Press_Freedom_Rpt_March_2014.pdf [consulté en août 2014].

YouGov UK, « About », date non indiquée [en ligne], <https://yougov.co.uk/about/about/> [consulté en août 2016].

Yougov UK, « Our Panel », date non indiquée [en ligne], <https://yougov.co.uk/about/our-panel/> [consulté en octobre 2016].

5. Travaux parlementaires, gouvernementaux, judiciaires et policiers

ANDERSON, David, *The Terrorism Acts in 2013: Report of the Independent Reviewer on the Operation of the Terrorism Act 2000 and Part 1 of the Terrorism Act 2006*, Londres : The Stationery Office, juillet 2014 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/the-terrorism-acts-in-2013-july-2014/> [consulté en octobre 2017].

ANDERSON, David, *A Question of Trust: Report of the Investigatory Powers Review*, Londres: The Stationery Office, juin 2015 [en ligne], <https://www.daqc.co.uk/wp-content/uploads/sites/22/2015/06/IPR-Report-Print-Version.pdf> [consulté en juin 2019].

Australian Government, « Fact Sheet 49 – D Notices », le 27 septembre 2011, fiche archivée par *Internet Archive Wayback Machine*, [en ligne], <https://web.archive.org/web/20110927085709/http://www.naa.gov.au/about-us/publications/fact-sheets/fs49.aspx> [consulté en août 2017].

BABER, Mary, *Public Interest Immunity : Research paper 96/25*, Londres : House of Commons Library, le 22 février 1996 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/RP96-25> [consulté en janvier 2019].

BARLETT, Gail et EVERETT, Michael, *The Official Secrets Acts and Official Secrecy*, n° CBP07422, Londres : House of Commons Library, le 2 mai 2017 [en ligne], <http://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7422#fullreport> [consulté en septembre 2017].

BOWERS, Paul, OAKES, Mark et YOUNGS, Tim, *Kosovo : NATO and Military Action*, HC RP 99/34, Londres : House of Commons Library, le 24 mars 1999 [en ligne], <http://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/RP99-34> [consulté en décembre 2017].

BRADLEY, Karen, « Fox-Sky Merger – in the House of Commons at 11:02am on 20th July 2017 », le 20 juillet 2017 [en ligne], <https://www.theyworkforyou.com/debates/?id=2017-07-20d.991.5> [consulté en septembre 2017].

BROWN, Ian, « Expert Witness Statement for Big Brother Watch and Others Re: Large-Scale Internet Surveillance by the UK: Application n° 58170/13 to the European Court of Human Rights », le 27 septembre 2013, [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=2336609> [consulté en janvier 2019].

Commission of Inquiry into the Australian Secret Intelligence Service, Report on the Australian Secret Intelligence Service – Public Edition, Canberra : Australian Government Publishing Service, mars 1995 [en ligne], <http://apo.org.au/node/37293> [consulté en août 2017].

Commissioner for Human Rights, Democratic and Effective Oversight of National Security Services, Strasbourg : European Council, mai 2015 [en ligne], <https://book.coe.int/en/commissioner-for-human-rights/6682-pdf-democratic-and-effective-oversight-of-national-security-services.html> [consulté en octobre 2017].

Committee of the Privy Council, courrier du 8 octobre 2013 adressé au secrétaire du Conseil privé [en ligne], inform.org/wp-content/uploads/2013/10/privycouncilcommitteeletterofrecommendation.pdf [consulté en janvier 2015].

Competition and Markets Authority, « About Us », le 2 mai 2014 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations/competition-and-markets-authority/about> [consulté en janvier 2015].

Competition and Markets Authority, *21st Century Fox, Inc and Sky Plc: A report on the anticipated acquisition by 21st Century Fox, Inc of Sky Plc*, le 1 mai 2018 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/cma-phase-2-report> [consulté en octobre 2019].

Council of Europe, « PACE Demands Public Inquiry into Death of Daphne Caruana Galizia », le 26 juin 2019 [en ligne], <https://www.coe.int/en/web/portal/-/pace-demands-public-inquiry-into-death-of-daphne-caruana-galizia> [consulté en juin 2019].

Crown Prosecution Service, « Media: Assessing the Public Interest in Cases Affecting the Media », date non indiquée [en ligne], <https://www.cps.gov.uk/legal-guidance/media-assessing-public-interest-cases-affecting-media> [consulté en août 2013].

Culture, Media and Sport Committee, « Uncorrected Transcript of Oral Evidence: Rupert Murdoch, James Murdoch and Rebekah Brooks Questioned by MPs », le 19 juillet 2011 [en ligne], <https://www.parliament.uk/documents/commons-committees/culture-media-sport/Uncorrected-transcript-19-July-phone-hacking.pdf> [consulté en 341olumbi 2015].

Departmental Committee on Section 2 of the Official Secrets Act 1911, Order 5104, Londres : Her Majesty's Stationery Office, septembre 1972.

European Council, « Thematic Factsheet: Freedom of Expression, the Internet and New Technologies », juin 2018 [en ligne], <https://rm.coe.int/freedom-of-expression-internet-and-new-technologies-14june2018-docx/16808b3530> [consulté en juin 2018].

European Court of Human Rights, « Information Note on the Court's Case-Law n° 126: Gillan and Quinton v the United Kingdom – 4158/05 », 342olumbi 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus?i=002-1158> [consulté en 342olumbi 2015].

European Court of Human Rights, Protection of Journalistic Sources, dernière mise à jour en janvier 2018 [en ligne], https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Journalistic_sources_ENG.pdf [consulté en janvier 2018].

European Court of Human Rights, « Q & A on the Judgment Big Brother Watch and Others v. United Kingdom », le 13 septembre 2018 [en ligne], https://www.echr.coe.int/.../Press_Q_A_Brother_Watch_ENG.pdf [consulté en septembre 2018].

European Court of Human Rights, « Some Aspects of UK Surveillance Regimes Violate Convention », ECHR 299, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf?library=ECHR&id=003-6187848-8026299&filename=Big%20Brother%20Watch%20and%20Others%20v.%20the%20United%20Kingdom%20-%20complaints%20about%20surveillance%20regimes.pdf> [consulté en septembre 2018].

European Court of Human Rights, « Factsheet – Mass Surveillance », février 2019 [en ligne], https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Mass_surveillance_ENG.pdf [consulté en février 2019].

European Court of Human Rights, « Grand Chamber Panel's Decisions », ECHR 053 (2019), le 5 février 2019 [en ligne], <http://ccla.org/cclanewsite/wp-content/uploads/2019/02/Grand-Chamber-Panels-decisions-February-2019-1.pdf> [consulté en février 2019].

European Court of Human Rights, « Press Release: Grand Chamber hearing on complaints about surveillance systems in the case of Big Brother Watch and Others v. the United Kingdom », ECHR 258 (2019), le 10 juillet 2019 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng-press?i=003-6455876-8500167> [consulté en décembre 2019].

European Parliament, « Debates », le 9 mars 2009 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20090309+ITEMS+DOC+XML+V0//EN> [consulté en août 2018].

European Parliament, « Tax Crimes : MEPs want EU financial police force and financial intelligence unit », le 26 mars 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190321IPR32109/tax-crimes-meps-want-eu-financial-police-force-and-financial-intelligence-unit> [consulté en juin 2019].

European Publishers Council, « Market Abuse Fact Sheet », février 2004 [en ligne], <http://epceurope.eu/market-abuse-fact-sheet-5/> [consulté en février 2018].

FALLON, Peter, *Report of the Committee of Inquiry into the Personality Disorder Unit, Ashworth Special Hospital*, CM4194-ii, Londres : The Stationery Office, le 12 janvier 1999 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/ashworth-special-hospital-report-of-the-committee-of-inquiry> [consulté en 343olumbi 2018].

Foreign and Commonwealth Office, « News Story: Foreign Office Condemns Unauthorised Release of US Classified Information », le 28 novembre 2010 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/foreign-office-condemns-unauthorised-release-of-us-classified-information> [consulté en août 2014].

GAY, Oonagh et MAER, Lucinda, *Official Secrecy*, n° SN/PC/02023, Londres : House of Commons Library, le 30 décembre 2008 [en ligne], <https://fas.org/irp/world/uk/secrecy.pdf> [consulté en septembre 2017].

GRAYLING, Chris, *Protecting Human Rights in the UK: The Conservatives' Proposals for Changing Human Rights Laws*, octobre 2014 [en ligne], https://www.conservatives.com/~media/files/downloadable%20Files/human_rights.pdf [consulté en octobre 2014].

HAMMOND, Philip, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HCWS427 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne],

<https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Commons/2016-11-08/HCWS247/> [consulté en mars 2018].

HANCOCK, Matt, [transcription], « Oral Statement to Parliament : Leveson Consultation Response », le 1 mars 2018 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/leveson-consultation-response> [consulté en mars 2018].

Her Majesty's Revenue and Customs, « Taskforce Launches Criminal and Civil Investigations into Panama Papers », in *UK Gov*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/taskforce-launches-criminal-and-civil-investigations-into-panama-papers> [consulté en mars 2018].

HILL, Max, *The Terrorism Acts in 2017*, Londres : The Stationery Office, octobre 2018 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/terrorismacts2017/> [consulté en octobre 2018].

Home Office, Legislation Against Terrorism : A Consultation Paper, CM 4178, Londres : The Stationery Office, décembre 1998 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/legislation-against-terrorism-a-consultation-paper> [consulté en janvier 2015].

Home Office, The Definition of Terrorism: A Report by Lord Carlile of Berriew Q.C. Independent Reviewer of Terrorist Legislation, CM7052, Londres : The Stationery Office, mars 2007, [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/the-definition-of-terrorism-a-report-by-lord-carlile-of-berriew> [consulté en 344olumbi 2015].

Home Office, « Home Office Statistical Bulletin: Operation of police powers under the Terrorism Act 2000 and subsequent legislation: Arrests, outcomes and stops & searches », le 10 juin 2010 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/statistics/operation-of-police-powers-under-the-terrorism-act-2000-and-subsequent-legislation-quarterly-update-december-2009> [consulté en 344olumbi 2015].

Home Office, « Codes of Practice on Counter-Terrorism Stop and Search Powers, Post-Charge Questioning and Related Matters », le 14 mai 2012 [en ligne],

<https://www.gov.uk/government/speeches/codes-of-practice-on-counter-terrorism-stop-and-search-powers-post-charge-questioning-and-related-matters> [consulté en février 2015].

House of Commons, Consideration of Bill (Report Stage): Sanctions and Anti-Money Laundering Bill, le 1 mai 2018 [en ligne] https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/2017-2019/0176/amend/sanctions_daily_rep_0430.1-7.html [consulté en juin 2019].

House of Commons Committee of Public Accounts, HMRC's Performance in 2016-17, HC456, le 20 décembre 2017 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmpublicacc/456/456.pdf> [consulté en juin 2019].

House of Commons Culture Media and Sports Committee, Press Standards, Privacy and Libel, HC 362-I et HC362-II, le 9 février 2010 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm/cmcomeds.htm> [consulté en décembre 2016].

House of Commons Defence Select Committee, « Examination of Witnesses, *Defence – Minutes of Evidence* », le 10 mai 2000 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmdfence/347-vi/0051002.htm> [consulté 345olumbi 2018].

House of Commons Defence Select Committee, Fourteenth Report, HC347, le 23 octobre 2000 [en ligne] <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmdfence/347/34711.htm> [consulté en 345olumbi 2018].

House of Commons Defence Select Committee, The Strategic Defence and Security Review and the National Security Strategy: Sixth Report of Session 2010-12, le 3 août 2011, Londres : The Stationery Office Limited [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmdfence/761/761vw.pdf [consulté en 345olumbi 2018].

House of Commons Defence Select Committee, Investigations into Fatalities Involving British Military Personnel: Seventh Report of Session 2016-17, HC 1064, le 26 avril 2017 [en ligne],

<https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmdfence/1064/1064.pdf> [consulté en 346lumbi 2018].

House of Commons Foreign Affairs Select Committee, Foreign Affairs – Fourth Report, HC28, Londres : The Stationery Office Limited, le 23 mai 2000 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmcaff/28/2802.htm> [consulté en décembre 2017].

House of Commons Hansard, « Personal Immunity », le 26 novembre 2002 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200203/cmhansrd/vo021126/debtext/21126-03.htm> [consulté en janvier 2019].

House of Commons Hansard, « Injunctions », le 15 octobre 2009 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmhansrd/cm091015/text/91015w0005.htm#09101544000898> [consulté en décembre 2016].

House of Commons Hansard, « Injunctions », le 19 octobre 2009 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmhansrd/cm091019/text/91019w0006.htm#0910197000895> [consulté en décembre 2016].

House of Commons Hansard, « Diplomacy (Internet) », le 21 décembre 2010 [en ligne], [https://hansard.parliament.uk/Commons/2010-12-21/debates/10122140000002/Diplomacy\(Internet\)](https://hansard.parliament.uk/Commons/2010-12-21/debates/10122140000002/Diplomacy(Internet)) [consulté en octobre 2017].

House of Commons Hansard, « Business of the House », le 10 mars 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110310/debtext/110310-0001.htm#11031052001448> [consulté en décembre 2016].

House of Commons Hansard, « Bill of Rights », le 17 mars 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110317/halltext/110317h0001.htm> [consulté en décembre 2016].

House of Commons Hansard, « Injunctions », le 23 mai 2011 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Commons/2011-05->

23/debates/1105237000004/Injunctions#contribution-1105237000250 [consulté en décembre 2016].

House of Commons Hansard, « Emergency Debate : Phone Hacking », le 6 juillet 2011 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110706/debtext/110706-0002.htm> [consulté en janvier 2015].

House of Commons Hansard, « Rupert Murdoch and News Corporation Bid for BskyB », le 13 juillet 2011 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm110713/debtext/110713-0003.htm#11071379000002> [consulté en janvier 2015].

House of Commons Hansard, « Leveson Inquiry », le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm121129/debtext/121129-0003.htm> [consulté en octobre 2019].

House of Commons Hansard, « Leveson Inquiry », le 3 décembre 2012 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm121203/debtext/121203-0001.htm> [consulté en octobre 2019].

House of Commons Hansard, « Royal Charter on Press Conduct : Emergency Debate Standing Order N° 24 », le 18 mars 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmhansrd/cm130318/debtext/130318-0001.htm#13031811000002> [consulté en janvier 2015].

House of Commons Hansard, « GCHQ », le 10 juin 2013 [en ligne], https://publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmhansrd/cm130610/debtext/130610-0002.htm#130610-0002.htm_spnew32 [consulté en septembre 2014].

House of Commons Hansard, « House of Commons National Security (The Guardian) », le 22 octobre 2013 [en ligne], [https://hansard.parliament.uk/Commons/2013-10-22/debates/13102269000003/NationalSecurity\(TheGuardian\)](https://hansard.parliament.uk/Commons/2013-10-22/debates/13102269000003/NationalSecurity(TheGuardian)) [consulté en septembre 2017].

House of Commons Hansard, « House of Commons Oral Answers to Questions », le 28 octobre 2013 [en ligne],
<https://publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmhansrd/cm131028/debtext/131028-0001.htm> [consulté en octobre 2017].

House of Commons Hansard, « Intelligence and Security Services », le 31 octobre 2013 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmhaff/231/231.pdf [consulté en janvier 2019].

House of Commons Hansard, « Massereene Barracks Shooting 2009 », le 2 septembre 2014 [en ligne],
<https://hansard.parliament.uk/Commons/2014-09-02/debates/14090246000003/MassereeneBarracksShooting2009> [consulté en août 2018].

House of Commons Hansard, « Paradise Papers », le 6 novembre 2017 [en ligne],
<https://hansard.parliament.uk/Commons/2017-11-06/debates/36FC99C0-70F6-4822-A222-302E7C829388/ParadisePapers> [consulté en juin 2019].

House of Commons Hansard, « Emergency Debate : Tax avoidance and evasion (Paradise Papers) », le 14 novembre 2017 [en ligne],
<https://www.parliament.uk/business/news/2017/november/emergency-debate-tax-avoidance-and-evasion-paradise-papers/> [consulté en juin 2019].

House of Commons Hansard, « Journalists : International Protection », le 9 janvier 2019 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/commons/2019-01-09/debates/CA69B239-4204-4091-921A-718A393223A9/JournalistsInternationalProtection> [consulté en janvier 2019].

House of Commons Historic Hansard, « Vassall Case (Tribunal's Report) », le 7 mai 1963 [en ligne], <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1963/may/07/vassall-case-tribunals-report> [consulté en septembre 2014].

House of Commons Historic Hansard, « Cross-Media Ownership », le 23 mai 1995 [en ligne],
<https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1995/may/23/cross-media-ownership>
 [consulté en janvier 2015].

House of Commons Home Affairs Select Committee, Home Affairs – First Report, HC351, Londres : The Stationery Office, le 15 novembre 2001 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmhaff/351/35104.htm#a2> [consulté en décembre 2014].

House of Commons Home Affairs Select Committee, Counter-Terrorism, HC 231, Londres : The Stationery Office Limited, le 9 mai 2014 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/inquiries/parliament-2010/co-ordinating-the-fight-against-international-terrorism/> [consulté en septembre 2017].

House of Commons Home Affairs Select Committee, Regulation of Investigatory Powers Act 2000 – Eighth Report of Session 2014-15, HC 711, Londres : The Stationery Office Limited, le 6 décembre 2014 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmhaff/711/711.pdf [consulté en 349olumbi 2018].

House of Commons Public Administration Select Committee, Government by Inquiry First Report of Session 2004-2005, HC 51-I, Londres : The Stationery Office, le 3 mai 2005 [en ligne], <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmpubadm/51/51i.pdf> [consulté en décembre 2014].

House of Commons Public Administration Select Committee, Smaller Government: Shrinking the Quango State, HC537, Londres : The Stationery Office Ltd., le 20 décembre 2010 [en ligne] <https://publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmselect/cmpubadm/537/537.pdf> [consulté en septembre 2017].

House of Commons Public Administration Select Committee, Who's Accountable? Relationships Between Government and Arm-Length Bodies, HC1137, Londres : The Stationery Office Ltd., le 10 novembre 2014 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmpubadm/110/110.pdf> [consulté en septembre 2017].

House of Lords Hansard, « Satellite Broadcasting Debate », le 12 novembre 1990 [en ligne], <http://hansard.millbanksystems.com/lords/1990/nov/12/satellite-broadcasting> [consulté en janvier 2015].

House of Lords Hansard, « Ashworth Hospital : Ian Brady », le 9 novembre 2000 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Lords/2000-11-09/debates/704051b2-3f60-4e20-be69-00ae8123b3d6/AshworthHospitalIanBrady?highlight=ian%20brady#contribution-1d2982ec-199e-4837-84ac-846997f313e7> [consulté en janvier 2018].

House of Lords Hansard, « Paul Burrell Prosecution », le 6 novembre 2002 [en ligne], <https://api.parliament.uk/historic-hansard/lords/2002/nov/06/paul-burrell-prosecution> [consulté en janvier 2019].

House of Lords Hansard, « Public Interest Immunity », le 2 avril 2003 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld200203/ldhansrd/vo030402/text/30402-13.htm> [consulté en janvier 2019].

House of Lords Hansard, « Data Retention and Acquisition Regulations 2018 », le 24 octobre 2018, [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/lords/2018-10-24/debates/DE49023B-EE99-42CF-BD2F-E719D4EB7043/DataRetentionAndAcquisitionRegulations2018> [consulté en juin 2019].

House of Lords Historic Hansard, « Procedure Under Tribunal of Inquiry (Evidence Act) », le 4 décembre 1963 [en ligne], https://api.parliament.uk/historic-hansard/lords/1963/dec/04/procedure-under-tribunals-of-inquiry#S5LV0253P0_19631204_HOL_37 [consulté en septembre 2014].

House of Lords House of Commons Joint Committee on Parliamentary Privilege, Report – Parliamentary Privilege, le 18 juin 2013 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/jt201314/jtselect/jtprivi/30/3009.htm> [consulté en décembre 2016].

House of Lords House of Commons Joint Committee on Privacy and Injunctions, Privacy and Injunctions, HL Paper 273/HC 1443, Londres : The Stationery Office Limited, le 12 mars 2012

[en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/jt201012/jtselect/jtprivinj/273/273.pdf> [consulté en août 2013].

House of Lords Select Committee on Communications, Media Plurality, HL 120, Londres : The Stationery Office, le 4 janvier 2014 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/lords-select/communications-committee/inquiries/parliament-2010/media-plurality/> [consulté en juillet 2014].

House of Lords Select Committee on Communications, Press Regulation: Where are we now?, HL 135, le 23 mars 2015 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/ld201415/ldselect/ldcomuni/135/135.pdf> [consulté en octobre 2019].

HUNT, Jeremy, lettre ouverte du Département de la culture, des médias et des sports, le 16 mai 2011 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/72929/commsreview-open-letter_160511.pdf [consulté en janvier 2015].

Information Commissioner's Office, What Price Privacy: The Unlawful Trade in Confidential Personal Information, HC1056, Londres : The Stationery Office, le 10 mai 2006 [en ligne], https://web.archive.org/web/20110829133733/http://www.ico.gov.uk/~media/documents/library/Corporate/Research_and_reports/WHAT_PRICE_PRIVACY.ashx [consulté en juillet 2015].

Information Commissioner's Office, « Présentation de l'ICO / Notre rôle », date non indiquée [en ligne], <https://ico.org.uk/about-the-ico/other-languages/fran%C3%A7ais/fran%C3%A7ais-overview-what-we-do/> [consulté en juillet 2015].

Information Commissioner's Office, « Complaining to the Independent Press Standards Organisation (IPSO) », date non indiquée [en ligne], <https://ico.org.uk/your-data-matters/data-protection-and-journalism/complaining-to-ipsa/> [consulté en octobre 2019].

Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Launches Inquiry into the Use of RIPA Powers to Acquire Communications Data Relating to the Confidential Sources of Journalists, le 6 octobre 2014 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20inquiry%20into%20use%20of%20comms%20data%20to%20identify%20journalistic%20sources.pdf> [consulté en octobre 2014].

Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 of Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources, le 4 février 2015 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20Communications%20Data%20Journalist%20Inquiry%20Report%204Feb15.pdf> [consulté en octobre 2014].

Intelligence and Security Committee of Parliament, « About the Committee », date non indiquée [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/> [consulté en 352olumbi 2018].

Intelligence and Security Committee of Parliament, « 17 October 2013 » [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/news-archive/17october2013> [consulté en 352olumbi 2018].

ISOHOOKANA-ASUNMAA, Tytti, *Freedom of Expression in the Media in Europe*, rapport n° 9640, Strasbourg : European Council, le 14 janvier 2003 [en ligne], <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/AssemblyList/MP-Details-EN.asp?MemberID=3580> [consulté en 352olumbi 2018].

JEZEK, Petr et KOFOD, Jeppe, *Report on the Inquiry into Money Laundering, Tax Avoidance and Tax Evasion*, A8-9999/2017, Strasbourg : European Parliament, le 8 novembre 2017 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/131460/2017-11-08%20PANA%20Final%20Report.pdf> [consulté en mars 2018].

Justice and Security Green Paper, CM 8194, Londres : The Stationery Office Ltd., octobre 2011 [en ligne], www.official-documents.gov.uk/document/cm81/8194/8194.pdf [consulté en janvier 2019].

KENNEDY, Paul, *IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, le 4 février 2015 [en ligne], <https://www.statewatch.org/news/2015/feb/uk-IOCCO-Communications-Data-Journalist-Inquiry-Report.pdf> [consulté en mai 2018].

Law Commission, Protection of Official Data: A Consultation Paper, n° 230 [en ligne], http://www.lawcom.gov.uk/app/uploads/2017/02/cp230_protection_of_official_data.pdf [consulté en octobre 2019].

LEACH, Philip, *The Principles Which can be Drawn from the Case-Law of the European Court of Human Rights Relating to the Protection and Safety of Journalists and Journalism: Report*, 2013 [en ligne], [https://okno.mk/sites/default/files/MCM\(2013\)012_en_Leach_ProtectionofJournalists.pdf](https://okno.mk/sites/default/files/MCM(2013)012_en_Leach_ProtectionofJournalists.pdf) [consulté en août 2014].

LEVESON, Brian, *An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press Report*, HC 780, Londres : The Stationery Office, le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/353olumbi-inquiry-report-into-the-culture-practices-and-ethics-of-the-press> [consulté en décembre 2014], Executive Summary, vol. I-IV.

LLOYD, Anthony, *Inquiry into Legislation against Terrorism*, CM 3420, Londres : Stationery Office Books, vol. 1 et 2.

London Assembly, « Questions to the Mayor: Guardian Journalist Arrest Under Official Secrets Act », le 17 octobre 2011 [en ligne], <https://www.london.gov.uk/questions/2011/3208> [consulté en 353olumbi 2015].

MACPHERSON, William, *The Stephen Lawrence Inquiry*, CM 4262-I, le 24 février 1999 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/the-stephen-lawrence-inquiry#r38> [consulté en janvier 2015].

MAY, Anthony, *2013 Annual Report of the Interception of Communications Commissioner*, HC1184, Londres : Open Government Licence, le 8 avril 2014 [en ligne],

<https://www.gov.uk/government/publications/interception-of-communications-commissioner-annual-report-2013> [consulté en août 2014].

Metropolitan Police, « Operation Alice Closing Report », septembre 2014 [en ligne], <http://content.met.police.uk/News/Operation-Alice/1400026158081/1257246745756> [consulté en octobre 2014].

Ministry of Defence, « UK MoD Manual of Security Volumes 1, 2 and 3, Issue 2 », JSP 440, octobre 2001, archivé par *Wikileaks* [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/UK_MoD_Manual_of_Security_Volumes_1,_2_and_3_Issue_2,_JSP-440,_RESTRICTED,_2389_pages,_2001 [consulté en octobre 2017].

Ministry of Justice, *A Guide to the Human Rights Act 1998: Questions and Answers*, décembre 2000 [en ligne], <http://www.justice.org.uk/images/pdfs/HRAINT.PDF> [consulté en octobre 2013].

Ministry of Justice, *Statistics on Race and the Criminal Justice System 2007/8: A Ministry of Justice publication under Section 95 of the Criminal Justice Act 1991*, Londres : Ministry of Justice Press Office, avril 2009.

Ministry of Justice, « Statistics on Privacy Injunctions », le 27 septembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/statistics/statistics-on-privacy-injunctions-earlier-editions-in-the-series> [consulté en octobre 2016].

MOR, Federico et SEELY, Antony, *The Paradise Papers*, CDP-2017-0228, Londres : House of Commons Library, le 14 novembre 2017 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CDP-2017-0228> [consulté en juin 2019].

MOSES, Alan et TEE, Matt [enregistrement audiovisuel], « Witness Evidence at the House of Lords Communications Committee Meeting on Press Regulation », le 20 janvier 2014 [en ligne], <http://www.parliamentlive.tv/Main/Player.aspx?meetingId=17052&player=silverlight> [consulté en janvier 2015].

NEUBERGER, David, *Master of the Rolls Report of the Committee on Super-Injunctions: Super-Injunctions, Anonymised Injunctions and Open Justice*, Londres : Courts and Tribunals Judiciary, le 20 mai 2011 [en ligne], <https://www.judiciary.gov.uk/publications/committee-reports-super-injunctions/> [consulté en mai 2016].

Ofcom, Measuring Media Plurality: Ofcom's Advice to the Secretary of State for Culture, Olympics, Media and Sport, le 19 juin 2012 [en ligne], https://www.ofcom.org.uk/__data/assets/pdf_file/0031/57694/measuring-media-plurality.pdf [consulté en 355olumbi 2015].

Ofcom, Decision under section 3(3) of the Broadcasting Act 1990 and section 3(3) of the Broadcasting Act 1996: Licences held by British Sky Broadcasting Limited, septembre 2012 [en ligne], <http://stakeholders.ofcom.org.uk/binaries/broadcast/tv-ops/fit-proper/bskyb-final.pdf> [consulté en 355olumbi 2015].

Ofcom, « Update on Fit and Proper Assessment of Sky », le 13 mars 2017 [en ligne], <https://www.ofcom.org.uk/about-ofcom/latest/media/media-releases/2017/update-on-fit-and-proper-assessment-of-sky> [consulté en septembre 2017].

Press Recognition Panel, « PRP Board Recognises Impress », date non indiquée [en ligne], <https://pressrecognitionpanel.org.uk/impress-2/> [consulté en novembre 2016].

Press Recognition Panel, « PRP Confirms IMPRESS Still Meets the Royal Charter Standards », le 26 mars 2019 [en ligne], <https://pressrecognitionpanel.org.uk/impress-still-meets-royal-charter-standards/> [consulté en octobre 2019].

Prime Minister's Office, « Press Briefing – Morning 18 March 2013 », le 18 mars 2013 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/press-briefing-morning-18-march-2013> [consulté en décembre 2014].

Privy Council Office, « Chartered Bodies », date non indiquée [en ligne], <http://privycouncil.independent.gov.uk/royal-charters/chartered-bodies/> [consulté en décembre 2014].

Privy Council Office, « Royal Charters », date non indiquée [en ligne], <https://privycouncil.independent.gov.uk/royal-charters/> [consulté en décembre 2014].

REMEUR, Cécile « At a Glance : PANA Committee of Inquiry », in *European Parliamentary Research Service*, le 5 décembre 2017 [en ligne], http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_ATA%282017%29614619 [consulté en mars 2018].

RNS Chartered Accountants, « Schedule of Taxable Sources of Income and Gains », in *UK Gov*, le 9 avril 2016 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/515399/PM_Tax_Schedule_9_04_2016.pdf [consulté en 356olum 2018].

Royal Commission on the Press: 1947-1949, Londres : Her Majesty's Stationery Office, 1949.

RUSBRIDGER, Alan [enregistrement audiovisuel], témoignage lors d'une séance de la commission parlementaire de la Chambre des communes sur les affaires intérieures, le 3 décembre 2013 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/news/131128-terrorism-ev-3-dec/> [consulté en septembre 2017].

SURTEES, Keith et WILLIAMS, Philip, *Operation Caryatid – Briefing for ACSO John Yates*, le 12 juillet 2009 [en ligne], <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20140122145147/http://www.levesoninquiry.org.uk/wp-content/uploads/2012/03/Exhibit-JMY3A-14.pdf> [consulté en janvier 2015].

The Caribbean Council, « UK Territories Must Reveal Beneficial Ownership of Offshore Companies by 2021 », date non indiquée [en ligne], <https://www.caribbean-council.org/uk-territories-must-reveal-beneficial-ownership-offshore-companies-2021/> [consulté en juin 2019].

The Conservative Party, Invitation to Join the Government of Britain: The Conservative Manifesto 2010, Uckfield : Pureprint Group, 2010 [en ligne], <https://www.conservatives.com/~media/Files/Manifesto2010> [consulté en octobre 2013].

The Conservative Party, The Conservative Party Manifesto 2015, Londres : St. Ives PLC [en ligne], <https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/manifesto2015/ConservativeManifesto2015.pdf> [consulté en avril 2015].

The DA Notice System, « History of the D-Notice System », dernière mise à jour le 10 novembre 2011 [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/history/index.htm> [consulté en août 2017].

The DA Notice System, Independent Review of the DPBAC and DA Notice System, date non indiquée [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/> [consulté en août 2017].

The Defence Advisory Notice System and the Defence Press and Broadcasting Advisory Committee, Report of the Review, mars 2015 [en ligne] <http://www.dsma.uk/> [consulté en août 2017].

The Defence and Security Media Advisory Committee, « The DSMA-Notice System: How the System Works », dernière mise à jour le 11 août 2015 [en ligne], http://www.dsma.uk/the_system/index.htm#composition [consulté en février 2017].

The Defence and Security Media Advisory Committee, « Frequently Asked Questions », date non indiquée [en ligne] <http://www.dsma.uk/faqs/index.htm> [consulté en septembre 2017].

The Defence and Security Media Advisory Committee, « From D-Notices to DA-Notices », dernière mise à jour le 6 août 2015 [en ligne], <http://dsma.uk/history/> [consulté en septembre 2017].

The Defence and Security Media Advisory Notice System, « From D-Notices to DA-Notices », date non indiquée [en ligne], <http://www.dsma.uk/history/index.htm#fromtdoda> [consulté en février 2017].

The Defence, Press and Broadcasting Advisory Committee, « Minutes of a Meeting Held in the Ministry of Defence at 6pm on Thursday 7 November 2013 », D/DPBAC/3/2/1, le 21 novembre 2013 [en ligne], www.dsma.uk/linkedfiles/records/minsofautumnmtg7nov2013.doc [consulté en septembre 2017].

The Leveson Inquiry, « Inquiry Costs », in *The National Archives*, date non indiquée [en ligne], <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20140122145147/http://www.levesoninquiry.org.uk/about/inquiry-costs/> [consulté en janvier 2015].

The National Archives, « Records of the Monopolies and Mergers Commission, Predecessors and Successors », date non indiquée [en ligne], <https://discovery.nationalarchives.gov.uk/details/r/C166> [consulté en janvier 2015].

THOMPSON, Jonathan, *GOVERNMENT RESPONSE TO THE REVIEW OF THE DEFENCE ADVISORY NOTICE SYSTEM AND THE DEFENCE PRESS AND BROADCASTING ADVISORY COMMITTEE*, date non indiquée [en ligne], <http://www.dnotice.org.uk/> [consulté en août 2017].

UK Gov, « UK Launches Cross-Government Taskforce on the ‘Panama Papers’ », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-cross-government-taskforce-on-the-panama-papers> [consulté en mars 2018].

UK Gov, « Protections for Freedom of Expression and Journalist Sources under the Investigatory Powers Bill », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en 358olombi 2019].

UK Gov, « EU Referendum », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/eu-referendum> [consulté en juin 2016].

UK Gov, « Protections for Journalists in the Investigatory Powers Bill and Accompanying Codes of Practice », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en 358olombi 2019].

UK Gov, « Fox / Sky Deal Referred to CMA for in Depth Investigation », le 20 septembre 2017 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/foxsky-deal-referred-to-cma-for-in-depth-investigation> [consulté en septembre 2017].

UK Gov, « Defence and Security Media Advisory Committee has a Separate Website », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations/defence-and-security-media-advisory-committee> [consulté en septembre 2017].

UK Gov, « Anti-Corruption Summit 2016 », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/anti-corruption-summit-london-2016/about> [consulté en juin 2019].

UK Gov, « Departments, Agencies and Public Bodies », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/organisations> [consulté en septembre 2017].

UK Gov, *Government Response to the Consultation on the Leveson Inquiry and its Implementation*, le 1 mars 2018 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/684678/GOVERNMENT_RESPONSE_TO_THE_CONSULTATION_ON_THE_LEVESON_INQUIRY_AND_ITS_IMPLEMENTATION_.pdf [consulté en octobre 2019].

UK Parliament, « Bill Stages : Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018 », date non indiquée [en ligne], <https://services.parliament.uk/bills/2017-19/sanctionsandantimoneylaundering.html> [consulté en juin 2019].

UK Parliament, pétition, « Repeal the Investigatory Powers Bill (Snoopers Charter) », date non indiquée [en ligne], https://petition.parliament.uk/archived/petitions/173186#_blank [consulté en janvier 2018].

UK Parliament Publications and Records, « Early Day Motions », date non indiquée [en ligne], <http://www.parliament.uk/edm> [consulté en décembre 2016].

United Nations General Assembly, *Report of the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms While Countering Terrorism*, A/65/258, le 6 août 2010 [en ligne], <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/Terrorism-A-65-258.php> [consulté en février 2015].

United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, « Ten Years on, the Survivors of Illegal Toxic Waste Dumping in Côte d’Ivoire Remain in the Dark », le 19 août 2016 [en ligne],

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20384&LangID=E> [consulté en septembre 2016].

VALLANCE, Andrew, *DA Notice Letter of Advice to All UK Editors – Further Wikileaks Disclosures* [courriel adressé aux rédacteurs en chef britanniques], le 26 novembre 2010, archivé par *Guido Fawkes*, [en ligne], https://order-order.com/2010/11/26/that-wikileaks-d-notice/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+guidofawkes+%28Guy+Fawkes%27+blog+of+parliamentary+plots%2C+rumours+and+conspiracy%29&utm_content=Twitter [consulté en septembre 2014].

VALLANCE, Andrew, *Defence Advisory Notice* [courriel adressé aux rédacteurs en chef britanniques], le 7 juin 2013, archivé par *Guido Fawkes* [en ligne], <https://order-order.com/2013/06/08/d-notice-june-7-2013/> [consulté en septembre 2014].

WARD, Philip, *Access to Journalists’ Sources*, n° 07440, Londres : House of Commons Library, le 17 mars 2015 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7440> [consulté en mars 2015].

White Paper: Reform of Section 2 of the Official Secrets Act 1911, Order 7285, Londres : Her Majesty’s Stationery Office, juillet 1978.

YOUNG, George, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HLWS249 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Lords/2016-11-08/HLWS249/> [consulté en mars 2018].

6. Discours politiques

BLAIR, Tony, discours prononcé lors de la cérémonie annuelle de remise des prix par l’organisation *Campaign for Freedom of Information* [transcription], le 25 mars 1996 [en ligne],

<https://www.cfoi.org.uk/1996/05/speech-by-the-rt-hon-tony-blair-mp-leader-of-the-labour-party-at-the-campaign-for-freedom-of-informations-annual-awards-ceremony-25-march-1996/> [consulté en septembre 2017].

BLAIR, Tony, déclaration prononcée à Sedgefield, suite au décès de la princesse Diana, le 31 août 1997, archivée par *Associated Press* [en ligne], https://www.youtube.com/watch?v=Q3qinDH_3HE [consulté en décembre 2018].

BLAIR, Tony [transcription], « Blair's Statement : The Fight for Peace », in *BBC*, le 25 mars 1999 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/303648.stm [consulté en septembre 2017].

BLAIR, Tony, entretien réalisé par KETTLE, Martin [transcription], in *The Guardian*, « Tony Blair Interview : The Full Transcript », le 1^{er} septembre 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2010/sep/01/tony-blair-interview-full-transcript> [consulté en août 2017].

CAMERON, David [enregistrement audiovisuel], in *BBC*, « Cameron 'Uneasy' About Use of Injunctions », le 21 avril 2011 [en ligne], <http://www.bbc.com/news/uk-13158087> [consulté en août 2016].

CAMERON, David [transcription], in *UK Gov*, « PM Statement on Phone-Hacking », le 20 juillet 2011 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-on-phone-hacking> [consulté en janvier 2015].

CAMERON, David, entretien réalisé par MARR, Andrew [transcription], in *BBC*, *The Andrew Marr Show Interview : David Cameron, MP Prime Minister*, le 7 octobre 2012 [en ligne], <http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/0710122.pdf> [consulté en janvier 2015].

CAMERON, David [transcription], in *UK Gov*, « David Cameron Statement in Response to the Leveson Inquiry Report », le 29 novembre 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/david-cameron-statement-in-response-to-the-leveson-inquiry-report> [consulté en janvier 2015].

CAMERON, David [enregistrement audio], in WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Tax Secrecy to be Swept Away, Says David Cameron », in *The Guardian*, le 15 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/tax-secrecy-central-register-cameron> [consulté en mars 2018].

CLINTON, Hilary, entretien audiovisuel, in *The Guardian*, « Hilary Clinton Interview: Edward Snowden, ISIS, Drone Strikes and Women's Rights », le 4 juillet 2014 [en ligne], <https://www.youtube.com/watch?v=xqHyU-PJMhI> [consulté en octobre 2017].

KING, Peter [enregistrement audiovisuel], in *United States House of Representatives*, « Statement on WikiLeaks-Amazon.com Relationship », le 1^{er} décembre 2010 [en ligne], https://www.house.gov/apps/list/hearing/ny03_king/wikileaksamazon.html [consulté en octobre 2014].

7. Mesures législatives, conventions, traités, déclarations et autres accords

Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/24/contents> [consulté en octobre 2017].

Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal, signé le 22 mars 1989 [en ligne], <http://www.basel.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/1275/Default.aspx> [consulté en décembre 2016].

Bill of Rights 1688, in *The National Archives* [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/aep/WillandMarSess2/1/2/introduction> [consulté en décembre 2016].

Broadcasting Act 1981, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/68> [consulté en janvier 2015].

Broadcasting Act 1990, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1990/42/contents> [consulté en janvier 2015].

Charter of Fundamental Rights of the European Union, 2010/C 83/02, proclamé le 7 décembre 2000 [en ligne], http://ec.europa.eu/justice/fundamental-rights/charter/index_en.htm [consulté en janvier 2015].

Civil Jurisdiction and Judgments Act 1982, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1982/27> [consulté en juillet 2016].

Contempt of Court Act 1981, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/49/section/10> [consulté en août 2014].

Criminal Justice and Police Act 2001, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/16/contents> [consulté en octobre 2017].

Criminal Justice and Public Order Act 1994, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1994/33/contents> [consulté en janvier 2015].

Defamation Act 2013, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2013/26/contents/enacted> [consulté en janvier 2017].

Enterprise Act 2002, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2002/40/contents> [consulté en janvier 2015].

European Council, European Convention on Human Rights, signée le 4 novembre 1950 [en ligne], <http://www.echr.coe.int/pages/home.aspx?p=basictexts> [consulté en octobre 2013].

European Council, « 1st Council of Europe Conference of Ministers Responsible for Media and New Communication Services, A New Notion of Media? (28 and 29 May 2009, Reykjavik, Iceland) Political Declaration and Resolutions », mai 2009 [en ligne], <https://www.coe.int/en/web/freedom-expression/363olumbia363> [consulté en août 2018].

Fair Trading Act 1973, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1973/41> [consulté en 364olumbi 2015].

Financial Services and Markets Act 2000, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/8/data.pdf> [consulté en février 2018].

Firearms Act 1968, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1968/27/contents> [consulté en janvier 2015].

Freedom of Information Act 2000, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/36/contents> [consulté en août 2017].

Government of Wales Act 1998, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/38/contents> [consulté en août 2017].

Human Rights Act 1998, Londres : The Stationery Office [en ligne], http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/42/pdfs/ukpga_19980042_en.pdf [consulté en octobre 2013].

Inquiries Act 2005, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2005/12/contents> [consulté en décembre 2014].

Intelligence Services Act 1994, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1994/13/contents> [consulté en août 2017].

Investigatory Powers Act 2016, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2016/25/contents/enacted> [consulté en janvier 2017].

Local Government Act 2000, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/22/contents> [consulté en août 2017].

LUCAS, Caroline, *Early Day Motion 118: Trafficking and Shipping Hazardous Waste to the Ivory Coast*, le 27 mai 2010 [en ligne], <http://www.parliament.uk/edm/2010-12/118> [consulté en décembre 2016].

Mental Health Act 1983, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1983/20/contents> [consulté en 365olumbi 2018].

Misuse of Drugs Act 1971, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1971/38/contents/enacted> [consulté en janvier 2015].

Murder (Abolition of Death Penalty) Act 1965, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1965/71/enacted> [consulté en 365olumbi 2018].

Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1973, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1973/53> [consulté en 365olumbi 2015].

Northern Ireland Act 1998, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/47/contents> [consulté en août 2017].

Official Secrets Act 1989, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/6/contents> [consulté en septembre 2017].

Parliamentary Papers Act 1840, Londres : George Eyre et Andrew Spottiswoode [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Vict/3-4/9> [consulté en décembre 2016].

Police and Criminal Evidence Act 1984, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1984/60/contents> [consulté en janvier 2015].

Press Freedom and Trust Bill, le 10 décembre 2012 [en ligne], <http://www.documentcloud.org/documents/536772-draft-press-freedom-and-trust-bill.html> [consulté en février 2015].

Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act 1989 (repealed), Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/4/contents> [consulté en 365olumbi 2015].

Protection of Freedoms Act 2012, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/9/part/4/crossheading/stop-and-search-powers-general/enacted> [consulté en décembre 2014].

Regulation of Investigatory Powers Act 2000, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/23/contents> [consulté en août 2014].

Royal Charter on Self-Regulation of the Press, le 30 octobre 2013 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/leveson-report-cross-party-royal-charter> [consulté en décembre 2014].

Scotland Act 1998, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46/contents> [consulté en août 2017].

Senior Courts Act 1981, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1981/54/contents> [consulté en janvier 2017].

Terrorism Act 2000, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/11/section/58> [consulté en octobre 2017].

The Data Retention and Acquisition Regulations 2018, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/uksi/2018/1123/made/data.htm> [consulté en juin 2019].

United Nations General Assembly, Universal Declaration of Human Rights, adoptée le 10 décembre 1948 [en ligne], <https://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/> [consulté en septembre 2014].

United Nations Security Council, Economic Policy Committee Declaration on Yugoslavia / Declaration on the 'Guidelines on the Recognition of New States in Eastern Europe and in the Soviet Union', S/23293, annexes 1 et 2, le 16 décembre 1991 [en ligne], https://digitallibrary.un.org/record/135135/files/S_23293-EN.pdf [consulté en décembre 2017].

United Nations Security Council, Resolution 1373 (2001), le 28 septembre 2001 [en ligne], https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1373%20%282001%29 [consulté en février 2015].

Vagrancy Act 1824, Londres : George Edward Eyre et William Spottiswoode [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Geo4/5/83/section/4> [consulté en janvier 2015].

8. Sondages

ComRes/CNN, « CNN Wikileaks Poll : A Public Opinion Poll on Behalf of CNN », le 13 décembre 2010 [en ligne], <https://www.comresglobal.com/polls/cnn-wikileaks-poll/> [consulté en janvier 2018].

ComRes/Independent on Sunday/Sunday Mirror, « Political Poll », sondage à propos de la politique, travail de terrain effectué les 11 et 12 mai 2011, publié le 15 mai 2011 [en ligne], <http://www.comresglobal.com/polls/Sunday-mirrorindependent-on-Sunday-political-poll-15-may-2011/> [consulté en octobre 2016].

Pew Research Center, « New Media, Old Media », le 23 mai 2010 [en ligne], <https://www.journalism.org/2010/05/23/new-media-old-media/> [consulté en août 2013].

SAAD, Lydia, « Gallup Polls in Britain and U.S. Record Public Reaction to Diana's Death », travail de terrain effectué le 4 septembre 1997, publié le 6 septembre 1997 [en ligne], <https://news.gallup.com/poll/4345/gallup-polls-britain-us-record-public-reaction-dianas-death.aspx> [consulté en janvier 2019].

YAKIMOVA, Yasmina, « Protecting Whistle-Blowers : New EU-wide rules approved », in *European Parliament*, le 16 avril 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190410IPR37529/protecting-whistle-blowers-new-eu-wide-rules-approved> [consulté en juin 2019].

YouGov, « Yougov Survey Results », sondage à propos des publications du *Guardian* en rapport avec les fuites d'Edward Snowden, travail de terrain effectué le 21 août 2013 [en ligne],

https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/a1cqlo3dw0/YG-Archive-David-Miranda-extra-results-210813.pdf [consulté en octobre 2017].

YouGov, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », sondage à propos du cybercrime, de la surveillance, de la propagande, des faux reportages, travail de terrain effectué entre le 26 et le 27 février 2017 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/06/12/Security-Trumps-Privacy> [consulté en janvier 2018].

Yougov/Blytheway, « Blytheway Survey Results », sondage à propos des futures pratiques journalistiques de la presse traditionnelle, travail de terrain effectué les 25 et 26 septembre 2011 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/0nd85ss6sx/YG-Archives-BlytheWeigh-journalism-201211.pdf [consulté en décembre 2014].

Yougov/Hacked Off, « A Year after its Creation, Fewer than One in Five Trust IPSO », sondage au sujet du système d'autorégulation de la presse, travail de terrain effectué les 2 et 3 septembre 2015 [en ligne], <https://hackinginquiry.org/public-gives-damning-verdict-on-ipso-after-first-year/> [consulté en octobre 2019].

Yougov/Hacked Off, « Press Regulation », sondage de la propriété des médias et du système d'autorégulation de la presse, travail de terrain effectué les 5 et 6 janvier 2017 [en ligne], <https://inform.org/wp-content/uploads/2017/01/you-gov-hacked-off-polling-jan-2017.pdf> [consulté en octobre 2019].

Yougov/PBS, « Trust in the Media », sondage à propos de la confiance en les médias, travail de terrain effectué du 24 au 27 octobre 2011, publié le 14 novembre 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2011/11/14/trust-media> [consulté en décembre 2014].

YouGov/Sunday Times, « Injunctions 'Infringe Press Freedom' », sondage au sujet des injonctions prohibitives, travail de terrain effectué les 28 et 29 avril 2011, publié le 4 mai 2011 [en ligne], <https://yougov.co.uk/news/2011/05/04/injunctions-infringe-press-freedom/> [consulté en octobre 2016].

YouGov/Sunday Times, « Leveson Post-Publication Survey », sondage au sujet de l'opinion publique suite à la publication du rapport de Leveson, travail de terrain effectué le 30 novembre et le 1 décembre 2012 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2012/12/03/leveson-post-publication-survey> [consulté en janvier 2015].

YouGov/Sunday Times, « Edward Snowden », sondage au sujet des publications du *Guardian* en rapport avec les fuites d'Edward Snowden, travail de terrain effectué du 22 au 23 août 2013 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/9ytf2ekflo/YG-Archive-Pol-Sunday-Times-results-230813.pdf [consulté en octobre 2017].

YouGov/The Sun, « Results », sondage à propos de l'infidélité, travail de terrain effectué du 7 au 8 février 2010, publié le 9 février 2010 [en ligne], https://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/today_uk_import/YG-Archives-Lif-Sun-cheating-100208.pdf [consulté en août 2016].

YouGov/The Times, « Public Verdict on Tax Furore : Dave not so Dodgy », sondage à propos des intentions de vote et l'évasion fiscale, travail de terrain effectué du 11 au 12 avril 2016, [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/14/nothing-dodgy-about-dave> [consulté en avril 2018].

II Sources secondaires

1. Ouvrages

AGAMBEN, Giorgio *State of Exception* [traduit de l'italien vers l'anglais par ATELL, Kevin], Chicago et Londres : The University of Chicago Press, 1^{ère} édition, 2005.

ANDERSON, Chris, DOMINGO, David, HERMIDA, Alfred et WITSCHGE, Tamara (eds.), *The Sage Handbook of Digital Journalism*, Londres : SAGE Publications, 1^{ère} 370olumbi, 2016.

ANTHONY, Gordon, MORISON, John, DOUKAS, Dimitrios, *Public Interest in UK Courts*, rapport financé par le Conseil de la recherche économique et sociale, n° de subvention RES-062-23-1996, Swindon : ESRC, 2012 [en ligne], <https://www.bl.uk/collection-items/public-interest-in-uk-courts> [consulté en août 2013].

ASSANGE, Julian, APPELBAUM, Jacob, MÜLLER-MAGUHN, Andy, ZIMMERMAN, Jérémie, *Cypherpunks: Freedom and the Future of the Internet*, Londres et New York : OR Books, 1^{ère} 370olumbi, 2012.

AUSTIN, Lisa, « Lawful Illegality: What Snowden Has Taught us About the Legal Infrastructure of the Surveillance State », in GEIST, Michael (ed.), *Law, Privacy and Surveillance in Canada in the Post-Snowden Era*, Ottawa : University of Ottawa Press, 1^{ère} 370olumbi, 2015, pp. 103-125.

AVRIL, Emmanuelle, « Le *Sleaze* et les paradoxes de la transparence : Réalité et perception de la conduite des élus britanniques depuis les années 1990 », in FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude (eds.), *Éthique, politique et corruption au Royaume-Uni*, Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 1^{ère} édition, 2013, pp. 59-80.

BALL, James et BECKETT, Charlie, *Wikileaks: News in the Networked Era*, Cambridge : Polity Press, 1^{ère} 370olumbi, 2012.

BANISAR, David, *Silencing Sources: An International Survey of Protections and Threats to Journalists' Sources*, Londres : Privacy International, 2007.

BARKER, Hannah, *Newspapers, Politics and English Society 1695-1855*, Harlow : Pearson Education Limited, 1^{re} 371olumbi, 2000.

BARNETT, Hilaire, *Constitutional and Administrative Law*, Londres et New York : Routledge, 12^{ème} 371olumbi, 2017.

BARNHURST, Kevin et NERONE, John, « Journalism History », in WAHL-JORGENSEN, Karin et HANITZSCH, Thomas (eds.), *The Handbook of Journalism Studies*, New York et Londres : Routledge, 1^{ère} 371olumbi, 2009, pp. 17-28.

BELL, Emma, *Soft Power and Freedom Under the Coalition: State-Corporate Power and the Threat to Democracy*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} édition, 2015.

BENKLER, Yochai, « Wikileaks and the Networked Fourth Estate », in BREVINI, Benedetta, HINTZ, Arne et MCCURDY, Patrick (eds.), *Beyond Wikileaks*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} 371olumbi, 2013, pp. 11-34.

BINGHAM, Adrian, « A Stream of Pollution through Every Part of the Country? Morality, Regulation and the Modern Popular Press », in BAILEY, Michael (ed.), *Narrating Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 371olumbi, 2009, pp. 112-124.

BINGHAM, Adrian et CONBOY, Martin, *Tabloid Century: The Popular Press in Britain, 1896 to the Present*, Oxford : Peter Lang Ltd., 1^{re} 371olumbi, 2015.

BIRCH, Helen, « If Looks Could Kill: Myra Hindley and the Iconography of Evil », in BIRCH, Helen (ed.), *Moving Targets: Women, Murder and Representation*, Californie : University of California Press, 1^{ère} 371olumbi, 1994, pp. 32-61.

BLACKSTONE, William, *Commentaries on the Laws of England: Book IV of Public Wrongs (1765-1769)*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 371olumbi, 2016.

BLAIR, Tony, *A Journey*, Londres : Hutchinson, 1^{ère} édition, 2010.

BONO, Giovanna, « NATO's War Over Kosovo: The Debates, Dynamics and Consequences », in DAVIS, Michael, DIETRICH, Wolfgang, SCHOLDAN, Bettina et SEPP, Dieter (eds.), *International Intervention in the Post-Cold War World: Moral Responsibility and Power Politics*, Routledge : Londres et New York, 1^{re} edition, 2003, pp. 222-240.

BOYCE, George, « The Fourth Estate: The Reappraisal of a Concept », in BOYCE, George, CURRAN, James et WINGATE, Pauline (eds.), *Newspaper History: From the 17th Century to the Present Day*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} 372olumbi, 1978, pp. 19-40.

BRADY, Ronan, *Protecting Our Sources of Information: Why Journalists Need to Resist Legal Attacks*, Bruxelles : European Federation of Journalists, février 2004 [en ligne], <http://www.statewatch.org/news/2005/dec/ifj-sources-handbook.pdf> [consulté en 372olumbi 2018].

BROCK, George, *Out of Print: Newspapers, Journalism and the Business of News in the Digital Era*, Londres : Kogan Page, 1^{re} 372olumbi, 2013.

BUSHELL, Simon et MILNER-MOORE, Gary, *Disclosure of Information: Norwich Pharmacal and Related Principles*, West Sussex : Bloombury Professional, 1^{re} 372olumbi, 2013.

BUTTERFIELD, Herbert, *The Whig Interpretation of History*, Londres et New York : Norton, 1^{re} 372olumbi, 1965.

CARLSON, Matt, « Whither Anonymity? Journalism and Unnamed Sources in a Changing Media Environment », in CARLSON, Matt, et FRANKLIN, Bob (eds.), *Journalists, Sources, and Credibility: New Perspectives*, Londres et New York, 1^{re} 372olumbi, 2011, pp. 37-48.

CARLYLE, Thomas, *On Heroes, Hero-Worship, and the Heroic in History* (1840), Londres : Chapman and Hall Limited, 1^{re} 372olumbi, 1840, Cours magistral V du 19 mai 1840.

CARRICK, Damien, *Privacy, Regulation and the Public Interest*, Oxford : Reuters Institute for the Study of Journalism, 2012 [en ligne], reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/publication/privacy-regulation-and-public-interest [consulté en juin 2016].

COFFEY, Amy et HOLLIFIELD, Ann, « Qualitative Research in Media Management and Economics », in ALBARRAN, Alan, CHAN-OLMSTED, Sylvia, WORTH, Michael (eds.), *Handbook of Media Management and Economics*, Londres et New Jersey : Lawrence Erlbaum Associates, 1^{re} 373olumbi, 2006, pp. 573-600.

CONBOY, Martin, *Journalism in Britain*, Londres : SAGE Publications Ltd., 1^{re} édition, 2011.

COOKE, Tim, *Prepared for War, Ready for Peace?: Paramilitaries, Politics and the Press in Northern Ireland*, Cambridge : The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy, 1^{ère} 373olumbi, 1998.

COOKE, Tim, « Paramilitaries and the Press in Northern Ireland », in JUST, Marion, KERN, Montague et NORRIS, Pippa (eds.), *Framing Terrorism: The News Media, the Government and the Public*, New York et Londres: Routledge, 1^{re} 373olumbi, 2003.

COSTIGAN, Ruth et STONE, Richard, *Civil Liberties and Human Rights*, Oxford : Oxford University Press, 11^{ème} 373olumbi, 2017.

COWARD, Rosalind, « The Monarchy », in FRANKLIN, Bob (ed.), *Pulling Newspapers Apart: Analysing print journalism*, Oxon : Routledge, 1^{re} 373olumbi, 2008, pp. 126-135.

CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, *Serial Killers and the Media: The Moors Murders Legacy*, Cham : Palgrave Macmillan, 1^{re} 373olumbi, 2019.

CURRAN, James, « The Press as an Agency of Social Control: An Historical Perspective », in BOYCE, George, CURRAN, James et WINGATE, Pauline (eds.), *Newspaper History: From the 17th Century to the Present Day*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} 373olumbi, 1978, pp. 51-75.

CURRAN, James, « Rethinking the Media as a Public Sphere », in DAHLGREN, Peter et SPARKS, Colin (eds.), *Communication and Citizenship: Journalism and the public sphere*, Londres et New York, 1^{re} 374olumbi, 1991, pp. 27-56.

CURRAN, James et SEATON, Jean, *Power without Responsibility: Press, Broadcasting and the Internet in Britain*, Londres et New York : Routledge, 7^{ème} 374olumbi, 2010.

DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, *Protecting Sources and Whistleblowers in a Digital Age*, Londres : Information Law and Policy Centre, février 2017 [en ligne], <https://infolawcentre.blogs.sas.ac.uk/source-protection-report-2017/> [consulté en mai 2018].

DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, « Can You Keep a Secret? Legal and Technological Obstacles to Protecting Journalistic Sources », in PRICE, Stuart (ed.), *Journalism, Power and Investigation*, Oxon et New York : Routledge, 1^{re} 374olumbi, 2019, pp. 95-112.

DA SILVA LOPES, Teresa, *Global Brands: The Evolution of Multinationals in Alcoholic Beverages*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} 374olumbi, 2007.

DAVIES, Nick, *Hack Attack: How the Truth Caught up with Rupert Murdoch*, Londres : Chatto and Windus, 1^{re} 374olumbi, 2014.

DE BURGH, Hugo, « The Emergence of Investigative Journalism », in DE BURGH, Hugo (ed.), *Investigative Journalism*, Oxon : Routledge, 2^{ème} 374olumbi, 2008, pp. 32-53.

DINGLEY, James, « Northern Ireland and the 'Troubles' », in DINGLEY, James (ed.), *Combating Terrorism in Northern Ireland*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 374olumbi, 2009, pp. 10-34.

DODD, Mike et HANNA, Mark, *McNae's Essential Law for Journalists*, Oxford : Oxford University Press, 22^{ème} 374olumbi, 2014.

DODD, Mike et HANNA, Mark, *McNae's Essential Law for Journalists*, Oxford : Oxford University Press, 24^{ème} 374olumbi, 2018.

DOREY, Peter et GARNETT, Mark, *The British Coalition Government, 2010-2015: A Marriage of Inconvenience*, Londres : Palgrave Macmillan, 1^{re} 375olumbi, 2016.

DOYLE, Gillian, *Media Ownership: The Economics and Politics of Convergence and Concentration in the UK and European Media*, Londres : SAGE Publications, 1^{re} 375olumbi, 2002 (version réimprimée de 2006).

EIJKMAN, Quirine, « Indiscriminate Bulk Data Interception and Group Privacy: Do Human Rights Organisations Retaliate Through Strategic Litigation? », in FLORIDI, Luciano, TALYOR, Linnet et VAN DER SLOOT, Bart (eds.), *Group Privacy: New Challenges of Data Technologies*, Cham : Springer, 1^{re} 375olumbi, 2017, pp. 123-138.

FAY, Marie-Therese, MORRISSEY, Mike et SMYTH, Marie, *Northern Ireland's Troubles: The Human Costs*, Londres : Pluto Press, 1^{re} 375olumbi, 1999.

FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude, « Éthique, politique et corruption : compléments et bilan », in FÉE, David et SERGEANT, Jean-Claude (eds.), *Éthique, politique et corruption au Royaume-Uni*, Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 1^{re} édition, 2013, pp. 193-210.

FENWICK, Helen et PHILLIPSON, Gavin, *Media Freedom Under the Human Rights Act*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 375olumbi, 2006.

FIELDEN, Lara, *Regulating the Press: A Comparative Study of International Press Councils*, Oxford : Reuters Institute for the Study of Journalism, avril 2012 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:6dc499ef-2063-4030-aef4-28926172c36a> [consulté en octobre 2019].

FIELDEN, Lara, *A Royal Charter for the Press: How does it measure up to regulation overseas?*, Oxford : Foundation for Law, Justice and Society Policy Briefs, 2013 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:78f7a243-a6da-468d-bc0e-69214bb2c729> [consulté en octobre 2019].

FRANCINI, Daniel et TZANAKOPOULOS, Antonios, « The Kosovo Crisis – 1999 », in CORTEN, Olivier et RUYS, Tom (eds.), *International Law and the Use of Force: A Case-Based Approach*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 376olumbi, 2018, pp. 594-624.

FRANKLIN, Bob, « Sources, Credibility and the Continuing Crisis of UK Journalism », in CARLSON, Matt et FRANKLIN, Bob (eds.), *Journalists, Sources, and Credibility: New Perspectives*, Londres et New York, 1^{re} 376olumbi, 2011, pp. 90-106.

FROST, Chris, *Journalism Ethics and Regulation*, Harlow : Pearson Education Limited, 3^{ème} 376olumbi, 2011.

GAVIN, Helen, « Mummy Wouldn't do That: The Perception and Construction of the Female Child Sex Abuser », in BARRETT, Maria (ed.), *Grotesque Femininities: Evil, Women and the Feminine*, Oxford : Interdisciplinary Press, 1^{re} 376olumbi, 2010 [en ligne], http://eprints.hud.ac.uk/id/eprint/9222/7/HG_EWF2.pdf [consulté en juillet 2018], pp. 1-12.

GOLDING, Peter et MCLACHLAN, Shelley, « Tabloidization in the British Press: A Quantitative Investigation into Changes in British Newspapers, 1952-1997 », in SPARKS, Colin et TULLOCH, John (eds.), *Tabloid Tales: Global Debates Over Media Standards*, Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 1^{re} 376olumbi, 2000, pp. 75-89.

GRIPSRUD, Jostein, « Tabloidization, Popular Journalism and Democracy », in SPARKS, Colin et TULLOCH, John (eds.), *Tabloid Tales: Global Debates Over Media Standards*, Maryland et Oxford : Rowman and Littlefield Publishers, 1^{re} 376olumbi, 2000, pp. 285-300.

HABERMAS, Jürgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a category of Bourgeois society* (1962) [traduit de l'allemand vers l'anglais par BURGER, Thomas], Cambridge : Polity Press, 1^{re} 376olumbi, 1989.

HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas, « Introduction: Surveillance and Democracy: An Unsettled Relationship », in HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas (eds.), *Surveillance and Democracy*, Oxon : Routledge, 1^{re} 376olumbi, 2010, pp. 1-16.

HAMPTON, Mark, « Renewing the Liberal Tradition: The press and public discussion in twentieth-century Britain », in BAILEY, Michael (ed.), *Narrating Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 377olumbi, 2009, pp. 26-35.

HARCUP, Tony, *Oxford Dictionary of Journalism*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 377olumbi, 2014.

HARDING, Luke, *The Snowden Files: The Inside Story of the World's Most Wanted Man*, Londres : Guardian Books, 1^{re} 377olumbi, 2014.

HARDING, Luke, « En avant », in OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, Londres : Oneworld Publications, 377olumbi révisée, 2017.

HARRISON, Sarah, « Indexing the Empire », in *The Wikileaks Files: The World According to US Empire*, Londres et New York : Verson, 1^{re} 377olumbi, 2015.

HARTLEY, John, « Journalism as a Human Right: The cultural approach to journalism », in LÖFFELHOLZ, Martin et WEAVER, David (eds.), *Global Journalism Research Theories, Methods, Findings, Futures*, New York : Peter Lang Publishers, 1^{re} 377olumbi, 2007, pp. 1-23.

HELD, David, *Models of Democracy*, Cambridge et Malden : Polity Press, 2006, 3^{ème} édition.

HOFFMAN, Bruce, « Defining Terrorism », in HOFFMAN, Bruce, *Inside Terrorism*, New York : Columbia University Press, 3^{ème} 377olumbi, 2017, pp. 1-42.

HOWARD, Philip, « Too Big to Ale? Globalization and Consolidation in the Beer Industry », in HOALST-PULLEN et PATTERSON, Mark (eds.), *The Geography of Beer: Regions, Environment and Societies*, New York et Londres : Springer, 1^{re} 377olumbi, 2014, pp. 155-165.

HULIN, Adeline, *Statutory Media Self-Regulation: Beneficial or detrimental for media freedom*, document de travail 2014/127, Italie : European University Institute, 2014 [en ligne], <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/34047> [consulté en 377olumbi 2015], pp. 1-15.

HUTTER, Bridget, *The Role of Non-State Actors in Regulation*, document de discussion n° DP 37, Centre for Analysis of Risk and Regulation, Londres : London School of Economics and Political Science, 1^{re} 378olumbi, 2006 [en ligne], <http://eprints.lse.ac.uk/36118/> [consulté en octobre 2019], pp. 1-19.

HUXFORD, John, « Strategies of Silence: The John Terry Affair and the British Press », in BLANEY, Joseph, LIPPERT, Lance, SMITH, Scott (eds.), *Repairing the Athlete's Image: Studies in Sports Image Restoration*, Plymouth : Lexington Books, 1^{re} 378olumbi, 2013, pp. 123-147.

IOSIFIDIS, Petros et WHEELER, Mark, *Public Spheres and Mediated Social Networks in the Western Context and Beyond*, Londres : Palgrave Macmillan, 1^{re} 378olumbi, 2016.

JOHNSON, Deborah et WAYLAND, Kent, « Surveillance and Transparency as Sociotechnical Systems of Accountability », in HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas (eds.), *Surveillance and Democracy*, Oxon : Routledge, 1^{re} 378olumbi, 2010, pp. 19-33.

JOHNSON, Lachlan, « Whistleblowing and Investigative Journalism: Reputations damage and the private governance of aggressive tax planning », in ECCLESTON, Richard et ELBRA, Ainsley (eds.), *Business, Civil Society and the 'New' Politics of Corporate Tax Justice*, 1^{re} 378olumbi, 2018, pp. 269-291.

KEIGHTLEY, Alan, *Ian Brady: The Untold Story of the Moors Murderers*, Croydon : Pavillon Books, 1^{re} 378olumbi, 2017.

KIERAN, Matthew, *Media Ethics: A Philosophical Approach*, Westport : Praeger Publishers, 1^{re} 378olumbi, 1997.

KIERAN, Matthew, « The Regulatory and Ethical Framework for Investigative Journalism: Good Investigative Journalism », in DE BURGH, Hugo (ed.), *Investigative Journalism: Context and Practice*, Londres et New York: Routledge, 378olumbi E-library Taylor & Smith, 2005, pp. 151-168.

KLUG, Francesca, STARMER, Keir et WEIR, Stuart, *The Three Pillars of Liberty: Political Rights and Freedoms in the United Kingdom*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 379olumbi, 1996.

KUYPERS, Jim (ed.), *Rhetorical Criticism: Perspectives in Action*, Lanham : Rowman et Littlefield, 2^{ème} 379olumbi, 2016.

LAW, Jonathan (ed.), *A Dictionary of Law*, Oxford : Oxford University Press, 8^{ème} 379olumbi, 2015.

LEIGH, David et HARDING, Luke, *Wikileaks: Inside Julian Assange's War on Secrecy*, Londres : Guardian Books, 1^{re} 379olumbi, 2011.

LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *In the Name of National Security Secrecy, Surveillance and Journalism*, Londres et New York : Anthem Press, 1^{re} 379olumbi, 2018 [version Kindle].

LITTLE, Adrian, *Democracy and Northern Ireland: Beyond the Liberal Paradigm?* Hampshire: Palgrave MacMillan, 1^{re} 379olumbi, 2004.

LOCKE, John, *The Second Treatise of Government* (1689), in LASLETT, Peter (ed.), *Cambridge Texts in the History of Political Thought: Locke*, Cambridge: Cambridge University Press, 26^{ème} 379olumbi, 2015, pp. 267-428.

LUCKHURST, Tim, « Online and on Death Row: Historicizing Newspapers in Crisis », in CONBOY, Martin et STEEL, John (eds.), *The Routledge Companion to British Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 379olumbi, 2018, pp. 250-260.

LUTZ, Brenda et LUTZ, James, *Global Terrorism*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2004.

LYNCH, Lisa, « The Leak Heard Around the World? Cablegate in the Evolving Global Mediascape », in BREVINI, Benedetta, HINTZ, Arne et MCCURDY, Patrick (eds.), *Beyond Wikileaks*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} 379olumbi, 2013, pp. 56-77.

MAUNDER, Peter, « UK Merger Policy », in CLARKE, Roger et MORGAN, Eleanor (eds.), *New Developments in UK and EU Competition Policy*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing Ltd., 1^{ère} 380olumbi, 2006, pp. 51-77.

MCEVOY, Joanne, *The Politics of Northern Ireland*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 1^{re} 380olumbi, 2008.

MCGRATTAN, Cillian, *Northern Ireland 1968-2008: The Politics of Entrenchment*, Hampshire : Palgrave MacMillan, 1^{re} 380olumbi, 2010.

MCNAIR, Brian, *Journalism and Democracy: An evaluation of the political public sphere*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 380olumbi, 2000.

MCNAIR, Brian, *News and Journalism in the UK*, Londres et New York : Routledge, 5^{ème} 380olumbi, 2009.

MCQUAIL, Denis, *McQuail's Mass Communication Theory*, Londres : SAGE, 6^{ème} 380olumbi, 2010.

MILLER, David, « The Media, Propaganda and the Northern Ireland Peace Process », in KIBERD, Damien (ed), *Media in Ireland: Issues in Broadcasting*, Dublin : Four Courts Press, 1^{re} 380olumbi, 2002.

MILLER, David, « The Media and Northern Ireland: Censorship, Information Management and the Broadcasting Ban », in PHILO, Greg (ed.), *The Glasgow Media Group Reader: Volume II Industry, Economy, War and Politics*, Londres et New York : Routledge, 2^{ème} 380olumbi, 2014, pp. 45-75.

MILTON, John, *Areopagitica, A speech of Mr. John Milton for the liberty of unlicenc'd printing, to the Parliament of England (1644)*, WLC Books, 1^{re} 380olumbi, 2009.

MOUGEL, François-Charles, *Royaume-Uni, les années Blair*, Paris : La documentation française, 1^{re} édition, 2005.

MURRAY, Andrew, *Information Technology Law: The Law and Society*, Oxford : Oxford University Press, 3^{ème} 381olumbi, 2016.

NICOL, Andrew, MILLAR, Gavin et SHARLAND, Andrew, *Media Law and Human Rights*, Oxford : Oxford University Press, 2^{ème} 381olumbi, 2009.

NICOL, Andrew et ROBERTSON, Geoffrey, *Media Law*, Harmondsworth : Penguin, 5^{ème} 381olumbi, 2008.

OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, Londres : Oneworld Publications, 381olumbi révisée, 2017.

O’CINNEIDE, Colm, « Strapped to the Mast: The Siren Song of Dreadful Necessity, the United Kingdom Human Rights Act and the Terrorist Threat », in GANI, Miriam et MATHEW, Penelope (eds.), *Fresh Perspectives on the ‘War on Terror’*, 1^{re} 381olumbi, 2008, pp. 327-60.

O’MALLEY, Tom, « The Regulation of the Press », in CONBOY, Martin et STEEL, John (eds.), *The Routledge Companion to British Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 381olumbi, 2018, pp. 228-238.

O’MALLEY, Tom et SOLEY, Clive, *Regulating the Press*, Londres : Pluto Press, 1^{re} 381olumbi, 2000.

ORWELL, George, « Decline of the English Murder » (*in Tribune*, le 15 février 1946), in ORWELL, Sonia et ANGUS, Ian (eds.), *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell, vol. 4 : In Front of Your Nose 1945-1950*, Londres : Martin Secker and Warburg Limited, 1^{re} 381olumbi, 1968.

PALMER, Alasdair, « The History of the D-Notice Committee », in ANDREW, Christopher et DILKS, David (eds.), *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Londres : MacMillan, 1^{re} 381olumbi, 1984, pp. 227-249.

PARMAR, Alpa, « Stop and Search in London: Counter-Terrorist or Counter Productive? », in BOWLING, Ben et WEBER, Leanne (eds.), *Stop and Search: Police Power in Global Context*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 382olumbi, 2013, pp. 17-30.

PETERS, John, JOHNSON, Stuart, BENSANEL, Nora, LISTON, Timothy et WILLIAMS, Traci, *European Contributions to Operation Allied Force: Implications for Transatlantic Cooperation*, Santa Monica : RAND, 1^{re} édition, 1999 [en ligne], <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a399308.pdf> [consulté en septembre 2017].

PETLEY, Julian, « What Fourth Estate? », in BAILEY, Michael (ed.), *Narrating Media History*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 382olumbi, 2009, pp. 184-195.

PETLEY, Julian, « Public Interest or Public Shaming », in PETLEY, Julian (ed.), *Media and Public Shaming: Drawing the Boundaries of Disclosure*, Londres et New York : Reuters Institute for the Study of Journalism et University of Oxford, 1^{re} 382olumbi, 2013, pp. 19-42.

PETTEGREE, Andrew, *The Invention of News: How the World Came to Know About Itself*, Londres et New Haven : Yale University Press, 1^{re} 382olumbi, 2015.

POSETTI, Julie, *Protecting Journalism Sources in the Digital Age*, UNESCO Publishing : Paris, le 3 mai 2017 [en ligne], <http://www.wan-ifa.org/reports/2017/05/03/protecting-journalism-sources-in-the-digital-age> [consulté en janvier 2018].

Programme in Comparative Media Law and Policy Centre for Socio-Legal Studies, A Comparative Study of Costs in Defamation Proceedings Across Europe, Oxford : University of Oxford, décembre 2008 [en ligne], <http://pcmlp.socleg.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2014/12/defamationreport.pdf> [consulté en décembre 2016].

ROACH, Kent, *The 9/11 Effect: Comparative Counter-Terrorism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} 382olumbi, 2011.

ROBERTS, Anthea, « Legality vs Legitimacy: Can Uses of Force Be Illegal but Justified? », in ALTSON, Philip et MACDONALD, Euan (eds.), *Human Rights, Intervention, and the Use of Force*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 382olumbi, 2008, pp. 179-213.

ROWBOTTOM, Jacob, « To Punish, Inform, and Criticise: The Goals of Naming and Shaming », in PETLEY, Julian (ed.), *Media and Public Shaming: Drawing the Boundaries of Disclosure*, Londres et New York : Reuters Institute for the Study of Journalism et University of Oxford, 1^{re} 383olumbi, 2013, pp. 1-18.

ROZENBERG, Joshua, *Privacy and the Press*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 383olumbi, 2004.

RUSBRIDGER, Alan, « Journalism After Snowden », in BELL, Emily et OWEN, Taylor (eds.), *Journalism After Snowden: The future of the free press in the surveillance state*, New York, Chichester, West Sussex : Columbia University Press, 1^{re} 383olumbi, 2017.

SADLER, Pauline, *National Security and the D-Notice System*, Londres et New York : Routledge, 2^{ème} 383olumbi, 2018.

SALTER, Lee, « Indy Media and the Law: Issues for Citizen Journalism », in ALLAN, Stuart et THORSEN, Einar (eds.), *Citizen Journalism: Global Perspectives*, 1^{re} 383olumbi, 2009, pp. 175-186.

SCHAUER, Frederick, *Free Speech: A philosophical enquiry*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} 383olumbi, 1982.

SCHUBERT, Glendon, *The Public Interest: A Critique of the Theory of a Political Concept*, Glencoe : The Free Press of Glencoe, 1^{re} 383olumbi, 1960.

SCHULTZ, Julianne, *Reviving the Fourth Estate: Democracy, Accountability and the Media*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} 383olumbi, 1998.

SEYMOUR-URE, Colin, *The British Press and Broadcasting Since 1945*, Oxford : Blackwell Publishers, 2^{ème} 383olumbi, 1996.

SHANNON, Richard, *A Press Free and Responsible: Self-Regulation and the Press Complaints Commission 1991-2001*, Londres : John Murray Publishers, 1^{re} 383olumbi, 2001.

SHAW, Brent, *Spartacus and the Slave Wars: A Brief History with Documents*, Boston et New York : Bedford/St. Martin's, 2001.

SKELCHER, Chris, *Shrinking the State: The Reform of Arm's Length Agencies by the UK Coalition Government (2012-2016)*, Université de Birmingham, 2016 [en ligne], <https://www.birmingham.ac.uk/Documents/college-social-sciences/government-society/inlogov/research/2017/esrc-shrinking-the-state.pdf> [consulté en octobre 2017].

SMARTT, Ursula, *Media and Entertainment Law*, Londres et New York : Routledge, 3^{ème} 384olumbi, 2017.

SMITH, Anthony, *The Newspaper: An International History*, Londres : Thames and Hudson, 1979, 1^{re} 384olumbi, 1979.

SMITH, David et LEE, Carol, *Evil Relations: The Man Who Witnessed the Moors Murderers*, Édimbourg : Mainstream Publishing, 2^{ème} 384olumbi, 2012 [version Kindle].

STEEL, John, *Journalism and Free Speech*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 384olumbi, 2012.

STEPHENS, Mitchell, *A History of News: From the Drum to the Satellite*, Harmondsworth : Viking Penguin Inc., 1^{re} 384olumbi, 1988.

TAMBINI, Damian, *What is Financial Journalism For? Ethics and Responsibility in a Time of Crisis and Change*, Londres : Polis London School of Economics, 2008.

The Independent International Commission on Kosovo, The Kosovo Report, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 384olumbi, 2000.

THOMPSON-JONES, Mary, *To the Secretary: Leaked Embassy Cables and America's Foreign Policy Disconnect*, Londres et New York : W.W. Norton & Company, 1^{re} 384olumbi, 2016,

THORSEN, Einar, « Citizen Participation and Remediation Across Media », in JENSEN, Jakob Linaa, MORTENSEN, Mette et ORMEN, Jacob (eds.), *News Across Media: Production, Distribution and Consumption*, Londres et New York: Routledge, 1^{re} 385olumbi, 2016, pp. 48-66.

TOSH, John, *The Pursuit of History*, Londres et New York : Routledge, 6^{ème} 385olumbi, 2015.

VOS, Tim, « Journalism », in VOS, Tim (ed.), *Journalism*, Boston et Berlin : De Gruyter Mouton, 1^{re} édition, 2018, pp. 1-18.

WACKS, Raymond, *Privacy and Media Freedom*, Oxford : Oxford University Press, 1^{re} 385olumbi, 2013.

WHITELEY, Paul, *Political Participation in Britain: The Decline and Revival of Civic Culture*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1^{re} 385olumbi, 2012.

WICKWAR, William, *The Struggle for the Freedom of the Press, 1819-1832*, Londres : Georges Allen and Unwin Brothers Limited, 1^{re} 385olumbi, 1928.

WILKINSON, Nicholas, *Secrecy and the Media: The Official History of the United Kingdom's D-Notice System*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} 385olumbi, 2009.

WILSON, Rob, *The Eye of the Storm: The View from the Centre of a Political Scandal*, Londres: Biteback Publishing, 1^{re} 385olumbi, 2014.

2. Thèses et dissertations

DANBURY, Richard, « The 'Full Liberty of Public Writers' : Special treatment of journalism in English law », thèse de doctorat en droit, directeur non indiqué, Université d'Oxford, 2013 [en ligne], <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:5299bf69-f793-4280-9525-9f3cc6f50ccc> [consulté en juillet 2014].

DAWES, Simon, « Broadcasting Regulation and the Public-Private Dichotomy », thèse de doctorat en études de médias et communication, sous la direction des Professeurs HARDMAN,

Dean, TAYLOR, Ben et VENN, Couze, Université de Nottingham Trent, 2013 [en ligne], irep.ntu.ac.uk/id/eprint/74/1/218421_Simon.Dawes-2014.pdf [consulté en janvier 2015].

FIELD, Ian, *The Moors Murders : The media, cultural representations of Ian Brady, Myra Hindley, and the English landscape, c. 1965-1967*, thèse de doctorat en études d'histoire culturelle, sous la direction de JONES, Max et MORT, Frank, Université de Manchester, 2016.

GEROW, Ashley, « Humanitarian Intervention : Preventing or Prolonging Human Rights Violations », thèse de spécialisation en études de gouvernance et de justice, sous la direction du Professeur LUST, Aleksander, Université d'Appalachian State, 2017 [en ligne], https://libres.uncg.edu/ir/asu/f/GEROW_ASHLEY_2017THESIS.pdf [consulté en décembre 2017].

PECK, Natalie, « Drawing Back the Curtain : A Post-Leveson Examination of Celebrity, Privacy and Press Intrusion », thèse de doctorat en études de journalisme sous la direction du Professeur Howard Tumber, Université de Londres City, 2017 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/id/eprint/19236/> [consulté en octobre 2019].

VUKASOVICH, Christian, « The Media is the Weapon : The Enduring Power of Balkan War (Mis)Coverage », thèse de doctorat en études des médias et de la communication, sous la direction du Professeur BOYD-BARRETT, Joseph, Université de Bowling Green State, 2012 [en ligne], https://etd.ohiolink.edu/rws_etd/document/get/bgsu1339619438/inline [consulté en novembre 2017].

3. Articles scientifiques, communications scientifiques

ABELL, Jackie et STOKOE, Elizabeth, « Broadcasting the Royal Role: Constructing culturally situated identities in the Princess Diana *Panorama* interview », in *British Journal of Social Psychology*, vol. 40, n° 3, 2001, pp. 417-435.

ACKERLEY, Elizabeth, FRANCIS, Brian, PEARSON, Jayn, PEELO, Moira et SOOTHILL, Keith, « Homicide and the Media: Identifying the Top Cases in *The Times* », in *The Howard Journal of Criminal Justice*, vol. 41, n° 5, 2002 [en ligne],

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1468-2311.00255> [consulté en juillet 2018], pp. 401-21.

ALDRIDGE, Meryl, « The Tentative Hell-Raisers: Identity and mythology in contemporary UK press journalism », in *Media, Culture and Society*, vol. 20, n° 1, 1998, pp. 109-127.

ALEXANDER, Jeffrey, « The Societalization of Social Problems: Church Paedophilia, Phone Hacking, and the Financial Crisis », in *American Sociological Review*, vol. 83, n° 6, 2018, pp. 1-30.

ALSTADSÆTER, Annette, JOHANNESSEN, Niels, ZUCMAN, Gabriel, « Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality », in *Journal of Public Economics*, n° 162, 2018 [en ligne], 387olumbi-zucman.eu/files/AJZ2018.pdf [consulté en mars 2018], pp. 89-100.

ANDREJEVIC, Mark, « Wikileaks, Surveillance, and Transparency », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], ijoc.org/index.php/ijoc/article/download/2669/1241 [consulté en février 2018], pp. 2619-2630.

ANYANWU, Chika, « Fear of Communicating Fear Versus Fear of Terrorism: A Human Rights Violation or a Sign of our Time? », in *International Journal of Speech-Language Pathology*, vol. 20, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17549507.2018.1419281> [consulté en décembre 2014], pp. 26-33.

ASHTON, Jeanette, « 15 Years of Whistleblowing Protection under the Public Interest Disclosure Act 1998: Are we still shooting the messenger? », in *Industrial Law Review*, vol. 44, n° 1, 2015, pp. 29-52.

BAACK, Stefan, « What Big Data Leaks Tell us About the Future of Journalism – and its Past », in *Internet Policy Review*, le 26 juillet 2016 [en ligne], <https://policyreview.info/articles/news/what-big-data-leaks-tell-us-about-future-journalism-and-its-past/413> [consulté en mars 2018], sans pagination.

BAKIR, Vian, « News, Agenda-Building and Intelligence Agencies: A Systematic Review of the Field from the Discipline of Journalism, Media and Communications », in *The International Journal of Press / Politics*, vol. 20, n° 2, 2015 [en ligne], <https://e.bangor.ac.uk/4597/1/32151.pdf> [consulté en octobre 2017], pp. 1-17.

BAKIR, Vian, « ‘Veillant Panoptic Assemblage’: Mutual Watching and Resistance to Mass Surveillance After Snowden », in *Media and Communication*, vol. 3, n° 3, 2015 [en ligne], <https://www.cogitatiopress.com/mediaandcommunication/article/view/277> [consulté en octobre 2017], pp. 12-25.

BARENDT, Eric, « Freedom of Expression in the United Kingdom Under the Human Rights Act 1998 », in *Indiana Law Journal*, vol. 84, n°3, 2009 [en ligne], <http://www.repository.law.indiana.edu/ilj/vol84/iss3/4> [consulté en décembre 2015], pp. 851-866.

BARNETT, Steven, « Will a Crisis in Journalism Provoke a Crisis in Democracy? », in *The Political Quarterly*, vol. 73, n° 4, 2002, pp. 400-408.

BARNETT, Steven, « What’s Wrong with Media Monopolies? A lesson from history and a new approach to media ownership policy », document de travail n° 18, Londres : London School of Economics and Political Science, 2010 [en ligne], <http://www.lse.ac.uk/media@lse/research/mediaWorkingPapers/pdf/EWP18.pdf> [consulté en août 2014], pp. 1-19.

BARNETT, Steven, « Leveson Past, Present and Future », in *The Political Quarterly*, vol. 84, n° 3, octobre 2013 [en ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-923X.2013.12033.x/abstract> [consulté en 388olumbi 2015], pp. 353-361.

BARNETT, Steven et TOWNEND, Judith, « And What Good Came of it at Last? Press-Politician Relations Post-Leveson », *The Political Quarterly*, vol. 85, n° 2, avril-juin 2014 [en ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-923X.12088/abstract> [consulté en janvier 2015], pp. 159-169.

BARTELS, Lorana, EASTEAL, Patricia, HOLLAND, Kate et NELSON, Noni, « How are Women who Kill Portrayed in Newspaper Media? Connections with Social Values and the Legal System », in *Women's Studies International Forum*, n° 51, 2015 [en ligne], www.academia.edu/download/39155713/556153e208ae86c06b64ab1b.pdf [consulté en 389olumbi 2018], pp. 31-41.

BECKETT, Charlie, « Wikileaks: Lessons for Press Policy and Regulation », in *Media Policy Project Blog*, London School of Economics, le 22 février 2012 [en ligne], <http://blogs.lse.ac.uk/mediapolicyproject/2012/02/22/389olumbi-beckett-is-director-of-polis-the-journalism-and-society-think-tank-in-the-department-of-media-and-communications-at-the-london-school-of-economics-and-political-science-he-is-the-author-of-wi/> [consulté en octobre 2014], sans pagination.

BELL, Christine, « Dealing with the Past in Northern Ireland », in *Fordham International Law Journal*, vol. 26, n° 4, 2002 [en ligne], <https://ir.lawnet.fordham.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1894&context=ilj> [consulté en novembre 2018], pp.1095-1147.

BELLAMY, Jonathan, « Professional Liability Claims : Norwich Pharmacal Proceedings and Human Rights » [communication présentée devant les members de l'Association des avocats spécialisés en matière de négligence], le 25 juin 2009 [en ligne], www.39essex.com/docs/articles/Norwich_Pharmacal_Presentation_Paper_PNLA.pdf [consulté en mars 2019], pp. 1-17.

BENKLER, Yochai, « A Free Irresponsible Press: Wikileaks and the Battle Over the Soul of the Networked Fourth Estate », in *Harvard Civil Rights – Civil Liberties Law Review*, vol. 46, n° 2, 2011 [en ligne], <http://harvardcrcl.org/wp-content/uploads/2009/06/Benkler.pdf> [consulté en octobre 2014], pp. 311-397.

BENNETT, Gillian et ROWBOTTOM, Anne, « 'Born a Lady, Died a Saint': The Deification of Diana in the Press and Popular Opinion in Britain », in *Journal of Folktale Studies*, vol. 39, n° 3-4, 1998 [en ligne], <https://www.degruyter.com/view/j/fabl.1998.39.issue-3-4/fabl.1998.39.3-4.197/fabl.1998.39.3-4.197.xml> [consulté en décembre 2018], pp. 197-208.

BENNETT, Lance, GRESSETT, Lynne et HALTOM, William, « Repairing the News: A Case-Study of the News Paradigm », in *Journal of Communication*, vol. 35, n° 2, 1985 [en ligne], <https://academic.oup.com/joc/article-abstract/35/2/50/4282808> [consulté en décembre 2018], pp. 50-68.

BENNETT, Lucy, TAYLOR, Gregory et WAHL-JORGENSEN, Karin, « The normalization of surveillance and the invisibility of digital citizenship: Media debates after the Snowden revelations », in *International Journal of Communication*, vol. 11, 2017 [en ligne], <http://orca.cf.ac.uk/97854/> [consulté en 390lumbi 2019], pp. 740-762.

BERKOWITZ, Dan, « Doing Double Duty: Paradigm Repair and the Princess Diana What-a-Story », in *Journalism: Theory, Practice and Criticism*, vol. 1, n° 2, 2000 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/146488490000100203> [consulté en décembre 2018], pp. 125-143.

BERKOWITZ, Dan et CARLSON, Matt, « ‘The Emperor Lost his Clothes’: Rupert Murdoch, News of the World and Journalistic Boundary Work in the UK and USA », in *Journalism*, vol. 15, n° 4, 2014, pp. 389-406.

BERKOWITZ, Dan et TERKEURST, James, « Community as Interpretative Community: Rethinking the journalist-source relationship », in *Journal of Communication*, vol. 49 n° 3, 1999, pp. 125-136.

BERNAL, Paul, « Data Gathering, Surveillance and Human Rights: Recasting the debate », in *Journal of Cyber Policy*, vol. 1, n° 2, 2016 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23738871.2016.1228990> [consulté en 390lumbi 2019], pp. 243-264.

BEYER, Jessica, « The Emergence of a Freedom of Information Movement: Anonymous, Wikileaks, the Pirate Party, and Iceland », in *Journal of Computer Mediated Communication*, vol. 19, n° 2, 2013 [en ligne], <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/jcc4.12050> [consulté en mars 2018], pp. 141-154.

BIGO, Didier et GUITTET, Emmanuel-Pierre, « Northern Ireland as Metaphor: Exception, suspicion and radicalization in the ‘war on terror’ », in *Security Dialogue*, vol. 42, n° 6, pp. 483-498.

BINGHAM, Adrian, « Reading Newspapers: Cultural Histories of the Popular Press in Modern Britain », in *History Compass*, vol. 10, n° 2, 2012, pp. 140-150.

BOAS, Ingrid et HAMMERSTAD, Anne, « National Security Risks? Uncertainty, Austerity and Other Logics of Risk in the UK Government’s National Security Strategy », in *Cooperation and Conflict*, vol. 50, n° 4, 2014 [en ligne], <https://kar.kent.ac.uk/42811/1/National%20Security%20Risks%20Anne%20Hammerstad%20and%20Ingrid%20Boas.pdf> [consulté en 31 octobre 2015], pp. 1-27.

BOSLAND, Jason, « Wikileaks and the Not-So-Super Injunction: The Suppression Order in *DPP (Cth) v Brady* », in *Media and Arts Law Review* (à paraître), *University of Melbourne Legal Studies Research Paper* n° 728, mars 2016 [en ligne], <http://ssrn.com/abstract=2741930> [consulté en juillet 2017], pp. 1-28.

BOSUA, Rachele, DREYFUS, Suelette, LEDERMAN, Reeva et MILTON, Simon, « Can We Handle the Truth? Whistleblowing to the Media in the Digital Age », in *Global Media Journal: Australian Edition*, vol. 5, n° 1, 2011 [en ligne], https://www.hca.westernsydney.edu.au/gmjau/archive/2011_5_1_toc.html [consulté en novembre 2014], pp. 1-6.

BOUDANA, Sandrine, « A Definition of Journalistic Objectivity as a Performance », in *Media, Culture and Society*, vol. 33, n° 3, 2011, pp. 385-398.

BOULLET, Vanessa, « La civilisation économique : interdisciplinarité exemplaire ou limite de l’interdisciplinarité ? », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 24, n° 1, 2019 [en ligne], <http://journals.openedition.org/rfcb/2917> [consulté en janvier 2020], para. 1-28.

BOWEN, Glenn, « Document Analysis as a Qualitative Research Method », in *Qualitative Research Journal*, vol. 9, n° 2, 2009, pp. 27-40.

BOWLING, Ben et CORETTA, Phillips, « Disproportionate and Discriminatory: Reviewing the Evidence on Police Stop and Search », in *The Modern Law Review*, vol. 70, n° 6, 2007 [en ligne], <https://www.kcl.ac.uk/law/research/ria-assets/Ben-Bowling-Modern-Law-Review-stopsearch.pdf> [consulté en 392olumbi 2015], pp. 936-961.

BRABYN, Janice, « Protection Against Judicially Compelled Disclosure of the Identity of News Gatherers' Confidential Sources in Common Law Jurisdictions », in *The Modern Law Review*, vol. 69, n° 6, 2006 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4123367> [consulté en février 2018], pp. 895-934.

BRADSHAW, Paul, « Chilling Effect: Regional journalists' source protection and information security practice in the wake of Snowden and Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) revelations », in *Digital Journalism*, vol. 5, n° 3, 2017 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/21670811.2016.1251329> [consulté en avril 2018], pp. 334-352.

BRANUM, Jens et CHARTERIS-BLACK, Jonathan, « The Edward Snowden Affair: A Corpus Study of the British Press », in *Discourse and Communication*, vol. 9, n° 2, 2015 [en ligne], https://www.researchgate.net/profile/Jonathan_Charteris-Black/publication/272412357_The_Edward_Snowden_affair_A_corpus_study_of_the_British_press/links/5717835108aeb56278c46c2b/The-Edward-Snowden-affair-A-corpus-study-of-the-British-press.pdf [consulté en novembre 2017], pp. 1-22.

BRENNAND, Mellisa, « The Life and Death of the Super-Injunction », in *North East Law Review*, vol. 3, 2015 [en ligne], <http://research.ncl.ac.uk/nclr/thereview/volumethree/> [consulté en février 2017], pp. 159-190.

BROWN, Ian et HINTZ, Arne, « Enabling Digital Citizenship? The Reshaping of Surveillance Policy After Snowden », in *International Journal of Communication*, vol. 11, 2017 [en ligne], <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/5522/1931> [consulté en 392olumbi 2019], pp. 782-801.

CABLE, Jonathan, *UK Public Opinion Review: Working Paper – An Overview of Public Opinion Polls since the Edward Snowden Revelations in June 2013*, document de travail,

Université de Cardiff : Cardiff, 2015 [en ligne], orca.cf.ac.uk/74140/1/UK%20Public%20Opinion%20Review%20180615.pdf [consulté en octobre 2017].

CALAFAT, Guillaume, FOSSIER, Arnaud et THÉVENIN, Pierre, « Droit et sciences sociales : les espaces d'un rapprochement », in *Tracés Revue de Sciences humaines*, vol. 27, 2014 [en ligne], <http://journals.openedition.org/traces/6040> [consulté en janvier 2020], para. 1-22.

CAMMAERTS, Bart, « Networked Resistance: The Case of Wikileaks », in *Journal of Computer Mediated Communication*, vol. 18, n° 4, 2013 [en ligne] <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/jcc4.12024> [consulté en mars 2018], pp. 420-436.

CANNON, Samuel, « Terrorizing Wikileaks: Why the Embargo Against Wikileaks will Fail », in *Journal on Telecommunications and High Technology Law*, vol. 11, n°1, 2013 [en ligne], <http://www.jthtl.org/articles.php?volume=11> [consulté en octobre 2014], pp. 305-324.

CATTO, Bernard, CHAMPRENAULT, Catherine, CORDONNIER, Carl, GUERRIN, Michel, ROSIGNOL, Pascal, TOURANCHEAU, Didier, « Table ronde : tous paparazzi ? », in *Les cahiers du journalisme*, n° 4, janvier 1998 [en ligne], http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/04/12_TABLERONDE03.PDF [consulté en décembre 2018], pp. 152-163.

CHANCEY, Jill, « Diana Doubled : The Fairytale Princess and the Photographer », in *NWSA Journal*, vol. 11, n° 2, 1999 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4316663?seq=1> [consulté en décembre 2018], pp. 163-175.

CHILTON, Bradley, KING Steven et ROBERTS, Gary, « Reflections on Defining the Public Interest », in *Administration and Society*, 2010, vol. 41, n° 8, 2010, pp. 954-978.

CHONG, Dennis et DRUCKMANN, James, « Framing Theory », in *Annual Review of Political Science*, vol. 10, le 15 juin 2007 [en ligne], <http://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.polisci.10.072805.103054> [consulté en août 2016], pp. 103-126.

CHRISTENSEN, Christian, « Wikileaks and the Afterlife of Collateral Murder », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], <http://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/3209/1243> [consulté en décembre 2014], pp. 2593-2602.

CLARK, Tom, « Why was Myra Hindley Evil? » [communication présentée lors d'une conférence intitulée : « York Deviancy Conference : Critical perspectives on crime, deviance, disorder and social harm »], juillet 2011 [en ligne], www.academia.edu/download/30235699/why_was_myra_hindley_evil_-_working_paper.pdf [consulté en juillet 2018], pp. 1-27.

COTTLE, Simon, « Mediatized Public Crisis and Civil Society Renewal: The Racist Murder of Stephen Lawrence », in *Crime, Media, Culture: An International Journal*, vol. 1, n° 1, 2005 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.832.8008&rep=rep1&type=pdf [consulté en 394olumbi 2015], pp. 49-71.

COULDRY, Nick et MARKHAM, Tim, « Celebrity Culture and Public Connection: Bridge or Chasm? », in *International Journal of Cultural Studies*, vol. 10, n° 4, 2007, pp. 403-421.

COWARD, Rosalind, « What the Butler Started: Relations Between British Tabloids and Monarchy in the Fall-Out From the Paul Burrell Trial », in *Journalism Practice*, vol. 1, n° 2, 2007 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17512780701275549> [consulté en décembre 2018], pp. 245-260.

CUMMINS, Ian, FOLEY, Marian et KING, Martin, « The Strange Case of Ian Stuart Brady and the Mental Health Review Tribunal », in *Internet Journal of Criminology*, 2016 [en ligne], <http://usir.salford.ac.uk/37769/> [consulté en mars 2019], pp. 1-16.

CRAM, Ian, « Regulating the Media: Some Neglected Freedom of Expression Issues in the United Kingdom's Counter-Terrorism Strategy », in *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, n° 2, 2006, pp. 335-355.

DELSOL, Rebekah et SHINER, Michael, « Regulating Stop and Search: A challenge for police and community relations in England and Wales », in *Critical Criminology*, vol. 14, n° 3, 2006

[en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.473.2841&rep=rep1&type=pdf [consulté en 395olumbi 2015], pp. 241-263.

DENCIK, Lina et HINTZ, Arne, « The Politics of Surveillance Policy: UK Regulatory Dynamics After Snowden », in *Internet Policy Review*, vol. 5, n° 3, 2016 [en ligne], <https://policyreview.info/articles/analysis/politics-surveillance-policy-uk-regulatory-dynamics-after-snowden> [consulté en août 2018], pp. 1-16.

DERINGER, Kathryn, « Privacy and the Press: The Convergence of British and French Law in Accordance with the European Convention of Human Rights », in *Penn State International Law Review*, vol. 22, n° 1, 2003 [en ligne], <https://elibrary.law.psu.edu/psilr/vol22/iss1/12> [consulté en 395olumbi 2019], pp. 191-211.

DERMOT, Feenan, « Researching Paramilitary Violence in Northern Ireland », in *International Journal of Social Research Methodology*, vol. 5, n° 2, 2002, pp. 147-163.

DEUZE, Mark, « What is Journalism? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered », in *Journalism*, vol. 6, n°4, 2005, pp. 442-464.

DI SALVO, Philip, « Strategies of Circulation Restriction in Whistleblowing: The Pentagon Papers, Wikileaks and Snowden Cases », in *Tecnoscienza*, vol. 7, n° 1, 2016 [en ligne], <http://www.tecnoscienza.net/index.php/tsj/article/view/253> [consulté en septembre 2017], pp. 67-85.

DOWNEY, John et FENTON, Natalie, « New Media, Counter Publicity and the Public Sphere », in *New Media and Society*, vol. 5, n° 2, 2003, pp. 185-202.

DOYLE, Gillian, « Financial News Journalism: A Post-Enron Analysis of Approaches Towards Economic and Financial News Production in the UK », in *Journalism: Theory Practice and Criticism*, vol. 7, n° 4, 2006 [en ligne], <http://eprints.gla.ac.uk/6923/1/6923.pdf> [consulté en décembre 2017], pp. 1-19.

DUFFY, Aoife, « A Truth Commission for Northern Ireland? », in *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 4, 2010 [en ligne], <https://academic.oup.com/ijtj/article-abstract/4/1/26/2356970> [consulté en février 2018], pp. 26-46.

EIDLIN, Fred, « The Method of Problems versus the Method of Topics », in *PS : Political Science and Politics*, vol. 44, n° 4, 2011 [en ligne], www.jstor.org/stable/41319964 [consulté en juillet 2013], pp. 758-761.

EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », in *Utrecht Law Review*, vol. 14, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.utrechtlawreview.org/articles/419/galley/390/download/> [consulté en 396lumbi 2019], pp. 116-127.

FATHAIGH, Ronan, « Keena v Ireland and the Protection of Journalistic Sources » in *Irish Journal of European Law*, vol. 19, n° 1, 2016 [en ligne], https://www.isel.ie/article/download-free/id/215/file/7+Ronan_Fahy_FORMATTED.pdf [consulté en décembre 2017], pp. 97-103.

FENSTER, Mark, « Disclosure's Effects: Wikileaks and Transparency », in *Iowa Law Review*, vol. 97, 2012 [en ligne], <http://scholarship.law.ufl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1259&context=facultypub> [consulté en septembre 2014], pp. 753-807.

FENWICK, Helen, « The Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: A Proportionate Response to 11 September? », in *The Modern Law Review*, vol. 65, n° 5, septembre 2002, pp. 724-762.

FEUER, Katherine, « Protecting Government Secrets: A Comparison of the Espionage Act and the Official Secrets Act », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 38, n° 1, 2015 [en ligne], http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol38/iss1/4/?utm_source=lawdigitalcommons.bc.edu%2Ficlr%2Fvol38%2Fiss1%2F4&utm_medium=PDF&utm_campaign=PDFCoverPages [consulté en octobre 2017], pp. 91-127.

FITZHERBERT, Anna, « The Big Chill: Anna FitzHerbert Examines a Freezing Effect on Disclosure », in *New Law Journal*, n° 7406, le 26 février 2010 [en ligne], <https://www.newlawjournal.co.uk/content/big-chill> [consulté en 397olumbi 2018], sans pagination.

FOEGLE, Jean-Philippe, « La Cour européenne des droits de l’homme procède à une condamnation en demi-teinte de la surveillance de ‘masse’ », in *La revue des droits de l’homme*, n° 14, 2018 [en ligne], <https://journals.openedition.org/revdh/4865> [consulté en janvier 2019], pp. 1-5.

FORSYTH, Christopher, « Public Interest Immunity : Recent and Future Developments », in *Cambridge Law Journal*, vol. 56, n° 1, 1997 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/4508298> [consulté en janvier 2019], pp. 51-59.

FREEDMAN, Des, « The Phone-Hacking Scandal: Implications for Regulation », in *Television and New Media*, vol. 13, n° 1, 2012, pp. 17-20.

FREEDMAN, Des, « Des Freedman: The Press Can’t Decide if They’re For Press Freedom or Against it », le 18 octobre 2013 [en ligne], <https://blogs.lse.ac.uk/medialse/2013/10/18/des-freedman-the-press-cant-decide-if-theyre-for-press-freedom-or-against-it/> [consulté en octobre 2019], sans pagination.

FUCHS, Christian, « The Contemporary World Wide Web: Social medium or new space of accumulation? », in WINSECK, Dwayne et YONG JIN, Dal (eds.), *The Political Economies of Media: The Transformation of the Global Media Industries*, Londres et New York : Bloombury Academic, 1^{re} 397olumbi, 2011, pp. 201-220.

FUSSEY, Pete et MURRAY, Daragh, « Bulk Surveillance in the Digital Age: Rethinking the human rights law approach to bulk monitoring of communications data », in *Israel Law Review*, vol. 52, n° 1, 2019 [en ligne], <https://www.cambridge.org/core/journals/397olumb-law-review/article/bulk-surveillance-in-the-digital-age-rethinking-the-human-rights-law-approach-to-bulk-monitoring-of-communications-data/AA032EBA3EC3889D27054011853E5E59> [consulté en juin 2019], pp. 31-60.

GARBAYE, Romain et LEYDIER, Gilles, « Civilisation et interdisciplinarité : Un entretien avec Jean-Paul Revauger », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 24, n° 1, 2019 [en ligne], <http://journals.openedition.org/rfcb/2982> [consulté en janvier 2020], para. 1-16.

GARNHAM, Nicholas, « Habermas and the Public Sphere », in *Global Media and Communication*, vol. 3, n° 2, 2007, pp. 201-214.

GESTRICH, Andreas, « The Public Sphere and the Habermas Debate », in *German History*, vol. 24, n° 3, 2006, pp. 413-430.

GIBBONS, Thomas, « Freedom of the Press: Ownership and Editorial Values », in *Public Law*, n° 2, 1992 [version électronique de dépôt 398olum à la Bibliothèque nationale de Londres], pp. 279-299.

GILL, Peter, « Reasserting Control: Recent Changes in the Oversight of the UK Intelligence Community », in *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 2, 1996 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/02684529608432359> [consulté en août 2017], pp. 313-331.

GOGGIN, Gerard, KEANE, John et RUBY, Felicity, « ‘Comparative Silence’ Still: Journalism, academia and the Five Eyes of Edward Snowden », in *Digital Journalism*, vol. 5 n° 3, 2017 [en ligne], www.johnkeane.net/wp-content/uploads/2017/03/Comparative-Silence-Still.pdf [consulté en décembre 2018], pp. 353-367.

GOLDER, Ben et WILLIAMS, George, « What is ‘Terrorism’? Problems of Legal Definition », in *University of New South Wales Law Journal*, vol. 27, n° 2, 2004 [en ligne], w.tamilnation.co/terrorism/terrorism_definition.pdf [consulté en 398olumbi 2015], pp. 270-295.

GRANT, Will et TYNAN, Elizabeth, « Muzzling Sheep: Wikileaks Bringing a New D-Notice Era for Australia? », in *Diffusion: Science communication, theory and practice*, le 21 décembre 2010 [en ligne], <https://researchonline.jcu.edu.au/23158/> [consulté en août 2017], sans pagination.

GRIFFITH, John, « The Official Secrets Act 1989 », in *Journal of Law and Society*, vol. 16, n° 3, 1989, pp. 273-290.

HALL, Holly, « Super-Injunction, What's Your Function? », in *Communication Law and Policy*, vol. 18, n° 3, 2013 [en ligne], www.tandfonline.com/loi/hclw20 [consulté en mai 2016], pp. 309-347.

HALLSWORTH, Simon et LEA, John, « Reconstructing Leviathan: Emerging Contours of the Security State », in *Theoretical Criminology*, vol. 15, n° 2, 2011 [en ligne], www.academia.edu/download/46385813/HallsworthLea2011.pdf [consulté en 399olumbi 2018], pp.141-157.

HAMMOND, Philip, « 'Good Versus Evil' After the Cold War: Kosovo and the Moralisation of War Reporting », in *Javnost – The Public: Journal of the European Institute for Communication and Culture*, vol. 7, n° 3, 2000 [en ligne], https://www.researchgate.net/publication/285559678_Good_Versus_Evil_After_the_Cold_War_Kosovo_and_the_Moralisation_of_War_Reporting [consulté en novembre 2017] pp. 19-38.

HANITZSCH, Thomas, « Situating Peace Journalism in Journalism Studies: A Critical Appraisal », in *Conflict and Communication Online*, vol. 6, n° 2, 2007 [en ligne], http://www.cco.regener-online.de/2007_2/pdf/hanitzsch.pdf [consulté en février 2018], pp.1-9.

HANKTE-DOMAS, Michael, « The Public Interest Theory of Regulation: Non-existence or misinterpretation? », in *European Journal of Law and Economics*, vol. 15, n°2, 2003, pp. 165-194.

HANSEN, Jesper, « The New Proposal for a European Union Directive on Market Abuse », in *University of Pennsylvania Journal of International Law*, vol. 23, n° 2, 2002 [en ligne], <https://scholarship.law.upenn.edu/jil/vol23/iss2/2> [consulté en février 2018], pp. 241-268.

HARKIN, Diarmaid et MURRAY, Kath, « Policing in Cool and Hot Climates: Legitimacy, power and the rise and fall of mass stop and search in Scotland », in *The British Journal of Criminology*, vol. 57, n° 4, 2017 [en ligne] <https://academic.oup.com/bjc/article-pdf/57/4/885/17638059/azw007.pdf> [consulté en décembre 2018], pp. 885-905.

HARRIS, Julian, « A Charter for the Press? », in *Amicus Curiae*, n° 92, 2012 [en ligne], <https://sas-space.sas.ac.uk/5764/> [consulté en octobre 2019], pp. 1-23.

HAUBRICH, Dirk, « September 11, Anti-Terror Laws and Civil Liberties: Britain, France and Germany Compared », in *Government and Opposition*, vol. 38, n° 1, 2003 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/44483014> [consulté en décembre 2014], pp. 3-28.

HENNING, Virginia, « Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: Has the United Kingdom Made a Valid Derogation from the European Convention of Human Rights? », in *American University International Law Review*, vol. 17, n° 6, 2002 [en ligne], digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1231&context=auilr [consulté en décembre 2014], pp. 1263-1297.

HINDMAN, Elizabeth, « The Princess and the Paparazzi: Blame, Responsibility and the Media's Role in the Death of Diana », in *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 80, n° 3, 2003 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/107769900308000311> [consulté en décembre 2018], pp. 666-688.

HOSEIN, Ian et WHITLEY, Edgar, « Policy Discourse and Data Retention: The Technology Politics of Surveillance in the United Kingdom », in *Telecommunications Policy*, vol. 29, n° 11, 2005 [en ligne], <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2005.06.012> [consulté en décembre 2014], pp. 857-874.

HUYSMANS, Jef et BUONFINO, Alessandra, « Politics of Exception and Unease: Immigration, asylum and terrorism in parliamentary debates in the UK », in *Political Studies*, vol. 56, n°4, 2008 [en ligne], oro.open.ac.uk/12052/2/ExceptionUnease_Pol_Studies_Final_20070629.pdf [consulté en 400olumbi 2015], pp. 1-37.

IP, John, « The Reform of Counterterrorism Stop and Search after *Gillan v United Kingdom* », in *Human Rights Law Review*, vol. 14, n° 4, 2013 [en ligne], https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2175378 [consulté en février 2015], pp. 1-26.

JACKSON, Holwell, « An American Perspective on the U.K. Financial Services Authority: Politics, Goals and Regulatory Intensity », *Harvard Law School John M. Olin Center for Law, Economics and Business Discussion Paper Series*, n° 522 [en ligne], https://lsr.nellco.org/401olumbi_olin/522 [consulté en 401olumbi 2018], pp. 1-46.

JERSLEV, Anne et MORTENSEN, Mette, « Taking the Extra out of the Extraordinary: Paparazzi photography as a celebrity news genre on the Internet », in *International Journal of Cultural Studies*, vol. 17, n° 6, 2013 [en ligne], https://www.researchgate.net/publication/263566213_Taking_the_extra_out_of_the_extraordinary_Paparazzi_photography_as_a_celebrity_news_genre_on_the_Internet [consulté en 401olumbi 2019], pp. 1-29.

JOHNSTON, Jane, « The Public Interest: A new way of thinking for public relations », in *Public Relations Inquiry*, vol. 6, n° 1, 2017, pp. 5-22.

KAFTERANIS, Dimitrios, « Rethinking Financial Rewards for Whistle-Blowers Under the Proposal for a Directive on the Protection of Whistle-Blowers Reporting Breaches of EU Law », in *Nordic Journal of European Law*, vol. 2, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.lub.lu.se/njel/article/view/19787> [consulté en juin 2019], pp. 38-49.

KELLNER, Douglas, « The Murdoch Media Empire and the Spectacle of Scandal », in *International Journal of Communication*, n°6, 2012 [en ligne], ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/1613/754 [consulté en 401olumbi 2015], pp. 1169-1200.

KIRTLEY, Jane, « Freedom of the Press: An inalienable right or a privilege to be earned? », in *University of Florida Journal of Law and Public Policy*, vol. 9, n° 2, 1998, pp. 209-220.

KUMAR, Miiko et ROLPH, David, « An Appetite for Suppression: Non-Publication Orders, Open Justice and the Protection of Privacy », *Sydney Law School Legal Studies Research Paper* n°14/65, juillet 2014 [en ligne], <http://ssrn.com/abstract=2467405> [consulté en juillet 2017].

LABIO-BERNAL, Aurora, « From Phone Hacking to the Splitting of Businesses in Times of Corporate Crisis: The Case of News Corporation », in *Global Media Journal*, vol. 13, n° 24, 2015 [en ligne], <https://idus.us.es/xmlui/handle/11441/30083> [consulté en mai 2016], pp. 1-18.

LAMONT, Michèle et SWIDLER, Ann, « Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing », in *Qualitative Sociology*, vol. 37, n° 2, 2014, pp. 153-171.

LASHMAR, Paul, « Spies and Journalists: Towards an Ethical Framework », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 12, n° 3/4, 2015 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/18370/3/Lashmar%20Ethics%20for%20ES%20v2.pdf> [consulté en septembre 2017], pp. 2-20.

LASHMAR, Paul, « No More Sources?: The Impact of Snowden's Revelations on Journalists and their Confidential Sources », in *Journalism Practice*, vol. 11, n° 6, 2017 [en ligne], <http://openaccess.city.ac.uk/18366/> [consulté en décembre 2018], pp. 665-668.

LEVI, Lili, « Journalism Standards and “the Dark Arts”: The U.K.'s Leveson Inquiry and the U.S. Media in the Age of Surveillance », in *Georgia Law Review*, vol. 48, n°3, 2014 [en ligne], repository.law.miami.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1078&context=fac_articles [consulté en 402olumbi 2015], pp. 907-948.

LEWIS, David, « Ten Years of Public Interest Disclosure Legislation in the UK: Are whistleblowers adequately protected? », in *Journal of Business Ethics*, vol. 82, n° 2, 2008, pp. 497-507.

LOWE, David, « Surveillance and International Terrorism Intelligence Exchange: Balancing the Interests of National Security and Individual Liberty», in *Terrorism and Political Violence*, vol. 28, n° 4, 2014 [en ligne], <http://researchonline.ljmu.ac.uk/id/eprint/444/> [consulté en octobre 2017], pp. 1-32.

LOYN, David, « Good Journalism or Peace Journalism? », in *Conflict and Communication Online*, vol. 6, n°2, 2007 [en ligne], http://www.cco.regener-online.de/2007_2/pdf/loyn.pdf [consulté en février 2007], pp. 1-10.

MAINE, Lisa, « Bulk Collection: Broken Democracy? », communication effectuée à *Reuters Institute for the Study of Journalism*, 2016 [en ligne], <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/research/files/Bulk%2520Collection%2520-%2520Broken%2520Democracy.pdf> [consulté en octobre 2017], pp. 1-65.

MCGUIGAN, Jim, « British Identity and ‘The People’s Princess’ », in *The Sociological Review*, vol. 48, n° 1, 2000 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1111/1467-954X.00200> [consulté en décembre 2018], pp. 1-18.

MCHARG, Aileen, « Reconciling Human Rights and the Public Interest: Conceptual Problems and the Doctrinal Uncertainty in the Jurisprudence of the European Court of Human Rights », in *Modern Law Review*, vol. 62, n° 5, 1999, pp. 671-696.

MILANOVIC, Marko, « EctHR Judgment in Big Brother Watch v UK », in *Blog of the European Journal of International Law*, le 17 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ejiltalk.org/ecthr-judgment-in-big-brother-watch-v-uk/> [consulté en juin 2019], sans pagination.

MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, « Reluctant Activists? The impact of legislative and structural attempts of surveillance on investigative journalism », in *Big Data and Society*, volume et numéro non indiqués, 2016 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/2053951716669381> [consulté en octobre 2017], pp. 1-11.

MISTHAL, Marc, « Reigning in the Paparazzi: The Human Rights Act, the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms, and the Rights of Privacy and Publicity in England », in *International Legal Perspectives*, vol. 10, n° 2, 1998, pp. 287-344.

MOORE, Joseph et VOS, Tim, « Building the Journalistic Paradigm: Beyond Paradigm Repair », in *Journalism: Theory, Practice and Criticism*, avril 2018 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1464884918767586> [consulté en 403olumbi 2019], pp. 1-17.

MOORE, Martin, « Public Interest, Media Neglect », in *British Journalism Review*, vol. 18, n° 2, 2007, pp. 33-40.

MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », in *The Political Quarterly*, vol. 85, n° 2, 2014, pp. 125-132.

MORAN, Jon, « Generating More Heat than Light? Debates on Civil Liberties in the UK », in *Policing: A Journal of Policy and Practice*, vol. 1, n° 1, 2007 [en ligne], <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.576.9057&rep=rep1&type=pdf> [consulté en 404olumbi 2015], pp. 80-93.

MORRIS, Fenella, « Confidentiality and the Sharing of Information », in *Journal of Mental Health Law*, n° 38, 2003 [en ligne], www.northumbriajournals.co.uk/index.php/IJMhMCL/article/download/318/309 [consulté en février 2018], pp. 38-50.

MURPHY, Thérèse et WHITTY, Noel, « Crowning Glory: Public law, power and the monarchy », in *Social and Legal Studies*, vol. 9, n° 1, 2000, pp. 7-28.

NATHAN, Geoffrey, « Court-Ordered Disclosure of Journalists' Confidential News Sources in England: *British Steel Corp. v. Granada Television Ltd.* », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 7, n° 2, 1984 [en ligne], <http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol7/iss2/12> [consulté en septembre 2014], pp. 517-539.

NORDHAUS, Jamie, « Celebrities' Rights to Privacy: How Far Should the Paparazzi be Allowed to Go? », in *The Review of Litigation*, vol. 18, n° 2, 1999, pp. 285-315.

PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, « 'No Credible Photographic Interest': Photography Restrictions and Surveillance in a Time of Terror », in *Philosophy of Photography*, vol. 1, n° 2, 2010 [en ligne], www.academia.edu/download/2022331/No_Credible_Photographic_Interest_Palmer_and_Whyte.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 177-195.

PALMER, Stephanie, « Protecting Journalists' Sources: Section 10, Contempt of Court Act 1981 », in *Public Law*, n° 1, 1992 [en ligne] <https://dialnet.unirioja.es/ejemplar/396750> [consulté en janvier 2018], pp. 61-72.

PAPANDREA, Mary-Rose, « Citizen Journalism and the Reporter's Privilege », in *Minnesota Law Review* n° 91, 2007 [en ligne], <https://lawdigitalcommons.bc.edu/lfp/167/> [consulté en janvier 2018], pp. 515-591.

PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 11, n° ½, 2014 [en ligne], <http://buratest.brunel.ac.uk/handle/2438/9676> [consulté en septembre 2017], pp. 1-23.

PHILLIPS, Gill, « On Protection of Journalistic Sources », Centre for Media Pluralism and Media Freedom, European University Institute, le 10 octobre 2014 [en ligne], <https://cmpf.eui.eu/on-protection-of-journalistic-sources/> [consulté en octobre 2014], sans pagination.

PHILLIPSON, Gavin, « Leveson, the Public Interest and Press Freedom », in *Journal of Media Law*, vol. 5, n° 2, 2013, pp. 220-240.

PLEASANCE, Helen, « Lost Children, the Moors and Evil Monsters: The Photographic Story of the Moors Murders », in *Image and Narrative*, vol. 12, n° 4, 2011 [en ligne], <https://ray.yorks.ac.uk/id/eprint/2005/1/182-647-1-PB.pdf> [consulté en juillet 2018], pp. 18-38.

ROBERTS, Alasdair, « The Wikileaks Illusion », in *The Wilson Quarterly*, vol. 35, n° 3, 2011 [en ligne], https://www.jstor.org/stable/41484307?seq=1#metadata_info_tab_contents [consulté en décembre 2018], pp. 16-21.

ROGERSON, Matt, « A New Threat to Journalism », in *British Journalism Review*, vol. 27, n° 3, 2016, pp. 29-35.

ROSS, Stuart, « It Hasn't Gone Away You Know: Irish Republican Violence in the Post-Agreement Era », in *Nordic Irish Studies*, vol. 11, n° 2, 2012 [en ligne], www.jstor.org/stable/41702636 [consulté en février 2018], pp. 55-70.

ROWLEY, Jennifer, « Using Case Studies in Research », in *Management Research News*, vol. 25, n° 1, 2002, pp. 16-27.

SACK, Robert, « *Goodwin v United Kingdom*: an American view of protection for journalists' confidential sources under UK and European law », in *Media Law and Practice*, vol. 16, n° 3, 1995 [en ligne],
<https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/tojmedlp16&div=27&id=&page=> [consulté en janvier 2018], pp. 86-96.

SANDLAND, Ralph, « Freedom of the Press and the Confidentiality of Medical Records », in *Medical Law Review*, vol. 15, n° 3, 2007 [en ligne], <https://academic.oup.com/medlaw/article-abstract/15/3/400/968828> [consulté en 406olumbi 2018], pp. 400-409.

SCHAUER, Frederick, « Fear, Risk and the First Amendment: Unraveling the Chilling Effect », in *Boston University Law Review*, n° 879, 1978 [en ligne], <http://scholarship.law.wm.edu/facpubs/879> [consulté en septembre 2014], pp. 685-732.

SCHONE, Jason, « The Hardest Case of All: Myra Hindley, Life Sentences, and the Rule of Law », in *International Journal of the Sociology of Law*, vol. 28, n° 4, 2000 [en ligne], <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0194659599901259> [consulté en août 2018], pp. 273-289.

SCOTT, Andrew, « Tales of the Unexpected: Reflections on the Application of the Bribery Act to Chequebook Journalism », in *Journal of Media Law*, vol. 5, n° 2, 2013, pp. 276-296, pp. 276-277.

SERGEANT, Jean-Claude, « Rupert Murdoch : La fin d'un empire ? », in *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 20, n° spécial, 2015, pp. 11-20.

SIGEL, Lisa, « Censorship and Magic Tricks in Inter-War Britain », in *Revue LISA*, vol. 11, n° 1, 2013 [en ligne], <http://journals.openedition.org/lisa/5211> [consulté en septembre 2017], para. 1-57.

SIMON, Stephanie, « Suspicious Encounters: Ordinary Preemption and the Securitization of Photography », in *Security Dialogue*, vol. 43, n°2, 2012.

SMITH, Anthony, « The Press, the Courts and the Constitution », in *Current Legal Problems*, vol. 52, n° 1, 1999, pp. 126-149.

SMITH, Rosalind, « Dark Places: True Crime Writing in Australia », in *Journal of the Association for the Study of Australian Literature*, vol. 8, 2008 [en ligne], <https://openjournals.library.sydney.edu.au/index.php/JASAL/article/view/9731> [consulté en juillet 2018], pp. 17-30.

STAATS, Joseph, « Habermas and Democratic Theory: The threat to democracy of unchecked corporate power », in *Political Research Quarterly*, vol. 57, n° 4, 2004 [en ligne], www.jstor.org/stable/3219820 [consulté en 407olumbi 2015], pp. 585-594.

STEEL, John, « Leveson: Solution or symptom? Class, crisis and the degradation of civil life », in *Ethical Space: The International Journal of Communication Ethics*, vol. 10 n° 1, 2013 [en ligne], http://www.communicationethics.net/journal/v10n1/v10n1_feat1.pdf [consulté en décembre 2014], pp. 8-13.

STEWART, Potter, « Or of the Press », in *Hastings Law Journal*, vol. 26, n° 3, 1975, pp. 631-637.

STORRS, Elisabeth, « ‘Our Scapegoat’: An Exploration of Media Representations of Myra Hindley and Rosemary West », in *Theology and Sexuality*, vol. 11, n° 1, 2004 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.854.1643&rep=rep1&type=pdf [consulté en 407olumbi 2018], pp. 9-28.

TAMBINI, Damian, « What are Financial Journalists For? » in *Journalism Studies*, vol. 11, n° 2, 2010 [en ligne], <http://eprints.lse.ac.uk/28840/> [consulté en 407olumbi 2018], pp. 1-34.

TAMBINI, Damian, « Leveson Round-Up: Over Cosy? The Leveson Love Triangle », in *London School of Economics Media Policy Blog*, le 4 avril 2012 [en ligne],

<https://blogs.lse.ac.uk/mediapolicyproject/2012/04/04/408olumbi-round-up-over-cosy-the-leveson-love-triangle/> [consulté en 408olumbi 2015], sans pagination.

TOWNEND, Judith, « Online Chilling Effects in England and Wales », in *Internet Policy Review: Journal on Internet Regulation*, vol. 3, n° 2, 2014 [en ligne], <http://policyreview.info/articles/analysis/online-chilling-effects-england-and-wales> [consulté en septembre 2014], pp. 1-12.

TRAUTMAN, Lawrence, « Following the Money: Lessons from the Panama Papers », in *Pennsylvania State Law Review*, n° 121 [en ligne], <http://www.pennstatelawreview.org/wp-content/uploads/2017/05/Article-3.4-Trautman-Final.pdf> [consulté en mars 2018], pp. 807-873.

VOON, Tania, « Pointing the Finger: Civilian Casualties of NATO Bombing in the Kosovo Conflict », in *American University International Law Review*, vol. 16, n° 4, 2001 [en ligne] <http://digitalcommons.wcl.american.edu/auilr/vol16/iss4/4/> [consulté en décembre 2017], pp. 1083-1113.

VOORHOOF, Dirk, « The Protection of Journalistic Sources: Recent Developments and Actual Challenges », in *Auteurs et Média*, vol. 1, 2003 [en ligne] <https://biblio.ugent.be/publication/216782> [consulté en 408olumbi 2018], pp. 9-23.

VOORHOOF, Dirk, « European Court of Human Rights : Case of Financial Times a. o. v. UK », in *IRIS Observations juridiques de l'Observatoire européen de l'audiovisuel*, n° 2, 2010 [en ligne], <http://merlin.obs.coe.int/iris/2010/2/article1.en.html> [consulté en janvier 2018], sans pagination.

WAHL-JORGENSEN, Karin, « Is Wikileaks Challenging the Paradigm of Journalism? Boundary Work and Beyond », in *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014 [en ligne], <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/2771/1244> [consulté en 408olumbi 2015], pp. 2581-2592.

WALKER, Clive, « Intelligence and Anti-Terrorism Legislation in the United Kingdom », in *Crime, Law and Social Change*, vol. 44, n° 4-5, 2005, pp. 387-422.

WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », in *International Journal of Open Governments*, vol. 2, 2015 [en ligne], <http://ojs.imodev.org/index.php/RIGO/article/view/19/93> [consulté en octobre 2017], pp. 227-256.

WALKER, John, « Marcus Harvey's 'Sick, Disgusting' Painting of Myra Hindley: A Semiotic Analysis », in *Tate Magazine*, n° 14, 1998 [en ligne], https://www.academia.edu/12043101/MARCUS_HARVEY_S_SICK_DISGUSTING_PAINTING_OF_MYRA_HINDLEY_A_SEMIOTIC_ANALYSIS [consulté en 409olumbi 2018], pp. 1-12.

WARDLE, Claire, « Monsters and Angels: Visual Press Coverage of Child Murders in the USA and UK, 1930-2000 », in *Journalism*, vol. 8, n° 3, 2007 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.918.9482&rep=rep1&type=pdf [consulté en 409olumbi 2018], pp. 263-284.

WHITE, Rob, « Toxic Cities: Globalizing the Problem of Waste » in *Social Justice*, vol. 35, n° 3, 2008-2009 [en ligne], http://www.jstor.org/stable/29768503?seq=1#page_scan_tab_contents [consulté en septembre 2016], pp. 107-119.

WILLIAMS, David, « The United Kingdom's Response to International Terrorism », in *Indiana International and Comparative Law Review*, vol. 13, n° 3, 2003 [en ligne], <https://mckinneylaw.iu.edu/iiclr/pdf/vol13p683.pdf> [consulté en décembre 2014], pp. 683-97.

WILLIAMS, George, « A Decade of Australian Anti-Terror Laws », in *Melbourne University Law Review*, vol. 35, n° 3, 2011 [en ligne], www.mulr.com.au/issues/35_3/35_3_13.pdf [consulté en décembre 2014], pp. 1136-1176.

WRAGG, Paul, « A Freedom to Criticize? Evaluating the Public Interest in Celebrity Gossip after *Mosely* and *Terry* », in *Journal of Media Law*, vol. 2, n° 2, 2010 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17577640.2010.11675781> [consulté en juillet 2015], pp. 295-320.

YAHALOM LEINWAND, Tali, « For British Eyes Only? The DA-Notice System and its Implications for U.S. Media Law », in *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 53, n° 1, 2014 [en ligne], <http://jtl.columbia.edu/for-british-eyes-only-the-da-notice-system-and-its-implications-for-u-s-media-law/> [consulté en septembre 2017], pp. 157-203.

YOUNG, Reuven, « Defining Terrorism: The Evolution of Terrorism as a Legal Concept in International Law and its Influence on Definitions in Domestic Legislation », in *Boston College International and Comparative Law Review*, vol. 29, n°1, 2006 [en ligne], <http://lawdigitalcommons.bc.edu/iclr/vol29/iss1/3> [consulté en décembre 2014], pp. 23-103.

Table des matières

Résumé.....	2
<i>Abstract</i>	3
Remerciements.....	6
Sommaire.....	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	12
PREMIÈRE PARTIE : Les enjeux d'un système libre et pluriel au Royaume-Uni.....	30
I La logique commerciale de la presse et l'intérêt public : un débat persistant.....	30
1.1. Le modèle d'autorégulation et l'économie de la presse à l'épreuve des mauvaises pratiques.....	32
1.1.1. L'idéal du quatrième pouvoir et la pluralité des voix.....	32
1.1.2. La déontologie journalistique face au supermarché du scoop : le cas de l'ancien majordome de la princesse Diana, Paul Burrell, en 2002.....	42
1.2. Le passage difficile vers un nouveau modèle d'autorégulation statutaire.....	53
1.2.1. La culture, les pratiques et l'éthique de la presse : le cas du scandale du piratage téléphonique de 2011.....	54
1.2.2. La réticence de la presse à l'égard de tout cadre statutaire de régulation : le cas de la Charte royale de 2013 portant sur l'autorégulation de la presse.....	67
DEUXIÈME PARTIE : Les articulations entre la liberté de la presse, la censure et l'autocensure en amont de la publication au Royaume-Uni.....	78
II La polémique autour du recours aux super-injonctions : de l'obscurité à la médiatisation.....	80
2.1. Les origines.....	80
2.1.1. Du devoir de confidentialité au droit à la vie privée.....	81
2.1.2. Le cas de <i>Trafigura</i> et la défense de l'intérêt public, en 2009.....	85
2.2. La défiance de la presse traditionnelle et des internautes.....	96
2.2.1. L'efficacité mitigée des <i>super-injonctions</i> : le cas de John Terry, en 2010.....	96
2.2.2. Vers la fin des <i>super-injonctions</i> ? Le cas de l'injonction anonyme de Ryan Giggs, en 2011.....	104

III	Le système singulier de l’Avis aux médias en matière de défense et de sécurité...	114
3.1.	La persistance de l’accord tacite au tournant du XXI ^{ème} siècle.....	115
3.1.1.	Entre confidentialité de l’information officielle et transparence des activités gouvernementales.....	115
3.1.2.	Le cas du bombardement du Kosovo de 1999 et la défense de l’intérêt public.....	123
3.2.	Les stratégies de contournement et l’inefficacité du système de l’accord tacite à l’ère numérique.....	131
3.2.1.	La collaboration expérimentale de la presse traditionnelle avec <i>Wikileaks</i> : le cas de la fuite de renseignements diplomatiques de 2010.....	132
3.2.2.	Le cas des révélations de la surveillance de masse de 2013 et l’intervention du Quartier-général des communications du gouvernement auprès de <i>The Guardian</i>	145
	TROISIÈME PARTIE : Les articulations entre la liberté de la presse, la protection des sources et la surveillance au Royaume-Uni.....	162
IV	La déontologie journalistique à l’épreuve des ordonnances de divulgation.....	164
4.1.	Vers la reconnaissance de la protection des sources en tant que prérogative professionnelle en faveur de l’intérêt public.....	164
4.1.1.	Le principe de protection des sources : du droit négatif au droit positif.....	165
4.1.2.	La protection des sources face à la confidentialité des données médicales: le cas de la grève de faim d’Ian Brady de 1999.....	174
4.2.	La mise en cause des motivations des sources comme motif pour faire dévoiler leur origine.....	183
4.2.1.	La responsabilisation pour falsification des données : le cas de la fusion supposée d’ <i>Interbrew</i> avec <i>South African Breweries</i> de 2001.....	183
4.2.2.	La responsabilisation pour actes terroristes : le cas du massacre de Massereene de 2009.....	195
V	Les journalistes et les lanceurs d’alerte à l’épreuve de la surveillance de masse.....	206
5.1.	L’impact de la lutte anti-terroriste sur les pouvoirs d’enquête et de surveillance depuis les années 2000.....	207

5.1.1.	L'accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation.....	207
5.1.2.	La découverte de la surveillance dissimulée des journalistes en 2014 : les enquêtes policières « Alice » et « Solar ».....	220
5.2.	Les ripostes du journalisme d'investigation à l'ère « post-Snowden ».....	229
5.2.1.	Contre la normalisation de la surveillance de masse au nom de la sécurité : les organisations des droits de l'homme et des journalistes dans <i>Big Brother Watch and Others v UK</i> depuis 2014.....	230
5.2.2.	La réaffirmation de la légitimité journalistique dans le contexte de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » de 2016 et les « Paradise Papers » de 2017.....	240
	CONCLUSION GÉNÉRALE.....	254
	Bibliographie.....	260
I	Sources primaires.....	260
1.	Affaires judiciaires.....	260
2.	Articles de presse, articles de blogs.....	264
3.	Articles et extraits des chaînes de radiodiffusion, de télévision et de film.....	315
4.	Articles et travaux des organisations non-gouvernementales, des associations et d'autres groupes de réflexion.....	320
5.	Travaux parlementaires, gouvernementaux, judiciaires et policiers.....	339
6.	Discours politiques.....	360
7.	Mesures législatives, conventions, traités, déclarations et autres accords.....	362
8.	Sondages.....	367
II	Sources secondaires.....	370
1.	Ouvrages.....	370
2.	Thèses et dissertations.....	385
3.	Articles scientifiques, communications scientifiques.....	386
	Table des matières.....	412
	Index législatif.....	416

Index législatif

loi portant sur l'outrage au tribunal de 1981	
Contempt of Court Act 1981	171
loi portant sur la diffamation de 2013	
Defamation Act 2013.....	95, 110
loi portant sur la diffusion radio et audiovisuelle de 1981	
Broadcasting Act 1981.....	39
loi portant sur la liberté d'information de 2000	
Freedom of Information Act 2000.....	16
loi portant sur la loyauté des transactions commerciales de 1973	
Fair Trading Act 1973	37
loi portant sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité et la sécurité	
Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001	210
loi portant sur la police et les preuves criminelles de 1984	
Police and Criminal Evidence Act 1984	220, 225
loi portant sur la prévention du terrorisme de 1989	
Prevention of Terrorism Temporary Provisions Act 1989.....	210
loi portant sur la protection des libertés de 2012	
Protection of Freedoms Act 2012	216
loi portant sur la radiodiffusion et la télévision de 1990	
Broadcasting Act 1990.....	39, 40, 64
loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000	
Regulation of Investigatory Powers Act 2000	15, 220, 222, 227, 228
loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016	
Regulation of Investigatory Powers Act 2016	231
loi portant sur la santé mentale de 1983	
Mental Health Act 1983	177
loi portant sur le terrorisme de 2000	
Terrorism Act 2000.....	156, 203, 211, 213, 215, 216, 217, 218
loi portant sur le vagabondage de 1824	
Vagrancy Act 1824.....	212
loi portant sur les documents parlementaires	
Parliamentary Papers Act 1840.....	86
loi portant sur les droits de l'homme	
Human Rights Act 1998 ...	14, 15, 18, 47, 80, 85, 93, 99, 101, 110, 111, 113, 162, 167, 173, 178, 201, 210, 254, 257, 258
loi portant sur les entreprises de 2002	
Enterprise Act 2002.....	41
loi portant sur les gouvernements locaux de 2000	
Local Government Act 2000.....	16, 118
loi portant sur les secrets officiels de 1989	
Official Secrets Act 1989.....	57
loi portant sur les services de renseignement de 1994	
Intelligence Services Act 1994.....	117
loi portant sur les services et marchés financiers de 2000	
Financial Services and Markets Act 2000.....	188
loi portant sur les tribunaux supérieurs de 1981	
Senior Courts Act 1981.....	85

La liberté de la presse au Royaume-Uni depuis 1998

Résumé : La période qui court depuis 1998 comporte de nombreux paradoxes pour la liberté de la presse au Royaume-Uni : certaines avancées ont été obtenues, de nouveaux obstacles ont surgi. La crédibilité de l'industrie de la presse à œuvrer au service de l'intérêt public dépend de sa capacité à contrôler les activités des gouvernements et des autres acteurs sociaux. Pour cela, la presse se doit de communiquer des informations fiables, et cela dans le respect de la déontologie journalistique. Or, des tensions existent entre la logique commerciale et la défense de l'intérêt public. L'incapacité du système d'autorégulation à mettre fin aux mauvaises pratiques et l'impact de la dérégulation progressive de l'économie de la presse sur la pluralité des voix font l'objet de controverses. La référence à une « crise » de la presse est abondante dans les discours, dans un contexte marqué par un manque de moyens humains et matériels consacrés au journalisme d'investigation. La place accordée à la pratique journalistique a évolué depuis 1998, en raison de la reconnaissance de la liberté d'expression en tant que droit positif qualifié. Toutefois, la presse est sujette à des contraintes et pressions liées aux structures économiques. Par ailleurs, elle doit faire face à des mesures de censure et d'autocensure en amont de la publication ainsi qu'aux risques liés à la saisie de matériel journalistique et à la divulgation des sources. À l'ère numérique, la capacité de la presse à exercer librement est bouleversée par les évolutions de la stratégie anti-terroriste du Royaume-Uni et la surveillance de masse. Dans ce contexte de changements économiques, politiques et technologiques, certains éléments de la presse traditionnelle ont été capables de s'adapter, de se réinventer et de réaffirmer leur légitimité. De nouveaux modèles de coopération en ressortent, tels que les projets de partenariats transnationaux. Allant au-delà des intérêts des publications concurrentielles, ces projets permettent de traiter des sujets de grande envergure au service de l'intérêt public.

Mots clés : Censure, intérêt public, liberté d'expression, presse, protection des sources, régulation, surveillance de masse.

The Freedom of the press in the United Kingdom since 1998

Abstract: The period since 1998 is comprised of many paradoxes for the freedom of the press in the United Kingdom: some progress has been made but new hurdles have arisen. The newspaper industry's credibility as a public interest medium is dependent on its ability to hold governments and other societal actors to account for their actions. This means that the press has a duty to communicate reliable information and pay due respect to journalistic ethics. Yet there are tensions between the commercial logic and the defence of the public interest. The inability of the self-regulatory system to put a stop to malpractice and the impact of the press economy's progressive deregulation on the plurality of voices are points of contention. References to a "crisis" of the press abound within the various discourses, against a background of a lack of human and material resources being devoted to investigative journalism. The position granted to journalistic practice has changed since 1998, due to the recognition of the freedom of expression as a qualified positive right. However, the press is subject to curbs and pressures in relation to economic structures. Furthermore, it has to deal with measures involving prepublication censorship and self-censorship as well as the risks in relation to the seizure of journalistic material and the disclosure of sources. In the digital age, the ability of the press to practise freely has been shaken by developments in the United Kingdom's anti-terrorist strategy and mass surveillance. Against this background of economic, political and technological changes, some elements of the traditional press have been capable of adapting, reinventing and reaffirming their legitimacy. This has resulted in new paradigms of cooperation such as transnational project partnerships. By going beyond the interests of competing publications, these partnerships are making it possible to deal with large-scale matters in the public interest.

Keywords: Censorship, public interest, freedom of expression, press, protection of sources, regulation, mass surveillance.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS III

ED 625 – MAGIIE : Mondes anglophones, germanophones, iraniens, indiens et études européennes

EA4399 – CREW : *Center for Research on the English-speaking World*

Maison de la recherche, Bureau A005

4 rue des Irlandais

75005 Paris